This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Digitized by Google

Per. L. Int. A. 69 d. 36 17

2229 e. 117/17

= K. 7. 3

L.L.
Internat.
8b

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

SUPPLÉMENT
AU
RECUEIL
DES PRINCIPAUX
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Échange etc.

CONCLUS PAR LES PUISSANCES
DE L'EUROPE
TANT ENTRE ELLES
QU'AVEC LES PUISSANCES ET ÉTATS
DANS D'AUTRES PARTIES DU MONDE;
depuis 1761 *jusqu'à présent.*

PRÉCÉDÉ
DE
TRAITÉS DU XVIIIÈME SIÈCLE
antérieurs à cette époque et qui ne se trouvent pas dans
LE CORPS UNIVERSEL DIPLOMATIQUE
DE
Mrs. DUMONT ET ROUSSET,
ET AUTRES RECUEILS GÉNÉRAUX DE TRAITÉS
PAR
GEORGE FRÉDÉRIC DE MARTENS;
continué par
FRÉDÉRIC MURHARD.

BIBLIOTHECA BODLEIANA

Tome XVII.
1832 — 1836.

À GOETTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1838.

Digitized by Google

Digitized by Google

NOUVEAU RECUEIL DE TRAITÉ

d'Alliance, de **Paix**, de Trêve, de Neutralité de Commerce, de **Limites**, d'Echange etc. et plusieurs autres **actes** servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS

continué par

FRÉDÉRIC MURHARD.

Tome XIII.

1832—1836.

À GOETTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1838.

Digitized by Google

Digitized by Google

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS;

continué par

FRÉDÉRIC MURHARD.

NOUVELLE SÉRIE.

Tome IV.

1832—1836.

À GOETTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1838.

Digitized by Google

Digitized by Google

AVIS AU LECTEUR.

L'affluence de matières plus pressantes n'a pas permis d'insérer dans le Tome présent de ce Recueil la continuation des *Actes et Documens relatifs aux affaires de la Grèce.* Le même obstacle se présentera probablement lors de la publication des Tomes suivans. L'éditeur se trouvant ainsi dans l'alternative, ou d'agrandir trop le volume des Tomes ou

Digitized by Google

de retarder la publication d'un assez gran
nombre de Traités récens, il a jugé conve
nable, de faire paraître la continuation et l
fin de l'article en question dans le *Nouveau*
Supplément de cette Collection qui sera publi
incessamment.

Digitized by Google

NOUVEAU RECUEIL

DE

TRAITÉS.

1831 — 1836.

Digitized by Google

1.

Tradato de Amistad, Comercio y Navegacion entre los Estados-Unidos Mejicanos por una parte, y la República de Chile por la otra parte. Fecho 7. Marzo 1831.

(D'après une publication officielle imprimée en Mexique.

Texte original.

En el nombre de Dios, autor y Legislador de Universo.

El Gobierno de los Estados-Unidos Mejicanos por una parte, y el de la República de Chile por la otra, deseando confirmar y estrechar los sentimientos de fraternidad que entre ambas Republicas han existido siempre por la intendidad de su orijen idioma, costumbres é intereses; y establecer reglas seguras para la conservacion y fomento de sus relaciones comerciales por medio de un Tratado solemne de Amistad, comercio y navigacion, han nombrado con este objeto sus respectivos Plenipotenciarios, á saber:

Su Excelencia el Vice-Presidente de los Estados-Unidos Mejicanos à Su Excelencia Don Miguel Ramos Arispe;

Y Su Excelencia el Vice-Presidente de la República de Chile à Su Excelencia Don Joaquin Campino.

Quines despues de haberse comunicado mútuamente sus Plenos Poderes, y hallándolos en buena y debida forma, han acordado y concluido los Artículos siguientes: —

Art. 1. Será perpetua entre la República de Chile por una parte, y los Estados Unidos Mejicanos por la otra, aquella estrecha y franca amistad que ha existido siempre entre ámbas, por la identidad de su orijen, idioma, leyes y costumbres; y que tanto importan al interes comun de su recíproca independencia y libertad.

Digitized by Google

1.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Mexique et le Chili. Conclû le 7. Mars 1831.

(Traduction authentique anglaise redigée au Foreign office à Londres.)

In the name of Almigthy God, the Creator and Legislator of the Universe.

The Government of the United States of Mexico on the one part, and that of the Republic of Chili on the other, being desirous of confirming and consolidating the fraternal sentiments which have ever existed between the two Republics, from their identity of origin, language, customs and interests; and of establishing permanent regulations for the preservation and encouragement of their commercial relations, by mean of a solemn Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, have appointed, for this purpose, their respective Plenipotentiaries, viz:

His Excellency the Vice-President of the United States of Mexico, His Excellency, Don Miguel Ramos Arispe;

And his Excellency the Vice-President of the Republic of Chili, his Excellency, Don Joaquin Campino.

Who, after presenting and examining their respective Full Powers, and finding them in due and regular form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. The strict and sincere friendship which has ever subsisted between the Republic of Chili on the one part, and the United States of Mexico on the other, from the identity of their origin, language, laws and customs, and which friendship is so important to the common interests of their reciprocal independance and liberty, shall be perpetual.

Digitized by Google

1831 *II. Las partes Contratantes declaran, que l Chilenos y Mejicanos respectivamente, desde su e trada al territorio de la una ó de la otra Repú blica, gozarán de la consideracion, derechos y g rantías, que por las Leyes de uno y otro Pais g zaren en ellos respectivamente, los que han obteni carta de naturaleza; con tan solo, que acrediten q en el pais á que pertenecen, están en posesion goce de Naturalizados, Nativos ó Ciudadanos de e Podrán en consecuencia, luego que acrediten cua quiera de las cualidades antedichas, solicitar y ol tener carta de ciudadania, observando solo las de mas condiciones, que se exijen para ello á los y naturalizados, por las Leyes respectivas de la un y la otra República.*

III. Los Naturales de ámbas Repúblicas go zaran de la mas completa libertad para ir co sus buques y cargamentos á todos los lugares, pu ertos y rios de la una ó de la otra, en los que ac tualmente se permite, ó en adelante se permitier entrar, á los Súbditos y Ciudadanos de la nacio mas favorecida. Podrán permanecer y residir e cualquier lugar de las mencionadas Repúblicas, y ocuparse libre y seguramente en la industria, pro fesion, jiro ú oficio, que mas les convenga; arre glándose á las Leyes de cada Pais para su Naturales respectivos.

IV. Todo comerciante, comandante de buque ú otros, naturales, bien sean de la República de Chile, en Méjico, ó de la de Méjico en Chile, es taran exentos de todo servicio militar forzoso en el Ejército y Armada, no se les impondrá espe cialmente á ellos préstamos forzosos, y su propie dad no estará sujeta á otras cargas, requisiciones ó impuestos que los que se paguen por los Nativos del respectivo Pais.

V. Los naturales de ambas Repúblicas goza rán respectivamente en la una y en la otra, de li bertad completa para manejar por si sus propios negocios, ó para encargar su manejo á quien mejor les parezca, sea corredor, factor, ó ajente; no se les obligará á emplear para estos objetos otros per sonas, que las que se acostumbran emplear por los naturales; ni estarán obligados á pagarles mas

Digitized by Google

II. The Contracting Parties declare that Chilians 1831
and Mexicans respectively, immediately upon their entering the territory of either Republic, shall enjoy the same respect, rights and privileges, as are lawfully enjoyed in each respective Country by those who have obtained letters of naturalization; provided always, that the said individuals prove, that, in the Country to which they belong, they are in the possession and enjoyment of all the rights belonging to Naturalized Persons, Natives or Citizens. In consequence of which, they can, as soon as they have given proof of possessing either of the above qualifications, solicit and obtain letters of citizenship, subject to the other conditions required in such case from those already naturalized by the respective Laws of the two Republics.

III. The Natives of the two Republics shall enjoy the most unrestricted liberty of proceeding with their ships and cargoes to all the towns, forts and rivers of either State, wherever the Subjects and Citizens of the most favoured Nation are now, or shall hereafter, be allowed to enter. They may stay and reside in any Town of the said Republics, and engage in, and exercise, in full and complete security, any trade, profession, pursuit or office they may prefer; provided always that they duly observe the Laws existing in each Country, respectively, for the Natives.

IV. All Merchants, Masters of Vessels, and others, Natives of the Republic of Chili, or of that of Mexico, who may be respectively in Mexico or Chili, shall be exempt from all compulsory military service either in the Army or Navy, and especially from all forced contributions, and their property shall not be liable to any other charges, demands, or imposts than such as are paid by the Natives of the respective Country.

V. The Natives of the two Republics shall respectively enjoy in both States, an uncontrouled freedom in the management of their private affairs, or in intrusting the management of them to whatsoever Broker, Factor, or Agent they may think fit: they shall not be required to employ for this purpose any other persons than those who are usually employed by the Natives; neither shall they be compelled to pay them

Digitized by Google

1831 *salario, ó remuneracion, que la que en semeja casos se paga por aquellos; disfrutando libe absoluta para comprar y vender, por mayor menudeo, fijando y ajustando los precios de cua quiera efectos ó mercancias, como lo crean co niente; con tal que se conformen con las Ley costumbres establecidas en el Pais para sus natura*

Tendrán libre y facil acceso á los tribun de Justicia en los referidos paises respecti mente, para la prosecucion y defensa de justos derechos, y estarán en libertad de empl en todos estos casos los Abogados, Procurado ó Ajentes, de cualquiera clase que juzguen conveniente. Podrán disponer de su propiedad, cualquiera clase ó denominacion que sea, por tes mento, donacion ó contrato; y suceder igualme por testamento, ab-intestato, ó de otro modo, c forme á las leyes que á este respecto rijan en u y en otro Pais para sus naturales respectivos.

VI. Los Naturales de ámbas Repúblicas q naveguen en buques así mercantes como de guer ó paquetes, se prestarán mútuamente en alta m y en sus costas, todo jénero de auxilios, en virt de la amistad que existe entre ámbos Paises; y p drán dirijirse, arribar, anclar y permanecer, todos los puertos de uno y otro territorio espres mente habilitados para el comercio por sus respe tivos Gobiernos, y hacer víveres, y repararse toda averia, hasta ponerse en estado de continu sus viajes; todo á espensas del Estado ó particul res á quienes correspondan, y sujetándose siemp á lo que dispongan las Leyes del Pais.

Los Desertores de los buques de guerra, me cantes ó paquetes, serán aprendidos y devueltos i mediatamente por las autoridades de los lugar en que se encontrasen: bien entendido, que á l entrega debe proceder la reclamacion del Coman dante ó Capitan del buque respectivo, dando la señales del individuo ó individuos, constancia de rol, y nombre del buque de que hayan desertad Podrán ser depositados en las prisiones públicas hasta que se verifique la entrega en forma; per este depósito no podrá pasar del término de 8 dias

Digitized by Google

a greater remuneration or salary, than is paid in similar cases by the latter: they shall enjoy full liberty to buy and sell, by wholesale or retail, and of fixing and adjusting, at their option, the prices of every description of goods or merchandize; provided that in so doing they conform to the Laws and Customs established in the Country for the Natives. 1831

They shall have freedom of access to the Courts of Law in the abovenamed respective Countries, for the prosecution and defence of their just rights, and shall be at liberty to employ, in all such cases, the Advocates, Attornies, and Agents which they may consider necessary. They can dispose of their property, of whatever kind or denomination, by will, free gift, or contract; and may also succeed, by will, *ab intestato*, or in any other manner, conformably to the Laws provided in these cases by both Countries, for the Natives respectively.

VI. The Natives of both Republics navigating either in Merchant Vessels, Ships of War or Packets, shall mutually render to each other, both on the high seas and on the coasts thereof, every kind of assistance, in virtue of the friendship subsisting between the 2 Countries; and they may steer for, enter, anchor, and remain in all the Ports of both States, expressly appointed for the purpose of Commerce by their respective Governments, and may there lay in provisions, and make all necessary repairs, to enable them to continue their voyage; every expense attending the same being defrayed by the State, or the individuals, interested, and all the Laws of the Country being duly observed.

Deserters from Ships of War, Merchant Vessels, or Packets, shall be immediately apprehended and given up to the Authorities of the Places in which they are found, the act of delivery being preceded by their being claimed by the Commander of the respective Vessel or Ship, and a true description given of the individual or individuals, together with a certified Extract from the muster book or roll, and the name of the Ship from which they deserted. Such Deserters may be committed for safe custody to the public prisons, until the delivery is effected in due

Digitized by Google

VII. Serán considerados buques Chilenos Mejicanos respectivamente todos aquellos, de cualquiera construccion que sean, que de buena fé pertenezcan á los Naturales de la una ó de la otra República, y cuyos Comandantes justifiquen, que en la República á que respectivamente pertenecen son reconocidos como nacionales, segun las Leyes y reglamentos existentes, ó que en adelante se promulguen; de lo que se hará oportuna comunicacion de la una á la otra parte. A fin de que puedan reconocerse y respetarse la nacionalidad de dichos buques, deberán sus comandantes llevar siempre, y exhibir cartas de mar, espedidas en la forma acostumbrada y firmadas por la Autoridad competente.

VIII. No se impondrán otros, ni mas altos derechos por razon de toneladas, fanal, emolumentos de puerto, práctico, cuarentena, salvamento en caso de avería ó naufrajio, ú otros semejantes, jenerales ó locales, á los buques de cada una de las partes contratantes, en el territorio de la otra, que los que actualmente pagan, ó en lo sucesivo pagaren en los mismos los buques de la Nacion mas favorecida. Y en todo lo relativo á la policía de los puertos, carga y descarga de buques, la seguridad de las mercancías, bienes y efectos, los naturales de ámbas Repúblicas respectivamente estarán sujetos á las Leyes y estatutos locales del Pais en que residan.

IX. No se pagarán otros, ni mas altos derechos en los Puertos Mejicanos por la importacion ó esportacion de cualesquiera mercancías en buques Chilenos, sino los que se paguen, ó en adelante se pagaren, en los mismos Puertos de Méjico por los buques de la Nacion mas favorecida; ni en los Puertos de Chile se pagarán otros ni mas altos derechos por la importacion ó esportacion de cualesquiera mercancías en buques Mejicanos, sino los mismos que en dichos Puertos de Chile paguen, ó en adelante pagaren los buques de la Nacion mas favorecida.

X. No se impondrán otros, ni mas altos derechos á la importacion en la República de Méjico de los

Digitized by Google

form: but their confinement cannot exceed the space of 8 days. 1831

VII. All Vessels of whatever description shall be respectively considered as Chilian or Mexican, provided they actually and truly belong to the Natives of either Republic, and that their Commanders or Masters can satisfactorily prove that, in the Republic to which they respectively belong, they are considered as national, in conformity with the Laws and Regulations now existing, or which shall hereafter be promulgated: of which due communication shall be made by one to the other State. In order that the nationality of the said Vessels may be the better recognized and respected, their Commanders shall always be provided with, and exhibit, Licences, issued in the usual form, and duly signed by the competent Authority.

VIII. No other or higher duties than those already known by the name of tonnage, light-house, port, pilot, quarantine, salvage, in case of damage or shipwreck, nor any similar ones, general or local, nor any others than those which are now paid, or shall hereafter be paid, by the most favoured Nation, shall be imposed upon the Vessels belonging to either of the Contracting Parties. And in all that relates to Port Regulations, the loading or unloading of Vessels, the security of merchandize, goods and effects, the Natives of both Republics shall be respectively subject to the Laws and local Statutes of the Country in which they reside.

IX. No other or higher Duties shall be paid in Mexican Ports, upon the importation or exportation in Chilian Vessels, of any merchandize whatsoever, than are now paid, or shall hereafter be paid, in the said Ports of Mexico, by the Vessels of the most favoured Nation; nor shall there be paid in the Ports of Chili, upon the importation or exportation, in Mexican Vessels, of merchandize of any description whatsoever, other or higher Duties than those which are now paid, or shall hereafter be paid, in the said ports of Chili, by the most favoured Nation.

X. No other or higher Duties shall be imposed upon the importation into the Republic of Mexico, of

Digitized by Google

1831 *productos naturales, ó de la indústria de Chile, i en dicha República á la importacion de los produ tos naturales, ó de la indústria de Méjico, que l que pagan actualmente, ó en lo sucesivo pagare los mismos artículos de la Nacion mas favorecida observándose el mismo principio para la esportacion ni se impondrá prohibicion alguna sobre la impor tacion ó esportacion de algunos articulos en el tra fico recíproco de las 2 Partes Contratantes, qu no se haga igualmente estensiva á todas las otra Naciones.*

XI. Los Ministros y Ajentes diplomaticos d ámbas Partes Contratantes gozarán en la una en la otra República respectivamente, de todos lo privilejios, exenciones, é inmunidades debidas á s rango por consentimiento jeneral de las Naciones y que en la una y en la otra disfrutasen los d la Nacion mas favorecida.

XII. Cada una de las Partes Contratante podrá nombrar Cónsules, que residan en el Terri torio de la otra para la proteccion del comercio pero ántes que funcionen como tales, deberán ob tener el exequatur en la forma acostumbrad del Gobierno, en cuyo Territorio deban residir: re servandose cada una de las 2 Partes Contratante el derecho de exceptuar de la residencia de Cónsu les, aquellos puntos particulares en que no teng por conveniente admitirlos; mas los que fueren ad mitidos y aprobados gozarán de las consideracione debidas por usos y costumbres de las Naciones a su carácter Cónsular.

XIII. Ambas Partes Contratantes se convie nen en que sus respectivos Ministros, Ajentes di plomáticos, ó consules, residentes en aquellos Pai ses, cerca de cuyos Gobiernos no tuviese la otra Mi nistro Ajente, ó Cónsul, puedan con el consenti miento del Gobierno, cerca del cual residen, re presentar promover y defender los intereses de la ótra, conforme á los encargos especiales que del Gobierno de ella recibieren.

XIV. Con el fin de arreglar puntos suma mente importantes, y de un comun interes á todas las nuevas Repúblicas de la América antes Es pañola, las 2 Partes Contratantes se comprometen

Digitized by Google

the natural produce, or of the manufactures of Chili, 1831
nor upon the importation into the latter, of the natural produce, or of the manufactures of Mexico, than those which are now paid, or shall hereafter be paid, upon similar articles, by the most favoured Nation; the same principle shall also be extended to exportation: nor shall any prohibition be imposed upon the importation or exportation of any articles in the mutual traffic of the 2 Contracting Parties, which is not made to apply equally to all other Nations.

XI. The diplomatic Ministers and Agents of the two Contracting Parties, shall enjoy in both Republics, respectively, all the privileges, exemptions, and immunities, allowed to their Office by the general consent of all Nations, and which those of the most favoured Nation enjoy in the two Countries, respectively.

XII. Each of the Contracting Parties may appoint Consuls, who shall reside in the Territory of the other State, for the protection of trade: but before entering upon the duties of their Office, they must obtain from the Government, in whose Territory they are about to reside, the *exequatur*, in the usual form; each Contracting Party reserving to itself the right of refusing to Consuls a residence in those places, into which they do not consider it expedient to admit them; but those who shall have been admitted and approved shall enjoy all the rights allowed to the Consular Office by the usages and customs of Nations.

XIII. Both Contracting Parties agree that their respective Ministers, Diplomatic Agents, or Consuls, resident in those Countries, at whose Government one of the said Contracting States shall not have a Minister, Agent, or Consul, may, with the consent of the Government at which they are resident, represent, promote, and defend, the interests of the other State, conformably with the special instructions which they may receive from their respective Government.

XIV. With the view of arranging questions involving subjects in the highest degree important and of common interest to all the new Republics of America, which formerly constituted Spanish America, the 2

Digitized by Google

1831 *á promover con ellas el nombramiento de Minist*
ó Ajentes bastante autorizados, para la formac
de una Asamblea Jeneral Américana, que po
reunirse en Méjico, ó en el punto que acordare
mayoria de los Gobiernos de dichas nuevas Rep
licas.

XV. Las Partes Contratantes se compro
ten solemnemente á que las negociaciones que p
dan entablarse entre la Corte de Madrid y cual
quiera de ellas, con el objeto de asegurar la in
pendencia y la paz, incluyan y comprendan igu
mente los intereses á este respecto tanto de Ch
como de Méjico. Y se compromoten tambien á
fluir con las otras Repúblicas de América an
sujetas á la dominacion Española, para que
su caso obren de la misma manera.

XVI. La duracion de este Tratado será p
el término de 10 años, contados desde el dia
que se cambien las Ratificaciones respectivas;
no se convinieren ambas Partes Contratantes
variarlo, ó reformarlo ántes del dicho término.

XVII. El presente Tratado será ratificad
y las Ratificaciones serán cambiadas en el termi
de 12 meses, ó ántes si fuere posible.

En fé de lo cual, los respectivos Plenipoten
ciarios lo han firmado y sellado con sus Sellos re
spectivos.

Fecho en la Ciudad Federal de Méjico, à lo
7 dias del mes de Marzo del año del Señor de 183

(*L. S.*) *Miguel Ramos Arispe*
(*L. S.*) *Joaquin Campino.*

Articulo adicional.

Se declara que cuando en los Articulos VIII
IX, y X, de este Tratado se hace uso de la espre-
sion Nacion mas favorecida, *no es la intencion, que*
esta espresion comprenda en Chile aquellos favores
ó particulares ventajas que por Tratados, ó Con-
venciones especiales se hayan estipulado, ó se esti-
pularen en adelante, entre dicha República de Chile
y cualquiera Gobierno de los Paises de la lengua
Española, con quienes hasta el año de 1810, for-

Digitized by Google

Contracting Parties engage to further, in conjunction with them, the appointment of duly empowered Ministers or Agents, for the formation of a General American Assembly, to meet at Mexico, or at any other place that may be determined upon by the majority of the Governments of the aforesaid new Republics. 1831

XV. The Contracting Parties solemnly engage, that the negotiations which may be entered into with the Court of Madrid or any other whatsoever, having for object the securing of independence and peace, shall equally include and comprehend the interests both of Chili and Mexico. And they likewise engage to use all their influence with the other Republics of America which were formerly under the domination of Spain, to act, as far as regards themselves, in the same manner.

XVI. The duration of this Treaty shall be for the term of 10 years, reckoning from the day on which the respective Ratifications are exchanged; unless both Parties shall agree to alter or improve it before the expiration of the said period.

XVII. The present Treaty shall be ratified and the Ratifications thereof exchanged within the space of 12 months, or sooner if possible.

In faith of which the respective Plenipotentiaries have signed it, and sealed it with their respective Seals.

Given at the Federal City of Mexico, on the 7th day of March, in the year of our Lord 1831.

(L. S.) Miguel Ramos Arispe.
(L. S.) Joaquin Campino.

Additional Article.

It is declared that the expression "*most favoured Nation*," employed in Articles VIII, IX, and X, of this Treaty, is not to be understood in Chili, as comprehending those favors or particular advantages which have been already, or may hereafter be, stipulated for by Treaties or Special Conventions between the said Republic of Chili, and any other Government of the Countries speaking the Spanish language, with which up to the year 1810, it formed one and the

Digitized by Google

1831 *maba ella una misma Nacion. Los cuales favore ó particulares ventajas podrán del mismo mod concederse reciprocamente las Repúblicas de Méjic y Chile por iguales Tratados ó Convenciones espe ciales.*

El presente Artículo Adicional tendrá la misma fuerza y valor, que si se hubiera insertado palabra por palabra en el Tratado de este dia. Será ratificado y las Ratificaciones serán cambiadas al mismo tiempo.

En fe de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado y sellado con sus Sellos respectivos.

Fecho en la ciudad federal de Méjico, à los 7 dial del mes de Marzo del año del Señor de 1831.

(*L. S.*) MIGUEL RAMOS ARISPE.
(*L. S.*) JOAQUIN CAMPINO.

Digitized by Google

same Nation. Which favors or particular advantages, 1832
the Republics of Mexico and Chili are at liberty to grant to each other, in the same manner, by similar Treaties or Special Conventions.

The present Additional Article shall have the same force and value, as if it had been inserted word for word in the Treaty of this day. It shall be ratified and the ratifications exchanged at one and the same time.

In faith of which, the respective Plenipotentiaries have signed it, and sealed it with their respective seals.

Given at the federal City of Mexico, on the 7th day of March, in the year of our Lord 1831.

(L. S.) Miguel Ramos Arispe.
(L. S.) Joaquin Campino.

2.

Texte original et complet des Actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15. Novembre 1831 entre la Grande Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de Berlin et de St. Petersbourg.

(Copies tout à fait dignes de foi.)

I. *Ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.*

Nos Franciscus Primus, divinâ favente clementiâ, Austriae Imperator; Hierosolymae, Hungariae, Bohemiae, Lombardiae et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae et Ladomeriae, Rex; Archidux Austriae; Dux Lotharingiae; Salisburgi, Styriae, Carin-

Digitized by Google

1831 thiae, Carnioliae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tyrolis, etc.;

Notum testatumque omnibus et singulis quorum interest, tenore praesentium facimus.

Posteaquam et consiliis super exortis in Regno Belgii inde a mense Septembris 1830, novis rerum adjunctis, inter nostros et Francorum, Magnae Britanniae ac Borussiae Regum, Russiarum item Imperatoris, Majestatum Plenipotentiarios, collatis tractatus coaluit, qui die 15. Novembris anni prioris Londini a praelaudatis Plenipotentiariis ex unâ, et ex altera parte a praesentis Belgarum Regis Majestatis Plenipotentiariis signatus fuit, cujusque tenor sequens est:

(*Texte du Traité.*)

Nos, visis et perpensis hujus Articulis, illos, reservatis tamen juribus Serenissimae Confederationis Germanicae intuitu eorum Articulorum, qui concessionem et permutationem partis Magni Ducatus Luxemburgensis concernunt, omnino approbavimus, atque ratos gratosque habere hisce declaramus ac profitemur, verbo nostro Caesareo Regio, pro nobis et successoribus nostris, spondentes nos ea omnia quae in illis continentur, salvâ reservatione praefatâ, fideliter adimpleturos esse.

In quorum fidem ac robur, praesentes ratihabitionis nostrae tabulas manu nostrâ signavimus sigilloque nostro Caesareo Regio appenso firmari jussimus.

Dabantur in imperiali Urbe nostrâ Viennâ Austriae, die 21 mensis Martii, anno 1832, Regnorum nostrorum 41.

FRANCISCUS.

PRINCEPS A METTERNICH.

Ad mandatum sac. Caes. ac Reg. Apostolicae Majestatis proprium.

FRANCISCUS L. B. A LEBZELTERN COLLENBACH.

II. *Ratification de Sa Majesté le Roi de Prusse.*

Nous, Frédéric-Guillaume III. par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc., etc.;

Savoir faisons par les présentes:

Les Cours de Prusse, d'Autriche, de France, de la Grande Bretagne, et de Russie, ayant, par suite

Digitized by Google

des événemens qui ont eu lieu dans le Royaume-Uni 1832
des Pays-Bas, depuis le mois de Septembre de l'année 1830, jugé nécessaire, pour la conservation de la Paix et pour le maintien du repos et de l'ordre en Europe, d'apporter des modifications aux transactions de l'année 1815, par lesquelles avait été créé et établi le Royaume-Uni des Pays-Bas, ont, à cet effet, réuni à Londres des Plénipotentiaires, et les ont munis de leurs pouvoirs, afin d'entrer en délibération et de concerter les arrangemens destinés à remplir cet objet important; et Sa Majesté le Roi des Belges, s'étant associé à ces intentions des 5 Cours susmentionnées, a également envoyé à Londres un Plénipotentiaire, dûment autorisé à concourir au même but. En conformité de quoi, ces Plénipotentiaires, savoir: etc. etc. etc., ayant conclu et signé en la Ville de Londres, et sous la date du 15. Novembre, 1831, le Traité dont la teneur suit ici, de mot à mot:

(*Texte du Traité.*)

Nous, après avoir lu et examiné cet Acte, l'avons trouvé en tout point conforme à notre volonté; en conséquence de quoi nous l'avons approuvé, confirmé et ratifié, comme par les présentes nous l'approuvons, le confirmons et le ratifions, promettant en notre nom et en celui de nos Héritiers et Successeurs d'en accomplir fidèlement le contenu.

En foi de quoi, nous avons signé et fait munir de notre Sceau Royal le présent Acte de Ratification qui sera échangé contre l'Acte de Ratification de Sa Majesté le Roi des Belges.

Fait à Berlin, le 7. Janvier, de l'an de grâce 1832, et de notre Règne le 35.

BERNSTORFF. FREDERIC-GUILLAUME.

III. *Ratification de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.*

Nous, Nicolas I, par la grâce de Dieu, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, de Moscou, Kiovie, Wladimir, Novogorod, Czar de Casan, Czar d'Astracan, Czar de Pologne, Czar de Sibérie, Czar de la Chersonèse-Taurique, Seigneur de Plescou, et Grand-Duc de Smolensk, de Lithuanie, Volhynie,

Digitized by Google

1832 Podolie et de Finlande, Duc d'Estonie, de Livon
de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Bialisto
Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bulga
et d'autres; Seigneur et Grand-Duc de Novogor
Inférieur, de Czernigovie, Résan, Polock, Rosto
Jaroslaw, Bélo Osérie, Udorie, Obdorie, Condinie, V
tepsk, Mstislaw, Dominateur de tout le côté du No
Seigneur d'Ivérie, de la Cartalinie, de la Géorgie,
la Cabardie, et de la Province d'Arménie, Prince Hé
ditaire et Souverain des Princes de Czercassie, Gors
et autres, Successeur de Norwege, Duc de Schl
wick Holstein, de Stormarie, de Dithmarsen et d'
denbourg, etc., etc., etc.

Savoir faisons que,

D'un commun accord entre Nous, Leurs Majes
l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, le R
du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlan
et le Roi de Prusse, d'une part, et Sa Majesté le R
des Belges, de l'autre, nos Plénipotentiaires respect
ont conclu et signé à Londres, le 3-15. Novemb

3.

Convencion para la próroga del plaz perfijado por el Tratado de Méjic de 7 de Marzo de 1831, *entre la Re pública de Chile y los Estados-Uni dos Mejicanos, para el canje de la Ratificaciones.*

Por cuanto ha espirado el plazo, que por el Ar tículo XVII del Tratado concluido en Méjico en de Marzo de 1831, *entre el Señor Don Joaqui Campino, como Plenipotenciario de la Repúblic de Chile, y el Señor Don Miguel Ramos Arisp como Plenipotenciario de los Estados-Unidos Me jicanos, se prefijó para el canje de sus Ratificacio nes; y siendo la intencion de ámbos Gobiernos lle varlo á debido efecto con las modificaciones acor dadas;*

Digitized by Google

1831, un Traité, dont la teneur, mot pour mot, est 1832
comme suit:

(*Insertion.*)

A ces causes, après avoir suffisamment examiné ce Traité, nous l'avons agréé, et nous le confirmons et ratifions, sauf les modifications et amendemens à apporter dans un Arrangement définitif entre la Hollande et la Belgique aux Articles IX, XII, et XIII, promettant, sur notre parole Impériale, pour Nous et nos Successeurs, et sous la réserve énoncée ci-dessus, que tout ce qui a été stipulé dans ledit Traité sera observé et exécuté inviolablement.

En foi de quoi, nous avons signé de notre propre main la présente Ratification impériale, et avons ordonné d'y apposer le Sceau de notre Empire.

Donné à St. Petersbourg, le 18. Janvier, 1832, de notre Règne la 7ème Année.

NICOLAS.

Le Vice-Chancelier, COMTE DE NESSELRODE.

3.

Convention entre la République de Chili et celle de Mexique, pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7. Mars 1831 *pour l'échange des Ratifications du dit Traité. En date du* 15. *Juin* 1832.

(Traduction anglaise redigée au Foreign Office à Londres.)

Inasmuch as the time has expired which, by the XVIIth Article of the Treaty concluded on the 7th March, 1831, between Senor Don Joaquin Campino, in his capacity of Plenipotentiary of the Republic of Chili, and Senor Don Miguel Ramos Arispe, in that of Plenipotentiary of The United States of Mexico, was appointed for the exchange of its Ratifications, and it being the intention of both Governments to give due effect to the said Treaty, subject to the modifications agreed upon;

Digitized by Google

1832 *Nosotros los infrascritos Don Andres Bello, Don José Mariano Troncoso, autorizados el prime por el Gobierno de la República de Chile y el s gundo por el de los Estados-Unidos Mejican para allanar las dificultades que de la espiraci del indicado plazo resultan; habiendo exhibido nu stros respectivos Poderes, hemos estipulado y aco dado:*

Art. 1. Que se prorogue dicho plazo hasta 31 *del mes de Agosto próximo; sin que ningu de las Altas Partes Contratantes pueda alegar nulidad á causa de la inevitable demora occurri en las Ratificaciones y canje; teniéndolo y dándo por firme y valedero en todas sus cláusulas, de misma manera que si las Ratificaciones de ámb se hubiesen otorgado y canjeado ántes del dia de Marzo de* 1832.

II. La presente Convencion tendrá el misn valor y efecto que si hubiese sido ratificado forma mente por nuestros respectivos Gobiernos.

En fé de lo cual, la firmamos y sellamos e la ciudad de Santiago de Chile, á 15 *del pr sente mes de Junio de* 1832.

(*L. S.*) ANDRES BELLO.
(*L. S.*) JOSE M. TRONCOSO.

Digitized by Google

We, the undersigned, Don Andres Bello, and Don José Mariano Troncoso, the former authorized by the Government of the Republic of Chili, and the latter by that of The United States of Mexico, to remove the difficulties resulting from the expiration of the term fixed by the said Treaty, after due and reciprocal presentation of our respective Powers, have stipulated and agreed: 1832

Art. I. That the said term shall be prolonged until the 31st of the month of August next; without either of the High Contracting Parties being allowed to consider the said Treaty, null and void, in consequence of the unavoidable delay which has occurred in the Ratifications, and the exchange of them; the said Treaty being considered as firm and valid in all its clauses, as if the Ratifications had been accepted and exchanged before the 7th day of March, 1832.

II. The present Convention shall have the same value and effect, as if it were formally ratified by our respective Governments.

In faith of which we have signed and sealed the same in the City of Santiago de Chili, on the 15th of the present month of June, 1832.

(L. S.) Andres Bello.
(L. S.) Jose M. Troncoso.

Proclamation du Gouvernement de la République de Chili, en date du 30. *Août* 1832.

Traduction anglaise redigée au Foreign Office à Londres.

Be it known also:

That a Convention, having for object an extension of the term fixed by the Treaty concluded the 7 March 1831 between the Republic of Chili and the United States of Mexico, for the exchange of its Ratifications, was entered into and signed in this city of Santiago, on the 15 day of June last, between the duly empowered Plenipotentiaries of both States, which convention in form and tenour is as follows:

(Suit le texte de la convention du 15. Juin 1832.)

And the Congress of the Republic of Chili, having approved of the Treaty of 7 March 1831 and its additional article in all its parts, excepting only the words: *wholesale and retail* (*por mayor ó al menudeo*) which occur in the 1th Part of the Vth Article, and which words having been expunged in the Ratification of the

Digitized by Google

1832 Vice-President of the United States of Mexico entrusted with
Executive Power, are consequently void and of no effect; —
reason thereof, and by virtue of the power granted to me by
Constitution, I accept, confirm; and ratify the said Treaty, to
ther with its Additional Article, as also the Convention for
prolongation of the term for the exchange of the Ratificatio
promising, in the name of the Chilian Nation, to fulfil and obse
them, and to cause them to be fulfilled and observed.

Given in the Hall of Government of this City of Santiago
Chile, signed with my hand and sealed with the Arms of the R
public, and countersigned by the Secretary of State for Forei
Affairs, this 30th day of August 1832, in the 23rd year of Chil
Independence.

JOAQUIN TORCONAL. JOAQUIN PRIETO.

*Déclaration du Ministre des affaires étrangères
Chili adressée à Don Jose Mariano Troncoso,
Ministre du Mexique.*

Santiago, 30th August, 183

The Undersigned, Minister for the Department of Forei
Affairs, has been instructed by the President of the Republic
declare to Señor Don José Mariano Troncoso, commissioned

4.

Tratado de Amistad y alianza entr la República del Peru y el Estad del Ecuador. Fécho 12. Julio 183

(Publication officielle imprimée à Sant-Jago.)

En el Nombre de Dios todo Poderoso.

Deseando el Estado del Ecuador y la Repú blica del Perú consultar sus verdaderos interese afianzar su "Independencia," y estrechar lo vínculos con que los ha unido la naturaleza, me diante el establecimiento de una amistad y alian za sincera é inalterable; han resuelto de comu acuerdo celebrar un Tratado que, asegurando esto bienes, satisfaga tal mismo tiempo los votos de am bos Pueblos. Con este fin, Su Excelencia el Pre sidente del Estado del Ecuador ha tenido á bie autorizar competentemente al Ciudadano Diego No boa, Ministro Plenipotenciario cerca del Gobiern

Digitized by Google

the United States of Mexico, to exchange the Ratifications of the Treaty of Mexico of the 7th of March 1831; that, as doubts may possibly arise as to the precise meaning of the XVth Article of the said Treaty, which stipulates that "the Negotiations which may be entered into with the Court of Madrid or any other whatsoever, having for object the securing of Independence and Peace, shall equally include and comprehend the interests both of Chili and Mexico," the Government of Chili understands by the above clause, that neither of the 2 Contracting Parties shall be bound by what may be agreed upon between the other and the Court of Spain, without its special consent to be included and comprehended in the Negotiations, and that it is with this construction that the National Congress has approved the Treaty, and that the President has ratified it, in the name and on behalf of the Chilian Nation. 1832

Although the Government of Chili believes the above to be the natural sense and meaning of the aforesaid Article, and has no doubt that it will be so interpreted by the Government of the United States of Mexico, it has judged it to be expedient, from the importance of the point to which it has reference, to make this Declaration, which the Undersigned is commanded to present to Señor Troncoso at the time of exchanging the Ratifications.

The Undersigned begs to repeat, etc.

JOAQUIN TOCORNAL.

4.

Traité d'amitié et d'alliance entre la République de Pérou et l'Etat de l'Equateur. Conclú le 12. *Juillet* 1832.

(Traduction anglaise redigée au Foreign office à Londres.)

In the name of Almighty God.

The State of Equator and the Republic of Peru, being desirous of consulting their own true interests, securing their "Independence," and drawing still closer the ties by which nature has united them, by means of a sincere and lasting friendship and alliance, have mutually resolved to enter into a Treaty, which, by securing these advantages, shall at the same time satisfy the wishes of both Nations. For this object, His Excellency the President of the State of Equator, has granted Full Powers to the Citizen Diego Noboa, Minister Plenipotentiary to the Government of Peru; and His Excellency the President of the Peruvian

Digitized by Google

1832 *del Perú; y Su Excelencia el Presidente de la R*
pública Peruana, al Ciudadano José Maria de Pand
Ministro de Estado en el Departamento de Gobier
y relaciones esteriores; los cuales, despues de rec
nocidos y cangeados sus respectivos Plenos Pod
res, han convenido en los Artículos siguientes:

Art. 1. Habrá paz inalterable, y amistad co*stante y sincera entre el Estado del Ecuador y* República Peruana, y entre los Ciudadanos de u*y otro Pais.*

II. Habrá igualmente alianza entre los *Estados para defenderse mutuamente contra cua*quiera agresion estraña.

III. Las Partes contratantes se compromete*á invitar respectivamente á las Repúblicas de B*livia y Chile, para que formen con el Ecuador y Peru una cuadrupla alianza, bajo los términ*que espresa el anterior Artículo.*

IV. En el caso que el Estado del Ecuador tuvie*motivos de desavenencia con algun otro de los d*Continente, el Perú presentará su mediacion pa*que se transijan amigablemente; lo mismo hará* Estado des Ecuador, respecto de la República Pe*ruana cuando se halle en iguales circunstancia*

V. Si degraciadamente esta mediacion no tu*viese buen exito, y cualquiera de las Partes Contra*tantes se viese amenazada por un enemigo exterio*podrá raclamar de la otra los auxilios de buque*de guerra, tropas y demas que reputase necesari*los cuales deberan ser prestados immediatamente qu*sean requeridos.*

VI. Todos los gastos de trasportes de tro*pas, así como los que cause su manutencion* sueldo, armamento de buques y demas auxilios qu*se presenten, serán satisfechos por la parte Con*tratante que los pidiese.

VII. Cualquiera desavenencia que se suscitas*entre el Estado del Ecuador y la República Pe*ruana, será tranzada por todos los medios concilia*torios que dicta la union intima á que se compro*meten, sometiendo la cuestion á la decision de un*Potencia árbitra, en el caso inesperado de que su*Plenipotenciarios no obtuviesen el debido aveni*miento.*

Digitized by Google

Republic, to the Citizen José Maria de Pando, Minister of State in the Department of Government and Foreign Affairs; who, after recognizing and exchanging their respective Full Powers, have agreed upon the following Articles: 1832

Art. I. There shall be unalterable peace and constant and sincere friendship between the State of Equator and the Peruvian Republic, and between the Citizens of both Countries.

II. There shall also be an alliance between the 2 States for their mutual defence against any foreign aggression.

III. The contracting Parties agree to invite the Republics of Bolivia and Chile, respectively, to form with the States of Equator and Peru a quadruple alliance, for the purpose mentioned in the preceding Article.

IV. In the event of the Republic of Equator having any subject of disagreement with any of the other Continental States, that of Peru shall offer its mediation for an amicable arrangement of it; the State of the Equator rendering a similar service, should the Peruvian Republic find itself in like circumstances.

V. If this mediation should unfortunately prove unsuccessful and either of the Contracting Parties should find itself threatened by an external Enemy, it may require from the other, the assistance of Vessels of War, Troops, and any other description of aid that it may deem necessary, which aid must be afforded immediately upon its being applied for.

VI. All the expenses of the transport of troops, as well as of their maintenance and pay, the arming of Vessels, and other assistance afforded, shall be paid by the Contracting Party applying for them.

VII. Should any disagreement arise between the State of Equator and the Peruvian Republic, every conciliatory means suggested by the strict union between them shall be employed for its friendly settlement, and in the unexpected case of the Plenipotentiaries being unsuccessful in their endeavours to effect the same, the question shall be referred to another State for its arbitration.

Digitized by Google

1832 *VIII. Los Ecuatorianos en el Perú, y los P*
ruanos en el Ecuador, serán garantidos en sus d
rechos civiles, del mismo modo que lo están p
las respectivas Constituciones los Naturales del pa
en que residen.

IX. Los Ecuatorianos en el Perú, y los P
ruanos en el Ecuador, estarán esentos del se
vicio de armas, y de las Contribuciones extraord
narias que las Leyes de una y otra Nacion impo
sieren á sus respectivos Ciudadanos; exceptuando
los individuos que respectivamente hayan ganad
la vecindad, segun las Leyes de cada Pais.

X. Ninguna de las 2 Partes Contratant
dará asilo en su Territorio á los famosos ladrone
á los asesinos alevosos, á los incendiarios, n
á los falsos monederos; cualquiera de estos crimi
nales que se acogiere á buscarlo, será devuelto d
Pais donde perpetró el crimen, tan luego com
sea reclamado por el Ministerio de relaciones Ex
teriores, con un testimonio auténtico de la senten
cia definitiva, que contra él se hubiese pronunciad

XI. Ninguno de los Gobiernos del Ecuador
del Perú permitirá que los asilados en su Terri
torio por opiniones políticas, ó por hechos que ha
yan resultado ellas, ataquen la seguridad públic
del Pais á que pertenezcan, promoviendo sedicione
desde el lugar donde residan.

En tal caso el Gobierno, que descubra esto
manejos, pedirá con Documentos que los acrediten
el que sean retirados de sus fronteras al lugar qu
ellos elijan dentro del Territorio de la Repúblic
donde se hallen refugiados, y que no podrá distar
de estas menos de 50 leguas.

XII. Los desertores del Ecuador al Perú, y
del Perú al Ecuador, serán asilados; pero cada
Estado devolverá el armamento, caballos y equipo
que estos lleven consigo debiendolos entregar para
el efecto á la primera autoridad fronteriza del
Estado á que pertenezcan.

XIII. Ninguno de los dos Estados dará ser-

Digitized by Google

VIII. Equatorians in Peru, and Peruvians in Equator, shall be guaranteed in their civil rights, in the same manner as the Natives of the Countries in which they reside, are, by their respective Constitutions. 1832

IX. Equatorians in Peru, and Peruvians in Equator, shall be exempted from military service, and from the extraordinary Contributions imposed by the Laws of the two Nations upon their respective Citizens: with the exception of such individuals as have obtained the right of Citizenship, according to the Laws of each Country.

X. Neither of the 2 Contracting Parties shall afford an asylum within its Territory to notorious robbers, assassins, incendiaries, and false coiners, and should any criminal of this description endeavour to seek refuge in either State, he shall be delivered up to the Country in which the crime was perpetrated, as soon as he shall have been claimed by the Minister for Foreign Affairs, accompanied by an authentic Copy of the final Sentence pronounced against the delinquent.

XI. Neither of the Governments of Equator or Peru shall allow persons, who have sought an asylum within its Territory, either in consequence of their political opinions or of acts resulting from those opinions, to attack the public safety of the Country to which they belong, by promoting sedition from the place where they reside.

In such case, the Government which shall discover these machinations, may require, (the requisition being accompanied by the necessary Documents in proof,) that the parties so offending shall be removed from its Frontiers to the place which they themselves shall choose, within the Territory of the Republic which affords them an asylum, and which place shall not be within 50 leagues of the said Frontiers.

XII. The Deserters from Equator to Peru, and from Peru to Equator, shall be allowed an asylum; but each State shall return the arms, horses, and equipments brought by the said Deserters, for which purpose they must be delivered up to the nearest Frontier Authority of the State to which they belong.

XIII. Neither of the two States shall employ

Digitized by Google

1832 *vicio bajo su Pabellon á los Desertores de que h*
bla el Artículo anterior.

XIV. Mientras se celebre un Convenio sob
arreglo de límites entre los 2 Estados, se reco
cerán y respetarán los actuales.

XV. La liquidacion de las deudas entre u
y otra República, queda reservada para la épo
en que este negocio sea definitivamente acorda
entre el Ecuador y los demas Estados de Colomb

XVI. Una y otra República conservarán M
nistros residentes cerca de los respectivos Gobie
nos, ó en defecto de estos, encargados de negoci
que mantengan las relaciones estrechas establecid
por este Tratado.

XVII. El presente Tratado será ratificado, y l
Ratificaciones cangeadas en el término de 60 dia
contados desde la fecha, ó mas pronto si fuese p
sible, y sometido á la aprobacion de los Congres
respectivos, tan luego como se reunan.

En fé de lo cual, nos los infrascriptos Ministr
de las Partes Contratantes, hemos firmado el pr
sente Tratado de Amistad y Alianza, sellando
con las armas de nuestras respectivas República
en la Ciudad de Lima á 12 dias del mes de Juli
del año del Señor de 1832.

(*L. S.*) DIEGO NOBOA.
(*L. S.*) JOSE M. DE PANDO.

5.

Tratado de comercio entre la Repú blica del Peru y el Estado del Ecua dor. Fecho 12. Julio 1832.

(Publication officielle à Lima.)

En el nombre de Dios Todo Poderoso.

Conociendo el Estado del Ecuador y la Repú
blica del Perú la necesidad de fijar sobre bases só
lidas la amistad y alianza, felizmente establecida
en el Tratado celebrado con esta misma fecha; y
animados de un vivo deseo de contribuir á su mu
tua prosperidad, han determinado arreglar su

Digitized by Google

under its Flag the Deserters mentioned in the preceding Article. 1832

XIV. Until a Convention, respecting the limits of the 2 States, shall have been concluded, the present limits shall be recognized and respected.

XV. The liquidation of the debts existing between the two Republics, shall be deferred until the period when this business shall be definitively agreed upon, between Equator and the other States of Colombia.

XVI. The two Republics shall have a resident Minister at their respective Governments, or, in default of them, Chargés d'Affaires, who shall maintain the strict relations established by this Treaty.

XVII. The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications exchanged within the term of 60 days, reckoned from the date thereof, or sooner if possible, and shall be submitted to the approval of the respective Congresses, as soon as they assemble.

In faith of which, we, the Undersigned Ministers of the Contracting Parties, have signed the present Treaty of Friendship and Alliance, sealing it with the Arms of our respective Republics, in the City of Lima, on the 12th day of the month of July, in the year of our Lord, 1832.

(L. S.) DIEGO NOBOA.
(L. S.) JOSE M. DE PANDO.

5.

Traité de commerce entre la République de Perou et l'Etat de l'Equateur. Signé le 12. Juillet 1832.

(Traduction anglaise.)

In the Name of Almighty God.

The Republic of Peru, and the State of Equator, being convinced of the necessity of fixing upon a solid basis, the friendship and alliance happily established by the Treaty concluded this day, and animated by a sincere desire to contribute to the prosperity of each other, have determined to regulate their commercial

Digitized by Google

1832 *relaciones comerciales de un modo que concilie l intereses comunes y produzcan recíprocas ventaj à ambos Pueblos: y hallándose al efecto debida mente autorizados por sus Gobiernos, à saber:*

Por parte del Ecuador, su Ministro Plenipo tenciario, el Ciudadano Diego Noboa; y por part del Perú, el Ministro de Estado en el Departa mento de Gobierno y relaciones exteriores, el Ciu dadano José Maria de Pando:

Los cuales, despues de reconocidos y cangeado sus respectivos poderes, han convenido en los Arti culos siguientes.

Art. I. Los Ciudadanos del Ecuador pagará en el Perù los mismos derechos y gozarán los mis mos privilegios y esenciones comerciales que si fue sen Peruanos, y estos á su vez pagarán en el Ecua dor los mismos derechos y gozarán los mismos pri vilegios y esenciones comerciales que si fuesen Ecua torianos.

II. Todas las leyes prohibitivas y de estanc que estorban el libre trafico de los frutos y produc ciones del Ecuador y del Perú respectivamente quedan abolidas en uno y otro Estado.

III. Los frutos del Ecuador y los productos de su industria no podrán ser introducidos en los Puer tos del Perú sino en Buques Ecuatorianos ó Pe ruanos, asi como los frutos del Perú y los produc tos de su industria no podrán ser introducidos en los Puertos del Ecuador sino en Buques de una u otra de las 2 Naciones.

IV. Los frutos y producciones Ecuatorianas que se importen en el Perú en los terminos espe cificados en el Artículo anterior, y los frutos y producciones Peruanas que se importen en el Ecua dor, pagarán por todo derecho 8 por ciento de su valor sobre avaluo de plaza, incluso en este derecho el conocido con el nombre de Consulado.

V. Quedan exceptuados de la regla figada en el precedente Artículo los aguardientes y azu cares del Perú que se importen en el Ecuador, los cuales pagarán, á saber: los azucares 12 por ciento sobre avaluo, y los aguardientes 12 reales por cada arroba.

VI. Será tenido por Ecuatoriano ó Peruano

Digitized by Google

intercourse in a manner calculated to prove advanta- 1832
geous to both Countries; with which intent they have appointed their respective Plenipotentiaries, to wit:

The Republic of Peru, the Citizen Jose Maria de Pando, its Minister of State for the Department of Government and of Foreign Relations; and the State of the Equator, the Citizen Diego Noboa, its Minister Plenipotentiary;

Who, having recognized and exchanged their respective Full Powers, have agreed upon the following Articles:

Art. I. The Citizens of Peru shall pay in Equator the same Duties, and enjoy the same commercial privileges and exemptions, as if they were Equatorians; and the Citizens of Equator shall pay in Peru the same Duties, and enjoy the same commercial privileges and exemptions, as if they were Peruvians.

II. All laws of prohibition and monopoly, which impede the free commerce in the produce and manufactures of Peru and Equator, respectively, shall be abolished in each State.

III. The productions of the soil and industry of Equator, can be introduced into the Ports of Peru, only in Peruvian or Equatorian Vessels; and the productions of the soil and industry of Peru, can be introduced into the Ports of Equator, only in Vessels of one or other of the 2 Nations.

IV. The produce and manufactures of Equator, imported into Peru, according to the terms of the preceding Article, and Peruvian produce and manufactures imported into Equator, shall pay no other Duty than 8 per cent. upon their valuation at the place of entry, which Duty shall include that known under the title of *Duty of Consulado.*

V. Shall be excepted, however, from the regulation established in the preceding Article, all brandy and sugar imported into Equator from Peru, the Duties on which shall be, viz. 12 per cent. on the value of the sugar, and 12 reals on each arroba of brandy.

VI. In order to entitle a Vessel to be considered

Digitized by Google

1832 *todo Buque que, ademas de la patente que acre hallarse debidamente matriculado en su respe Estado, tenga Capitan ó Piloto y un tercio lo menos de su tripulacion nacidos de la Repú cuyo Pabellon lleve.*

VII. Los Puertos menores de uno y Estado serán abiertos à los Buques Ecuatori y Peruanos para los frutos y productos de su res tivo Pais que conduzcan, y para los efectos ext geros ya libres por haber pagado sus derechos los Puertos mayores; pero no podrán descarga dichos Puertos menores los efectos extrangeros hayan tomado en tránsito y sin pagar derecho.

VIII. Sin embargo los Buques Ecuatoric estarán obligados á tocar en uno de los Puertos ma res del Perú, para pagar los derechos de los Car mentos que conduzcan, segun el registro que p senten, antes de dirigirse á los Puertos menores su destino. Para exportar los frutos ó produ del pais podrán dirigirse á ellos libremente.

IX. Los Buques Peruanos que se dirijan los Puertos menores del Estado del Ecuador, toc rán antes, á su eleccion, en Guayaquil, ó en Mo Cristi, que será inmediatamente declarado al efe Puerta mayor. Para exportar frutos ó produc del pais podrán entrar en cualquier Puerto lib mente.

X. Los efectos extrangeros puestos en alm cenes de depósito en uno ú otro Estado, no podr ser extraidos en Buques Extrangeros para ningu de los Puertos del Ecuador ó del Perú respectiv mente, sin perjuicio de que dichos Buques extra geros reembarquen los efectos depositados en almac nes que pertenezcan à sus Cargamentos original

XI. Los Buques Extrangeros que extrages dichos efectos con arreglo á lo prefijado en el A ticulo anterior, deberán hacerlo bajo Registro. estos Buques no descargan el todo en un Puer del Ecuador ó del Perú, la existencia á bordo pondrá en una lista, especificando el número de bu tos marcas, numeros, y contenido de ellos, saca todo del Registro que deberán haber presentad esta lista se entregará bajo cubierta, sellada co

Digitized by Google

Peruvian or Equatorian, her Master or Mate, and at least one-third of her Crew, must be natives of the Republic whose Flag she bears, and she must moreover carry a Certificate of her having been duly registered in her own Country. 1832

VII. The minor Ports (those which are not Ports of Entry) of each Country, shall be open to Peruvian or Equatorian Vessels, carrying the produce and manufactures of their respective Countries, as well as Foreign goods which have already paid the Duties in the Ports of Entry; but no Foreign goods taken in *transit*, or on which the Duties have not been paid, can be landed in any minor Port.

VIII. Equatorian Vessels shall, however, be required to touch at some Peruvian Port of Entry, and there to pay the Duties on their Cargoes, according to invoice, before they can proceed to any of the minor Ports of Peru, for which they may be bound. They may, however, sail directly for a minor Port, for the purpose of exporting a Cargo of Peruvian productions.

IX. Peruvian Vessels bound for the minor Ports of Equator, shall touch first either at Guayaquil or Monte Cristi, which latter shall be immediately declared a Port of Entry. They may, however, enter freely into any Port, for the purpose of exporting a Cargo of Equatorian productions.

X. Foreign goods warehoused in either State, cannot be withdrawn for exportation in Foreign Vessels, to any Port of Peru or Equator, respectively, unless the said goods, previously to their being warehoused, shall have formed a part of the original Cargo of the same Vessel in which they are to be exported.

XI. Foreign Vessels withdrawing warehoused goods, by virtue of the latter part of the preceding Article, must take a certified List of the same. Whenever a Foreign Vessel does not discharge the whole of its Cargo at any Port in Peru or Equator, a List of the remainder of the Cargo on board, specifying the number, marks, and contents of the packages, agreeably to the Manifest, shall be made at the Custom-House, and delivered sealed to the Captain, which List shall

Digitized by Google

1832 *el sello de la Aduana respectiva al Capitan Buque, y se exigirá precisamente á los Buques E trangeros procedentes de uno de los Estados Co tratantes, para ser admitidos á la descarga en Puertos mayores del otro.*

XII. Considerandose los Buques Ecuatoria como Peruanos en los Puertos del Perú, y los B ques Peruanos como Ecuatorianos en los Puer del Ecuador, no pagarán mas derecho de ancora tonelada, y otros, que los que respectivamente p guen los Nacionales.

XIII. Los mencionados Buques podrán resp tivamente estacionarse, recorrerse y alistarse los Puertos de uno y otro Estado, gozando de to la seguridad, y proteccion, sin mas gravamen, q el que se acostumbra con relacion á los Nacional

Esta misma disposicion se entenderá como e tensiva á los Buques de Guerra, cuyos Comanda tes deberán ponerse de acuerdo con las Autorid des Locales con respecto al tiempo de su perm nencia.

XIV. Ningun Buque podrá cargar ni desca gar, sino sale y llega, acreditado con regist formales despachados por las respectivas Aduan de su procedencia. Las Aduanas de uno y ot Estado deberán comunicarse entre sí para instrui de los registros que se hayan despachado, y exig á los Capitanes, Torna-guías ó Certificacion que acrediten haberlos cumplido en los Puertos su destino.

XV. Los Empleados del Ecuador ó del Pe que expidieren Registros ó Torna-guías fals serán castigados conforme á las Leyes de su Nacio como si el delito fuese cometido contra ella, pr via la reclamacion del Gobierno que hubiese re bido el daño.

XVI. Los frutos y producciones del Ecuad y del Perú que recíprocamente se internen en u y otro Estado por la frontera terrestre, gozare absoluta excepcion de derechos.

XVII. Los efectos extrangeros que de la Pr vincia de Piura se internen á la de Loja, pag rán un derecho de alcabala de 4 por ciento sob su valor.

Digitized by Google

be required to be exhibited by such Foreign Vessel 1832
proceeding from one of the Contracting States, before it can be allowed to unload at any Port of Entry of the other State.

XII. Equatorian Vessels being considered as Peruvian in Peru, and Peruvian Vessels as Equatorian in Equator, neither of them shall, in the Ports of the other, pay any higher duties of anchorage, tonnage, or of any other description, than are paid by the National Vessels.

XIII. Vessels of either Nation may be stationed, repaired, and equipped, in the Ports of the other, and shall enjoy all the security, receive the same protection, and be subject only to the same liabilities as National Vessels.

This regulation shall be understood to extend to Ships of War, whose Commanders, however, must agree with the Local Authorities, with respect to the period of their stay.

XIV. No Vessel can load or unload, unless she arrives and departs furnished with the proper Documents from the respective Custom-houses. The Custom-houses of each State shall communicate to the other the Documents thus furnished; and they shall require from the Captains of Vessels the return of their Certificates, in proof of their having produced them in the Ports of their destination.

XV. The Officers of Equator or Peru, who shall furnish false Papers to Vessels, shall, on complaint being made by the Government which suffered injury therefrom, be punished according to the Laws of their own Nation, in the same manner as if the crime had been committed against itself.

XVI. The produce and manufactures either of Equator and Peru, respectively, which shall enter the other by the land Frontier, shall be entirely exempt from all duties whatsoever.

XVII. Foreign goods imported from the Province of Piura into that of Loja, shall pay a duty of *Alcabala* of 4 per cent. upon their value.

Digitized by Google

1832 *XVIII. Los Gobiernos de las Partes Contratantes podrán establecer Cónsules en los puntos donde se juzgasen necesarios, para la proteccion recíproca del comercio, y estos Agentes gozarán de las inmunidades que les son concedidas entre las Naciones Europeas.*

XIX. El arreglo de la Estafeta establecida entre los 2 Paises, continuará en los mismos términos en que hoy se halla.

XX. El presente Tratado será ratificado, y las Ratificaciones cangeadas en el término de 6 dias, contados desde la fecha, ó mas pronto si fuese posible, y sometido á la aprobacion Constitucional de los Congresos respectivos, tan luego como se instalaren.

XXI. El presente Tratado, que tendrá efecto 3 meses despues de su publicacion, se conservará en toda su fuerza y vigor por el espacio de 10 años contados desde la fecha en que haya obtenido la aprobacion de los Congresos respectivos; pudiendo ser renovado ó ratificado, de acuerdo de los 2 Gobiernos y por expreso consentimiento de ambos, antes ó despues de conclúido este término.

En fé de lo cual, nos los infrascritos Ministros de las Partes Contratantes, hemos firmado el presente Tratado de comercio, refrendándolo con el Escudo de Armas de nuestras respectivas Repúblicas, en la Capital de Lima á 12 dias del mes de Julio, del año del Señor de 1832.

(L. S.) DIEGO NOBOA.
(L. S.) JOSE MARIA DE PANDO.

Articulos adicionales.

Estando estipulado que los Ciudadanos del Ecuador pagarán en el Perú los mismos derechos que si fuesen Peruanos, y que estos á su vez pagarán en el Ecuador los mismos derechos que si fuesen Ecuatorianos; los infrascriptos, ampliamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han convenido en los Artículos siguientes:

Art. I. Los Ecuatorianos en el Perú, y los Peruanos en el Ecuadór, solo pagarán 2 Pesos por el papel sellado en que se les estienda los Pasaportes para cualquier parte que soliciten.

Digitized by Google

XVIII. The Governments of the Contracting Parties may establish Consuls wherever they may think it necessary, for the reciprocal protection of commerce, and their Agents shall enjoy all the immunities customary among European Nations. 1832

XIX. The regulations of the Post between the 2 Countries, shall remain as at present established.

XX. The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications thereof shall be exchanged, within 60 days after the date thereof, or sooner if possible, and be submitted for the Constitutional approval of the respective Congresses, at their next meeting.

XXI. The present Treaty, which shall take effect in 3 months from the date of its publication, shall continue in full force and vigour for 10 years, from the day on which it shall have received the approbation of the respective Congresses; it may, however, be renewed and ratified again, in concert between the 2 Governments, and by the express consent of both, before or after the expiration of that term.

In faith whereof, We, the undersigned, Ministers of the Contracting Parties, have signed the present Treaty of Commerce, and have affixed thereto the Seal of the Arms of our respective Republics, in the Capital of Lima, the 12th day of the month of July, of the year of Our Lord, 1832.

(L. S.) Diego Noboa.
(L. S.) Jose Maria de Pando.

Additional Articles.

It being stipulated that the Citizens of Peru shall pay in Equator the same duties as if they were Equatorians, and that the Citizens of Equator shall pay the same duties in Peru as if they were Peruvians; the undersigned Ministers, duly authorized by their respective Governments, have agreed upon the following Articles:

Art. I. The Peruvians in Equator, und the Equatorians in Peru, shall pay only 2 Dollars for the Stamp upon their Passports, for any place to which they may be going.

Digitized by Google

1832 *II. El antecedente Artículo será reputado con Adicional al Tratado de Comercio de esta fecha.*

En fé de lo cual, nos los infrascriptos Ministr de las Partes Contratantes, hemos firmado el pr sente Convenio, sellandolo con las Armas de nu stras respectivas Repúblicas, en la Ciudad de Lim á 12 dias del mes de Julio del año del Señor 1832 — 13 de la Independencia del Perú.

(*L. S.*) DIEGO NOBOA.
(*L. S.*) JOSE MARIA DE PANDO.

(Ratifié par le Président de la République de Pér le 27. Décembre 1832.)

Digitized by Google

II. The preceding shall be considered as an Additional Article to the Treaty of Commerce concluded this day. 1832

In faith wereof, we, the undersigned Ministers of the Contracting Parties, have signed the present Act, and sealed it with the Seals of our respective Republics, in the City of Lima, on this 12th day of July, in the Year of our Lord 1832, and of the Independence of Peru the 13th.

(L. S.) Diego Noboa.
(L. S.) Jose Maria de Pando.

6.

Convention conclue à Londres, le 22. Octobre 1832, entre la France et la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15. Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande *).

(Oracle de Bruxelles.)

S. M. le roi des Français et S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant été invités par S. M. le roi des Belges à faire exécuter les articles du traité relatif aux Pays-Bas, conclu à Londres le 13. Novembre 1831, dont l'exécution, aux termes de l'art. 25. du dit traité, a été conjointement garantie par LL. dites MM. l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies;

Ayant de plus reconnu que tous les efforts faits en commun par les cinq Puissances signataires du dit traité pour arriver à son exécution par la voie des négociations, sont jusqu'ici demeurés sans effet; con-

*) France: Ministre des affaires étrangères, le duc de Broglie; Plénipotentiaire, le prince de Talleyrand.
Grande-Bretagne: Ministre des affaires étrangères, et Plénipotentiaire, lord Palmerston.

Digitized by Google

1832 vaincus d'ailleurs que de nouveaux retards dans cet exécution compromettaient sérieusement la paix gén rale de l'Europe,

Ont résolu, malgré le regret qu'ils éprouvent d voir que LL. MM. l'empereur d'Autriche, le roi d Prusse et l'empereur de toutes les Russies ne soi pas préparés en ce moment à concourir aux mesure actives que réclame l'exécution du dit traité, de rem plir à cet égard, sans un plus long délai, leurs pro pres engagemens; et c'est en vue d'y parvenir, pa un concert immédiat des mesures les mieux calculée à cet effet, que LL. MM. le roi des Français et l roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irland ont nommé pour leurs plénipotentiaires, etc.

Art. 1er. S. M. le roi des Français et S. M. l roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Ir lande notifieront à S. M. le roi des Pays-Bas et S. M le roi des Belges, respectivement, que leur intentio est de procéder immédiatement à l'exécution du trait du 13. Novembre 1831, conformément aux engagemen qu'ils ont contractés; et, comme un premier pas ver l'accomplissement de ce but, LL. dites MM. requer ront S. M. le roi des Pays-Bas de prendre, le 2 Novembre au plus tard, l'engagement de retirer, le 12 du dit mois de Novembre, toutes ses troupes des territoires qui, par les premier et second articles du dit traité, doivent former le royaume de la Belgique, dont les parties contractantes à ce traité ont garanti l'indépendance et la neutralité,

Et LL. dites MM. requerront aussi S. M. le roi des Belges de prendre, le 2. Novembre de la présente année au plus tard, l'engagement de retirer le 12 ou avant le 12 du dit mois de Novembre, toutes ses trou pes des territoires de S. M. le roi des Pays-Bas; de façon qu'après le 12. Novembre il n'y ait aucunes troupes néerlandaises dans les limites du royaume de Belgique, ni aucunes troupes belges sur le territoire du royaume des Pays-Bas; et LL. MM. le Roi des Français et le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande déclareront au même temps à S. M. le roi des Pays-Bas et S. M. le roi des Belges, respectivement, que s'ils ne satisfont point à cette ré quisition, LL. MM. procéderont, sans autre avertisse-

Digitized by Google

ment ou délai, aux mesures qui leur paraitront néces- 1832
saires pour en forcer l'exécution.

Art. 2. Si le roi des Pays-Bas refuse de prendre l'engagement mentionné dans l'article précédent, LL. MM. le roi des Français et le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ordonneront qu'un embargo soit mis sur tous les vaisseaux hollandais dans les ports de leurs dominations respectives, et ils ordonneront également à leurs croisières respectives d'arrêter et d'envoyer dans leurs ports tous les vaisseaux hollandais qu'elles pourront rencontrer en mer, et une escadre française et anglaise combinée stationnera sur les côtes de Hollande, pour l'exécution plus efficace de cette mesure.

Art. 3. Si le 13. Novembre il se trouvait encore des troupes hollandaises sur le territoire Belge, un corps français entrera en Belgique, dans le but de forcer les troupes hollandaises à évacuer le dit territoire, bien entendu que le roi des Belges aura préalablement exprimé son désir de voir entrer des troupes françaises sur son territoire, dans le but ci-dessus indiqué.

Art. 4. Si la mesure indiquée dans l'article précédent devient nécessaire, son objet se bornera à l'expulsion des troupes-hollandaises de la citadelle d'Anvers et des forts et lieux qui en dépendent; et S. M. le roi des Français, dans sa vive sollicitude pour l'indépendance de la Belgique, comme pour celle de tous les gouvernemens établis, s'engage expressément à ne faire occuper aucune des places fortifiées de la Belgique par les troupes françaises qui pourront être employées au service indiqué ci-dessus; et lorsque la citadelle d'Anvers, les forts et lieux qui en dépendent se seront rendus ou auront été évacués par les troupes hollandaises, ils seront aussitôt remis aux autorités militaires du roi des Belges, et les troupes françaises se retireront immédiatement sur le territoire français.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres dans le terme de huit jours, ou plus tôt si faire se peut.

Cette convention signée à Londres par les plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne, le 22. Octobre 1832, fut ratifiée le 27. Octobre et le même jour la sommation adressée à

Digitized by Google

1832 la Belgique et à la Hollande pour requérir l'évacuation du ter
toire, fut expédiée. Elle fut signifiée à la Haye le 29. Octob
par le Marquis d'Eyragues et M. Jermingham; à Bruxelles le 3
par Sir Robert Adair et le Comte de la Tour-Maubourg.

Sommation adressée au Gouvernement Belge, d la part de la France.

Le Soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipote
tiaire de Sa Majesté le roi des Français près Sa Majesté le r
des Belges, a reçu l'ordre de faire connaitre à M. le génér
Goblet, ministre des affaires étrangères, la détermination que vie
de prendre Sa Majesté le roi des Français, d'accord avec S
Majesté Britannique.

L'inutilité reconnue des efforts si souvent renouvelés pou
arriver, par la voie des négociations, à l'acceptation et à l'exécutio
du traité relatif aux Pays-Bas, conclu à Londres le 15. Novembr
1831, les oblige à adopter la seule mesure qui leur reste, pou
mettre fin à un état de choses, dont la durée, plus long-temp
prolongée, pourrait compromettre la paix de l'Europe. Ils s
voient donc contraints, par les considérations ci-dessus mentionnée
et par les engagemens qu'ils ont contractés, de procéder immédia
tement, par les moyens qui sont en leur pouvoir, à obtenir l'éva
cuation respective des territoires qui se trouvent occupés par cell
des deux puissances à laquelle ils ne doivent plus appartenir.

En conséquence, le soussigné est chargé de demander qu
Sa Majesté le roi des Belges veuille bien faire connaitre si ell
consent à faire évacuer, le 12 du mois de Novembre prochain
*la place de Venloo, les forts et lieux qui en dépendent, ains
que les portions de territoire qui ne font pas partie du royaum
de Belgique, et, dans le cas où une réponse formelle et satis
faisante à cet égard ne serait pas faite le 2 du mois de No
vembre prochain, le soussigné doit déclarer que toutes les mesure
nécessaires seront prises pour amener ce résultat.*

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à M. l
général Goblet l'assurance de sa plus haute considération.

Signé, Comte de La Tour-Maubourg.

La sommation adressée au gouvernement de la Belgique d
la part de la Grande Bretagne et signée par Sir Robert Adair
était conçue dans les mêmes termes. La sommation faite à l
Hollande par les deux cabinets ne présentait que la différenc
suivante dans la conclusion:

"En conséquence, le soussigné est chargé de demander qu
Sa Majesté le roi des Pays-Bas veuille bien faire connaitre si ell
consent à faire évacuer, le 12 du mois de Novembre prochain, l
citadelle d'Anvers, les forts et les lieux qui en dépendent; e
dans le cas où une réponse formelle et satisfaisante à cet égard
ne sera pas faite, le 2 du mois de Novembre 1832. le soussigné
doit déclarer que des forces de terre et de mer seraient mises en
mouvement par les deux gouvernemens de France et d'Angleterre,
et si le 15 du mois de Novembre prochain l'évacuation de la
citadelle d'Anvers, des forts et des lieux qui en dépendent, n'étai

Digitized by Google

complétement effectuée par les troupes néerlandaises, toutes 1832
mesures nécessaires seraient prises pour amener ce résultat."

La réponse du Ministre des affaires étrangères en Belgique, porte la date du 2. Novembre 1832, se trouva conçue en ces termes:

"Le Soussigné, ministre des affaires étrangères de S. M. le des Belges, a eu l'honneur de recevoir la note en date du Octobre dernier, par laquelle M. le comte de La Tour-Maubourg, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. des Français (Son Excellence sir Robert Adair, ambassadeur S. M. Britannique, en mission extraordinaire) lui fait connaitre détermination que vient de prendre le roi, son auguste maitre, accord avec Sa Majesté Britannique (d'accord avec S. M. le roi Français), pour arriver à l'acceptation et l'exécution du traité aux Pays-Bas, conclu à Londres le 15. Novembre 1831.

Le Soussigné s'est empressé de mettre cette note sous les de son souverain, et il a reçu l'ordre de déclarer:

Que S. M. le roi des Belges consent à faire évacuer, le 12 ce mois, et même à une époque plus rapprochée, la place de Anvers, les forts et lieux qui en dépendent, ainsi que les portions territoire qui ne font pas partie du royaume de Belgique, en même temps que le gouvernement Belge entrera en possession de la citadelle d'Anvers, ainsi que des forts et lieux situés sur les deux rives de l'Escaut, qui font partie du territoire assigné à ce royaume par le traité du 15. Novembre.

Le Soussigné saisit cette occasion de renouveler, etc.

Signé, GOBLET."

La réponse du gouvernement de la Hollande, qui porta également la date du 2. Novembre 1832, fut négative et conçue dans les termes suivans:

"Le Soussigné, Ministre des Affaires Etrangères, a eu l'honneur de recevoir la Note de M. Jerningham, Chargé d'Affaires de Majesté Britannique, du 29. Octobre dernier, annonçant la détermination que venait de prendre Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne et d'Irlande, d'accord avec Sa Majesté le Roi des Français, et portant que l'inutilité reconnue des efforts si souvent renouvelés près de Sa Majesté le Roi des Pays Bas, pour obtenir l'acceptation et l'exécution du Traité conclu à Londres le 15. Novembre, 1831, les oblige de procéder immédiatement, par les moyens qui sont en leur pouvoir, à obtenir l'évacuation des territoires, qui se trouvent encore occupés par celle des 2 Puissances, à laquelle ils ne doivent plus appartenir; qu'en conséquence, la Légation de la Grande Bretagne était chargée de demander, que Sa Majesté le Roi des Pays Bas veuille bien faire connaitre, si elle consent à l'évacuation le 12 de ce mois de la Citadelle d'Anvers, et des Forts et Lieux qui en dépendent; et dans le cas où une réponse formelle et satisfaisante, à cet égard, ne serait pas donnée le 2. Novembre, de déclarer, que des forces de terre et de mer seraient mises en mouvement par les 2 Gouvernemens d'Angleterre et de France; et que si le 15. Novembre l'évacuation de la Citadelle d'Anvers, et des Forts et Lieux qui en dépendent, n'était pas complètement effectuée par les Troupes

Digitized by Google

1832 Néerlandaises, toutes les mesures nécessaires seraient prises amener ce résultat.

Le Soussigné n'a pas manqué de porter cette Note à la naissance du Roi, et se trouve chargé de présenter à M. Jerning l'exposé suivant.

La Hollande ayant accédé, non au Traité du 15. Novem 1831, mais à la majeure partie de ses dispositions, doit base marche sur les Stipulations qu'elle a acceptées. Parmi les Arti arrêtés de commun accord avec la Conférence de Londres, comprise l'évacuation dans un temps déterminé, après l'écha des Ratifications, des Territoires respectifs destinés à changer domination, objet réglé par le dernier des 24 Articles du 15. tobre, 1831, par le Traité du 15. Novembre, et dans les Pro de Convention, qui l'ont suivi. Si le 11. Juin la Conférence p posa la date du 20. Juillet pour évacuer les Territoires respect elle déclara par sa Note du 10. Juillet, qu'en fesant cette pro sition, elle avait pensé, que le Traité entre la Hollande et Belgique se trouverait ratifié. Effectuer dès lors l'évacuation une époque antérieure à l'échange des Ratifications, serait agir opposition à la fois aux intentions formellement annoncées de Conférence, et à l'adhésion qu'y a donné le Gouvernement Pays Bas.

Un second motif qui empêche le Roi de consentir à une é cuation anticipée de la Citadelle d'Anvers, et des Forts et Lie qui en dépendent, résulte du devoir rigoureux, imposé à Sa M jesté, dans l'intérêt de son Royaume, de ne pas se dessaisir gage dont il est dépositaire, pour parvenir à des conditions équ tables de Séparation entre la Hollande et la Belgique.

En réponse à l'allégation de l'inutilité des efforts souve renouvelés pour amener le Roi à l'acceptation du Traité du Novembre, le Soussigné se permettra d'observer, que depuis 15. Octobre, 1831, la Négociation n'a porté que sur les 24 Art cles, et de mentionner la maturité, à laquelle cette Négociati est aujourd'hui parvenue, en conséquence des offres contenu dans les Notes du Plénipotentiaire des Pays Bas à la Conféren de Londres, du 30. Juin, et du 25. Juillet, de l'approbati qu'elles ont généralement rencontrée, et de la manière dont Cabinet Néerlandais vient encore d'accueillir, il y a peu de jour un Projet de Convention communiqué de la part de la Cour d Berlin, et qui a été porté à la connaissance de la Conférence d Londres avec les réponses conciliantes de la Hollande. Cet éta de choses, loin d'exiger des mesures intermédiaires et partielle ne semble réclamer que de mettre la dernière main à l'oeuvre pou aplanir en peu de jours l'ensemble des difficultés, au moyen de l signature du Traité de Séparation, qui en embrassant la questio dans sa totalité, comprendrait en même temps celle de l'évacua tion des Territoires respectifs.

D'après ces considérations, le Roi ne se voit pas dans le ca de consentir à la mesure qui fait l'objet de la Note de M. l Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique; mais toujours dispo sée à suivre le fil des Négociations dans le sens le plus propre écarter les obstacles, qui arrêtent encore la conclusion immédiat

Digitized by Google

du Traité, Sa Majesté fait munir son Plénipotentiaire près la 1832
Conférence de Londres d'Instructions à cet effet.

Quant à des mouvemens militaires destinés à réaliser l'évacuation à une époque antérieure à celle fixée par la voie diplomatique, il suffira de rappeler à la pénétration de la Cour de Londres, combien ils blesseraient le principe, hautement proclamé, que la Conférence de Londres ne devra jamais perdre son caractère de médiatrice, et d'ajouter, que si les complications qu'ils produiraient sans motif, venaient à compromettre, comme on devrait s'y attendre, l'objet des Négociations des 2 dernières années, à la veille même de leur dénouement, les sacrifices que la Hollande a portés au maintien de la paix, lui éviteraient jusqu'à l'apparence d'avoir été la cause d'une si fâcheuse issue.

Le Soussigné a l'honneur de prier M. Jerningham de vouloir communiquer la présente Note à sa Cour, et saisit, etc.

VERSTOLK DE SOELEN."

Le 5 Octobre 1832 une Note avait été adressée par le Ministre des affaires étrangères de la Belgique aux cabinets de la France et de la Grande Bretagne, pour réclamer l'exécution du Traité du 15. Novembre 1831 par l'emploi de la force en ces termes:

"Le Soussigné, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi des Belges, ayant rendu compte à son souverain de l'état des négociations ouvertes à Londres, et principalement des nouveaux actes intervenus depuis que le plénipotentiaire Belge a été muni des pouvoirs nécessaires pour entrer directement en relation avec le plénipotentiaire hollandais, a reçu l'ordre de faire la déclaration suivante.

Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges s'étant adressé, sous la date du 12 et du 13. Juin, aux cabinets des Tuileries et de St. James, pour réclamer l'exécution des engagemens contractés par le traité du 15. Novembre, reçut pour réponse que la Conférence s'occupait des moyens propres à amener sans délai ce résultat.

Fort de cette assurance et de l'approbation donnée, par la note de la Conférence du 11. Juin, au plan de conduite qu'il s'est tracé, le gouvernement Belge comptait sur un dénouement prochain de difficultés trop long-temps prolongées, lorsque la Hollande donna subitement aux négociations une direction nouvelle et inattendue.

Le cabinet de La Haye, en paraissant s'offrir à négocier un arrangement direct avec le gouvernement Belge, avait fait croire à l'existence d'un moyen pacifique dont il restait encore à user; en arrêtant ainsi la Conférence et en donnant le change à l'opinion, il était parvenu à rejeter sur la Belgique la responsabilité des retards.

C'est ce qui engagea le roi des Belges à se départir, momentanément, de la résolution de ne prendre part à aucune négociation avant l'évacuation du territoire Belge. En conséquence, des mesures furent arrêtées par Sa Majesté pour ouvrir une négociation directe, à l'effet de s'assurer, d'une manière certaine, s'il était possible d'obtenir un arrangement, à l'amiable, avec la Hollande.

Digitized by Google

1832 L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du r
Belges, à Londres, fut muni, le 18. Septembre, de pleins po
à l'effet de négocier, conclure et signer un traité direct a
plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Pays-Bas; le pl
tentiaire Belge, en instruisant la Conférence de sa nouvelle m
déclara, par une note du 20. Septembre, que le roi des
entendait ne porter aucune atteinte ni aucun préjudice à ses
qu'il se réservait, si la négociation directe restait sans ré
de réclamer l'exécution des engagemens contractés par cl
des cinq Cours.

Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges ne
pas à acquérir la connaissance de la note adressée à la Conf
par le plénipotentiaire Néerlandais, sous la date du 20. Septe
ainsi que du résultat des travaux auxquels les plénipotent
des cinq Cours se sont livrés dans leurs réunions des 24,
26 du même mois. Il a puisé dans ces documens la conv
que le gouvernement Néerlandais ne saurait être amené pa
voies ordinaires de la négociation à un rapprochement direct
la Belgique, et que tout espoir de conciliation étant devenu
soire, il ne reste plus qu'à envisager la question Belge so
point de vue. Dans cet état de choses, le gouvernement Fra
reconnaitra sans doute qu'il est dans les devoirs du soussig
protester, au nom de son souverain, contre toute mesure
pourrait encore laisser ouverture à des négociations dont une
gue expérience a démontré la stérilité, soit qu'elles aient
tentées par l'action simultanée et réunie des cinq Cours repr
tées à la Conférence, soit qu'elles l'aient été par l'action sep
de quelques-unes d'entre elles. Ces dernières n'ont plus
faire illusion sur leur influence auprès du cabinet de La H
surtout après l'échec éprouvé par le comte Orloff, dans la mis
toute bienveillante dont il avait été chargé par la cour de Ru
Des efforts nouveaux resteraient, comme par le passé, ineffic
et n'auraient évidemment pour résultat que de prolonger des d
préjudiciables, non seulement à la Belgique, mais à l'Eu
entière qu'ils tiennent en suspens: le désarmement général é
en quelque sorte, attaché à la solution de la question Belge.

Le temps est donc venu de mettre à exécution un t
revêtu depuis cinq mois de la sanction commune des cinq Co
et dont l'inaccomplissement expose la paix de l'Europe à
dangers croissans et continuels. Au-delà du nouveau refus
gouvernement Hollandais, il n'y a plus, pour arriver à ce résu
que l'emploi des forces matérielles, car on ne peut supposer
les Puissances admettent un ajournement indéfini, qui porterai
plus grave atteinte à l'ordre public européen, et qu'après d
ans de laborieuses négociations, un traité solennellement ra
reste sans exécution.

En conséquence, le soussigné a reçu l'ordre formel de
souverain, de réclamer du gouvernement de Sa Majesté le roi
Français (de la Grande Bretagne) l'exécution de la garantie
pulée par l'article 25 du traité du 15. Novembre 1831, co
avec la Belgique. Les circonstances requièrent des mesures
goureuses et efficaces. Le soussigné ose espérer que le gouve

Digitized by Google

sent Français n'hésitera pas à les prendre, en exécution des 1832
engagemens contractés envers la Belgique.

Le Soussigné prie S. Exc. le ministre secrétaire d'Etat de Sa Majesté le roi des Français (de la Grande Bretagne) au département des affaires étrangères, de mettre la présente déclaration sous les yeux du roi son auguste maitre, et saisit cette occasion d'offrir à S. Exc., etc. —

Bruxelles, le 5. Octobre 1832.

Signé, GOBLET."

Peu de jours avant la signature de la convention du 22. Octobre 1832 la Note suivante a été adressée au Vicomte de Palmerston par le Plénipotentiaire de la Belgique:

Londres, le 24. Octobre 1832.

"Le Soussigné etc. a l'honneur de porter à la connaissance de V. E. la résolution prise par le gouvernement de S. M. le Roi des Belges relativement au long délai qu'éprouve l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes hollandaises.

Le Soussigné assurément ne doute point que le cabinet Britannique ne soit animé du désir le plus sincère et le plus ferme de mettre fin à un état de choses dont rien désormais ne saurait justifier la prolongation. Il éprouve cependant le besoin de rappeler de nouveau ce qu'il a eu l'honneur de représenter plusieurs fois à Lord Palmerston, en lui exposant la situation de la Belgique.

Le Soussigné répète que cette situation ne permet pas au Ministère Belge d'attendre plus long-temps l'effet de la garantie donnée par les 5 Puissances lors de la signature du Traité en date du 15. Novembre 1831.

Il ne peut rester aucun espoir aux Cabinets garants de ce Traité que l'on parvienne, par des moyens de conciliation, à vaincre les refus du Cabinet de la Haye. La dernière lueur d'espérance doit s'être évanouie au moment où l'on a vu disparaître toute possibilité de Négociations directes entre la Belgique et la Hollande. L'obstacle que le Gouvernement Hollandais avoit suscité contre l'emploi de mesures coërcitives, en offrant de négocier, n'existe plus depuis que les 5 Puissances ont eu l'occasion d'apprécier à sa véritable valeur ce moyen dilatoire, imaginé par le Ministère des Pays Bas.

Peu de jours nous séparent de l'époque où l'on tomberoit dans l'impossibilité d'employer des moyens hostiles, maintenant les seuls dont il soit permis d'attendre quelque résultat. La saison trop avancée, l'état de l'atmosphère et du sol, dans le cours du mois de Novembre, augmenteroient les difficultés d'exécution, et laisseroient moins de chances de succès pour les mesures qui seroient prises afin d'amener une solution par la force des Armes, sur les Frontières qui séparent la Hollande et la Belgique.

Le Ministère de Sa Majesté le Roi des Belges est donc convaincu de la nécessité de ne pas commencer les opérations militaires plus tard que le 3. Novembre.

Aux considérations tirées des circonstances locales et de l'époque de l'année, viennent se joindre des motifs politiques de la plus grande gravité.

Digitized by Google

1832 Son Excellence Lord Palmerston n'ignore point quelle a
constamment l'agitation des esprits en Belgique, depuis qu'on
vu s'écouler des semaines, des mois, le printemps, l'été, l'automn
sans qu'aucune mesure décisive amenât l'exécution du Traité.

Aujourd'hui que rien n'a calmé cette juste impatience de
Nation, les Chambres Législatives sont sur le point de se réun
aux termes de la Constitution Belge elles sont convoquées
plein droit dans les premiers jours de Novembre.

Pour que le Gouvernement de Sa Majesté conserve la for
et la dignité dont il sent le besoin de rester entouré, il est i
dispensable que l'on ne regarde pas comme inutiles et vains to
les efforts qu'il a tentés pour obtenir l'évacuation de son Territoi
occupé par l'ennemi.

Le Soussigné a donc reçu des Instructions précises afin
mettre sous les yeux de Lord Palmerston, comme une conséquen
inévitable de la situation du Gouvernement Belge, l'obligation
se trouveroit le Ministère de Sa Majesté d'entreprendre par lu
même l'exécution du Traité du 15. Novembre, 1831, si, cont
toute attente, la Grande Bretagne restoit dans l'inaction, si,
un mot, elle n'employoit des moyens prompts et efficaces po
faire évacuer la Citadelle d'Anvers d'ici au 3. Novembre prochain.

Sa Majesté le Roi des Belges ne sauroit attendre au delà d
ce terme. Si le 3. Novembre la garantie stipulée n'avoit reçu a
moins un commencement d'exécution, Sa Majesté, obligée dès
jour de se mettre par ses propres Forces en possession du Terri
toire occupé par l'ennemi, feroit cesser ainsi un état de mal-ais
et d'anxiété devenu intolérable pour la Nation. La Belgiqu
réduite à cette extrémité par une nécessité invincible, se déci
deroit à courir toutes les chances de sa position.

Le Soussigné est chargé de demander expressément, qu'avan
le 3. Novembre prochain la Citadelle d'Anvers soit évacuée, o
sur le point de l'être, par suite d'un commencement d'interventio
active de la part de la Grande Bretagne. A défaut de cett
mesure le Gouvernement Belge prendroit l'initiative pour expulse
l'ennemi du Territoire, qui est reconnu à la Belgique par le Trait
du 15. Novembre, 1831, devenu le droit public des Belges et de
Puissances qui ont garanti le Traité.

Son Excellence Lord Palmerston sentira que l'intérêt du repo
général exige que l'intervention armée des Puissances épargne
la Belgique une démarche où elle seroit amenée par la force de
choses.

Le Soussigné prie, etc.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

Notification des Plénipotentiaires Français et Anglais adressée aux Plénipotentiaires d'Autriche de Prusse, et de Russie.

Londres, Foreign Office, le 27. Octobre, 1832

Les Soussignés, se référant au dernier Protocole de la Conférence, en date du 1er de ce mois, No. 70, et aux réserves qui s'y trouvent exprimées, se font aujourd'hui un devoir de com-

Digitized by Google

maiquer à ——————— la Convention par laquelle leurs 1832
Majestés le Roi des Français, et le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, se sont entendus sur les moyens de remplir les engagemens qu'ils ont contractés, vis-à-vis Sa Majesté le Roi des Belges, par le Traité du 15. Novembre 1831.

Les Soussignés, etc.

TALLEYRAND. PALMERSTON.

Réponse des Plénipotentiaires d'Autriche au Vicomte Palmerston.

Londres, le 28. Octobre, 1832.

Les Soussignés, etc. ont eu l'honneur de recevoir la Note, en date du 27. Octobre, et la Convention y jointe en copie, du 22 du même mois, que son Excellence M. Le Vicomte Palmerston, etc. a bien voulu leur adresser.

Ils s'empresseront de porter l'une et l'autre de ces Pièces sans délai à la connaissance de leurs Cours.

Quels que soient leurs regrets de voir que les mesures indiquées dans la Convention susmentionnée aient été jugées nécessaires par le Gouvernement Anglais, de préférence à d'autres moyens, ils n'abandonnent pas l'espoir d'une solution pacifique de la question, qui depuis 2 ans fait l'objet des plus vives sollicitudes des 5 Cours.

Les Soussignés, etc.

WESSENBERG. NEUMANN.

Réponse du Plénipotentiaire de Prusse au Vicomte Palmerston.

Londres, le 29. Octobre, 1832.

Le Soussigné, etc. a eu l'honneur de recevoir et la Note, et la Convention, y jointe en copie, que son Excellence M. le Vicomte Palmerston, etc. a bien voulu lui adresser en date du 27 de ce mois. Il s'empressera de porter l'une et l'autre de ces Pièces, sans délai, à la connaissance de sa Cour. Quels que soient ses regrets de voir que les mesures indiquées dans la Convention susmentionnée aient été jugées nécessaires par le Gouvernement Anglois, de préférence à d'autres moyens, il n'abandonne pas l'espoir d'une solution pacifique de la question, qui depuis 2 ans a fait l'objet des plus vives sollicitudes des 5 Cours.

Le Soussigné, etc.

BULOW.

Réponse des Plénipotentiaires de Russie au Vicomte Palmerston.

Londres, le 27. Octobre, 1832.

Les Soussignés, etc., en réponse à la Note que Son Excellence M. le Vicomte Palmerston, etc. leur a fait l'honneur de leur adresser sous la date de ce jour, conjointement avec M. le Prince de Talleyrand, etc. se font un devoir de porter à la connaissance de son Excellence M. le Vicomte Palmerston la Déclaration ci-

Digitized by Google

1832 jointe, qui leur a été expressément ordonné de faire, dans le où des mesures coërcitives seraient adoptées par la Grande B tagne et la France contre Sa Majesté le Roi des Pays Bas.

Il saisissent, etc.

LIEVEN. MATUSZEWIC

(*Enclosure.*) — *Déclaration des Plénipotentiai de Russie.*

Les Plénipotentiaires de Russie s'acquittent d'un ordre for de l'Empereur leur Maître, en fesant la Déclaration suivante:

L'adoption des mesures coërcitives que la France et la Gra Bretagne ont résolu de prendre contre la Hollande, a fait éch le cas où les Plénipotentiaires de Russie, en vertu des Instructi dont ils sont munis, et dont les Plénipotentiaires des Cabin Alliés n'ignorent pas la teneur, se trouvent dans la nécessité se retirer des Conférences.

Ils rendront compte immédiatement à leur Cour des circ stances graves, qui, en altérant le caractère de la médiation pa fique à laquelle ils ont été appelés à prendre part, ne leur p mettent plus de s'associer aux travaux de leurs Collègues.

En suspendant leur participation aux Conférences, les Plé potentiaires de Russie sont dans l'attente des déterminations ul rieures de leur Cour, motivées par la gravité des circonstan qui ont rendu nécessaire la déclaration dont ils s'acquittent.

LIEVEN. MATUSZEWIC.

Note des Plénipotentiaires Français et Angla adressée au Plénipotentiaire de Prusse.

Londres, le 30. Octobre, 183

Les Soussignés, l'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi d Français, et le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté le Roi du Royaum Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, se référant à la tene de la Convention qu'ils ont eu l'honneur de communiquer à Mo sieur le Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Pruss et dans le but d'accélérer la conclusion d'un arrangement défini entre la Hollande et la Belgique, prient son Excellence de so mettre à sa Cour la proposition suivante.

Le Territoire Belge, une fois affranchi des Troupes Néerla daises, le Roi des Belges se trouvera dans l'obligation de fai évacuer les Territoires, Places, et Lieux, dans le Limbourg dans le Grand Duché de Luxembourg, qui, d'après les term du Traité du 15. Novembre, 1831, doivent appartenir à Sa M jesté le Roi des Pays Bas, Grand Duc de Luxembourg. Comm il serait cependant contraire aux stipulations renfermées dans le d Traité, de faire remettre ces Territoires au Roi des Pays B avant que les conditions attachées à leur possession aient é remplies, les Soussignés sont chargés de proposer au Gouvern ment de Sa Majesté Prussienne de faire occuper provisoireme les Territoires, Places, et Lieux, ci-dessus mentionnés, et de le garder en dépôt jusqu'à ce que le Roi des Pays Bas ait formel

Digitized by Google

ment accepté, et pris l'engagement de remplir, les conditions 1832
attachées à leur possession par le Traité du 15. Novembre, 1831.

Les Soussignés se flattent que la Cour de Berlin verra dans la présente démarche une preuve manifeste de la confiance qu'inspirent à leurs Gouvernemens sa politique éclairée et son amour pour la paix.

Les Soussignés sont prêts à signer avec le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, tout Acte qui pourrait être nécessaire pour donner à l'arrangement proposé le caractère formel et rassurant que les circonstances exigent.

Les Soussignés ont l'honneur etc.

TALLEYRAND. PALMERSTON.

Réponse du Plénipotentiaire Prussien.

Londres, le 3. Décembre, 1832.

Le Soussigné etc. se trouve aujourd'hui chargé de faire au nom de sa cour la réponse suivante:

S. M. le Roi de Prusse accueillera toujours avec plaisir des propositions qui lui seront adressées dans les intérêts de la paix, et elle sait apprécier sous ce rapport les communications faites conjointement par le Gouvernement Anglais et le Gouvernement Français dans leur offre du 30. Octobre dernier. Si S. M. croit devoir décliner l'occupation dont y est fait mention, c'est parceque cette occupation ne lui parait pas dans les formes proposées, conforme à l'attitude qu'elle a prise, et a dû prendre, dans la présente question, quelque disposée qu'elle soit d'ailleurs à prendre en considération toute proposition qui tendrait à faciliter, dans des voies pacifiques, un arrangement définitif entre la Hollande et la Belgique.

Le Soussigné saisit cette occasion etc.

BULOW.

7.

Convention provisoire d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et l'Etat de la Nouvelle-Grenade. Signée à Bagota le 14. Novembre 1832.

(Bulletin des Lois de la France. 1834. Juin.)

(Les Ratifications ont été échangées à Bagota le 27. Juillet 1833.)

Sa Majesté le Roi des Français et l'Etat de la Nouvelle-Grenade, étant également animés du désir de

Digitized by Google

1832 régulariser l'existence des nombreuses relations de co
merce qui se sont établies depuis plusieurs années e
tre les Etats et les Possessions de Sa Majesté le R
des Français et le dit Etat de la Nouvelle-Grenad
d'en favoriser le développement et d'en perpétuer
durée par un Traité d'amitié, de commerce et de n
vigation, qui consacrerait en même temps la reco
naissance faite par S. M. le Roi des Français de l'i
dépendance de la Nouvelle-Grenade; mais considéra
d'un autre côté que la conclusion de ce Traité ne sa
rait avoir lieu aussi promptement que l'exigerait l'i
térêt des deux Pays;

Et voulant que les relations réciproques soient d
à présent placées sur un pied conforme aux sentimen
mutuels de bienveillance et d'affection qui animent S
Majesté le Roi des Français et l'Etat de la Nouvell
Grenade;

Ont nommé dans ce but leurs Commissaires r
spectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi des Français, M. Auguste L
Moyne, Chargé d'Affaires de France en la Capital
de Bogotá;

Et le Président de l'Etat de la Nouvelle-Grenad
M. Alejandro Velez, Secrétaire d'Etat au Départemen
de l'Intérieur et des Relations Extérieures;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Plein
Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont conve
nus des articles suivants:

Art. I. Les Agents Diplomatiques et Consulaire
les Citoyens de toute classe, les Navires et les mar
chandises de tous les Etats et Possessions de Sa Ma
jesté le Roi des Français, jouiront de plein droit, dan
la Nouvelle-Grenade, de tous les priviléges, franchise
et immunités consentis ou à consentir en faveur de tout
autre Nation ou de toutes autres Nations quelconques; e
réciproquement les Agents Diplomatiques et Consulai
res, les Grenadins de toute classe, les navires et le
marchandises de l'Etat de la Nouvelle Grenade, joui
ront de plein droit, dans tous les Etats et Possession
de Sa Majesté le Roi des Français, de tous les privi
léges, franchises et immunités consentis ou à consenti
en faveur de toute autre Nation ou de toutes autre
Nations quelconques. Il est bien entendu que ces con
cessions auront lieu gratuitement si elles sont faite

Digitized by Google

gratuitement à une autre ou à d'autres Nations, ou 1832
qu'elles auront lieu avec la même compensation si elles sont réciproques ou conditionnelles.

II. Les Stipulations exprimées dans l'Article précédent seront, de part et d'autre, en vigueur pendant 4 ans, à compter du jour de l'échange des Ratifications; à moins cependant qu'avant l'expiration des 4 ans susmentionnés les Parties Contractantes n'aient célébré le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation, qu'elles se réservent de conclure ultérieurement entre elles.

III. La présente Convention Provisoire sera ratifiée par Sa Majesté le Roi des Français, et par le Président de la Nouvelle-Grenade ou le Vice Président chargé du Pouvoir Exécutif, avec le consentement et l'approbation du Congrès de cet Etat; et les Ratifications seront échangées à Bogotá le plus tôt qu'il se pourra.

En foi de quoi, les Commissaires respectifs ont signé les présentes et y ont apposé leurs Cachets.

Fait à Bogotá, le 14e jour du mois de Novembre, de l'année du Seigneur 1832.

(L. S.) A. LE MOYNE.
(L. S.) ALEJANDRO VELEZ.

8.

Ordonnance du Roi des Français, portant que l'Embargo sera mis sur tous les Navires Hollandais qui se trouvent dans les Ports de France.

(Moniteur 1832.)

A Paris, le 7. Novembre, 1832.

Louis Philippe, Roi des Français, à tous présens et à venir, salut:

Vu la convention conclue le 22. Octobre dernier entre la France et l'Angleterre;

Vu la réponse du Gouvernement Hollandais en date du 2. Novembre;

Sur le Rapport de nos Ministres Secrétaires d'Etat des Affaires Etrangères et de la Marine,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Digitized by Google

1832 Art. I. L'Embargo sera mis sur tous les N
Hollandais qui se trouvent dans les Ports de Fra
II. Nos Ministres Secrétaires d'Etat de la M
et des Finances sont chargés, chacun en ce
concerne, de l'Exécution de la présente Ordonna
Par le Roi: LOUIS-PHILIP
Le Ministre Secrétaire d'Etat de la Marine e
Colonies,
CTE. DE RIG

9.

Ordres du Conseil de S. M. Brit nique pour défendre tout comme avec les Pays-Bas et pour me un embargo sur les bâtimens landais dans les Ports de la Gran Bretagne. Novembre et Décemb 1832.

(The Times.)

1. *Order in Council, 6th November,* 1832.

At the Court at St. James's, the 6th day of No ber, 1832; present, the Kings most excellent Maj in council.

It is this day ordered by His Majesty, by with the advice of His Privy Council, that no S or Vessels belonging to any of His Majesty's Subj be permitted to enter and clear out for any of Ports within the Dominions of the King of The therlands, until further orders:

And His Majesty is further pleased to order, a general Embargo or stop be made, of all Ships Vessels whatsoever belonging to the Subjects of King of The Netherlands, now within, or which s hereafter come into, any of the Ports, Harbours, Roads within any part of His Majesty's Dominions, gether with all Persons and effects on board such Sh and Vessels; and that the Commanders of His Ma sty's Ships of War do detain and bring into Port Merchant Ships and Vessels bearing the Flag of T

Digitized by Google

Netherlands; but that the utmost care be taken for the preservation of and every part of the Cargoes on board any of the said Ships or Vessels, so that no damage or embezzlement whatever be sustained; and the Commanders of His Majesty's Ships of War are hereby instructed to detain and bring into Port every such ship and Vessel accordingly. 1832

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, the Lords Comissioners of the Admiralty, and the Lord Warden of the Cinque Ports, are to give the necessary directions herein as to them may respectively appertain.

C. C. GREVILLE.

2. *Order in Council, 3rd December*, 1832.

At the Court at St. James's, the 3rd day of December, 1832; present, the Kings most excellent Majesty in Council.

It is this day ordered by His Majesty in Council, that His Majesty's Order in Council of the 6th of November last, directing that no Ships or Vessels belonging to any of His Majesty's Subjects be permitted to enter and clear out for any of the Ports within the Dominions of the King of the Netherlands, until further orders, shall not extend, or be construed to extend, to prevent any Ship or Vessel belonging to His Majesty's Subjects from entering and clearing out for any Ports or Places in the possession of, or belonging to, His Majesty the King of The Netherlands in the East or West Indies, or in Africa or America, but that all such Ships and Vessels shall be permitted to enter and clear out for the Ports and Places aforesaid, as they might have done before the date of the said Order.

And the Right Honourable the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, the Lords Commissioners of the Admiralty, the Lord Warden of the Cinque Ports, and the Judge of the High Court of Admiralty, are to give the necessary directions herein as to them may respectively appertain.

C. C. GREVILLE.

Digitized by Google

1832 3. *Order in Council, 3rd December,* 18

At the Court at St. James's, the 3rd day of D
ber, 1832; present, the King's most excellent M
in Council.

It is this day ordered by His Majesty in C
that all Vessels under Dutch Colours, having C
on board, consisting of perishable articles, and
shall have been, or hereafter may be, detained
the Embargo laid by His Majesty's Order in C
of the 6th of November last, or that have bee
may hereafter be, sent in by any of His Majesty's
of War in pursuance of such Order, be forthwi
leased, and that all such Vessels with their Ca
consisting of perishable articles as aforesaid, sh
permitted to proceed on their respective voyages

And the Right Honourable the Lords Comm
ners Majesty's Treasury, the Lords Commissione
the Admiralty, the Lord Warden of the Cinque P
and the Judge of the High Court of Admiralty
to give the necessary directions herein as to them
respectively appertain.

C. C. Grev

10.

Arrêté du Roi des Pays Bas, p l'exclusion des Navires Français Anglais des Ports des Pays B

La Haye, le 16. *Novembre,* 183

(Journal de la Haye.)

Nous Guillaume, par la Grâce de Dieu, Roi
Pays Bays, Prince d'Orange Nassau, Grand-Du
Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant que les Gouvernemens de Fr
et de la Grande Bretagne ont mis Embargo sur
Navires et les cargaisons appartenant à des Néer
dais et se trouvant dans les Ports de ces Royau
ou qui pourraient y entrer encore;

Voulant constamment rendre hommage aux p
cipes d'équité et de justice que nous avons ado
pour base de notre Gouvernement, ainsi que proté
efficacement les interêts de nos fidèles Sujets;

Digitized by Google

Sur le rapport de notre Ministre des Finances et 1832
de notre Conseiller d'Etat, chargé, *ad interim*, de la direction du Département de l'industrie Nationale et des Colonies,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. I. Tous les Navires Français et Anglais qui se trouvent encore actuellement sur notre Territoire, auront à le quitter, au plus tard, 3 jours après l'avis, qui, à cet effet, par suite du présent Arrêté, en sera donné aux Capitaines de ces Navires.

Tous les Navires, naviguant sous le Pavillon des 2 Nations citées dans l'article Ier, et qui pourraient arriver de la mer sur le Territoire Néerlandais, seront renvoyés et ne seront pas admis avant que les Navires sous Pavillon Néerlandais ne puissent comme auparavant entrer librement dans les Ports d'Angleterre et de France.

III. Nous nous réservons de prendre à cet égard telles mesures ultérieures, que nous jugerons convenables d'après les circonstances.

Les Départemens des Finances et de la Marine sont chargés de l'exécution du présent Arrêté, qui sera inséré dans le Bulletin de l'Etat.

Fait à La Haye, le 16. Novembre de l'an 1832, de Notre Règne le 19ème.

De par le Roi: GUILLAUME.

J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

11.

Convention entre la France et la Belgique pour l'entrée d'une armée française en Belgique, dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers, en date du 10. *Novembre* 1832.

(Courrier français.)

Sa Majesté le roi des Français s'étant déterminé, sur la demande de Sa Majesté le roi des Belges, à faire entrer une armée en Belgique dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers et des forts et

Digitized by Google

1832 lieux qui en dépendent, conformément aux dispositio du traité du 13. Novembre 1831 dont les cinq Pui sances représentées dans la Conférence de Londres o garanti l'exécution, Leurs Majestés reconaissant la n cessité de régler, par une convention spéciale, to ce qui a rapport à cet objet, ont nommé, etc. etc. *

Art. 1er L'armée française, durant son séjour Belgique, n'occupera aucune des places fortes de royaume, et ne mettra garnison dans aucune de cell de ces places qu'elle pourra avoir à traverser.

Art. 2. Au moment où l'armée française s'appr chera de la citadelle d'Anvers, les troupes belges remettront tous les postes qu'elles occupent autour cette citadelle et des forts situés sur les deux rives l'Escaut.

Art. 3. L'armée belge conservera dans la vil d'Anvers une garnison qui ne se composera pas d plus de six mille hommes.

Il est entendu que cette garnison ne prendra au cune part à l'attaque de la citadelle et des forts qu les Hollandais occupent sur les deux rives de l'Escau et qu'elle s'abstiendra également, avec le soin le plu

*) Plénipotentiaire du roi des Français: M. le comte Septime La Tour Maubourg, envoyé extraordinaire et Ministr plénipotentiaire à Bruxelles.
Plénipotentiaire du roi des Belges: M. le général Goble Ministre des affaires étrangères.

12.

Tratado de Paz y Amistad entre lo Estados de la Nueva Granada y de Ecuador. Fecho en Pasto, 8 de Di ciembre de 1832. *)

(Publication officielle à Bagota)

Art. I. Los Estados de la Nueva Granada del Ecuador se reconocen i respetan, i se recono-

*) Les Plénipotentiaires Signataires de ce Traité étaient de l part de la Nouvelle-Grenade le général Jose Maria Obando et l Colonel Joaquin Posada Gutierrez et de la part de l'état d

Digitized by Google

strict, de tout acte hostile contre la flotille hollandaise 1832
stationnée sous les feux et pour la défense de la citadelle.

Art. 4. Le gros de l'armée belge se concentrera à la droite de l'armée française, dans des positions que les généraux en chef des deux armées désigneront, après s'être concertés.

Art. 5. La citadelle d'Anvers et les forts qui en dépendent aussitôt qu'ils auront été évacués par les Hollandais, seront remis aux troupes belges, avec tout le matériel et approvisionnemens qui pourront s'y trouver au moment de cette évacuation.

Art. 6. L'armée belge ne dirigera aucune agression contre la Hollande sur quelque point que ce puisse être.

Art. 7. S'il arrivait que les Hollandais prissent l'initiative des hostilités contre la Belgique, l'armée française et l'armée belge agiraient de concert, pour repousser cette agression. Dans cette hypothèse, les deux généraux en chef pourront arrêter, dès à présent le plan d'opérations combinées, que la dite agression rendrait nécessaire de mettre à l'exécution; ils auront soin d'ailleurs de ne jamais perdre de vue, dans cet arrangement, que leurs opérations ayant pour but l'affranchissement du territoire belge, ces opérations ne sauraient, dans aucun cas, prendre le caractère d'une guerre offensive contre le territoire hollandais.

Art. 8. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre jours, ou plus-tôt si faire se peut.

12.

Traité de Paix et d'Amitié entre les Etats de la Nouvelle Grenade et de l'Equateur. Conclû à Pasto, le 8. *Décembre* 1832.

(Traduction anglaise communiquée à Lord Palmerston par l'Agent de la Grande Bretagne à Bagota.)

Art. I. The States of New Granada and Equator recognize and respect, and will recognize and respect

l'Equateur Don Pedro Jose de Arteta. La ratification du général Francisco de Paula Santander, Président de la Nouvelle-Grenade est datée du 29. Décembre 1832.

Digitized by Google

1832 *cerán i respetarán reciprocamente, como E soberanos é independientes.*

II. Los límites entre los Estados de la N Granada i del Ecuador serán los que confo la Lei de Colombia de 25 de Junio de 1824, raban las Provincias del antiguo Departa del Cauca de él del Ecuador, quedando por guiente incorporadas á la Nueva Granad Provincias de Pasto i la Buenaventura, i al dor los Pueblos que están al Sur del Rio C línea fijada por el Artículo XXII de la Espr Lèi entre las Provincias de Pasto é Imbabur

III. Los Estados de la Nueva Granada Ecuador, animados de los mejores deseos de q conserve siempre la mas perfecta armonia i b intelijencia entre las Partes Contratantes, se obl i comprometen á respetar sus límites respect Por consecuencia el Estado de la Nueva Gra no podrá admitir pueblos que, separándose de cho del Estado del Ecuador, quieran agregar la Nueva Granada; ni el Estado del Ecuador drá admitir pueblos que, separandose de h del Estado de la Nueva Granada, quieran a garse al Ecuador.

IV. Toda adquisicion, cambio, enajenació nueva demarcacion de Territorio entre los E dos de la Nueva Granada i del Ecuador, no pod verificarse sino por medio de Tratados publicos lebrados entre sus Gobiernos conforme al der de jentes.

V. Cualquiera diferencia que desgracia mente pudiera suscitarse en adelante entre los E dos de la Nueva Granada i del Ecuador, s transigida por las vias pacificas i amigables, ocurrir jamas al ominoso i detestable medio de armas.

VI. Los Estados de la Nueva Granada i Ecuador contraen espontàneamente un pacto union i de alianza intima, i de amistad firm constante, para su defensa comun, para la segu dad de su independencia i libertad, i para su b reciproco i jeneral. Quedan igualmente compron tidos à conservar ilesa la integridad del Terri

Digitized by Google

each other reciprocally, as Sovereign and Independent States. 1832

II. The limits between the States of New Granada and Equator shall be those which, conformably to the Law of Colombia, of the 25th June, 1824, separated the Provinces of the ancient Department of the Cauca from that of Equator, there remaining consequently incorporated with New Granada, the Provinces of Pasto and Buenaventura, and with Equator, the Towns which are to the South of the River Carchi, — the line fixed, by the XXIInd Article of the abovementioned Law, between the Provinces of Pasto and Imbabura.

III. The States of New Granada and Equator, being animated by the best desire for preserving always the most perfect harmony and good understanding between the Contracting Parties, oblige and engage themselves to respect their respective Limits. In consequence, the State of New Granada shall not have the power of admitting Towns, which, separating themselves, in fact, from the State of Equator, may wish to incorporate themselves with New Granada; nor shall the State of the Equator have the power of admitting Towns, which, separating themselves, in fact, from the State of New Granada, may wish to incorporate themselves with Equator.

IV. No acquisition, exchange, alienation, or new demarkation of Territory, between the States of New Granada and Equator, can be realized, except by means of public Treaties, concluded between their Governments, in conformity with the Law of Nations.

V. Any difference which may hereafter unfortunately arise, between the States of New Granada and Equator, shall be settled in a pacific and amicable manner, without ever resorting to the fatal and detestable medium of arms.

VI. The States of New Granada and Equator contract, spontaneously, a Compact of Union and intimate Alliance, and of firm and constant friendship, for their common defence, for the security of their Independence and Liberty, and for their reciprocal and general good. They equally engage to preserve inviolate the integrity of the Territory of the Republic

Digitized by Google

1832 *rio de la República de Colombia, sin que pu*
hacer cesiones ó concesiones que le disminuyc
la mas pequeña parte, i á no permitir que P
cia alguna Estranjera se introduzca dentro d
limites, para cuyos efectos ofrecen socorerse
tuamente, prestándose en caso necesario los
lios que se estipulen por Convenios Especiales.

VII. Se há convenido i conviene aqui de
mas solemne, i con arreglo á las Leyes de a
Estados, en que la Nueva Granada i el Ecu
pagarán la parte de la deuda doméstica i est
jera que les correspondan, proporcionalmente
partes integrantes que hán sido de la Repú
de Colombia, la cual reconocia in solidum
chas deudas. Ademas cada Estado se obliga
sponder de los valores de que haya dispuesto
tenecientes á dicha República.

VIII. Se comprometen igualmente ambas
tes Contratantes á observar fielmente los Trat
Públicos celebrados por el Gobierno de la R
blica de Colombia con las Naciones Estranj
hasta tanto que ellos sean variados ó declar
insubsistentes conforme á los principios del der
de jentes.

IX. Conforme á lo prevenido por las L
de la Nueva Granada i del Ecuador, se compro
ten los Gobiernos de ambos Estados á enviar o
tunamente sus Diputados para formar la As
blea de Plenipotenciarios, á aquella Corporaci
Autoridad que debe deslindar i arreglar los n
cios comunes á las 3 Secciones en que hà queo
dividida la República de Colombia, para que
beren i resuelvan sobre la suerte futura de est

Digitized by Google

of Colombia, without their being able to make ces- 1832
sions or concessions which should diminish it in the smallest degree; and not to permit that any Foreign Power be introduced within its limits; for which purposes they offer mutual succour, and shall afford to each other, in case of necessity, the assistance which may be stipulated by Special Conventions.

VII. It has been agreed, and is hereby agreed, in the most solemn manner, and under the Regulations of the Laws of both States, that New Granada and Equator, shall pay such share of the Debts, Domestic and Foreign, as may proportionably belong to them as integral parts which they formed, of the Republic of Colombia, which Republic recognized the said debts *in solidum*. Moreover, each State agrees to answer for the amount of which it may have disposed belonging to the said Republic.

VIII. Both the Contracting Parties equally engage themselves to observe faithfully the Public Treaties concluded by the Government of the Republic of Colombia with Foreign Nations, so long as they be not changed or declared non-existing, in conformity with the principles of the Law of Nations.

IX. In conformity with what is prescribed by the Laws of New Granada and Equator, the Governments of both States engage to send their Deputies, at the proper time, to form the Assembly of Plenipotentiaries, or Body or Authority, which is to investigate and arrange the affairs common to the 3 Sections into which the Republic of Colombia has been divided, in order that the future fate of the said Republic may be considered and resolved upon.

13.

Capitulation de la Citadelle d'Anvers, conlue le 23. Décembre 1832 entre le Maréchal français Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé.

(Journal des Débats.)

Art. 1er. Le général d'infanterie baron Chassé livrera à M. le maréchal comte Gérard la citadelle d'An-

Digitized by Google

1832 vers, la flotille, la position de la Tête-de-Flandre les Forts Burcht, Zwyndrecht et Austruweel dans le état actuel, avec les bouches à feu, munitions de guer et de bouche, à la réserve des objets mentionnés l'art. 3.

Art. 2. La garnison sortira avec les honneurs d la guerre, déposera les armes sur les glacis, et se prisonnière de guerre. Toutefois le maréchal Gérar s'engage à la faire reconduire à la frontière de Ho lande, où les armes lui seront rendues, aussitôt qu S. M. le roi de Hollande aura ordonné la remise d forts de Lillo et de Liefkenshoek.

A cet effet M. le maréchal Gérard enverra sa retard un officier à la Haye, et permettra à M. le gé néral Chassé d'en envoyer un de son côté, s'il le jug convenable.

Art. 3. M. M. les officiers conserveront leurs armes Toute la garnison conservera ses bagages, voiture chevaux et effets, appartenant soit au corps, soit des individus de cette garnison. Quelques personne étrangères à la garnison, qui sont restées à la citadelle seront sous la protection de l'armée française.

Art. 4. Si la réponse de La Haye ordonne la re mise des forts de Lillo et de Liefkenshoek, la gar nison sera reconduite à la frontière de Hollande, soi par eau, soit par terre, au choix de M. le général Chassé aussitôt après la prise de possession des dits forts.

Art. 5. Si la garnison prend la route de terre, elle marchera en une seule colonne. M. le général Chassé aura la liberté d'envoyer à l'avance des officiers d'état-major et des commissaires de guerre, pour préparer les logemens sur le territoire hollandais.

Art. 6. Dans le cas où les chevaux et voitures appartenant à la garnison ne suffiraient pas au trans-port de ses effets, il lui sera fourni des moyens de transport dont le paiement sera à sa charge. Il en sera de même des bateaux qui pourraient être néces-saires pour le port de meubles des officiers et em-ployés de la garnison.

Art. 7. Pour le transport des malades et surtout des blessés il sera fourni, aux frais du gouvernement hollandais, les bateaux nécessaires pour les évacuer par eau sur Berg-op-Zoom; les malades non trans-portables continueront d'être traités dans les lieux con-

Digitized by Google

nables à leur situation, aux frais du gouvernement 1832
hollandais, par des officiers de santé de cette nation, qui jouiront, à leur sortie, des mêmes avantages que la garnison.

Art. 8. Immédiatement après la signature de la présente capitulation, l'armée assiégeante fera occuper par un demi-bataillon la demilune et la partie de la courtine du front de la ville.

Art. 9. Dans le plus court délai possible les commandans d'artillerie et du génie remettront aux chefs des dits corps de l'armée française les armes, munitions, plans, etc., etc., relatifs aux services dont ils sont respectivement chargés.

Il sera dressé de part et d'autre inventaire des objets remis.

Fait au quartier-général sous Anvers, le 23. Décembre 1832.

Article Additionnel.

La flotille de douze canonnières, stationnée devant Anvers, sous les ordres de M. le colonel Koopman, n'est pas comprise dans la présente capitulation.

14.

Proclamation du Gouverneur Britannique de Malte concernant les droits payables par les bâtimens Siciliens. En date du 22. Janvier 1833.

(The Times 1833.)

Proclamation.

By His Excellency Major-General the Honourable Sir Frederick Cavendish Ponsonby, Knight Commander of the Most Honourable Military Order of the Bath, and of the Royal Hanoverian Guelphic Order, Knight Grand Cross of the most distinguished Order of St. Michael and St. George, etc. etc. etc., Lieutenant-Governor and Commanding the Forces in the Island of Malta and its Dependencies.

Digitized by Google

1833 *A Law to regulate the Duties payable in Ma on Vessels belonging to the Kingdom of the T Sicilies, when coming direct from those Countri and on the Merchandise imported in such Vesse*

Considering the proximity of this Island to t Dominions of His Majesty the King of the Two Sicili and the constant traffic carried on between the san and that it is desirable to establish this Trade up the principle of reciprocity, His Excellency the Lieu nant-Governor is pleased hereby to enact and decla

I. That, on Vessels belonging to Subjects of H Majesty the King of the Two Sicilies, when comi direct from those Countries, the Rates of Tonna Duties to which British Vessels are subject shall, the first instance be levied, instead of those payal by Foreign Vessels.

II. That such Additional Tonnage Duties a other charges shall also be levied on Vessels belongi to Subjects of His said Majesty, when coming dire as aforesaid, as shall countervail (and no more) a difference of Tonnage Duties and other charges, whic over and above those to which such Vessels are liab in the Dominions of His said Majesty, may be the imposed on British Vessels. — Provided always th nothing herein contained be construed to deprive t Vessels belonging to Subjects of His Sicilian Majes of the right of exemption in the cases specified in t first and second Articles of Exceptions, annexed the Tariff (B.) of Tonnage Duties, dated the 8th December, 1832.

III. That the payment of the Additional Duti

15.

Traité de Paix, d'Amitié et de Com merce entre la Toscane et la Por Ottomane. Signé à Constantinop le 12. Février 1833.

(Copie authentique.)

Nous Léopold II, par la grâce de Dieu, Prin Impérial d'Autriche, Prince Royal de Hongrie

Digitized by Google

authorized to be levied on the following articles in 1833
pursuance of the Proclamation dated the 8th of December, 1832, shall not be enforced upon importations in Vessels belonging to Subjects of His Majesty the King of the Two Sicilies, when laden in and coming direct from those Dominions, namely:

Tariff C. — On Cattle, Carob-Beans and Cotton-Seed, Charcoal, Rice, Oil, Soap, Olive-Stones. Fire-Wood.

Tariff D. — On Wines and Vinegar.

IV. That Additional Duties shall be levied upon any goods laden at any Port or Place in the Dominions of His Majesty the King of the Two Sicilies, and imported into this Island for consumption, in Vessels belonging to Subjects of His said Majesty, whenever, upon the exportation of similar goods in British Vessels, from any Port or Place in the Dominions aforesaid, higher Duties are levied, or smaller Drawbacks or Bounties granted, than are levied or granted when such goods are exported in Vessels belonging to Subjects of His said Majesty; but such Additional Duties are not to be greater in amount than may countervail the difference so resulting.

V. These Enactments are to take effect from the 25th day of February next inclusive.

Palace, Valletta, 22nd January, 1833.

By Command of His Excellency,

Wm. Sim,

Acting Chief Secretary to the Government.

15.

Trattado di Pace, di Amicizia, e di Commercio tra Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e Sua Maestà l'Imperatore degli Ottomanni.

Noi Leopoldo II, per la grazia di Dio, Principe Imperiale d'Austria, Principe Reale d'Ungheria, e di

Digitized by Google

1833 *de Bohême, Archiduc d'Autriche, Grand-Duc Toscane, etc. etc. etc.*

Vu et examiné le Traité conclu, réglé, et sig à Constantinople le 12. Février de cette année 18 de l'Ere Chrétienne (23 *de la Lune de Ramaza an de l'Hégire* 1248) *par le Baron François d'C tenfels Gschwind, Internonce et Ministre Pléni tentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autric notre Envoyé Extraordinaire et Ministre Pléni tentiaire auprès de la Sublime Porte, Chevali Grand-Croix de l'Ordre Toscan de Saint Josep Chevalier Commandeur de plusieurs autres Ordr etc., en vertu des Pleins-pouvoirs qu'à cet ef nous lui avons conférés, et par Mustafa Bedsch Efendi, Cadi-Asker de la Romelie, et Elhads Mehemed Akif Reis Efendi, ou Grand-Chancelli de l'Empire Ottoman, munis des Pleins-Pouvoi de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Sulta Mahmoud Second, leur Souverain, lequel Trai est de la teneur suivante: —*

Son Altesse Impériale et Royale le Très-ha Prince Léopold Second, par la grâce de Die Prince Impérial d'Autriche, Prince Royal de Ho grie et de Bohème, Archiduc d'Autriche, Gran Duc de Toscane, etc. etc., étant animé du désir faciliter et d'étendre de plus en plus les relatio entre ses Sujets et ceux de la Sublime Porte O tomane, à fin de cimenter et de resserrer dava tage cette parfaite amitié qui subsiste depuis long tems entre les 2 Augustes Souverains et leu États; et Son Altesse Impériale et Royale aya dans cette vue pris la détermination de stipul un nouveau Traité de Paix et de Commerce qu tout en confirmant les liens de l'ancienne union les dispositions du Traité antérieur du 25. M 1747 (20 *de la Lune Redscheb de l'an de l'Hégi* 1160) *puisse offrir un nouvel encouragement a relations de commerce et de navigation entre Sujets respectifs;*

Et Sa Majesté le Très-haut et Très-puissa Empereur des Ottomans, Gazi Sultan Mahmo Chan Second, animé des mêmes sentimens, voul correspondre de son côté à ce désir de son Alte Impériale et Royale, et manifester dans cette

Digitized by Google

Boemia, Arciduca d'Austria, Gran-Duca di Toscana, 1833
ec. ec. ec.

Visto ed esaminato il Trattado concluso, regolato e firmato a Costantinopoli, il 12 Febbrajo di quest' anno 1833, dell' Era Cristiana (23 della Luna di Ramazan anno dell' Egira 1248) dal Barone Francesco d'Ottenfels Gschwind, Internunzio e Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà l'Imperator d'Austria, nostro Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso la Sublime Porta, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine Toscano di Santo Giuseppe, Cavalier Commendatore di diversi altri Ordini, ec. in virtù dei Plenipoteri che a tale effetto noi gli abbiamo conferiti, e da Mustafa Redschet Efendi, Cadi-Asker della Romelia, e Elhadsch Mehemed Akif Reis-Efendi, o Gran Cancelliere dell'Impero Ottomanno, muniti dei Pleni-poteri di Sua Maestà l'Imperatore degli Ottomanni, Sultano Mahmoud Secondo loro Sovrano, il qual Trattato è del seguente tenore.

Sua Altezza Imperiale e Reale il Serenissimo Principe Leopoldo Secondo, per la grazia di Dio Principe Imperiale d'Austria, Principe Reale d'Ungheria e di Boemia, Arciduca d'Austria, Gran-Duca di Toscana, ec. ec. animato dal desiderio di facilitare e viepiù estendere le relazioni fra i suoi Sudditi, e quelli della Sublime Porta Ottomanna, e di consolidare e ristringere maggiormente la perfetta amicizia che da sì lungo tempo sussiste fra i 2 Sovrani, e i loro Stati; e avendo in questa veduta presa la determinazione di stipulare un nuovo Trattato di Pace e di Commercio, che confermando i legami dell'antica unione e le disposizioni del Trattato anteriore del 25 Maggio 1747 (20 della Luna Redscheb dell'anno dell'Egira 1160) possa offrire un nuovo incoraggimento alle relazioni di Commercio e di Navigazione fra i Sudditi respettivi;

E Sua Maestà l'Altissimo e Potentissimo Imperatore degli Ottomanni, Gazi Sultan Mahmoud Chan Secondo, animato dai sentimenti medesimi, volendo dal canto suo corrispondere a questo desiderio di Sua Altezza Imperiale e Reale, e manifestare in tal circo-

Digitized by Google

1833 *casion la parfaite union et amitié qui subsist entre elle et Sa Majesté l'Empereur d'Autric l'Allié et le proche parent de Son Altesse Im riale et Royale;*

Les 2 Augustes Souverains ont à cet effet nom leurs Ministres Plenipotentiaires, savoir: — S Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc Toscane, le Sieur Baron François d'Ottenf Gschwind, Internonce et Ministre Plénipotentia de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et Env Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S Altesse Impériale et Royale près la Sublime Po Ottomane, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre T can de Saint Joseph, Chevalier Commandeur plusieurs autres Ordres, etc.; et Sa Majesté l'E pereur des Ottomans, les Très-illustres et Exc lens Sieurs Mustafa Bedschet Efendi, Cadi-As de la Romelie, et Elhadsch Mehemed Akif, R Efendi, ou Grand-Chancelier de l'Empire:

Lesquels, après s'être communiqué réciproqu ment leurs Pleins-pouvoirs respectifs, trouvés bonne et due forme, et avoir tenu plusieurs Con rences, sont convenus et ont arrêté d'un comm accord le Traité suivant, consistant, en 21 Ar cles et une Conclusion.

Art. 1. Il y aura paix et amitié perpétue entre Son Altesse Impériale et Royale le Gran Duc de Toscane et Sa Majesté Ottomane, et libe réciproque de commerce par terre et par mer ent leurs Sujets respectifs. Tous les Navigateurs Négocians Toscans, munis du pavillon et de p tentes Grand-Ducales, pourront se rendre a leurs propres Navires dans tous les Ports de l'E pire Ottoman, aller et venir, y décharger leu marchandises, les vendre ou échanger, y exerc librement le commerce, et en répartir sans ét molestés; ils pourront y réparer leurs Navires q auraient été endommagés par la tempête ou que que autre accident, et s'y pourvoir aux prix coura des choses nécessaires à cet effet et pour leur nou riture. Les mêmes avantages seront accordés a Négocians qui sous Pavillon Ottoman entrero dans les Ports et Echelles du Grand-Duché Toscane, et il est entendu que, soit dans les Port

Digitized by Google

stanza la perfetta unione e amicizia che sussistono fra 1833
Essa e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, l'alleato ed il prossimo parente dell'Imperiale e Reale Altezza Serenissimo;

I 2 Augusti Sovrani hanno a tale effetto nominati i loro Ministri Plenipotenziarj, cioè Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana, il Barone Francesco d'Ottenfels Gschwind, Internunzio e Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, e Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario di Sua Altezza Imperiale e Reale presso la Sublime Porta Ottomanna, Cavalier Gran Croce dell'Ordine Toscano di Santo Giuseppe, Cavalier Commendatore di molti altri Ordini, ec. e Sua Maestà l'Imperatore degli Ottomanni i molto Illustri ed Eccellenti Mustafa Bedschet Efendi, Cadi-asker della Romelia, ed Elhadsch Mehemed Akif Reis Efendi, o Gran Cancelliere dell'Impero:

I quali dopo essersi comunicati reciprocamente i loro pieni poteri respettivi, trovati in buona e debita forma, e dopo aver tenute insieme molte Conferenze, hanno convenuto e stabilito di comune accordo il seguente Trattato, consistente in 21 Articoli ed una Conclusione.

Art. I. Avrà luogo pace ed amicizia perpetua fra Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca di Toscana e Sua Maestà Ottomanna, e libertà reciproca di Commercio per terra e per mare fra i loro Sudditi respettivi. Tutti i Navigatori e Negozianti Toscani, muniti di Bandiera e Patenti Granducali, potranno recarsi coi loro proprj Legni in tutti i Porti dell'Impero Ottomanno, andare e venire, scaricarvi le loro Mercanzie, renderle o cambiarle, esercitarvi liberamente il Commercio, e ripartirne senza esser molestati; potranno ripararvi i loro Legni che fossero stati danneggiati dalla tempesta, o da altro accidente, e provvedervisi ai prezzi correnti delle cose necessarie a quest'effetto non che al loro nutrimento. I medesimi vantaggi saranno accordati ai Negozianti che sotto Bandiera Ottomanna entreranno nei Porti e Stati del Gran-Ducato di Toscana, e debbe intendersi che tanto nei Porti quanto nell'interno del Territorio dell'uno dei due Stati, i Sudditi e Negozianti dell'altro non saranno

Digitized by Google

1833 *soit dans l'intérieur du territoire de l'un des 2 les Sujets et Négocians de l'autre Etat ne soumis à d'autres charges et obligations que aux quelles en pareille circonstance y sont les Sujets de Sa Majesté l'Empereur d'Au l'intention des 2 Hautes Parties Contractantes que les Sujets de l'un trouvent dans les Et l'autre, et réciproquement, les plus grandes tés, assistance et avantages.*

II. Le passage du détroit des Dardane du Canal du Bosphore sera désormais entièr ouvert aux navires marchands sous Pavillon can, avec ou sans chargement, soit qu'ils vie de la Mer Méditerranée pour entrer dans la Noire, soit qu'ils proviennent de la Mer pour passer dans la Méditeranée, et les dits vires Toscans ne pourront être arrêtés ou tenus en aucun cas et sous aucun prétexte, en que les véritables Bâtimens marchands couver Pavillon Toscan jouiront de la libre navigatio la Mer Noire, aux mêmes conditions et ave mêmes faveurs qui sont en vigueur pour les s et les Navires Autrichiens.

III. Les Marchands Toscans ne payeront tous les genres d'effets et de marchandises q importeront soit par terre soit par mer des Etrangers dans les Etats Ottomans, et sur (autres que les genres prohibés) qu'ils exporte de ces mêmes Etats dans l'Etranger, qu'une fois et en un seul endroit, le droit de Douan 3 pour cent, après quoi ils ne pourront pas obligés par les Douaniers de payer une seconde Dou ou telle autre redevance quelconque, et celui leur en aurait exigé sera obligé à la leur restit

Pour les marchandises d'importation, le 3 p cent se payera une seule fois dans l'endroit où seront vendues, et pour celles achetées dans Etats Ottomans pour être exportées, le 3 pour se payera dans l'endroit où elles auront été ac tées, sans qu'on puisse exiger des dits marcha un payement quelconque, autre que celui établi le présent réglement.

Le dit droit de 3 pour cent. pourra être p en monnaie courante quelconque.

Digitized by Google

sottoposti ad altri carichi ed obblighi che quelli ai quali in simile circostanza sono sottoposti i Sudditi di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria; l'intenzione delle 2 Alte Parti Contraenti essendo che i Sudditi dell'una trovino negli Stati dell'altra, e reciprocamente, le più grandi facilità, assistenza, e vantaggi. 1833

II. Il passaggio dello Stretto dei Dardanelli e del Canale del Bosforo sarà d'ora in avanti intieramente aperto ai Legni Mercantili sotto Bandiera Toscana, con carico o senza carico, sia che vengano dal Mare Mediterraneo per entrar nel Mar Nero, sia che procedano dal Mar Nero per passare nel Mediterraneo, e i detti Legni Toscani non potranno essere arrestati nè ritenuti in qualsivoglia caso, o sotto qualsisia pretesto, talchè i veri Bastimenti Mercantili con Bandiera Toscana goderanno della libera navigazione del Mar Nero, con le medesime condizioni e con gli stessi favori che sono accordati ai Sudditi ed ai Batimenti Austriaci.

III. Sopra tutti gli effetti e mercanzie di qualunque sorta che importeranno, sia per Terra sia per Mare, dall' Estero nei Porti Ottomanni, e viceversa sopra tutti gli effetti e mercanzie che dagli Stati Ottomanni esporteranno all'Estero (eccetuate sempre le merci proibite) i Mercanti Toscani non pagheranno il diritto di Dogana del 3 per cento che una sola volta e in un sol luogo, dopo di che non potranno essere obbligati dai Doganieri a pagare un secondo diritto di Dogana, o qualsivoglia altro dazio; e chi da essi lo esigesse sarà obbligato a farne la restituzione.

Per le mercanzie importate, il 3 per cento si pagherà una sola volta nel luogo ove queste saranno vendute, e per le mercanzie comprate negli Stati Ottomanni per esportarsi, il 3 per cento si pagherà nel luogo ove saranno state comprate, senza che possa esigersi dai detti Mercanti qualsiasi altro pagamento di tassa oltre quello stabilito dal presente regolamento.

Il detto diritto del 3 per cento potrà essere pagato in qualunque specie di moneta corrente.

Digitized by Google

1833 *Les Teskérés ou aquits de la Douane leur ront délivrés dans l'endroit où se sera fait le p ement, et ils devront être valides dans toute l'ét due des Etats Ottomans.*

Si les Douaniers font une estimation des m chandises que les marchands Toscans regard comme exagérée, ceux-ci pourront payer les 3 p cent. en nature, c'est à dire en autant de leur m chandise, et les Douaniers devront s'en conten

Les Négocians Toscans qui achéteront des m chandises à Constantinople et les chargeront leurs navires; après avoir acquitté le droit Douane et reçu les Teskérés ou quittances du Dou nier, ne pourront pas être arrêtés dans leur voya aux Dardanelles s'ils se trouvent munis des pas ports accoutumés. De même pour les marchan ses qu'ils importeront sur leurs navires, après av une fois payé la Douane, s'ils ne trouvent pas les vendre et font voile pour un autre Port, il le sera permis, ainsi que cela est convenu pour marchands Autrichiens et ceux des Nations ami de les réexporter, et à cet effet on leur délivrera d Teskérés constatant le payement effectué entre mains du Douanier, en sorte que sur aucune ma chandise qui aura une fois payé la Douane, e puisse être de nouveau exigée, ni aucun autre dro quelconque. Si quelque marchand Toscan se pe mettait de défrauder la Douane, soit sur les ma chandises d'importation, soit sur celles d'exporta tion, et qu'il serait pris sur le fait, il payera, s lon l'ancienne règle, la double Douane. On n'ex gera point des droits de Douane des Marchand Toscans sur les monnaies d'or ou d'argent qu'i apporteront, ainsi que sur toute autre marchan dise sur laquelle les Autrichiens et les autres Na tions amies ne sont pas tenues de la payer à leu arrivée ou à leur départ. Dès que les Marchand trafiquant dans les Ports Ottomans auront acquitt le droit de Douane pour toutes les marchandises qu'il auront achetées (excepté celles du genre prohibé) e les auront embarquées sur leurs Navires pour le exporter ailleurs, on leur délivrera sans aucun dé lai les acquits de la Douane à fin de ne pas ré tarder leur voyage. Lorsque des Négocians Tos

Digitized by Google

I Teskerés, o ricevute della Dogana, saranno 1833
rilasciate nel luogo stesso ove verrà effettuato il pagamento, e dovranno esser valide in tutta l'estensione dell'Impero Ottomanno.

Ove i Doganieri facessero delle mercanzie una stima che fosse dai Mercanti Toscani riguardata come esagerata, potranno questi pagare il 3 per cento in natura, cioè con altrettanta mercanzia, e i Doganieri dovranno contentarsene.

I Negozianti Toscani che compreranno delle mercanzie a Costantinopoli e le caricheranno sopra i loro Legni dopo aver pagati i diritti di Dogana e ritirati i Teskerés o ricevute del Doganiere, non potranno ricevere impedimento nel loro viaggio ai Dardanelli ove siano muniti dei Passaporti d'uso. Egualmente, se i detti Mercanti Toscani dopo aver pagati una volta i diritti Doganali per le merci importate sopra i loro Legni non trovassero da esitarle, e facessero vela per altro Porto, sarà loro permesso a secondo di quanto vien usato coi Mercanti Austriaci e con quelli delle altre Nazioni amiche, di seco ricondurre le merci medesime, e a quest' effetto saranno loro rilasciati dei Teskerés constatanti il pagamento del Dazio effettuato nelle mani del Doganiere, e ciò al fine d'impedire che sia nuovamente esatto il diritto di Dogana, o qualunque altro dazio, sopra le mercanzie per le quali è stato già pagato. Se alcun Mercante Toscano si permetterà di defraudare la Dogana sia sulle mercanzie importate, sia sull' esportate, e che venisse preso sul fatto, dovrà pagare secondo la regola antica doppio il diritto di Dogana. Non si esigeranno diritti di Dogana dai Mercanti Toscani sopra le monete d'oro e di argento che seco avranno portate, e neppure sopra qualunque altra mercanzia per la quale gli Austriaci e i Sudditi di altre Nazioni amiche non siano tenuti a pagar diritto al loro arrivo o alla loro partenza. Tostochè i Mercanti che facessero traffico nei Porti Ottomanni avranno pagato il diritto di Dogana per tutte le mercanzie comprate (eccetto quelle proibite) e le avranno imbarcate sui loro Legni per esportarle altrove, saranno loro rilasciate senza indugio alcuno le ricevute della Dogana al fine di non ritardare il loro viaggio. Ove dei Negozianti Toscani avessero caricate le loro merci importate sopra dei Bastimenti Mercantili Ottomanni per

Digitized by Google

1833 *cans auront chargé leurs marchandises d'import tion sur des navires marchands Ottomans pour l transporter dans quelque échelle des Etats de S Hautesse, l'on ne pourra exiger sur ces marcha dises plus de 3 pour cent. de Douane, sous pr texte qu'elles sont arrivées à bord d'un Bâtime Ottoman, si les dites marchandises sont en eff la propriété de Négocians Toscans.*

IV. Les Négocians Toscans pourront achet et exporter dans leurs pays les mêmes marchand ses que les sujets des autres Puissances en pa et amitié avec la Sublime Porte, et si l'exportatio de quelques articles prohibés vient à être accord à d'autres Nations, cette même faveur sera égal ment concédée aux Négocians respectifs des 2 Etat

V. En réciprocité de la liberté de commerc accordée aux Négocians Toscans dans les Etat Ottomans, et en retour des Articles précédens, le Sujets de la Sublime Porte pourront aller et veni résider et commercer librement dans tous les Etat Toscans, et y seront toujours particulièrement pro tégés.

Dans tous les endroits de ces Etats ils seron traités en parfaite parité avec les Sujets de S Majesté l'Empereur d'Autriche, ou telle autre Na tion la plus favorisée. A Livourne, les privilège du Port franc, les Lois, et coutumes en vigueur seront observés à l'égard des Ottomans comme en vers les autres Nations susmentionnées; et dan tout le reste des Etats Toscans on ne leur deman dera pas d'autres taxes ou impôts que ceux aux quels sont tenus les Sujets de Sa Majesté l'Empe reur d'Autriche et les autres Nations amies. De sorte que Son Altesse Impériale et Royale entend accorder toujours, et en toute occasion, aux Sujets Ottomans tous les privilèges qui sont accordés aux autres Nations les plus favorisées.

VI. Pour la plus grande sûreté et tranquillité des Négocians Toscans, ainsi que pour l'avantage du Commerce, il est convenu que Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc pourra, moyennant ses Lettres Patentes et par l'organe de son Ministre auprès de la Porte Ottomane, nommer et

Digitized by Google

trasportarle in qualche scalo degli Stati dell'Impero, non potrà esigersi su tali merci dalla Dogana più del 3 per cento, adducendo il pretesto che sono arrivate a bordo di un Bastimento Ottomanno, quando le medesime siano effettivamente di proprietà di Negozianti Toscani. 1833

IV. I Negozianti Toscani potranno comprare e esportare nel loro paese le stesse mercanzie che hanno diritto di comprare e esportare i Sudditi delle altre Potenze che sono in pace ed amicizia colla Sublime Porta, e se l'esportazione di alcun articolo proibito venisse ad essere accordata ad altre Nazioni, questo favore sarà egualmente concesso ai Negozianti respettivi dei 2 Stati.

V. In reciprocità della libertà di Commercio accordata ai Negozianti Toscani negli Stati Ottomanni, e in correspettività delle facilità contenute nei precedenti articoli, i Sudditi della Sublime Porta potranno andare, e venire, risedere e commerciare liberamente in tutti gli Stati Toscani, e vi saranno sempre particolarmente protetti.

In tutti i punti degli Stati predetti saranno essi trattati perfettamente alla pari dei Sudditi di Su Maestà l'Imperatore d'Austria, o di altra Nazione la più favorita. I privilegj, le leggi, e gli usi vigenti nel Porto franco di Livorno saranno osservati riguardo agli Ottomanni come verso i Sudditi delle altre Nazioni sopramentovate, e in tutto il resto dello Stato Toscano non sarà loro domandato il pagamento di altre tasse o imposizioni che di quelle cui sono tenuti i Sudditi di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, e di altre Potenze le più favorite. Infine Sua Altezza Imperiale e Reale intende accordare sempre, ed in ogni circostanza, ai Sudditi Ottomanni tutti i privilegj che sono concessi alle altre Nazioni più favorite.

VI. Per maggior sicurezza e tranquillità dei Negozianti Toscani, e per vantaggio del Commercio, è stato convenuto che Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca potrà per mezzo di sue Lettere Patenti, e per l'organo del suo Ministro presso la Porta Ottomanna nominare e stabilire dei Consoli, Vice-Consoli,

Digitized by Google

1833 *établir des Consuls, Vice-Consuls ou Interprét munis de Bérats et de Firmans, dans tous Ports, Echelles; et Iles de la Méditerranée, ain que dans tout autre endroit des Etats Ottoma où les autres Nations entretiennent des Consu Vice-Consuls ou Interprétes. Si par la suite serait nécessaire d'établir un Consul ou Interpré dans quelqu'endroit où il n'y en aurait pas eu, a ciennement, le Ministre de Son Altesse Impériale Royale résidant à Constantinople en fera la repr sentation au Ministère Ottoman, et si, d'après demande qu'il en aura formée, la Sublime Por y donne son assentiment, les Bérats ou Diplom des dits Consuls leur seront expédiés, et il se particulièrement recommandé aux Gouverneurs Officiers des endroits respectifs de les assister de les protéger.*

Il est convenu et déclaré expressement que dan tous les Ports, Echelles et Iles des Etats Ottoman où Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Du n'aurait pas encore trouvé à propos de nommer u propre Consul, les Négocians et Sujets Toscan ainsi que leurs propriétés et leurs relations com merciales, continueront à être assistées et proté gées par les Consuls ou Interprétes de Sa Majest l'Empereur d'Autriche, lesquels, après avoir ét reconnus en leur qualité d'Agens Consulaires Au trichiens, n'auront besoin d'aucune autre formalit pour être autorisés à assister les Sujets et Négo cians Toscans.

En cas de mort d'un Négociant ou Sujet Tos can dans quelque Province ou endroit de l'Empir Ottoman que ce soit, le Fisc Ottoman ne pourra dans aucun cas mettre la main sur sa succession, mais elle sera en totalité mise à la disposition des Agens Diplomatiques ou Consulaires de Son Al tesse Impériale et Royale le Grand-Duc, délégués à cet effet.

En vertu de cette Convention, les Consuls, Vice-Consuls, et interprétes, de méme que leurs domestiques, et en général tous les Sujets et Négocians de Son Altesse Impériale et Royale, devront être exempts de la capitation et de toutes autres impositions ou tributs.

Digitized by Google

Interpreti, muniti di Bérats e di Firmani in tutti i 1833
rti, Scali, ed Isole del Mediterraneo, come pure
ogni altro luogo degli Stati Ottomanni dove le altre
zioni hanno installati dei Consoli, Vice-Consoli, o
erpreti. Se in seguito fosse trovato necessario di
ifire un Console o Interprete in un qualche luogo
non ve ne fossero stati anticamente, il Ministro di
Altezza Imperiale e Reale residente a Costantino-
, ne farà oggetto di rappresentanza al Ministero
manno, e quando in seguito della dimanda avan-
e, la Sublime Porta abbia dato il suo assenso, i
s o Diplomi dei detti Consoli saranno loro spediti,
rrà particolarmente raccomandato ai Governatori
Ufficiali dei respettivi luoghi di assisterli e di pro-
erli.

E convenuto e dichiarato espressamente che in tutti i Porti, Scali ed Isole degli Stati Ottomanni ove Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca non avesse ancora trovato opportuno di nominare un proprio Console, i Negozianti e Sudditi Toscani, non che le loro proprietà e rapporti commerciali, continueranno ad essere assistiti e protetti dai Consoli o Interpreti di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, i quali dopo essere stati riconosciuti nella loro qualità di Agenti Consolari Austriaci, non avran d'uopo di alcun altra formalita per essere autorizzati ad assistere i Sudditi e Negozianti Toscani.

In caso di morte di un Negoziante o Suddito Toscano in qualsisia Provincia o luogo dell'Impero Ottomanno, il Fisco Ottomanno non potrà in caso alcuno por mano sulla di lui successione, ma sarà questa nel suo totale posta a disposizione degli Agenti Diplomatici o Consolari di Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca a tal effetto delegati.

In forza della presente Convenzione, i Consoli, Vice-Consoli e Interpreti, egualmente che i loro Serritori, ed in generale tutti i Sudditi e Negozianti di Sua Altezza Imperiale e Reale, dovranno essere esenti dalla tassa personale (*capitation*) e da ogni altra imposizione o tributo.

Digitized by Google

1833 *Les Consuls, Vice-Consuls, Interprétes, S. et Négocians Toscans, et les domestiques fr à leur service, auront recours au Juge local toutes leurs affaires de commerce, de vente, a garantie et autres, ils les feront enregistrer Protocole de la Juridiction qui leur délivrera contrats judiciaires nommés Hodjets ou des tes authentiques, et si quelque contestation venc avoir lieu, on reconnaîtra ces actes et instrun de même que les registres du Protocole, et on a d'après la justice et la loi.*

Les Gouverneurs et autres Employés d Porte Ottomane ne pourront emprisonner ou n traiter aucun des individus Toscans susmention sous prétexte d'actions ou procès intentés contre ou les molester sans motif. Lorsqu'il sera né saire de les faire comparaître devant les Tribun Ottomans, ils ne s'y rendront que du sçu du C sul ou de l'interprète et lorsque le cas exigera q soient emprisonnés, les dits Consuls et Interpr pourront les faire conduire en prison en donn une caution acceptable pour leur personne.

Les Créanciers des Sujets Toscans, lorsq s'en présentera, n'exigeront leurs créances du des Consuls, Vice-Consuls et Interprèters, a la connaissance de la justice, que du débiteur, s inquiéter personne autre.

Les susdits Consuls, Vice-Consuls, Interprét Négocians et autres Sujets, pourront avec leu gens et domestiques exercer librement le culte leur Religion dans leurs habitations.

S'il survenait quelque procès ou discussion co tre les Consuls, Vice-Consuls, Interprétes, Nég cians, ou Sujets Toscans ou leurs Domestique qui surpasse la somme de 3,000 aspres, il ne pour être décidé devant aucun Tribunal de provinc mais il devra être renvoyé au jugement de la Sul lime Porte, conformément à ce qui se pratique en vers les autres Nations amies. Lorsqu'il surviendr des procès entre les Négocians Toscans eux-mé mes, ils seront examinés et jugés par les Consul et les interprétes d'après leurs Lois et coutume sans que personne s'y oppose.

Digitized by Google

I Consoli, Vice-Consoli, Interpreti, Sudditi e 1833
...ianti Toscani, e i Servitori franchi al loro ser-
..., avranno ricorso al Giudice locale in tutti gli
...i di Commercio, di vendita, di compra, garanzia
...ri, faranno registrare tali operazioni al protocollo
...ribunale (Juridiction) che rilascerà loro dei Con-
...giudiciarj chiamati *Hodjets* o atti autentici, e
...caso che qualche contestazione nascesse, sarà
...ta la recognizione di tali atti ed istrumenti, non
...dei registri del protocollo, e sarà proceduto se-
...la giustizia e la legge.

...Governatori ed altri Impiegati della Porta Otto-
...non potranno imprigionare nè maltrattare alcuno
...individui Toscani sopra menzionati, sotto il pre-
...di azioni o processi intentati contro di essi, nè
...targli senza motivo. Quando si rendesse neces-
...di fargli comparire avanti ai Tribunali Ottomanni,
...vi si recheranno che colla saputa del Console,
...Interprete, ed ove il caso esigesse che fossero
...nati, i detti Consoli e Interpreti potranno fargli
...re in carcere dando accettabil cauzione per la
...persona.

I Creditori di Sudditi Toscani, qualora se ne pre-
...essero, non potranno reclamare il loro credito che
...la saputa dei Consoli, Vice-Consoli, o Interpreti,
...per le regolari vie di giustizia, nè potranno esigerne
...pagamento se non che dal solo debitore, senza in-
...are altrui per tal titolo.

I suddetti Consoli, Vice-Consoli, Interpreti, Ne-
...anti ed altri Sudditi, potranno coi loro attenenti
...vitori esercitare liberamente il culto della loro
...ne nelle loro abitazioni.

...orgendo qualche causa o discussione contro i
..., Vice-Consoli, o Interpreti, Negozianti, o
... Toscani o loro Servitori, che oltrepassi la
... di 3,000 aspri, non potrà esser decisa avanti
...can Tribunale di Provincia, ma dovrà essere
...a al giudizio della Sublime Porta, in conformità
...o che si pratica verso le altre Nazioni amiche.
...gendo poi liti fra gli stessi Negozianti Toscani,
...o queste esaminate e giudicate dai Consoli e
...preti secondo le loro leggi ed usi senza che alcuno
... opporvisi.

Digitized by Google

1833 *Lorsqu'il sera intenté une action judi contre un marchand Toscan embarqué sur un timent prêt à faire voile, ce Bâtiment, sous texte de ce procès, ne sera point arrêté, et les suls, Agens, et Interprêtes s'empresseront de miner l'affaire en discussion. Aucun Sujet T ne pourra être obligé à comparaître en justice assisté par un Interprête. Les Négocians To ne pourront non plus être forcés à faire des aux Gouverneurs, Juges, ou autres Fonctionn publics, en quelque province de l'Empire Ott qu'ils se rendent, et ceux ci ne pourront les n ter en aucune manière à ce sujet.*

VII. Les Bâtimens Marchands des Sujets cans qui aborderont à quelque Echelle des Ottomans et qui y mouilleront, ne pourront être inquiétés pour le terme du séjour qu'ils ront. Lorsqu'ils ne débarqueront point de leur pre gré les marchandises qu'ils ont à bord, i pourront y être forcés.

Aucune des 2 Parties Contractantes ne p forcer sous aucun prétexte les Matelots ou p gers embarqués à bord des Navires de l'auti entrer contre leur gré dans son service; il y toutefois exception pour les propres Sujets de cun des 2 Etats lorsque le service de leur So rain l'exigera.

VIII. Les Bâtimens Toscans accueillis en d'une tempête et en danger de se perdre, se assistés et secourus par des Matelots et des Pi des Bâtimens Ottomans qui se trouveront da voisinage, et ceux-ci ne pourront demander q prix équitable et modéré de leur peine; si u ces Bâtimens vient à avoir le malheur de se dre, il ne sera point touché aux marchandises tirées de l'eau; le tout sera consigné aux Con Toscans les plus proches du lieu, et on ne pou demander qu'un prix modéré pour le transport.

Il ne sera pas permis aux ennemis de l'un 2 Etats d'armer des Bâtimens de guerre d les Ports et Echelles de l'autre, et si un tel B ment ennemi serait déjà armé ou se trouverait d un de ces Ports, il ne lui sera pas permis de me à la voile que 24 heures après le départ des B

Digitized by Google

Intentata un azione giudiciaria contro un Mercante 1833
Toscano imbarcato sopra un Bastimento pronto a far vela, questo Bastimento sotto il pretesto dell'insorta lite non potrà esser ritenuto, ed i Consoli, Agenti, e Interpreti avranno cura di terminare l'affare pendente. Niun Suddito Toscano potrà essere obbligato a comparire in giudizio senza l'assistenza di un Interprete. I Negozianti Toscani non potranno neppure esser costretti a far donativi ai Governatori, Giudici o altri pubblici funzionarj in qualunque Provincia dell'Impero Ottomanno si rechino, nè questi potranno molestarli in modo alcuno per tal titolo.

VII. I Bastimenti Mercantili dei Sudditi Toscani che approderanno a qualche Scalo degli Stati Ottomanni gettandovi l'ancora, non dovranno ricever molestia alcuna relativamente al tempo di soggiorno che vi faranno. E se non sbarcheranno spontaneamente le loro merci, non potranno esservi astretti.

Niuna delle 2 Parti Contrattanti potrà costringere sotto alcun pretesto i Marinari o Passeggeri imbarcati a bordo dei Bastimenti dell'altra, a entrar loro malgrado al suo servizio. Sarà tuttavia fatta eccezione pei Sudditi proprj di ciascuno dei 2 Stati quando il servizio del loro Sovrano lo esiga.

VIII. I Bastimenti Toscani sorpresi in mare da tempesta e in pericolo di perdersi, saranno assistiti e soccorsi dai Marinari e Piloti dei Bastimenti Ottomanni che si trovassero per avventura vicini, nè questi potranno dimandare che un premio giusto e moderato per le loro fatiche. Se uno di questi Bastimenti facesse naufragio, non potrà esser posto mano sulle mercanzie salvate dall' acqua, ma tuttociò che potesse recuperarsi sarà consegnato ai Consoli Toscani i più prossimi al luogo, nè potrà esser dimandato che un prezzo moderato per i trasporti.

Non sarà permesso ai nemici di uno dei 2 Stati di armare Legni da Guerra nei Porti e Scali dell' altro, e se uno di tali Legni nemici si trovasse già armato in uno degli accennati Porti, non gli sarà permesso di mettere alle vela che 24 ore dopo la partenza dei Legni dell'altro Stato. I Bastimenti dell' 2

Digitized by Google

1833 *mens de l'autre Etat. Les Navires des 2 Pa seront réciproquement en toute sûreté sous le c et dans les Ports de l'autre Partie.*

IX. Si des Turcs ou autres Sujets de l pire Ottoman viennent à être molestés par des saires ou Pirates qui infesteraient la Mer M terranée, on ne pourra sous ce prétexte inqu ou vexer les Bâtimens marchands Toscans guant paisiblement.

X. Lors du décès de quelque Musulma autre Sujet de la Sublime Porte dans le Gr Duché de Toscane, sa succession devra être re au Schahbender Ottoman qui se trouvera su lieux, sans qu'il puisse y avoir lieu d'ingé étrangère. Les procès entre des Sujets Otto devront être jugés et vidés avec le consente des Parties par l'entremise des dits Schahben

XI. Il est arrêté et convenu que les Na Toscans se serviront de leur propre Pavillon le commerce et la navigation dans les mers so ses à la Domination Ottomane, et qu'ils n'em yeront pas à cet effet le Pavillon de quelqu'a Puissance; de même le Pavillon Toscan ne po être accordé à des Bâtimens de quelqu'autre ou Nation, ni à des navires de Rayas ou Su de la Sublime Porte; les Ministres, Consuls Vice-Consuls de Toscane ne pourront déli des Patentes à des Sujets de la Sublime Porte leur accorder une protection quelconque ouverte clandestine, et il ne pourra être admis aucune c travention aux stipulations ci-dessus articulées

XII. Les Négocians Sujets de la Subl Porte qui s'embarqueront sur des Bâtimens T cans ou qui y chargeront des marchandises, aur à acquitter les mêmes droits que perçoivent eux dans un cas semblable les Anglais, les Franç et les Hollandais, et on s'entendra amicalement

Et réciproquement les Négocians Toscans chargeront des marchandises sur des Navires O tomans acquitteront les mêmes droits que payo dans ce cas les dites Nations.

XIII. Les Bâtimens marchands Toscans seront pas molestés pour le transport des Troup ou d'effets appartenans au Gouvernement Ottom

Digitized by Google

Parti Contrattanti saranno reciprocamente in piena si- 1833
curezza sotto il tiro del cannone e nei Porti dell'altra Parte.

IX. Se dei Turchi o altri Sudditi dell'Impero Ottomanno venissero ad esser molestati dai Corsari o Pirati che infestassero il Mare Mediterraneo, non potranno sotto tal pretesto essere inquietati o vessati i Bastimenti mercantili Toscani naviganti tranquillamente.

X. Alla morte di qualche Mussulmano o altro Suddito della Sublime Porta avvenuta nel Gran-Ducato di Toscana, la sua successione dovrà esser rimessa allo Schahbender Ottomanno ivi residente senza che possa avervi luogo intervento alcuno. Le vertenze fra Sudditi Ottomanni dovranno esser giudicate e composte col consenso delle parti dai detti Schahbender.

XI. E stabilito e convenuto che i Legni Toscani faranno uso della loro propria Bandiera pel commercio e Navigazione nei Mari sottoposti al Dominio Ottomanno, e che non si serviranno a quest' effetto della Bandiera di alcun'altra Potenza. Così pure la Bandiera Toscana non potrà essere accordata ai Legni di alcun altro Stato o Nazione, nè tampoco ai Legni di Rayas o Sudditi della Sublime Porta. I Ministri, Consoli, e Vice-Consoli di Toscana non potranno rilasciare Patenti ai Sudditi della Sublime Porta, nè accordar loro una protezione qualunque aperta o clandestina, nè sarà ammessa contravvenzione alle disposizioni sopra accennate.

XII. I Negozianti Sudditi della Sublime Porta che s'imbarcheranno sopra Bastimenti Toscani, o vi caricheranno le loro merci, saranno tenuti di pagare i medesimi diritti che percipono sopra di essi in casi simili, gl'Inglesi, Francesi, e Olandesi procedendo d'amichevole accordo.

E reciprocamente i Negozianti Toscani che caricheranno delle mercanzie sopra dei Legni Ottomanni, pagheranno i medesimi diritti che pagano in questo caso le dette Nazioni.

XIII. I Bastimenti mercantili Toscani non potranno ricever molestie per esser costretti al trasporto di Truppe o di effetti appartenenti al Governo Ottomanno.

Digitized by Google

1833 *XIV. Lorsque des Bâtimens de guerre des Souverains se rencontreront sur mer, ils se salue ront et se donneront des signes réciproques d'ami tié, en s'abstenant de toute offense.*

XV. Il sera libre aux Sujets Toscans, de voya ger, d'aller et venir sans aucun obstacle dans quel que lieu que ce soit des Etats Ottomans pour mo tif de commerce ou de pélérinage, et la Por Ottomane leur délivrera dans ce cas des Passeport afin qu'ils ne soient molestés nulle part par le Collecteurs de la capitation, ou d'autres Personne sous quelque prétexte que ce soit.

XVI. Tant que les Négocians Toscans n'em ployeront pas de leur propre gré des Sensaux, au cun Individu de quelque Nation qu'il soit ne pourr se prévaloir d'un Bérat qu'il aurait obtenu, o d'une intercession puissante, pour se faire admettr comme Sensal au service du Négociant Toscan.

Et si quelqu'un d'eux, pour se venger de n pas avoir été employé comme Sensal au service d Négociant Toscan, cherche à le préjudicier, i sera exemplairement puni.

XVII. Tant qu'un Individu franc au servic des Consuls, Vice-Consuls, Agens, Interprêtes o tout autre Sujet Toscan n'embrassera pas de so plein gré l'Islamisme, il ne sera pas molesté à c sujet sur la simple déposition de quelques malveil lans qui auront attesté sa profession de foi, et i ne pourra être poursuivi pour cet objet que lorsqu'i aura fait de son plein gré cette profession en pré sence d'un Interprête Toscan.

Tout Sujet Toscan qui aura de son plein gr embrassé l'Islamisme, devra malgré cela acquitte de ses biens les dettes qu'il sera convaincu d'avoi contractées antérieurement.

XVIII. Tout Sujet ou Négociant Toscan, qu se trouvera forcément à bord d'un Bâtiment Cor saire capturé par les Forces Ottomanes, et qu n'aura pris aucune part à la Piraterie, ne pourr pas être fait prisonnier s'il peut faire constater s qualité de Sujet Toscan. Il est convenu une foi pour toutes que désormais les Sujets des 2 Souve rains Contractans ne pourront en aucune manière être faits Esclaves.

Digitized by Google

XIV. Quando i Legni da Guerra dei 2 Sovrani s'incontreranno in mare, si saluteranno dandosi segni reciproci d'amicizia, ed astenendosi da ogni offesa. 1833

XV. Sarà in liberta dei Sudditi Toscani di viaggiare, andare e venire senza ostacolo alcuno ed in qualunque parte dell'Impero Ottomanno per causa di Commercio o di Pellegrinaggio, e la Porta Ottomanna rilascerà loro dei Passaporti affinchè non siano molestati dai collettori delle tasse (*capitation:*) o da altre persone sotto qualsiasi pretesto.

XVI. Qualora i Negozianti Toscani non volessero spontaneamente servirsi dell'opera di un Sensale, niun Individuo di qualsivoglia Nazione potrà prevalersi di un *Bérat* che abbia ottenuto, o di un potente appoggio, per farsi ammettere come Sensale al servizio di un Negoziante Toscano.

E se alcuno di essi Sensali, per vendicarsi di non essere stato impiegato al servizio di un Negoziante Toscano, cercasse di recargli danno, verrà esemplarmente punito.

XVII. Un Individuo franco al servizio dei Consoli, Vice-Consoli, Agenti, Interpreti, o di altri Sudditi Toscani che non abbracciasse di sua propria volontà l'Islamismo, non potrà esser molestato sulla semplice deposizione di maligni che avessero attestata la sua professione di fede, e non potrà per tal titolo esser tenuto a calcolo se non quando abbia spontaneamente fatta tal professione di fede in presenza di un Interprete Toscano.

Ogni Suddito Toscano che abbia spontaneamente abbracciato l'Islamismo, dovrà ció non ostante pagare coi suoi beni i debiti che sarà convinto aver contratti anteriormente.

XVIII. Ogni suddito o Negoziante Toscano che si troverà coattivamente a bordo di un Legno Corsaro caduto in potere delle forze Ottomanne, non potrà esser fatto prigioniero, ove non abbia presa parte alcuna alla Piraterìa, e possa far constare la sua qualità di Suddito Toscano. — Viene stabilito una volta per sempre che d'ora in avanti i Sudditi dei 2 Sovrani contraenti, non potranno in modo alcuno essere fatti schiavi.

Digitized by Google

1833 *XIX. Dans le cas que cette paix et ami conclue entre les 2 Sérénissimes Souverains veni à être, ce que Dieu ne veuille, changée en inim tié, tous les Marchands et Sujets des 2 Part Contractantes qui se trouveraient sur mer ou s terre, devront être prévenus à tems, afin qu'ap avoir réglé leurs dettes actives et passives, ils pu sent sans obstacle ou détriment se diriger avec leu propriétés vers les confins.*

XX. Les rapports de navigation et de co merce entre la Toscane et les Cantons Africai se trouvant déjà réglés et garantis par des Trai spéciaux existans entre le Grand-Duché et les di Régences, et tout faisant espérer que ces Trai continueront à être inviolablement observés et mai tenus, les 2 Parties Contractantes reconnaisse qu'il n'est point nécessaire présentement d'aucu stipulation pour assurer les relations pacifiques e tre la Toscane et les dits Cantons. Dans le c cependant, ce que Dieu ne veuille, que quelq difficulté s'élevait sur l'observation de ces Trait ou que quelque différend eût lieu entre le Gran Duché et les dites Régences, la Sublime Porte s'e gage d'interposer ses bons effices les plus efficac pour rétablir la paix et la bonne harmonie ent les 2 Parties.

XXI. Les Plénipotentiaires des 2 Parties apr avoir signé et scellé de leur Sceau les Articles les conditions susmentionnés du présent Traité Paix, d'Amitié, et de Commerce, les transmettro immédiatement à leurs Cours, et aucune des 2 Pa ties ne permettra qu'il y soit contrevenu ou por atteinte en aucune manière. Ils promettent en ou tre que le présent Traité sera accepté et ratif formellement par les 2 Augustes Souverains Co tractans, dans l'espace de 90 jours, à compter d celui de la signature, ou plutôt, si faire se peu et que les 21 Articles susdits seront religieusemen observés des 2 Parties sans le moindre changemen ou altération.

Conclusion.

Et les Plénipotentiaires Ottomans susmention nés m'ayant remis, en vertu des Pleinpouvoirs don ils sont munis, un Instrument de ce Traité rédig

Digitized by Google

XIX. Nel caso che la pace ed amicizia conclusa 1833
fra i 2 Serenissimi Sovrani venisse ad essere (ciò che Dio tenga lontano) cangiata in inimicizia, tutti i Mercanti e Sudditi delle 2 Parti Contraenti che si trovassero per mare o per terra, dovranno essere a tempo prevenuti, affinché dopo aver regolate le loro pendenze pecuniarie possano senza ostacolo o detrimento dirigersi colle loro proprietà verso i confini.

XX. I rapporti di navigazione e di Commercio fra la Toscana e i Cantoni Affricani trovandosi già regolati e garantiti da Trattati speciali esistenti fra il Gran-Ducato e le dette Reggenze, e tutto facendo sperare che questi Trattati continueranno ad essere inviolabilmente osservati e mantenuti, le 2 Parti Contraenti giudicano non essere pel momento necessaria alcuna stipulazione che assicuri le relazioni pacifiche fra la Toscana e i detti Cantoni. Non pertanto nel caso (che Dio non voglia) che qualche difficoltà insorgesse sull'osservazione di questi Trattati, e che alcuna dissidenza avesse luogo tra il Gran-Ducato, e le dette Reggenze, la Sublime Porta s'impegna ad interporre i suoi buoni offici i più efficaci per ristabilire la pace e la buona armonia fra le 2 Parti.

XXI. I Plenipotenziarj delle 2 Parti dopo avere firmati e muniti del loro Sigillo gli Articoli e le condizioni sopra menzionate del presente Trattato di Pace, d'Amicizia, e di Commercio, gli trasmetteranno immediatamente alle loro Corti, e niuna delle due Parti permetterà che vi sia contravvenuto o portato alterazione in alcun modo. Promettono inoltre che il presente Trattato sarà accettato e formalmente ratificato dai 2 Augusti Sovrani Contrattanti, nello spazio di 90 giorni, a contare da quello della firma, e prima ancora se sarà possibile, e che i 21 Articoli sopra riportati saranno religiosamente osservati dalle 2 Parti senza il minimo cangiamento o alterazione.

Conclusione.

Ed i Plenipotenziarj Ottomanni sopra menzionati avendo rimesso in forza dei Pleni-poteri onde sono muniti, un Istrumento di questo Trattato redatto in

Digitized by Google

1833 *en langue Turque, signé en pleine et due f*
je leur ai également délivré, d'après les Plei
voirs dont je suis muni, le présent Traité de
d'Amitié et de Commerce, rédigé en langue I
çaise, comme Instrument légitime que j'ai sig
muni du Sceau de mes Armes.

Constantinople, ce 12. Février 1833.

(*L. S.*) *D'Otten*

Nous avons approuvé et approuvons le T
ci dessus en tout et chacun des Articles qui y
contenus, déclarant qu'il est accepté, ratifi
confirmé, et promettant qu'il sera inviolable
observé.

En foi de quoi sont données les présentes,
nées de notre main, contresignées et scellées de
tre Grand Sceau Royal.

Fait à Florence, le 2. Mai, de l'an de g
1833.

Leopol

V. Fossombroni.
Gaetano Casini.

La ratifica per parte di Sua Maestà il Sultan
stata eseguita nei primi del mese di Cherval, a
dell'Egira 1249 (metà del Febbrajo 1834.)

Il cambio dei due solenni Atti di ratifica è s
poi effettuato a Costantinopoli il dì 17 del pred
mese di Febbrajo 1834, fra S. E. il Sig. Baron
Stürmer, Inviato Straordinario e Ministro Plenipo
ziario di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostol
munito di special relativo incarico dalla Corte di T
cana, con l'intervento del Signor Commendatore Fe
Quaglia Segretario della Missione Granducale pr
la Sublime Porta par una parte, ed i due Pleni
tenziarj Ottomanni le LL. EE. Bedschet Efendi, Pr
dente alle Conferenze del Divano, e Mehemed A
Reys-Efendi, con l'intervento dei respettivi Funzio
Ottomanni, per l'altra parte.

Digitized by Google

lingua Turca, firmato in plena e debita forma, io ho 1833
loro egualmente rilasciato in seguito dei Pleni-poteri di cui sono munito, il presente Trattato di Pace, di Amicizia e di Commercio redatto in Lingua Francese, come legittimo Istrumento che ho firmato e munito del Sigillo delle mie Armi.

Costantinopoli, le 12 Febbrajo 1833.

(L. S.) D'Ottenfels.

Noi abbiamo approvato e approviamo il Trattato suenunciato in ogni e ciascuno degli Articoli che vi son contenuti, dichiarando che è accettato, ratificato e confermato, e promettendo che sarà inviolabilmente osservato.

In fede di che sono emesse le presenti, firmate di nostra mano, contrassegnate e sigillate col Nostro Gran Sigillo Reale.

Fatto a Firenze, li 2 Maggio dell'anno di grazia 1833.

Leopoldo.

V. Fossombroni.
Gaetano Casini.

16.

Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République de Venezuela. Conclue et signée à Caracas le 11. Mars 1833.

(Bulletin des Lois de la France. 1834. Juin.)

(Les Ratifications ont été échangées à Caracas le 3. Janvier 1834.)

Sa Majesté le Roi des Français et la République de Venezuela, étant également animés du désir de régulariser l'existence des relations de commerce qui se sont établies depuis plusieurs années entre les Etats de Sa Maj. le Roi des Français et la République de Venezuela, d'en favoriser le développement et d'en per-

Digitized by Google

1833 pétuer la durée par un Traité d'amitié, de commer et de navigation, qui consacrerait en même temps d'u manière solennelle la reconnaissance par Sa Maj. le R des Français de l'indépendance de la République Venezuela;

Mais considérant que la conclusion de ce Tra ne saurait avoir lieu aussi promptement que le réclam l'intérêt des deux Pays, et voulant que leurs relatio reciproques soient dès à présent placées sur un pi conforme aux sentimens mutuels d'affection qui anime Sa Maj. le Roi des Français et la République de V nezuela, ont nommé dans ce but pour leurs Commi saires respectifs, savoir:

Sa Maj. le Roi des Français, M. Augustin Je Mahélin, son Consul à Caracas et la Guaira;

Et le Président de la République de Venezuel M. Joseph Eusèbe Gallegos, Conseiller du Gouvern ment;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pouvoir sont convenus desArticles suivans:

Art. I. Les Agents Diplomatiques et Consulaire les Citoyens de toute classe, les Navires et marchan dises des Etats de Sa Majesté le Roi des Françai jouiront de plein droit dans la République de Vene zuela des franchises, priviléges et immunités quelcon ques, concédées ou à concéder à la Nation la plus fa vorisée; et réciproquement, les Agents Diplomatique et Consulaires, les Citoyens de toute classe, les Na vires et les marchandises de la République de Vene zuela, jouiront de plein droit dans les Etats de Sa Ma jesté le Roi des Français, des franchises, privilége et immunités quelconques, concédés ou à concéde à la Nation la plus favorisée, et ce, gratuitement dan les 2 Pays, si la concession est gratuite, ou avec l même compensation si la concession est conditionnelle

II. Pour la meilleure intelligence de l'Article I, le 2 Parties Contractantes conviennent de considérer comm Navires Français ou Venezueliens ceux qui, de bonn foi, seront la propriété des Citoyens respectifs, quell que soit leur construction.

III. Les Stipulations ci-dessus exprimées demeu reront de part et d'autre en vigueur, depuis le jour d l'échange des Ratifications jusqu'à la mise à exécution du Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation

Digitized by Google

que les Parties Contractantes se réservent de conclure ultérieurement entre elles. 1833

IV. La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté le Roi des Français et par le Président de la République de Venezuela, ou celui qui exercerait ses fonctions, après l'approbation préalable du Congrès Venezuelien, et les Ratifications en seront échangées à Caracas le plus promptement possible.

En foi de quoi, les Commissaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur Cachet.

Fait en la Ville de Caracas, le 11. Mars, de l'an du Seigneur 1833.

(L. S.) Aug. Mahelin.
(L. S.) Jose E. Gallegos.

17.

Article explicatif, et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, signée le 7. Mai 1832 à Londres entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. En date du 30. Avril 1833.

(Journal des Débats. 1833.)

Les Cours de la Grande Bretagne, de Bavière, de France, et de Russie, reconnoissant l'utilité de mieux préciser le sens, et de compléter les dispositions de l'Article VIII. de la Convention signée entre les dites Cours à Londres le 7. Mai, 1832, sont convenues de ce qui suit:

Article Unique. La Succession à la Couronne et à la Dignité Royales en Grèce dans la branche du Prince Othon de Bavière, Roi de la Grèce, comme dans les branches de ses Frères puinés, les Princes Luitpold et Adalbert de Bavière, lesquelles ont été éventuellement substituées à la branche du dit Prince Othon de Bavière, par l'Article VIII de la Convention

Digitized by Google

1833 de Londres du 7. Mai, 1832, aura lieu de *mâle* à *mâle* par ordre de primogéniture.

Les femmes ne seront habiles à succéder à la Couronne Grecque que dans le cas de l'extinction totale des héritiers légitimes mâles dans toutes les 3 branches de la Maison de Bavière, ci-dessus désignée et il est entendu que, dans ce cas, la Couronne et la Dignité Royales en Grèce passeront à la Princesse ou aux descendans legitimes de la Princesse, qui, dans l'ordre de la succession, se trouvera être la plus rapprochée du dernier Roi de la Grèce.

Si la Couronne Grecque vient à passer sur la tête d'une femme, les descendans légitimes mâles de celle ci obtiendront, à leur tour, la préférence sur les femmes, et monteront sur le Trône de la Grèce par ordre de primogéniture. Dans aucun cas, la Couronne Grecque ne pourra être réunie sur la même tête avec la Couronne d'un Pays étranger.

Le présent Article Explicatif et Complémentaire aura la même force et valeur, que s'il se trouvait inséré mot pour mot dans la Convention du 7. Mai, 1832. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées le plutôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Londres, le 30. Avril, l'An de Grace, 1833.

(L. S.) A. DE CETTO.
(L. S.) PALMERSTON.
(L. S.) TALLEYRAND.
(L. S.) LIEVEN.

Digitized by Google

18.

Protestation du Roi des deux Siciles contre la reconnaissance de la Princesse Donna Marie Isabelle Louise comme Princesse héréditaire de la Couronne d'Espagne. Datée Naples, le 18. Mai 1833.

(Communiquée par le Ministre Neapolitain accrédité à la Cour d'Espagne, au Gouvernement de Sa Majesté catholique.)

Ferdinand II, par la Grace de Dieu Roi de deux Siciles, de Jérusalem etc., Duc de Parme, Plaisance, Castro etc. etc. Grand-Prince héréditaire de Toscane etc. etc. etc.

Nous avons appris, avec le plus profond regret, que Sa Majesté Catholique par son Décret du 4. Avril dernier avait convoqué les Cortes Espagnoles pour le 20. Juin prochain, pour leur faire prêter serment à Son Altesse l'Infante Donna Marie Isabelle Louise comme Princesse héréditaire de la couronne d'Espagne et pour leur faire sanctionner par cet Acte le nouvel ordre de Succession qu'elle se propose d'établir par sa Pragmatique Sanction du 29. Mars 1830, dérogeant à celle promulguée par Philippe V. dans la Loi du 10. Mai 1713.

Dans ces circonstances, considérant que ladite Loi de 1713 a été publiée par le Chef d'une nouvelle Dynastie, avec toutes les conditions indispensablement requises pour sa validité, et dans un tems où des circonstances tout-à-fait extraordinaires et critiques justifiaient la nécessité d'une nouvelle Loi de Succession; que c'est une Loi consacrée par plus d'un siècle d'existence non interrompue; qu'elle a été la conséquence forcée des stipulations qui assurèrent le Trône d'Espagne au Petit-fils de Louis XIV, et à ses Descendans mâles, et que les puissantes raisons qui la produisirent sont encore subsistantes;

Considérant qu'un ordre de succession ainsi établi, de l'agrément et sous la garantie des principales Puissances de l'Europe, et reconnu dans divers Traités

Digitized by Google

1833 successivement conclus avec ces mêmes Puis
est devenu obligatoire et inaltérable, et a trai
tous les Descendans de Philippe V, des droi
obtenus au prix du sacrifice d'autres droits, ne p
être délaissés sans préjudice pour eux, et s
exposer à manquer au respect dû à l'illustre C
fondateur de leur Dynastie;

Nous sommes convaincus que, lorsqu'une Lo
damentale semblable a été adoptée, Personne
pouvoir, d'après les principes de législation univ
d'y faire, tant que subsistera la dynastie du légis
aucune innovation ou changement, sous quelque
ou prétexte que ce soit. Ainsi, comme le droit
à la succession à la Couronne d'Espagne appa
aux Descendans mâles de Philippe V, et à c
suivant le rang et la priorité de sa naissance, lo
la mort du dernier possesseur de la Couronne, la
cession est dévolue de plein droit au fils aîné
branche aînée, comme Prince le plus proche du dé
et le successeur ne tient son droit d'aucun acte d
prédécesseur, mais de Dieu seul, et de cette Lo
violable par laquelle a été établi l'ordre de succe
Il est évident aussi que si cette Loi était dét
tous les efforts des Monarques Européens, au com
cement du siécle dernier, pour l'établissement
juste équilibre entre leurs divers Etats, auraient
vains, et il ne manquerait pas de justes motifs
craindre le retour d'une guerre sanglante de succes

En conséquence, conformément aux mesures a
tées par notre auguste Père pour la conservatio
ses droits, sous la date du 22. Septembre, 1830,
croyons de notre devoir, de notre honneur, in
pensable pour nos droits royaux, comme pour
complissement des devoirs sacrés qu'impose le r
où il a plu à la Divine Providence de nous placer,
protester formellement comme de fait ici nous p
testons, en face des Souverains légitimes de toutes
Nations, contre la Pragmatique Sanction du 29. M
1830; et contre tout acte qui pourrait altérer ou
fecter ces principes, qui jusqu'ici ont fait la *base*
pouvoir et de la splendeur de la maison de Bourb
et des eventuels et incontestables droits sacrés
nous sont transmis par la Loi Fondamentale de S

Digitized by Google

sion jusqu'ici religieusement observée, et achetée 1833
prix d'énormes sacrifices.

Notre présente Protestation solennelle sera communiquée à toutes les Cours, et des Copies revêtues notre Signature et du Sceau de nos Armes Royales, ainsi que de la Signature de notre Ministre des Affaires étrangères, seront déposées au Département d'Etat de la Justice et de la Grâce, et au Bureau du Président du Conseil des Ministres.

FERDINAND.

Ant. STATELLA.

19.

Convention conclue à Londres le 21. Mai 1833 entre la France, la Grande Bretagne et le Royaume des Pays-Bas, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832.

LL. MM. le roi des Français et le roi du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, désirant rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention, et ont nommé, pour leurs plénipotentiaires, savoir: etc. *)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les Articles qui suivent:

Art. 1er. Aussitôt après l'échange des ratifications de la présente convention, LL. MM. le Roi des Français et le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande leveront l'embargo qu'elles ont mis sur les

*) France: Ministre des affaires étrangères, le duc de Broglie; Plénipotentiaire à Londres, le prince de Talleyrand.
Grande-Bretagne: Ministre des affaires étrangères, et Plénipotentiaire, Lord Palmerston.
Pays-Bas: Plénipotentiaire M. Salomon Dedel.

Digitized by Google

1833 vaisseaux, bâtimens et marchandises appartena
sujets de S. M. le roi des Pays-Bas; et tous
timens détenus, avec leurs cargaisons, seront
champ relâchés et restitués à leurs propriétaires res

Art. 2. A la même époque, les militaires r
dais, tant ceux de la marine que de l'armée
actuellement retenus en France, retourneront d
Etats de S. M. le roi des Pays-Bas, avec arm
gages, voitures, chevaux et autres objets, a
nant aux corps et aux individus.

Art. 3. Tant que les relations entre la H
et la Belgique ne seront pas reglées par un tra
finitif, S. M. Néerlandaise s'engage à ne point
mencer les hostilités avec la Belgique, et à lai
navigation de l'Escaut entièrement libre.

Art. 4. Immédiatement après l'échange de
fications de la présente convention, la navigati
la Meuse sera ouverte au commerce, et jusq
qu'un règlement définitif soit arrêté à ce sujet
sera assujettie aux dispositions de la convention
à Mayence le 31. Mars 1831, pour la navigati
Rhin, en autant que ces dispositions pourront s
quer à la dite rivière.

Les communications entre la forteresse de M
richt et la frontière du Brabant septentrional, et
la dite forteresse et l'Allemagne, seront libres et
entraves.

Art. 5. Les hautes parties contractantes s'eng
à s'occuper sans délai du traité définitif, qui doit
les relations entre les Etats de S. M. le roi des
Bas, grand-duc de Luxembourg, et la Belgique.
les inviteront les cours d'Autriche, de Prusse
Russie à y concourir.

Art. 6. La présente convention sera ratifiée
ratifications en seront échangées à Londres, dan
dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires resp
l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs a

Fait à Londres, le 21. Mai, l'an de grâce
huit cent trente-trois.

Article explicatif.

Il est convenu, entre les hautes parties con
tantes, que la stipulation relative à la cessation des

Digitized by Google

alités, renfermée dans l'art. 3. de la convention de ce jour, 1833
comprend le grand-duché de Luxembourg et la partie du Limbourg occupée provisoirement par les troupes belges. Il est également entendu que, jusqu'à la conclusion du traité définitif dont il est fait mention dans le dit article 3. de la convention de ce jour, la navigation de l'Escaut aura lieu telle qu'elle existait avant le 1er Novembre 1832.

Le présent article explicatif aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées en même temps que celle de la dite convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 21. Mai, l'an de grâce mil huit cent trente trois.

Remarques d'un Publiciste Belge sur la convention du 21. Mai 1833.

Considérées du point de vûe où les actes secondaires s'effacent, les négociations que la revolution Belge avait fait naitre, présentent, au milieu de l'année 1833, deux résultats principaux: le traité du 15. Novembre 1831 et la convention du 21. Mai 1833. Le Traité du 15. Novembre 1831, conclu par les cinq Grandes Puissances — l'Autriche, la Grande Bretagne, la France, la Prusse et la Russie — constitua le droit public du nouvel Etat Belge par rapport à l'Europe. Cet Acte n'a pu dispenser la Belgique de conclure un Traité direct avec la Hollande. Ce Traité direct n'ayant pu être conclù, la convention du 21. Mai 1833 avait créé un état intermédiaire. La convention du 21. Mai 1833 avait laissé subsister le traité du 15. Novembre 1831 comme droit public de la Belgique par rapport à l'Europe et comme base des négociations directes à ouvrir avec la Hollande. C'est ce que les négociations reprises à Londres en Juillet 1833 et suspendues au mois de Septembre suivant, ont démontré. La suspension des négociations avait laissé la Belgique en jouissance de tous les avantages du *status quo* du 21. Mai 1833. La Conférence de Londres avait cru devoir mettre le gouvernement hollandais en demeure de remplir les engagemens pris par lui de produire le consentement de la Diète germanique et des agnats de la maison de Nassau à la cession et à l'échange du Luxembourg wallon. C'est après cette mise en demeure que le gouvernement hollandais s'est adressé depuis à la Diète à Francfort et aux agnats de la maison de Nassau pour obtenir le consentement nécessaire. En absence de ce consentement les négociations sont restées suspendues — suspension qui cependant n'a porté aucune atteinte au *status quo* du 21. Mai 1833. Le double principe sur lequel a reposé la

Digitized by Google

1833 politique de la Belgique a été depuis cette époque: Point d'aba
don du *status quo* avant l'arrangement définitif avec la Hollande
pas de reprise des négociations à Londres pour parvenir à
arrangement, qu'après l'adhésion de la Diète germanique et de
maison de Nassau aux stipulations territoriales — politique rés
mée en ces termes dans la réponse faite par le Roi Léopold
l'adresse de la chambre des Représentans belges, le 19. Févri
1834: "Je ne consentirai point à ce que mon gouvernement
désiste en aucune manière, avant l'arrangement définitif, de l'é
de possession qui nous est garanti." Ainsi il est probable q
l'interruption pure et simple des négociations de la part de
Belgique se prolongera tant que la Hollande n'aura pas rempli
condition dont l'accomplissement préalable a été exigé en Septe
bre 1833. La Belgique d'ailleurs paraît sans intérêt direct d
les difficultés qui ont retardé jusqu'ici la solution de la questi
luxembourgeoise par la Diète germanique et les Agnats de
maison de Nassau. La principale de ces difficultés consiste
savoir si la rive droite de la Meuse sera réunie en entier à
Hollande, sans égard à l'échange supposé avec une partie
Luxembourg, ou bien réunie à la confédération germanique com
subsituée au Luxembourg wallon — question grave sans dou
pour l'Allemagne, pour la Hollande, pour la France aussi, qui,
elle n'était point liée par le Traité du 15. Novembre 1831, au
à examiner jusqu'à quel point il peut lui convenir que la confé
ration germanique prenne position sur la Meuse. Spectateur
quelque sorte de ces débats, la Belgique s'est bornée de se mai
tenir dans la situation négative que lui a donnée la convention
21. Mai 1833 et paraît de n'en vouloir sortir que le jour où l'
viendra lui dire: Voici le consentement de la Diète germanique
des agnats de la maison de Nassau à la cession de Luxembour
Ainsi la question luxembourgeoise avait servi, en 1830, du poi
de départ aux négociations pour arranger les affaires de la Be
gique et de la Hollande, qui sont venues en 1833 se heurter
même obstacle.

Quant à la question de Luxembourg M. *Nothomb*, l'aute
de *l'Essai historique et politique sur la révolution belge* (3me éd
Bruxelles, 1834.) observe (P. 410): Le duché de Luxembourg, depu
sa réunion aux états de Bourgogne, sous Philippe le Bon 146
a partagé constamment le sort des provinces méridionales des Pay
Bas. Il était placé depuis 1548, avec ses provinces, dans
cercle de Bourgogne, tandis que la principauté de Liège, q
formait un état distinct des Pays-Bas, faisait partie du cercle
Westphalie du ci-devant empire germanique. Il est compris da
les Traités sous la dénomination générale de Pays-Bas et notam
ment dans le Traité d'Utrecht du 11. Avril 1715, par lequel l
Pays-Bas ont été cédés à la maison d'Autriche. Comme part
intégrante de la Belgique, il a été réuni à la république françai
par la loi du 9 vendémiaire an. IV (1er Octobre 1795) intitulé
Loi sur la réunion de la Belgique et du pays de Liège à
République. Le Traité de Campo Formio, et celui de Lunevil
(du 9. Févr. 1801) ont sanctionné cette réunion en y comprena
le Luxembourg sous la dénomination générale de *Pays-Bas a*

Digitized by Google

trichiens ou de *ci-devant provinces Belgiques.* Le système qui 1833
tend à faire considérer l'ancien duché de Luxembourg comme un état distinct des Pays-Bas autrichiens ou espagnols n'a aucun fondement historique. Le Président Neny dans ses *Mémoires historiques et politiques sur les Pays-Bas autrichiens*, ne fait aucune distinction entre le duché de Luxembourg et les autres provinces. La province de Luxembourg n'a eu de rapports particuliers avec l'Allemagne qu'en vertu des Traités de 1815 qui l'ont considéré comme substitué aux quatre anciennes possessions de la maison de Nassau: Hadamar, Siegen, Dietz et Nassau-Dillenbourg (Art. 5 de l'acte général du 9. Juin 1815). Il est à remarquer que les quatre principautés n'avaient sur une surface de 45 milles carrés, qu'une population de 120,000 habitans, tandis que le Luxembourg, non compris le duché de Bouillon, en avait une de 200,000 habitans, sur une étendue de 120 milles carrés (Schoell *Histoire abrégée des Traités de paix* T. XI. pag. 123 et 124). Le Grand-duché de Luxembourg, tel qu'il est réduit par le Traité de Londres du 15. Novembre 1831, comprend une population d'environ 150,000 habitans: c'est plus que l'équivalent des anciennes possessions nassauviennes. En conservant la possession du pays de Luxembourg, la Belgique avait pour elle le fait ancien; elle avait contre elle le texte des Traités de 1815; mais jusqu'à quel point pouvait-on lui opposer ces Traités? Le roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg lui-même s'était désarmé à Londres, en les violant à l'égard de Luxembourg, pendant quinze ans; et pendant quinze ans la Diète germanique avait toléré cette violation, l'avait, en quelque sorte, sanctionnée par son silence. Pour se conformer à ces Traités, le Roi Grand-Duc aurait dû constituer à part le Grand-duché de Luxembourg, créer des états luxembourgeois aux termes de l'art. 13 de l'acte fédéral, en un mot gouverner le Grand-duché comme une principauté distincte du royaume des Pays-Bas. Au lieu de cela, qu'a-t-il fait? Il a incorporé le Grand-duché au royaume. Il a appliqué au Grand-duché les conditions mises à la fondation du royaume par les huit articles de Londres du 21. Juillet 1814 *). Il a aboli le droit

*) Il serait fastidieux d'énumérer tous les faits qui attestent que pendant 15 ans le Grand-duché de Luxembourg a été considéré comme partie intégrante du royaume des Pays-Bas et comme une des neuf provinces méridionales. La révision de la loi fondamentale de 1814, qui a sanctionné la réunion des provinces méridionales et septentrionales, a été faite en commun, par l'établissement d'une commission, où siegeait un Luxembourgeois (*arrêté du* 22. *Avril* 1815), et par la convocation des notables indistinctement (*proclamation du* 27 *Juillet et du* 24 *Août* 1815). Le principe d'une représentation égale à celle des provinces septentrionales ayant été admis pour les provinces meridionales, le Grand-duché de Luxembourg a été appelé à nommer quatre députés dans les 55 attribués à ces dernières. La question de la séparation des provinces méridionales d'avec les provinces septentrionales ayant été au Septembre 1830, soumise aux Etats-généraux,

Digitized by Google

1833 spécial de succession, en proposant la loi du 25. Mai 1816; il depouillé le Grand-duché de son caractère germanique, pour faire une province belge. Cette réunion ne s'est pas opérée huis clos, mais à la face de l'Europe; pas un cabinet ne l ignoré; pas un cabinet n'a protesté. Le principe de l'incorpor tion était tellement passé dans le droit public, que dans les Trait de limites conclùs avec la Prusse en 1816, le Grand-duché Luxembourg est compris dans la dénomination générale de *royaun des Pays-Bas*. La réunion du Luxembourg au royaume d Pays-Bas, son assimilation aux provinces méridionales, a donc é le fait, non de la révolution de 1830, mais de la volonté du R Grand-Duc, volonté respectée pendant quinze ans. S'il y a violation des Traités, elle date de 1815: la conféderation germ nique doit s'en prendre au Roi Guillaume et le Roi Guillaume lui-même. Par cette incorporation le Roi Grand-Duc avait d'avan associé le Grand-duché aux destinées belges; si cette provin avait été constituée comme Etat à part, la nature des chos l'aurait peut-être tenue en dehors d'une révolution qui eût écla dans le royaume des Pays-Bas; le Grand-duché étant réuni royaume, le même mouvement devait nécessairement emporter l'u et l'autre. Et lorsque le Roi Guillaume a imploré l'aide de confédération allemande pour reconquérir le Luxembourg, la D à Francfort était en droit de répondre: "il y a eu faute de vo part; il ne fallait pas chercher à libérer le Grand-duché des lie germaniques, et le condamner à subir le sort du royaume d Pays-Bas; nous ne vous devons plus rien." La révolution belg a pris les choses dans l'état où les avait mises le Roi Grand-Duc elle n'a point opéré la réunion de Luxembourg à la Belgique elle l'a maintenue. Pouvait-elle répudier les Luxembourgeois e leur disant: "c'est par erreur que celui qui a été notre maitr nous a confondus dans la même communauté." La Belgique n fait d'appel au Luxembourg; il est venu à celle. Qu'on le re marque bien, nous ne nous prévalons point de l'existence d Traités de 1815 pour revendiquer le Luxembourg; c'est de violation de ces Traités que nous nous prévalons. Les Traités d 1815 avaient séparé le Luxembourg des provinces belges; malgr ces Traités le Roi Guillaume a considéré le Luxembourg comm partie intégrante des provinces belges; la révolution a adopté système du Roi Guillaume, en le rétorquant contre lui.

---

les 4 députés luxembourgeois ont pris part au vote. Enfi les 55 députés des provinces septentrionales s'étant constitué à part, le 20. Octobre 1830, les quatre députés luxembourgeoi se sont abstenus de siéger. C'est aussi en vertu de l'art. des huit articles du 21. Juillet 1814 que le Grand-duché d Luxembourg a, pendant quinze ans, contribué au payemen des dettes mises à la charge du royaume des Pays-Bas e que les forêts domaniales situées dans le Grand-duché ont ét vendues au profit du trésor général du royaume.

Note de M. Nothomb.

Digitized by Google

tification de la convention conclue le 21. Mai 1833 *entre la France, la Grande Bretagne et la Hollande au Gouvernement Belge, en date du 1. Juin* 1833.

Londres, le 1er Juin 1833.

Les soussignés, l'ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté des Français, et le principal secrétaire de Sa Majesté britannique pour les affaires étrangères, ont l'honneur d'adresser à M. de Weyer, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges, une copie de la convention conclue le 21. Mai, entre eux et S. Exc. M. Dedel, envoyé extraordinaire de Sa Majesté le roi des Pays-Bas, et dont les ratifications ont été échangées ce même mois.

Les soussignés éprouvent une grande satisfaction en communiquant à M. van de Weyer cette convention qui ne peut être que favorablement accueillie par son gouvernement, puisqu'elle assure immédiatement à la Belgique une suspension d'hostilités dont le terme définitif est jusqu'à la conclusion d'un traité de paix définitif. Elle assure également, jusqu'à la conclusion de cette paix, la jouissance entièrement libre de la navigation de l'Escaut, l'avantage immédiat de l'ouverture de la navigation de la Meuse, conformément aux stipulations du traité de Vienne, et aux dispositions de l'acte de la diète de Mayence. Si elle ne met pas le gouvernement belge en possession des forts de Lillo et Liefkenshoek, encore occupés par les troupes hollandaises, elle le maintient jusqu'au règlement définitif dans l'occupation provisoire des districts, plus qu'étendue, du Limbourg et du Luxembourg.

Le gouvernement belge observera aussi que les parties contractantes dans cette convention n'ont pas perdu de vue un arrangement définitif au moment où elles en concluaient un préliminaire; elles, par l'art. 5, elles s'obligent à s'occuper sans délai du traité définitif.

Les soussignés ont encore un devoir à remplir: le gouvernement des Pays-Bas a pris l'engagement envers les deux Puissances de ne pas recommencer les hostilités envers la Belgique.

Les gouvernemens de France et de la Grande-Bretagne sont convaincus que Sa Majesté le roi des Belges s'empressera de prendre, de son côté, un engagement équivalent, et s'obligera à ne pas recommencer les hostilités contre le territoire hollandais, tant que les troupes hollandaises, aussi long-temps que les relations entre la Hollande et la Belgique ne seront pas réglées par un traité définitif.

Les deux Puissances se sont engagées à ce que les communications entre la forteresse de Maestricht et la frontière du Brabant hollandais, et entre la dite forteresse et l'Allemagne, resteraient libres et sans entraves. Cet engagement ne fait que stipuler la continuation d'un état de choses qui a long-temps existé du consentement déclaré et d'après les ordres positifs du gouvernement belge.

Les soussignés, en invitant le gouvernement belge à faire aux deux Puissances une déclaration formelle et satisfaisante sur ces

Digitized by Google

1833 deux points, sont donc convaincus qu'en agissant ainsi, ils ne f
que réclamer de sa part ce qu'une impulsion spontanée de
gouvernement l'aurait porté à offrir.

Les soussignés ont l'honneur d'offrir à M. van de Weyer l'
surance de leur haute considération.

(L. S.) TALLEYRAN
(L. S.) PALMERSTO

Acte d'Adhésion de la Belgique à la conventi conclûe le 21. Mai 1833 entre la France, la Gran Bretagne et la Hollande, en date du 10. Juin 18

Londres, le 10. Juin 18

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipote tiaire de Sa Majesté le roi des Belges près Sa Majesté britanniq s'est empressé de transmettre à son gouvernement la copie de convention du 21. Mai et la note du 1er Juin, que LL. EE. M l'ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté le roi des Français le principal secrétaire-d'Etat de Sa Majesté britannique pour affaires étrangères lui ont fait l'honneur de lui adresser.

La convention du 21. Mai, sans mettre pleinement à exéc tion le traité du 13. Novembre 1831, assure néanmoins à la B gique la jouissance de la plupart des avantages matériels attach à ce traité: le gouvernement du Roi ne saurait donc l'accueil qu'avec satisfaction et croit pouvoir la considérer comme répond en partie au but que la France et la Grande-Bretagne, dans le résolution ferme et invariable de remplir leurs engagemens, sont proposé d'atteindre en concluant la convention du 22. Octob 1832, et comme étant un acheminement à l'exécution intégrale toutes les clauses qui ont été garanties à la Belgique.

Fort des droits qui lui sont irrévocablement acquis, le go vernement du Roi, tout en exprimant ses regrets des nouveau retards qui peuvent être apportés à la complète exécution traité du 13. Novembre 1831, attendra avec confiance le résult des nouvelles négociations annoncées par l'article 3 de la conve tion, et dans lesquelles les Puissances ne peuvent avoir d'aut objet que d'aplanir, par des arrangemens de gré à gré entre l deux parties, les difficultés qui s'opposent encore à l'exécuti finale de ce traité.

Il reste au soussigné, pour achever sa tâche, à répondre au demandes que LL. Exc. ont bien voulu soumettre à son gouve nement: il s'estime heureux d'avoir à leur communiquer des inte tions entièrement conformes aux vues de paix et de conciliatio dont les Puissances se sont montrées animées pour l'affermissemen progressif d'un ordre de choses si étroitement lié aux grand intérêts de l'Europe.

En souscrivant en Novembre 1830 à la suspension d'arme qui lui était demandée, la Belgique a donné un premier gage d paix et de conciliation; les engagemens qu'elle a contractés dès lors et qu'elle a réligieusement observés, se trouvant aujourd'hu fortifiés par l'armistice indéfini, formellement stipulé dans la con vention nouvelle, le Roi n'hésite pas à contracter des obligation

Digitized by Google

équivalentes à celles qui résultent pour le gouvernement néerlan- 1833
dais de l'article 3 de cette convention; le soussigné est donc autorisé à déclarer que son gouvernement continuera à s'abstenir de toute hostilité envers la Hollande, bien entendu que la Belgique sera mise en possession des avantages que lui assure la convention du 21. Mai, et qu'elle ne sera point troublée dans cette possession et notamment dans la jouissance de la navigation de l'Escaut, sur le pied où elle existait avant le siége de la citadelle d'Anvers, et de la navigation de la Meuse, conformément aux stipulations du traité de Vienne et aux dispositions de la convention de Mayence, en tant que ces dispositions pourront s'appliquer à la dite rivière.

Le gouvernement du Roi s'engage en outre à continuer un état de choses qui existe depuis le commencement de l'année 1831, maintenant libres et sans entraves les communications entre la forteresse de Maestricht et la frontière du Brabant néerlandais, et entre ladite forteresse et l'Allemagne.

La convention du 21. Mai pourrait, pour la mise en pratique de certaines stipulations, nécessiter des dispositions réglementaires qui, en facilitant les relations réciproques, seraient également avantageuses aux deux parties directement intéressées, en même temps qu'elles rentreraient dans les vues de la France et de la Grande-Bretagne. A cet égard, le soussigné est chargé d'émettre le voeu que les stipulations, auxquelles il est ici fait allusion, soient promptement régularisées; il espère que LL. Exc. accueilleront ce voeu dans lequel elles ne manqueront pas de voir une preuve nouvelle du désir dont le gouvernement du Roi est animé, comme elles, d'écarter tout ce qui pourrait prolonger un état d'irritation mutuelle en opposition avec les intentions pacifiques manifestées dans ces dernières circonstances.

Le soussigné prie LL. Exc. d'agréer les assurances de sa haute considération.

(L. S.) SYLVAIN VAN DE WEYER.

20.

Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour régler le mode de transport des Depêches entre les deux Pays. Conclûe et signée à Londres, le 14. *Juin* 1833.

(Bulletin des lois de la France. 1833.)

(Les Actes de Ratification ont été échangés à Londres le 14. Août 1833.)

L'Administration Générale des Postes de France, et le Maître Général des Postes de la Grande Bre-

Digitized by Google

1833 tagne et d'Irlande, désirant donner une nouvelle ac vité aux relations des 2 Pays, et entretenir les ra ports d'union et de bonne intelligence qui existent e tre les Gouvernements et les Peuples des 2 Etats.

Nous, Joseph-Xavier-Antoine Conte, Directe de l'Administration, et Président du Conseil des Post Chevalier de la Légion d'Honneur, muni des pouvo de Sa Majesté le Roi des Français, en date de Par le 6. Septembre, 1832, d'une part;

Et d'autre part, nous, Charles Lennox, Duc Richmond, Comte de March, Duc de Lennox en Ecos et d'Aubigny en France, Chevalier du Très-Nob Ordre de la Jarretière, etc., Maître Général des P stes de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, etc., etc., muni d pouvoirs de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni la Grande Bretagne et d'Irlande, en date de Brigh helmstone, le 12. Novembre, 1832.

Après nous être communiqué nos pouvoirs respe tifs, nous sommes convenus de ce qui suit:

Art. I. Un service régulier sera établi entre Cal et Douvres, 6 jours au moins de chaque semaine, po le transport des Dépêches. Chaque Office transporte ses propres Lettres et Dépêches administratives à Fontière de l'Office correspondant.

II. L'Administration des Postes de France exp diera un Paquebot Français de Calais (le temps permettant), les Dimanches, Lundis, Mardis, Mercr dis, Jeudis et Vendredis, avec les Dépêches de Fran et des Pays au-delà de la France, pour le Royaun Uni, ses Colonies et ses Dépendances, lesquelles D pêches seront remises à l'Agent du Maître Général d Postes à Douvres.

Le Maître Général des Postes expédiera un P quebot Anglais de Douvres, les Mardis, Mercredi Jeudis, Vendredis, Samedis et Dimanches (le temp le permettant), avec les Lettres et Dépêches du R yaume-Uni pour la France et les Pays au-delà d la France, lesquelles Dépêches seront remises au D recteur des Postes à Calais.

III. Si l'un ou l'autre des 2 Offices juge à pr pos d'envoyer un Paquebot, avec ou sans Dépêche le 7 jour de la semaine, il sera libre de le faire.

Digitized by Google

IV. L'Administration des Postes Françaises s'en- 1833
ge à remettre ses Dépêches à l'Agent du Maître Gé-
al des Postes à Douvres, à 10 heures du soir, en
ps ordinaire, ou aussitôt que possible après cette
re.

Le Maître Général des Postes Anglaises s'engage
remettre les Dépêches au Directeur des Postes à
ais, à 11 heures du matin, en temps ordinaire, ou
ssitôt que possible après cette heure.

Après l'arrivée des Paquebots à Calais et à Dou-
, la correspondance sera expédiée à sa destination
r le premier et le plus prompt moyen de transport
sera à la disposition des 2 Offices respectifs.

V. Les Paquebots employés par les 2 Offices pour
transport de la correspondance seront des bateaux
apeur d'une force et d'une dimension suffisantes
r le service auquel ils sont destinés; ce seront des
timents nationaux, *bonâ fide*, la propriété de l'Etat.
seront considérés et reçus dans les Ports des 2 Pays
me Vaisseaux de Guerre, et ils jouiront des hon-
s et priviléges que réclament les intérêts et l'im-
rtance générale du service qui leur est confié; en-
ils ne pourront être détournés de leur destination
ciale, c'est-à-dire du transport des Dépêches, par
elque Autorité que ce soit, ni être sujets à saisie-
et, embargo ou arrêt de prince.

VI. Les Paquebots employés par les 2 Offices se-
t libres de prendre à bord, tant à Douvres qu'à
ais, tous passagers de quelque Nation qu'ils puis-
être, pour les transporter, avec leurs hardes et
s personnels, de Douvres à Calais, et de Calais
uvres, sous la condition que les Capitaines se
ettront aux règlements des Gouvernements respec-
concernant l'entrée et la sortie des Voyageurs;
il sera défendu aux Bâtiments de transporter des
handises à titre de fret.

VII. Les Capitaines des Paquebots des Offices
ectifs, ou les Officiers chargés du soin des Dépê-
, remettront, à leur arrivée, à l'office correspon-
un *part*, qui mentionnera la remise qui leur sera
de la valise ou des valises fermées et cachetées,
rapporteront un Certificat de leur exacte remise,
la part du Bureau qui les aura reçus.

Digitized by Google

1833 VII. Les Capitaines, à moins d'empêcheme de force majeure, devront faire route directement p leurs destinations respectives; et lorsqu'ils seront for par force majeure, de relâcher dans un port autre celui de Douvres et Calais, ce sera sous leur resp sabilité; et ils seront assujettis à tel moyen de surv lance et de justification que l'un ou l'autre des 2 fices jugerait à propos d'établir.

En cas de relâche dans un autre Port que c de destination, l'Office sur le Territoire duquel Dépêches seront ainsi débarquées, prend l'engagem de les faire parvenir sans délai à leur destination.

IX. Ils est défendu aux Capitaines des 2 Offi de se charger d'aucune Lettre en dehors des Dé ches, excepté toutefois des Dépêches de leurs G vernements respectifs. Ils veilleront à ce qu'il ne pas transporté de Lettres en fraude par leurs équi ges ou par les passagers, et ils dénonceront à qui droit les infractions qui pourraient être commises.

X. Les Paquebots de Malle Anglais payeront leur entrée et à leur sortie du Port de Calais, ou tout autre port du Royaume de France, tous les dr de Navigation et de port, tels qu'ils sont ou qu'ils ront établis par les Lois ou les Règlements du R yaume; et, réciproquement, les Paquebots de Ma Français payeront à leur entrée et à leur sortie Douvres, ou de tout autre Port de la Grande Bretag tous les droits de Navigation et de Port, tels qu sont ou qu'ils seront établis par les Lois ou Règleme du Royaume-Uni.

Les droits de tonnage n'étant établis en Angleter que pour compenser les droits que les Navires Angl supportent dans le Pas-de-Calais, — afin d'étal une balance entre les 2 Offices, relativement aux bourses réciproques, l'Office Français payera à l'Offi Anglais, à titre de compensation, une somme, p chaque passage, égale à celle que payerait à la doua de Calais un Paquebot Anglais du même tonnage q les Paquebots Français.

Les droits seront payés à Calais par le Direct des Postes de cette Ville, pour le compte de l'Offi Anglais, et à tout autre Port du Royaume par les C pitaines Anglais, auxquels le Directeur des Postes Calais les remboursera; et ceux qui seront dûs à D

Digitized by Google

ns seront acquittés par l'Agent des Paquebots de 1833
alle Anglais, pour le compte de l'Office Français,
à tout autre Port par les Capitaines Français, aux-
uels cet Agent les remboursera; et dans le cas où
tonnage des Paquebots Anglais excéderait celui des
aquebots Français, ou le tonnage des Paquebots
rançais excéderait celui des Paquebots Anglais, le
ontant de cet excédant sera remboursé par l'Office
uquel appartiendra le Paquebot du tonnage le plus
evé. Les Comptes relatifs à ces droits seront réglés
ar trimestre.

Dans le cas où les Paquebots Anglais pourraient
re dispensés de tout ou partie des droits de tonnage
de port en France, l'Office des Postes Françaises
rait exempt dans la même proportion du payement
faire à l'Office Britannique, arrêté par le présent
ticle.

XI. Les Lettres de France destinées aux Iles
glaises de Jersey, de Guernesey et d'Alderney, pour-
, en raison de la grande proximité des côtes oc-
ntales de la France, être expédiées, selon le désir
l'envoyeur, par Saint-Malô, Cherbourg ou Gran-
e, ou continuer à être envoyées par la voie de Ca-
s et Londres.

XII. Si plus tard, et d'un commun accord, les 2
ices jugeaient devoir établir une ou plusieurs com-
nications supplémentaires entre la France et la Grande-
retagne, par d'autres points de sortie que Calais et
overres, ces communications pourraient être établies
ns que rien fût changé, d'ailleurs, aux stipulations
ésentes par le présent Traité.

XIII. En cas de guerre entre les 2 Nations, les
aquebots de poste des 2 Offices continueront leur
vigation sans obstacle ni molestation, jusqu'à notifi-
tion de la cessation de leur service faite par l'un
s 2 Gouvernements; auquel cas il leur sera per-
is de retourner librement, et sous protection spé-
ale, dans leurs Ports respectifs.

XIV. Les stipulations de Traités précédentes en-
e les 2 Offices, en ce qui concerne le transport des
pêches sur le Canal, sont annulées en tout ce qui
rait contraire aux dispositions arrêtées par la pré-
nte Convention.

Digitized by Google

1833 XV. Les Paquebots Français tels qu'ils de
être établis, conformément aux dispositions de l'
cle V, commenceront leur service au plus tard
1er Janvier prochain, et plus tôt si faire se peut. A
l'époque où ce service pourra être mis en activité
aussitôt que l'échange des Ratifications aura eu
le service à 6 ordinaires par semaine commencera
visoirement avec les moyens que l'Office Français
à sa disposition, et avec des bâtiments à vapeu
moins 4 fois par semaine.

XVI. La présente Convention, conclue pou
temps indéterminé, aura son exécution à dater du
Juillet prochain, ou aussitôt que possible, et après
les Ratifications en auront été échangées préalable
dans l'espace de 2 mois, ou plus tôt si faire se
Et si, dans la suite, les circonstances faisaient dé
quelque changement ou modification dans l'un ou l'
de ses Articles, les Parties Contractantes tâch
de s'entendre à l'amiable à cet égard; mais, à
que ce ne soit d'un commun accord, ni la Conve
ni aucune de ses stipulations ne pourront être
firmées ni annulées, sans une notification faite 6
d'avance: pendant ces derniers 6 mois, la Conve
continuera d'avoir sa pleine et entière exécution,
préjudice de la liquidation des Comptes, entre
Offices, après l'expiration des 6 mois.

XVII. Fait et arrêté entre nous, sauf l'appr
tion et la Ratification de nos Souverains respectif
présente Convention, dont il sera fait 3 Copies, sa
1 en Français et en Anglais en regard sur la m
feuille, qui restera entre les mains de l'Administr
des Postes Françaises; et 2 autres, l'une en Anglais
l'autre en Français, qui resteront entre les mains
l'Office des Postes Anglaises.

A Londres, au *General Post Office*, le 14. J
1833.

(L. S.) CONTE.
(L. S.) RICHMOND.

Articles Additionnels.

Art. I. Les conditions du transport des Lett
Anglaises en transit par la France seront le sujet d'u

Digitized by Google

gociation ultérieure, et, provisoirement, les droits 1833
transit resteront tels que les établit le Traité de
2.

II. Le Maître Général des Postes de la Grande
tagne fournira à l'Administration des Postes Fran-
es une Liste des taxes qui seront appliquées aux
respondances Françaises, qui emprunteraient le Ter-
re de la Grande Bretegne, et qui seraient destinées
r des Pays avec lesquels le Post Office Anglais en-
ent des relations régulières.

III. Le nombre et la forme des Dépêches que
n des Offices fera pour l'autre seront convenus
commun accord entre les 2 Offices, et pourront
modifiés par commun consentement, chaque fois
le bien du service l'exigera.

IV. Les Lettres tombées en rebut, par quelque
e que ce soit, seront renvoyées réciproquement à
ce où elles auront pris naissance, après les délais
s par les Lois des 2 Pays, et sans aucun compte
xe.

V. Le prix du transport des passagers sur les
uebots tant Anglais que Français sera réglé d'un
mun accord entre les 2 Offices: le taux fixé pourra
augmenté ou diminué par consentement mutuel;
aucun des 2 Offices ne pourra modifier ou ré-
seul son prix, à l'effet de se procurer un plus
nombre de passagers, ou pour toute autre cause.

VI. Les 5 Articles Additionnels qui précèdent,
e séparés du Traité, auront la même valeur que
aient été insérés dans le Traité même.

Fait et arrêté entre nous, sauf l'approbation et
Ratification de nos Souverains respectifs, ces Arti-
Additionnels, dont il sera fait 3 Copies, savoir:
en Français et en Anglais en regard sur la même
ille, qui restera entre les mains de l'Administration
s Postes Françaises; et 2 autres, l'une en Anglais
l'autre en Français, qui resteront entre les mains
l'Office des Postes Anglaises.

A Londres, au *General Post Office*, le 14. Juin,
33.

(L. S.) CONTE.
(L. S.) RICHMOND.

Digitized by Google

1833 *Ordonnance du Roi des Français, relative au tra*
port des Lettres de France pour l'Angleterre,
les Pays d'outre mer, avec lesquels l'Office des P
stes Anglais entretient des communications rég
lières, et des Lettres d'Angleterre et desdits P
pour la France. — 7 Octobre, 1833.

A Paris, le 7. Octobre, 18

Louis Philippe, Roi des Français;

Vu l'Article V. du Traité signé à Londres le
Juin dernier;

Vu l'Article Supplémentaire du même Traité,
donne à la France l'autorisation d'expédier en tran
par l'Angleterre les Lettres pour les Pays d'outre m
avec lesquels l'Angleterre entretient des relations
gulières;

Vu le Tarif des droits de Poste Anglais;

Vu l'Article II de la Loi du 4. Juillet, 1829,
établit une surtaxe de 3 décimes par Lettre sim
pour toutes les Lettres transportées par estafettes
tre Paris et Calais;

Vu la Loi du 14 floréal an X (Article IV);

Sur le rapport de notre Ministre Secrétaire d'Et
des Finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. I. Toutes les Lettres de France pour l'Angl
terre, et d'Angleterre pour la France seront transpo
tées par la voie de l'estafette, de Paris à Calais,
l'exception de celles de la partie du nord et nord-oue
qui, pouvant être transmises avec plus d'accélératio
par des communications directes avec Calais, ne pa
sent pas par Paris.

II. Les Lettres transportées par estafette suppo
teront la surtaxe de 3 décimes par Lettre simple, ét
blie par la Loi du 4 Juillet 1829.

III. Les Lettres que des particuliers voudraie
envoyer aux Colonies et Pays d'outre-mer avec le
quels l'Office des Postes Anglaises entretient des com
munications regulières, seront reçues à l'affranchiss
ment dans tous les Bureaux des Postes de France.

Le transport de ces Lettres, indépendamment d
port ordinaire des Lettres de la France pour l'Angle
terre, sera assujetti au droit de *transit*, à traver

Digitized by Google

Angleterre, établi conformément aux Tarifs des Pos- 1833
tes Anglaises ci-annexés.

IV. Les Lettres des Pays avec lesquels l'Office des Postes Anglaises entretient des communications régulières, lorsqu'elles seront à la destination de la France, payeront à leur arrivée en France le même droit de *transit* à travers l'Angleterre, et la taxe Française perçue proportionnellement au poids des Lettres et à la distance parcourue en France.

V. Notre Ministre Secrétaire d'Etat des Finances est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance.

Donné à notre Palais des Tuileries, le 7ème jour du mois d'Octobre, de l'année 1833.

Par le Roi: LOUIS PHILIPPE.

Le Ministre Secrétaire d'Etat des Finances,
HUMANN.

Etat des Possessions Anglaises et Pays d'Outre-mer, avec lesquels l'Office des Postes Britanniques entretient des Communications régulières, et des taxes à percevoir en France, pour le compte de cet Office, sur les Lettres à ces destinations, que le Public voudra faire diriger par la voie de l'Angleterre.

Le dit Etat communiqué par la Lettre de M. le Secrétaire Général des Postes Anglaises, en date du 4. Juillet 1833.)

Pays ou destinations des correspondances.	Epoques des Expéditions de Londres.	Prix du port par Lettre simple à percevoir pour le compte de l'Office Anglais, indépendamment du port Français.
Europe.		
Suède	Tous les Mardis	32 décimes
Afrique.		
Malthe	Tous les Mardis	33 decimes
Les Açores		
Les Canaries		

Digitized by Google

1833

Origines ou destinations des correspondances.	Epoques des Expéditions de Londres.	P
Asie.		
Bengale	Tous les Mois	1
Coromandel		
Malabar		
Bombay		
Surate		
Calcutta		
Amérique.		
La Jamaïque	1er et 3e Mercredi de chaque mois	
La Barbade		28
Halifax	1er Mercredi de chaque mois	
Québec		38
Honduras	3e Mercredi de chaque mois	28
Haïti (Saint-Domingue)	3e Mercredi de chaque mois	
Carthagène. (Colombie)	1er Mercredi de chaque mois	
La Guayra		38
Mexique	3e Mercredi de chaque mois	
Rio-Janeiro		
Bahia		
Fernambouc	1er Mardi de chaque mois	44
Buénos-Ayres		
Chili		
Pérou		

Certifié conforme:

En l'absence du Directeur de l'Administration des Postes
autorisation:

Le Sous-Directeur, A. P

Vu pour être annexé à l'Ordonnance Royale en date du 7
tobre 1833.

Le Ministre Secrétaire d'Etat des Finances, Hu

Digitized by Google

21.

Acte du Parlament Britannique pour régulariser le commerce à la Chine et aux Indes orientales. En date du 28. Août 1833.

(The Times.)

Whereas the exclusive right of trading with the dominions of the Emperor of China, and of trading in tea, now enjoyed by the United Company of Merchants of England trading to the East Indies, will cease from and after the 22nd day of April, 1834: and whereas it is expedient that the trade with China, and the trade in tea, should be open to all His Majesty's Subjects, and that the restrictions imposed on the trade of His Majesty's Subjects with places beyond the Cape of Good Hope to the Streights of Magellan for the purpose of protecting the exclusive rights of trade heretofore enjoyed by the said Company, should be removed: Be it therefore enacted by the King's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that from and after the said 22nd day of April, 1834, an Act passed in the fourth Year of the Reign of His late Majesty King George the IVth, intituled, "An Act to consolidate and amend the several Laws now in force with respect to trade from and to places within the limits of the Charter of the East India Company, and to make further provisions with respect to such trade, and to amend an Act of the present Session of Parliament, for the registering of Vessels, so far as it relates to Vessels registered in India," shall be repealed, except such parts thereof as relate to Asiatic Sailors, Lascars, being Natives of the Territories under the Government of the East India Company, but so as not to revive any Acts or parts of Acts by the said Act repealed; and except also as to such voyages and adventures as shall have been actually commenced under the authority of the said Act; and except as to any suits and

Digitized by Google

1833 proceedings, which may have been commenced, and
be depending on the said 22nd day of April, 1834
from and after the said 22nd day of April, 1834, the I
ments hereinafter contained shall come into ope

II. And be it further enacted, that so mu
an Act passed in the 6th Year of the Reign
late Majesty King George the IVth, intituled,
Act for the general Regulation of the Customs
prohibits the importation of tea, unless from the
of its growth, and by the East India Company
into the port of London; and also so much o
said Act as prohibits the importation into the U
Kingdom of Goods from China, unless by the
India Company, and into the Port of London;
also so much of the said Act as requires that the
nifests of Ships departing from places in China
be authenticated by the chief supercargo of the
India Company; and also that so much of an
Act passed in the said 6th Year of the Reign o
said late Majesty King George the IV., intituled
Act to regulate the Trade of the British Posses
Abroad," as prohibits the importation of Tea into
of the British Possessions in America, and into
Island of Mauritius, except from the United K
dom, or from some other British Possession
America, and unless by the East India Compan
with their License, shall be, from and after the
day of April, 1834, repealed; and thenceforth
withstanding any provision, enactment, matter, or t
made for the purpose of protecting the exclusive ri
of trade heretofore enjoyed by the said Company
any Charter of the said Company, in the said Ac
any other Act of Parliament contained,) it shal
lawful for any of His Majesty's Subjects to carry
trade with any Countries beyond the Cape of G
Hope to the Streights of Magellan.

III. Provided always, and be it enacted, that
person having the command of any Ship or Ve
arriving at any Place in the possession of or u
the Government of the said Company shall make
sign, and deliver to the principal Officer of the C
toms, or other person thereunto lawfully authori
a true and perfect List, specifying the names, ca
cities and description of all persons who shall h

Digitized by Google

on board such Ship or Vessel at the time of its 1833
al; and if any person having the command of such
or Vessel shall not make out, sign, and deliver
List, he shall forfeit L. 100. one half part of
penalty shall belong to such person or persons
ll inform or sue for the same, and the other
part to the said Company; and if the said Com-
shall inform or sue for the same, then the whole
said penalty shall belong to the said Company.
. And be it enacted, that the penalty or for-
aforesaid shall be recoverable by action of debt,
int, or information in any of His Majesty's
of Record in the United Kingdom of Great
and Ireland, and in India or elsewhere, or in
urts in India to which Jurisdiction may hereaf-
given by the Governor General of India in
in that behalf, to be commenced in the County,
, Colony, or Settlement where the Offen-
happen to be; or by Conviction in a sum-
before 2 Justices of the Peace in the Uni-
om, or in India, of the County or Presi-
ere such Offender may happen to be; and
Conviction the penalty or forfeiture afore-
and may be levied by distress and sale of
and chattels of the Offender: and for want
sufficient distress every such Offender may be
ed to the Common Goal or House of Correc-
the space of 3 calendar months.

. And whereas it is expedient for the objects of
and amicable intercourse with the Dominions of
peror of China that provision be made for the
ment of a British Authority in the said Domi-
be it therefore enacted, that it shall and may
ful for His Majesty, by any Commission or
issions, or Warrant or Warrants under His Ro-
gn Manual, to appoint not exceeding 3 of His
y's Subjects to be Superintendents of the trade
Majesty's Subjects to and from the said Domi-
, for the purpose of protecting and promoting
trade, and by any such Commission or Warrant
resaid to settle such gradation and subordination
the said Superintendents (one of whom shall
yled the Chief Superintendent), and to appoint
Officers to assist them in the execution of their

Digitized by Google

1833 duties, and to grant such Salaries to such Superinte dents and Officers, as His Majesty shall from time time deem expedient.

VI. And be it enacted, that it shall and may lawful for his Majesty, by any such Order or Orde Commission or Commissions, as to His Majesty Council shall appear expedient and salutary, to g to the said Superintendents, or any of them, Pow and Authorities over and in respect of the Trade a Commerce of His Majesty's Subjects within any p of the said Dominions; and to make and issue Dir tions and Regulations touching the said Trade and Co merce, and for the government of His Majesty's Su jects within the said Dominions; and to impose pen ties, forfeitures, or imprisonments for the breach any such Directions or regulations, to be enforced such manner as in the said Order or Orders shall specified; and to create a Court of Justice with minal and Admiralty Jurisdiction for the trial of of ces committed by His Majesty's Subjects within said Dominions, and the Ports and Havens there and on the high seas within 100 miles of the Co of *China;* and to appoint 1 of the Superintendents rein-before mentioned to be the Officer to hold su Court, and other Officers for executing the Proc thereof; and to grant such Salaries to such Offic as to His Majesty in Council shall appear reasonab

VII. And be it enacted, that no Superintend or Commissioner appointed under the authority of Act shall accept for or in discharge of his duties, a gift, donation, gratuity, or reward, other than Salary which may be granted to him as aforesaid, be engaged in any trade or traffic for his own ben or for the benefit of any other Person or Persons.

VIII. And be it enacted, that it shall be law for His Majesty, by and with the advice of his Pr Council, by any Order or Orders to be issued fr time to time, to impose, and to empower such Perso as His Majesty in Council shall think fit to collect a levy from or on account of any Ship or Vessel belon ing to any of the Subjects of His Majesty enteri any Port or Place where the said Superintendents any of them shall be stationed, such Duty on tonna and goods as shall from time to time be specified

Digitized by Google

such Order or Orders not exceeding, in respect of 1833
tonnage the sum of 5 shillings for every ton, and not exceeding, in respect of goods the sum of 10 shillings for every L. 100 of the value of the same, the Fund arising from the collection of which Duties shall be appropriated, in such manner as His Majesty in Council shall direct, towards defraying the expences of the establishments by this Act authorized within the said dominions: — Provided always, that every Order in Council issued by authority of this Act shall be published in the London Gazette; and that every such Order in Council, and the amount of expence incurred, and of Duties raised under this Act, shall be annually laid before both Houses of Parliament.

IX. And be it enacted, that if any Suit or Action shall be brought against any Person or Persons for any thing done in pursuance of this Act, then and in every such case such Action or Suit shall be commenced or prosecuted within 6 months after the fact committed, and not afterwards, except where the cause of Action shall have arisen in any place not within the Jurisdiction of any of His Majesty's Courts having Civil Jurisdiction, and then within 6 months after the Plaintiff or Plaintiffs and Defendant or Defendants shall have been within the Jurisdiction of any such Court; and the same and every such Action or Suit shall be brought in the County or Place where the cause of Action shall have arisen, and not elsewhere, except where the cause of Action shall have arisen in any place not within the jurisdiction of any of His Majesty's Courts having civil jurisdiction; and the Defendant or Defendants shall be entitled to the like notice, and shall have the like privilege of tendering amends to the Plaintiff or Plaintiffs, or their Agent or Attorney, as is provided in Actions brought against any Justice of the Peace for acts done in the execution of his office by an Act passed in the 24th year of the Reign of King George IInd, (Cap. 44.) intituled "An Act for the rendering Justices of the Peace more safe in the execution of their office, and for indemnifying Constables and others acting in obedience to their Warrants;" and the Defendant or Defendants in every such Action or Suit may plead the general issue, and give the special matter in evidence; and if the matter

Digitized by Google

1833 or thing complained of shall appear to have beer
under the authority and in execution of this Act,
any such Action or Suit shall be brought afte
time limited for bringing the same, or be brough
laid in any other County or Place that the same
to have been brought or laid in as aforesaid, th
Jury shall find for the Defendant or Defendants
if the Plaintiff or Plaintiffs shall become nonsui
discontinue any Action after the Defendant or I
dants shall have appeared, or if a verdict shall
against the Plaintiff or Plaintiffs, or if upon dem
Judgment shall be taken against the Plaintiff or I
tiffs, the Defendant or Defendants shall and ma
cover treble costs, and have the like remedy fo
covery thereof as any Defendant or Defendants
or have in any Cases of Law.

22.

Acte du Parlament Britannique p l'exécution de deux conventions c clûes avec la France concernant la pression de la Traite des noirs. date du 28. Août. 1833.

(London gazette.)

Whereas a Convention was concluded between
Majesty and His Majesty the King of the French,
rendering more effectual the means of suppressing
criminal Traffic called the Slave-trade, and signe
Paris on the 30th day of November in the Yea
our Lord 1831: And whereas by the 1st Article of
said Convention it was agreed that the mutual R
of Search might be exercised on board the Vessel
each Nation, but only within the Waters herein-a
described; namely,

First. Along the Western Coast of Africa, fi
Cape Verd to the distance of 10 degrees to the So
of the Equator, that is to say, from the 10th deg
of South Latitude to the 15th degree of North L

Digitized by Google

tude, and as far as the 30th degree of West Longi- 1833
tude, reckoning from the Meridian of Paris:

Second. All round the Island of Madagascar, to the extent of 20 Leagues from that Island:

Third. To the same distance from the Coasts of the Island of Cuba:

Fourth. To the same distance from the Coasts of the Island of Porto Rico:

Fifth. To the same distance from the Coasts of Brazil:

It was however understood that a suspected Vessel, chased and begun to be chased by the Cruizers, while within the said space of 20 Leagues, might be searched by them beyond those Limits, if, without ever having lost sight of her, they should only succeed in coming up with her at a greater distance from the Coast:

And whereas by the IInd Article it was agreed, that the Right of searching Merchant Vessels of either of the 2 Nations in the Waters herein-before mentioned, should be exercised only by Ships of War whose Commanders should have the rank of Captain, or at least that of Lieutenant in the Navy: And whereas by the IIIrd Article it was agreed that the number of Ships to be invested with the said Right should be fixed each Year by a special agreement, that the number for each Nation need not be the same, but that in no case should the number of the Cruizers of the one Nation be more than double the number of the Cruizers of the other: and whereas by the IVth Article it was agreed, that the names of the Ships and of their Commanders should be communicated by each of the Contracting Governments to the other, and information should be reciprocally given of all changes which might take place in the Cruizers: and whereas by the Vth Article it was agreed that Instructions should be drawn up and agreed upon in common by the 2 Governments for the Cruizers of both Nations, which Cruizers should afford to each other mutual assistance in all circumstances in which it might be useful that they should act in concert; and that the Ships of War authorized to exercise the reciprocal Right of Search should be furnished with a Special Authority from each of the 2 Governments: and whereas by the VIth Article it was agreed, that whenever a Cruizer should have

Digitized by Google

1833 chased and overtaken a Merchant Vessel, as liable suspicion, the Commanding Officer, before he sho proceed to the search, should exhibit to the Capt of the Merchant Vessel the special Orders which con upon him, by exception, the right to visit her; and case he should ascertain the Ship's Papers to be reg lar, and her proceedings lawful, he should cert upon the Log Book of the Vessel that the search to place only in virtue of the said Orders; and th these formalities having been completed, the Ves should be at liberty to continue her course: and wher by the VIIth Article it was agreed, that the Vess captured for being engaged in the Slave-trade, or being suspected of being fitted out for that infamo Traffic, should, together with their Crews, be deliver over, without delay, to the Jurisdiction of the Nati to which they should belong; and it was furtherm distinctly understood, that they should only be jud according to the Laws in force in their respect Countries: and whereas by the VIIIth Article it w agreed, that in no case should the Right of muta search be exercised upon the Ships of War of eith Nation; that the 2 Governments should agree on particular Signal with which those Cruizers only shou be furnished which were invested with that Right, an which Signal should not be made known to any oth Ship not employed upon that service; and by the IX Article the High Contracting Parties to the said Treat agreed to invite the other Maritime Powers to acce to it within as short a period as possible; and by th Xth Article it was agreed, that the then present Con vention should be ratified, and the Ratifications of should be exchanged within 1 Month, or sooner, it were possible: and whereas the said Convention wa ratified by and between His Majesty and His Majest the King of the French respectively, and such Ratifi cations were exchanged on the 16th day of Decembe 1831: and whereas a Supplementary Convention wa concluded between His Majesty and His Majesty th King of the French for the more effectual suppressio of the Traffic in Slaves, and signed at Paris on th 22nd Day of March in the Year of our Lord 1833 and whereas by the 1st Article of the said Supple mentary Convention it was agreed, that whenever

Digitized by Google

Merchant Vessel navigating under the Flag of one of 1833
the said 2 Nations should have been detained by the Cruizers of the other, duly authorized to that effect, conformably to the Provisions of the said Convention of the 30th day of November in the year 1831, such Merchant Vessel, and also her Master, her Crew, her Cargo, and the Slaves who might be on board, should be carried to such places as should have been appointed by the Contracting Parties respectively, in order that Proceedings might be there instituted respecting them, agreeably to the Laws of each Country, and that they should be delivered over to the Authorities appointed for that purpose by the respective Governments; and that when the Commander of the Cruizer should not think proper to take upon himself the carrying in and delivering up the detained Vessel, he should not entrust that duty to an Officer below the rank of Lieutenant in the Navy: And whereas by the IInd Article of the said Supplementary Convention it was agreed, that the Cruizers of the 2 Nations authorized to exercise the Right of Visit and Detention, in execution of the Convention of the 30th day of November 1831, should, in all that relates to the formalities of the Visit and of the Detention, as well as to the measures to be taken for delivering up Vessels suspected of being engaged in the Slave-trade to the respective Jurisdictions, conform strictly to the Instructions annexed to the said Supplementary Convention, and which should be considered as an integral part thereof; and the said 2 High Contracting Parties reserved to themselves the power of making in those Instructions, by common consent, any modifications which circumstances might render necessary: and whereas, in conformity with the IInd Article of the said Supplementary Convention, it was agreed, that the Instructions next following should be annexed to the said Supplementary Convention, and considered as an integral portion thereof; (that is to say,)

Instructions to Cruizers.

And whereas by the IIIrd Article of the aforesaid Supplementary Convention it was agreed that it was clearly understood, that if the Commander of a Cruizer of one of the 2 Nations should have reason to suspect

Digitized by Google

1838 that a Merchant Vessel navigating under Convoy in Company with a Vessel of War of the other had engaged in the Slave-trade, or had been out for the said Trade, he should make kno suspicions to the Commander of the Convoy or of War, who should proceed alone to visit the sus Vessel, and in case the latter Commander shou that the suspicion was well founded, he should the Vessel to be taken, together with her Maste Crew, and the Cargo and the Slaves who mig on board, into a Port of his own Nation, in that Proceedings might be instituted with rega them agreeably to the respective Law: And wh by the IVth Article of the aforesaid Supplem Convention it was agreed, that as soon as any Mer Vessel detained and sent before the Tribunals afo should arrive at one of the Ports respectively po out, the Commander of the Cruizer which should detained her, or the Officer appointed to bring h should deliver to the Authorities appointed for purpose one Copy signed by him of all the I Declarations, and other Documents specified in before-mentioned Instructions annexed to the said plementary Convention; and the said Authorities sh in consequence proceed to a survey of the deta Vessel and her Cargo, and to an inspection of Crew and of the Slaves who might be on board, having previously given notice of the time of survey and inspection to the Commander of the Cru or to the Officer who should have brought in the sel, in order that he or some Person in his be might be present thereat; and that a declaratio such proceedings should be drawn up in duplic signed by the Persons who should have acted the or been present at the same, and one of the declarations should be delivered to the Commande the Cruizer, or to the Officer who should have b appointed to bring in the detained Vessel: and whe by the Vth Article to the aforesaid Supplement Convention it was agreed, that the Vessels detai as before mentioned, their Masters, Crews, and C goes, should be forthwith proceeded against bef the proper Tribunals in the respective Countries, cording to the established forms, and if, in consequen

Digitized by Google

ch proceedings, the said Vessels should be found 1833
ve been employed in the Slave-trade, or to have
fitted out for the purposes thereof, the Master,
rew, and the Accomplices, as well as the Ship
argo, should be dealt with conformably to the
ive Laws of the 2 Countries; and that in case
d Vessel should be confiscated, a portion of
ceeds arising from their sale should be paid
hands of the Government to which the Captor
belong, to be distributed among the Officers
w of the capturing Ship; that this portion
e 65 *per centum* of the net produce of the
long as such a distribution of the proceeds
be consistent with the respective Laws of the
ries: and whereas by the VIth Article of the
plementary Convention it was agreed, that
ant Vessel of either of the 2 Nations visited
ed in pursuance of the Convention of the
ovember 1831, and of the Provisions herein-
ed, should, unless proof were given to the
, be held and taken of right to have engaged
ve-trade, or to have been fitted out for the
of such Traffic, if any of the particulars
after specified should be found in her outfit
ment, or on board of her: *videlicet*,

st. Having her hatches fitted with open gra-
instead of being close hatches, as usual in
t Vessels:

cond. Having more divisions or bulk heads in
or on deck than necessary for trading Vessels.

ird. Having on board spare planks, either ac-
tted in that shape, or fit for readily laying a
or moveable deck, or slave deck:

ourth. Having on board shackles, bolts, or
ons:

Fifth. Having on board a supply of water more
sufficient for the consumption of her Crew as a
ant Vessel:

Sixth. Having on board an unreasonnable num-
of water casks or other vessels for holding water,
the Master should produce a Certificate from
Custom House of the place at which he cleared
ards, stating that a sufficient security had been
by the Owners of such Vessel that such casks

Digitized by Google

1833 or other vessels should only be used for the rec
of palm oil, or be employed in any other lawful

Seventh. Having on board a greater qu
of mess tubs or kids than requisite for the u
her Crew as a Merchant Vessel:

Eighth. Having on board 2 or more coppe
lers, or even 1 evidently larger than requisite f
use of her Crew as a Merchant Vessel:

Ninth. Having on board a quantity of rice
rinha, flour of the manioc of Brazil, or cassa
maize or Indian corn, beyond any probable req
provision for the use of her Crew, and such rice,
maize, or Indian corn not being entered in the
fest as part of the Cargo for trade:

And whereas by the VIIth Article of the said
plementary Convention it was agreed, that no
pensation should in any case be granted either t
Master or to the Owner or to any other Perso
terested in the equipment or lading of a Mer
Vessel in which any of the particulars specified i
preceding Article should be found, even if the T
nals should not pronounce any Condemnation, in
sequence of her detention: And whereas by the V
Article of the said Supplementary Convention it
agreed, that when a Merchant Vessel of either o
2 Nations should have been visited and detained
gally, or without sufficient cause of suspicion, or
the visit and detention should have been attended
any abuse or vexatious act, the Commander of
Cruizer, or the Officer who should have boarded
said Vessel, or the Officer who should have been
pointed to bring her in, as the case might be, sh
be liable to costs and damages to the Master and
Owners of the Vessel and Cargo; that those costs
damages might be awarded by the Tribunal be
which the proceedings against the detained Vessel,
Master, Crew, and Cargo, should have been inst
ted; and the Government of the Country to which
Officer who gave occasion for such award should
long, should pay the amount of the said costs
damages within the period of one year from the d
of the award: And whereas by the IXth Article of
said Supplementary Convention it was agreed, tha
in the visit or detention of a Merchant Vessel m

Digitized by Google

in virtue of the provisions of the said Convention of 1833
the 30th of November, 1831, or of the said present
Convention, any abuse or vexation should have been
committed, but the Vessel should not have been deli-
vered over to the jurisdiction of her own Nation, the
Master of the Vessel should make a declaration on
oath of the abuses or vexations of which he had to
complain, and of the costs and damages to which
he laid claim, before the competent Authorities in the
first Port of his own Country at which he might ar-
rive, or before the Consular Agent of his Nation, if
the Vessel should proceed to a Foreign Port where
there was such an Agent; that this Declaration should
be confirmed by an examination under oath of the
principal persons of the Crew or Passengers who had
witnessed the visit or detention, and 1 formal declara-
tion of the whole should be drawn up, and 2 Copies
thereof delivered to the Master, who should forward
one of them to his own Government in support of his
claim for costs and damages; and that it was under-
stood, that if any compulsory circumstances should
prevent the Master from making his Declaration, it
might be made by the Owner or by any other person
interested in the Vessel or in her Cargo; that on the
official transmission of 1 Copy of the formal Declara-
tion above mentioned, through the channel of the
respective Embassies, the Government of the Country
to which the Officer charged with abuses or vexations
should belong, should forthwith institute an inquiry into
the matter, and if the validity of the complaint should
be admitted, the said Government should cause to be
paid to the Master or Owner, or to any other person
interested in the Vessel which should have been molest-
ed, or in her Cargo, the amount of costs and dama-
ges which might be due to them: And whereas by
the Xth Article of the said Supplementary Convention
it was agreed, that the 2 Governments did engage
reciprocally to communicate each to the other, free
of expence, and upon application being made, Copies
of all the Proceedings instituted and judgments given
relative to Vessels visited or detained in execution of
the provisions of the said Convention, of the 30th day
of November, 1831, and of the said present Conven-
tion: And whereas by the XIth Article of the said

Digitized by Google

1833 Supplementary Convention the 2 Governments did ag
to insure the immediate freedom of all Slaves who sho
be found on board Vessels visited and detained in
tue of the stipulations of the principal Convention t
rein-before referred to, or of the said present C
vention, whenever the offence of trafficking in Sla
should have been established by the sentence of
respective Tribunals; the 2 Governments did, howe
by the said last-mentioned Article, reserve to them
ves, for the welfare of the Slaves themselves, the ri
to employ them as Servants or free Labourers, c
formably to their respective Laws: And whereas
the XIIth Article of the said Supplementary Conve
tion it was agreed between the 2 High Contracti
Parties, that in all cases in which a Vessel under
said Convention of the 30th day of November, in
year of our Lord, 1831, or under the said Supp
mentary Convention, should be detained by their
spective Cruizers as having been engaged in the S
trade or fitted out for the purposes thereof, and sh
be placed at the disposal of either Government
the purpose of being sold in consequence of a S
tence of Confiscation pronounced by a competent T
bunal, the said Vessel should be broken up, in wh
or in part, before the sale, whenever its peculiar c
struction or outfit should give reason to fear that
might be again employed in the Slave-trade or a
other illicit traffic: And whereas by the XIIIth a
last Article of the said Supplementary Convention
was agreed, that the said present Convention sho
be ratified, and the Ratification should be exchang
at Paris within the space of 1 month, or sooner
possible: And whereas the said Supplementary Conve
tion was ratified by and between His Majesty and H
Majesty the King of the French, respectively, and su
Ratifications were exchanged on the 12th day of Apr
in the year of our Lord, 1833: And whereas it
expedient and necessary that effectual provision sho
be made for carrying into execution the provisions
Convention aforesaid: Be it therefore enacted by t
King's Most Excellent Majesty, by and with the advi
and consent of the Lords Spiritual and Temporal, an
Commons, in this present Parliament assembled, an
by the authority of the same, that it shall be lawf

Digitized by Google

any Officer commanding any Ship of War of His 1833
Majesty or of the King of the French, who shall have such rank as by the said IInd Article of the said first-mentioned Convention is agreed, and shall be duly instructed and authorized and furnished according to the several provisions of the said 2 Conventions, and within the waters described, and according to the provisions and exceptions contained in the Ist Article of the said first-mentioned Convention, to exercise the right of visiting and searching any Merchant Vessel of either of the said 2 Nations liable to suspicion, and suspected of having engaged in or of having been employed in the Slave trade, or of having been fitted out for the purposes of such traffic, according to the several provisions and instructions of the said 2 Conventions, except as in the said IIIrd Article of the said Supplementary Convention is excepted, and, upon sufficient grounds, of detaining, and of sending or carrying in and delivering over without delay any such Vessel, together with its Master, Sailors, Passengers, Slaves, and Cargo to the Authorities appointed for the purposes of the said 2 Conventions, by the respective Governments of the said 2 Nations, and to one of the Jurisdiction in the said Instructions mentioned, in order that proceedings may be instituted conformably to the respective Laws of the said 2 Countries; and all such Commanders of His said Majesty's Ships are hereby authorized and required, in the exercise of such rights of visiting, searching, detaining, sending, carrying in, and delivering as aforesaid, to execute, perform, and comply with the said several Provisions and Instructions of the said 2 Conventions as apply thereto respectively.

II. And be it further enacted, that where any such Officer of His Majesty the King of the French shall send, carry, or deliver over, as aforesaid, any such Merchant Vessel, wholly or in part owned by any Subject or Subjects of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, all and every proceeding instituted in the Tribunals hereinafter mentioned in regard to such Merchant Vessel, and its Crew, Cargo, and Slaves, and in respect to the cause, shall be conducted in the name of his said Majesty the King of the United Kingdom of Great

Digitized by Google

1833 Britain and Ireland by some Person duly thereun authorized; that is to say, all Ships, Cargoes, a Slaves which shall be detained by the Cruizers of H Majesty the King of the French, and delivered up the jurisdiction of His Majesty at Bathurst on the R ver Gambia, shall be proceeded against and adjudicat in the Vice Admiralty Court at Sierra Leone; a that all other Ships, Cargoes, and Slaves which m in like manner be detained by the Cruizers of H Majesty the King of the French, and delivered up the jurisdiction of His Majesty, either at Jamai Cape of Good Hope, or Demerara, shall be procee ed against and adjudicated in the Vice Admiral Court, established in the said Colonies respectivel and the Judges and other Officers of the said Vi Admiralty Courts respectively are hereby authoriz to take cognizance thereof accordingly.

III. And be it further enacted and declared, th any such Merchant Vessel, wholly or in part own as last aforesaid, visited and detained in pursuance the said 2 Conventions, shall, unless proof be gi to the contrary, be held and taken to have engag in the Slave-trade, or to have been fitted out the purposes of such traffic, and equipped and e ployed in the objects declared unlawful by an Act Parliament passed in the 5th year of the Reign His Majesty King George the 4th, intituled, "An A to amend and consolidate the Laws relating to t Abolition of the Slave-trade," if any of the partic lars specified in the said VIth Article of the said C vention of the 22nd day of March 1833, shall be fou in her outfit or equipment, or on board of her.

IV. And be it further enacted, that in case a such Merchant Vessel, wholly or in part owned as l aforesaid, shall be brought in by any Officer of H Majesty the King of the French duly authorized, a shall be confiscated according to the Laws of t Country and the provisions of the said 2 Conventio and of the said Act of Parliament passed in the year of the Reign of His Majesty King George IVth, it shall be lawful for His Majesty the King the United Kingdom of Great Britain and Ireland direct that a portion of the proceeds arising from t sale thereof shall be paid into the hands of the G

Digitized by Google

ernment of His Majesty the King of the French, ac- 1833
rding to the provisions of the Vth Article of the said Convention of the 22nd day of March 1833; and that ny portion of the proceeds arising from the sale of ny Ship agreed to be paid into the hands of the overnment of His Majesty the King of the United ingdom of Great Britain and Ireland, according to provisions of the said Vth Article last aforesaid, Cargo, shall be paid to such Person or Persons the Commissioners of His Majesty's Treasury may or appoint to receive the same, to and for the f the Captors, according to the provisions of the Vth Article; and that the same, after deducting necessary expences, shall be distributed to and mongst the Officers and Crew of the capturing Ship, the manner hereafter directed for the distribution bounties on Slaves taken on board the said Vessel.

V. And be it further enacted, that there shall be out of the Consolidated Fund of the United dom of Great Britain and Ireland to the Com- ers, Officers, and Crews of His Majesty's Ships orized to make seizures under the aforesaid Con- on of the 22nd March 1833, a bounty of pound 5. wful money of Great Britain for every Man, Wo- , and Child Slave seized and found on board a sh or French Ship or Vessel taken, delivered over, condemned in pursuance of the provisions of the Conventions, and of this Act, such bounty to be and paid by order from the said Commissioners is Majesty's Treasury, and to be distributed to mongst the Captors aforesaid, in such manner proportions as His Majesty, his Heirs and Suc- , shall think fit to order and direct by any or Orders in Council, or by any Proclamation Proclamations to be made for that purpose.

VI. Provided always, and be it further enacted, , in order to entitle the Captors to receive the bounty money, the numbers of Men, Women, Children so taken, delivered over, and condemned, be proved to the Commissioners of His Majesty's easury, by producing a Copy, duly certified, of sentence or decree of condemnation, and also a ertificate under the hand of the proper Officer or

Digitized by Google

1833 Officers, military or civil, who may be appointed t
receive such Slaves.

VII. And be it further enacted, that where an
Slaves, or Persons treated, dealt with, carried, kep
or detained as Slaves, shall be taken or seized
board any British or French Ship or Vessel in pu
suance of the provisions of the said Conventions, an
of this Act, but who shall not have been condemne
or shall not have been delivered over in consequen
of death, sickness, or other inevitable circumstanc
it shall and may be lawful for the said Commissione
of His Majesty's Treasury, if to their discretion
shall seem meet, by warrant, signed by any three
more of them, to direct the payment out of the Co
solidated Fund of the United Kingdom of Great Brita
and Ireland of one moiety of the bounty which wou
have been due in each case respectively if the sa
Slaves had been delivered over and condemned.

VIII. Provided also, and be it further enac
that any Party or Parties claiming any benefit by w
of bounty under the provisions of this Act, or of a
share of the proceeds of any French Vessel con
cated in pursuance of the provisions of the aforesa
Conventions, shall and may resort to the High Co
of Amiralty, for the purpose of obtaining the judgme
of the said Court in that behalf; and that it sh
and may be lawful for the Judge of the said Hi
Court of Admiralty to determine thereon, and also
hear and determine any question of joint Capture wh
may arise upon any seizure made in pursuance of t
Act, and enforce any Decrees or Sentences of t
said Vice Admiralty Courts relating to any such seizu

IX. And be it further enacted, that all the pr
visions, Rules, Regulations, Forfeitures, and Penalti
respecting the delivery by Prize Agents of accou
for examination, and the distribution of prize mone
and the accounting for and paying over the procee
of prize, and the per-centage due thereon to Gree
wich Hospital, shall be and are hereby extended
all bounties and proceeds to be distributed under t
provisions of this Act to the Officers and Crews of a
of His Majesty's Ships or Vessels of War.

X. And be it further enacted, that where any
legal visit and detention, or any visit and detenti

Digitized by Google

without sufficient cause of suspicion, or any abuse or 1833
vexation, shall have taken place and have been made by any Officer of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, as is mentioned in the VIIIth and IXth Articles of the said Convention of the 22nd day of March 1833, it shall be lawful for the Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, by Warrant, signed by any 3 or more of them, to direct payment to be made out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of Great Britain and Ireland of any costs and damages which may be duly awarded according to the provisions of the said 2 last-mentioned Articles: Provided always, that nothing herein contained shall exempt such Officer from his liability to make good the payments so made, when lawfully called upon by order of the said Lords Commissioners of His Majesty's Treasury.

XI. And be it further enacted, that when any seizure shall be made by any of the Commanders, Officers, and Crews of His Majesty's Ships authorized to make seizures under the aforesaid Convention of the 22nd March 1833, and judgment shall be given against the Seizor, or such seizure shall be relinquished by him, it shall be lawful for the said Lords Commissioners of His Majesty's Treasury, if to their discretion it shall seem meet, by Warrant, signed by any 3 or more of them, to direct payment to be made out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, of such costs and expences as the said Seizor may have incurred in respect of such seizure, or any proportionate part thereof.

XII. And be it further enacted, that if any Action or suit shall be commenced, either in Great Britain or elsewhere, against any Person or Persons, for anything done in pursuance of the said Conventions, or the instructions or Regulations thereto annexed, or of this Act, in as far as it relates thereto the Defendant or Defendants in such Action or Suit may plead the general issue, and give this Act and the special matter in evidence at any trial to be had thereupon, and that the same was done in pursuance and by the authority of the said Conventions, Instructions, or Regulations, or of this Act; and if it shall appear so to have been done, the Jury shall find for the Defen-

Digitized by Google

1833 dant or Defendants; and if the Plaintiff shall be non suited, or discontinue his Action after the Defendan or Defendants shall have appeared, or if judment sha be given upon any verdict or demurrer against th Plaintiff, the Defendant or Defendants shall recove treble costs, and have the like remedy for the sam as Defendants have in other cases by Law.

23.

Convention entre la Hollande et l Belgique conclue à Zonhoven, le 18 *Novembre* 1833, *relativement aux communications militaires de la for teresse de Maestricht, et Déclaratio concernant la navigation de la Meus*

(Journaux de la Belgique.)

Le général de division baron Hurel, commandan la première division de l'armée belge, d'une part; e le lieutenant-général duc Bernard de Saxe-Weimar Eisenach, commandant la deuxième division de l'armé des Pays-Bas, et le lieutenant-général Dibbets, com mandant supérieur de la forteresse de Maestricht, d'au tre part;

Considérant que la déclaration des plénipotentiai res de S. M. le roi des Pays-Bas, dans la note remi par eux, le 14. Septembre passé, à MM. les plénipo tentiaires de France et d'Angleterre, a établi qu la navigation de la Meuse est libre et ouverte aux bâ timens belges, conformément aux stipulations de l'art 4. de la convention du 21. Mai 1833;

Et voulant régler le mode d'exécution du dernie paragraphe, du même art. 4. portant que: "les com „munications entre la forteresse de Maestricht et l „frontière du Brabant septentrional, et entre la dit „forteresse et l'Allemagne, seront libres et sans entraves;"

Ont nommé des commissaires à cet effet, savoir le général de division baron Hurel, le colonel Willmar directeur des fortifications, et le lieutenant-colone Trumper, chef de l'état-major de la première division et le lieutenant-général duc Bernard de Saxe-Weimar

Digitized by Google

Lenaach, le major Baron de Gagern, chef de l'état-major de la deuxième division; le lieutenant-général Obeets, le Major Menso, commandant le 1er bataillon du 13e régiment d'Infanterie; lesquels, s'étant réunis à Zonhoven, sont convenus des articles suivans: 1833

Art. 1er. Il y aura une route militaire pour les troupes de l'armée des Pays-Bas se rendant de Maestricht dans le Brabant septentrional, et réciproquement.

Cette route passera par Lanaken, Asch, Opglabbeck, Grairode, Brée, Bocholt, Achel et Valkenswaard.

Les communications de Maestricht avec l'Allemagne seront également libres pour les militaires de l'armée des Pays-Bas, par la chaussée passant par Visen (Galoppe).

Durant la saison d'hiver ou pendant les temps de pluie, les voitures et transports pourront être dirigés par la route passant par Winterslagen et Helchteren, et suivront la chaussée jusqu'à Valkenswaard, et réciproquement.

Ces transports pourront être accompagnés d'une escorte qui ne dépassera jamais 25 hommes.

2. Les communes situées sur les deux routes ci-dessus indiquées ne seront pas occupées par des troupes belges. Cette disposition n'est pas applicable à la route accordée pour les transports et voitures.

3. La commune de Brée, avec la concurrence de Beck et Gerdingen, sera le gite d'étape entre Maestricht et le Brabant septentrional. Il y aura au gite d'étape un commissaire belge et un commissaire des Pays-Bas, pour régler tout ce qui a rapport au logement et à la nourriture des troupes. Le commissaire des Pays-Bas remplira les fonctions de commandant d'étape vis-à-vis de la troupe; il n'entravera point l'exercice de l'autorité locale, renfermée dans le cercle de ces attributions.

Il ne sera pas établi de gite d'étape entre Maestricht et Aix-la-Chapelle, attendu la proximité de ces deux villes.

Le gite d'étape pour les transports et leur escorte sera à Helchteren. Les fonctions de commissaires seront respectivement remplies par le commandant de l'escorte et par le bourgmestre de la commune.

4. Les militaires, tant isolés qu'en détachement, marcheront avec armes et bagages.

Digitized by Google

1833 Il ne sera jamais mis en marche plus d'un bata
lon de huit cents à neuf cents hommes par jour; l
détachemens de cavalerie ou composés de différe
tes armes ne dépasseront pas la force de cinq cen
hommes par vingt-quatre heures.

Le commissaire belge au gîte d'étape sera pr
venu au moins vingt-quatre heures d'avance de l'a
rivée de tout détachement dont la force excéderait l
hommes.

Les militaires voyageant isolément seront mu
d'une feuille de route.

5. Le transport sur les routes indiquées ci-de
sus, des effets appartenant aux militaires ou à le
famille, ainsi que celui de tous les objets nécessair
à l'approvisionnement de Maestricht, sera libre
exempt de tout droit; les conducteurs de voitures o
transports d'effets militaires ou d'approvisionnements s
ront munis d'une feuille de route delivrée par l'un o
l'autre des généraux commandant les troupes néerla
daises dans le Brabant septentrional ou dans la forteres
de Maestricht, ou par des autorités militaires déléguée
par eux à cet effet.

Ces feuilles de route constateront que le charg
ment consiste en effets militaires ou d'approvisionn
ment; elles devront être présentées aux bureaux de
douanes belges et exempteront les voitures de tou
visite.

6. Il sera établi un local convenable au gîte d'é
tape pour recevoir les militaires détenus ou condam
nés, qui seront conduits de Maestricht dans le Bra
bant septentrional et vice versâ. Ces détenus seron
gardés par leur escorte; le commandant de l'escort
pourvoira à la nourriture des détenus.

Les militaires détenus pourront également être e
cortés de Maestricht en Prusse par la route d'Aix-la
Chapelle.

7. Sur l'invitation du commissaire des Pays-Ba
faisant fonctions de commandant d'étape pour la troupe
le commissaire belge lui fera fournir des billets de lo
gement. Les militaires des Pays-Bas seront logé
et nourris par les habitans d'après le réglement exis
tant et au tarif suivant:

Pour le logement et la nourriture il sera pay
trente-cinq cents des Pays-Bas par homme et par jou

Digitized by Google

Le commandant d'étape des Pays-Bas est chargé 1838
de faire effectuer le payement le jour du départ; il lui sera donné quittance en double expédition.

Les officiers voyageant avec la troupe n'auront droit qu'au logement. Ceux voyageant isolément se nourriront à leurs frais.

8. Les voitures transportant des effets militaires du Brabant septentrional à Maestricht, et réciproquement, doubleront l'étape; les conducteurs et leurs chevaux seront logés aux lieux d'étape, tant en allant qu'en revenant, ils se nourriront à leurs frais, eux et leurs chevaux.

Il sera fourni des moyens de transport aux militaires qui tomberont malades, soit au gite d'étape, soit en route.

Les moyens de transport, fournis par le gite d'étape, seront payés par les soins du commissaire des Pays-Bas; les moyens de transport fournis par d'autres communes à des militaires tombés malades en route seront payés au premier gite d'étape, soit à Maestricht, soit à Valkenswaard. A cet effet, les voituriers se muniront, avant de se mettre en route, d'une quittance signée par le bourgmestre de leur commune.

Les voitures seront payées d'après le tarif suivant, savoir:

Pour une charrette attelée d'un cheval, soixante-quinze cents des Pays-Bas par lieue;

Pour une voiture à deux chevaux, un florin par lieue.

9. Si, par une raison majeure, une des autorités supérieures qui auront ratifié la présente convention croyait devoir faire cesser son effet, elle en dénoncera la cessation au moins 15 jours à l'avance, et en motivera cette mesure.

10. Les articles stipulés ci-dessus seront obligatoires à dater du jour de l'échange des ratifications et jusqu'au jour où la convention du 21. Mai 1833. cessera d'être en vigueur.

Digitized by Google

1833 Les ratifications seront échangées à Zonho
dans le délai de huit jours, ou plus tôt, si faire
peut.

Fait à Zonhoven, le 18. Novembre 1833.

Signé, Trumper, Willmar, F. B. Gagern, J. A. Me

Approuvé et ratifié la présente convention.

Au quartier-général de Hasselt, le 25. Novem
1833.

Le général de division,
Signé, baron Hurel.

L'échange des ratifications de cette conventio
eu lieu, le 26. Novembre, entre les délégués des p
ties contractantes, à Zonhoven.

La convention qui précède a été conclue, ap
la réception des pièces qui sont imprimées à la su
et qui annoncent la cessation de la perception du dr
provincial, et des entraves que les bateliers belg
avaient éprouvées dans leur navigation sur la Meus

Note de M. le Commissaire hollandais.

Le commissaire des Pays-Bas, nommé par
le lieutenant-général Dibbets, commandant supéri
de la forteresse de Maestricht, se fait un plaisir
communiquer à MM. les commissaires belges une c
pie légalisée d'une lettre officielle qu'il vient de rec
voir du susdit lieutenant-général, au sujet de l'é
exact des choses sur la Meuse, pour autant qu'el
sont de son ressort. MM. les commissaires bel
verront, par le contenu de cette pièce, que leurs r
clamations, à cet égard, sont désormais sans mot

Zonhoven, le 12. Novembre 1833.

Signé, Menso, major.

*Déclaration du Lieutenant-Général Dibbets Com
mandant supérieur de la forteresse de Maestrich*

Maestricht, le 10. Novembre 183

Monsieur le major!

Comme tout ce qui concerne la navigation de
Meuse au travers de la forteresse de Maestricht, p
être considéré comme réglé, je satisfais à votre
mande en vous communiquant les indications sur
qui a eu lieu ici:

Digitized by Google

1o. Par suite aux ordres venus de la Haye, sous 1833
date du 29. Octobre dernier, No. 37. le droit pro-
cial de St. Pierre est retiré et supprimé depuis le
r de ce mois.

2o. Le 3 courant, j'ai motifié, comme suit, mon
truction du 3. Juin dernier, relative à la traversée.

"Qu'au lieu de remonter ou de descendre toutes
heures, le passage peut avoir lieu toutes les demi-
res, et qu'aussitôt que le manifeste aura été visé
bureau, la libre traversée sera accordée aux ba-
.

3o. Dans les grandes crues de la Meuse, l'abor-
e des gros bateaux étant difficile à St. Pierre, on
a pourvu, depuis le 8 de ce mois, en permettant
e la visite de tels bateaux eût lieu au Coq Rouge
ode-Haen), sous la commune de St. Pierre.

4o. Sous la même date, il a été ordonné par
qu'en considération de ce que dans les hautes
x, le chemin de halage sous le pont de la Meuse
pas praticable; les chevaux de halage des bateaux
ntant seront tolérés sur le rempart de Wyck.

5o. Le bureau de la recette des droits de navi-
on sur la Meuse sera, pour plus de facilité, éta-
dans le faubourg de St. Pierre.

6o. Bien qu'en pleine paix un bateau descendant
euse transporte rarement plus de monde que le
ier et un ou deux domestiques, il est cependant
, à cet égard, que dix passagers non militaires
tolérés par bateau.

Je me flatte que cette communication officielle
trera suffisamment que tout ce qu'on a pu amé-
, de ce côté, à l'égard de la navigation de la
, a été établi.

Le lieutenant-général, commandant su-
périeur de la forteresse.

Signé, DIBBETS.

*Eclaircissemens sur l'origine de la convention mi-
litaire de Zonhoven, du 18. Novembre 1833, par
un Publiciste de la Belgique.*

L'article 4 de la convention du 21. Mai 1833, dont les gou-
vernemens de la France et de la Grande Bretagne étaient signa-
taires et garans, avait été ainsi conçu:

Digitized by Google

1833 "Immédiatement après l'échange des ratifications de la p
sente convention, la navigation de la Meuse sera ouverte au c
merce, et jusqu'à ce qu'un réglement définitif soit arrêté à
sujet, elle sera assujettie aux dispositions de la convention sig
à Mayence le 31. Mars 1831, pour la navigation du Rhin,
autant que ces dispositions pourront s'appliquer à la dite rivièr

"Les communications entre la forteresse de Maestricht e
frontière du Brabant septentrional, et entre ladite forteresse
l'Allemagne, seront libres et sans entraves."

On voit que cet article se compose de deux parties conne

Le § 1er, relatif à la navigation de la Meuse, non-seule
pose le principe de la liberté de navigation, mais déclare le
de Mayence applicable à cette rivière.

Le § 2, relatif aux communications de la forteresse de M
stricht, se borne à poser le principe de la liberté de ces com
nications, mais sans déterminer de mode d'exécution.

Le gouvernement hollandais demanda que des commissai
fussent nommés pour régler par une convention spéciale l'exécut
du § 2.

En accédant à la nomination de commissaires, le gouver
ment belge demanda que l'application du tarif de Mayence à
Meuse fût également réglée par une convention nouvelle.

Si cette application avait été faite de plein droit, comme
aurait dû l'être, la demande du gouvernement belge eût été
objet; mais cette disposition continuait à être éludée.

Le gouvernement belge admit donc pour point de départ
y avait connexion entre la navigation de la Meuse et la liberté
communications de la forteresse de Maestricht.

Les commissaires délégués par la Hollande à Zonhoven nièr
toute connexion entre ces deux objets; le désaccord était tel
le cabinet de la Haye crut devoir, pour le lever, s'adresser
deux Puissances signataires de la convention du 21. Mai. Ce
l'objet de la note du 27. Juillet 1833.

Le prince de Talleyrand et lord Palmerston communiquè
cette note aux plénipotentiaires belges, MM. Goblet et Van
Weyer, sous la date du 30. Juillet, et ceux-ci justifièrent
conduite de leur gouvernement dans deux notes, l'une du 1er Ao
l'autre du 3. Septembre. Dans cette deuxième note, ils établissai
en ces termes la corrélation entre les deux objets renfermés d
l'art. 4. de la convention du 21. Mai:

"Une connexion, entière et incontestable, existe entre
deux §§. de cet article. Le gouvernement belge la regarde com
le principe fondamental de la convention à conclure; le gouver
ment néerlandais, au contraire, la méconnait, et, sans vou
aborder la discussion du fond de l'article, il se renferme obsti
ment dans le § second qui a stipulé ces obligations à remplir
la Belgique, en réciprocité et en retour de celles que le § prem
a imposées à la Hollande, au profit de la première.

"Cette divergence de vues qui divise les deux gouverneme
au point de départ, mais qui place l'avantage du droit et de
logique du côté du cabinet de Bruxelles, a amené, dans le co
rant du mois dernier, une première interruption des négociati

Digitized by Google

ertes à Zonhoven. La même cause vient de produire encore 1833
même effet; et l'on doit s'étonner de ce que les commissaires
landais se soient trouvés, lors de la reprise de ces négociations,
si peu munis qu'auparavant des moyens nécessaires pour traiter
question sur son véritable terrain, bien qu'ils aient eu tout le
ps de demander et de recevoir des instructions moins restreintes.

"Cet étonnement est d'autant plus légitime, que le cabinet
la Haye avait dû obtenir dans l'intervalle, par l'intermédiaire
ses plénipotentiaires à Londres, connaissance des explications
ses plaintes avaient provoquées de la part des soussignés:
lications qui ne laissaient aucun doute sur le désir du gouver-
ent de S. M. le roi des Belges d'en venir à un prompt arran-
ent, *basé sur les justes prétentions des deux parties inté-*
.

"Si, dans cette occasion, le gouvernement néerlandais avait
animé du même désir, nul doute qu'on ne fût déjà tombé
cord, à la satisfaction des deux pays, sur l'exécution de l'art. 4
la convention du 21. Mai; nul doute que cette cause d'irritation
uelle n'eût cessé d'exister aujourd'hui, et qu'ainsi les intentions
veillantes qui ont dirigé les cours de Paris et de Londres en
chant l'acte dont il s'agit, ne fussent complètement remplies.

"La manière dont les pourparlers de Zonhoven, repris le
août dernier, ont été rompus peu de jours après par les com-
ires néerlandais, ne prouve que trop que leur gouvernement
rait pas disposé à exécuter regulièrement, en ce qui le con-
, l'art. 4 de la convention du 21. Mai. En effet, après
nge d'un grand nombre de notes qui constatent que les par-
n'étaient pas loin de s'entendre sur la question des communi-
ns militaires, les commissaires néerlandais remirent, le 23. Août,
fice renfermant une déclaration portant que: "Si l'introduction
e clause relative à la navigation de la Meuse est regardée,
r MM. les commissaires belges, comme une condition *sine qua*
, ils se trouvent dans la nécessité de suspendre la négociation."

Au point où cette négociation en était venue, les commis-
belges étaient loin de s'attendre à ce qu'elle fût rompue par
déclaration dont les termes *absolus* ne laissaient aucun espoir
raient aucun moyen de rapprochement sur la question prin-
.

Dans une note du 14. Septembre, les plénipotentiaires hol-
ais cherchèrent à établir que les commissaires belges avaient
ntivement adopté la base des négociations, et que seulement
la suite ils avaient invoqué une prétendue corrélation entre la
igation de la Meuse et la liberté des communications de
stricht.

"La base des pourparlers qui ont eu lieu à Zonhoven, y
-il dit, se trouve explicitement indiquée dans la lettre de
ence des commissaires belges. Cette lettre met en évidence
e la convention à conclure a été désirée par les autorités mili-
res belges elles-mêmes, et qu'elle devait se borner exclusive-
ent à régler tout ce qui est relatif aux communications à établir
re la place de Maestricht et le Brabant septentrional, sur la
ve gauche de la Meuse, et entre cette même ville et Aix-la-

Digitized by Google

1833 Chapelle, sur la rive droite, et *vice-versa*. Sans sortir d cercle, les commissaires respectifs, dans leurs réunions du de Juillet, s'entendaient sur la route la plus directe et la commode entre Maestricht et le Brabant septentrional, savoir de Winterslagen et Houthalen, et de là le long de la chauss Valkenswaard. Si les pourparlers vinrent à être suspendus fin de Juillet, ce fut uniquement à cause de la déclaration commissaires belges, qu'ils ne pouvaient admettre les passage militaires que sans armes et au nombre de 25 au plus à la Ils s'engagèrent cependant à demander de nouvelles instruc sur cet objet, et à revenir à Zonhoven."

"Bien que la négociation fût seulement reprise le 16. A le gouvernement des Pays-Bas, privé du seul avantage st dans la convention du 21. Mai à la charge des Belges, n'en l pas moins jouir ceux-ci de tout ce qui avait été stipulé en faveur."

"A la nouvelle réunion des commissaires, il se trouva ceux de la Belgique, au lieu de se borner au seul objet dem litigieux à l'égard duquel ils consentirent au passage, une dans les 24 heures, de 500 militaires armés, proposèrent, remplacement de la route déjà convenue, celle sur la rive d de la Meuse par Stein, Obbigt et Echt à Wessen, où les taires passeraient la Meuse, à l'effet de se rendre à la fron du Brabant septentrional, le long de la rive gauche de la Me par Heersel, Stamprez et Weerd, route qui s'écartait du prin de la réunion et de la lettre même de créance des commissa belges, où il s'agit seulement de la rive gauche, et d'ailleurs partie impraticable pendant les pluies, et dépourvue d'un pon Wessen."

"En outre, lesdits commissaires produisirent une préten entièrement nouvelle, en demandant la signature de l'article suiva tout-à-fait étranger à la convention militaire qu'il s'agissait conclure: "Quant à la navigation de la basse Meuse, depuis Me „jusqu'à la mer, au Rhin, et à l'application des dispositions re „tives au Rhin, stipulées dans la convention de Mayence; „31. Mars 1831, il sera incessamment nommé des commissa „pour régler de concert l'emplacement des bureaux de péage, „le montant de ce droit."

"Dès-lors les commissaires néerlandais, ne pouvant s'écar des instructions qui leur avaient été données, d'après la b même du concert proposé de la part des Belges, n'eurent d'au parti à adopter que celui de se retirer."

Le cabinet de la Haye alla plus loin; il se hasarda à soute dans la même note, que la convention du 21. Mai n'avait p entendu rendre libre la navigation de la Meuse dans tout son cou jusqu'à la mer, mais *seulement ouvrir cette rivière au passa de la forteresse de Maestricht;* nous transcrirons encore cet partie de la note.

"Dans la supposition que l'on eût en vue moins de navigu de la Meuse supérieure à la mer que de se prévaloir, une fo arrivé sur la Meuse, des embrachemens de cette rivière, il im portera de se rappeler que cette intention ayant été exprim

Digitized by Google

le second article du projet de convention du 30. Décembre 1833
par les termes *la Meuse et ses embranchemens*, le gouver-
néerlandais combattit cette rédaction de la manière la plus
, avec le résultat que l'addition du terme *embranchemens*
des projets suivans et de la convention conclue, et que
la Meuse se trouva limitée à son propre cours."

faudra-t-il davantage pour constater la bonne foi du
de la Haye, lorsqu'il se persuada que, dans l'état provi-
choses, la stipulation d'ouvrir la Meuse ne tendait qu'à
-entraves que la navigation de cette rivière rencontrait à
, conviction dans laquelle devait le confirmer l'expression
de la Meuse, par laquelle on avait assez-habituelle-
, depuis l'instruction, le passage des bâtimens belges
. Or, pour faire jouir les Belges de cet avantage
stipulé par la convention, le gouvernement néerlandais
entendu, ni jugé nécessaire un concert de commissaires
la convention garde un silence absolu, et dont il ne
question avant la conclusion du traité définitif, comme
les projets mêmes dudit traité; mais il a procédé de
ouverture de la libre navigation par Maestricht, en per-
droits d'après le tarif de Mayence, pris dans son ac-
plus restreinte, mesure dont l'importance est suffisam-
par le grand nombre de bâtimens passés à Maestricht
premiers jours de Juillet."

n'existe-t-il aucune plainte qu'on eût écarté un seul
qui aurait voulu se prévaloir, à l'embouchure de
du côté de Mook, des stipulations de la convention,
aux réglemens. Il ne sera pas nécessaire d'ajouter
rend sans objet toute demande tendante à établir
intermédiaires, attendu que ceux de la Brielle et de
près de Mook) suffiront pour la perception du droit
de Mayence, lors du passage, infiniment peu probable,
de la mer à la Meuse supérieure et *vice-versa*.

jours habitué à exécuter ponctuellement ses engagemens,
ement néerlandais poussa ses scrupules au point que le
des finances, tout en doutant que la chose fût pos-
l'ordre de ne pas écarter, au dernier bureau sur la
supérieure, les bâtimens belges venant par exemple de
de Roermond, à l'effet de se rendre immédiatement en
d'agir de la même manière à l'égard des bâtimens venant
, et voulant remonter la Meuse pour aller à Roermond
Liége."

Arrivée à ce point, la négociation soulevait les questions
:

. La Belgique peut-elle exiger que la route militaire soit
sur la rive droite de la Meuse, et que le nombre des
destinés à la parcourir soit limité?

. Faut-il borner l'ouverture de la Meuse au seul passage
Maestricht?

. Existe-t-il une corrélation entre les deux paragraphes
. 2. de la convention du 21. Mai; et une convention nou-
est-elle nécessaire pour régler l'application du tarif de
à la Meuse?

Digitized by Google

1833 Les plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretag examinèrent ces questions dans une note portant la date du Septembre, et les résolurent à l'avantage de la Belgique. N placons ici chacune de ces solutions.

"1o. Pour ce qui concerne le choix de la route, les so signés doivent faire remarquer que les arrangemens territoria stipulés par les 24 articles et par le traité du 15. Novembre 183 assurent au Roi grand-duc une continuité de territoire entre l anciennes provinces hollandaises et la forteresse de Maestricht; que la principale raison pour assigner au Roi grand-duc districts du Limbourg sur la rive droite de la Meuse a été da pas gêner les communications militaires de Maestricht, par l'int position d'aucun territoire belge entre cette forteresse et l'Al magne d'un côté, et les provinces néerlandaises de l'autre.

"Lorsque les gouvernemens français et anglais invitèrent, d l'automne de l'année dernière, les gouvernemens des Pays-Bas de la Belgique à évacuer réciproquement les places et territoi alors occupés par chacun d'eux, et qui devaient en définitive a partenir à l'autre, le gouvernement belge se déclara prêt à accéd à cette invitation, mais le gouvernement des Pays-Bas s'y refu et si cette évacuation réciproque n'a pas encore eu lieu, cela uniquement au refus du cabinet de La Haye.

"Si cette évacuation réciproque avait été effectuée, les co munications de la forteresse de Maestricht auraient été libres *de facto*, parce que les troupes et les autorités néerlandaises auraie occupé tous les districts du Limbourg qui ont été assignés au R grand-duc sur la rive droite de la Meuse, en échange d'u partie du Luxembourg, et dans le but exprès d'assurer ces mêm communications.

"Il paraît donc aux soussignés que le gouvernement des Pay Bas ne peut pas s'attendre à jouir d'une ligne plus avantageu de communications militaires, entre Maestricht et les provinc hollandaises, que celle dont il jouirait maintenant, si le traité 15. Novembre avait eu sa pleine exécution; et leur opinion, bi fondée ce semble, est que la stipulation de l'art. 4. de la conv tion du 21. Mai, relative aux communications militaires de Ma stricht, n'oblige pas le gouvernement belge à assigner pour c communications aucune autre route que celle qui existe sur la ri droite de la Meuse et qui passe au travers de districts qui, d'apr les 24 articles et le traité du 15. Novembre 1831, appartiendro en définitive au Roi grand-duc.

"Quant au nombre de troupes qui devraient être autorisées marcher en un seul corps, on devrait certainement prendre considération les moyens qui existent sur les lieux pour loger faire subsister ces troupes, pendant qu'elles sont en marche; et l soussignés croient que les égards dus aux intérêts et aux conv nances des habitans du pays au travers duquel elles doivent pass exigent que les troupes en corps, qui seront dans le cas suivre cette route, ne soient pas plus nombreuses qu'il n'est n cessaire, pour leur propre sécurité, contre toute insulte et su prise; et il ne paraît pas aux soussignés que le nombre propo de 500 hommes puisse être considéré comme ne remplissant p

Digitized by Google

conditions. Si cependant l'organisation du service militaire 1833
[illegible] rendait désirable de faire une légère addition au nombre [illegible], les soussignés sont persuadés que le gouvernement belge [illegible]serait pas de se rendre à l'évidence d'une pareille consi-[illegible].

[illegible]. Pour ce qui se rapporte à l'autre question en litige et [illegible] la navigation de la Meuse, les soussignés ne peuvent [illegible] davantage à déclarer que l'art. 4. de la convention du [illegible] 1833, exige formellement que cette navigation soit rétablie [illegible] tout le cours de la rivière et que les dispositions de la [illegible] de Mayence sur la navigation du Rhin soient appli-[illegible] navigation de la Meuse, en tant qu'elles peuvent l'être [illegible] rivière.

[illegible] soussignés ne peuvent pas admettre l'interprétation que [illegible]tentiaires néerlandais ont essayé de donner à l'art. 4. [illegible] du 21. Mai 1833, et par suite de laquelle l'effet [illegible] serait d'accorder simplement aux barques venant de [illegible] permission de passer sous le pont de Maestricht.

[illegible] article ne peut pas recevoir d'interprétation dans un [illegible] limité, aussi étroit: il est général, et exige que la [illegible] de la Meuse dans tout son cours soit ouverte au com-[illegible] appliquant à cette rivière les réglemens établis pour le [illegible] tous les cas, les soussignés sont prêts à reconnaitre [illegible] dans la convention du 21. Mai qui oblige le gou-[illegible]landais à permettre aux sujets belges d'entrer sur [illegible] et d'y introduire des marchandises belges.

[illegible] ont, par cette convention, le droit de naviguer [illegible] et en descendant tout le cours de la Meuse, mais [illegible]ement aucun droit de débarquer dans les limites du [illegible]landais, à moins que le gouvernement des Pays-Bas [illegible] à le faire.

[illegible] L'accord des commissaires des deux côtés est évidem-[illegible] nécessaire pour établir le mode d'application à la Meuse [illegible] de la convention de Mayence; et pourquoi le silence [illegible] devrait-il être une objection dans un cas, pen-[illegible] ne le serait pas dans l'autre? L'accord des commis-[illegible] établir les libres communications de Maestricht doit [illegible] vérité, pour résultat un arrangement avantageux à la [illegible] tandis que ce même accord pour établir la libre navi-[illegible] la Meuse, aura pour résultat un arrangement avantageux [illegible]gique. Mais les soussignés ont trop de confiance dans la [illegible] et l'honneur du gouvernement des Pays-Bas, pour [illegible] cette différence dans les résultats puisse être la raison [illegible]férence quelconque dans la manière de voir.

[illegible] reste, l'argument en lui-même ne parait pas, aux sous-[illegible] bien fondé en raison; car, lorsque deux parties contrac-[illegible] s'engagent à l'exécution d'un acte quelconque, elles s'obli-[illegible]rellement en même temps à prendre toutes les mesures [illegible] pour arriver au but qu'elles se proposent; et si tous [illegible] de détail qu'elles peuvent être dans le cas d'adopter [illegible]complir ce but devaient être exprimés dans les conventions [illegible] elles se sont engagées, il en résulterait que ces

Digitized by Google

1833 instrumens, au lieu d'être rédigés avec une précision tou désirable, ne formeraient plus qu'une réunion confuse de st lations sujettes à discussion."

Il est à remarquer que dans cette note, tout en décla que la Meuse devait être ouverte *dans tout son cours*, les pl potentiaires anglais et français restreignaient la navigation simple transit, restriction conforme au droit public et qui ren inutile et peut-être dangereuse la conclusion d'une conven nouvelle et spéciale pour la Meuse.

Les plénipotentiaires hollandais répondirent à cette note la note du 10. Octobre. Les plénipotentiaires de France et d Grande-Bretagne reproduisirent leurs argumens avec une nou force, dans une note portant la date du 29. Octobre. Ces n ne renfermaient rien de nouveau.

Le plan adopté par le ministère belge était donc pleinen approuvé par les cabinets français et anglais; nous allons voi cabinet de Bruxelles en dévier de lui-même. Cette dévia progressive est constatée par trois procés-verbaux du conseil, 29. Octobre, du 1er et de 17. Novembre, publiés sur la dema des Chambres.

Dans sa séance du 29. Octobre, le conseil enjoignit au m stère de la guerre de défendre, le cas échéant, par la forc passage à travers de Limbourg, déclarant que le gouverne persistait dans sa résolution "d'exiger, avant d'accorder les f communications militaires entre Maestricht et le Brabant sep trional, la cessation du droit provincial perçu sur la Meuse, cette forteresse, contrairement à la convention de Mayence, e levée de certaines entraves qui, également incompatibles avec stipulations de cette convention, n'étaient pas du reste exi par la nécessité de pourvoir à la sûreté de la dite forteresse."

Ce n'était pas là persister dans la première résolution, consistait à demander que l'application du tarif de Mayence Meuse fût réglée par une *convention;* le ministère belge ne f plus *de la forme* une condition *sine qua non;* il lui suffisait l'application du tarif du Mayence fût constatée *en fait.*

Dans sa séance du 1er Novembre, le conseil abandonn département de la guerre la partie purement militaire de la n ciation; abandon difficile à justifier d'après la rigueur des princ qui supposent une responsabilité collective.

Le 17. Novembre, le conseil prit connaissance;

1o. D'une lettre du 10. Novembre, par laquelle le comm dant supérieur de Maestricht déclarait que, par suite d'or venus de La Haye, le droit provincial cessait d'être perçu; les heures de la traversée étaient réglées de manière à satis aux besoins du commerce; qu'il serait permis à un certain nor de passagers non militaires de se trouver à bord dans la trave par la forteresse;

2o. D'un procès-verbal de l'association des bateliers de L constatant que la déclaration précédente avait reçu son exécut

3o. D'un projet de convention purement militaire *dans dispositif*, mais reconnaissant *dans son préambule* la conne entre la navigation de la Meuse et la liberté des communica

Digitized by Google

à Maestricht, et énonçant comme *un fait* l'application du tarif de Mayence à la Meuse; convention qui, d'ailleurs, fixait la route sur la rive gauche. 1834

Le conseil, regardant les conditions dont l'accomplissement préalable avait été exigé comme remplies, et le choix de la route comme une affaire purement militaire, autorisa le ministre de la guerre à faire signer la convention par ses commissaires; ce qui eut lieu le lendemain, 18. Novembre, au château de Zonhoven.

La plupart des notes que nous avons analysées avaient été successivement publiées par les journaux; le ministère belge ayant abandonné en apparence ses antécédens, malgré l'appui qu'il avait trouvé à Londres, se présentait devant les Chambres dans une position assez embarrasante. La discussion du budget des recettes de 1834 offrait naturellement l'occasion d'examiner le dernier acte diplomatique; appréciant les avantages matériels de l'arrangement de Zonhoven qui permettait de désarmer à l'entrée de l'hiver, la Chambre des Représentans ne crut pas devoir s'arrêter à quelques vices de formes, et, après deux jours de débats, la question fut tacitement abandonnée, sans qu'une proposition formelle eût été faite.

La convention de Zonhoven doit être considérée comme le complément de la convention du 21. Mai; c'est aussi le premier acte intervenu entre la Belgique et la Hollande; et, à ce double titre, il mérite, bien que secondaire, l'attention des publicistes. (Voy. *l'Essai historique et politique sur la révolution belge*, par *Nothomb*. 3me édit. Bruxelles, 1834.)

24.

Réglement concerté entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick concernant l'usage dont les Douaniers sont autorisés de faire de leurs armes. En date du 1. Mai 1834.

(Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogthums Braunschweig. 1825. Nro. 13. Publicirt im April 1835.)

1. Die Grenz-Steuer-Beamten dürfen keine andere, als die ihnen vom Staate gelieferten Waffen, und diese auch nur dann führen, wenn sie sich in Uniform befinden.

2. Sie sind befugt, von den ihnen anvertrauten Waffen Gebrauch zu machen, wenn

Digitized by Google

1834 a. gegen sie selbst, indem sie sich in Dienstfun
tion befinden, Gewalt oder Thätlichkeit ausgeübt wird

b. Personen sich der Beschlagnahme von Waare
Effecten und Transportmitteln, oder ihrem persönl
chen Anhalten (§. 124) durch gefährliche Drohunge
welche eine unmittelbare Anwendung von Gewaltth
tigkeiten besorgen lassen, widersetzen; und

c. die in Beschlag genommenen Waaren, Effect
und Transportmittel, oder die angehaltenen Person
durch Drohungen der eben erwähnten Art ihnen wi
der entrissen werden sollen.

Als gefährliche Drohung wird auch angesehe
wenn die angehaltenen Personen die Waffen, die s
etwa führen, auf die Aufforderung der Grenz-Steue
Beamten nicht sofort ablegen, oder sie ohne der
Zustimmung wieder aufnehmen.

3. Wenn Personen angehalten werden müsse
diese aber dem desfallsigen Anrufe der Grenz-Steu
Beamten keine Folge leisten, vielmehr, jedoch o
Anwendung von Gewalt oder gefährliche Drohu
sich ihren gesetzlichen Obliegenheiten durch die Flu
entziehen, so sind sie zwar zu verfolgen; währe
der Verfolgung und zu ihrer Habhaftwerdung d
jedoch die Schusswaffe überall nicht angewandt werd

Auch ist bei ihrer Erreichung der Waffengebrau
nur in den unter 2. bestimmten Fällen gestattet.

In dem Falle jedoch, wo Schiffer, welche z
Tageszeit mit verdeckten oder beladenen Fahrzeug
oder zur Nachtzeit, auf Binnenflüssen und Can
in der Fahrt angetroffen werden, und auf mindest
dreimaligen Anruf des Steuerbeamten ihre Bereitwill
keit zum Anlegen, oder falls das Anlegen den U
ständen nach nicht thunlich, doch zum Beilegen, nic
durch die That an den Tag legen, sind die Gre
Steuer-Beamte zur Anwendung auch der Schusswa
dann befugt, wenn wenigstens zwei derselben d
Dienst mit einander versehen.

In allen den Fällen, wo die Grenz-Steuer-B
amte nach Vorstehendem befugt sind, von ihren W
fen Gebrauch zu machen, darf solches gleichwohl e
dann geschehen, wenn sonstige ihnen zu Gebote g
standene Mittel fruchtlos angewandt sind.

Wird von den Waffen Gebrauch gemacht, so s
dieses jederzeit mit möglichster Schonung geschehe

Digitized by Google

ch muss, so weit die Umstände solches gestatten, 1834
vörderst die minder gefährliche Anwendung der affen versucht werden.

Die scharfe Ladung der Schiessgewehre darf nur i einer Kugel bestehen.

6. Die Grenz-Steuer-Beamte sind gehalten, in al- den Fällen, wo sie ihre Waffen haben gebrauchen sen, nicht nur ihren Vorgesetzten, sondern auch m Gerichte, in dessen Bezirke der Fall Statt ge- n, unter genauer Darstellung des Vorganges, ch Anzeige zu machen:

ob Personen verletzt sind;

ob man darüber, dass solches geschehen, in Un- wissheit geblieben; oder

ob man überzeugt sei, dass eine Verwundung t Statt gefunden habe; und im Falle der erfolg- Verletzung sowohl dem nächsten Ortsvorstande säumt davon Kenntniss zu geben, damit dem Ver- deten die nöthige Hülfe geleistet werden könne, auch, sofern die Umstände solches nur irgend zu- n, dem Verwundeten selbst diejenige Hülfe zu ähren, welche sie augenblicklich zu geben ver- gen.

7. Jeder von Steuerbeamten verschuldete Missbrauch Waffen wird, sofern nicht nach den Umständen criminelle Bestrafung eintreten kann, mit nach- licher Disciplinarstrafe oder Dienstentlassung ge- et, wobei jedoch die Aussagen des verletzten avenienten und derjenigen Personen, welche mit lben gemeinschaftlich bei der Contravention be- n sind, für sich allein keinen zur Anwendung ei- Strafe hinreichenden Beweis begründen können.

Digitized by Google

25.

Convention entre le Roi de Sardaign et le Canton Suisse de Genève sur l partage des biens appartenant au Communes, dont une partie seul ment a été cédée par le Roi de Sa daigne d'après le Traité du 16. *Ma* 1816. *En date du* 11. *Mai* 1834.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie av les Puissances étrangères, publiés par ordre du R par le Comte *Solar de la Marguerite.* T. V. Tur 1836. p. 30.)

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Gouvern ment de la République et Canton de Genève, anim du désir de mettre un terme à l'état provisoire d' près lequel ont été gérés jusqu'à ce jour les bie communaux appartenant aux communes frontières do le territoire a été partagé par l'effet des stipulatio du Traité conclu à Turin le 16. Mars 1816, et de délimitation qui en a été la suite, ont nommé po leurs Commissaires aux fins de procéder au parta de ces biens entre les fractions des Communes ci-dé sus désignées, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Monsieur Be nard de la Charrière, Sénateur au Sénat de Savoie,

Le Conseil d'Etat du Canton de Genève, Mo sieur l'ancien Syndic Jean Edouard Naville.

Les deux Commissaires se sont réunis à Genè pour la première fois le 20. Juillet 1833, après av échangé leurs pleins pouvoirs, lesquels sont annex à la présente convention. Ils ont dans plusieurs co férences examiné ensemble tous les decumens réu par Messieurs les Intendans de Saint-Julien, et p Monsieur Naville, de plus ceux qui leur ont été tran mis depuis leur première réunion, ainsi que les re seignemens divers qu'ils se sont procurés.

Cet examen a eu pour but d'établir quels so les biens appartenant aux Communes ou fractions

Digitized by Google

munes morcelées par la nouvelle délimitation, et 1834
s sont les droits des fractions sises sur l'un ou l'au-
territoire.

Les Syndics, les Maires et les Conseils munici-
ayant été précédemment appelés à donner leur
, les Commissaires ont dressé sur ces renseig-
et les indications des anciens cadastres, un
qui a été envoyé dans chaque Commune, y a
é et affiché avec invitation aux intéressés de
re leurs réclamations. Quant aux numéros du
sur la propriété des quels il pouvait y avoir
incertitude, deux Géomètres-Arpenteurs ont
gés de prendre des renseignemens pour s'as-
ces numéros étaient encore la propriété de la
ne, pour reconnaître sur quel territoire ils étaient
pour constater s'ils avaient encore l'étendue in-
dans le cadastre ancien, et enfin pour faire
le nom des possesseurs de ceux des numé-
avaient cessé d'être une propriété communale.
s avoir fixé ces préalables, examiné les docu-
pris en considération les renseignemens ci-
tionnés, les Commissaires susdénommés ont
Convention suivante.

A défaut de titres réguliers de propriété, les
ons portées aux anciens cadastres, et les indi-
consignées dans les cahiers des numéros suivis,
lieu de titre relativement aux biens commu-
qu'il s'agit de partager, à moins qu'une posses-
contraire aux inscriptions et indications ci-dessus
, n'ait été, ou ne soit reconnue par les parties
ées.

Les biens qui en vertu du principe consacré
article précédent seront considérés comme étant
priété de la Commune en général, seront parta-
entre les deux fractions de cette Commune dans
portion de leur population respective, telle qu'elle
au vingt trois octobre mil huit cent et seize, épo-
de la remise du territoire, ou, à défaut d'un do-
qui la constate, dans la proportion de la po-
on actuelle résultant du recensement qui en a
fait, le tout conformément au tableau qui sera
au bas de la présente Convention.

III. La même proportion servira de base au par-
des biens communaux qui seront reconnus être

Digitized by Google

1834 la propriété spéciale de deux ou de plusieurs villag
ou hameaux situés les uns sur le territoire de Savoi
et les autres sur le territoire Suisse.

IV. Les fonds appartenant exclusivement à u
village ou hameau, lui seront attribués, quel que so
le territoire sur le quel ces fonds sont situés.

V. Ne seront pas compris dans le partage l
églises, presbytères, cimetières, et leurs dépendance
ainsi que les effets mobiliers apartenant aux bénéfic
ecclésiastiques; ces immeubles et ces effets mobilie
seront la propriété exclusive de la fraction de Co
mune sur le territoire de la quelle ils sont situés, sa
que l'autre fraction puisse prétendre aucune indemni
à raison de ce fait. En conséquence les Commun
Savoisiennes et Suisses ne pourront réciproquement
faire aucune réclamation pour constructions ou rép
rations faites depuis 1816 à ces églises, presbytè
et cimetières, et généralement pour toutes dépen
quelconques relatives aux dits biens.

VI. Les biens qui sont possédés indivisément p
des sociétés d'individus qui les ont mis en commu
seront considérés comme des propriétés particulière
et n'entreront point dans le partage, objet de la pr
sente Convention.

VII. Le partage des biens communaux ou le
attribution exclusive à un village ou hameau, ne po
tera aucun préjudice aux droits que des particulie
pourraient avoir acquis sur ces mêmes biens; il ne pr
judiciera pas non plus aux droits que peuvent avoir l
forains, à la charge par ces derniers de se conform
pour l'exercice de ces droits, aux lois et règleme
qui sont ou seront en vigueur dans le lieu de la s
tuation.

VIII. La part afférente à chaque partie copart
geante sera prise sur la portion des biens communa
à partager, située sur son propre territoire; les co
plémens de part seront seuls pris sur les biens situ
sur le territoire de l'autre partie.

IX. Les fonds communaux vendus postérieur
ment au vingt trois Octobre mil huit cent et seize e
treront fictivement dans la masse des immeubles à pa
tager, et seront attribués au lot de la partie qui au
fait la vente. Ces terrains seront estimés suivant le
valeur au moment de l'expertise, quelles que puisse

Digitized by Google

tre les améliorations ou détériorations survenues de- 1834
puis la vente.

X. Aussitôt que la présente Convention aura reçu l'approbation de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et du Gouvernement de Genève, il sera procédé à l'évaluation des biens communaux en raison tant de leur étendue, que de leur qualité, et ensuite à leur partage, conformément aux bases et aux principes ci-dessus établis.

Ces opérations seront faites par deux Experts, lesquels seront étrangers à la, ou aux Communes intéressées, dont l'un sera nommé par le Conseil municipal de la fraction de Commune restée Savoisienne, et l'autre par celui de la fraction devenue Suisse. Dans le cas où l'une des parties copartageantes ne serait représentée que par un feu, le chef de ce feu nommera l'expert sans que cette attribution lui donne d'autres droits que ceux qui lui sont conférés par les lois du pays auquel il appartient.

Si les Conseils municipaux, l'un d'eux, ou le chef du feu unique, le cas échéant ne nomment pas leur expert dans le délai qui aura été fixé, il sera pourvu d'office à cette nomination par celui des Commissaires qui représente le Gouvernement du pays dans le ressort du quel se trouve la partie qui sera en demeure.

En cas de dissentiment entre les Experts, il en sera référé aux Commissaires qui statueront ainsi qu'ils aviseront, à moins que le Syndic et le Maire, ou le chef de feu unique, ne conviennent entr'eux de nommer un tiers expert, ou ne tombent d'accord à l'amiable sur l'objet en contestation.

Les Experts seront assistés dans leurs opérations par des Géomètres, savoir, les Experts des Communes Savoisiennes par le Géomètre Lavanchy et ceux des Communes Genévoises par le Géomètre Cabrit. Les Commissaires sont autorisés chacun en ce qui le concerne, à pourvoir au remplacement de ces Géomètres, si cela devient nécessaire.

Le rapport des Experts, en ce qui concerne chaque Commune ou fraction de Commune, sera transmis aux Conseils municipaux qui devront, dans le terme qui leur sera donné, présenter les observations qu'ils jugeront convenables sur le travail des Experts; ils

Digitized by Google

1834 devront aussi indiquer les numéros ou partie des n
méros qui auraient été omis.

Les Commissaires prononceront irrévocableme
sur les observations aux quelles le rapport des Expe
aura donné lieu.

En cas d'omission reconnue, il sera procédé à u
expertise supplémentaire et à un nouveau rapport s
le mode de partage.

XI. Ces opérations terminées, les actes définit
du partage seront reçus par les Commissaires, en pr
sence des Syndics et des Maires, ou des fondés de po
voirs des Conseils municipaux; si les parties intéressée
ou l'une d'elles, ne comparaissent pas au jour, lieu et heu
indiqués, il sera passé outre à la rédaction de l'act
L'original des actes de partage après avoir été ins
nué ou enrégistré, restera déposé pour les Commun
Savoisiennes au bureau de l'insinuation de Saint Julie
et pour les Communes Genévoises aux Archives
l'Etat du Canton de Genève; le Receveur de l'In
nuation et l'Archiviste de Genève, chacun en ce q
le concerne, délivreront des expéditions de ces act
aux parties requérantes.

XII. Les partages faits de la manière ci-dessu
indiquée, seront irrévocables, et les parties copart
geantes ne pourront exercer les unes à l'égard de
autres, aucune espèce de recours pour quelle caus
que ce soit, même en cas d'erreur, de lésion ou d'é
viction.

L'omission dans le partage d'un ou de plusie
numéros, qui ne pourraient pas être considérés com
une dépendance de ceux spécifiés, donnera lieu à u
partage supplémentaire, qui sera fait sur les mêm
bases que le partage principal.

XIII. Les biens communaux qui demeureront
propriété de fractions de Communes, villages ou ha
meaux étrangers au territoire de la situation, seron
considérés comme propriété particulière par le Gou
vernement sous la jurisdiction du quel ils seront situé

XIV. Les contributions assises sur les fonds com
munaux situés dans l'un des deux territoires, et ap
partenant aux habitans de l'autre, cesseront d'être ré
parties sur les propriétés foncières particulières du lie
de la situation, et seront acquittées par les fraction
de Communes, hameaux, villages ou individus qui e

Digitized by Google

ront devenus, ou en auront été reconnus propriétai- 1834
s par suite et en exécution de la présente Con-
ntion.

XV. Après le partage, les parties intéressées con-
erveront le droit d'user, comme par le passé, des eaux,
ntaines, passages et chemins d'investiture ou de dé-
stiture. Ces droits, s'il en existe, seront indiqués
s le rapport des Experts, et mention en sera faite
s les actes de partage; les parties ne pourront en
ndre d'autres que ceux qui auront été mentionnés
dits actes de partage.

XVI. Non obstant le partage des biens commu-
x, les taux qui auront été régulièrement passés en-
e de la Convention du quatorze novembre mil huit
t et vingt, sortiront leur plein et entier effet; tou-
fois les fermiers ne pourront payer le prix de ferme
à celle des parties copartageantes qui sera devenue
opriétaire des objets affermés.

XVII. Il sera dressé par les Géomètres Lavanchy
Cabrit des plans figuratifs, 1o. de tous les numé-
qui, aux termes de la présente Convention doivent
e, en tout ou en partie, l'objet de l'expertise ci-
ant mentionnée, 2o. de tous les numéros qui étant
és sur l'un des deux territoires sont la propriété
fractions de Communes, villages ou hameaux dé-
adans de l'autre territoire.

Ces plans ainsi que les originaux des procès ver-
x d'expertise mentionnés dans l'article dix, seront,
ès avoir été les uns et les autres certifiés par les
missaires, déposés pour la Savoie aux Archives
l'insinuation de Saint Julien, et pour Genève aux
hives de l'Etat.

XVIII. Les valeurs mobiliaires actives et passives
'auraient possédées les Communes au vingt trois
tobre mil huit cent et seize, ainsi que celles prove-
nt de l'ascensément des Communaux, seront parta-
ées entre les fractions de ces communes dans la pro-
rtion admise pour le partage des immeubles, et dès
ue celui-ci aura été effectué.

XIX. Les dispositions relatives à chaque Com-
une en particulier ont été arrêtées par les Commis-
aires dans une Convention speciale qui aura la même
force et la même valeur que si elle faisait partie de la
présente.

Digitized by Google

1834 XX. La présente Convention sera appro
Sa Majesté le Roi de Sardaigne et par le G
ment du Canton de Genève, et les approbatio
échangées dans le délai de deux mois, ou
faire se peut.

En foi de quoi les Commissaires susnom
signé les présentes faites en double expéditi
ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève le onzième mai mil huitc e
quatre.

DE LA CHARRIERE. J. E. N

Ratifiée par le Canton de Genève le 26. *
par S. M. le Roi de Sardaigne le* 28. *ju*

Tableau

*de la population enoncé en l'article II. de l
vention qui précède.*

Désignation des communes	Population	
	Restée à la Savoie	Cédée à la Sui
Ambilly	Deux cent et un	Sept
Collonges . . .	Trois cent et trente	Neuf
Corsier	—	Cinq cent vingt et u
Hermance . . .	Six	Deux cent quatre ving
Juvigny	Trois cent et dix	—
Thairy	Quatre cent quatre vingt six	Trois cent cinquante
Veigy	Huit cent soixante et un	—
Veyrier	Quatre	Trois cent vingt
Ville La-Grand	Cinq cent et douze	Quatre cent soixante

Ce tableau présente la population existante au 23. *Octobr*

Répartition

*de la population des Communes de Thairy
Ville La-Grand entre les différens Village
les composaient avant le Traité de* 1816.

Commune de Thairy.

Villages restés Savoisiens.

Thairy et Crache	Deux cent quatre vingt dix sept	297
Norcier	Cent et trois	103
Thérens	Quatre vingt six	86

Digitized by Google

Village devenu Suisse. 1834

...nal	Trois cent cinquante quatre	354	354

Commune de ville La-Grand.

Villages restés Savoisiens.

...le La-Grand .	Quatre cent quatre vingt six	486	512
...rtie de Carraz	Vingt six	26	

Villages devenus Suisses.

...ages	Deux cent trente un	231	460
...ères			
...y			
...inges.	Deux cent vingt neuf	229	
...rtie de Carraz			

...opulation du village de Lully dépendant de la ...ommune de Bernex entièrement cédée à Genève.

Cent soixante et quinze (175.)

...opulation de la Commune de Viry d'après un recensement fait en 1834.

Villages restés Savoisiens.

...y	Deux cent soixante quatre	264	852
...gy	Deux cent cinquante huit	258	
...agny	Trois cent trente	330	

Villages devenus Suisses.

...nal	Cinq cent quatre vingt quatorze	594	876
...mpin	Deux cent quatre vingt deux	282	

Certifié conforme par nous les Commissaires soussignés

DE LA CHARRIERE. J. E. NAVILLE.

Digitized by Google

26.

Convention spéciale relative aux f communaux partagés entre ch Commune, arrêtée entre les Com saires de S. M. le Roi de Sard et ceux du canton de Genève. date du 11. *Mai* 1834.

(Traités publics de la Roy. Maison de Savoie. p. 42.)

Les Commissaires soussignés, en exécution c ticle dix neuf de la Convention de ce jour, ent conclue, ont arrêté comme suit le partage à fai fonds communaux pour les quatorze Commun après désignées. Le procès verbal relatif à c Commune indique 1o. les fonds communaux ob la Convention, 2o. les ayant droit à ces fonds, proportion d'après laquelle s'opérera le partage de qui doivent être partagés.

Commune de Viry.

Considérant d'une part, que les cures *consti* un établissement permanent, et que dès lors, elles vent compter pour un feu, lorsqu'il s'agit de la sance ou du partage des biens communaux; co rant, d'une autre part, que la maison habitée p famille Roch est située sur la partie du villag Sorral qui est restée à la Savoie, et a été réunie Commune de Viry, et qu'ainsi il est juste que famille fasse nombre pour le hameau de Viry, e pour celui de Sorral; les Commissaires ont arrê qui suit: 1o. la Cure de Viry sera comptée pou feu, il en sera de même de celle de Sorral: 2 famille Roch sera portée sur l'état de la populatio Viry, et sera rayée de l'état de la population de So

Les numéros cinq mille douze, cinq mille torze, cinq mille trente deux, sept mille cinq vingt huit, et sept mille cinq cent trent quatre (5 5014, 5032, 7528 et 7534) inscrits au cadastre d Commune de Viry, et situés sur la Savoie, appart

Digitized by Google

ent exclusivement au village Suisse d'Avusy; il en 1834
t de même du numéro onze cent soixante dix huit
1178) de la Mappe de Vallery également situé sur
voie. Les hameaux de l'ancienne commune de Viry
stés à la Savoie, n'ont et ne prétendent aucun droit
r les vingt huit autres numéros de la mappe de Viry
ués sur Suisse, et attribués par le cadastre au ha-
au d'Avusy, qui en est et demeure propriétaire ex-
sif.

Les numéros quinze cent trente sept et quinze
t trente neuf (1537 et 1539) de la mappe de Viry
és sur Savoie appartiennent au village Savoisien de
agny, et au village Suisse de Sezegnin; ils se-
nt partagés entre eux dans la proportion de trois
t trente (330) pour Malagny, et de deux cent
atre vingt deux (282) pour Sezegnin.

Le numéro cinq mille onze (5011) a été partagé
dix huit cent onze entre les habitans de ces deux
ages.

Le numéro quinze cent trente huit (1538) situé
r Savoie est la propriété exclusive du village Suisse
Sezegnin.

Les numéros trois mille huit cent soixante dix
uf, trois mille huit cent quatre vingt un, quatre
ille cent quatre vingt treize, et quatre mille deux
nt trois (3879, 3881, 4193, 4203) situés sur Savoie,
nt la propriété du village Suisse de Sorral.

Les numéros onze cent soixante huit, treize cent
ante neuf et quatorze cent dix (1168, 1339 et 1410)
ués sur Savoie sont la propriété des villages Savoi-
ns de Viry, Veigy et Malagny, et des villages Suis-
de Sorral et Sezegnin, ils doivent être partagés
re eux dans la proportion de deux cent soixante
atre (264) pour Viry; deux cent cinquante huit
258) pour Veigy, et trois cent trente pour Malagny
330); et de cinq cent quatre vingt quatorze (594)
our Sorral, et deux cent quatre vingt deux (282)
our Sezegnin, soit de huit cent cinquante deux (852)
our la Savoie, et huit cent soixante seize (876)
our la Suisse.

Les numéros cinq mille quatre cent vingt, cinq
mille quatre cent quarante quatre, cinq mille quatre
cent cinquante sept, six mille trois cent quatre vingt
un, six mille trois cent quatre, vingt quatre et six

Digitized by Google

1834 mille trois cent quatre vingt six (5420, 5444, 545 6381, 6384, 6386) situés sur Suisse, sont la propriè exclusive du village Suisse d'Athenaz.

Le cahier des récapitulations de la masse cad strale de Viry, signé Coccelli, le 14. Mai 1760, co tient encore les indications suivantes: "Communau „d'Essertet, communauté du village de l'Eluiset, co „munauté de Germagny, communauté du village „l'Hameau, communauté du village d'Humilly, co „munauté du village de Malagny, communauté du v „lage sur la Côte, communauté du village de Th „nex, communauté du village de Vers, communau „du village de Veigy, commun de Viry, communau „de Viry et du village d'Essert."

Tous les numéros attribués à ces diverses Co munautés sont la propriété exclusive des villages S voisiens, auxquels ils sont attribués par l'inscripti cadastrale; ils sont tous situés sur le territoire de Savoie.

Commune de Thairy.

Le numéro trois mille quatre cent trente ci (3435) situé partie sur Savoie et partie sur Suis pour la portion qui sera reconnue communale, distra tion faite des trois journaux et demi, qui en dix h cent huit, ont été cédés à la cure de Thairy, des on journaux cédés à Laconnex par acte du onze déce bre 1760, des trois journaux vendus à Laurent Pesa en même tems que le pré inscrit sous le numéro qu torze cent cinquante huit (1458) par contrat du mars 1770, Ribbaz notaire, et de ce qui a pu d'autres causes cesser d'appartenir à la Commu sera partagé entre la commune Savoisienne de Thai et le Village Suisse de Sorral, dans la proportion quatre cent quatre vingt six (486) pour la Savoie, de trois cent cinquante quatre (354) pour la Suiss

Le numéro quinze cent vingt trois (1523) sit sur Savoie apartient au village Suisse de Sorral.

Les numéros cent soixante dix neuf, trois ce quatre vingt, quatre cent dix neuf, quatre cent soixan sept, et trois mille quatre cent soixante seize (17 380, 419, 467 et 3476) situés sur Savoie, sont propriété du village Savoisien de Thairy.

Les numéros neuf cent neuf et neuf cent neu et demi (909 et 900½) appartiennent au village Sa

Digitized by Google

ien de Thérens; ils sont situés partie sur Savoie, 1834
tie sur Suisse.

Le numéro trois mille quatre cent trente quatre 434) situé sur Savoie appartient aux villages Savoi- ns de Thairy et de Crache.

Les numéros deux mille deux cent soixante cinq deux mille deux cent soixante six (2265 et 2266) és sur Suisse appartiennent au village Suisse de onnex.

Le numéro quatorze cent quatre vingt un (1481) sur Savoie est la propriété du village Savoisien rache.

Les numéros portés dans le cahier des récapitula- s de Thairy, sous les indications suivantes: com- e du village de Passery, commune de Laconnex, mune du village d'Avully, commune du village la petite Grave, commune du village de Cartigny, situés sur Suisse, et appartiennent à des villages ses; les hameaux restés Savoisiens n'y ont aucun t. Le numéro cent vingt six et demi (126½) de appe de Bernex dite *aux Esserts* ou à la az situé sur le territoire Suisse, est la propriété la partie restée Savoisienne de l'ancienne com- e de Thairy, et du village Suisse de Sorral; oit être partagé dans la proportion de quatre cent re vingt six (486) pour la Savoie, et de trois cent ante quatre (354) pour la Suisse.

Les numéros onze cent cinquante cinq et quatorze cinquante un (1155 et 1451) de la même mappe, la propriété des villages Savoisiens de Norcier e Thérens, commune de Thairy, et du village e de Lully, commune de Bernex, ils doivent partagés dans la proportion de cent trois (103) r Norcier, quatre vingt six (86) pour Thérens, et soixante quinze (175) pour Lully, soit dans la portion de cent quatre vingt neuf (189) pour la oie, et de cent soixante quinze (175) pour la sse.

Commune de Saint Julien.

Les trois Communautés dont se composait cette mmune avant 1816, Saint Julien, Ternier et Perly toujours possédé séparément leurs biens commu- x, et en ont joui de même. Deux de ces Com- unautés sont restées en entier sur territoire de la

Digitized by Google

1834 Savoie, ainsi que leurs biens communaux, excepté numéro cinq cent vingt (520) qui est partie sur Suis

La troisième, Perly, est devenue Suisse; ses co munaux sont sur territoire Suisse.

Ainsi il n'y a aucun partage à faire entre ces tr Communautés, qui n'ont réciproquement aucune réc mation à se faire les unes à l'égard des autres; cl cune d'elles reste propriétaire de tous les numéros scrits en son nom sur l'ancien cadastre.

Le village de Landecy devenu Suisse possède la commune actuelle de Saint Julien les numéros q torze cent quatre vingt deux, quatorze cent qua vingt trois, quinze cent cinquante, quinze cent c quante un, quinze cent cinquante deux, quinze c cinquante sept, quinze cent soixante quinze, qui cent soixante seize, quinze cent quatre vingt u un, et seize cent soixante quatre (1482, 1483, 15 1551, 1552, 1557, 1575 1576, 1581 et 1664) sont portés sur l'ancienne mappe de Compesières situés sur la portion du territoire de cette Comm qui est restée à la Savoie, et a été réunie à celle S. Julien.

Commune de Compesières.

Tous les villages qui composaient l'ancienne co mune de Compesières ont été cédés à la Suisse, cepté celui de Latoy; ce village a toujours possé des communaux particuliers qui sont situés sur ter toire de la Savoie, en conséquence, les autres villa qui composaient cette commune n'ont aucun droit les communaux de Latoy, et ce dernier village a aucun sur les autres communaux de l'ancienne co mune de Compesières.

Il n'y a ainsi aucun partage à faire.

Commune de Collonge-Archamp.

Toutes les habitations de cette commune étant stées soumises à S. M., à l'exception d'une seule a été cédée au Canton de Genève, et qui n'a dr que sur les communaux de Collonge; tous les comm naux portés sur l'ancien cadastre au nom de Collon et inscrits sur les numéros trente cinq, deux cent c quante neuf, trois cent trente deux, quatre cent qu tre vingt cinq, sept cent soixante huit, huit cent tren neuf cent cinq, mille dix neuf, onze cent un, o

Digitized by Google

cent deux, onze cent trois, onze cent six, onze cent douze, et deux mille quatre cent quarante sept (35, 259, 332, 485, 768, 830, 905, 1019, 1101, 1102, 1103, 1106, 1112, et 2447) seront partagés dans la proportion de trois cent trente (330) pour la Savoie, et de neuf (9) pour la Suisse. 1834

Tous ceux inscrits au nom *d'Archamp* restent la propriété exclusive de ce hameau.

Le village devenu Suisse de Landecy possède sur Collonge-Archamp les numéros dix neuf cent soixante ..., deux mille soixante treize, deux mille quatre ...gt, deux mille quatre vingt un (1963, 2073, 2080 et 2081) qui lui appartiennent exclusivement.

Commune de Bossey-Troinex.

Les numéros quatre vingt onze, quatre vingt douze, deux cent cinq, deux cent dix, deux cent trente six, deux cent cinquante cinq, deux cent cinquante huit, trois cent soixante douze, trois cent quatre vingt dix huit, cinq cent soixante dix, et douze cent soixante seize (91, 92, 205, 210, 235, 236, 255, 258, 372, 398, 570 et 1276) situés sur Savoie appartiennent à la commune Savoisienne de Bossey.

Cependant les individus ci-après désignés, quoique devenus Genévois par la cession d'Evordes, ont droit à l'affouage sur ceux des numéros ci-devant spécifiés, qui produisent des bois ou brousailles, les quels seront désignés dans le rapport des experts; ce sont 1o. Ecuyer Jean fils de feu Gabriel Marc et de Françoise Pallen: 2o. Duvillard Jean Claude de Lancy propriétaire à l'Evorde: 3o. les hoirs Jacquier représentés par la Dame Dusonchet née Louise Jacquier à Evorde, la femme de Jean Claude Corajod domiciliée à Collonge sous Salève, et veuve Petit domiciliée à Lancy: 4o. les hoirs de Jacques Louis Dumarest.

Les numéros huit cent dix huit, huit cent quarante cinq, mille quatre vingt quatre, et mille quatre vingt dix huit (818, 845, 1084, 1098) situés sur Suisse, sont la propriété du village Suisse de Troinex.

La commune de Bossey n'a aucun droit sur les numéros inscrits sur le cadastre de la commune de Veirier au nom du Village de Troinex.

Il n'y a ainsi aucun partage à opérer entre Bossey et Troinex.

Digitized by Google

1834 *Commune de Veirier.*

Le numéro dix sept, pour la portion réstée
munale, et les numéros cent dix neuf, cent
deux et cent soixante (17, 119, 122 et 160) situ
trois premiers sur Savoie et le dernier sur S
appartiennent à la commune de Veirier, dont
les habitations, à l'exception d'une seule, ont é
dées au Canton de Genève. Ces quatre numér
ront partagés dans la proportion de quatre (4)
la Savoie, et de trois cent vingt (320) pour la S

Le numéro trois cent vingt cinq et demi (3
inscrit à l'ancien cadastre sous le nom de la commu
Veirier est possédé par plusieurs particuliers de Mon

Le numéro trois cent quarante trois et
(343½) ainsi que les fractions du numéro dix sept
qui sont portées sur la matrice des rôles d'impos
de la commune d'Etrambières, section C, sou
numéros treize, quinze, vingt deux, et vingt
(13, 15, 22 et 23) étaient inscrits sur l'ancien
stre sous le nom de la commune de Veirier; m
nant c'est une société collective qui jouit de la c
des bois; la commune a conservé le droit de patu
La cure jouit depuis vingt ans du numéro vingt
(23). La maison restée Savoisienne aura droit au
turâge ci-devant mentionné.

Tous les autres numéros portés sur l'ancien c
stre au nom de la Commune sont possédés par
particuliers.

Le numéro dix sept (17) pour la portion r
à Veirier, ainsi que les numéros cent dix neuf et
vingt deux (119 et 122) de l'ancienne mappe de
rier correspondent aux numéros deux bis, treize, qu
vingt deux, vingt trois, cent treize, cent soixante
sept, trois cent quatre, section C (2 bis, 13, 15,
23, 113, 177, 304, section C) de la matrice des r
des contributions pour la commune d'Etrambières;
les fonds inscrits sous ces numéros seront spécialen
indiqués dans le plan que dresseront les Géomè
Lavanchy et Cabrit.

Commune de Chesne Thonex.

D'après l'ancienne mappe cette Commune po
dait quatre numéros, mais les Commissaires ont
connu qu'ils avaient tous été aliénés avant 1816,

Digitized by Google

cette époque la Commune ne possédait plus aucun 1834
communal.

es quatorze numéros inscrits sur l'ancien cada-
n nom de la communauté de Gaillard sont situés
voie et possédés pour la plus part par des So-
indivises composées par de Savoisiens et de
, ceux des fonds inscrits sous ces numéros qui
ent une propriété communale, appartiennent ex-
ent au hameau Savoisien de Gaillard.

douze numéros inscrits sur l'ancien cadastre
de la communauté de Vernaz sont la pro-
sociétés collectives également composées de
s et de Suisses, à l'exception du numéro
ent quarante cinq (445) qui est une place et
rtient à Vernaz. Ils ont tous été partagés.
de même du numéro onze cent deux (1102).
ro cinq cent quatre vingt treize (593) ap-
un village Savoisien de Vallard.

Commune d'Ambilly.

numéros cinquante un, soixante dix sept,
dix huit, trois cent soixante dix neuf, trois
re vingt (51, 77, 78, 379, 380) situés sur
Suisse, et les numéros cent trente sept, cent
huit, cent quarante six, cent quarante sept,
nt cinquante six, deux cent cinquante sept,
ent quatre vingt douze, trois cent treize et trois
atre vingt treize (137, 138, 146, 147, 256,
2, 313 et 393) situés sur le territoire de la
sont la propriété de la commune d'Ambilly, leur
est d'environ cent quarante journaux, trois cent
vingt treize toises, trois pieds, distraction faite
qui a cessé d'être une propriété communale.

outes les habitations de la commune d'Ambilly
stées soumises à S. M., à l'exception d'une seule
devenue Suisse, en conséquence les fonds com-
x inscrits sous les numéros ci-devant désignés
partagés entre les deux fractions de l'ancienne
une d'Ambilly dans la proportion de deux cent
01) pour la Savoie et de sept (7) pour la Suisse.

ous les numéros portés sur l'ancien cadastre
illy au nom de la commune de Crète dépendante
anton de Genève, appartiennent exclusivement à

Digitized by Google

1834 cette Commune, et la partie de la commune d'An restée Savoisienne n'y a aucun droit.

Commune de Ville-la-Grand Présinges.

Les numéros cent onze, deux cent quarante six cent quarante cinq (111, 248, 645) situés Savoie, et six cent quarante neuf, douze cent v douze cent quarante, treize cent, et dix sept quatre vingt dix neuf (649, 1220, 1240, 1300, 1 situés sur Suisse, sont la propriété de la partie r Savoisienne de l'ancienne commune de Ville-la-Gr non compris le hameau de Carraz, et de la p devenue Suisse de la même Commune, non compri hameaux de Présinges et de Carraz. Les fond scrits sous ces numéros seront partagés dans la portion de quatre cent vingt six (486) pour la Sa et de deux cent trente un (231) pour la Suisse.

Le numéro huit cent quatre vingt quatre (8 situé sur Savoie appartient exclusivement au vil Savoisien de Crest.

Les numéros neuf cent quatre vingt seize, neuf cent quatre vingt dix huit (996 et 998) si sur Suisse, quant à ce dernier pour la portion vendue, appartiennent exclusivement au village Su de Présinges.

Les numéros mille quatre vingt quatorze, n quatre vingt dix huit, et onze cent treize (10 1098 et 1113) situés sur Suisse appartiennent au lage Savoisien et Suisse de Carraz et au village Su de Présinges, ils seront partagés dans la propor de vingt six (26) pour la Savoie, et deux cent v neuf (229) pour la Suisse.

Les numéros vingt deux et vingt trois (22 et section B du nouveau plan, situés sur Suisse ap tiennent au village Savoisien et Suisse de Carraz; seront partagés dans la proportion de vingt six (pour la Savoie, et de cent trois (103) pour la Sui

Commune de Juvigny.

Les numéros un, trois, cent quarante six, quarante sept, cent quarante huit, et cent quara neuf (1, 3, 146, 147, 148 et 149) situés sur Sav appartiennent exclusivement à la commune de Juvig dont tous les habitans sont restés Savoisiens.

Digitized by Google

Le numéro huit cent quatre vingt (880) de la 1834
appe de Juvigny, situé sur Suisse, sera divisé en
eux lots égaux, dont l'un appartiendra à la commune
e Juvigny, l'autre au hameau Suisse de Présinges.

Commune de Veigy.

Aucune des habitations de la commune de Veigy
yant été cédée à Genève par le Traité du seize
rs 1816, tous les biens communaux qu'elle possédait
ette époque appartiennent exclusivement à la partie
ette Commune restée soumise à S. M.

Le numéro deux mille six cent onze (2611) de
ienne mappe, dit *paccage aux poules*, situé sur
roie et de la contenance de deux journaux cinquante
is toises et sept pieds, est la propriété indivise de
elques particuliers du village Savoisien de Crevy,
du village Suisse de Chevrens, ainsi que cela ré-
te d'un acte du 15 novembre 1599, Merme notaire.

Commune d'Hermance.

Les numéros cent quarante six, quatre cent trente
f, quatre cent quarante deux, cinq cent six, cinq
t quarante, cinq cent quarante un, cinq cent quatre
gt un, cinq cent quatre vingt trois, six cent dix
it, huit cent vingt neuf, huit cent cinquante six,
it cent cinquante sept, et huit cent cinquante neuf
6, 439, 442, 506, 540, 541, 581, 583, 618, 829,
, 857 et 859) situés sur Savoie, ainsi que les nu-
ros cinq cent quatre vingt deux, six cent soixante
neuf, six cent quatre vingt deux, douze cent
, treize cent douze, et quinze cent vingt un (582,
, 682, 1202, 1312 et 1521) situés sur Suisse sont
propriété de l'ancienne commune d'Hermance; ils
entent une étendue d'environ cent six journaux,
atre cent cinquante cinq toises et deux pieds de
nq cent toises le journal, ou de cent trente trois
urnaux, deux cent cinquante cinq toises et deux
ieds de quatre cent toises le journal.

Toutes les habitations de cette commune ont été
cédées au Canton de Genève, à l'exception d'une
seule qui est restée Savoisienne. Tous les fonds com-
munaux inscrits sous les numéros ci-devant désignés,
seront divisés entre les deux fractions de la dite Com-
mune, dans la proportion de six (6) pour la Savoie,

Digitized by Google

1834 et de deux cent quatre vingt seize (296) pour Suisse.

Commune de Corsier.

Aucune des habitations de cette commune, n'éta restée à la Savoie, tous les fonds communaux inscr à l'ancien cadastre au nom de la commune appartie nent exclusivement à la portion de cette Commune d venue Suisse.

Les dispositions ci-dessus convenues seront in vocables et ne pourront être modifiées, pour que cause et sous quel prétexte que ce soit excepté da les deux cas suivans: 1o. s'il y a erreur ou omissi dans l'indication des numéros; 2o. si des droits propriété particulière sont établis sur la totalié, sur une partie de quelques uns des fonds compris da la masse de ceux attribués aux Communes.

La présente convention n'aura son effet que s l'approbation de l'autorité supérieure.

En foi de quoi les Commissaires susnommés o signé les présentes, faites en double expédition, et ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève, le onzième de Mai mil huit ce trente quatre.

(L. S.) DE LA CHARRIERE.
(L. S.) J. G. NAVILLE.

(Ratifiée par la République de Genève le 26. Mai 183 et par S. M. le Roi de Sardaigne le 28. Juin 183

27.

Publication concernant le renouvel lement de la convention d'étappe subsistante entre la Prusse et l Hesse-électorale, du 12. Mai 1834.

(Sammlung von Gesetzen für Kurhessen. Jahr 183 Nro. VIII.)

Nachdem die zwischen den Bevollmächtigten Seine Majestät des Königs von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten von Hessen zu Berli am 9ten Mai 1817 abgeschlossene und am 16ten un

Digitized by Google

sten Mai 1817 allerhöchst ratificirte Durchmarsch- 1834
d Etappen-Convention bereits mit dem Jahre 1821 abgelaufen ist, und seitdem nach Maasgabe des §. 52. derselben nur stillschweigend fortgedauert hat, das gegenseitige Bedürfniss aber eine Modification mehrerer darin enthaltenen Bestimmungen erheischt; so haben die beiderseitigen betreffenden Staatsministerien kraft ihnen von deren Gouvernements ertheilten Autorisation nachstehende anderweite Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen.

Erster Abschnitt.

Feststellung der Militärstrassen, der Etappen-Hauptorte und deren Bezirke, sowie der wechselseitigen Entfernung derselben.

Art. 1. Die Militärstrasse von Heiligenstadt über Witzenhausen und Cassel nach Warburg wird Königlich-preussischer Seits nach Maasgabe des Staatsvertrags vom 16. October 1815 zwar fortwährend vorbehalten, jedoch zugleich erklärt, dass dieselbe nicht anders benutzt werden soll, als wenn dem kurfürstlich-hessischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten drei Monate zuvor davon Nachricht ertheilt worden ist.

Für diesen Fall werden Witzenhausen und Cassel zu Etappen-Hauptorten bestimmt und die Entfernung von Heiligenstadt nach Witzenhausen auf drei Meilen, von Witzenhausen nach Cassel auf vier und eine halbe Meilen und von Cassel nach Warburg gleichfalls auf vier und eine halbe Meilen festgesetzt.

Art. 2. Für die Militärstrasse von Coppenbrügge nach Minden wird auf dem kurhessischen Gebiete die Stadt Oldendorf zum Etappen-Hauptorte bestimmt, mit einem Bezirke, welcher die Ortschaften Grossen-Wieden, Kleinwieden, Kohlenstädt, Ostendorf mit Hof Coverden, Welsede, Roden, Barksen, Segelhorst, Zersen, Krückeberg, Weibeck, Höfingen, Fischbeck, Pötzen, Haddensen und Wickbolsen umfasst.

Die Entfernung von Coppenbrügge nach Oldendorf wird auf drei und eine halbe Meilen, und von Oldendorf nach Minden auf drei und dreiviertel Meilen festgesetzt.

Digitized by Google

1834 Art. 3. Für die Militärstrasse von Erfurt dem Rheine, in der Richtung von Berka Vacha nach Alsfeld, wird in dem kurhess Gebiete die Stadt Hersfeld zum Haupt-Etapp bestimmt, und derselben die Ortschaften Ei nebst Mühle, Asbach, Kohlhausen, Be hausen, Niederaula, Hattenbach, Ker hausen, Mengshausen, Oberjossa, Ni jossa, Kalkobes, Oberrode, Katus, bach, Petersberg, Bingartes nebst Mühle terhaune, Sorga, Friedewald und Lautenh zum Bezirk für kleinere, und ausserdem die Or ten Mecklar, Meckbach, Tann, Rohr Kleba, Kirchheim, Gershausen, Frieli Reckerode, Solmes, Oberhaune, Meise Gittersdorf, Almershausen, Hedders Gossmannsrode, Ober- und Untergeis Bezirk für grössere Durchmärsche beigelegt.

Die Entfernung von Berka nach Hersfeld auf vier Meilen, von Vacha nach Hersfel drei und eine halbe Meilen und von Hersfeld Alsfeld auf vier Meilen festgesetzt.

Art. 4. Auf der Kurhessen vertragsmässig z henden Militärstrasse von Carlshafen nach Rin wird die Stadt Höxter mit dem Bezirke von H sen, Godelheim, Schloss Corvey, Lüch gen, Albaxen, Brenkhausen, Böxen und stenau, wie auch Lügde und Gegend zu Eta plätzen bestimmt, und die Entfernung von C hafen nach Höxter auf zwei und eine halbe M und die von Höxter nach Lügde auf drei M festgesetzt.

Art. 5. Die königlich-preussischen Truppen d nur die in den Artikeln 1, 2 und 3 genannten Eta orte berühren. Kleinere dagegen handelnde Ab lungen werden an die nächste königlich-preuss Militärbehörde abgeliefert. Grössere Abtheilungen den der königlich-preussischen Liquidations-Beh angezeigt, welche die Leistungen aller Art, so d ben verursacht haben, in den kostenden, von den fürstlichen Beamten attestirten Preisen, nicht we jeden durch einen solchen Marsch entstandenen Sch nach der pflichtmässigen Taxation dreier im 4 Artikel dieser Convention näher bezeichneten Taxat

Digitized by Google

bezahlen verbunden ist. Eben diese Bestimmungen 1834
len auch bei den kurfürstlich-hessischen Truppen
f der Militär-Route von Carlshafen nach Rinteln
att.

Art. 6. Die königlich-preussischen Truppen sind
halten, auf jeden zum Etappenbezirk gehörenden
d von der kurfürstlichen Behörde ihnen angewiesenen
t zu gehen. Nur müssen diejenigen, welche Artil-
e, Munitions- oder andere bedeutende Transporte
sich führen, stets an solche Ortschaften angewiesen
den, welche hart an der Militärstrasse liegen.
e Detaschements bis zu fünfzig Mann werden
d in solche Barackenstuben gelegt, als im 16ten
kel dieser Convention erwähnt sind, sobald der-
ichen Barackenstuben eingerichtet seyn werden.

Art. 7. An jedem Etappen-Hauptorte wird eine
rfürstliche Etappen-Behörde ernannt, um alle Ein-
artirungs-, Verpflegungs- und Transport-Angele-
heiten zu besorgen, sowie die Etappen-Polizei zu
en.

Art. 8. Zur Handhabung der Ordnung bei den
chmarschirenden Truppen, sowie zur Vermittelung
r Liquidation und Bezahlung der Verpflegungs-,
nsport- und anderer Kosten wird Seitens der königl.
-preussischen Regierung ein eigener Etappen-In-
ktor zu Hersfeld angestellt, welcher jedoch von der
dt weder Quartier, noch Verpflegung, noch son-
e Vortheile erhalten soll, er darf sich auch nicht
ie den Landesbehörden zustehende Geschäftsfüh-
g mischen.

Art. 9. Königlich-preussischer Seits sollen zur Un-
terhaltung der Communication keine stehenden Truppen-
mandos aufgestellt werden, noch irgend eine Ein-
richtung zu solchem Zwecke auf dem kurhessischen
biete Statt finden.

Zweiter Abschnitt.

Von der Instradirung der Truppen, Einrichtung der Marschrouten u. s. w.

Art. 10. Die Marschrouten für die königlich-preussi-
schen Truppen, welche durch die kurhessischen Lande
marschiren, können nur allein von dem königlich-
preussischen Kriegs-Ministerium und dem königlichen

Digitized by Google

1834 General-Commando in Sachsen, Westphalen und a
Rhein mit Gültigkeit ertheilt werden, weil den b
nannten Truppen auf die von anderen Behörden g
gebenen Marschrouten weder Quartier noch Verpfl
gung u. s. w. verabfolgt wird.

Von kurhessischer Seite ertheilt das Kriegs-Mi
sterium zu Cassel allein die Marschrouten für die durc
die königlichen Staaten auf der bestimmten Militärstra
marschirenden kurhessischen Truppen.

Art. 11. In den solchergestalt ausgestellten Mars
routen wird die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unte
offiziere, Soldaten, Soldatenfrauen, Soldatenkinde
Offiziers-Bedienten) und Pferde, wie die ihnen z
kommende Verpflegung und der Bedarf an Transpor
mitteln auf das Genaueste bestimmt, und kann übe
das darin angegebene Quantum nichts verlangt, no
gegeben werden.

Die kurfürstlichen Behörden sollen von den Durc
märschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werde
und ist in dieser Hinsicht Folgendes festgesetzt.

Den Detaschements bis zu fünfzig Mann ist Tag
zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, und b
der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden.

Grössere Detaschements sollen drei Tage zuvo
angezeigt werden. Ganze Bataillons, Escadrons u. s. w
müssen nicht allein wenigstens acht Tage vorher an
gemeldet, sondern es soll auch die betreffende Provin
zial-Regierung acht Tage zuvor durch die königliche
Behörden von dem Durchmarsche benachrichtigt un
requirirt werden.

Einer solchen Truppen-Abtheilung und wenn ei
oder mehrere Regimenter durchmarschiren sollen, mus
ein Offizier oder Commissair, welcher von der Za
und Stärke der Regimenter, und von ihrem Beda
an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankun
u. s. w. genau unterrichtet ist, drei Tage vorausgehen
um die Dislocation dergestalt zu bewirken, dass a
ein und demselben Tage in einem Etappenbezirke ni
mehr als ein Regiment Fussvolk oder Reiterei eintreffe

Art. 12. Für den Fall, dass die Stadt Hersfel
mit einer kurfürstlichen Garnison belegt seyn sollte
wird derselben, soviel wie möglich, Verschonung mi
Einquartirung von durchmarschirenden Truppen zuge
sagt und dieselbe alsdann nur mit dem Staabe beleg

Digitized by Google

Es wird aber für die von Erfurt nach dem 1834
eine und umgekehrt marschirenden königlich-preussi-
en Truppen in dem Etappenbezirk Hersfeld ein
hetag dergestalt zugestanden, dass derselbe mit
n benachbarten Etappen Alsfeld und Vacha mit
erka in Zeit-Abschnitten von drei Jahren alternirt
d Hersfeld bei diesem Turnus auf Vacha mit
rka folgt, dergestalt, dass der Rasttag hier erst
fordert werden kann, wenn derselbe auf jeder der
pen Alsfeld und Vacha mit Berka drei Jahre
rch gehalten worden ist; nach den mit der gross-
glich-hessischen und grossherzoglich-sächsischen
ierung bestehenden Verträgen nimmt dieser Ruhe-
mit dem 1sten October 1834 seinen Anfang. Auch
d den Remonte-Commando's gestattet, nach em-
ngener Remonte nur halbe Etappenmärsche mit
chtquartier zu Oberjossa, Breitenbach, Frie-
wald und Lautenhausen zu machen, jedoch
die Etappen-Commission im Voraus hiervon zu be-
richtigen.

Art. 13. In der Regel erhält der General drei, Staabs-Offizier zwei und der Subaltern-Offizier Zimmer; wenn jedoch die Anzahl der Truppen oder Orts Gelegenheit so viel Zimmer zu geben nicht stattet; so müssen die Truppen sich mit Wenigerem nügen und das Zusammenlegen gefallen lassen.

Dritter Abschnitt.

quartirung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.

Art. 14. Einzeln reisende, mit Marschrouten ver-
ne, Offiziere und Militairbeamten erhalten zwar
rtier und Vorspann, die Frauen und Kinder der-
en sind dazu jedoch nie berechtigt.

Art. 15. Beurlaubte und nicht im Dienst befind-
he Militärpersonen haben weder auf Quartier noch
f Verpflegung und Transportmittel Anspruch zu ma-
en, insofern sie sich nicht durch eine Marschroute
gitimiren können.

Art. 16. Die zum Quartier und Verpflegung be-
chtigten Truppen, welche die Unteroffiziere und
oldaten, auch Offiziers-Bedienten und Train-Solda-
n, desgleichen die in Marschrouten ausdrücklich be-

Digitized by Google

1834 merkten Soldatenfrauen und Soldatenkinder in s
begreifen, und wobei zwei Kinder für einen K
zu rechnen sind, werden auf die Anweisung der Et
penbehörde entweder bei den Einwohnern oder in
rackenstuben einquartirt und verpflegt; es findet a
von Seiten des preussischen Gouvernements weder
Ganzen noch in einzelnen Artikeln einige Naturalli
rung Statt. Die Anlage solcher Barakenstuben,
che in Wirths- oder sonstigen, dazu schicklichen
sern Statt finden soll, bleibt dem kurfürstlichen
vernement überlassen und anheimgestellt. An Ger
schaften in diesen für Unteroffiziere und Gemeine
stimmten Barackenstuben werden nur hinreiche
Stühle oder Bänke, Hakenbretter und Lagerstroh
fordert.

Art. 17. Die Commandirenden haben über die
den Quartierwirthen gestellte Naturalverpflegung
über die sonstigen Leistungen ordnungsmässige
liche und hinreichend specielle Bescheinigungen
ertheilen, in welche auch alle verpflegten Offi
jederzeit mit aufzunehmen sind; diese Bescheini
gen sind an die Ortsbehörden abzugeben. Sol
diese nicht gehörig ausgestellt oder ganz verweig
werden, so soll die von der Etappenbehörde pflicht
ssig geschehene Attestation der auf die Marschro
geleisteten Lieferungen aller Art bei der Liquida
als gültige Quittung angenommen werden.

Art. 18. Zur allgemeinen Regel dient zwar,
der Offizier so wie der Soldat mit dem Tische s
Quartierwirths zufrieden seyn muss, jedoch kann
der Unteroffizier und Soldat, auch jede andere
diesem Grade gehörige Person, in jedem ihm an
wiesenen Nachtquartier, sey es bei den Einwohn
oder in den Barackenstuben, verlangen:

zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod,
halbes Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des
tags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit geh

Frühstück, Bier, Branntwein und Kaffee k
aber nicht anders als gegen baare Bezahlung an
Unteroffizier und Soldaten gereicht, dagegen soll
den Ortsobrigkeiten dafür gesorgt werden, dass B
und Branntwein in den quartiergebenden Gemein
bei Schenkwirthen vorräthig ist, und dass der Sol
nicht übertheuert wird.

Digitized by Google

Art. 19. Jeder Subaltern-Offizier bis zum Capi- 1834
in ausschliesslich erhält, ausser Quartier, Holz und
icht, zur Mahlzeit Brod, Suppe, Gemüse und ein
lbes Pfund Fleisch, auch zu Mittag und Abend je-
smal eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend ge-
rauet wird, zum Frühstück aber Kaffee, Butterbrod
d ein drittel Schoppen Branntwein. Der Capitain
nn ausser der vorerwähnten Verpflegung des Mit-
s noch ein Gericht verlangen. Die Frauen und
der der Offiziere haben aber auf Verpflegung kein
ht.

Art. 20. Staabs-Offiziere, Obersten und Generale
östigen sich in der Regel auf eigene Rechnung
den Wirthshäusern, und berichtigen die Kosten da-
r unmittelbar selbst.

Werden sie in Landgemeinden verlegt, wo vor-
ssichtlich die Wirthshäuser nicht dazu geeignet sind,
aber der eine oder der andere Quartiergeber für
ständige Kost zu sorgen im Stande ist, so sollen
se dazu verpflichtet und zu der in nachfolgendem
ikel bezeichneten Vergütung berechtigt seyn, welche
betreffende Officier unmittelbar an den Quartier-
ber bezahlen soll.

Art. 21. Für die Einquartirung und Verpflegung
r hierauf angewiesenen Militärpersonen werden nach
rschiedenheit der Grade die folgenden Vergütungs-
tze von jedem Nachtquartier bezahlt:

r den Soldaten und eine jede in diesem Grade stehende Militärperson, auch jeden Offiziersbedienten	4 Ggr.
jeden Unteroffizier	4 —
den Lieutenant oder Militärbeamten dieses Ranges	12 —
r jeden Capitain oder Militärbeamten dieses Ranges	16 —
r jeden Major oder Oberst-Lieutenant . .	1 Thlr.
r jeden Oberst oder General . .	1 Thlr. 12 Ggr.

ies in Gold, den Thaler zu 24 Ggr. und den Fried-
ichsd'or zu fünf Thalern gerechnet, und in Silber
it $5\frac{2}{3}$ Thlr. Courant vergütet.

Für die Soldatenfrauen und Soldatenkinder, inso-
fern sie durch die Marschrouten überhaupt auf Ver-

Digitized by Google

1834 pflegung berechtigt sind, wird die nämliche Vergütung wie für die Soldaten, jedoch mit dem Unterschied g leistet, dass für zwei Kinder mehr nicht als für ei Frau bezahlt wird.

Art. 22. Die Bezahlung für die Beköstigung d mit Anspruch auf Verpflegung durch das königlich preussische Gebiet marschirenden kurhessischen Tru pen erfolgt ebenfalls nach den im Art. 21 ausgedrück ten Vergütungssätzen

Art. 23. Sollten hin und wieder durchmarsch rende königlich preussische Soldaten unterwegs krank werden oder Verwundungen erhalten, und ohne Ge fahr bis zur nächsten preussischen Etappen-Inspec tion nicht zu transportiren stehen; so sollen dieselbe auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappen Hospital verpflegt werden, welches in Herstel seyn und worüber der königliche Etappen-Inspecto die Aufsicht und Berechnung führen soll. Das Lok zu diesem Etappen-Hospital soll von der kurhessischen Regierung unentgeltlich angewiesen werden; für d Anschaffung der erforderlichen Effecten, Verköstigung Arznei, sowie für alle anderen Bedürfnisse hat da königlich-preussische Gouvernement aber selbst zu sor gen und die Kosten durch Vermittelung des königli chen Etappen-Inspectors unmittelbar entrichten zu lasse

Art. 24. Die Etappen-Behörden und Orts-Obrig keiten sollen für gute und reinliche Stallung sorgen königlich-preussischer Seits ist es dagegen bei nach drücklicher Strafe untersagt, dass die preussische Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen die Pferde der Quartiergeber aus den Ställen ziehen und die ihrigen hineinbringen lassen.

Art. 25. Der Fouragebedarf wird in das in den Etappen-Hauptorte zu errichtende verhältnissmässig Etappenmagazin durch Lieferanten beigeschafft, und das zum Magazin erforderliche Lokal durch Letzteren gestellt.

Von den Quartiergebern darf aber in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage anders, als in der im folgenden 28sten Artikel bestimmten Art verlangt werden.

Art. 26. Die Fourage-Lieferung wird, für einen von dem königlichen Etappen-Inspektor zu bestim menden Zeitraum, in seiner oder seines Bevollmäch-

Digitized by Google

gten Gegenwart durch die kurfürstlichen Behörden 1834
ffentlich an den Mindestfordernden versteigert, und
dabei die Reduction der königlich-preussischen leichten
nd schweren Fourage-Rationen auf hessisches Maas
nd Gewicht zum Grunde gelegt. Der erwähnte kö-
gliche Inspektor ist berechtigt, einen zweiten Ver-
igerungs-Termin zu verlangen und abhalten zu
ssen, wenn die Preise des ersten Termins ihm zu
h scheinen, in welchem Falle auch Ausländer con-
iren können. Wenn der zweite Termin kein dem
glichen Interesse zusagendes Resultat giebt; so
t dem königlich-preussischen Etappen-Inspektor
behalten, direct oder aus freier Hand die nöthigen
rsorgungs-Maasregeln in Betreff der erforderlichen
urage zu treffen, wobei In- und Ausländer in glei-
er Weise concurriren können.

Die Bezahlung für die von den Lieferanten aus
n Magazinen verabreichte Fourage wird durch die
rmittelung der königlichen Etappen-Inspektoren so-
t nach erfolgter Liquidation der darüber vorgeleg-
n Rechnung und Quittungen u. s. w. an die Lieferan-
n ohne Abzug entrichtet.

Art. 27. Die Fourage wird gegen ordnungsmässige,
n den königlichen Etappen-Inspectoren zu visirende
ittungen der Empfänger aus den Magazinen nach
igem Maas und Gewicht abgegeben.

Die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten sollen
n der Etappenbehörde sofort regulirt und entschie-
n werden.

Wenn die Zeit es nicht erlaubt, die Fourage aus
n Etappenmagazin beizuschaffen und die zu dem
ppenbezirke gehörenden bequartirten Ortschaften
rmeidlicherweise die Fourage im Ort selbst liefern
ssen; so stehet es den Gemeinden jederzeit frei,
lche nach hessischem Maas und Gewicht selbst aus-
geben, und haben die Commandirten der Detasche-
nts dieselben von den Orts-Obrigkeiten zur weiteren
istribution gegen ordnungsmässige, gehörig autorisirte
uittungen in Empfang zu nehmen, das hessische
aas und Gewicht der preussischen Rationen ist des-
alb allen Ortsbehörden von der Etappen-Commission
ekannt zu machen. Im Falle die Quittungen über-
haupt verweigert oder vor dem Abmarsche der Truppen
den Orts-Obrigkeiten gar nicht eingehändigt werden;

Digitized by Google

1834 so soll die im 17ten Artikel für einen solchen Fall b
stimmte Verfügung und Abhülfe ohne gegenseitig
Einwendung erfolgen.

Art. 29. Durch die Vermittelung der königlic
preussischen Etappenbehörde wird an die kurhessisc
Regierung zur weiteren Vertheilung an die Orts-Obri
keiten für die von diesen letzteren unvermeidlich g
lieferte Fourage der nämliche Preis bezahlt, welch
die Lieferanten erhalten haben würden, wenn aus
Magazinen wäre fouragirt worden. Hat die Liefer
durch Versäumniss des Entrepreneurs nicht Statt g
funden, so leistet dieser der Gemeinde noch ein
Zuschuss von fünf Prozent.

Art. 30. Das königlich-preussische Gouverneme
vergütet die Kurkosten für die etwa krank zurückg
lassenen Pferde auf die von den kurfürstlichen Beh
den attestirten Rechnungen.

Art. 31. Die durchmarschirenden Truppen bez
len selbst alle Wagen-Reparaturen, Pferdebeschl
und sonstige Bedürfnisse an Schuhen gleich baar
den kostenden Preisen.

Vierter Abschnitt.

Vorspann und andere Transportmittel, auch Fus boten betreffend.

Art. 32. Die Transportmittel werden gegen or
nungsmässige und zur rechten Zeit ertheilte Quitt
gen den durchmarschirenden Truppen nur auf An
sung der Etappenbehörden und in soweit verabreic
als das deshalb Nöthige in den förmlichen Marschro
ten bemerkt worden.

Art. 33. Für Kranke (mit Ausnahme derer, welc
unterwegs krank geworden sind und ihre Unfähigk
zu marschiren durch das Attest eines approbirt
Arztes oder Wundarztes nachgewiesen haben), f
Tornister und Gewehre kann in den Marschrouten ke
Transportmittel verlangt, und eben so wenig von d
Quartiermachern oder von den Commandeurs der Tru
pen selbst requirirt werden.

Art. 34. Die Etappenbehörden haben dafür
sorgen, dass es an den nöthigen und gehörig verlan
ten Transportmitteln nicht fehle, und dass sie an d
ihnen vorgeschriebenen Orten zur rechten Zeit eintreffe

Digitized by Google

Art. 35. Unter Transportmitteln werden nur mit 1834
wei, drei und vier Pferden bespannte Leiterwagen,
esgleichen angeschirrte Vorspannpferde, auch Zug-
hsen verstanden, und sollen sechs Ochsen vier Pfer-
n gleich gerechnet und ein zweispänniger Wagen
das Minimum von Transportmitteln betrachtet und
rgütet werden. Chaisen können niemals, und Reit-
rde nur von solchen verlangt werden, welche sich
ch eine Ordre des commandirenden königlichen
iers, als dazu berechtigt, auszuweisen vermögen.

Art. 36. Auf ein Zugpferd soll nie mehr als vier
vier und ein halber, höchstens fünf Centner ge-
hnet werden.

Art. 37. Wenn bei Durchmärschen starker Armee-
rps der Bedarf der Transportmittel für jede Abthei-
g nicht bestimmt angegeben worden und die vor-
schriebene Ordnung solchemnach nicht genau beob-
tet werden kann; so soll der Commandeur der in
em Ort bequartirten Abtheilung zwar befugt seyn,
e nöthigen Transportmittel auf seine eigene Verant-
rtung zu requiriren; dies muss aber schriftlich ge-
hehen und an die Ortsobrigkeit gerichtet seyn, welche
r die Stellung sothaner Mittel zu sorgen, wogegen
er der vorgedachte Commandeur auch sofort an die
rtsbehörde die im Art. 43 vorgeschriebene Vergütung
leisten hat.

Art. 38. Die durchmarschirenden Truppen oder
eln reisende, zu Transportmitteln berechtigte Mili-
personen, welche auf einer Etappe eintreffen, wer-
den andern Morgen weiter geschafft, sie können
dann verlangen, am nämlichen Tage weiter trans-
rt zu werden, wenn deshalb eine ordnungsmässige
eige Tags zuvor gemacht worden, widrigenfalls
sen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etap-
n zurücklegen wollen, Extrapostpferde auf eigene
osten nehmen.

Art. 39. Die quartiermachenden Commandirten dür-
n auf keine Weise Transportmittel für sich requiri-
en, wenn sie sich nicht durch eine schriftliche Ordre
ires Regiments- oder sonstigen befugten Comman-
eurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Art. 40. Die Transportmittel werden nur von ei-
nem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt und die
Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich

Digitized by Google

1834 überlassen; die durchmarschirenden Truppen sind ab
gehalten, die Transportmittel sofort nach der Ankun
im nächsten Etappenbezirk zu entlassen.

Art. 41. Die Entfernung von einem Etappenb
zirke zum anderen wird nach den im 1sten bis 4t
Artikel dieser Convention deshalb vorkommenden B
stimmungen gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen
nen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt hab
ihr Weg bis zum Anspannungsorte wird nicht mit
Anschlag gebracht.

Art. 42. Denen betreffenden Offizieren und so
stigen Befehlenden wird es bei eigener Verantwortu
zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, d
die Wagen unterwegs nicht durch Personen oder S
chen beschwert werden, welche zum Fahren nicht
rechtigt sind; auch sollen die erwähnten Offiziere
durchaus nicht zugeben, dass die Fuhrleute so we
als ihr Vieh einer üblen Behandlung von Seiten
durchmarschirenden Truppen ausgesetzt werden.

Art. 43. Für jedes Pferd wird einschliesslich
erforderlich gewesenen Wagens auf jede Meile se
Gutegroschen, für ein Reitpferd, mit Einschluss
etwaigen Kosten des Zurückführens aber 12 Gutegr
schen, alles in Gold und in denen im 21sten Arti
dieser Convention festgesetzten Münzen vergütet, au
für sechs Ochsen so viel als für vier Pferde bezah

Art. 44. Die Fussboten und Wegweiser dürfen
dem durchmarschirenden Militär nicht eigenmächtig
nommen, viel weniger mit Gewalt gezwungen werd
sondern es sind solche von den Obrigkeiten der O
worinnen die Nachtquartiere sind, oder wodurch
Weg geht, schriftlich zu requiriren und die Requir
ten haben darüber sofort zu quittiren.

Art. 45. Die Bezahlung der Fussboten und We
weiser geschieht unmittelbar von dem Aussteller
Requisition an die Ortsbehörde (welche für die Ric
tigkeit der in der Quittung auszudrückenden Entfe
nungen verantwortlich) mit vier Gutegroschen in Gol
auf jede Meile, und für jeden Boten nach dem in de
Artikel 21 dieser Convention erwähnten Münzfuss
Hierbei wird jedoch der Rückweg nicht mit in Anrec
nung gebracht.

Digitized by Google

Fünfter Abschnitt. 1834

Ordnung und Militär-Polizei betreffend.

Art. 46. Anstände zwischen den bequartirten Einwohnern und den durchmarschirenden Offiziers und Soldaten und etwaige Beschwerden werden durch die kurfürstlichen Behörden und den königlich-preussischen commandirenden Offizier gemeinschaftlich mit dem königlichen Etappen-Inspector beseitigt.

Art. 47. Für die Erhaltung der Eintracht zwischen den Soldaten und Bequartirten haben die commandirenden Offiziere sowohl, als die Etappen-Behörden allen Eifer und Ernst Sorge zu tragen. Der königliche Etappen-Inspector hat über diesen Gegenstand gleichfalls zu wachen und seine Sorge dahin zu richten, dass den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, als dieselben vertragsmässig mit Recht und Billigkeit verlangen können. Er hat auch darauf zu achten, dass die Wege stets in gutem Stande erhalten werden. Nöthigenfalls kann er bei den Landesbehörden Beschwerde führen.

Art. 48. Die kurhessische Etappen-Behörde ist berechtigt, mit Ausnahme der Ober-Offiziere und der Personen von gleichem Range, jeden Militär, von welchem Grad er auch sey, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines anderen kurhessischen Unterthanen erlaubt, oder sonstige Exzesse begeht, zu arretiren, und zur weiteren Untersuchung und Bestrafung an den königlichen Commandirenden oder an die nächste preussische Behörde unter Mittheilung eines Protokolls abzuliefern. Der kurhessischen Etappen-Behörde muss von der Entscheidung der Sache durch die gegenseitige Behörde Nachricht ertheilt werden.

Art. 49. Jeder durch Excesse der königlichen Truppen, ohne Unterschied des Grades, entstandene Schaden wird mit Inbegriff des durch die Militärfuhren erweislich zu Grunde gerichteten, oder nach Beendigung derselben an den Folgen der Erhitzung krepirten oder sonst unbrauchbar gewordenen Zugviehes, oder der sonstigen, durch die Dienstleistung ruinirten Transportmittel, durch drei kurhessische verpflichtete und zu diesem Ende ihrer Unterthanenpflichten entlassene gemeinschaftlich mit dem königlichen Etappen-Inspector

Digitized by Google

1834 gewählte Taxatoren abgeschätzt, das Taxatu
der Etappenbehörde attestirt und der Durchsch
trag liquidirt, dieser auch durch Vermittelung d
niglichen Etappen-Inspectors in kürzester Fri
dem königlichen Gouvernement baar vergütet;
durch ein vom Ortsvorsteher und zwei Zeug
Gemeinde pflichtmässig ausgestelltes schriftliches
niss erwiesen ist, dass das Zugvieh ganz gesun
stellt worden.

Ueber etwaige Differenzen bei der Schätzun
erfolgten Schadens, worüber die Taxatoren und
penbehörden sich mit dem Etappen-Inspector z
einigen nicht vermögen, erkennt die betreffende
fürstliche Provincial-Regierung, welche die königl
Behörden von der von ihr ertheilten Entscheidu
Kenntniss zu setzen hat.

Art. 50. Der Inhalt dieser Convention soll
durchmarschirenden königlich-preussischen Tr
sowohl, als den kurhessischen betroffen werd
Unterthanen zeitig bekannt gemacht und vollstä
Auszüge aus derselben zu beider Wissenschaft au
Etappen angeschlagen werden.

Sechster Abschnitt.
Liquidation.

Art. 51. Die wegen Vergütung der verabrei
Verköstigung des gestellten Vorspanns und der
oder Wegweiser bisher stattgehabte Quartals-L
dation wird nur für die einzeln durchmarschire
Soldaten und kleine, ohne Offiziere durchmarschi
Detaschements fortdauern; dagegen sollen bei D
märschen ganzer Truppenabtheilungen und grös
unter Führung von Offizieren marschirender Deta
ments die gedachten Leistungen nach den in
Convention festgestellten Sätzen in der Regel
und sogleich von den Truppen-Abtheilungen a
Ortsbehörden gegen die Quittung der letzteren be
werden. Sollte diese directe sofortige Bezahlun
seltenen Ausnahmefällen durch die Truppen nich
ben bewirkt werden können, so tritt das Liquidat
verfahren ein, jedoch nicht erst am Schlusse des
tals, sondern in jedem einzelnen Falle sogleich,
soll dasselbe, soweit nur irgend möglich, beschle

Digitized by Google

werden, damit die Befriedigung der kurfürstlichen Un- 1834
terthanen in den möglichst kürzesten Fristen erfolge.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. 52. Diese erneuerte Convention ist in allen Theilen reciproc, sie tritt mit dem 1sten des auf die Publication in Kurhessen folgenden Monats in Kraft und wird im übrigen als vom 1sten October 1828 bis zum 1sten October 1837 abgeschlossen betrachtet.

Art. 53. Ausfertigungen der gegenwärtigen Uebereinkunft sollen zwischen den betreffenden Staatsministerien baldthunlichst ausgewechselt, und alsdann den Staatsbehörden und Unterthanen zur Nachachtung gehörig bekannt gemacht werden.

Die vorstehende, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten von Hessen abgeschlossene erneuerte Etappen-Convention soll nach erfolgter Auswechselung der darüber ausgefertigten gegenseitigen Ministerial-Erklärungen Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Staaten haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

28.

Acte du Congrès des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, pour régulariser le commerce et les relations avec les tribus indiennes et pour conserver la paix sur les frontières. En date du 30. *Juin* 1834.

(Acts passed at the first Session of the 23 Congress of the United States. p. 110.)

Sec. 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled,* That all that part of the United States west of the Mississippi, and not within the States of Missouri and Louisiana, or the Territory of Arkansas, and, also, that part of the United States east of the Mississippi river, and not within any State

Digitized by Google

1834 to which the Indian title has not been extinguished for the purposes of this act, be taken and deemed to be the Indian country.

Sec. 2. *And be it further enacted*, That no person shall be permitted to trade with any of the Indians (in the Indian country) without a license therefore from a superintendent of Indian affairs, or Indian agent, or subagent, which license shall be issued for a term not exceeding two years for the tribes east of the Mississippi, and not exceeding three years for the tribes west of that river. And the person applying for such license shall give bord in a penal sum not exceeding five thousand dollars, with one or more sureties, to be approved by the person issuing the same, conditioned that such person will faithfully observe all the laws and regulations made for the government of trade and intercourse with the Indian tribes, and in no respect violate the same; And the superintendent of the district, shall have power to revoke and cancel the same, whenever the person licensed, shall, in his opinion, have transgressed any of the laws or regulations provided for the government of trade and intercourse with the Indian tribes, or that it would be improper to permit him to remain in the Indian country. And no trade with the said tribes shall be carried on within their boundary, except at certain suitable and convenient places, to be designated from time to time by the superintendents, agents, and subagents, and to be inserted in the license. And it shall be the duty of the persons granting or revoking such licenses, forthwith to report the same to the Commissioner of Indian Affairs, for his approval or disapproval.

Sec. 3. *And be it further enacted.* That any superintendent, or agent may refuse an application for a license to trade, if he is satisfied that the applicant is a person of bad character, or that it would be improper to permit him to reside in the Indian country, or if a license, previously granted to such applicant has been revoked, or a forfeiture of his bond decreed. But an appeal may be had from the agent or the superintendent, to the commissioner of Indian Affairs; and the President of the United States shall be authorized, whenever in his opinion the public in

Digitized by Google

rest may require the same, to prohibit the introduc- 1834
n of goods, or of any particular article, into the
untry belonging to any Indian tribe; and to direct
licenses to trade with such tribe to be revoked,
d all applications therefore to be rejected; and no tra-
r to any other tribe shall, so long as such prohibi-
n may continue, trade with any Indians of or for
tribe against which such prohibition is issued.

Sec. 4. *And be it further enacted.* That any
n other than an Indian who shall attempt to reside
e Indian country as a trader, or to introduce goods
trade therein without such license, shall forfeit
merchandise offered for sale to the Indians, or
d in his possession, and shall moreover forfeit and
the sum of five hundred dollars.

Sec. 5. *And be it further enacted.* That no li-
se to trade with the Indians shall be granted to
persons except citizens of the United States: *Pro-
ded*, That the President shall be authorized to al-
the employment of foreign boatmen and Interpre-
s under such regulations as he may prescribe.

Sec. 6. *And be it further enacted.* That if a
eigner shall go into the Indian country without a pass-
rt from the *War Department*, the superintendent,
ent, or subagent of Indian affairs, or from the of-
r of the United States commanding the nearest
tary post on the frontiers, or shall remain intentio-
y therein after the expiration of such passport
express the object of such person; the time he
llowed to remain, and the route he is to travel.

Sec. 7. *And be it further enacted.* That if any
on, other than an Indian, shall, within the Indian
ntry, purchase or receive of any Indian, in the way
barter, trade, or pledge, a gun, trap, or other
icle commonly used in hunting, any instrument of
bandry or cooking utensils of the kind commonly
tained by the Indians in their intercourse with the
hite people, or any other article of clothing, except
ins or furs, he shall forfeit and pay the sum of fifty
dollars.

Sec. 8. *And be it further enacted.* That if any
person, other than an Indian, shall, within the limits
of any tribe with whom the United States shall have
existing treaties, hunt, or trap, or take and destroy,

Digitized by Google

1834 any peltries or game, except for subsistence in
Indian country, such person shall forfeit the sum
five hundred dollars, and forfeit all the traps, g
and ammunition in his possession, used or procure
be used for that purpose, and peltries so taken.

Sec. 9. *And be it further enacted.* That if
person shall drive, or otherwise convey any stock
horses, mules, or cattle to range and feed on
land belonging to any Indian or Indian tribe wit
the consent of such tribe, such person shall forfei
sum of one dollar for each animal of such stock.

Sec. 10. *And be it further enacted.* That
Superintendent of Indian Affairs, Indian Agents
sub-agents, shall have authority to remove from
Indian country all persons found therein contrary
law; and the President of the United States is aut
rized to direct the military force to be employe
such removal.

Sec. 11. *And be it further enacted.* That if
person shall make a settlement on any lands belong
secured, or granted by treaty with the United St
to any Indian tribe, or shall survey or shall attemp
survey such lands, or designate any of the bou
ries by marking trees, or otherwise, such offender
forfeit and pay the sum of one thousand dollars.
it shall, moreover, be lawful for the President of
United States to take such measures, and to emp
such military force, as he may judge necessary to
move from the lands as aforesaid any such perso
aforesaid.

Sec. 12. *And be it further enacted.* That
purchase grant, lease, or other convenance of lan
or of any title or claim thereto, from any Indian
tion or tribe of Indians, shall be of any validity
law or equity unless the same be made by treaty
convention entered into pursuant to the constitut
And if any person, not employed under the author
of the United States, shall attempt to negotiate su
treaty or convention, directly or indirectly, to tr
with any such nation or tribe of Indians, for the t
or purchase of any lands by them held or claime
such person shall forfeit and pay one thousand dolla
Provided, *nevertheless*, That it shall be lawful
the agent or agents of any State who may be prese

Digitized by Google

any treaty held with Indians under the authority of the United States, in the presence and with the approbation of the commissioner or commissioners of the United States appointed to hold the same, to propose to, and adjust with the Indians, the compensation to be made for their claim to lands within such State which shall be extinguished by treaty. 1834

Sec. 13. *And be it further enacted.* That if any citizen or other person residing within the United States or the territory thereof, shall send any talk, speech, message, or letter to any Indian nation, tribe, chief, or individual, with an intent to produce a contravention or infraction of any treaty or other law of the United States, or to disturb the peace and tranquillity of the United States, he shall forfeit and pay the sum of two thousand dollars.

Sec. 14. *And be it further enacted.* That if any citizen, or other person, shall carry or deliver any such talk, message, speech, or letter, to or from any Indian nation, tribe, chief, or Individual, from or to any person or persons whatsoever, residing within the United States, or from or to any subject, citizen or agent of any foreign power or State, knowing the contents thereof, he shall forfeit and pay the sum of one thousand dollars.

Sec. 15. *And be it further enacted.* That if any citizen or other person residing or living among the Indians, or elsewhere within the territory of the United States, shall carry on a correspondence, by letter or otherwise, with any foreign nation or power, with an intent to induce such foreign nation or power to excite any Indian nation, tribe, chief, or individual, to war against the United States, or to the violation of any existing treaty, or in case any citizen or other person shall alienate, or attempt to alienate, the confidence of any Indian or Indians from the Government of the United States, he shall forfeit the sum of one thousand dollars.

Sec. 16. *And be it further enacted.* That where, on the Commission by a white person, of any crime, offence, or misdemeanor, within the Indian country, the property of any friendly Indian is taken, injured or destroyed, and a conviction is had for such crime, offence, or misdemeanor, the person so convicted shall

Digitized by Google

1834 be sentenced to pay to such friendly Indian to wh
the property may belong, or whose person may be in
red, a sum equal to twice the just value of the p
perty so taken, injured, or destroyed. And if su
offender shall be unable to pay a sum at least eq
to the just value or amount, whatever such paym
shall fall short of the same shall be paid out of
Treasury of the United States: *Provided*, That
such Indian shall be entitled to any payement, out
the Treasury of the United States, for any such p
perty, if he, or any of the nation to which he belon
shall have sought private revenge, or attempted
obtain satisfaction by any force or violence: *And pr
vided, also,* That if such offender cannot be app
hended and brought to trial, the amount of such p
perty shall be paid out of the Treasury, as aforesa

Sec. 17. *And be it further enacted.* That
any Indian or Indians, belonging to any tribe in am
with the United States, shall, within the Indian co
try take or destroy the property of any person le
fully within such country, or shall pass from the I
dian country into any State or territory inhabited
citizens of the United States, and there take, steal,
destroy, any horse, horses, or other property, belongi
to any citizen or inhabitant of the United States, su
citizen or inhabitant, his representative, attorney,
agent, may make application to the proper superinte
dent, agent, or sub-agent, who, upon being furni
ed with the necessary documents and proofs, sh
under the direction of the President, make applicat
to the nation or tribe to which said Indian or India
shall belong, for satifaction; and if such nation or tri
shall neglect or refuse to make satisfaction, in a re
sonnable time, not exceeding twelve months, it sh
be the duty of such superintendent, agent, or su
agent, to make return of his doings to the Commi
sioner of Indian Affairs, that such further steps ma
be taken as shall be proper in the opinion of the Pr
sident to obtain satisfaction for the injury; and, in th
meantime, in respect to the property so taken, stol
or destroyed, the United States guaranty, to the par
so injured, an eventual indemnification: *Provide
That*, if such injured party, his representative, atto
ney, or agent, shall, in any way, violate any of th

Digitized by Google

visions of this act, by seeking or attempting to 1834
tain private satisfaction or revenge, he shall forfeit
claim upon the United States for such indemnifi-
tion. *And provided, also*, That unless such claim
ll be presented within three years after the commis-
n of the injury, the same shall be barred. And if
nation or tribe to which such Indian may belong,
ive an annuity from the United States, such claim
, at the next payement of the annuity, be deduct-
herefrom, and paid to the party injured; and, if
nuity is payable to such nation or tribe, then
amount of the claim shall be paid from the Trea-
of the United States: *Provided*, That nothing
in contained shall prevent the legal apprehension
punishment of any Indians having so offended.

Sec. 18. *And be it further enacted.* That the
erintendents, agents, aud sub-agents, within their
pective districts, be, and are hereby authorized and
powered to take depositions of witnesses touching
depredations within the purview of the two pre-
ing sections of this act, and to administer an oath
the deponents.

Sec. 19. *And be it further enacted.* That it
ll be the duty of the superintendents, agents, and
-agents to endeavour to procure the arrest and
l of all Indians accused of committing any crime,
nce, or misdemeanor, and all other persons who
have committed crimes or offences within any
e or Territory, and have fled into the Indian
try, either by demanding the same of the chiefs
e proper tribe, or by such other means as the
ident may authorize; and to be employed in the
rehension of such Indians, and also in preventing
terminating hostilities between any of the Indian
es.

Sec. 20. *And be it further enacted.* That if
y person shall sell, exchange, or give, barter, or
pose of, any spirituous liquor or wine to an
ian (in the Indian country), such person shall
feit and pay the sum of five hundred dollars; and
any person shall introduce, or attempt to intro-
uce, any spirituous liquor or wine into the In-
an country, except such supplies as shall be
ecessary for the officers of the United States and

Digitized by Google

1834 troops of the service, under the direction of the *Department*, such person shall forfeit and pay not exceding three hundred dollars; and if any intendent of Indian affairs, Indian agent, or sub- or commanding officer of a military post, has to suspect, or is informed, that any white per Indian is about to introduce, or has introduce spirituous liquor or wine into the Indian count violation of the provisions of this section, it sl lawfull for such superintendent, Indian agent, c agent, or military officer, agreeably to such r tions as may be established by the President United States, to cause the boats, stores, pac and places of deposite of such person to be sea and if any such spirituous liquor or wine is foun goods, boats, packages and peltries of such p shall be seized and delivered to the proper c and shall be proceeded against by libel in the court, and forfeited, one-half to the use of the mer, and the other half to the use of the Unite tes; and if such person is a trader, his *license* be revoked and his bond put in suit. And it moreover be lawful for any person in the *servi* the United States, or for any Indian, to take destroy any ardent spirits or wine found in the I country, excepting military supplies as mention this section.

Sec. 21. *And be it further enacted*, That person whatever shall, within the limits of the I country, set up or continue any distillery for ma turing ardent spirits, he shall forfeit and pay a p of one thousand dollars; and it shall be the d the Superintendent of Indian affairs, Indian ag sub-agent, within the limits of whose agency the shall be set up or continued, forthwith to destro break up the same; and it shall be lawful to emplo military force of the United States in executing hat

Sec. 22. *And be it further enacted*, That trials about the right of property in which an I may be a party on one side, and a white pers the other, the burden of proof shall rest upo white person, whenever the Indian shall make presumption of title in himself from the fact of vious possession or ownership.

Digitized by Google

Sec. 23. *And be it further enacted*, That it shall 1834
lawful for the military force of the United States
be employed in such manner and under such re-
lations as the President may direct, in the appre-
nsion of every person who shall or may be found
the Indian country, in violation of any of the pro-
ions of this act, and him immediately to convey
n said Indian country, in the nearest convenient
safe route, to the civil authority of the territory
dicial district in which said person shall be found,
proceeded against in due course of law, and also,
e examination and seizure of stores, packages,
boats, authorized by the twentieth section of this
, and in preventing the introduction of persons
property into the Indian country contrary to law;
ch persons and property shall be proceeded against
ording to law: *Provided*, That no person appre-
ded by military force as aforesaid, shall be detain-
longer than five days after the arrest and before
oval. And all officers and soldiers who may have
such person or persons in custody shall treat them
all the humanity which the circumstances will pos-
y permit; and every officer or soldier who shall be
ty of maltreating any such person while in custody,
suffer such punishment as a court martial shall
ct.

Sec. 24. *And be it further enacted*, That for
sole purpose of carrying this act into effect, all
part of the Indian country west of the Mississippi
, that is bounded north by the north line of
assigned to the Osage tribe of Indians, produced
to the State of Missouri; by the Mexican posses-
s; south, by Red river; and east, by the west line
the Territory of Arkansas and the State of Mis-
ri, shall be and hereby is, annexed to the Terri-
y of Arkansas; and that for the purpose aforesaid,
residue of the Indian country west of the said
ssissippi river shall be, and hereby is, annexed to the
icial district of Missouri, and for the purpose afo-
said, the several portions of Indian country east of
e said Mississippi river, shall be, and are hereby,
verally annexed to the Territory in which they are
situate.

Digitized by Google

1834 Sec. 25. *And be it further enacted*, That much of the laws of the United States as provid for the punishments of crimes committed within a place within the sole and exclusive jurisdiction of t United States, shall be in force in the Indian countr *Provided*, The same shall not extend to crimes co mitted by one Indian against the person or prope of another Indian.

Sec. 26. *And be it further enacted*, That any person who shall be charged with a violation any of the provisions or regulations of this act, sh be found within any of the United States, or either the Territories, such offenders may be there appr hended, and transported to the Territory or judic district having jurisdiction of the same.

Sec. 27. *And be it further enacted*, That penalties which shall accrue under this act, shall sued for and recovered in an action of debt, in t name of the United States, before any court havi jurisdiction of the same, (in any State or Territo in which the defendant shall be arrested or found) t one half to the use of the informer, and the oth half to the use of the United States, except when t prosecution shall be first instituted on behalf of th United States, in which case the whole shall be their use.

Sec. 28. *And be it further enacted*, That whe goods or other property shall be seized for any viol tion of this act, it shall be lawful for the person pr secuting on behalf of the United States to proce against such goods, or other property, in the ma ner directed to be observed in the case of goods, w res, or merchandise brought into the United Stat in violation of the revenue laws.

Sec. 29. *And be it further enacted*, That th following acts and parts of acts shall be, and th same are hereby, repealed, namely: An act to mak provision relative to rations for Indians, and to the visits in the seat of Government, approved May thi teen, eighteen hundred, an act to regulate trade an intercourse with the Indian tribes, and to preserv peace on the frontiers, approved March thirty, eigh teen hundred and two, to regulate trade and inte course with the Indian tribes, and to preserve peac

Digitized by Google

the frontiers, approved April twenty-nine, eighteen hundred and sixteen; an act for the punishment of crimes and offences committed within the Indian boundaries, approved March three, eigtheen hundred seventeen; the first and second sections of the act directing the manner of appointing Indian agents, and continuing the "Act establishing trading houses with the Indian tribes," approved April sixteen, eighteen hundred and eighteen; an act fixing the compensation of Indian Agents and factors, approved April twenty, eighteen hundred and eighteen; an act supplementary to the act entitled "An act to provide for the prompt settlement of public accounts," approved February twenty-four, eighteen hundred and eighteen; the eighth section of the act making appropriations to carry into effect treaties concluded with several Indian tribes therein mentioned, approved March three, eighteen hundred and nineteen; the second section of the act to continue in force for a further time the act entitled "an act for establishing trading houses with the Indian tribes, and for other purpose," approved March three, eighteen hundred and nineteen; an act to amend an act entitled "An act to regulate trade and intercourse with the Indian tribes, and to preserve peace on the frontiers," approved thirtieth of March, eighteen hundred and two, approved May six, eighteen hundred and twenty-two; an act providing for the appointment of an agent for the Osage Indians west of the State of Missouri and Territory of Arkansas, and for other purposes, approved May eighteen, eigtheen hundred and twenty-four; the third, fourth, and fifth sections of "An act to enable the President to hold treaties with certain Indian tribes, and for other purposes," approved May twenty-five, eighteen hundred and twenty-four; the second section of the "Act to aid certain Indians of the Creek nation in their removal to the west of the Mississippi," approved May twenty, eighteen hundred and twenty-six, and an act to authorize the appointment of a subagent to the Winnebago Indians on Bock river, approved February twenty-five eighteen hundred and thirty-one. *Provided, however*, That such repeal shall not effect (affect) any rights acquired, or punishments, penalties, or forfeitures incurred, under either of the acts or parts of

1834

Digitized by Google

1834 acts, nor impair or affect the intercourse act of eigh
teen hundred and two so far as the same relates
or concerns Indian tribes residing east of the Miss
sippi. *And provided also,* That such repeal sh
not be construed to revive any acts or parts of ac
repealed by either of the acts or sections herein d
scribed.

Sec. 30. *And be it further enacted,* That un
a Western Territory shall be established, the
agents for the Western Territory, as provided in
act for the organization of the Indian Departme
this day approved by the President, shall execute t
duties of agents for such tribes as may be direct
by the President of the United States. And it sh
be competent for the President to assign to one
the said agents, in addition to his proper duties,
duties of superintendent for such district of coun
or for such tribes, as the President may think
And the powers of the superintendent at St. Lo
over such district or tribes as may be assigned to su
acting superintendent shall cease. *Provided,* That
additional compensation shall be allowed for such s
vices.

Approved, June 30th, 1833.

30.

Traité entre S. M. le Roi de Sardaign S. M. Britannique, et S. M. le Roi d Français d'accession de S. M. Sard au Traité et aux Articles suppl mentaires pour la répression de l traite des Noirs. En date du 8. Aoû 1834.

(Annuaire historique universel pour 1835. — Docume historiques pag. 26 et suiv.)

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté Roi du Royaume-uni de la Grande Bretagne et d'I lande, ayant conclu le 30. novembre 1831 et le 2

Digitized by Google

mars 1833 deux Conventions destinées à assurer la 1834
répression complète de la traite des Noirs;

Les Hautes Parties Contractantes, conformément à l'article 9 de la première de ces conventions, qui porte que les autres Puissances maritimes seront invitées à y accéder, ont adressé cette invitation à Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Et Sa dite Majesté animée des mêmes sentimens, et empressée de concourir avec ses deux Augustes alliés au même but d'humanité, n'ayant pas hésité à accueillir leur proposition;

Les trois hautes Puissances, dans la vue d'accomplir ce dessein généreux, et pour donner à l'accession de Sa Majesté Sarde, ainsi qu'à son acceptation par Sa Majesté le Roi des Français, et par Sa Majesté Britannique l'authenticité convenable et toute la solemnité usité ont resolu de conclure à cet effet une Convention formelle, et ont en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Comte Victor Gallier De la Tour, Marquis de Cordon, Chevalier de l'Ordre Suprême de la Très-Sainte Annonciade, Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre Militaire, et Chevalier de l'Ordre Civil de Savoie, Grand-Croix de plusieurs Ordres étrangers, Général de Cavalerie, Ministre et Premier Secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi des Français monsieur Amable Guillaume Prosper Brugière, Baron de Barante, Pair de France, Conseiller d'Etat, Officier de l'Ordre Royal de la Légion d'honneur, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi des Français près la cour de Turin;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable sir Auguste Jean Foster, Baronnet du Royaume-Uni, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté Britannique, et Son Envoyé extraordinaire, et Ministre plénipotentiaire près la Cour de Turin.

Les quels, après avoir réciproquement échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

I. Sa Majesté le Roi de Sardaigne accède aux Conventions conclues et signées le 30. novembre 1831

Digitized by Google

1834 et le 22. mars 1833 entre Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, relativement à la répression de la traite des Noirs, ainsi qu'à leurs annexes, sauf les réserves et modifications exprimées dans les articles 2, 3 et 4 ci-après, qui seront considérés comme additionnels aux dites Conventions et à leurs annexes, et sauf les différences qui résultent nécessairement de la situation de Sa Majesté Sarde comme partie accédante aux Conventions en question; après leur conclusion Sa Majesté le Roi des Français, ainsi que Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni d'Angleterre et d'Irlande, ayant accepté la dite accession, tous les articles de ces deux Conventions et toutes les dispositions de leurs annexes seront en conséquence censés avoir été conclus et signés de même que la présente Convention, directement entre Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Leurs dites Majestés s'engagent et promettent réciproquement d'exécuter fidèlement, sauf les réserves et modifications stipulées par les présentes, toutes les clauses, conditions et obligations qui en résultent, et pour éviter toute incertitude, il a été convenu, que les susdites Conventions, ainsi que leurs annexes, seront insérés ici mot-à-mot, ainsi qu'il suit.

„Les Cours de France et de la Grande-Bretagne „désirant rendre plus efficaces les moyens de répres„sion, etc." (No. CCLXXXVIII et CCXC).

II. Il est convenu relativement à l'article troisième de la Convention du 30. novembre 1831 ci-dessus transcrite, que Sa Majesté le Roi de Sardaigne fixera, suivant sa convenance, le nombre des Croiseurs Sardes qui devront être employés au service mentionné dans ledit article, et les stations où ils devront établir leurs croisières.

III. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne fera connaître aux Gouvernemens de France et de la Grande Bretagne, conformément à l'article quatrième de la Convention du 30. novembre 1831, les bâtimens de guerre Sardes qui devront être employés à la répression de la traite, afin que les mandats nécessaires à leurs Commandans soient délivrés.

Digitized by Google

Les mandats qui doivent être délivrés par la Sar- 1834
daigne seront remis après que la notification du nombre des Croiseurs Français et Britanniques destinés à être employés, aura été faite au Gouvernement Sarde.

IV. Il est convenu, en ce qui concerne l'article cinquième des Instructions annexées à la Convention supplémentaire du 22. mars 1833, que tous les navires Sardes ou portant le Pavillon de Sardaigne, qui pourront être arrêtés en exécution des Conventions ci-dessus transcrites, par les Croiseurs de Sa Majesté le Roi des Français ou de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, employés dans les Stations d'Amérique, d'Afrique et de Madagascar, seront conduits et remis dans le port de Gênes.

V. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de trois mois, ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires sus dénommés ont signé la présente Convention en trois originaux, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le 8. août 1834.

(L. S.) De la Tour.
(L. S.) Barante.
(L. S.) Auguste Foster.

Ratifié par S. M. le Roi de Sardaigne le 29. *octobre, par le Roi des Français le* 3. *novembre, et par le Roi de la Grande-Bretagne le* 10. *novembre* 1834.

31.

Publication concernant une convention entre le Royaume d'Hanovre et l'Electorat de Hesse sur les droits de justice relatifs à la punition de délits de police, en date du 8. *Nov.* 1834.

(Kurhess. Gesetz Sammlung 1834. Nro. XXIII.)

Ausschreiben des Kurfürstl. Justiz-Ministeriums zu Kassel, v. 8. Novemb. 1834.

In Folge der von Sr. Hoh. dem Kurprinzen und Mitregenten ertheilten höchsten Ermächtigung ist mit

Digitized by Google

1834 dem Königl. Hannoverschen Ministerium über die Erstattung der Gerichtsgebühren in Polizeistrafsachen folgende Uebereinkunft getroffen worden.

§. 1. Die aus der Uebereinkunft, welche von dem Königreiche Hannover mit dem Kurfürstenthum Hessen im Jahr 1817 wegen wechselseitiger Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung der Gerichtsgebühren in Kriminalfällen abgeschlossen ist, hervorgehende Bestimmungen über Erstattung der Kosten gerichtlicher Handlungen, welche von einem Gerichte Ein dieser Staaten auf Requisition eines Gerichts des A dern vorgenommen worden sind, sollen auch in P lizeistrafsachen überhaupt zur Anwendung kommen.

§. 2. Zu den in allen Fällen dieser Art dem requirirten Gerichte zu erstattenden Kosten, welche v demselben durch Postvorschuss erhoben werden kö nen, werden jedoch auch die Kopialgebühren, so w das Postporto gerechnet.

Kurfürstl. Justiz-Ministerium.

HASSENPFLUG.

32.

Traité entre l'Autriche et la Sardaigne pour empêcher la contrebande sur les eaux limitrophes du Lac Majeur, du Po et du Tesin. En date du 4. Décembre 1834.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie avec les Puissances étrangères. T. V. p. 60.)

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria volendo reprimere il frequente contrabbando che si commette nelle acque territoriali del Lago Maggiore, del Po et del Ticino, hanno fatto concertare tra li respettivi Ministerii alcuni provvedimenti a questo fine conducenti, e per ridurre li medesimi in convencione, hanno nominato a loro Plenipotenziarii, cioè

Sua Maestà il Re di Sardegna,

Digitized by Google

Il Conte D. Saverio di Vignet, Commendatore 1834
dell' Ordine de' Santi Maurizio e Lazzaro, e della Corona Ferrea d'Austria, Gran Croce dell'Ordine di Francesco Primo delle due Sicile, Suo Primo Uffiziale della Segreteria di Stato per gli affari esteri, e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria,

Il Conte D. Enrico di Bombelles, Cavaliere dei Gioannìti, dell' Ordine Imperiale di Russia di San Valdimiro di terza classe, dell' Ordine Reale Svedese della Spada, Commendatore del Reale Ordine Portoghese della Torre e Spada, Suo Ciambellano ed Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso Sua Maestà il Re di Sardegna.

I quali, dopo aver riconosciuti i loro pieni poteri in debita forma, e quelli scambiatisi, hanno convenuto e stipulato gli articoli seguenti.

I. Tutte le barche, qualunque ne sia la nazione, le quali navigando nel Lago Maggiore o sui fiumi del Ticino e del Po, entrano nelle acque comprese nei Dominii Sardi ed Austriaci per proseguire il viaggio lungo il corso del Lago o dei fiumi anzidetti a qualsivoglia destinazione, indipendentemente da ciò a cui fossero tenute in forza dei Regolamenti di sanità e di polizia, debbono essere soggette alla visita degli uffiçii di Dogana per assicurarsi che avendo esse a bordo sale, tabacco, polvere e nitri, questi generi siano destinati ad essere recati ai magazzini appartenenti alle Finanze di alcuno dei Governi confinanti.

Se le barche provengono dal Lago Maggiore in direzione verso le rispettive sponde Sarde, o Austriache, o verso i fiumi Po e Ticino, la visita come sopra dovrà effetuarsi soltanto a richiesta degli agenti di finanza di quello dei due Stati alle cui sponde si troveranno più vicine le barche.

Se le barche entrano nell'imboccatura del Ticino o del Po qualunque ne sia la provenienza e destinazione, la visita ha luogo all'Ufficio che s'incontra più prossimo all punto d'ingresso.

Nei casi in cui i patroni, proprietarii e conducenti di esse barche si opponessero alla visita prescritta da questo articolo, si farà luogo contro di essi all'applicazione delle pene portate dai veglianti regolamenti, secondo la qualità dei casi e la gravità dei fatti.

Digitized by Google

1834 II. Nessuna barca, senza distinzione della qualità del carico, può approdare in altro luogo, fuorchè in quello oye trovasi stabilito un Ufficio daziario, e nei limiti determinati dai segnali che vi saranno collocati dall'Ufficio stesso col mezzo di pali indicatori ossia *stipiti*.

Ed in tal luogo pure non potrà intraprendersi nemmeno in alcuna parte lo scarico, se prima non siasi ottenuta l'autorizzazione dal Ricevidore dell'Ufficio.

III. È vietato espressamente a qualunque barca, 1o. di gettar l'ancora, o di soffermarsi con qualunque altro mezzo nelle acque dei fiumi Po e Tizino in qualunque punto di essi, dei loro seni, canali, ed isole senza limite di distanza delle sponde, ed ove non esista Ufficio di Dogana, ed in qualunque sito del Lago Maggiore che non sia a vista di un Ufficio daziario ed in maggior distanza di metri 200 dalle rispettive sponde, senza averne prima ottenuta l'autorizzazione la quale sarà conceduta soltanto per quei punti che possono essere dall'Ufficio stesso sorvegliati, e per quel tempo che si riputerà necessario dagli Impiegati delle Dogane.

2o. Di collocare od introdurre fra la barca e la spiaggia o riva piccoli battelli, o qualunque altro mezzo natante, che possa servire al trasporto del carico a terra, o viceversa da questa alla nave.

IV. Nelle precedenti disposizioni s'intendono particolarmente comprese le Isole esistenti nei fiumi Po e Ticino, e sarà considerato in contrabbando qualunque scaricamento, o deposito di merci, o generi che sotto qualsivoglia titolo o pretesto si trovino nelle Isole dei fiumi predetti.

V. Qualunque barca, il cui ponte fosse giunto alla riva, od alla sponda, o in altra maniera avesse preso terra, si considera come realmente approdatavi, e quindi incumberà al conduttore o conduttori l'obligo di adempiere alle dichiarazione daziarie prescritte dai Regolamenti generali per la dovuta verificazione dell'Ufficio.

VI. La dichiarazione del carico, ossia dei generi, sarà presentata subito dopo l'approdo, ed in un termine non maggiore, tutto al più, di un'ora; avrà quindi tosto luogo la visita del carico giusta i Regolamenti Generali.

Digitized by Google

Qualora le merci o generi fossero dichiarati per 1834
na destinazione di scarico diversa da quella del luogo
ell'approdo, per cui si voglia proseguire il viaggio
er acqua, i conduttori o proprietarii dovranno ivi
unirsi di bolletta a cauzione vincolata al certificato
'arrivo delle merci all'Ufficio della dichiarata destina-
ione, se questa sarà per un punto dei due Dominii
ardo od Austriaco, o all'ultimo Ufficio del confine
acqua dell' uno o dell' altro dominio rispettivamente,
e merci fossero destinate all' estero, sotto l' osser-
anza inoltre delle modalità, cautele e condizioni stabilite
le spedizioni di transito.

I conduttori e proprietarii delle barche i quali,
po seguito l'approdo, ripartissero col loro carico
nza essere muniti della prescritta bolla a cauzione,
correranno nella pena di una multa di lire 300.

VII. Gli Agenti di Finanza sono autorizzati a pra-
are le visite e perlustrazioni nei molini posti al di
à del Thalweg dei fiumi Po e Ticino. I detti mo-
i si considerano come situati nei rispettivi territorii:
vi si trovano generi, merci, o altri oggetti pei quali
n siano stati adempiti i regolamenti di Finanza sarà
roceduta al sequestro per la confisca, e per l'appli-
zione delle altre pene pronunciate dalle vigenti leggi.

VIII. Qualunque approdo, scaricamento, o depo-
to di merci, ancoraggio, o stazionamento in luogo
ecito, o non autorizzato, sarà considerato per una
olazione della linea doganale, e quindi, tanto la barca,
anto il di lei carico, cadranno sotto le pene stabilite
r fatto di contrabbando.

IX. Sono eccettuati dalle precedenti disposizioni i
di forza maggiore, i quali rendessero assolutamente
ecessario l'approdo, lo scarico, l'ancorraggio, e lo
azionamento vietato, legalmente provati in concorso
ell'Autorità giudiziaria, o locale: verificandosi però un
ccidente di forza maggiore, dovrà essere dato imme-
diato avviso al più prossimo Ufficio di dogana nel
ermine di un'ora a cura dei conduttori; in difetto di
he non sarà ammessa giustificazione alcuna.

X. I porti ed ogni altro mezzo di tragitto sotto
qualsivoglia denominazione sui fiumi Po e Ticino, ed
egualmente il loro carico o trasporto, sebbene recato
sopra carri, barre, vetture, e simili, sono essi pure
soggetti alle presenti disposizioni per ciò che concerne

Digitized by Google

1834 l'approdo, le dichiarazioni, lo scarico, l'ancorraggio stazionamento. Nel caso di contravenzione, oltre pene incorse dai passeggieri, proprietarii o consign tarii deggli oggetti, i conduttori dei detti porti, o tri mezzi natanti, incorreranno per la loro special nella multa di lire 300.

XI. Se non è presentata la dichiarazione nel mo e nel termine ordinati dai precedenti articoli 5 e o se la dichiarazione si scopre infedele od inesa si procederà per l'applicazione delle pene stabilite simili contravenzioni a tenore dei Regolamenti genera

XII. Per le trasgressioni di Polizia rimango fermi i veglianti relativi Regolamenti.

XIII. Sarà in facoltà dei due Governi di stabili tanto sul lago Maggiore, quanto sui fiumi Ticino Po, delle imbarcazioni di guardie, onde meglio as curare l'esecuzione delle intese cautele, e la repr sione punizione delle frodi e contravenzioni.

Concorrendo all'arresto simultaneamente gli ag di entrambi i Governi, tanto nel caso d'irregolare vigazione, quanto pei depositi nelle Isole dei fiu il prodotto delle confische e pene pecuniarie s diviso per eguale porzione fra le due Amministrazi Il procedimento sarà formato nello Stato alla cui spo sarà più prossimo il luogo dell'arresto, e secondo leggi in esso vigenti, senza che per l'incerta pertine all'uno o all'altro dominio del sito o dell'Isola in cui luogo l'apprensione degli oggetti per parte degli a e delle Dogane d'ambidue i Governi, o anche d solo di essi, possa farsi od ammettersi eccezione alc

XIV. Qualunque mercanzia, od altro genere, c provenendo da paese estero, passerà in transito per Stati Sardi alla Lombardia Austriaca, o viceversa d Lombardia Austriaca passerà in transito agli Stati Sar sortendo dai confini di terra o di acqua in conta dei rispettivi territorii, non sarà ammessa a ricevere scarico delle bollette a cauzione in prova della leg consumazione del transito, secondo è prescritto rispettivi vigenti Regolamenti, quando prima la spe zione non sia stata debitamente e regolarmento pr sentata e dichiarata all'Ufficio doganale d'ingres nello Stato a cui è diretto il transito, e da quest'Uf cio non ne sia stato riconosciuto ed attestato l'arri

Digitized by Google

o spazio di tempo assegnatovi, e la seguitane di- 1834
razione in corrispondenza della bolletta di transito.

XV. In conseguenza l'Ufficio Sardo, o l'Ufficio
nbardo designato per l'uscita del transito, compiute
avrà le proprie ispezioni per accertare l'integrità
spedizione, qualora non vi trovi legale motivo
ro procedimento, a termini dei veglianti generali
olamenti, dovrà sulla bolletta apporre il *Veduto*
la presentazione al vicino Ufficio dell'altrui Stato
resso, notando il giorno e l'ora dell' invio, e pre-
dovi all' arrivo il tempo misurato alla distanza
rcorrersi.

XVI. L'Ufficio d'ingresso, a cui deve presentarsi
olletta del transito, ne riceve la dichiarazione, ed
se d'essa, e delle ispezioni sue proprie a termini
rispettivi Regolamenti, ove non gli insorgano legali
zioni, apporre il *veduto* alla bolletta che ritira, ed
te il certificato d'arrivo con forme all'articolo 14,
do in esso il numero e la data del ricapito, o del
tro nel quale sarà stato preso atto regolare della
uta dichiarazione.

XVII. I certificati d'arrivo saranno preparati in
pa, riempiti a mano nei vacui, muniti di legale
onto delle rispettive Dogane, stesi e firmati dal
dell' Ufficio e dal Controllore, o da chi ne fa
ci, e si comporranno di tre esemplari. L'uno di
i sarà rilasciato indilatamente all'intestato nella
ta di transito e, e per esso al Conduttore a loro
ificazione. Il secondo si rimetterà a cura dell'Uf-
estensore insieme colla bolletta originaria entro il
do e non più tardi di tre giorni al vicino Ufficio
altrui confine, dal quale si fece l'invio del transito.
l terzo esemplare, che formerà la matrice delle
ette due bollette *certificati*, sarà trattenuto dall'Uf-
estensore, dal quale in fine d'ogni mese dovranno
ettersi tutte le matrici scritturate alle rispettive
inistrazioni Provinciali di Dogana per i dovuti
onti coi recapiti, o registri delle dichiarazioni re-
e e per i conseguenti effetti di ratifica o di ecce-
e che le dette Autorità si scambieranno reciproca-
e di mese in mese.

XVIII. Mediante il certificato rilasciato alla parte,
e sopra, la consumazione del transito si ha per
ificata a scioglimento delle prestate cauzioni.

Digitized by Google

1834 E quindi dietro il ricupero della bolletta di tr
sito, ed il ricevimento contemporaneo del secondo es
plare di certificato che l'Ufficio dell'arrivo trasm
all'altro di uscita: quest'ultimo ne compie gli atti
scarico colla emissione della finale bolletta di esito
transito, o con quegli altri incumbenti, cui sia ten
in forza de'Regolamenti generali verso gli altri Uf
mittenti.

XIX.. Se per qualunque accidente la spedizio
di transito non arrivi all Ufficio assegnato per l'ingre
entro l'orario, ossia il tempo prefisso nella boletta,
certificato non potrà accordarsi, quando nello ste
termine non venisse notificato al suddetto Ufficio l
caduto impedimento, e non ne fosse contemporan
mente giustificata la causa di forza maggiore con
cumento steso avanti l'Autorità locale o altro pubbl
Ufficio.

Sarà egualmente ricusato il rilascio del certific
qualora dalla visita delle merci ne risultino diva
tanto nella qualità, quanto nella quantità; nel q
caso ne verrà accertato il fatto, e rilevate le di
renze in processo verbale coll'intervento del propr
tario, dell'intestato nella bolletta di transito, o del co
ducente, da emettersi in doppio esemplare, uno
quali verrà ceduto ad esso conducente, e l'altro sp
dito all'Ufficio prossimo che ha vidimata l'uscita
transito, dello stato di provenienza per gli opport
procedimenti per conto ed interesse del proprio G
verno.

XX. I posti, ossiano Uffici di Dogana, pei q
sarà lecito di effettuare i transiti sotto l'osservan
delle presenti disposizioni, sono i seguenti.

Dalli, o per gli Stati Sardi.	*Dalla, o per la Lom bardia Austriaca.*
Intra.	Laveno.
Arona.	Angera.
Castelletto.	Sesto Calende.
S. Martino Ticino.	Boffalora.
S. Martino Siccomario.	Borgo Ticino.
S. Pier d'Arena.	Spessa.

XXI. Qualora a termini dei vigenti generali R
golamenti sia facoltativo ad alcuno degli anzidetti U
ficii di permettere, che ivi, le merci o derrate per

Digitized by Google

e dall' estero, vengano dichiarate di transito per 1834
ire direttamente per acqua a destinazione di qua-
que degli Stati stranieri, che non sia altro dei Go-
ni contraenti, la bolletta di transito da emettersi
rà essere di rigore assegnata a riportare il certi-
to d'arrivo e di scarico, ossia la reversale dall' ul-
o Ufficio che si troverà all'estremo punto della
ntiera coll'estero.

XXII. In mancanza di presentazione delle merci di
to all'Ufficio assegnato a certificare l'arrivo, o in
nza del certificato per fatto di rifiuto alla con-
ne, giustificato a termini delle presenti prescri-
, non sarà scaricata la bolletta di transito, é non
à aver luogo il rilascio della finale bolletta d'esito,
ui all'art. 18, ed i contravventori incorreranno nelle
e che i veglianti Regolamenti hanno comminate in
sa di non riportata reversale di scarico, ossia di
riportata bolleta d'uscita del transito.

XXIII. Saranno intieramente esenti da ogni tassa,
tra esazione, i certificati di cui all'art. 17.

XXIV. La presente Convenzione durerà due anni
a sua data, e s'intenderà di pien diritto rinnovata
biennio in biennio ogni qual volta l'uno dei due
verni non avvertirà l'altro tre mesi almeno primo
a scadenza del biennio corrente, che la medesima
serà d'avere alla fine di esso ogni suo effetto.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarii hanno
ata la presente in doppio originale, e vi hanno
sto il sigillo delle loro armi.

Torino li 4. dicembre 1834.

nte Saverio di Vignet.

Conte Enrico di Bombelles.

Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 16, *et par S. M. le Roi de Sardaigne le* 20. *mars* 1835.

Digitized by Google

33.

Article additionnel à l'Acte d'acc sion de S. M. le Roi de Sardaigne Traité conclu entre la France et Grande Bretagne pour la répressi de la traite des Noirs. En date 8. Décembre 1834.

(Annuaire historique universel pour 1835. Docum historiques pag. 28.)

Attendu que, par l'article 4. du Traité sign Turin le 8 jour d'août 1834, par le quel S. M. le de Sardaigne accède aux deux Conventions concl entre Leurs Majestés le Roi des Français et le du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irla le 30. novembre 1831 et le 22. mars 1833, il est pulé que tous navires sous Pavillon Sarde qui en ve du Traité et des Conventions susmentionnées serai arrêtés par les Croiseurs de Sa Majesté le Roi Français, ou de Sa Majesté le Roi du Royaume-U de la Grande Bretagne et d'Irlande stationnés sur côtes de l'Amérique, de l'Afrique ou de Madagasc seront conduits ou envoyés à Gênes; et attendu q le débarquement à Gênes des Nègres qui se trouverai à bord de ces bâtimens pourrait entraîner de gra inconvéniens, les soussignés Plénipotentiaires des t Puissances signataires du susdit Traité d'accession, ce spécialement autorisés, et conformément aux i structions que chacun d'eux a reçues de son Souverai sont convenus de l'article suivant additionnel au susd Traité.

Les Nègres trouvés à bord des bâtimens so Pavillon Sarde, qui seraient ainsi arrêtés, et qui co formément aux stipulations du dit Traité doivent êt envoyés à Gênes, seront débarqués sur un point pl rapproché que Gênes du lieu où les dits bâtimens N griers auront été rencontrés, c'est-à-dire que:

1. Si un bâtiment Négrier Sarde est arrêté p un Croiseur Anglais, les Nègres trouvés à bord de c navire seront débarqués au Port ou dans l'endroit a

Digitized by Google

el un bâtiment Négrier Anglais trouvé et arrêté dans 1834
s circonstances semblables et dans le même endroit
r un Croiseur Français, serait d'après les susdites
nventions avec la France envoyé ou conduit.

2. Si un bâtiment Négrier Sarde est arrêté par
Croiseur Français, les Nègres trouvés à bord du
navire seront débarqués au Port ou dans l'endroit
quel un bâtiment Négrier Français trouvé et arrêté
s des circonstances semblables et dans le même
roit par un Croiseur Anglais, serait, d'après les
ites Conventions avec la France, envoyé ou conduit.

3. Si un bâtiment Négrier Sarde est arrêté par
Croiseur Sarde, les Nègres trouvés à bord de ce
iment seront débarqués au plus rapproché des Ports
lieux de débarquement Anglais ou Français, au
el, d'après les susdites Conventions avec la France,
navire ayant des esclaves à bord, aurait été con-
it ou envoyé, si le dit navire eût été Anglais ou
rançais, au lieu d'être Sarde, et s'il eût été arrêté
r un Croiseur Anglais ou Français.

Le présent Article additionnel, après avoir été due-
ent ratifié, aura la même force et le même effet que
l avait été textuellement inséré dans le susdit Traité
accession signé à Turin le 8 d'août dernier.

Il sera ratifié par chacune des Hautes Parties
ntractantes, et les ratifications en seront échangées
ns l'espace de six mois à Turin.

En foi de quoi, nous Plénipotentiaires soussignés
ons fait faire trois copies du présent Article addi-
nnel, parfaitement conformes entre elles, les avons
gnées, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Turin ce jour huit décembre 1834.

DE LA TOUR.
BARANTE.
HENRY EDWARD FOX.

Ratifié par S. M. le Roi des Français le 21 *décembre* 1834; *par S. M. le Roi de la Grande Bretagne le* 31 *janvier, et par S. M. le Roi de Sardaigne le* 8 *mai* 1835.

Digitized by Google

34.

Protocole de la Conférence tenue l
8. *Décembre* 1834 *au Ministère de*
affaires étrangères à Turin entre le
Plénipotentiaires de Sardaigne, d
France et de la Grande Bretagne s
l'Article additionnel du Traité pou
la répression de la traite des Noir

(Traités publics de la Roy. Maison de Savoie. T. V
pag. 75.)

Les Plénipotentiaires signataires de la Conventio du 8 août dernier, par la quelle Sa Majesté le R de Sardaigne a accédé aux Conventions conclues entr la France et la Grande Bretagne le 30 novembre 183 et le 22 mars 1833 relatives à la répression de la trai des Noirs, se sont réunis aujourdhui 8 décembre 183 au Ministère des affaires étrangères à Turin.

Les Plénipotentiaires de France et de la Grand Bretagne ont annoncé que leurs Souverains en ratifian la Convention signée le 8 août dernier à Turin, on en même tems ordonné que des instructions formelle seraient adressées à Leurs Plénipotentiaires, afin qu'il eussent, avant de procéder à l'échange des ratification à proposer un article additionnel à la susdite Conven tion: cet article aurait pour but de régler la destina tion des Nègres trouvés à bord des bâtimens Sarde qui d'après l'art. 4. doivent être conduits et jugés à Gênes.

On préviendrait par là des inconvéniens évidens qui résulteraient de la translation et du débarquement de ces Nègres à Gênes. La disposition proposée doit paraître aussi avantageuse à la Sardaigne, qu'aux deux autres Puissances contractantes.

Le Plénipotentiaire de Sardaigne répond qu'il a déjà pris connaissance de ce projet d'article, qui lui a été préalablement communiqué.

Le Gouvernement Sarde n'avait pas eu l'intention de conduire les Nègres à Gênes, une telle mesure

Digitized by Google

ant dans l'état actuel des choses des inconvéniens 1834
nifestes; mais on avait dû penser, que c'était un
int de simple exécution, qui serait réglé par voie
communication et comme conséquence des principes
és et stipulés dans le Traité.

Le Traité avait semblé ne devoir renfermer que
concession mutuelle du droit de visite pour la ré-
sion d'un commerce criminel et la réserve indispen-
le de la juridiction nationale pour prononcer sur les
aventions; ces points sont l'essence même de la
ention, et doivent être, selon les termes de la
ation, maintenus inviolablement et à jamais; peut-
n'en est-il pas ainsi de la disposition additionnelle
est proposée. La destination des Nègres est une
se à régler suivant des circonstances qui peuvent
ier, suivant l'expérience qui résultera de l'exécution
Traité, ainsi il ne semble pas au Plénipotentiaire
Sardaigne qu'il y ait eu omission ni lacune; toute-
la disposition proposée lui paraissant bonne et
oanable, il n'y fait point d'objection, et se trouve
orisé à y consentir; mais il demeure entendu que
la pratique, si le cours des procédures faisaient re-
naître qu'il est indispensable de conduire les Nègres
Gênes, si la Sardaigne trouvait possibilité, conve-
nce ou intérêt de les transporter ailleurs que dans
s possessions Françaises ou Anglaises, il y aurait
à revenir sur le susdit article, et à convenir d'une
osition nouvelle.

Les Plénipotentiaires de France et de la Grande
gne n'ont aucune opposition à faire contre une
réserve, elle est pour ainsi dire de droit, pour
Traité ou Convention, et encore plus lorsqu'il
git de mesures d'exécution.

Le Plénipotentiaire de Sardaigne ajoute que comme
rticle proposé pourrait nécessiter quelque interpréta-
on et laisser à discuter la latitude et le mode de
on application, il croit devoir dire d'avance ce que
i parait indispensable à cet égard; il n'entend point
en faire une condition de son adhésion, tant il est
convaincu que de telles réserves ne comportent point
objection; c'est le Magistrat suprême de l'Amirauté
qui sera juge des procédures intentées pour faits de
traite. On a dû s'adresser à ce Tribunal afin de savoir

Digitized by Google

1834 quelles formalités pourront devenir nécessaires suite de la mesure qui va être convenue et co il doit être suppléé à la présence des Nègres bâtiment saisi. A cet effet les Autorités du l débarquement où les Nègres seront conduits, de au moment même du débarquement procéder à l et à l'inspection du bâtiment saisi et de sa ca en la manière prescrite par l'art. 4. du Traité mars 1833.

Les dites Autorités rédigeraient un procès de leur opération, où sera fait mention expre spéciale du débarquement des Nègres, de leur bre, et de toutes les circonstances qui leur son tives. Cet acte rédigé en triple expédition et de toute l'authenticité nécessaire serait transmis à avec le bâtiment saisi, ainsi que les inventai autres procès verbaux dressés au moment de l ture et toutes les pièces mentionnées dans le précité, revêtues aussi de l'authenticité nécessai

Les Plénipotentiaires de France et de la G Bretagne s'empresseront de transmettre à leur vernemens respectifs cette indication de formali leur semblent, comme au Plénipotentiaire de Sard nécessaires à l'instruction de la procédure, et doutent pas que des instructions conformes ne s adressées, tant aux Commandans des bâtimens croi qu'aux Autorités des lieux de débarquement.

La présente conférence s'est terminée par la s ture de l'article additionnel à la Convention du 8 dernier par la quelle S. M. le Roi de Sardaigne accédé aux Conventions antérieures passées ent France et la Grande Bretagne pour la répressi la traite des Noirs.

Fait triple et réciproquement échangé en or entre les Signataires.

DE LA TOUR.
BARANTE.
HENRY EDWARD F

Digitized by Google

35.

Publication concernant le renouvellement de la Convention subsistante entre l'Electorat de Hesse et la Principauté de Waldeck pour la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres, datée du 8. Janvier 1835.

(Sammlung von Gesetzen etc. etc. für Kurhessen. 1835. Jan. Nro. 1.)

Mit Genehmigung Sr. Hoh. des Kurprinzen und Regenten ist die im Jahre 1828 mit der Regierung des Fürstenthums Waldeck wegen Bestrafung der Forst-, Jagd-, Fischerei- u. Feldfrevel vorerst auf sechs Jahre geschlossene Uebereinkunft bis auf Widerruf der einen oder der andern Regierung erneuert worden.

Kassel, den 8. Januar 1835.

Die Kurfürstlichen Minister
der Finanzen v. Motz.
der Justiz Hassenpflug.

36.

Traité entre S. A. R. le Grand-duc de Hesse et S. A. le Landgrave de Hesse-Hombourg pour l'accession du pays de Hesse-Hombourg au système des douanes du Grandduché de Hesse et des autres Etats appartenans à la ligue de douanes. Signé à Berlin le 20. Février 1835.

(Grossherz. Hessisches Regierungsblatt. 1835. Nro. 46.)

Mis en exécution le 1. Janvier 1836.

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und Seine Durchlaucht der souveraine Land-

Digitized by Google

1835 graf zu Hessen haben, im Hinblick auf den Artikel 1 des Vertrages, welcher am 31. December 1829 zw schen der Krone Preussen und Seiner Durchlauc dem souverainen Landgrafen, in Betreff des Beitri mit dem Landgräflichen Oberamte Meisenhei zu dem Zollvereine, unter Zustimmung der Grossh zoglich Hessischen Regierung, geschlossen wurd zur Verwirklichung der darin erklärten Absicht, Wohlthat eines gegenseitigen freien Verkehrs auf das Verhältniss des Landgräflichen Amtes Ho burg zum Grossherzogthume Hessen und zu d übrigen Staaten des Zollvereins, wie solcher sich s dem durch die Verträge vom 22. März, 30. März u 11. Mai 1833 gebildet hat, auszudehnen, in Uebere stimmung mit dem Artikel 2. dieser Verträge Unte handlungen eintreten lassen, und hierzu als Bevo mächtigte ernannt:

Seine Königl. Hoheit der Grossherzog von Hessen:

Allerhöchst Ihren Ober-Finanzrath Heinrich Lu wig Biersack, Ritter erster Klasse des Grossh zoglich Hessischen Ludwigsordens, Ritter des K niglich Preussischen rothen Adlerordens dritter Klas des Civilverdienstordens der Königlich Baierisch Krone und des Ordens der Königlich Würtemb gischen Krone;

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hesse

Höchst Ihren Regierungs-Director Ludwig K Wilhelm Henrich,

von welchen, nach gepflogener Unterhandlung, Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag geschlossen worden ist:

Art. 1. Seine Durchlaucht der souveraine Lan graf treten, unbeschadet Ihrer Landesherrlichen H heitsrechte, mit Ihrem Amte Homburg dem Zolls steme des Grossherzogthums Hessen, und damit de Zollsysteme der übrigen Staaten des grossen Zollve eins bei.

Art. 2. Die Art und Weise der Verkündigung de diesfallsigen Gesetze und Verordnungen in dem Amt Homburg und die mit derselben übereinstimmend Einrichtung der Zollverwaltung sollen im gegenseiti gen Einvernehmen festgesetzt und in Ausführung ge bracht werden.

Digitized by Google

Art. 3. Die Zollbeamten im Amte Homburg sollen 1835
n den Grossherzoglich Hessischen oberen Verwal-
ngsbehörden ernannt und für beide Landesherrn von
m Landgräflichen Justizamte zu Homburg verpflich-
t werden.

Bei der Ernennung der Zollbeamten werden die
ssherzoglich Hessischen Behörden besonders auf
he Subjecte Rücksicht nehmen, welche von der
dgräflichen Regierung namhaft gemacht — und
der von ihnen veranlassten Prüfung tüchtig befun-
worden sind. Die auf diese Weise angestellten
ten werden gleich den ausschliesslich Grossher-
ch Hessischen Zollbeamten derselben Kategorie
ldet, die Aufsichtsbeamten auch uniformirt und be-
net.

Die Beamten beziehen ihren Gehalt aus den Gross-
rzoglich Hessischen Kassen, und stehen in allen
enstangelegenheiten, insbesondere auch in Absicht
r ganzen Disciplin, unter den Grossherzoglich Hes-
chen Oberbeamten, welche die Leitung des Zoll-
stes besorgen.

In allen Privat- und bürgerlichen Angelegenheiten,
ner bei allen sogenannten gemeinen Vergehen, in-
chen bei allen Dienstvergehen, wegen welcher ge-
n ausschliesslich Grossherzoglich Hessische Beamte
selben Kategorie eine förmliche gerichtliche Unter-
chung nöthig werden würde, sind die Zollbeamten
Amte Homburg den Landgräflichen Gerichten un-
worfen. Doch steht im Falle solcher gerichtlichen
ersuchungen den Grossherzoglich Hessischen ober-
Verwaltungsbehörden das Recht zu, jene Zollbe-
ten von Dienst und Gehalt zu suspendiren.

Art. 4. Zur Untersuchung und Bestrafung der
n Landgräflichen Unterthanen oder von Fremden
m Amte Homburg verübten Zollvergehen, welche zur
richtlichen Entscheidung gelangen, bildet das Land-
gräflich Hessische Justizamt zu Homburg die erste
nd Landgräfliche Regierung 1ste Deputation die
weite Instanz.

Die gegen Erkenntnisse der zweiten Instanz im
Grossherzogthume Hessen gesetzlich zulässigen Rechts-
mittel sollen auch im Amte Homburg gegen solche
Erkenntnisse zulässig seyn. Die Verhandlung derse-
ben wird bei der Landgräflichen Regierung 1ste De-

Digitized by Google

1835 putation stattfinden, die Entscheidung aber vo
noch näher zu bezeichnenden Grossherzoglich
schen Gerichten ertheilt werden.

Art. 5. Die Grossherzoglich Hessische Reg
verspricht den Theil des reinen Zollertrags, w
sich im Verhältniss der Seelenzahl des Amtes
burg zu der des Grossherzogthums auf das Amt
burg berechnet, der Landgräflichen Regieru
überweisen.

Art. 6. Von den für Se. Durchlaucht den
rainen Landgrafen und Höchstdero Hofhaltu
Landgräflichen Hofmarschall-Amts-Attesten üb
Zolllinie eingehenden Waaren werden die Gefä
beim Eingange erhoben, sondern bloss notirt, u
der nächsten Abrechnung auf den Antheil Sr.
laucht an dem gesammten reinen Einkommen
rechnet.

Art. 7. Alle in Folge überwiesener Zollve
in dem Amte Homburg angefallenen Geldstraf
Konfiskate verbleiben, nach Abzug des Denun
Antheils, dem Landgräflichen Fiskus und bilden
Theil der gemeinschaftlichen Einnahme.

Die Ausübung des Begnadigungs- und
wandlungsrechts über die von den Landgräfli
richten verurtheilten Personen ist Sr. Hochfü
Durchlaucht überlassen. Der Straferlass kann
nicht auf den Denuncianten-Antheil ausgedehnt w

Art. 8. Von dem Tage der Ausführung ge
tiger Uebereinkunft an tritt ein gegenseitig völli
Verkehr zwischen dem Landgräflichen Amte Ho
und dem Grossherzogthume Hessen, ingleiche
übrigen zu dem grossen Zollvereine gehörigen S
ein, mit folgenden Ausnahmen:

1) In so lange nicht eine Vereinigung des
gräflichen Amtes Homburg mit dem Grossherzogt
Hessen zu einem Verbande in Ansehung der Sal
zu Stande gekommen seyn wird, bleibt die Ei
des Salzes aus dem Amte Homburg in das Gro
zogthum Hessen und aus dem Grossherzogthume
sen in das Amt Homburg gegenseitig verboten
Ausnahme jedoch derjenigen Lieferungen, welch
Rechnung der einen oder anderen Regierung g

Die Landgräflich Hessische Regierung wird,
Zeitpunkte der Vollziehung des gegenwärtigen

Digitized by Google

ges an, die Salzverkaufspreise so reguliren, dass 1835
dem in dem Grossherzogthume Hessen bestehen-
Salzregiepreise gleich kommen. Die Grossherzog-
e Regierung wird dagegen die Abgabe des Salzes
inländischen Salinen, oder die Durchfuhr des Salzes
Salinen anderer Vereinsstaaten nach dem Amte
burg, unter den nothwendigen Kontrolen, gestatten.
2) Im Verhältnisse des Amtes Homburg zu den
en Staaten des Zollvereins finden in Ansehung
Verkehrs mit Salz die vertragsmässigen Bestim-
n Anwendung, welche zwischen dem Grossher-
ume Hessen und diesen Staaten bestehen.
3) Gegenstände, welche im Grossherzogthume Hes-
einer inneren indirekten Besteuerung unterliegen,
en bei dem Eingange aus dem Amte Homburg in
Grossherzogthum angemeldet und mit den Abgabe-
en, welche für die eigenen Erzeugnisse des Gross-
zogthums bestehen, versteuert werden.
4) Bei dem Waaren-Uebergange aus dem Amte
burg, mit Berührung des Grossherzogthums Hes-
, nach den anderen Vereinsstaaten, und umgekehrt,
die für den Verkehr des Grossherzogthums mit
ern Vereinsstaaten getroffenen Anordnungen zu
bachten.
5) Bei dem Uebergange von Gegenständen, welche
Amte Homburg einer inneren Steuer unterliegen,
dem Grossherzogthume Hessen, und den übrigen
ten des Zollvereins nach dem Amte Homburg,
die inneren Steuern nach denselben Sätzen zu
hten, nach welchen die eigenen Erzeugnisse des
s Homburg versteuert werden.
6) Spielkarten, deren Ausfuhr aus dem Grossher-
thume Hessen nach verschiedenen Vereinsstaaten
lässig ist, dürfen auch aus dem Amte Homburg
t in diese Staaten versendet werden.

Art. 9. Die in den Verträgen wegen Bildung des
ssen Zollvereins ausgesprochenen allgemeinen Grund-
ze über die Ausgleichungsabgaben und die inneren
Verbrauchsabgaben, über die Chausseegelder, Pflaster-,
amm-, Brücken-, Fähr- und Thorsperre-Gelder,
ber den Schifffahrtsbetrieb und die Wasserzölle, über
ie Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Krahnen-,
Waage- und Niederlage-Gebühren, wegen Beförde-
rung der Gewerbsamkeit, wegen der Erfindungs-Pa-

Digitized by Google

1835 tente, und über die Einführung eines gleichen Ma
und Gewichtssystems, kommen im Verhältniss des An
Homburg in derselben Weise, wie im Verhältniss
Grossherzogthums Hessen, zum Zollvereine in
wendung.

Art. 10. Seine Durchlaucht der souveraine La
graf treten dem Zollkartel bei, welches zwischen
Königlichen Hoheit dem Grossherzoge und den ü
gen Staaten des Zollvereins zum Schutze des gem
schaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel
der inneren Verbrauchsabgaben gegen Defraudatio
abgeschlossen worden ist, und es wird deshalb die er
derliche besondere Bekanntmachung veranlasst wer

Art. 11. Um zu verhüten, dass die Zolleinkü
des Vereins nicht durch die Anhäufung unverzo
oder gegen geringere Steuersätze, als der Vere
zolltarif enthält, verzollter Waarenvorräthe in
Amte Homburg beeinträchtigt werden, wird man
über geeignete Sicherungsmaassregeln vereinigen.

Art. 12. Die Dauer des gegenwärtigen Vertr
für dessen Ausführung der Zeitpunkt noch beson
verabredet werden soll, wird vorläufig bis zum 1.
1842 festgesetzt. Wird derselbe während dieser
und spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist n
gekündigt, so soll er auf zwölf Jahre und so fort
zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen wer

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifik
der hohen kontrahirenden Höfe vorgelegt und die
wechselung der Ratifikations-Urkunden soll sobald
möglich in Darmstadt bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 20. Februar 1835.

(L. S.) Heinrich Ludwig Bierbach.
(L. S.) Ludwig Karl Wilhelm Henr

Digitized by Google

37.

Convention entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick pour l'exécution complète de leur Traité du 1. Mai 1834 et particulièrement pour empêcher la contrebande. En date du 14. Mars 1835.

(Gesetz- und Verordnungs-Samml. des Herzogth. Braunschweig. 1835. Nro. 20.)

Se. Majestät, der König des vereinigten Reichs Großbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc., und

Se. Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc.,

haben, zur vollständigen Ausführung ihres vereinbarten gemeinschaftlichen Abgaben-Systems, und zur Verhütung des verderblichen Schleichhandels in ihren Staaten, Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu diesen

Se. Majestät der König des vereinigten Reichs Großbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc.

Allerhöchst Ihren Obersteuer-Rath Georg Friedrich Hieronymus Dommes, Ritter des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens, und

Allerhöchst ihren Ober-Zollrath Heinrich Ludwig Heineke, Ritter des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens; und

Se. Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc.

Höchst Ihren Finanz-Director und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Commandeur 2ter Classe vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrich des Löwen, Commandeur des Kurfürstlich Hessischen Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienstordens, und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens,

zu Bevollmächtigten ernannt, von denen folgende Uebereinkunft abgeschlossen ist:

Digitized by Google

1835 Art. 1. Beide contrahirende Staaten verpfl sich gegenseitig, durch alle Ihnen zu Gebote s den Mittel dahin zu wirken, dass in Ihren Lande Ihre gemeinsamen Interessen benachtheiligende Sch handel überall verhütet oder unterdrückt werde.

Art. 2. Die Behörden und Angestellten in Staaten sollen darauf achten, dass diese Absic reicht werde, insbesondere aber, dass keine V von Schleichhändlern sich bilden, oder Waaren derlagen errichtet werden, welche zum Zweck solche Gegenstände in den andern Staat einzus zen, die in demselben entweder verboten sind, deren Debit die Regierung sich ausschliesslich halten hat.

Sie sind auch ohne ausdrückliche Aufford verbunden, alle gesetzliche Mittel anzuwenden, w zur Verhütung, Entdeckung und Bestrafung de gen den anderen Staat beabsichtigten, oder in d Gebiete begangenen Verletzungen bestehender Durch- oder Ausfuhr-Verbote, dienen können, den betreffenden Behörden dieses Staats dave nöthige Mittheilung zu machen.

Art. 3. Vornehmlich sollen die, mit der U chung und Bestrafung der Steuer-Contrave beauftragten Unter-Gerichte des einen Staats, ni

1) den in einer solchen Angelegenheit an s gehenden Requisitionen derartiger Gerichte de dern Staats, sowohl in Beziehung auf die Sist der Contravenienten, dieselben mögen nun U thanen eines fremden Staats oder eines der ko hirenden Staaten seyn, vor dem requirirenden richte, als auf die Beitreibung und Ablieferung von denselben, in Folge angenommener Erm gungs-Vorschläge oder gefällter gerichtlicher Erk nisse zu erlegenden Gelder oder auch auf die Besc nahme und Auslieferung zur Ermittelung des Th standes erforderlicher oder aber bereits für confi erklärter Contraventions-Gegenstände, oder au Vollziehung von, statt der Geldstrafen gese eintretenden Arrest- oder Arbeitsstrafen, stets das bereitwilligste genügen, sondern auch

2) die von Steuer-Beamten des andern Staats a brachten Denunciationen gegen Steuer-Contraven ten fordersamst zur Untersuchung ziehen;

Digitized by Google

es dies in eben der Masse, wie wenn ein Gericht 1835
s eigenen Landes die Requisition erlassen, oder ein,
diesem angestellter Steuer-Beamte die Anklage er-
ben hätte.

Art. 4. Die Vollziehung der von einem zahlungs-
fähigen Contravenienten zu erleidenden Arrest- oder
heits-Strafe soll jedoch jedesmal dem Gerichte des-
gen Landes zustehen, in welchem derselbe als do-
ilirter Unterthan zu betrachten ist.

Ist der Contravenient indess der Unterthan eines
den Staats, dann soll er im Falle der Betretung
nem der beiden contrahirenden Staaten an dasje-
e Gericht, welches die Untersuchung geführt hat,
vorgängige Requisition sofort ausgeliefert werden.
Die Kosten der Detention des Inhaftirten fallen
dessen Zahlungsunfähigkeit jederzeit dem Staate
Last, in dessen Gerichtsbezirke die Strafe voll-
gen werden muss.

Art. 5. Den Steuer-Beamten des einen Staates
gestattet seyn, die Spuren verübter Steuer-Con-
ventionen auch in das Gebiet des andern Staats
ne Beschränkung auf eine gewisse Strecke zu ver-
gen.

Sind dabei Haussuchungen, Beschlagnahmen und
dere gesetzliche Massregeln zur Constatirung des
atbestandes erforderlich, so sollen selbige auf den
ündlichen oder schriftlichen Antrag der Steuer-Be-
te und unter deren Zuziehung von der Orts-Obrig-
vorgenommen werden.

Letztere hat sodann über den ganzen Vorgang
Protocoll aufzunehmen und eine Abschrift dessel-
dem Steuer-Beamten, auf dessen Antrag jene
sregeln ergriffen sind, mitzutheilen.

Auch sollen die Steuer-Beamte befugt und ge-
ten seyn, auf der That betroffene Contrave-
enten, die mit den Gegenständen, welche sie bei
ich führen, in Gehöften oder Häusern im andern
Staate einen Zufluchtsort suchen, an diesen Ort zu
verfolgen, sich jener Gegenstände zu versichern, und
erst hiernächst der Obrigkeit von dem Vorgange die
nöthige Anzeige zu machen. Bei der Ausübung die-
ser ihrer Dienstpflicht soll ihnen nach vorgängiger
Legitimation von dem Orts-Vorstande jederzeit der
erforderliche Schutz und Beistand gewährt werden.

Digitized by Google

1835 Art. 6. In den Fällen, wo wegen einer S
Contravention ein persönliches Anhalten des C
venienten gesetzlich zulässig ist, soll auch dies
dem, den Contravenienten in den andern Staat
genden Steuer-Beamten geschehen können, d
gehaltene jedoch alsdann der nächsten Obrigke
ses Staats überliefert werden.

Ist indess die Person des Contravenienten
verfolgenden Steuer-Beamten bekannt, und di
weisführung, so wie die Zahlung der in Antr
bringenden Strafe gesichert, so darf ein persön
Anhalten im andern Staate nicht geschehen.

Art. 7. Nach den, in den Art. 3 bis 6 incl
gestellten Grundsätzen soll von den Behörden
Angestellten in beiden Staaten ebenfalls verf
werden, wenn die Uebertretung eines Ein-, D
oder Ausfuhr-Verbots des andern Staats zu verf
und zu ahnden ist.

Art. 8. Dieselben Grundsätze der gegens
Rechtshülfe sollen auch in denjenigen Fällen
wendung kommen, wo mit der Verletzung der S
Gesetze, oder der bestehenden Ein-, Durch-
Ausfuhr-Verbote zugleich andere criminell zu
fende Vergehen, z. B. der Fälschung, der W
lichkeit gegen Steuer- und andere Beamte
ren wörtlicher oder thätlicher Beleidigung, concur

Die Untersuchung und Bestrafung soll von
jenigen Gerichte geschehen, in dessen Bezirke
Verbrechen begangen ist, und die Auslieferung
theiligter Ausländer unbedingt, die von Unterth
der beiden contrahirenden Staaten aber nur mit
wissen und Genehmigung des betreffenden Minis
an das competente Gericht erfolgen. Diese Gene
gung zur Auslieferung soll jedoch in den Fällen
ertheilt werden, vielmehr jeder Regierung die ei
Bestrafung eines zu ihren Unterthanen gehören
in dem andern Staate nicht bereits zur Haft gebr
ten Verbrechers vorbehalten bleiben, wenn das
Frage stehende Verbrechen mit einer Todes-
einer lebenslänglichen Arbeitsstrafe bedrohet ist.

Der Urtheilsspruch über einen Unterthan
beiden contrahirenden Staaten erfolgt auf den Gr
der Strafgesetze seines Landes; wenn jedoch d
eine härtere Strafe bestimmen, als diejenigen, wel

Digitized by Google

dem Orte des begangenen Verbrechens gelten, 1835
ch letzteren.

In den Fällen, wo nach den mildern Gesetzen
n dem Gerichte, in dessen Bezirke das Verbrechen
gangen ist, auf ein Strafübel erkannt werden möchte,
lches in dem andern Staate als solches nicht einge-
rt ist, und deshalb nicht vollzogen werden kann,
eine verhältnissmässige Strafe anderer, der erkann-
möglichst nahe stehenden Art, Anwendung finden.

Art. 9. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags
vorläufig bis zum Ablaufe des Jahres 1841 fest-
tzt, und soll hiernächst über die Verlängerung
elben weitere Verabredung eintreten.

Art. 10. Dieser Vertrag soll in zwei gleichlauten-
Exemplaren ausgefertigt, und zur Ertheilung der,
nächst auszuwechselnden, Höchsten Ratificationen
gelegt werden.

Zur Urkunde dessen ist derselbe von den Bevoll-
chtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover, am 14. März Eintausend
thundert fünf und dreissig.

.S.) gez.: Georg Friedrich Hieronym. Dommes.
.S.) gez.: Heinrich Ludwig Meineke.
.S.) gez.: Aug. Phil. Christ. Theod. v. Amsberg.

38.

nvention entre le Royaume d'Ha-vre et le Duché de Brunswick pour xécution du Traité du 1. Mai 1834 dans leurs possessions communes. En date du 14. Mars 1835.

(Gesetz- und Verordnungs-Samml. des Herzogthums Braunschweig von 1835. Nro. 19.)

Se. Majestät, der König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc., und

Se. Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc.,

haben zur Ausführung des, unter Allerhöchst- und

Digitized by Google

1835 Höchstdenselben geschlossenen Steuervereinigu
Vertrags vom 1. Mai 1834 in Ihren Communion-
sitzungen, durch Ihre zur Abschliessung jenes
trags ernannte Bevollmächtigte, als:

Se. Majestät, der König des vereinigten Re
Grossbritannien und Irland etc., auch König von H
nover etc.

durch Allerhöchst Ihren Ober-Steuerrath G
Friedrich Hieronymus Dommes, Ritter des Kö
lich Hannoverschen Guelphen-Ordens, und
Allerhöchst Ihren Ober-Zollrath Heinrich Lu
Meineke, Ritter des Königlich Hannoverschen G
phen-Ordens, und

Se. Durchlaucht, der Herzog von Braunschw
und Lüneburg etc.

durch Höchst Ihren Finanz-Director und Geheim
Legationsrath August Philipp Christian Theodor
Amsberg, Commandeur 2ter Classe vom Herzogl
Braunschweigschen Orden Heinrich des Lö
Commandeur des Kurfürstlich Hessischen Ord
vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Säch
schen Civil-Verdienst-Ordens, und Inhaber d
Waterloo-Ehrenzeichens,

folgende Uebereinkunft treffen lassen:

Art. 1. Der Vertrag vom 1. Mai 1834 und d
daraus hervorgehenden Abgaben-Gesetze, Tarife u
Verordnungen sollen in den Communion-Besitzung
von Hannover und Braunschweig durch das Comm
nion-Berg-Amt zu Goslar publicirt werden.

Art. 2. In den Communion-Besitzungen in und
Goslar, so wie zur Frau Sophienhütte bei Langelsh
werden die von der Königlich Hannoverschen Regierun
in den Communion-Besitzungen zur Saline Juli
halle und zur Oker, so wie in den Hüttenwerken u
dem übrigen Communion-Gebiete bei Gittelde dageg
die von der Herzoglich Braunschweigschen Regierun
einseitig zu erlassenden Gesetze, Tarife und Ve
ordnungen publicirt und angewendet;

vorbehältlich der, beiden contrahirenden Staat
in dem gesammten Communion-Gebiete zustehend
Hoheits-Rechte.

Art. 3. In weiterer Folge der Bestimmungen d
vorstehenden Artikels werden in Steuer-Contravention
Sachen competent:

Digitized by Google

1) für die Communion-Besitzungen in und bei 1835
Goslar, so wie zur Frau Sophienhütte bei Langelsheim:
a) in erster Instanz, das Communion-Berg-Amt zu Goslar;
b) in zweiter Instanz, die Königlich Hannoversche Justiz-Canzlei zu Göttingen;
c) in letzter Instanz, das Königlich Hannoversche Ober-Appellations-Gericht zu Celle;

2) für die Communion-Besitzungen zur Saline Juliushalle und zur Oker:
a) in erster Instanz, das Herzoglich Braunschweigsche Amt Harzburg und das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht Wolfenbüttel nach Massgabe der im Herzogthume Braunschweig bestehenden Competenz-Bestimmungen;
b) in zweiter und letzter Instanz das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht zu Wolfenbüttel und das Herzoglich Braunschweigsche Landesgericht, nach Massgabe der im Herzogthume Braunschweig bestehenden Competenz-Bestimmungen;

3) für die Hüttenwerke und das übrige Communion-Gebiet bei Gittelde:
a) in erster Instanz, das Herzoglich Braunschweigsche Amt Seesen und das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht zu Gandersheim nach Massgabe der im Herzogthume Braunschweig bestehenden Competenz-Bestimmungen;
b) in zweiter und letzter Instanz das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht zu Gandersheim und das Herzoglich Braunschweigsche Landesgericht zu Wolfenbüttel nach Massgabe der im Herzogthume Braunschweig bestehenden Competenz-Bestimmungen.

Art. 4. Auch diejenigen Vergehen, welche nach den vereinbarten Steuer-Gesetzen eine criminelle Untersuchung und Bestrafung zur Folge haben, sollen:
für die im vorstehenden Artikel unter der Nro. 1. benannten Communion-Besitzungen, durch die Königlich Hannoverschen, und
für die unter den Nummern 2 und 3. benannten Communion-Besitzungen, durch die Herzogl. Braunschweigschen Criminal-Justiz-Behörden,
nach den in dem Communion-Gebiete geltenden Gesetzen, ohne Rücksicht auf die in sonstigen Civil-

Digitized by Google

1835 und Criminal-Rechtssachen in Frage kommenden J
des Directorii, untersucht und entschieden werde
Das Gericht, in dessen Bezirke das Vergehen
gangen worden, ist das competente.

Art. 5. Durch gegenwärtige Uebereinkunft, w
für die Dauer des Steuer-Vereinigungs-Vertr
vom 1. Mai v. J., und lediglich in Beziehung au
Ausführung desselben geschlossen ist, soll jedo
allen übrigen Verhältnissen der Communion-Besi
gen, sowohl was die Verhältnisse der beiden St
zu einander, als was die Unterthanen-Verhältniss
Bewohner jener Besitzungen anlangt, nichts geä
werden.

Art. 6. Diese Convention soll in zwei gleichla
den Exemplaren ausgefertigt und zur Ertheilung
Höchsten, demnächst auszuwechselnden Ratificat
vorgelegt werden.

Zur Urkunde dessen ist dieselbe von den Be
mächten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover am 14. März Eintau
achthundert fünf und dreissig.

(L. S.) gez.: Georg Friedrich Hieronym. Dem
(L. S.) gez.: Heinrich Ludwig Meineke.
(L. S.) gez.: Aug. Phil. Christ. Theod. v. Ar

39.

Loi donnée dans le Duché de Brun wick et concertée avec le Royaum d'Hanovre, portant défense de l'i troduction du sel de l'étranger. date du 8. Mai 1835.

(Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herz
thums Braunschweig. Jahrg. 1835. Nro. 21.)

Von Gottes Gnaden, Wir, Wilhelm, Herzog
Braunschweig und Lüneburg etc.

Zur Ausführung der Bestimmungen im Art. 9.
mit der Krone Hannover am 1. Mai 1834 abgeschl
senen Vertrages, und der übrigen wegen des Salz
bits unter beiden Staaten getroffenen Verabredung

Digitized by Google

lassen Wir unter Zustimmung Unserer getreuen 1835
lände das nachstehende Gesetz:

§. 1. Die Einführung des ausländischen Salzes, as Salzgittersche nicht ausgenommen, ist für den gan- n Umfang der hiesigen Lande verboten.

§. 2. Nur der Herzogl. Steuerdirection soll es zuste- , ausländisches Salz in die hiesigen Lande einzuführen, solches durch die, unter ihrer Leitung stehenden derlagen debitiren zu lassen. Ausserdem bleibt auch der Communion-Saline Juliushalle der De- res Fabrikats in den Ortschaften der vormaligen er Harzburg und Langelsheim im bisherigen fange vorbehalten.

§. 3. Das Vergehen der heimlichen Einführung von soll mit der Confiscation der eingeführten Quan- t und einer dem achtfachen Werthe derselben ent- rechenden Geldbusse bestraft werden.

§. 4. Der heimlichen Einführung wird gleich ge- htet, und auf gleiche Weise bestraft:

die Durchführung ausländischen Salzes ohne amt- lichen Begleitschein;

der Transport inländischen, oder doch im Lande gekauften Salzes in Quantitäten von mehr als einem Pfunde innerhalb Landes ohne einen vom Verkäu- fer ausgestellten Begleitschein.

§. 5. Für die Entrichtung der verwirkten Geld- afe haften zunächst: der Wagen, das Zugvieh oder e sonstigen zur Fortschaffung des Salzes gebrauch- Transportmittel, ohne Rücksicht darauf, ob die- n Eigenthum des Transportführers sind, oder nicht.

§. 6. Zum Handel mit Salz sind nur diejenigen onen befugt, welche dazu von Herzogl. Steuer- ection ausdrücklich concessionirt sind.

§. 7. Die Controle-Vorschriften sowohl für den erkehr mit Salze im Innern des Landes, als für die urchfuhr ausländischen Salzes sollen durch die Her- ogl. Steuerdirection öffentlich bekannt gemacht werden.

§. 8. Wer ohne Concession mit Salz handelt, ird mit der Confiscation seines gesammten Salzvor- aths bestraft.

§. 9. Der Hausirhandel mit Salz ist gänzlich ver- oten. Contraventionen gegen dieses Verbot sollen it den in den §§. 3 bis 5 dieses Gesetzes enthaltenen Bestimmungen bestraft werden.

Digitized by Google

1835 §. 10. In den Fällen, da eine nach den Bestim mungen des gegenwärtigen Gesetzes eintretende Con fiscation aus irgend einem Grunde nicht zur Ausfüh rung gebracht werden kann, soll der Werth des de Confiscation entzogenen Salzes, nach den örtliche Verkaufspreisen berechnet, von dem Contravenienten ausser der verwirkten Geldbusse bezahlt werden.

§. 11. Von dem Werthe des confiscirten Salz und den eingezahlten Strafgeldern erhält der Denun ciant die Hälfte.

§. 12. Die gerichtliche Untersuchung und Bestra fung der Contraventionen geschieht im Wege des Un tersuchungsprocesses nach Maassgabe der §§. 121 un 126 bis einschliesslich 148 des Gesetzes vom 23. v. M über die Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Ab gaben.

§. 13. Die Gerichte haben mit gänzlicher Uebe gehung der Frage, ob eine Contravention in der A sicht, die Abgabe zu umgehen, oder Defrauden A derer zu befördern, begangen sey, oder nicht? d Zuerkennung der Strafe einzig und allein von de Daseyn der Thatumstände, an welche das Gesetz d Strafe knüpft, abhängig zu machen.

Transitorische Bestimmung.

§. 14. Den Kaufleuten und Krämern, welche je mit Salz handeln, auch wenn sie zur Fortsetzung ses Geschäfts nicht concessionirt werden sollten, w eine vierwöchige Frist, von Publication dieses setzes an, zum Verkaufe ihrer Vorräthe gestattet. N Ablauf dieser Zeit hört die Erlaubniss auf, und sind nur berechtigt, den etwa noch vorhandenen Re jener Vorräthe, nach Abzug desjenigen Quantum welches sie für ihre eigene Consumtion zurückbehalte wollen, dem Staate gegen Erstattung des Einkaufpre ses zu überlassen.

Sämmtliche Landeseinwohner und Alle, die e sonst angeht, haben sich hiernach gebührend zu achte

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschri und beigedruckten Herzogl. Geheimen Canzlei-Siegel

Braunschweig, am 8. Mai 1835.

Wilhelm, Herzog. (L. S.)

F. Schulz.

Digitized by Google

40.

Publication de l'administration générale des Douanes en Bavière concernant l'importation favorisée des marchandises de soie de la Suisse, en Bavière et en Würtemberg. En date du 9. Mai 1835.

(Münchner Blätter.)

Auf den Grund besonderer Vereinbarung ist gestattet:

1) dass das auf jährliche 832 Centner 57½ Pf. Brutto-Zollgewicht (743 Centner 37 Pf. Brutto Baierisch Gewicht) fixirte Begünstigungs-Quantum von Schweizer Seiden- und Floretseiden-Waaren in der Einfuhr nach Baiern und Würtemberg, insoweit solches im Jahre 1834 nicht eingebracht wurde, vom Jahre 1834 auf das laufende Jahr übertragen werde;

2) dass im laufenden Jahre das ganze jährliche Begünstigungs-Quantum von 832 Ctr. 57½ Pfd. (achthundert dreissig zwei Centner funfzig sieben ein halbes Pfund) Brutto-Zollgewicht eingeführt werden darf, so dass also im Jahre 1835 nicht nur der vom Jahre 1834 rückgebliebene Theil, sondern auch das pro 1835 fallende, eben angegebene ganze Quantum unter den vorgeschriebenen Förmlichkeiten mit der vertragsmässigen Begünstigung zu behandeln ist.

Die erwähnte Einfuhrbegünstigung erlischt aber jedenfalls mit dem laufenden Kalenderjahre, d. i. mit 31. December 1835, als dem Schlusstermine des mit der Schweiz abgeschlossenen Handelsvertrages, so dass einer ferneren Uebertragung des etwa in diesem Jahre nicht erschöpften Einfuhr-Quantums auf das nächste Jahr nicht stattgegeben wird, und nach dem 31. December 1835 eine weitere begünstigte Einfuhr nicht Platz greifen kann.

Das Hauptzollamt hat die gegenwärtige Anordnung pünktlich zu vollziehen und bei persönlicher Verantwortung der Beamten den betheiligten Handels- und

Digitized by Google

1835 Fabrikstand unverzüglich davon in Kenntnis setzen.

Zugleich wird dasselbe angewiesen, im Benel mit den Königlich Würtembergischen Hauptzollän Tuttlingen, Krauchenwies und Friedrichshafen den genwärtigen Stand der Gesammteinfuhr an Schw Seiden- und Floretseiden-Waaren von 1834 und sogleich in Vollständigkeit zu erheben, hiernach über Abzug dieser Einfuhr noch für das laufende übrig bleibende Begünstigungs-Quantum richtig stellen, und das diesfallsige Verzeichniss förderli anher vorzulegen, dasselbe aber in steter Gemeins mit den genannten Hauptzollämtern genau übe stimmend und evident zu halten.

Schliesslich wird noch bemerkt, dass zur Erzi einer gleichförmigen Behandlung der Schweizeris Licenzscheine für die übergehenden Seidenwaaren, nach unter dem ausgedrückten Gewichte jederzei Brutto verstanden werden soll, das Geeignete b eingeleitet wurde und darüber besondere Entschlie nachfolgen wird.

41.

Traité entre la Prusse, la Saxe, Bavière, le Würtemberg, les dé Hesses et la ligue de Thuringe d'u part et le Grandduché de Bade l'autre part pour l'accession de dernier Etat à la ligue de doua et de commerce subsistante entre dits premiers Etats. Conclû à Ber le 12. Mai 1835.

(Gesetz-Sammlungen von Preussen, Sachsen, Ba Würtemberg, Kurhessen, Grossherzogthum Hes Baden etc. etc. vom J. 1835.)

Nachdem Seine königliche Hoheit der Grossher von Baden, den Zweck des zwischen Preussen, Ba Sachsen, Würtemberg, Kurhessen, dem Grossherz

Digitized by Google

thume Hessen und den an dem thüringischen Vereine 1835
Theil nehmenden Regierungen errichteten Zoll- und Handels-Vereine Sich aneignend, den Entschluss zu erkennen gegeben haben, auch mit Ihren Landen jetzterem beizutreten; so haben, behufs der deshalb zu pflegenden Verhandlungen, zu Bevollmächtigten ernannt:

einer Seits, für sich und in Vertretung der Krone chsen und der zu dem thüringischen Zoll- und ndels-Vereine gehörigen Staaten:

ine Majestät der König von Preussen

llerhöchstihren Kammerherrn, wirklichen Geheimen Rath und interimistischen Chef des Finanz-Ministerii, Albrecht Graf von Alvensleben, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, des St. Johanniter-Ordens und Kommandeur des königlich ungarischen St. Stephans-Ordens, und

Allerhöchstihren wirklichen geheimen Legationsrath und Direktor im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weissen Bande, Ritter des kaiserlich russischen St. Annen-Ordens zweiter Klasse, Commandeur des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierschen Krone, des königlich sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des königlich hannöverischen Guelphen-Ordens und des Ordens der königlich würtembergischen Krone, Commandeur erster Klasse des kurfürstlich hessischen Hausordens vom goldnen Löwen und des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Grosskreuz des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken;

Seine Majestät der König von Baiern

Allerhöchstihren Kämmerer, Staatsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an den königlich preussischen, königlich sächsischen, grossherzoglich sächsischen und den herzoglich sächsischen Höfen, Friedrich Christian Johann Graf von Luxburg, Grosskreuz des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierschen Krone, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens erster Klasse, Grosskreuz des königlich sächsischen

Digitized by Google

1835 Civil-Verdienst-Ordens, Ritter des königlich würtembergischen Friedrichs-Ordens und Grosskreuz des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken;

Seine Majestät der König von Würtemberg

Allerhöchstihren Kammerherrn, Legationsrath, Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Frau a Paula, Freiherr von Linden, Ritter des Ordens der königlich würtembergischen Krone, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken, und

Allerhöchstihren Finanzrath Philipp Gustav Hauber, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwigs-Ordens;

Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen

Höchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich preussischen Hofe, Carl Friedrich von Wilkens-Hohenau, Commandeur des kurfürstlich hessischen Hausordens vom goldnen Löwen, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse und des königlich preussischen St. Johanniter-Ordens, Commandeur erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken, und

Höchstihren wirklichen Geheimen Ober-Bergrath Heinrich Theodor Ludwig Schwedes, Ritter des kurfürstlich hessischen Hausordens vom goldnen Löwen und Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen

Höchstihren Kammerherrn, Major und Flügel-Adjutanten, Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Friedrich Ferdinand Wilhelm, Freiherr Schäffer von Bernstein, Commandeur zweiter Klasse des grossherzoglich hessischen Hausordens, Inhaber des militärischen Dienst-Ehrenzeichens, Ritter des kaiserlich östreichischen Leopolds-

Digitized by Google

Ordens, der königlich französischen Ehrenlegion, des 1835
königlich hannöverischen Guelphen- und des königlich würtembergischen Militär-Verdienst-Ordens, und

Höchstihren Ober-Finanzrath Heinrich Ludwig Biersack, Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone und des Ordens der königlich würtembergischen Krone;

rer Seits:

ine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden

Höchstihren Geheimen Referendair Wilhelm Philipp Gossweyler, und

Höchstihren Major und Flügel-Adjutanten, Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Carl Ludwig Heinrich von Frankenberg-Ludwigsdorff, Ritter des grossherzoglich badischen Carl-Friedrich-Verdienst-Ordens, des Zähringer Löwen-Ordens, und Inhaber des Militär-Dienst-Auszeichnungs-Kreuzes, Ritter des königlich preussischen St. Johanniter-Ordens und des kaiserlich russischen St. Wlademir-Ordens vierter Klasse mit der Schleife;

welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte Ratifikation, folgender Vertrag geschlossen worist:

Art. 1. Das Grossherzogthum Baden tritt dem zwiden Königreichen Preussen, Baiern, Sachsen Würtemberg, dem Kurfürstenthume und dem Grossogthume Hessen und den zu dem thüringischen l- und Handels-Vereine verbundenen Staaten, behufs eines gemeinsamen Zoll- und Handels-Systems, richteten Vereine auf der Grundlage der unter dem 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833 hierüber geschlossenen Verträge mit der Wirkung bei, dass diese, jedoch unter den wegen besonderer Verhältnisse verabredeten Modifikationen, auch auf das Grossherzogthum Baden Anwendung finden, und daher letzteres gegen Uebernahme gleicher Verbindlichkeiten auch gleicher Rechte, wie die übrigen Staaten des Gesammt-Vereins, theilhaftig wird.

Digitized by Google

1835 Die Bestimmungen der gedachten Verträge
den, mit jenen Modifikationen hier, wie nachs
aufgenommen.

Art. 2. In diesem Gesammt-Vereine sind i
sondere auch diejenigen Staaten einbegriffen, w
schon früher entweder mit ihrem ganzen Gebiete,
mit einem Theile desselben, dem Zoll- und Ha
Systeme eines oder des andern der kontrahir
Staaten beigetreten sind, unter Berücksichtigung
auf den Beitritts-Verträgen beruhenden beson
Verhältnisse zu den Staaten, mit welchen sie jene
träge abgeschlossen haben.

Art. 3. Dagegen bleiben von dem Gesammt-Ve
vorläufig ausgeschlossen, diejenigen einzelnen La
theile der kontrahirenden Staaten, welche sich
Lage wegen zur Aufnahme in den Gesammt-V
nicht eignen.

Es werden jedoch diejenigen Anordnungen auf
erhalten, welche rücksichtlich des erleichterten
kehrs dieser Landestheile mit dem Hauptlande g
wärtig bestehen.

Weitere Begünstigungen dieser Art können m
gemeinschaftlichen Einverständnisse der Verei
bewilligt werden.

Art. 4. In den Gebieten der kontrahirenden
ten sollen übereinstimmende Gesetze über Eing
Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben bestehen, je
mit Modifikationen, welche, ohne dem gemeins
Zwecke Abbruch zu thun, aus der Eigenthümlich
der allgemeinen Gesetzgebung eines jeden thei
menden Staates oder aus lokalen Interessen sich
nothwendig ergeben.

Bei dem Zolltarife namentlich sollen hierdurc
Bezug auf Eingangs- und Ausgangs-Abgaben bei
zelnen, weniger für den grösseren Handelsverkehr
eigneten Gegenständen, und in Bezug auf Du
gangs-Abgaben, je nachdem der Zug der Han
strassen es erfordert, solche Abweichungen von
allgemein angenommenen Erhebungssätzen, welche
einzelne Staaten als vorzugsweise wünschenswerth
scheinen, nicht ausgeschlossen seyn, sofern sie
die allgemeinen Interessen des Vereins nicht nachth
einwirken.

Digitized by Google

Desgleichen soll auch die Verwaltung der Ein- 1835
gangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und die Organisation der dazu dienenden Behörden in allen Ländern des Gesammt-Vereins, unter Berücksichtigung der in denselben bestehenden eigenthümlichen Verhältnisse, auf gleichen Fuss gebracht werden.

Art. 5. Veränderungen in der Zollgesetzgebung mit Einschluss des Zolltarifs und der Zoll-Ordnung, sowie Zusätze und Ausnahmen können nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämtlicher Glieder des Gesammt-Vereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dieses gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zoll-Verwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. 6. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrags tritt zwischen den kontrahirenden Vereinsstaaten und dem Grossherzogthume Baden Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beide in den folgenden Artikeln bestimmt werden.

Art. 7. Es hören von diesem Zeitpunkte an alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen der Staaten des bisherigen Zoll-Vereins und des Grossherzogthums Baden auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes bereits befindlichen Gegenstände auch frei und unbeschwert in das andere Gebiet gegenseitig eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

a) der zu den Staatsmonopolien gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz) nach Maassgabe der Art. 9 und 10;

b) der im Innern der kontrahirenden Staaten gegenwärtig entweder mit Steuern von verschiedener Höhe, oder in dem einen Staate gar nicht, in dem anderen aber mit einer Steuer belegten, und deshalb einer Ausgleichungs-Abgabe unterworfenen inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Art. 11, und endlich

c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der kontrahirenden Staaten ertheilten Erfindungs-Patente oder Privilegien nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Patente oder Privilegien von der Einfuhr

Digitized by Google

1835 in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, noch ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 8. Der im Art. 7. festgesetzten Verkehrs- und Abgabenfreiheit unbeschadet, wird der Uebergang solcher Handels-Gegenstände, welche nach dem gemeinsamen Zolltarife einer Eingangs- oder Ausgangssteuer an den Aussengrenzen unterliegen, aus den königlich baierischen, königlich würtembergischen und grossherzoglich badischen Landen in die königlich preussischen, königlich sächsischen, kurfürstlich hessischen und grossherzoglich hessischen Lande, in gleichen in das Gebiet des thüringischen Vereins und umgekehrt, nur unter Innehaltung der gewöhnlichen Land- und Heerstrassen und auf den schiffbaren Strömen Statt finden, und es werden an den Binnengrenzen gemeinschaftliche Anmeldestellen eingerichtet werden, bei welchen die Waarenführer unter Vorzeigung ihrer Frachtbriefe oder Transportzettel die aus dem einen in das andere Gebiet überzuführenden Gegenstände anzugeben haben.

Auf den Verkehr mit rohen Producten in geringeren Quantitäten, so wie überall auf den kleineren Grenz- und Marktverkehr, und auf das Gepäck von Reisenden findet die vorstehende Bestimmung keine Anwendung. Auch wird keinerlei Waaren-Revision Statt finden, ausser insoweit, als die Sicherung der Ausgleichungs-Abgaben (Art. 7, b) es erfordern könnte.

Art. 9. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es bei den in den kontrahirenden Vereinsstaaten bestehenden Verbots- oder Beschränkungsgesetzen sein Bewenden.

Art. 10. In Betreff des Salzes tritt die grossherzoglich badische Regierung der zwischen den kontrahirenden Vereinsregierungen getroffenen Verabredung in folgender Art bei:

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen, und zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salzämtern, Factoreien oder Niederlagen geschiehet.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehö-

Digitized by Google

en Ländern in andere solche Länder soll nur mit 1835
nehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei
r Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichts-
assregeln Statt finden, welche von denselben für
hig erachtet werden.

e) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum
reine gehörige, Staaten ist frei.

f) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten
fft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in
andern nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen
Landesregierungen besondere Verträge deshalb
hen.

g) Wenn eine Regierung von einer anderen inner-
des Gesammt-Vereins aus Staats- oder Privat-
nen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen
Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

h) Wenn ein Vereinsstaat durch einen anderen aus
Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate
nen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen
Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staa-
versenden lassen will, so soll diesen Sendungen
Hinderniss in den Weg gelegt werden, jedoch
den, in sofern dieses nicht schon durch frühere
räge bestimmt ist, durch vorhergängige Uebereins
ft der betheiligten Staaten die Strassen für den
nsport und die erforderlichen Sicherheits-Maass-
eln zur Verhinderung der Einschwärzung verabre-
werden.

i) Wenn zwischen den Salzpreisen des Grossherzog-
ms Baden, und eines an dasselbe grenzenden Ver-
staates eine solche Verschiedenheit bestände, dass
aus für den einen oder den anderen dieser Staaten
Gefahr der Salz-Einschwärzung hervorginge, so
den die hierbei betheiligten Regierungen sich über
assregeln vereinbaren, welche diese Gefahr mög-
st beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen
genständen zu belästigen.

Art. 11. In Bezug auf diejenigen Erzeugnisse,
welchen hinsichtlich der Besteuerung im Innern
ch eine Verschiedenheit der Gesetzgebung unter
einzelnen Vereinslanden Statt findet (Art. 7, lit. b),
wird auch von der grossherzoglich badischen Regie-
rung als wünschenswerth anerkannt, hierin ebenfalls
eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Be-

Digitized by Google

1835 steuerungssätze hergestellt zu sehen, und es wird d
her auch ihr Bestreben auf die Herbeiführung ein
solchen Gleichmässigkeit gerichtet bleiben. Bis dahi
wo dieses Ziel erreicht worden, können zur Verm
dung der Nachtheile, welche für die Produzenten d
eigenen Staates im Verhältnisse zu den Produzent
in anderen Vereinsstaaten aus der ungleichen Beste
rung erwachsen würden, Ergänzungs- oder Ausg
chungs-Abgaben von folgenden Gegenständen e
ben werden:

A. in den bisherigen Vereinsstaaten:

a. im Königreiche Preussen von Bi
Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

b. im Königreiche Baiern (zur Zeit
Ausschluss des Rheinkreises) von Bier, Branntw
geschrotetem Malz;

c. im Königreiche Sachsen von Bier, Bran
wein, Tabak, Traubenmost und Wein;

d. im Königreiche Würtemberg von Bi
Branntwein, geschrotetem Malz;

e. im Kurfürstenthume Hessen von Bi
Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

f. im Grossherzogthume Hessen von Bi

g. in den zum thüringischen Vereine g
hörigen Staaten von Bier, Branntwein, Tab
Traubenmost und Wein;

B. im Grossherzogthume Baden von Bi

Es soll bei der Bestimmung und Erhebung d
gedachten Abgaben nach folgenden Grundsätzen v
fahren werden:

1) die Ausgleichungs-Abgaben werden nach de
Abstande der gesetzlichen Steuer im Lande der B
stimmung von der denselben Gegenstand betreffend
Steuer im Lande der Herkunft bemessen, und falle
daher im Verhältnisse gegen diejenigen Vereinslande
gänzlich weg, wo eine gleich hohe oder eine höhere
Steuer auf dasselbe Erzeugniss gelegt ist.

2) Veränderungen, welche in den Steuern von in-
ländischen Erzeugnissen der betheiligten Staaten ein-
treten, haben auch Veränderung in den Ausgleichungs-
Abgaben, jedoch stets unter Anwendung des vorher
(1) aufgestellten Grundsatzes, zur Folge.

Wo auf den Grund einer solchen Veränderung
eine Ausgleichungs-Abgabe zu erhöhen seyn würde,

Digitized by Google

s, falls die Erhöhung wirklich in Anspruch ge- 1835
men wird, eine Verhandlung darüber zwischen
betheiligten Staaten, und eine vollständige Nach-
ung der Zulässigkeit nach den Bestimmungen des
ewärtigen Vertrages vorausgehen.

) Die gegenwärtig in Preussen gesetzlich beste-
en Sätze der Steueren von inländischem Trauben-
und Wein, vom Tabaksbau und Branntwein, sowie
gegenwärtig in Baiern bestehende Steuer von in-
schem geschroteten Malz und Bier (Malzaufschlag),
jedenfalls den höchsten Satz desjenigen bilden,
in einem Vereinsstaate, welcher jene Steuer ein-
rt hat, oder künftig etwa einführen sollte, an
leichungs-Abgaben von diesen Artikeln bei der
Eingange aus einem Lande, in welchem keine
er auf dieselben Erzeugnisse gelegt ist, erhoben
en darf, wenn auch die betreffende Steuer des
tes, welcher die Ausgleichungs-Abgaben bezieht,
n höchsten Satz übersteigen sollte.

) Rückvergütungen der inländischen Staatssteuern
n bei der Ueberfuhr der besteuerten Gegenstände
in anderes Vereinsland nicht gewährt werden, in
rn nicht wegen besonderer örtlicher Verhältnisse
betheiligten Nachbarstaaten sich wegen Ausnahmen
diesem Grundsatze vereinigt haben.

) Auf andere Erzeugnisse als Bier und Malz, Brannt-
, Tabaksblätter, Traubenmost und Wein soll un-
keinen Umständen eine Ausgleichungs-Abgabe ge-
werden.

) In allen Staaten, in welchen von Tabak, Trau-
most und Wein eine Ausgleichungs-Abgabe erho-
wird, soll von diesen Erzeugnissen in keinem
eine weitere Abgabe weder für Rechnung des
tes noch für Rechnung der Kommunen beibehal-
oder eingeführt werden.

) Der Ausgleichungs-Abgabe sind solche Gegen-
de nicht unterworfen, von welchen auf die in der
-Ordnung vorgeschriebene Weise dargethan ist,
sie als ausländisches Ein- und Durchgangsgut
zollamtliche Behandlung bei einer Erhebungsbe-
e des Vereins bereits bestanden haben, oder der-
elben noch unterliegen, und eben so wenig diejeni-
gen, im Umfange des Vereins erzeugten Gegenstände,
welche nur durch einen Vereinsstaat transitiren, um

Digitized by Google

1835 entweder in einen anderen Vereinsstaat oder na
dem Auslande geführt zu werden.

8) Die Ausgleichungs-Abgabe kommt den Kass
desjenigen Staates zu gute, wohin die Versendu
erfolgt. In sofern sie nicht schon im Lande d
Versendung für Rechnung des abgabeberechtigt
Staates erhoben worden, wird die Erhebung im G
biete des letzteren erfolgen.

9) Es sollen in jedem der kontrahirenden Staa
solche Einrichtungen getroffen werden, vermöge w
cher die Ausgleichungs-Abgabe in dem Vereinslan
aus welchem die Versendung erfolgt, am Orte d
Versendung oder bei der gelegensten Zoll- oder Steu
behörde entrichtet, oder ihre Entrichtung durch A
meldung sicher gestellt werden kann.

10) So lange, bis diese Einrichtungen durch beso
dere Uebereinkunft festgesetzt seyn werden, bleibt d
Verkehr mit Gegenständen, welche einer Ausgleichung
Abgabe unterliegen, in der Art beschränkt, dass di
selben, ohne Unterschied der transportirten Quanti
ten, in das Gebiet des abgabeberechtigten Staa
nur auf den im Art. 8 bezeichneten oder noch ande
weit zu bestimmenden Strassen eingeführt, und a
den dort einzurichtenden Anmelde- und Hebestelle
angemeldet und resp. versteuert werden müssen, ohn
dass jedoch in Folge hiervon der Verkehr mit de
Gegenständen, von welchen eine Ausgleichungs-Ab
gabe nicht zu entrichten ist, einer weiteren, als di
in dem obengedachten Artikel angeordneten Aufsic
unterworfen seyn wird.

Art. 12. Hinsichtlich der Verbrauchs-Abgaben
welche im Bereiche der Vereinsländer von anderen
als den im Art. 11 bezeichneten Gegenständen, oder
auch von diesen Gegenständen in solchen Ländern
in denen darauf keine Ausgleichungs-Abgabe liegt
erhoben werden, wird nicht minder im Verhältnisse
der kontrahirenden Vereinsstaaten unter sich, als zum
Grossherzogthume Baden, eine gegenseitige Gleich-
mässigkeit der Behandlung Statt finden; dergestalt,
dass das Erzeugniss eines anderen Vereinsstaates un-
ter keinem Vorwande höher belastet werden darf, als
das inländische. Dieselbe Gleichmässigkeit findet auch
bei den Zuschlags-Abgaben und Oktrois Statt, welche
für Rechnung einzelner Gemeinden erhoben werden,

Digitized by Google

weit dergleichen Abgaben nicht überhaupt nach der 1835
Bestimmung des Art. 11, Nro. 6, unzulässig sind.

Art. 13. Chausseegelder oder andere statt der-
selben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm-,
Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem ande-
ren Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Un-
terschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staa-
tes oder eines Privatberechtigten, namentlich einer
Commune, geschiehet, sollen sowohl auf Chausseen,
als auch auf allen unchaussirten Land- und Heerstrassen,
wie in dem Betrage beibehalten, oder neu eingeführt
werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs-
und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das dermalen in Preussen nach dem allgemeinen
Tarife vom Jahre 1828 bestehende Chausseegeld soll
als der höchste Satz angesehen, und hinführo in kei-
nem der kontrahirenden Staaten überschritten werden.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflas-
tergeldern sollen auf chaussirten Strassen, da, wo
sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze ge-
mäss, aufgehoben, und die Ortspflaster den Chaussee-
strecken dergestalt eingerechnet werden, dass davon
nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarife
zur Erhebung kommen.

Art. 14. Die kontrahirenden Regierungen wollen
dahin wirken, dass in ihren Landen ein gleiches Münz-,
Maass- und Gewichtssystem in Anwendung komme,
und hierüber sofort besondere Unterhandlungen einlei-
ten lassen.

Das Grossherzogthum Baden tritt der zwischen
den Vereinsgliedern bereits bestehenden Uebereinkunft
bei, wonach der grossherzoglich hessische Zentner,
welcher dem grossherzoglich badischen und dem halben
rheinbaierischen Zentner (50 Kilogramme) gleichkommt,
als Einheit für das gemeinschaftliche Zollgewicht an-
genommen worden ist. Es wird also im Grossherzog-
thume Baden die Deklaration, Abwägung und Ver-
zollung der nach dem Gewichte zollbaren Gegenstände
ausschliesslich nach diesem dort schon gesetzlichen
Gewichte geschehen. Die Deklaration, Messung und
Verzollung der nach dem Maasse zu verzollenden Ge-
genstände wird daselbst im landesgesetzlichen Maasse
so lange erfolgen, bis man über ein gemeinschaftliches
Maass ebenfalls übereingekommen seyn wird. Die gross-

Digitized by Google

1835 herzoglich badische Regierung wird zur Erleichteru
der Versendung von Waaren und zur schnelleren A
fertigung dieser Sendungen an den Zollstätten, d
Reduktionen der Maasse und Gewichte, welche in d
Tarifen der anderen kontrahirenden Staaten angene
men sind, zum Gebrauche sowohl der grossherzogl
badischen Zollämter, als des handeltreibenden Pu
kums, amtlich bekannt machen lassen. So lange,
die kontrahirenden Staaten über ein gemeinschaftli
Münzsystem übereingekommen seyn werden, soll
Bezahlung der Zoll-Abgaben, wie in den ande
Vereinsstaaten, so auch in dem Grossherzogthu
Baden, nach dem Münzfusse geschehen, nach welch
die Entrichtung der übrigen Landes-Abgaben dase
Statt findet.

Es sollen aber schon jetzt die Gold- und Silb
münzen der sämmtlichen kontrahirenden Staaten,
Ausnahme der Scheidemünze, bei allen Hebestellen
Gesammt-Vereins, und von allen Zahlungspflichtig
ohne Unterschied, angenommen, und zu diesem
hufe die Valvations-Tabellen, über welche zwisch
den bisherigen Vereinsmitgliedern bereits die erforde
liche Einigung Statt gefunden hat, im Grossherzo
thume Baden, wie umgekehrt die hiernach zu bere
nende Valvation der grossherzoglich badischen Münz
in den anderen Vereinsstaaten, öffentlich bekannt
macht werden.

Art. 15. Die Wasserzölle oder auch Wegegeld
bühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welc
das Schiffsgefäss treffen (Rekognitions-Gebühren), si
von der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welc
die Bestimmungen des Wiener Kongresses oder
sondere Staatsverträge Anwendung finden, ferner
genseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten,
sofern hierüber nichts Besonderes verabredet wird.

In letzterer Hinsicht wollen, was insbesondere de
Rhein und dessen Nebenflüsse betrifft, die bei de
Schifffahrt dieser Flüsse betheiligten Vereinsstaate
unverzüglich in Unterhandlung treten, um zu eine
Vereinbarung zu gelangen, in Folge deren die Ein-
Aus- und Durchfuhr der Erzeugnisse der sämmtliche
Vereinslande auf den genannten Flüssen in den Schiff
fahrts-Abgaben, mit stetem Vorbehalte der Rekogni

Digitized by Google

nas-Gebühren, wo nicht ganz befreiet, doch mög- 1835
chst erleichtert wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem Schifffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf den Eingangs genannten Flüssen zugestehen möchte, sollen in gleichem Maasse auch der Schifffahrt der Unterthanen der anderen Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die Wiener Congress-Akte, noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den reglativen Anordnungen der betreffenden Regierungen heben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die Unterthanen der kontrahirenden Staaten und deren Waaren und Schiffsgefässe überall gleich behandelt werden.

Art. 16. Von dem Tage an, wo die gemeinschaftliche Zoll-Ordnung des Vereins in Vollzug gesetzt wird, sollen im Grossherzogthume Baden, wie bereits in den übrigen zum Zollvereine gehörigen Gebieten geschehen ist, alle etwa noch bestehenden Stapel- und Umschlagsrechte aufhören, und Niemand soll zur Aufladung, Verladung oder Lagerung gezwungen werden können, als in den Fällen, in welchen die gemeinschaftliche Zoll-Ordnung oder die betreffenden Schifffahrts-Reglements es zulassen oder vorschreiben.

Art. 17. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benützung wirklich bestehender Einrichtungen erhoben und in der Regel nicht, keinesfalls aber über den Betrag der gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten hinaus, erhöhet, auch überall von den Unterthanen der anderen kontrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, desgleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden.

Findet der Gebrauch einer Waage-Einrichtung nur zum Behufe der Zoll-Ermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Kontrole Statt, so tritt eine Gebühren-Erhebung nicht ein.

Art. 18. Die grossherzoglich badische Regierung wird auch ihrerseits gemeinschaftlich mit den kontrahirenden Vereinsstaaten dahin wirken, dass durch An-

Digitized by Google

1835 nahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerb
befördert, und der Befugniss der Unterthan
einen Staates, in dem anderen Arbeit und Er
suchen, möglichst freier Spielraum gegeben

Von den Unterthanen des einen der kont
den Staaten, welche in dem Gebiete eines
derselben Handel und Gewerbe treiben, oder
suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der
wärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine
entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig
demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigen
terthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gew
bende, welche blos für das von ihnen betriebe
schäft Ankäufe machen, oder Reisende, welch
Waaren selbst, sondern nur Muster derselben
führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie
rechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in de
einsstaate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben,
Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erwor
ben, oder im Dienste solcher inländischen Gew
benden oder Kaufleute stehen, in den ander
ten keine weitere Abgabe hierfür zu entr
pflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der
Messen zur Ausübung des Handels und zum
eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem V
staate die Unterthanen der übrigen kontrahir
Staaten ebenso, wie die eigenen Unterthanen,
delt werden.

Art. 19. Die preussischen Seehäfen solle
Handel der grossherzoglich badischen Unter
wie deren der übrigen Vereinsstaaten, gegen
gleiche Abgaben, wie solche von den königli
sischen Unterthanen entrichtet werden, offen
auch sollen die in fremden See- und Handel
angestellten Konsuln eines oder des anderen d
trahirenden Staaten veranlasst werden, der U
nen der übrigen kontrahirenden Staaten sich
kommenden Fällen möglichst mit Rath und T
zunehmen.

Art. 20. Seine königliche Hoheit der Gr
zog von Baden treten hierdurch dem zwische
bisherigen Vereinsgliedern zum Schutze ihres

Digitized by Google

haftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel, 1835
nd ihrer inneren Verbrauchs-Abgaben gegen Defrau-
ationen unter dem 11ten Mai 1833 abgeschlossenen
ollkartel für die Dauer des Vertrages bei, und wer-
en die betreffenden Artikel desselben gleichzeitig mit
nterem in Ihren Landen publiziren lassen. Nicht
inder werden auch von Seiten der übrigen Vereins-
ieder die erforderlichen Anordnungen getroffen wer-
n, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den
stimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung
geben werde.

Art. 21. Die als Folge des gegenwärtigen Ver-
ges eintretende Gemeinschaft der Einnahme der
ntrahirenden Staaten bezieht sich auf den Ertrag
r Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abga-
n in den königlich preussischen Staaten, den König-
chen Baiern, Sachsen und Würtemberg, dem Gross-
rzogthume Baden, dem Kurfürstenthume und dem
rossherzogthume Hessen und dem thüringischen
ll- und Handels-Vereine, mit Einschluss der den
llsystemen der kontrahirenden Staaten bisher schon
igetretenen Länder.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen und
iben, sofern nicht Separatverträge zwischen einzel-
n Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem pri-
iven Genusse der betreffenden Staatsregierungen
bchalten:

1) die Steuern, welche im Innern eines jeden Staa-
von inländischen Erzeugnissen erhoben werden,
chliesslich der im Art. 11 vorbehaltenen Ausglei-
gs-Abgaben;

2) die Wasserzölle;

3) Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-,
r-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waage-
Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebun-
, wie sie auch sonst genannt werden;

4) die Zollstrafen und Konfiskate, welche, vor-
haltlich der Antheile der Denunzianten, jeder Staats-
gierung in ihrem Gebiete verbleiben.

Art. 22. Der Ertrag der in die Gemeinschaft fal-
nden Abgaben wird, nach Abzug

1) der Kosten, wovon weiter unten im Art. 30 die
Rede ist,

Digitized by Google

1835 2) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebung
3) der auf dem Grunde besonderer gemeinscha
licher Verabredungen erfolgten Steuer-Vergütung
und Ermässigungen,
zwischen den Vereinsgliedern nach dem Verhältni
der Bevölkerung, mit welcher sie in dem Gesammtv
eine sich befinden, vertheilt.

Die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch V
trag mit einem oder dem anderen der kontrahire
Staaten, unter Verabredung einer von diesem jä
für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollr
nüen zu leistenden Zahlung, dem Zollverbande be
treten sind, oder noch beitreten werden, wird in
Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, wel
diese Zahlung leistet.

Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen V
einsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt, und
Nachweisung derselben von den obengedachten V
einsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werde

Art. 23. Vergünstigungen für Gewerbtreibende
sichtlich der Steuer-Entrichtung, welche nicht in
Zoll-Gesetzgebung selbst begründet sind, fallen
Staatskasse derjenigen Regierung, welche sie be
ligt hat, zur Last; die Maassgaben, unter welc
solche Vergünstigungen zu bewilligen sind, wer
näherer Verabredung vorbehalten.

Art. 24. Dem auf Förderung freier und na
cher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerich
Zwecke des Zollvereines gemäss, sollen besondere
begünstigungen einzelner Messplätze, namentlich
batt-Privilegien, da, wo sie dermalen in den Ver
staaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern
mehr unter geeigneter Berücksichtigung sowohl
Nahrungsverhältnisse bisher begünstigter Messpl
als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem
lande, thunlichst beschränkt und ihrer baldigen g
lichen Aufhebung entgegengeführt, neue aber ohne a
seitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden

Art. 25. Von der tarifmässigen Abgaben-Entr
tung bleiben die Gegenstände, welche für die Ho
tung der hohen Souveräne und ihrer Regentenhäus
oder für die bei ihren Höfen accreditirten Botschaf
Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, ni
ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen St

Digitized by Google

ben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in 1835
chnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädi-
gen, welche in einem oder dem anderen Staate den
mals unmittelbaren Reichsständen, an Kommunen
r einzelne Privatberechtigte für eingezogene Zoll-
hte oder für aufgehobene Befreiungen gezahlt werden
en. Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenom-
einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-
htung ein-, aus- oder durchgehen zu lassen. Der-
en Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich be-
lt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit
übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und
Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wä-
, kommen bei der demnächstigen Revenüen-Aus-
chung demjenigen Theile, von welchem die Frei-
se ausgegangen sind, in Abrechnung.

Art. 26. Das Begnadigungs- und Strafverwand-
s-Recht bleibt jedem der kontrahirenden Staaten
einem Gebiete vorbehalten. Auf Verlangen wer-
periodische Uebersichten der erfolgten Straf-Er-
e gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. 27. Die Ernennung der Beamten und Diener
den Lokal- und Bezirksstellen für die Zoll-Erhe-
g und Aufsicht, welche nach der hierüber getrof-
n besonderen Uebereinkunft nach gleichförmigen
immungen angeordnet, besetzt und instruirt werden
n, bleibt der grossherzoglich badischen Regie-
, wie sämmtlichen Gliedern des Gesammtvereins,
halb ihres Gebietes überlassen.

Art. 28. Nicht minder wird auch im Grossherzog-
n Baden die Leitung des Dienstes der Lokal- und
ks-Zollbehörden, sowie die Vollziehung der ge-
chaftlichen Zollgesetze überhaupt, einer Zoll-
ion übertragen, welche dem einschlägigen Mini-
m untergeordnet ist. Die Bildung dieser Direc-
und die Einrichtung ihres Geschäftsganges bleibt
grossherzoglichen Regierung überlassen; der Wir-
kreis derselben aber wird, in soweit er nicht
durch gegenwärtigen Vertrag und die gemein-
lichen Zollgesetze bestimmt ist, durch eine gemein-
haftlich zu verabredende Instruction bezeichnet werden.

Art. 29. Die von den Zoll-Erhebungsbehörden
ch Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden

Digitized by Google

1835 Quartals-Extrakte, und die nach dem Jahres- und Büche
schlusse aufzustellenden Final-Abschlüsse über die res
im Laufe des Vierteljahres und während des Rech
nungsjahres fällig gewordenen Zoll-Einnahmen werde
von der grossherzoglich badischen, eben so wie vo
den betreffenden Zoll-Directionen der kontrahirende
Vereinsstaaten nach vorangegangener Prüfung, i
Haupt-Uebersichten zusammengetragen, und die
sodann an das in Berlin bestehende Central-Bur
eingesendet, zu welchem Baden, wie jedes Glied
Gesammtvereins, einen Beamten zu ernennen die B
fugniss hat.

Dieses Bureau fertigt auf den Grund jener Ve
lagen die provisorischen Abrechnungen zwischen d
vereinigten Staaten von drei zu drei Monaten, sende
dieselben den Central-Finanzstellen der letzteren, u
bereitet die definitive Jahres-Abrechnung vor.

Wenn aus den Quartals-Abrechnungen hervorge
dass die wirkliche Einnahme eines Vereinsgliedes
mehr als einen Monatsbetrag gegen den ihm verhä
nissmässig an der Gesammt-Einnahme zuständig
Revenüen-Antheil zurückgeblieben ist, so muss alsbal
das Erforderliche zur Ausgleichung dieses Ausfall
durch Herauszahlung von Seiten des oder derjenig
Staaten, bei denen eine Mehr-Einnahme Statt gefu
den hat, eingeleitet werden.

Art. 30. In Absicht der Erhebungs- und Verw
tungskosten sollen, auch im Verhältniss des Grossh
zogthums Baden zu den kontrahirenden Vereinsstaat
folgende Grundsätze in Anwendung kommen:

1) Man wird keine Gemeinschaft dabei eintrete
lassen, vielmehr übernimmt jede Regierung alle in ih
rem Gebiete vorkommenden Erhebungs- und Verw
tungskosten, es mögen diese durch die Einrichtun
und Unterhaltung der Haupt- und Neben-Zollämte
der inneren Steuerämter und Packhöfe und der Zol
Direktionen, oder durch den Unterhalt des dabei ange
stellten Personals und durch die dem letzteren zu be
willigenden Pensionen, oder endlich aus irgend eine
anderen Bedürfnisse der Zollverwaltung entstehen.

2) Hinsichtlich desjenigen Theiles des Bedarfs aber
welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenze

Digitized by Google

d innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks für 1825
e Zoll-Erhebungs- und Aufsichts- oder Kontrolbe-
rden und Zoll-Schutzwachen erforderlich ist, wird
n sich über Pauschsummen vereinigen, welche jeder
r kontrahirenden Staaten von der jährlich aufkom-
nden und der Gemeinschaft zu berechnenden Brutto-
nnahme an Zollgefällen in Abzug bringen kann.

3) Bei dieser Ausmittelung des Bedarfs soll da,
die Perzeption privativer Abgaben mit der Zoll-
ebung verbunden ist, von den Gehalten und Amts-
rfnissen der Zollbeamten nur derjenige Theil in
echnung kommen, welcher dem Verhältnisse ihrer
chäfte für den Zolldienst zu ihren Amtsgeschäften
rhaupt entspricht.

4) Man wird sich mit der grossherzoglich badischen
gierung über allgemeine Normen vereinigen, um
e Besoldungsverhältnisse der Beamten bei den Zoll-
ebungs- und Aufsichtsbehörden, ingleichen bei den
lldirektionen, auch in Beziehung auf das Grossher-
gthum Baden in möglichste Uebereinstimmung zu
ingen.

Art. 31. Die kontrahirenden Theile gestehen sich
genseitig das Recht zu, den Haupt-Zollämtern auf
n Grenzen anderer Vereinsstaaten Kontroleure bei-
ordnen, welche von allen Geschäften derselben und
r Nebenämter in Beziehung auf das Abfertigungs-
rfahren und die Grenzbewachung Kenntniss zu neh-
n, und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens,
gleichen auf die Abstellung etwaiger Mängel einzu-
ken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung zu ent-
ten haben.

Einer näher zu verabredenden Dienstordnung bleibt
vorbehalten, ob und welchen Antheil dieselben an
n laufenden Geschäften zu nehmen haben.

Art. 32. Der grossherzoglich badischen Regierung
eht das Recht zu, an die Zolldirektionen der anderen
Vereinsglieder, wie umgekehrt den letzteren an die
grossherzoglich badische Zolldirektion, Beamte zu dem
Zwecke abzuordnen, um sich von allen vorkommenden
Verwaltungs-Geschäften, welche sich auf die durch
den gegenwärtigen Vertrag eingegangene Gemeinschaft
beziehen, vollständige Kenntniss zu verschaffen. Das

Digitized by Google

1835 Geschäftsverhältniss dieser Beamten wird, übereinstim
mend mit demjenigen, welches für die Abgeordnete
bei den Zolldirektionen der anderen Vereinsglieder
bereits besteht, durch eine besondere Instruktion näher
bestimmt werden, als deren Grundlage die unbeschränkte
Offenheit von Seiten der Verwaltung, bei welcher die
Abgeordneten fungiren, in Bezug auf alle Gegenstände
der gemeinschaftlichen Zollverwaltung, und die Er
leichterung jedes Mittels, durch welches sie sich
Information hierüber verschaffen können, anzusehen
während andererseits ihre Sorgfalt nicht minder
richtig dahin gerichtet seyn muss, eintretende Anstän
und Meinungs-Verschiedenheiten auf eine dem gemei
samen Zwecke und dem Verhältnisse verbündeter Sta
ten entsprechende Weise zu erledigen.

Die Ministerien oder obersten Verwaltungsstell
der sämmtlichen Vereinsstaaten werden sich gegenseiti
auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die g
meinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mittheilen, un
in sofern zu diesem Behufe die zeitweise oder dauern
Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beau
tragung eines anderweit bei der Regierung beglaubig
ten Bevollmächtigten beliebt würde, so ist demselbe
nach dem oben ausgesprochenen Grundsatze alle G
legenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von de
Verhältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltun
bereitwillig zu gewähren.

Art. 33. Jährlich in den ersten Tagen des J
findet zum Zwecke gemeinsamer Berathung ein Z
sammentritt von Bevollmächtigten der Vereinsglied
Statt, zu welchem ein jedes der letzteren einen B
vollmächtigten abzuordnen befugt ist. Für die forme
Leitung der Verhandlungen wird von den Konferen
Bevollmächtigten aus ihrer Mitte ein Vorsitzender ge
wählt, welchem übrigens kein Vorzug vor den übrige
Bevollmächtigten zustehet.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versamm
lung wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegen
stände, deren Verhandlung in der folgenden Konferen
zu erwarten ist, verabredet werden, wo letztere erfol
gen soll.

Art. 34. Vor die Versammlung dieser Konferenz
Bevollmächtigten gehört:

Digitized by Google

a) die Verhandlung über alle Beschwerden und Män- 1835
, welche in Beziehung auf die Ausführung des Grund-
rtrages und der besonderen Uebereinkünfte, des
llgesetzes, der Zoll-Ordnung und Tarife, in einem
er dem anderen Vereinsstaate wahrgenommen, und
nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der
über zwischen den Ministerien und obersten Ver-
ltungsstellen geführten Korrespondenz erledigt wor-
sind;

b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereins-
ern über die gemeinschaftliche Einnahme auf den
d der von den obersten Zollbehörden aufgestell-
, durch das Central-Bureau vorzulegenden Nach-
isungen, wie solche der Zweck einer dem gemein-
men Interesse angemessenen Prüfung erheischt;

c) die Berathung über Wünsche und Vorschläge,
che von einzelnen Staats-Regierungen zur Verbes-
rung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des Zoll-
setzes, der Zoll-Ordnung, des Zolltarifs und der
rwaltungs-Organisation, welche von einem der kon-
hirenden Staaten in Antrag gebracht werden, über-
upt über die zweckmässige Entwickelung und Aus-
dung des gemeinsamen Handels- und Zollsystems.

Art. 35. Treten im Laufe des Jahres ausser der
wöhnlichen Zeit der Versammlung der Konferenz-
vollmächtigten ausserordentliche Ereignisse ein,
che unverzügliche Maassregeln oder Verfügungen
eiten der Vereinsstaaten erheischen, so werden sich
kontrahirenden Theile darüber im diplomatischen
ge vereinigen, oder eine ausserordentliche Zusam-
nkunft ihrer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. 36. Den Aufwand für die Bevollmächtigten
nd deren etwaige Gehülfen bestreitet dasjenige Glied
des Gesammtvereins, welches sie absendet. Das Kanz-
lei-Dienstpersonal und das Lokal wird unentgeltlich
von der Regierung gestellt, in deren Gebiete der Zu-
sammentritt der Konferenz Statt findet.

Art. 37. Da die im Grossherzogthume Baden der-
malen bestehenden Zölle vieler Waarengattungen um
ein Ansehnliches niedriger sind, als der künftige Ver-
eins-Zolltarif es mit sich bringt, so verpflichtet sich

Digitized by Google

1835 die grossherzoglich badische Regierung, diejenig
Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sin
damit nicht die Zoll-Einkünfte des Gesammtverein
durch die Einführung und Anhäufung geringer ver
zollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 38. Für den Fall, dass andere deutsche Sta
ten den Wunsch zu erkennen geben sollten, in de
durch gegenwärtigen Vertrag errichteten Zollver
aufgenommen zu werden, erklären sich die hoh
Kontrahenten bereit, diesem Wunsche, so weit es
ter gehöriger Berücksichtigung der besonderen Int
essen der Vereinsglieder möglich erscheint, durch de
falls abzuschliessende Verträge Folge zu geben.

Art. 39. Auch werden sie sich bemühen, durc
Handelsverträge mit anderen Staaten dem Verkehr ih
rer Angehörigen jede mögliche Erleichterung und Er
weiterung zu verschaffen.

Art. 40. Alles, was sich auf die Detail-Ausführun
der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Be
lagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durc
gemeinschaftliche Kommissarien vorbereitet werden.

Art. 41. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrage
wird vorläufig bis zum 1sten Januar 1842 festgesetzt.
Wird derselbe während dieser Zeit und spätestens zwe
Jahre vor Ablauf der Frist nicht gekündigt, so soll e
auf zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Ja
ren als verlängert angesehen werden.

Letztere Verabredung wird jedoch nur für de
Fall getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämm
liche deutsche Bundesstaaten über gemeinschaftlich
Maassregeln übereinkommen, welche den mit der Ab
sicht des Art. 19 der deutschen Bundes-Akte in Ue
bereinstimmung stehenden Zweck des gegenwärtige
Zollvereins vollständig erfüllen.

Auch sollen im Falle etwaiger gemeinsamer Mass
regeln über den freien Verkehr mit Lebensmitteln in
sämmtlichen deutschen Bundesstaaten die betreffende
Bestimmungen des nach gegenwärtigem Vertrage be
stehenden Vereins-Tarifs demgemäss modifizirt werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifika
tion der hohen kontrahirenden Höfe vorgelegt, und die

Digitized by Google

wechselung der Ratifications-Urkunden soll spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 2. Mai 1835.

(L. S.) ALVENSLEBEN. (L. S.) ALBR. FRIEDR. EICHHORN.

(L. S.) Grf. v. LUXBURG. (L. S.) FRANZ A PAULA Freih. v. LINDEN.

(L. S.) GUST. HAUBER. (L. S.) CARL FR. v. WILKENS-HOHENAU.

(L. S.) L. SCHWEDES. (L. S.) F. F. W. Frh. v. SCHÄFFER BERNSTEIN.

(L. S.) NR. LUD. BIERSACK. (L. S.) WILH. PHIL. GOSSWEILER.

(L. S.) C. L. H. von FRANCKENBERG-LUDWIGSDORFF.

42.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Caddo en Louisiane, signée le 1. Juillet 1835.

(Ratifiée par le président des Etats-unis le 2. Février 1836.)

(Acts of the 1th Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Appendix p. 25.)

Articles of a treaty made at the Agency-house in the Caddo nation and state of Louisiana on the first day of July in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty five between Jehiel Brooks commissioner on the part of the united states and the Chiefs head men, and warriors of the Caddo nation of Indians.

Article I. The chiefs head men, and warriors of the said nation agree to cede and relinquish to the United states all their land contained in the following boundaries: to wit —

Bounded on the west by the north and south line, which separates the said United states from the Republic of Mexico between the Sabine and Red rivers

Digitized by Google

1835 wheresoever the same shall be defined and acknowledge
to be by the two Governments. On the north an
east by the Red river from the point where the sai
north and south boundary line shall intersect the Re
river whether it be in the territory of Arcansas or th
State of Louisiana following the meanders of the sa
river down to its junction with the Pascagoula bayo
On the south by the said Pascagoula bayou to
junction with the Bayou Pierre by said Bayou to
junction with Bayou Wallace by said bayou and
Wallace to the mouth of the Cypress bayou thence
said bayou to the point of its intersection with
first mentioned north and south line following
meanders of the said watercourses: but if the sa
Cypress Bayou be not clearly definable so far th
from a point which shall be definable by a line d
west till it intersect the said first mentioned north an
south boundary line be the content of land within sa
boundaries more or less.

Article II. The said chiefs head men and warri
of the said nation do voluntarily relinquish their po
session to the territory of land aforesaid and promise
remove at their own expence out of the boundari
of the United States and the territories belonging a
appertaining thereto within the period of one ye
from and after the signing of this treaty and nev
more return to live, settle, or establish themselves
a nation, tribe or community of people within the sa

Article III. In consideration of the aforesaid c
sion relinquishment and removal it is agreed that t
said United States shall pay to the said nation o
Caddo Indians the sums in goods, horses and mone
hereinafter mentioned, to wit:

Thirty thousand dollars to be paid in goods, hor
ses, as agreed upon to be delivered on the signin
of this treaty.

Ten thousand dollars in money to be paid withi
one year from the first day of September next. Te
thousand dollars, per annum in money for the fou
years next following so as to make the whole sum
paid and payable eighty thousand dollars.

Article IV. It is further agreed that the said
Caddo nation shall have authority to appoint an agent
or attorney in fact resident within the United State

Digitized by Google

r the purpose of receiving for them from the said 1835
ited States all of the annuities stated in this treaty
the same shall become due to be paid to their said
ent or attorney in fact at such place or places within
e said United States as shall be agreed on between
n and the proper Officer of the Government of the
ited Staates.

Article V. This treaty, after the same shall have
n ratified and confirmed by the President and Senate
the United States, shall be binding on the con-
ting parties.

In testimony whereof the said Jehiel Brooks, Com-
ioner as aforesaid and the chiefs head men and
riors of the said nation of Indians have hereunto
their hands and affixed their seals at the place
on the day and year above written.

J. Brooks. (L. S.)

Agreably to the stipulations in the third article of
e treaty there have been purchased at the request
the Caddo Indians and delivered to them goods and
rses to the amount of thirty thousand dollars.

As evidence of the purchase and delivery as aforesaid,
der the direction of the commissioner and that the
hole of the same have been received by the said
dians the said commissioner, Jehiel Brooks, and the
dersigned chiefs and head men of the whole Caddo
ion of Indians have hereunto set their hands and
xed their seals the third day of July in the year of
r Lord one thousand eight hundred and thirty five.

Signatures des Indiens et des témoins.

J. Brooks. (L. S.)

Articles supplementary to the treaty made at the
ency house in the Caddo nation and State of Loui-
ana on the first day of July, one thousand eight
undred and thirty five between Jehiel Brooks Com-
issioner on the part of the United States, and the
hiefs, head men and Warriors of the Caddo nation
f Indians concluded at the same place, and on the
ame day between the said Commissioner on the part
of the United States and the chiefs head men and
Warriors of the said nation of Indians, to wit:

Whereas the said nation of Indians did in the
year one thousand eight hundred and one give to one

Digitized by Google

1835 François Grappe, and to his three sons then born a
still living, named Jacques, Dominique and Belthaz
for reasons stated at the time and repeated in a m
morial which the said nation adressed to the Preside
of the United States in the month of January la
one league of land to each, in accordance with t
Spanish custom, of granting land to individuals. Th
the chiefs and head men, with the knowledge and
probation of the whole Caddo people did go with
said François Grappe, accompanied by a numbe
white men, who were invited by the said chiefs
head men to be present as witnesses, before the Spa
authority of Nachitoches, and then and there did dec
their wishes touching the said donation of land to
said Grappe, and his three sons, and did request
same to be written out in form and ratified and
firmed by the proper authorities agreably to law.

And whereas Larkin Edwards has resided for ma
years to the present time in the Caddo nation was
long time their true and faithful interpreter, and thou
poor he has never sent the Red men away from
door hungry. He is now old and unable to suppo
himself by manual labour and since his employment
their interpreter has ceased possesses no adequa
means by which to live: Now therefore —

Article I. It is agreed, that the legal repres
tatives of the said François Grappe deceased and
three sons Jacques, Dominique, and Balthazar Gra
shall have their right to the said four leagues of l
reserved to them and their heirs and assigns for ev
The said land to be taken out of the lands ceded
the United States by the said Caddo nation of India
as expressed in the treaty to which this article is sup
plementary. And the said four leagues of land sh
be laid off in one body in the southeast corner of the
lands ceded as aforesaid, and bounded by the Re
river four leagues and by the Pascagoula bayou on
league, running back for quantity from each, so as t
contain four square leagues of land in conformity wi
the boundaries established and expressed in the origin
Deed of Gift made by the said Caddo nation of In
dians the said François Grappe, and his three sons
Jacques, Dominique and Balthazar Grappe.

Article II. And it is further agreed that there

Digitized by Google

shall be reserved to Larkin Edwards his heirs and 1835
assigns for ever one section of land to be selected out
of lands ceded to the United State by the said nation
of Indians as expressed in the treaty to which this
article is supplementary in any part thereof not other-
wise appropriated by the provisions contained in these
supplementary articles.

Article III. These supplementary articles, or either
of them, after the same shall have been ratified and
confirmed by the President and senate of the United
States, shall be binding on the contracting parties
otherwise to be void and of no effect upon the validity
of the original treaty to which they are supplementary.

In testimony whereof the said Jehiel Brooks Com-
missioner as aforesaid and the Chiefs Head men and
warriors of the said nation of Indians have hereunto
set their hands and affixed their seals at the place
and on the day and year above written.

J. Brooks.

(Suivent les Signatures des Indiens et témoins.)

43.

Convention entre la Bavière et la Hesse-électorale pour l'enquête et la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres commis par leurs sujets sur les territoires respectifs. Publiée au mois de Juillet 1835.

(Samml. von Gesetzen etc. etc. für Kurhessen. 1835. Nro. VII. Juli.)

Art. 1. Die kurfürstlich hessische und die königlich baierische Staatsregierung verbinden sich, die Forst-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Frevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen und anderen Baumpflanzungen, in den Fluren und in den Fischwassern des anderen Gebiets verüben, nach denselben Gesetzen untersuchen und bestrafen zu lassen, nach welchen sie würden untersucht und bestraft worden seyn, wenn

Digitized by Google

1835 sie in den inländischen Forsten, Jagden, Fluren u
Gewässern begangen worden wären.

Art. 2. Was die Konstatirung eines im ersten A
tikel bezeichneten Frevels betrifft, welcher von eine
Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete d
anderen begangen worden; so soll den Anzeige
Protokollen und Abschätzungen, welche durch die
ständigen und gerichtlich oder sonst obrigkeitlich,
eidigten Forstbeamten, Aufseher und Polizei-Offi
ten, Gendarmen, Flur- und Waldwächter etc.,
beziehungsweise Taxatoren aufgenommen worden,
der zur Abtheilung geeigneten Gerichtsstelle auf
thigen Falls beigebrachte Nachweisung ihrer dien
chen Verpflichtung, derselbe Glaube beigemess
werden, welchen die Gesetze den Anzeigen, Protok
len und Abschätzungen der inländischen Beamten
Diener dieser Art beilegen.

Art. 3. Um von beiden Seiten zur Sicherheit
Forst-Eigenthums thunlichst mitzuwirken, wird w
selseitig den gerichtlich verpflichteten Forst- und
lizei-Offizianten die Befugniss zugestanden, hinsich
lich begangener Waldfrevel Haussuchungen im G
biete des anderen Staates, wenn sich dort der an
gebene Thäter aufhält oder der gefrevelte Gegenst
befinden möchte, zu veranlassen, welche Befugniss
den übrigen hierzu geeigneten Jagd-, Fischerei-
Feldfreveln ebenwohl eintritt. Die gedachten Beam
haben sich zu dem Ende an den Ortsvorstand der
treffenden Gemeinde (den Ortspolizeibeamten) zu
den, und diesen zur Vornahme der Visitation in i
Gegenwart aufzufordern. Derselbe hat die hierbei
gefundenen, angeblich gefrevelten Gegenstände in
chere Verwahrung bringen zu lassen, auch über e
solche Haussuchung sogleich ein Protokoll aufzunehm
und weder für dieses, noch für jene, eine Belohnu
zu empfangen. Die eine Ausfertigung des Protok
ist alsbald dem requirirenden Forststraf-Offiziant
einzuhändigen, eine zweite Ausfertigung aber dem U
tergerichte des Bezirks zu übersenden, bei Vermeidun
einer Dienstordnungs-Strafe von einem bis zu fü
Thalern für denjenigen Ortsvorstand (Orts-Polize
beamten), welcher der Requisition nicht Genüge leistet

Auch kann der requirirende Forst- oder Polize
Offiziant verlangen, dass der Förster etc. (oder in de

Digitized by Google

Abwesenheit der etwa dazu geeignete Aufseher) des 1835
rts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden
llen, dabei zugezogen werde, welchem Antrage die-
r entweder selbst oder durch seinen Gehülfen zu
sprechen hat.

Art. 4. Den untersuchenden und bestrafenden Be-
rden in den beiderseitigen Staaten wird es zur Pflicht
macht, die Untersuchung und Bestrafung der vor-
enden Frevel so schleunig vorzunehmen, als es
der bestehenden Gerichts-Verfassung nur immer
lich ist, auch insbesondere bei ausgezeichneten
sehr bedeutenden Freveln die Untersuchung in
n einzelnen Falle sogleich eintreten zu lassen.

Art. 5. Die Vollziehung der Straf-Erkennt-
e, nebst der Erhebung und Beitreibung der dem
ld-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Eigenthümer oder
stigen Beschädigten zuerkannten Entschädigungs-
ler, soll mit der thunlichsten Beschleunigung durch
geeigneten Beamten bewirkt, und deswegen zu ge-
deten Beschwerden niemals Anlass gegeben werden.

Die erkannte Geldstrafe wird zum Vortheile der
rschaft des Gerichts vollzogen, welches das Er-
ntniss ertheilt hat. Gegen Unvermögende, welche
Geldstrafe nicht erlegen können, sind die nach
Gesetzgebung des einen oder des andern Staates
tfindenden Straf-Surrogate in Anwendung zu bringen.

Der zuerkannte Schadensersatz, einschliesslich des
werths, sowie die Pfände- oder Angeber-Gebühr,
der Straf-Antheil des Angebers, wo dergleichen
tzlich bestehen, werden vorzugsweise vor der Strafe
deren übrigen Theile beigetrieben, und an den
beamten des Bezirks, worin der Frevel geschehen,
weiteren Besorgung an die Betheiligten abgeliefert.

Die gegenwärtige auf Reciprocität gegründete
inbarung ist vorerst auf sechs Jahre, vom 1sten
ust 1835 an, abgeschlossen worden, und soll in
beiderseitigen Landen auf die gewöhnliche Weise
annt gemacht, auch auf deren genaueste Befolgung
den beiderseitigen Gerichts-, Polizei- und andre
Behörden mit gebührender Strenge gehalten werden.

Digitized by Google

44.

Patente de l'Empereur d'Autrich ordonnant l'adoption d'un systèm uniforme et commun de douanes dan les différentes provinces de la M narchie autrichienne, à l'excepti de l'Hongrie, de la Transylvan et de la Dalmatie. En date du Juillet 1835.

(Wiener Zeitung.)

(Oeffentliche Bekanntmachungen in Wien.)

Wir Ferdinand der Erste, etc. etc. Die wichti Nachtheile, welche daraus entspringen, dass in den, gemeinschaftlichen Zoll-Verbande entzogenen Länd Unseres Kaiserstaates, nach der Aufhebung der Z schen-Zoll-Linien, welche dieselben früher trennt über das Zollwesen und die Staats-Monopole vom Sa Tabak, Schiesspulver und Salpeter, verschiedene genseitig nicht übereinstimmende Gesetze und V schriften bestehen, die grossentheils den gegenwä gen Verhältnissen, und den auf dieselben gegründe Bedürfnissen nicht entsprechen, haben die Erlass eines neuen zusammenhängenden Gesetzes über d Zweige der indirekten Besteuerung nothwendig gema In Erwägung dieser Nachtheile, und in der Ansi die Bestimmungen der Gesetzgebung über die i rekte Besteuerung mit den Grundsätzen des Rec in Einklang zu bringen, Unsere treuen Unterthan gegen Willkühr und ungebührliche Behandlung kr tigst zu bewahren, zugleich aber der inländischen I werbsthätigkeit und dem Staatsschatze einen ergiebig Schutz zu sichern, haben Wir diese Zoll- und Staa Monopols-Ordnung, nach sorgfältiger Prüfung, Unserm Kaiserstaate, mit Ausnahme von Ungarn, Si benbürgen und Dalmatien, als allgemein verbindlich Gesetz einzuführen beschlossen. Wir befehlen, da dieses Gesetz mit dem ersten April 1836 in Wirksa keit trete. Von diesem Zeitpunkte an werden alle G

Digitized by Google

etze und Vorschriften über die Theile der Gesetzge- 1835
ung, von denen das gegenwärtige Gesetz handelt,
sbesondere die allgemeine Zoll-Ordnung vom 2. Ja-
ar 1788 für die Länder, in denen dieselbe eingeführt
t, die Zoll-Ordnung vom 14. August 1786 für Ty-
l und Voralberg, das Gesetz vom 22. December 1803
r das Lombardisch Venetianische Königreich, dann
e verschiedenen Patente und Gesetze über die ge-
nten Staats-Monopole, sammt allen nachgefolgten
derungen, Ergänzungen und Erläuterungen in der
aufgehoben, dass sich bei allen Amtshandlungen,
he nach dem ein und dreissigsten März 1836 an-
ommen werden, dann bei allen Waaren-Sendungen,
er welche die Waaren-Erklärung nach diesem Zeit-
nkte geschieht, nach dem gegenwärtigen Gesetze
benehmen ist. Wenn die Waaren-Erklärung vor
n 1. April 1836 geschehen ist, und hierbei die Be-
ungen des Zoll-Verfahrens, nach den zur Zeit
Erklärung bestandenen Vorschriften erfüllt wurden,
t eine nachträgliche Umstaltung oder Ergänzung
Waaren-Erklärung nach dem neuen Gesetze, oder
Erfüllung von Bedingungen, welche die früheren
schriften nicht anordneten, nicht zu fordern. —
egen bleiben auch künftig in Kraft: 1) Der Zoll-
if, und die bei der Anwendung der Zollsätze zu
bachtenden Bestimmungen. 2) Die Preis-Tarife
Monopols-Gegenstände, dann die Anordnungen
den Umfang, in welchem die dem Staate vorbe-
enen ausschliessenden Rechte ausgeübt werden,
über die Art der Verwaltung der auf diese aus-
essenden Rechte gegründeten Staatsgefälle. 3) Die
chriften, welche über den Verkehr zwischen Un-
und Siebenbürgen einerseits und Unseren übri-
Staaten andererseits, dann über die gegenseitige
chfuhr der Erzeugnisse beider Gebietstheile durch
letzteren in das Ausland, oder in das Zollgebiet
ück, ferner über den Verkehr zwischen den Ländern,
welche dieses Gesetz Wirksamkeit erhält, und Dal-
tien, bestehen. Das Zoll-Verfahren bei den Zoll-
mtern für die nach Ungarn, Siebenbürgen oder
lmatien austretenden, oder aus diesen Ländern in
e übrigen Staaten eingehenden Waaren ist jedoch
ach diesem Gesetze zu pflegen. Auch finden die
Grundsätze dieses Gesetzes über die Ausweisung des

Digitized by Google

1835 Bezuges, Ursprunges oder der Verzollung i
Staaten, in denen dasselbe Wirksamkeit erhäl
die aus Ungarn, Siebenbürgen oder Dalmatien
brachten Gegenstände Anwendung. 4) Die Vor
ten über die amtliche, oder die von den Gewe
benden selbst anzubringende Bezeichnung der W
5) Die gesetzlichen Bestimmungen, deren Au
haltung in dem Gesetze selbst vorbehalten wur
Zur allgemeinen Belehrung und zur Vermeidun
Zweifeln werden die Vorschriften, welche auch
der Einführung des gegenwärtigen Gesetzes in
bleiben, durch besondere Kundmachungen näh
zeichnet werden. — Gegeben in Unserer kaiser
Haupt- und Residenzstadt Wien am eilften Tag
Monats Julius im Jahre nach Christi Geburt
Unserer Reiche im Ersten.

FERDINA

Auszug

aus der Kaiserl. Oestreichischen Zoll- und St Monopols-Ordnung.

Erster Abschnitt.

Von dem Benehmen der Reisenden bei dem gange über die Zoll-Linie der östreichischen S ten, mit Ausnahme von Ungarn, Siebenbür und Dalmatien.

Im Wesentlichen stimmen die Zollvorschriften, che von Reisenden nach der Zoll- und Staats-Mono Ordnung des östreichischen Kaiserstaates zu beo sind, mit jenen aller Staaten überein, in denen vom Verkehre mit dem Auslande bestehen.

1. *Welche Personen als Reisende behandelt we*

Als Reisende sind für das Zollverfahren nur jenigen Personen zu betrachten, welche unter Um den sich an einen andern Ort begeben, oder einem andern Orte ankommen, unter denen zu d Veränderung des Ortes ein Reisepass, oder eine an Gestattung der vorgesetzten Behörden erforderlich Leute, deren Beschäftigung in dem Transporte Waaren besteht, werden, sobald sie in der Ausü

Digitized by Google

ser Beschäftigung begriffen sind, nicht nach den 1835
r Reisende bestehenden Bestimmungen behandelt.

Die Ueberschreitung der Zoll-Linie mit Waaren ist nur auf Zollstrassen gestattet.

Bei dem Uebertritte über die Gränze des Kaiser-
ates oder die Zoll-Linie kommt es vorzüglich dar-
f an, ob das Gepäcke des Reisenden bloss aus den
öhnlichen Reise-Effecten besteht, oder ob sich
nter auch Waaren befinden.

Unter Waaren werden für die Einfuhr aus dem
ande alle Gegenstände verstanden, welche zu Folge
Zoll-Tarifes einem Eingangszolle oder einem Ein-
rverbote unterliegen.

Führt der Reisende Waaren mit sich, so ist ihm
r Eingang über die Zoll-Linie nur auf den Zoll-
ssen gestattet; jeder Uebertritt der Zoll-Linie auf
dern Strassen und Wegen (Nebenwegen) ist als ver-
hter Schleichhandel verboten, und wird, nach Be-
affenheit der Gegenstände mit dem einfachen bis
rfachen Betrage des Werthes derselben, oder mit
m fünffachen bis zehnfachen, und bei erschwerenden
ständen bis zum funfzehnfachen Betrage der Abgabe
straft. Bei erheblichen mildernden Umständen ist
e Milderung bis zu dem zweifachen Betrage der
gaben zulässig.

3. *Bezeichnung der Zollstrassen.*

Der Reisende kann bei dem Uebertritte der Zoll-
ie nie im Zweifel seyn, ob er sich auf einer Zoll-
se oder einem Nebenwege befinde, indem die
trassen mit einer deutlichen Bezeichnung kennbar
acht sind. Auf denselben befinden sich schwarz
d gelb angestrichene Säulen oder Ständer mit Tafeln,
che, wenn die Zollstrassen zu einem Commerzial-
llamte oder einem höher gestellten Zollamte führen,
eirunder (ovaler) Gestalt sind, und auf weissem
ande die Aufschrift mit rother Farbe haben: "Zoll-
rasse zu dem Commerzial-Zollamte (Zoll-Legstätte,
auptzollamte) N. N." Auf diesen Tafeln befindet sich
r kaiserliche Adler über der Aufschrift. Führen die
Zollstrassen zu einem Hülfszollamte, so bestehen die
Tafeln aus einem länglichen Vierecke, dessen Auf-
schrift auf weissem Grunde mit schwarzen Buchstaben

Digitized by Google

1835 die Worte: "Zollstrasse zu dem Hülfszollamte N. N" enthält. Der kaiserliche Adler befindet sich unter de Aufschrift.

Alle anderen, über die Zoll-Linie führenden, mi dieser Bezeichnung nicht versehenen Strassen un Wege werden als Nebenwege betrachtet.

4. *Ausladung der Waaren von Fahrzeugen au Gränzflüssen oder in einem Seehafen.*

Von Fahrzeugen auf Gränzgewässern dürfen Waa ren nur auf denjenigen Stellen gelandet werden, welch dazu bestimmt, und kenntlich bezeichnet sind.

In einem, dem zollpflichtigen Verkehre geöffnete Hafen darf keine, wie immer geartete Ein- oder Aus ladung von Waaren nach Sonnenuntergang oder vo Sonnenaufgang vorgenommen werden. Ferner ist e untersagt, eine Waare ohne schriftliche Bewilligun des Zollamtes und ohne Beiseyn der hierzu bestimmte Zollbeamten oder Diener aus- oder einzuladen. Die Au und Einladungen finden nur an den hierzu in jedem Hafe bestimmten Plätzen Statt. Gegenstände, die bei de zollämtlichen Verfahren der Abwage oder Abmessun unterliegen, dürfen von dem Ufer oder dem Orte de Lagerung nur, nachdem dieselben von dem Zollam oder dessen Abgeordneten abgewogen oder abgemesse worden, erhoben werden.

Die Uebertretungen dieser Bestimmungen unter liegen den obigen Strafen (Zahl 2).

5. *Ausnahme von der Beschränkung für die Ueber schreitung der Zoll-Linie mit Waaren auf die Tageszeit.*

Obgleich der Waaren-Transport über die Zoll Linie im Eingange vor Sonnenaufgang oder nac Sonnenuntergang nicht geschehen darf, und jede Ein oder Ausladung von Waaren auf Gränzgewässern ausse der Tagszeit verboten ist, so sind dennoch die Effecte der Reisenden von dieser Beschränkung ausgenommen insofern sich darunter keine für den Handel bestimm ten Kaufmannsgüter befinden.

6. *Verpflichtung der Reisenden, sich mit ihren Gepäcke bei dem Gränzzollamte zu melden.*

Nach dem Uebertritte der Zoll-Linie müssen di Reisenden, selbst wenn sie keine zollpflichtigen Gegen

Digitized by Google

ade mit sich führen, sich unmittelbar zu dem näch- 1835
en Gränzzollamte begeben, demselben die ihnen zur
sweisung auf der Reise dienenden Papiere über-
chen, und ihre Effecten dem vorgeschriebenen Ver-
ren unterziehen. Es ist ihnen nicht gestattet, einem
ränzzollamte auszuweichen, oder die Reise an dem-
lben vorüber, ohne Anmeldung und Vollziehung des
setzlichen Verfahrens fortzusetzen.

Reisende, welche gegen diese Vorschrift handeln,
rfallen, wenn gegen sie die Strafe wegen verübten
r versuchten Schleichhandels, Mitschuld oder Theil-
mung an demselben nicht Platz greift, einer Strafe
n 10 bis 50 Gulden.

Zurücklegung des Weges von der Zoll-Linie bis zu dem Gränzzollamte.

Auf dem Zuge von dem Uebertritte bis zu dem
ränzzollamte müssen die Waaren unberührt bleiben;
ist der Weg stets ununterbrochen zurück zu legen,
nd es darf mit den Waaren weder von der Zollstrasse
gewichen, noch davon vor der Vollziehung der vor-
eschriebenen Amtshandlung etwas abgelegt werden;
e Fälle, wo erwiesene, zufällige Ereignisse die un-
nterbrochene Verfolgung der Zollstrasse unmöglich
achen, ausgenommen.

Die vorschriftswidrige Ablegung oder Hinwegbrin-
ung von Waaren von der Zollstrasse auf dem eben
ngedeuteten Zuge unterliegt der Strafe des versuch-
n Schleichhandels (Absatz 2).

8. *Anmeldung bei dem Ansageposten.*

Ist das Zollamt nicht unmittelbar an der Zoll-
Linie aufgestellt, und befindet sich vor demselben ein
Ansage- oder Aviso-Posten, welches auf den zur
Bezeichnung der Zollstrassen dienenden Tafeln ange-
deutet ist, so hat der Reisende sich daselbst zu mel-
den. Ist der Letztere mit einem vorgeschriebenen
Passe versehen, so wird er auf der Strecke von dem
Ansageposten bis zu dem Zollamte in der Regel nicht
begleitet. Findet aber der Ansageposten eine Beglei-
tung nothwendig, so hat dieselbe stets unaufgehalten
zu geschehen.

Digitized by Google

1835 9. *Angabe, welche der Reisende bei dem Gränz zollamte zu machen hat.*

Sobald der Reisende bei dem Gränzzollamte ein trifft, hat er anzugeben: ob er bloss Gepäcke, welche zollfrei ist, oder andere, dem Einfuhrszolle unterlie gende Gegenstände mit sich führt.

Als zollfreie Reise-Effecten werden betrachtet alte Wäsche, Bettgeräthe, gebrauchte Kleider, Gol und Silberzeug, Geld und Kostbarkeiten, welch Reisende nicht zum Handel, sondern zum unmitt baren, ihrem Bedürfnisse und Stande angemessen Gebrauche mit sich führen, eben so Shawls und Sha tücher, insoweit sie der orientalischen Tracht eig sind. Auch neue Kleidungsstücke, welche fremd Reisende bei sich haben, werden unter der eben a gedeuteten Bedingung zu den Reise-Effecten gerechne

Die von dem Reisenden abzugebende Erklärun ist sogleich nach dem Anlangen bei dem Gränzzol amte zu machen.

10. *Hülfsmittel zur Verfassung der Erklärun oder zur Belehrung über das Zollverfahren.*

Den Reisenden ist gestattet, sich vor der Anbrin gung der Erklärung der ämtlichen Wagen, Maass oder anderen im Amte vorhandenen Vorrichtungen zu Ausmittlung des Gewichtes, oder des zu erklärende Rauminhaltes, soweit solches ohne Störung der Ord nung in den Amtshandlungen geschehen kann, unent geltlich zu bedienen, um im Grunde dieser Ausmitt lung die Erklärung mit Genauigkeit zu verfassen.

Ueber die Art, in welcher die Erklärungen einge richtet werden müssen, befinden sich die Bestimmun gen bei jedem Zollamte und Ansageposten gedruck angeheftet. Ausserdem muss bei jedem Zollamte ei Exemplar des Zolltarifes sammt allen nachträglich er folgten Aenderungen und Erläuterungen, ferner ei Exemplar der Zoll- und Staats-Monopols-Ordnun für Jedermann zur Einsicht bereit gehalten, und Jeden der sich zu belehren wünscht, zur Benutzung im Amt mitgetheilt werden. Auch ist für den Fall, als ei Reisender bei der Vollziehung des Zollverfahrens übe die Gesetzmässigkeit desselben aufgeklärt zu werde wünscht, der Absatz des Gesetzes oder überhaupt eine allgemeinen Kundmachung, auf welche sich die ge

Digitized by Google

gegene Amtshandlung, oder die Art, in der dieselbe 1835
llzogen wird, gründet, aufzuschlagen, und dem
leisenden dessen Einsicht zu gestatten.

11. *Reisende und Couriere können mündlich erklären.*

Reisenden und Courieren ist gestattet, die Erklä-
ng mündlich abzugeben. Die mündliche Erklärung
d in die Amtsbücher geschrieben, und dem Erklä-
den vorgelesen. Ergänzt oder ändert er bei der
lesung die Erklärung, so ist seine weitere Angabe
au aufzunehmen, und ihm nochmals vorzulesen.
in die Amtsbücher aufgenommene Ansage ist von
Reisenden und Courieren stets mit ihrer Unter-
rift, oder wenn sie des Schreibens unfähig sind,
t ihrem Handzeichen, in Gegenwart zweier Zeugen,
von einer den Namen des Erklärenden unterschreibt,
bekräftigen.

12. *Erfordernisse der Erklärung.*

Obgleich oben erwähnt wurde, dass sich bei je-
em Zollamte oder Ansageposten die Bestimmungen
er die Art, wie die Erklärungen zu verfassen sind,
druckt angeheftet befinden, so folgen hier dennoch
ige Andeutungen über das Wesentlichste, was die
klärungen der Reisenden zu enthalten haben, nämlich:

1. Den Vor- und Zunamen, so wie den Wohnort
s Erklärenden.

2. Den Ort, an den das Gepäcke und die unter
enselben etwa befindlichen Waaren gebracht werden
en, dann die Richtung des Weges an diesen Ort.

3. Die Bestimmung, welche die Gegenstände erhal-
n, ob nämlich der Reisende dieselben der Einfuhrs-
rzollung zu unterziehen, oder durch das Zollgebiet
das Ausland durchzuführen wünscht; ob er verlangt,
ss die Gegenstände gleich unmittelbar bei dem Ein-
ittsamte der Amtshandlung vollständig unterzogen,
der zu diesem Behufe an ein anderes Amt angewie-
n werden sollen.

4. Die Zahl der Päcke und Behältnisse, in denen
h die Gegenstände befinden.

5. Der letzteren Gattung und Menge.

6. Sind die Gegenstände von der Gattung Waaren,
von denen der Eingangs l nach dem Werthe einge-

Digitized by Google

1835 hoben wird, so ist nebst dem Werthe das reine (Netto-Gewicht, die Stückzahl, oder überhaupt dasjenige Maas anzugeben, nach welchem die Gegenstände im Handelsverkehre umgesetzt zu werden pflegen, und nach welchem sich der Werth beurtheilen lässt.

13. *Behandlung der Gegenstände, hinsichtlich deren die Erklärung mangelhaft ist.*

Gegenstände, welche Reisende zu ihrem Gebrauch in einer ihren Verhältnissen angemessenen Beschaffenheit und Menge mit sich führen, können, wenn gleich die Erklärung mangelhaft wäre, insofern der Verdacht eines Unterschleifes nicht entsteht, mit Beobachtung der für die Güteranweisung bestehenden Vorschriften an ein Hauptzollamt oder eine Zoll-Legstätte zur Ergänzung der Erklärung, und zum weiteren Zollverfahren angewiesen werden.

14. *Folgen von Unrichtigkeiten in der Erklärung.*

Der Reisende setzt sich einer Strafe aus (die sogar, nach Beschaffenheit der Umstände, der für den Schleichhandel festgesetzten gleichkommen kann), wenn in der Erklärung ein anzugebender Gegenstand gänzlich verschwiegen, oder einer, der nicht vorhanden ist, angegeben wird; wenn ferner die Gattung oder Art der Waare mit einer Benennung angegeben wird, nach welcher zu Folge des Tarifes ein anderes Ausmaass der Abgabe, als nach der wirklichen Beschaffenheit des Gegenstandes entfällt, oder ein Gegenstand, der einer Abgabe oder einem Verbote unterliegt, von der Einrichtung der Abgabe oder der Anwendung des Verbotes frei bleiben würde; wenn endlich die Menge der Waaren, oder die Zahl der Päcke oder Behältnisse nicht übereinstimmend mit dem wirklichen Zustande des Gegenstandes der Erklärung angegeben wird.

15. *Besondere Bewilligung, welche für die Einfuhr einiger Gegenstände erforderlich ist.*

Nach der Einbringung der Waarenerklärung untersucht das Zollamt, ob die erklärten Gegenstände zu der Klasse derjenigen gehören, zu deren Eingang über die Zoll-Linie für die in der Erklärung angegebene Bestimmung eine besondere Bewilligung vorhanden ist. Der letztern bedürfen die Gegenstände der Staats-Monopole, als: Kochsalz, Tabak, Pulver und

Digitized by Google

lniter oder Salpeter, ferner die ausser Handel ge- 1835
tzten Waaren. Unter diesen werden einige, in dem
olltarife besonders bezeichnete Artikel verstanden,
elche nur zum Privatgebrauche, nicht aber zum Han-
el bestimmt sind. Befinden sich solche Waaren un-
r dem Gepäcke der Reisenden in einer ihren Ver-
ältnissen angemessenen Beschaffenheit und Menge, so
önnen solche an ein Hauptzollamt angewiesen wer-
n. Zur Durchfuhr von ausser Handel gesetzten Waa-
n bedarf es keiner besondern Bewilligung.

Behandlung des Tabakes und anderer Monopols-Gegenstände.

Fremder Tabak, welchen Reisende zum eigenen
ebrauche in einer, fünf Pfund Wiener Gewichtes
$\frac{8}{10}$ metrische Pfunde) nicht überschreitenden Menge
it sich führen, kann ohne vorläufige höhere Bewil-
gung dem zollämtlichen Verfahren und der Gebüh-
nentrichtung unterzogen werden.

Hierbei ist zu beachten, dass die Gesetze über
e Staats-Monopole sich auch auf die Zollausschlüsse
strecken, obgleich die letzteren in Bezug auf die
ollvorschriften wie das Ausland betrachtet werden.
diese Zollausschlüsse darf der fremde Tabak,
elchen Reisende in der eben angedeuteten Menge
it sich führen, aus dem Auslande oder von der See
r an denjenigen Orten eingebracht werden, in de-
n ein Zollamt, oder ein anderes, zur Vollziehung
r vorgeschriebenen Amtshandlung für Monopols-Ge-
nstände ermächtigtes Amt aufgestellt ist. Dieser
bak ist von dem Verbote des Transportes über die
ländische Gränze nach Sonnenuntergang und vor
nnenaufgang ausgenommen. Hierdurch sind jedoch
eisende von der Verbindlichkeit, dem Ansageposten
nd dem für die vorgeschriebene Amtshandlung be-
stellten Amte den Tabak gehörig anzusagen, und
denselben dem gesetzmässigen Verfahren zu unterzie-
hen, nicht entbunden.

17. *Begünstigungen für die Verzollung anderer Gegenstände*

Auch können Reisende zur Ladung ihrer Reise-
gewehre ein Pfund Schiesspulver gegen Entrichtung
des Zolles einführen.

Digitized by Google

1835 Ueberhaupt haben die Begünstigungen, den Reisenden wegen der Verzollung gewisser bei den Grenzämtern, insbesondere aber den dischen Badegästen bisher zugestanden waren, die Zoll- und Staats-Monopols-Ordnung keine änderung erlitten.

18. *Zollämtliche Untersuchung.*

Im weitern Verfolge des Zollverfahrens die zu dem Zollamte gebrachten Gegenständ zollämtlichen Untersuchung (Beschau) unterzogen, zweifacher Art ist, und in der äussern oder Untersuchung besteht.

Die äussere Untersuchung beschränkt sic die Abzählung der Waarenpäcke und Behältnisse der Stücke, auf die äusserliche Besichtigung der e rücksichtlich ihrer Tauglichkeit zur Vornahme de geschriebenen Amtshandlungen, und zur Anlegun ämtlichen Verschlusses, insofern dieselbe Statt den hat.

Durch die innere zollämtliche Untersuchung die Menge, Gattung und Beschaffenheit der Zollverfahren unterworfenen Gegenstände, und in Falle, wenn dieselben nach dem Werthe zu verz sind, der letztere erhoben. Die Ausmittelung Menge geschieht durch die Abwiegung, oder d die Abmessung oder durch die Abzählung, je n dem der Maassstab für die Verzollung solches e dert. Bei Gegenständen, von denen der Zoll dem Werthe festgesetzt ist, wird die Menge d die Abwiegung oder durch die Erhebung desje Maasses, nach welchem sich der Werth am verläss sten beurtheilen lässt, ausgemittelt.

Die Gattung und Beschaffenheit der Gegenst wird durch die Besichtigung derselben erhoben. diesem Zwecke werden die Päcke und Behältnisse öffnet, die darin enthaltenen Gegenstände aus de ben genommen, und soweit es zur Erlangung Ueberzeugung von deren Zustande erforderlich offen dargelegt.

19. *Bestimmung des Werthes der nach ihm verzollenden Waaren.*

Die Angabe des Werthes der nach ihm zu zollenden Gegenstände, wird von dem Amte gep

Digitized by Google

d mit demjenigen Betrage bestimmt, den dasselbe 1835
r Beschaffenheit angemessen findet Für die Ein-
rsverzollung ist der Werth nach den Preisen, um
lche der Gegenstand an den Erzeugungsorten, oder,
an es sich um überseeische Erzeugnisse handelt, in
n Seehafen, über den solche bezogen zu werden
egen, durch den Handelsverkehr im Grossen ge-
hnlich umgesetzt wird, mit Hinzurechnung des
n Transporte bis an die Zoll-Linie erforderlichen
wandes anzuschlagen.

Hält der Reisende die ämtliche Schätzung der
ren für überspannt, so kann er um die Aufnahme
r Schätzung durch zwei unbefangene beeidete Sach-
ständige ansuchen. Die Kosten einer solchen Schä-
ng trägt der Staatsschatz, wenn die Angabe der
klärung von den Sachverständigen nicht zur Erhö-
g geeignet erkannt wird, im Gegentheile aber der
isende.

Selbst nach der Vornahme dieser Schätzung bleibt
n Reisenden noch frei gestellt, wenn er die Schä-
ng für überspannt hält, den Gegenstand auf eigene
sten zurück zu senden, oder zur Durchfuhr in das
land zu erklären.

Gegenwart des Reisenden, oder der von ihm ermächtigten Person bei der zollämtlichen Untersuchung.

Die zollämtliche Untersuchung der zum Amte ge-
chten Gegenstände ist in Gegenwart des Reisenden,
r der von ihm ausdrücklich dazu ermächtigten
son zu vollziehen. Leistet der Reisende auf das
cht der Beiziehung Verzicht, so muss solches von
n schriftlich erklärt werden.

Verrichtungen, welche zur Vornahme des Zollverfahrens zu leisten sind.

Nicht minder ist der Reisende verpflichtet, die
m Zollverfahren zu unterziehenden Gegenstände dem
nte in dem, zur Vollführung dieses Verfahrens er-
rderlichen Zustande darzulegen, und nach der An-
eisung der Beamten die nöthigen Handarbeiten, ins-
besondere die Ab- und Aufladung, die Abgabe zur
Wage und die Zurücknahme von derselben, die Er-
öffnung und Schliessung der Päcke und Behältnisse

Digitized by Google

1835 auf eigene Gefahr und Kosten zu verrichten, od verrichten zu lassen. Bei den Aemtern, bei welche zur Vollziehung dieser Arbeiten einige Träger od Handlanger unter ämtlicher Aufsicht bestellt, und a dere Arbeiter von dem Zutritte in die Amtsstätte au geschlossen sind, haben sich die Reisenden der erst ren gegen Entrichtung der vorgeschriebenen Gebü ren zu bedienen.

22. *Berechnung und Einhebung der Zollgebühr*

Sind die, dem Zollverfahren unterzogenen G genstände bestimmt, bei dem Amte verzollt zu werde so berechnet dasselbe die vorschriftmässig entfallen den Gebühren, und hebt solche ein.

23. *Ausfertigung einer ämtlichen Bestätigun oder Bollete.*

Reisenden wird, wenn sie auch keine der Zollen richtung oder der Anweisung an ein anderes Amt u terliegende Gegenstände mit sich führen, die schrift liche Bestätigung, dass sie ihr Gepäcke und die b ihnen befindlichen Effecten dem Zollverfahren unter worfen haben, und dass hierunter kein Gegenstan der bemerkten Art gefunden worden sey, (eine Frei Bollete) zum Behufe der Ausweisung auf ihrer Reis und im Orte ihrer Bestimmung ertheilt. Ohne diese ämtliche Bestätigung dürfen sie weder etwas von dem Amtsplatze hinweg bringen, noch von dem Amte ab fahren. Haben sie einen, der Einfuhrsverzollung u terliegenden Gegenstand eigenmächtig hinweggebrach so verfallen sie in die, auf den Schleichhandel ge setzte, oben unter der Zahl 2 bemerkte Strafe, in an dern Fällen aber einer Strafe von 10 bis 50 fl. Sie haben die Bollete wohl aufzubewahren, und zwar: so fern sie durch das Zollgebiet durchreisen, bis zu dem Austritte aus demselben; wenn sie hingegen in dem letzteren verweilen, bis zu dem Eintreffen in ihrem dauernden Wohnsitze, hier aber so lange, als eine Waare sich in neuem ungebrauchtem Zustande befin det, oder sofern dieselbe ein Gegenstand eines Staats Monopols ist, nicht verbraucht wurde.

24. *Welche Bolleten nicht als gültige Ausweise angenommen werden.*

Bolleten, welche nicht auf dem eigens hierzu vor-

Digitized by Google

chteten Papiere, wovon ein Theil mit gedruckten 1835
ten, so wie mit dem kaiserlichen Adler versehen
ausgefertigt wurden, dann jene, in denen ge-
bene Worte oder Ziffern durchstrichen oder ge-
t wurden, oder in denen Radirungen bemerkbar
werden nicht als Beweis der gepflogenen Amts-
ngen angenommen.

Niemand ist verpflichtet, eine mangelhafte Bollete
hmen, sondern es kann, ehe die Waare von
mtsplatze hinweggebracht wird, die Ergänzung
kunde oder die Ausstellung einer neuen fehler-
Bestätigung (Bollete) gefordert werden.

Verfahren mit einer mangelhaften Bollete.

Verweigert das Zollamt die Ausstellung einer er-
n oder verbesserten Bollete, so ist der Reisende
iget, von demselben die schriftliche Bestätigung
s gemachte Ansuchen und die darauf erfolgte
rung zu verlangen. Wenn aber das Zollamt
m Verlangen nicht entsprechen sollte, so
n die Orts-Obrigkeit zu wenden.

Transport der verzollten Eingangsgüter an den Ort der Bestimmung.

e der Einfuhrsverzollung unterzogenen Gegen-
müssen von dem Zollamte auf der, durch die
vorgezeichneten Strasse während des zu dem
sporte bestimmten Zeitraumes an den Ort der
mung gebracht werden. Die Bollete soll den
stand bis an diesen Ort begleiten. Eine später
brachte Bollete, deren durch ein zufälliges Er-
veranlasste Trennung von der Ladung nicht
en wird, kann nicht beachtet werden.

Besondere Begünstigung der Reisenden wegen deren Abfertigung.

Reisende, welche keine für den Handel bestimm-
Gegenstände mit sich führen, sollen bei allen Zoll-
ern bei Tag und Nacht stets ohne Verzug abge-
gt werden, und es sind deren Effecten immer so-
ch dem Zollverfahren zu unterziehen, ohne dass
denselben die Reihenfolge der Handelsgüter abzu-
rten ist.

Digitized by Google

1835

Zweiter Abschnitt.

Von dem Zollverfahren bei angewiesenen Gegenständen.

1. *Welche Gegenstände angewiesen werden müssen.*

Werden die bei einem Reisenden befindlichen, einem Eingangszolle unterliegenden Gegenstände nicht bei dem Eintrittsamte in die Eingangsverzollung genommen, so müssen dieselben an ein anderes Amt angewiesen werden.

2. *Verbindlichkeit, welche dem Reisenden dabei obliegt.*

Der Reisende übernimmt bei der Anweisung die Verbindlichkeit, die Waare an das Amt, an das dieselbe angewiesen wird, bei Durchzugsgütern aber an das Amt, über das der Austritt derselben über die Zoll-Linie zu erfolgen hat, zu überbringen, und für die im Falle der Ausserachtlassung der vorgezeichneten Anordnungen Statt findenden Strafen zu haften.

3. *Leistung einer Sicherstellung.*

Ist der Reisende nicht ein im Inlande dauernd wohnhafter, bekannter und sicherer Handelsmann oder Fuhrmann, so muss er für die von der Waare entfallende Eingangszollgebühr Sicherstellung leisten.

Die Sicherstellung kann geleistet werden: im Baren, mittelst östreichischer Staats-Obligationen oder durch Bürgschaft. Die letztere wird von bekannten sichern Handelsleuten oder Fuhrleuten oder andern Personen angenommen, welche sich mit einem obrigkeitlichen Zeugnisse ausweisen, dass sie im Inlande einen dauernden Wohnsitz haben, eine Gewerbsbefugniss ausüben, oder unbewegliche Realitäten besitzen, oder sich von den Zinsen eigener Capitalien erhalten, und dass über ihr Vermögen keine Concurs-Verhandlung anhängig sei.

Die Sicherstellung kann für die Strecke bis zu einem bestimmten Amte, an das die Waare angewiesen wird, oder bei Durchführungsgütern für die ganze Strecke des Durchzuges geleistet werden.

Digitized by Google

4. *Anlegung des ämtlichen Verschlusses.* 1835

Die Gegenstände, welche angewiesen werden, sind
r ämtlichen Verschluss (Zollsiegel) zu legen, mit
ahme der nach der Stückzahl zu verzollenden
derjenigen, welche gewöhnlich offen verführt zu
en pflegen, und offen und unverpackt vorkommen.
Die Eröffnung des zollämtlichen Verschlusses darf
n einem Gefällsamte oder einer Abtheilung der
wache vorgenommen werden. Jede eigenmäch-
gesetzwidrige Eröffnung oder Verletzung des-
unterliegt Strafen, die selbst dann, wenn weder
heber oder Thäter, noch ein Mitschuldiger oder
hmer mit Bestimmtheit ausgemittelt werden kann,
Betrage von 2 bis 100 Gulden denjenigen tref-
der den Transport des unter Verschluss geleg-
genstandes besorgte, oder letzteren in Verwah-
e, oder darüber die Aufsicht führte, sobald
Anlegung des Verschlusses, ehe dieser eröff-
rletzt wurde, bekannt gemacht worden ist.
Strafe von 5 bis 200 Gulden wird gegen
, der den Verschluss eröffnete, oder eröff-
, verhängt, wenn nicht die für den Schleich-
oder den frevelhaften Schleichhandel bestimmten
oder jene nach den allgemeinen Strafgesetzen
g finden.

chtung der auf den Rücken der Bollete enthaltenen Vorschreibung.

i dem Empfange der Bollete darf deren Rück-
cht unbeachtet gelassen werden, weil dort das
Amt, wo die Waare zu stellen ist, so wie die
für den Transport sich vorgezeichnet befindet.

rhalten auf der Reise bis zu dem Amte, wohin die Anweisung erfolgte.

Couriere und Reisende, die keine zum Handels-
re bestimmten Waaren mit sich führen, sind
der Stellung zu Zoll-Legstätten vor dem Eintref-
an dem Orte der Bestimmung oder des Austritt-
s ausgenommen.
Der Reisende ist verpflichtet, den ämtlichen Ver-
, wie schon oben angedeutet wurde, unverletzt
ewahren, die in der Bollete bezeichnete Strasse
die zur Zurücklegung des Weges bestimmte Frist

Digitized by Google

1835 einzuhalten, so wie die Waaren und sonstigen Gegen
stände bei dem Amte zu stellen, welches auf der Bo
lete angedeutet wurde.

7. *Aenderung der Reiserichtung.*

Würde ein Reisender, der keine zum Handel b
stimmten Güter, jedoch andere, unter ämtlichem Ve
schlusse angewiesene Waaren mit sich führt, sei
Reiserichtung gänzlich ändern, dergestalt, dass
bei einem andern, als demjenigen Amte, das
sprünglich in der Bollete bezeichnet war, in das A
land auszutreten oder die Waaren der Einfuhrsv
zollung zu unterziehen wünscht, so muss er dieses
einer, auf dem vorgezeichneten Strassenzuge best
henden Zoll-Legstätte anzeigen, und die Waare samm
der Bollete zu diesem Amte stellen, welches ihm ein
neue Bollete ausfertigt.

8. *Vorgang bei dem Eintreten zufälliger Erei
nisse auf der Reise.*

Alle Ereignisse, wodurch die Nothwendigkeit h
beigeführt wird, von der vorgezeichneten Strasse a
zuweichen, oder die eingeräumte Zeitfrist zu übe
schreiten, oder durch welche die Beschaffenheit de
Waare oder das Gewicht geändert, der äussere Um
schlag der Waarenbehältnisse beschädiget, der Ver
schluss verletzt oder unkenntlich gemacht, die Bezei
nung der Päcke oder Behältnisse verwischt oder v
tilgt wird, müssen unverzüglich dem nächsten Z
amte, oder der nächsten, zur Verwaltung der po
schen Geschäfte bestellten Obrigkeit angezeigt w
den. Geschieht das Letztere, so ist sich mit d
von der Obrigkeit ertheilten Bestätigung bei de
nächsten Zollamte auszuweisen.

Wenn die Bollete in Verlust geräth, muss d
Waare zu dem nächsten, in der angewiesenen Richtun
gelegenen Zollamte gestellt werden.

9. *Verfahren bei dem Amte, auf welches die An
weisung lautet.*

Das Verfahren bei dem Zollamte, an das die Waar
angewiesen wurde, richtet sich nach der Bestimmun
derselben, und nach dem Zwecke, für welchen di
Anweisung Statt fand.

Digitized by Google

Die Aufnahme der Waare in die ämtlichen Nie- 1835
derlagen geschieht nach den dafür bestehenden Bestimmungen. Die bei der Anweisung im Baren oder in Staatsschuldverschreibungen geleistete Sicherstellung wird erst, nachdem für die, dem Aussteller der Erklärung obliegenden Verbindlichkeiten eine neue Sicherstellung geleistet, oder für die Waare die Einfuhrsverzollung vollzogen wurde, zurückerstattet.

Die bei dem Eintritte im Baren geleistete Sicherstellung wird dem Reisenden gegen Quittung, die in Staats-Obligationen geleistete Sicherstellung aber von dem Eintrittsamte an denjenigen, der dieselbe erlegte, zurück erstattet.

10. *Eingangsverzollung der angewiesenen Waaren.*

Bei der Eingangsverzollung der angewiesenen Waaren wird nach den für dieses Verfahren bei den Gränzämtern festgesetzten Bestimmungen vorgegangen. Wurde die ursprüngliche Erklärung nicht nach den Benennungen und Maassstäben des Einfuhr-Zolltarifes gefasst, so ist eine neue vorschriftmässig eingerichtete Erklärung einzubringen.

11. *Eingangsverzollung von Durchfuhrsgütern.*

Eine bei dem Eintritte als Durchfuhrsgut erklärte, oder bloss zur Einlagerung angewiesene Waare kann entweder bei dem Amte, an welches sie angewiesen wurde, oder auch bei einem anderen, auf dem vorgezeichneten Strassenzuge befindlichen Zollamte der Einfuhrsverzollung unterzogen werden, insofern dasselbe dazu befugt ist. Die Waare muss zu diesem Behufe zu dem Amte gestellt werden.

12. *Anweisung der Effecten, die voraus- oder nachgeschickt werden.*

Nach einer Bestimmung des Ein- und Ausfuhr-Zolltarifes sind Reise-Effecten und darunter auch neue, dem Stande und Privatgebrauche angemessene Kleidungsstücke der fremden Reisenden, die Effecten und das Gepäcke der Professionisten und Handwerker, ferner das aus schon gebrauchten Effecten bestehende Gepäcke inländischer Reisenden, endlich Bücher und Musikalien, diese Gegenstände

Digitized by Google

1835 mögen vorausgeschickt oder nachgesendet wer
wegen Mangel der Einfuhrsbewilligung, oder w
unbedeutender Mangelhaftigkeit der Erklärung bei
Gränzzollämtern nicht zurück zu behalten, sonder
den Ort der Bestimmung anzuweisen, insofern sic
demselben ein Hauptzollamt befindet.

Dritter Abschnitt.

Von dem Verfahren bei dem Austritte über Zoll-Linie.

1. *Verschiedenheit der Fälle, die vorkommen kön*

Bei dem Austritte des Reisenden über die
Linie können zwei Fälle eintreten:

a) Entweder sind die Reisenden aus dem Aus
gekommen, und reisen durch das Zollgebie
das Ausland oder einen Zollausschluss.

b) Oder sie wohnen im Inlande, oder hielten
daselbst längere Zeit auf, und reisen aus dem Z
gebiete in das Ausland oder einen Zollausschlus

2. *Benehmen bei der Reise durch das Zollgeb*

In dem erstern Falle darf der Austritt der W
ren, die der Reisende aus dem Auslande mit
brachte, und die zur Durchfuhr angewiesen wur
nur bei dem, auf der Bollete bezeichneten Gränz
amte Statt finden. Ein anderes Gränzzollamt darf
angewiesenen Gegenstände nicht über die Zoll-L
gehen lassen, sondern es hat dieselben anzuhalten,
auf Kosten und Gefahr desjenigen, unter dessen
tung die Anweisung geschah, in Verwahrung zu
men, bis die Gestattung zum Austritte von der, die
Zollamte vorgesetzten Behörde erfolgt.

Reisende, die mit vorschriftmässigen Pässen
sehen sind, werden von dem Gränzzollamte bis
dem, etwa vor ihm befindlichen Ansageposten,
bis zur Zoll-Linie in der Regel nicht begleitet. Fi
aber das Gränzzollamt eine Begleitung nothwendig
hat dieselbe stets unaufgehalten zu geschehen.

Diejenigen Personen, unter deren Haftung
Anweisung zum Behufe der Durchfuhr eingeleitet wu
sind verpflichtet, den Beweis über den stattgefunde
Austritt wohl aufzubewahren, und denselben auf je

Digitized by Google

malige Aufforderung vorzuweisen. Diese Verpflichtung 1835
lischt nach Ablauf eines Jahres, von dem Zeitpunkte
gerechnet, in welchem die Waare hätte austreten
llen.

Benehmen, wenn die Reise aus dem Inlande geschieht.

Im zweiten Falle, wenn nämlich Reisende, die im
lande wohnen, oder sich daselbst durch längere Zeit
fhielten, in das Ausland, oder einen Zollausschluss
sen, haben sie die zur Ausfuhr bestimmten, einem
sfuhrszolle unterliegenden Waaren, welche sie ausser
n zollfrei bleibenden Gepäcke mit sich führen, bei
m Gränzzollamte, über das die Ausfuhr zu erfolgen
t, zu erklären.

Bestehen die Waaren aus Gegenständen, zu deren
sfuhr nach dem Zolltarife eine besondere Bewilligung
fordert wird, so muss dieselbe dem Amte übergeben
erden.

Gestattete Abfertigung bei einem Zollamte im innern Zollgebiete.

Die gedachten Gegenstände können aber auch bei
nem, nicht unmittelbar an der Zoll-Linie aufgestell-
n Zollamte zur Ausfuhr aus dem Zollgebiete erklärt
erden.

Kann der Reisende in einem solchen Falle nicht
stimmt angeben, über welches Amt der Austritt er-
lgen wird, so ist ihm gestattet, mehrere Aemter,
er deren eines der Austritt Statt finden soll, so wie
n beiläufigen Zeitraum für denselben anzugeben, oder
verlangen, dass die Gegenstände an ein in der ein-
schlagenden Richtung bestehendes Zollamt angewiesen
erden, um dort das Austrittsamt nachträglich zu be-
stimmen.

5. *Fälle, in denen der zollämtliche Verschluss angelegt wird.*

Die Gegenstände, welche der Reisende bei einem
im Inlande gelegenen Amte zur Ausfuhr erklärt, wer-
den nur in folgenden Fällen unter ämtlichen Verschluss
gelegt:

1. Wenn der Reisende darum ansucht.
2. Wenn es sich um Waaren handelt, deren Austritt
erwiesen werden muss.

Digitized by Google

1835 3. Wenn die Zollgebühr bei dem anweisenden
nicht entrichtet wurde.

4. Wenn die Waare zu der Gattung derjenigen
hört, bei deren Versendung im innern Verkehre
ämtliche Verschluss angeordnet ist.

6. *Wenn die bei einem im innern Zollge*
abgefertigte Waare im Inlande verbleibt

Die unter ämtlichen Verschluss gelegten G
stände müssen auf der vorgezeichneten Strasse
der bestimmten Zeitfrist zu dem Amte, an das
ben angewiesen sind, gebracht werden.

Die zur Ausfuhr angewiesene, allein nicht
ämtlichen Verschluss gelegte Waare kann ohne
achtung einer Förmlichkeit im Zollgebiete be
werden, jedoch wird die erlegte Zollgebühr nicht
erstattet. Wenn es hingegen von der Ausfuhr
unter Verschluss gelegten Waare abkommt, so
dieselbe zu einer Zoll-Legstätte gestellt, und hi
Belassung der Waare im Zollgebiete schriftlich
zeigt werden. Nachdem der Verschluss unverlet
funden, und sich überzeugt wurde, dass der G
stand, der Menge und Beschaffenheit nach, dem
sey, über den die Bollete ausgestellt wurde, wird
bei der Anweisung erlegte Ausfuhrszoll zurück erstat

7. *Allgemeine Bestimmungen.*

Bei dem Ausgange finden wegen der Zollstra
wegen der Ueberschreitung der Zoll-Linie zur N
zeit und wegen der Abfertigung der Reisenden
nämlichen Bestimmungen Statt, wie bei dem Einga
wovon im ersten Abschnitte unter den Zahlen 2, 5
27 die Rede war.

Vierter Abschnitt.

Von dem Verfahren in dem Verkehre zwis
Ungarn mit Siebenbürgen und den übrigen
dern des gemeinschaftlichen Zollverbandes.

1. *Bedingungen, unter denen der Uebertritt*
Zwischenzoll-Linie Statt findet.

Die Bedingungen, unter denen der Uebertritt
Zoll-Linie Statt findet, gelten auch für den Uebe

Digitized by Google

der Zwischenzoll-Linie, welche Ungarn und Sieben- 1835
bürgen von den übrigen, in dem gemeinschaftlichen Zollverbande begriffenen Ländern scheidet.

2. *Aemter, welche an der Zwischenzoll-Linie bestehen.*

An der Zwischenzoll-Linie bestehen entweder einander gegenüber Zollämter und ungarische Dreissigstämter, oder es sind diese Aemter vereiniget in einer und derselben Amtsstätte. Bei den gedachten Aemtern hat der Reisende sich zu melden, sobald er die Zwischenzoll-Linie überschreitet.

3. *Verfahren bei diesen Aemtern.*

Das Amt, über welches der Austritt erfolgt, pflegt das für die Waarenausfuhr vorgeschriebene Verfahren. Das Amt hingegen, über das der Eintritt in das gegenüber liegende Gebiet Statt findet, vollzieht die für den Waareneingang angeordneten Amtshandlungen. Es können indess die einer Amtshandlung unterliegenden Gegenstände von dem an der Zwischenzoll-Linie bestehenden Amte an eine Legstätte angewiesen werden.

4. *Gestattete Abfertigung bei einem Hauptzollamte oder einer Zoll-Legstätte.*

Werden Gegenstände bei einer Zoll-Legstätte oder einem Hauptzollamte zur Ausfuhr nach Ungarn oder Siebenbürgen über die Zwischenzoll-Linie erklärt, so werden sie unter ämtlichem Verschlusse, so weit die Gegenstände für denselben geeignet sind, an das Amt, über welches der Eintritt nach Ungarn oder Siebenbürgen zu erfolgen hat, angewiesen. Dergleichen Gegenstände sind zu dem Zollamte, über welches der Austritt nach Ungarn oder Siebenbürgen geschieht, dann zu dem angewiesenen Eintritts-Dreissigstamte zu stellen.

5. *Anweisung ausländischer unverzollter Gegenstände an eine Dreissigst-Legstätte oder ein Hauptdreissigstamt.*

Der Reisende, welcher zollpflichtige Gegenstände aus dem Auslande einführte, kann dieselben, mit Beobachtung der Bestimmungen über die Anweisung unverzollter ausländischer Waaren, an eine Dreissigst-

Digitized by Google

1835 Legstätte, oder an ein Hauptdreissigstamt in Ungar oder Siebenbürgen zum Behufe des, für den Einga vorgeschriebenen Verfahrens oder zur Aufbewahru in einer ämtlichen Niederlage anweisen lassen, od sie über ein an der ausländischen Zoll-Linie von U garn und Siebenbürgen bestehendes Dreissigstamt das Ausland ausführen.

6. *Ausfuhr ungarischer oder siebenbürgischer E zeugnisse in das Ausland oder einen Zollausschlu*

Reisende, welche aus Ungarn oder Siebenbürg kommen, und ungarische oder siebenbürgische E zeugnisse mit sich führen, die bei der Einfuhr in d übrigen Länder einem Eingangszolle unterliegen, kö nen sie durch die übrigen Länder des Zollverbande und eben so Reisende, die aus den übrigen Lände kommen, Erzeugnisse dieser Länder durch Ungar und Siebenbürgen in das Ausland oder einen Zollau schluss gegen Entrichtung der für die Ausfuhr in d Ausland festgesetzten Abgaben ausführen. Zum Behu dieser Ausfuhr sind die für den Verkehr über d Zwischenzoll-Linie bestehenden Ausgangs- und gegen seitigen Einfuhrsgebühren sicherzustellen.

7. *Behandlung des ungarischen und siebenbürgi schen Tabakes.*

In Ungarn und Siebenbürgen ist der Tabak kei Gegenstand eines Staats-Monopols. Es darf dah derselbe von dort in die übrigen Länder des gemei schaftlichen Zollverbandes nur gegen besondere B willigung gebracht werden. Reisende geniessen inde in dieser Beziehung die ihnen für die Einfuhr v fremdem Tabake zugestandene Begünstigung. (Erste Abschnitt, Zahl 16.)

Fünfter Abschnitt.

Von der Behandlung der im innern Verkehre di Zoll-Linie berührenden Gegenstände.

1. *Allgemeiner Grundsatz über diesen Verkehr.*

Inländische Erzeugnisse, oder ausländische, fü den Verbrauch bezogene Waaren, können in der Rege über die Zoll-Linie nicht zollfrei aus einem Theile de

Digitized by Google

Zollgebietes in den andern geführt werden. Für ein- 1835
zelne Gebietstheile finden jedoch Ausnahmen von dieem Grundsatze Statt. Insbesondere können die erähnten Gegenstände, mit Beobachtung der vorgeschriebenen Bestimmungen, über die See zollfrei aus einem in den andern Theil des Zollgebietes gebracht werden.

2. *Aemter, wo die Abfertigung für den Verkehr über die See zu geschehen hat.*

Der über die See zu führende Gegenstand muss dem Zollamte an der Zoll-Linie gebracht, und rt erklärt werden. Die Erklärung kann auch bei er, nicht an der Seeküste aufgestellten Zoll-Legätte geschehen. In diesem Falle weiset die letztere e nicht zum zollfreien Gepäcke gehörenden Waaren, ach den Anordnungen rücksichtlich der zur Ausfuhr das Ausland bestimmten inländischen Waaren, unter ntlichem Verschlusse an das Amt an, über welches die endung über die Zoll-Linie ausgeführt werden soll.

3. *Haftung und Leistung der erforderlichen Sicherstellung.*

Der Aussteller der Erklärung haftet insbesondere r die richtige Abstellung der Waare an das Amt, ber welches dieselbe in das Zollgebiet eingebracht erden soll, mit der Verbindlichkeit, für jeden Fall, enn diese Abstellung von ihm nicht nachgewiesen werden sollte, von den Waaren, deren Ausfuhr erlaubt t, den entfallenden Ausfuhrszoll, für jene hingegen, e dem Ausfuhrsverbote unterliegen, die gesetzlichen rafbeträge zu entrichten. Ist derselbe ein bekannter nd sicherer Handelsmann, so braucht er eine besondere Sicherstellung nicht beizubringen. In andern Fällen soll die Sicherstellung nach den für die Anweisung unverzollter Waaren festgesetzten Grundsätzen (Abschnitt 2, Zahl 3) geleistet werden. Das Maass der Sicherstellung beträgt den Werth der Waaren, deren Ausfuhr verboten ist, bei andern Gegenständen den Ausfuhrszoll.

4. *Anweisung der Gegenstände, und deren Behandlung auf dem Transporte.*

In Absicht auf die Anlegung des Verschlusses wird nach den Bestimmungen über die Anweisung unver-

Digitized by Google

1835 zollter ausländischer Waaren verfahren. Die Gegen stände werden an das Amt, über welches dieselben i das Zollgebiet wieder einzutreten haben, angewiesen und die Zeitfrist, binnen welcher dieses erfolgen soll ausgedrückt. Die Ablegung in dem Hafen ausser den Zollamte darf unter keinem Vorwande Statt finden.

5. *Verfahren bei dem Anlangen im Orte der Bestimmung.*

Sobald die Gegenstände an dem Orte der B stimmung eintreffen, müssen dieselben unmittelbar vo Schiffe aus, zu dem Zollamte, an das dieselben ange wiesen wurden, gebracht werden. Die zollämtlich Untersuchung wird daselbst nach den für die Einfuhr verzollung geltenden Anordnungen vollzogen. Zeig sich dabei kein Anstand, so ertheilt das Zollamt mit telst einer schriftlichen Bestätigung (Bollete) die Ge stattung, die Gegenstände zollfrei in das Zollgebie zu bringen. In Absicht auf die Zurückstellung der i Baren geleisteten Sicherstellung wird verfahren, wi bei den angewiesenen unverzollten ausländischen Gü tern (Abschnitt 2, Zahl 9.).

6. *Beibringung des Beweises über die richtige Stellung zu dem angewiesenen Amte.*

Binnen 45 Tagen nach dem Zeitpunkte, in welche die Gegenstände bei dem Amte, an das dieselben an gewiesen wurden, einzutreffen hatten, ist von dem Aussteller der Erklärung der Beweis über den Wieder eintritt der Gegenstände in das Zollgebiet bei dem anweisenden Amte beizubringen, wenn dieser Bewei nicht im ämtlichen Wege einlangte. Geschieht wede das Eine noch das Andere, so wird für die in de Ausfuhr erlaubten Gegenstände der nicht etwa schon erlegte Ausgangszoll eingehoben, wegen der in der Ausfuhr verbotenen Waaren aber das Strafverfahren eingeleitet.

7. *Verkehr über fremdes Gebiet.*

Auch über das, durch die Zoll-Linie von Bregenz in Vorarlberg bis Asch in Böhmen begränzte fremde Gebiet können inländische oder ausländische, vorschrift mässig für den Verbrauch bezogene Waaren aus einem Theile des Zollgebietes in den andern zollfrei geführt werden.

Digitized by Google

Von dieser Gestattung sind ausgeschlossen: aus- 1835
ndischer Zucker, Zuckermehl und Zuckersyrup, Kaffe, Cacao, Gewürznelken, Muskatblüthe, Muskatüsse, weisser und schwarzer Pfeffer, Piment, Ingber, Vaniglia und Zimmt.

Insofern in einzelnen Gegenden der zollfreie Verehr über kurze Strecken des fremden Gebietes durch esondere Bewilligungen zugestanden ist, sind dieselben, ann die Bedingungen, unter denen dieser Verkehr att findet, durch die Zoll- und Staats-Monopolsrdnung unberührt gelassen worden.

Für den Zug über fremdes Gebiet gelten die mlichen Bestimmungen, wie für jenen zur See, so eit es sich nicht um Anordnungen handelt, die sich loss auf die eigenthümlichen Verhältnisse der See der der Seehäfen beziehen.

Wesentliche Bestimmungen, welche Reisende zu beobachten haben.

Auf den Reisen aus einem Theile des Zollgebietes in den andern über die See oder fremdes Gebiet darf der Reisende vor Allem die Stellung bei dem Zollamte, wo er über die Zoll-Linie austritt, so wie bei jenem, wo er wieder in das Zollgebiet eintritt, und die sorgfältige Bewahrung des ämtlichen Verschlusses nicht ausser Acht lassen.

Sechster Abschnitt.

Von den ämtlichen Niederlagen und einigen besondern Maassregeln, welche im Zollgebiete zu beobachten sind.

1. *Aemter, bei denen Niederlagen bestehen.*

Bei den Hauptzollämtern und Zoll-Legstätten bestehen ämtliche Niederlagen für die, einem Zollverfahren unterliegenden Gegenstände. Andere Aemter sind nur ermächtigt, Eingangs- oder Durchfuhrsgüter im Falle von Anständen auf kürzere Zeit in Verwahrung zu nehmen.

2. *Welche Gegenstände von der Aufnahme in die Niederlagen ausgeschlossen sind.*

Von der Aufnahme in die ämtlichen Niederlagen sind Schiesspulver, und Gegenstände, deren Erhaltung

Digitized by Google

1835 Unkosten verursacht, oder die sich im Zustande der Verwesung befinden, gänzlich ausgeschlossen. Einige andere Gegenstände werden nur bedingt aufgenommen.

3. *Rechte und Verbindlichkeiten hinsichtlich der eingelagerten Gegenstände.*

Ueber die abgelegten Gegenstände ist die freie Verfügung, so wie deren Umpackung gestattet. Dem Eigenthümer oder dem Hinterleger der Gegenstände liegt indess die Verbindlichkeit ob, über den Zustand derselben die Aufsicht zu führen, und den Lagerzins bei der Ausfolgung der Gegenstände, oder wenn sie länger als ein Jahr aufbewahrt bleiben, mit Ende eines jeden Jahres zu berichtigen.

Die ausführlichen Bestimmungen über die ämtlichen Niederlagen können übrigens von jedem, der in dieser Beziehung mit Zollämtern in Berührung kommt, bei den letztern selbst eingesehen werden.

4. *Anmeldung von Webe-, Wirk-, Galanterie- oder Krämerei-Waaren.*

Werden Webe- oder Wirk-, Galanterie- oder Krämerei-Waaren, dieselben mögen einheimischen oder ausländischen Ursprunges seyn, in einer Menge, die bei Galanterie-Waaren 25 Pfund Wiener Gewichtes (28 metrische Pfunde), bei den übrigen genannten Waarengattungen aber einen Wiener Zentner (56 metrische Pfunde) überschreitet, in einen mit Steuerlinien umschlossenen, und an den Zugängen mit Gefällsämtern versehenen Ort, entweder um daselbst abgelegt oder durchgeführt zu werden, gebracht; so sind dieselben bei dem am Eingange bestehenden Amte mündlich oder schriftlich anzugeben, und sammt den die Ladung zur Ausweisung dienenden Papieren zu dem im Orte bestehenden Zollamte zu stellen. Dasselbe vergleicht die Waaren mit den beigebrachten Papieren, und ertheilet über die gepflogene Amtshandlung die schriftliche Bestätigung.

Die Uebertretung dieses Gesetzes wird mit dem Doppelten bis zu dem Vierfachen der Einfuhrszollgebühr bestraft.

5. *Anmeldung von steuerbaren Gegenständen.*

Führen Reisende Gegenstände mit sich, welche bei der Uebereinbringung in Orte, die für die Steuer-

Digitized by Google

einhebung als geschlossen erklärt sind, der Entrich- 1835
tung einer Verzehrungssteuer oder einem Zuschlage
zu derselben, oder einer andern Verbrauchsabgabe
unterliegen, so müssen solche bei einem der an den
Eingängen in diese Orte aufgestellten Gefällsämter
erklärt, und daselbst der vorgeschriebenen Amtshand-
lung unterzogen werden. Es würde bei der Ueber-
tretung dieser Anordnung die Strafe nach dem im
sten Abschnitte unter der Zahl 2 angeführten Aus-
masse, auf der Grundlage der entfallenden Steuerge-
bühr, Anwendung finden.

Siebenter Abschnitt.

Von dem Benehmen der Zollbeamten und andern Angestellten, so wie der Personen, welche ihre Dienstverrichtung berührt.

Die Zollbeamten, dann die Angestellten der Gränz-
wache und der Gefällenwache sind angewiesen, bei
schwerer Ahndung sich in der Vollziehung ihrer Dienst-
verrichtungen genau nach der Vorschrift zu benehmen,
sich jeder willkürlichen Abweichung zu enthalten, den
Personen, welche ihre Dienstverrichtung berührt, mit
Anstand und Bescheidenheit zu begegnen und von ih-
nen aus Anlass der Dienstverrichtung Geschenke we-
der zu fordern, noch unter irgend einem Vorwande
anzunehmen.

Dagegen ist aber auch von Jedermann den auf
die Ausübung ihrer Amtspflicht gerichteten Anforde-
rungen der Zollbeamten und der zu den Wacheanhal-
ten gehörenden Angestellten unweigerlich Folge zu
leisten. Die Widersetzlichkeit gegen dieselben mit
Wort oder That wird nach den bestehenden Strafge-
setzen geahndet.

Wer einem Gefällsbeamten oder Diener ein Ge-
schenk verabreicht, anbietet oder verspricht, wird,
wenn nicht bei Schleichhandel oder schweren Gefällsüber-
tretungen die höheren, selbst mit Arrest verbundenen
Strafen, oder jene nach den allgemeinen Strafgesetzen
in Anwendung kommen, mit dem Zehnfachen bis zum
Zwanzigfachen des angebotenen, verabreichten oder
versprochenen Geschenkes bestraft.

Digitized by Google

1835 Den Reisenden, welche die Amtshandlung
Zollamtes, oder die Bestimmung einer Zollgebühr
vorschriftmässig halten, bleibt freigestellt, bei den
Verwaltung des Zollgefälles leitenden Behörden K
zu führen. Diese Behörden sind verpflichtet, über
genaue Vollziehung der Zollvorschriften zu wac
und unter keinem Vorwande eine Abweichung d
zum Nachtheile einer Person Platz greifen zu las

Achter Abschnitt.

Von dem Verfahren mit Reisenden wegen Gefällsübertretungen.

Der Verbindlichkeit, auf geschehene Vorforder
vor den, durch das Gesetz zur Erhebung des T
bestandes, zur Untersuchung oder zur Entscheid
über Gefällsübertretungen bestimmten Behörden
Aemter zu erscheinen, denselben mündlich, oder, w
dieses in der ämtlichen Vorforderung ausdrücklich
stattet wird, schriftlich Auskunft und Antwort zu
ben, und den auf das vorgeschriebene Verfahren
beziehenden Anordnungen Folge zu leisten, unter
gen auch Reisende. Wird durch die Fortsetzung
Reise die Untersuchung wesentlich erschwert, o
vereitelt, oder die Vollziehung der Strafe in Gef
gesetzt; so kann der Reisende nach Verschieden
der Umstände durch die erforderlichen gesetzmäss
Mittel verhalten werden, sich so lange nicht zu
fernen, bis die Erhebung und Untersuchung, rücksi
lich deren seine Anwesenheit nothwendig ist, gepflog
oder die für den Zweck des eingeleiteten Verfahr
erforderliche Sicherheit geleistet worden ist. In
anderen Fällen, in denen die erwähnten Bedenken
gen die Fortsetzung der Reise nicht vorhanden
sollen die Reisenden an derselben nicht gehind
werden.

Digitized by Google

Kaiserl. Oestreichischer Tarif der Ein-, Aus- und Durchfuhr-Zölle. 1835

Abrevationen:

SCt. für Centner Sporco.
NCt. - Centner Netto.
SPfd. - Pfund Sporco.
NPfd. - Pfund Netto.
S Loth. - Loth Sporco.
N Loth. - Loth Netto.
St. - 1 Stück.
Dzd. - 1 Dutzend.
1 fl. W. - von 1 Gulden Werth.
F. - von jedem Stück Zugvieh an der Fuhr.

Uebersicht der Hauptartikel.

1. Ausser Handel sind gesetzt:

a) Alle Zeuge, gewebt, gewirkt oder gestrickt von Baumwolle, Hanf, Lein, Seide, Schafwolle und Bast.

Ausnahmen. Englischer glatter Tull, Nankin Battiste, Segeltücher und Rosshaarzeuge.

b) Alle Metallwaaren und Quecksilber mit seinen Präparaten, Blei und Bleiglätte.

Ausnahmen. Uhrmacher-Werkzeuge, feine Feilen, Raspeln, Grabstichel, Laubsägen, Meissel, Drathsieben, Nähnadeln, gestochene Kupferplatten, Stahlstiche, Silbergeschirr, geschlagen Silber in grösserm Formate, getriebene Metalle und Zinkblech. Musikalische, chirurgische, optische und mathematische Instrumente, Maschinen, Uhren-Bestandtheile und Staniol.

c) Alle Waaren aus Elfenbein, feinem Holz, Schildpatschalen, Perlenmutter, Pappe, Papier-maché und Papier-Tapeten.

d) Arbeiten von Schneidern und Näherinnen, Putzmachern, Federschmückern, feine Drechsler- und Tischlerwaaren, Schlosser-, Zirkelschmidt-, Posamentir- und Tapezierarbeiten. Chocolat, Conditor- und Parfumeriewaaren, Handschumacher-, Hutmacher-, Galanterie- und Krämereiwaaren. Blechwaaren lakirte. Bürstenbinderwaaren.

Ausnahmen. Verzuckerte Pomeranzen- und Citronerschalen, Gerstenzucker, harten Zwieback, Lebzelten, Köllner- und Pomeranzenblüthwasser.

Digitized by Google

1835 e) Schmalten, Eschel, Blaufarbe, Schminke, Bleistifte, Berlinerblau, Berggrün, Berlinerroth, Zinnober.

f) Christenlehr- und Wallfahrtsbilder, Amulete, Scapuliere.

g) Neue Buchdruckerbuchstaben.

h) Spazierstöcke, Sonn- und Regenschirme.

i) Glas-, Fayance-, Porzellanwaaren, Steingut.

Ausnahmen. Korn-, Flint-, Bruchglas. Augengläser, Brillen, Perspektive.

k) Theriak, Spielkarten, Uhren.

Ausnahme. Hölzerne Uhren.

l) Spanische, französische, portugiesische, Franken- und Rheinweine, edle italienische und levantinische Weine in Fässern, Kisten, Körben oder Flaschen, auch gemeine italienische in Flaschen. Geruchsessig. Bier in Flaschen.

m) Schiesspulver darf nur auf Bewilligung des k. k. Artillerie-Hauptzeugamtes eingeführt werden.

n) Zündhütchen.

2. Folgende Waaren zahlen 12 kr. von: fl. Werth oder 20 pCt. Korbmacher-, Kürschner-, nicht lakirte Bürstenbinder-, Perückenmacher-, Sattler- und Riemer-, Siebmacher-, Schwertfeger-, Steinmetz-, gemeine Tischler- und Drechslerwaaren. Figuren aus Stein, Holz, Gips, Wachs; Bildhauererbeit, bereitete Speisen; Mumien, lebende und ausgestopfte Thiere fremder Himmelsstriche. Schumacherarbeiten; Brillen, Augengläser. Musikalische Instrumente. Stadt- und Reisewagen und Schlitten.

3. Folgende Waaren zahlen fl. 15. pr. Spore Ctr. Eingangs- und 25 kr. Ausgangszoll: Alle bereitete oder nicht bereitete Apothekerwaaren, die nicht besonders belegt sind, eben so alle Säuren, Salze, Geister und alle nicht besonders genannten Droguerie-, Spezerei- und Materialwaaren.

Ausnahmen. Schwefel-, Salz- und Salpetersäure, oder Vitriolöl und Scheidwasser, Bleizucker, Boraxsäure, Chlor- und Rothkalk. Diese bezahlen nur 5 fl. Borax bezahlt 2 fl. 30 kr. Alaun 1 fl. 48 kr. Kupferwasser 1 fl. 12 kr. Blauer Vitriol 5 fl. 36 kr. Weisser do. 1 fl. 30 kr. Salniter 3 fl. 45 kr. — Von Meer-, Sud-, Stein- oder Küchensalz ist die Einfuhr verboten — die Ausfuhr zollfrei.

Digitized by Google

4. Alle Samen zur Arznei, Garten-, Wald-, Feld-, 1835
- und Färbereisamen bezahlen beim Eingang 50 kr.
beim Ausgang 5 kr. vom Sporco Ctr.

usnahmen. Anis, Koriander 1 fl. 12 kr.
mmel 36 kr. Rübsamen 8 kr.
beeren 1 fl. 24 kr.
ß levant. Springkörner und Kermes 5 fl.
s vomicae und Kreuzbeeren 1 fl. 30 kr.
körner 6 fl. 30 kr.
} pr. 1 SCt.
ide und Hülsenfrüchte.

. Alle Blumen, Blüthen, Blätter und Kräuter, zur
und Färberei dienlich, bezahlen beim Ein-
18 kr. und beim Ausgang 7½ kr. pr. SCt.
usnahmen. Granaten-, Rosen-, Pomeranzen-
, Zimmtblüthen, Muskatblüthe 24 kr. SPfd.
n 1 fl. 15 kr. SPfd.

n- und Wurmmoos 5 fl.
Oxeille 30 kr.
d Oelbaumzweige 8 fl.
ter 1 fl. 24 kr.
} pr. SCt.
kraut 9 kr. Safflor 1 fl. 15 kr.
Diptam- und Senesblätter 4 fl. 30 kr.

. Alle Rinden bezahlen beim Eingang 1 fl. 30 kr.
ngang 5 kr. pr. SCt.

usnahmen. China-Rinde 3 kr. pr. SPfd., Loh-
berrinde 4½ kr. von 1 Zugvieh an der Fuhr.
tron-Rinde 15 kr. pr. SCt. — Alle anderen Rin-
r Färberei, wenn welche vorkommen, 3 kr. von
Werth.

. Alle zur Färberei dienlichen Wurzeln zahlen
Eingang 25 kr. und beim Ausgang 5 kr. pr. SCt.
e Wurzeln ausser den folgenden pr. SCt. 1 fl. 40 kr.
g und 5 kr. Ausgang.
usnahmen. Brech-, (Ipecacuanha) Gift-, Jalap-
, Rhabarber-, Mehoakana-, Rhapontik-, Salep-,
arill-, Senega-, Schlangen-, Rhatanta-, Tur-
Zypern- und Zittwerwurzeln 5 fl. pr. SCt. Ein-
und 25 kr. Ausgang. Ingwer 8 fl. pr. SCt. Ein-
und 5 kr. Ausgang. Ueberzuckerte Wurzeln von
Werth 36 kr., und sind ausser Handel gesetzt.
. Kaffee und Zucker bezahlen 21 fl. pr. SCt.
9. Pfeffer, Pimento und Neugewürz und Gewürz-
en 20 fl. SCt.

Digitized by Google

1835 10. Cacaobohnen und Cacaoschalen 10 fl. SC

Folgende Anmerkungen hat sich der Kaufi der mit dem Auslande handelt, noch wohl ins Ged niss zu prägen:

I. Nach diesem Tarif werden die Ein-, Aus- Durchgangs-Zölle in dem ganzen Umfange des serstaates erhoben, so weit die äusserste Zolllinie r also auch im Königreich Ungarn und Grossfü thum Siebenbürgen.

II. Diese beiden, durch einen eigenen Zwis Cordon von den übrigen sich innerhalb den Zol befindlichen östreichischen Provinzen getrennten der, unterliegen bei der Ausfuhr der Waaren Ungarn dem allgemeinen Ausfuhrzoll, wenn in sem Tarife bei den betreffenden Artikeln kein h derer Ausfuhrzoll bestimmt ist.

III. Von den Waaren, die aus Ungarn eing werden, ist, wenn in dem Tarif kein besonderer satz Statt findet, folgender Zoll zu entrichten:

a) Für allgemein einzuführen erlaubte Waare Hälfte des allgemeinen Eingangszolles.

b) Für ausser Handel gesetzte Waaren ein Se des allgemeinen Eingangszolles.

IV. Bei der Ausfuhr der Waaren aus Ungar die übrigen östreichischen Provinzen, ist in Un eben so viel, als ungarischen Essito Dreissigst zu richten, als der Ausfuhrzoll dieser Provinz nach garn betragen würde. Von dieser Regel ist das Schl und Stichvieh ausgenommen, welches den im Dreis tarif von 1788 festgesetzten Austrittsgebühren unter

V. Der ungarische Consumo-Dreissigst für aus den übrigen östreichischen Provinzen eingefü Waaren, richtet sich nach der zweiten Abtheilun Tarifs vom 3. October 1795 und den darauf E nehmenden nachträglichen Bestimmungen.

VI. Die bei der Einfuhr zu verzollenden W entrichten den Eingangszoll entweder nach dem Spo oder nach dem Netto-Gewicht, nach der Zahl, dem Werthe, oder nach der Fuhr, so und so für jedes Stück Zugvieh.

VII. Die Ausgangszölle werden nach dem nämli Maassstabe, als die Eingangszölle erhoben, allein mer nach dem Sporco-Gewicht, wenn die Einga zölle nach dem Netto- oder Sporco-Gewicht best

Digitized by Google

, und dieses Sporco-Gewicht versteht sich bei dem 1835
gang bloss mit dem letzten Umschlag oder Behält-
, aus welchem man die Waare nicht wohl thun
nte, bei der Ausfuhr hingegen mit der ganzen
ballage, Kisten und Fässern, in denen sich die
are befinden kann; hiervon macht bloss die rohe
gesponnene auch gefärbte und gedrehte Seide
Ausnahme, diese ist bloss mit der innern oder
en Emballage in Verzollung zu nehmen.

VIII. Zur Unterstützung der inländischen Industrie,
cker-, Wein- und Bergbaues, sind mehrere Ar-
ausser Handel gesetzt, die wir schon oben be-
, und die sich in diesem Tarif unterstrichen fin-
Diese können aus dem Auslande bloss für den
rauch von Privatpersonen nach erlangter Bewilli-
der competenten Stellen, gegen Erlegung der
bemerkten Zölle bezogen werden.

IX. Waaren, die bei den Ausgangszöllen unter-
en sind, können nur nach erhaltener Bewilligung
mpetenten Stellen, in das Ausland ausgeführt
den.

X. Bei ganz verbotenen Waaren steht in der Co-
ne der Ein- und Ausgangszoll verboten.

XI. In der Colonne zwischen den Ein- und Aus-
zöllen sind die Zollstätten bemerkt, bei denen
Verzollung bei dem Eingang geschehen muss. Sie
mit einzelnen Buchstaben angegeben. C bedeutet
merzial-Zoll-Amt. G Gränzzoll-Amt. H Haupt-
tätte und L Legstätte.

XII. Bei der Ausfuhr können die Waaren in jeder
ligen Menge, auch bei den gemeinen Gränzzoll-
Dreissigstämtern, in Verzollung genommen wer-
Nur folgende rohe Produkte müssen beim Aus-
bei den Commerzzollämtern verzollt werden.
Häute zu Leder, Hasen- und Biberfelle roh oder
rbeitet; Garn von Angorischen Ziegen und Kameel-
aren; Bleierz, Eisenerz, rohes Gusseisen, Rohstahl;
at- und Kronglas; inländische rohe Granaten;
asen- und Kaninchenhaare, Haderlumpen, Leder-
chnitte, Leimleder, Schaffüsse zum Leimsieden,
rner und Klauen, Schafwolle, rohe und gesponnene
ide und Floretseide.

XIII. Die Durchfuhrzölle verstehen sich durchaus
r Sporco Ct. Wo solche ½ kr. betragen, hängt es

Digitized by Google

1835 von der Willkühr des Besteuerten ab, entweder 2½ kr. für jedes Stück Zugvieh an seiner Fuhr, oder ½ kr. pr. S. Ct. zu bezahlen.

XIV. Bei Waaren, die nach dem Netto-Gewicht zu verzollen, ist jede Art von Emballage, Kiste, Fass, Flasche, worin die Waare verpackt ist, zollfrei.

XV. Bei der Durchfuhr sind folgende Waaren zollfrei:

a) Alle Durchfuhrs-Artikel, die über die Seeküste der Monarchie herein, und, in welcher Richtung es immer sey, ins Ausland ausgeführt werden.

b) Die von der Schweizerseite über den Berg Splügen in das Gebiet von Piemont, Genua, Parma und Piacenza eingeführt, oder in umgekehrter Ordnung ausgeführt werden.

c) Die Effekten der Reisenden, ihre Wägen, nöthiges Geld, Gold- und Silberzeug und Kostbarkeiten.

d) Packete der durchreisenden Couriere, unter ämtlichen Siegel ihrer Höfe.

e) Frachtwägen, Wirthschaftsfuhren und Wasserfahrzeuge, beladen oder nicht.

XVI. Auf den Strassen, deren Durchzugs-Länge nicht 10 östreichische Meilen überschreitet, ist der Durchgangszoll selbst für die Waaren, die am höchsten belegt sind (also in keinem Fall mit mehr als) mit 3 kr. pr. SCt. zu entrichten. Das Vieh zahlt in diesem Falle nur 2 kr. pr. Stück für Ochsen, Stiere, Kühe, Junzen, Terzen, Pferde, Maulthiere, Esel, und 1 kr. für Kälber, Schafe, Lämmer, Ziegen, Kitzen, Schweine und Frischlinge.

XVII. Brüche von Kreuzern werden bei Waaren, die nicht unter 1 kr. pr. SCt. belegt sind, bei Berechnung der Durchgangszölle für einen Kreuzer angenommen.

XVIII. In dem lombardisch-venezianischen Königreiche werden die Durchgangszölle in Lire austriache und dem metrischen Centner von 100 Kilog. erhoben. Wenn der Wiener-Centner 1 kr. bezahlt, so ist vom metrischen Centner ein Durchgangszoll von 9 Centesimi zu erheben, von 12 kr. also 1 Lire 7 Cent., von 15 kr. 1 Lir. 34 Cent., von 27 kr. 2 Lir. 41 Cent.

XIX. Wenn Wachsfiguren, fremde Thiere, Kunstsachen und dergl. zur Ausstellung eingeführt werden, um später wieder ausgeführt zu werden, so hat der

Digitized by Google

Eigenthümer den Consumo-Zoll mit 20 pCt. zu er- 1835
legen, oder sicher zu stellen. Dieser wird ihm bei richtigem Austritt zurück vergütet.

XX. Für die Durchfuhr des Salzes muss eine vorläufige Bewilligung der k. k. Cameral-Gefällsverwaltung der Provinz, in die das Salz zuerst eintritt, erhalten werden, widrigen Falls nicht nur das Salz mit Beschlag belegt, sondern auch die Contraband-Strafe im betreffenden Falle ausgesprochen wird.

XXI. Zur schnelleren Uebersicht geben wir hier noch das Verzeichniss der wenigen, ganz verbotenen Waaren.

a) Bei der Einfuhr: Küchen- oder Sud-, Stein- und Meersalz. Cortea Augustura und China nova. Kaffee-Surrogate, Knallgold und Knallsilber; weisse Schminke, im Auslande gedruckte Breviarien, Missalien, Antiphonalien, Chorbücher, israelitische Religionsbücher. — Rauchpapier. Künstliche Mineralwasser.

b) Bei der Ausfuhr: Gold und Silber in Klumpen, Stangen, Bruch, gezupft, Pagament-Gold etc. Platina, Pferde, Kanonen, Seiden-Cocons, weisse Schminke, Knallgold und Knallsilber, Gold- und Silberstufen.

c) bei der Durchfuhr: Schiesspulver.

XXII. Ganz zollfrei sind,

a) bei der Einfuhr aus dem Auslande: Gold- und Silber-Münzen, sie mögen Cours haben oder nicht.

b) Bei der Einfuhr aus Ungarn: Gold und Silber in Klumpen, Stangen, Münzen etc. Maulbeerblätter. Wollengarn weisses und gefärbtes. Baumwollengarn weisses. Rohe und gesponnene Seide und Floretseide. Kupfer in Blöcken etc. und altes. Mineralische Wasser.

c) Steinkohlen aus Illyrien und Dalmatien.

d) Bei der Ausfuhr überall hin: Gold- und Silber-Münzen. Küchen-, Stein- und Meersalz.

e) Bei der Ausfuhr nach Ungarn: Maulbeerblätter, Gold und Silber in Barren, Stangen, gezupft etc. Bruch- und Bausteine. Chocolate. Kalk. Kupfer. Wolle. Porzellan. Mineralische Wasser. Torf und Moorerde.

XXIII. Folgende Waaren können nur nach erhaltener Bewilligung der competenten Stellen ausgeführt werden:

Eisenstein, rohes Eisen, Haderlumpen, Makulatur-Papier, Schiesspulver und Waffen zum militärischen Gebrauch.

Digitized by Google

Allgemeiner Zolltarif in alphabetischer Ordnung.

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
A.						
Aale, edle Flussfische, frisch oder geräuchert, gesalzen und marinirt	SCt.	8	—	G.	—	10
Abfälle, welche bei ihren Stammartikeln nicht besonders genannt sind. Abschnitzel, do.	F.	—	½	G.	—	¼
Achat, roh	NPfd.	—	9	L.	—	¾
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼
— Arbeiten in Gold, Silber oder andere Metalle, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Achsen, -Räderachsen von Eisen	NCt.	12	—	H.	—	5
Ackergeräthschaften, Werkzeuge zum Feldbau von Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼
Aës ustum oder Kupferasche	SCt.	1	45	C.	—	8¾
Aethiops mart.	SCt.	15	—	L.	—	25
Affenfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25
— verarbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25
Agaricus, Lerchenschwamm	SCt.	3	30	L.	—	17½
Agt- oder Bernstein, succinum in Stücken unter 1 Loth	NCt.	2	30	L.	—	12½
— von 1 Loth und darüber	NPfd.		12	L.	—	4
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
— Salz von Bernstein	SCt.	15	—	L.	—	25
Ahle, Werkzeuge für Schuster	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Alabaster, roh	SCt.	—	6	C.	—	2½
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼
— Bildhauerarbeit daraus	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½
— andere Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Alantwurzel	SCt.		25	C.	—	5
Alaun	SCt.	1	48	L.	—	4½
— aus Ungarn	SCt.	—	12	L.	—	4½
— gebrannter, Alumen ustum	SCt.	15	—	L.	—	25
— Feder- Alumen plumosum, Federweiss	SCt.	—	18	C.	—	¾

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
[illegible]na-Wurzel, Orcanette . .	SCt.	—	25	C.	—	5	2
[illegible]ri, trockne Krappwurzeln .	SCt.	—	25	C.	—	5	2
[illegible]hol, Weingeist, Branntwein, [illegible]versüsst	SCt.	5	—	L.	—	7	2
[illegible], eingetrockneter Saft der Aloe	SCt.	5	—	L.	—	10	5
— Holz, ganzes	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— — geschnitten, geraspelt oder gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Alraunwurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
[illegible]bra, grauer und schwarzer .	NLoth.	1	12	L.	—	2	27
Ammoniak und Salmiak . . .	SPfd.	—	9	L.	—	½	5
Amelung, Stärke oder Kraftmehl und Kleister	SCt.	2	—	L.	—	2½	2
Ameisen-Eier		Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	2
Amethisten, gefasst und ungefasst	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼	27
Amulete	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Amurka, Treber von Oliven . .	NCt.	—	3	G.	—	¼	½
Anakardien, Acajou-Nüsse, unbenannte Material-Waaren . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Angelhaken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Angorische Ziegen- und Schaffelle, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
detto bearbeitet	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Angorisches Ziegen-Garn, flaches und ungefärbtes	NCt.	5	—	G.	—	25	27
— — gefärbtes und gedrehtes	NCt.	7	30	L.	—	25	18
Angorische Ziegenhaare	SCt.	1	12	L.	3	—	18
Anguile et Anguiloti, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
— — getrocknet, gesalzen, geräuchert, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½	5
Anker	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	40	H.	—	5	2
Anis, grüner	SCt.	1	12	L.	—	3	2
— verzuckerter	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
— Stern-, Badian	SCt.	4	48	C.	—	8	2
Anisette, Liqueur in Fässern .	SCt.	13	21	H.	—	16¾	12
— — in Bouteillen .	SCt.	10	—	H.	—	12¼	12
Antimonium oder Spiessglanz, roh und gereinigt, auch Regulus Antimonii	SCt.	1	30	L.	—	2½	2
detto aus Ungarn	SCt.	—	22½	L.	—	2½	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	
Antiphonalien und Chorbücher, im Ausland gedruckt	SPfd.	ver	boten.				1
Antophillae, Mutternelken . . .	SCt.	20	—	H.	—	12½	12
Aepfel, gewöhnliche, frische . .	SCt.	—	9	G.	—	½	1
— — trockne, gedörrte	SCt.	—	36	L.	—	1½	1
— Granat-, Rosmarin- und Quitten-Aepfel	SCt.	2	15	L.	—	4	1
— Most	SCt.	—	28	H.	—	½	1
Apotheker-Waaren, die nicht besonders benannt sind, rohe, unzubereitete	SCt.	15	—	L.	—	25	1
— — bereitete Arzeneien, Pulver, Pflaster etc. .	SCt.	15	—	L.	—	25	1
Zwischen Ungarn und den teutschen Provinzen ist der Verkehr gegen Erlegung obigen Zolls frei.							
Aqua fortis, Scheidwasser, Salpetersäure	SCt.	5	—	L.	—	5	5
— naphae, Pommeranzen-Blüthen-Wasser	SPfd.	—	12	L.	—	½	15
Arcanum duplicatum, Sal. duobus	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Armenische Erde. Farben-Erde.	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Areka-Nüsse, nicht besonders genannte Material-Waaren . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Arrak, Reissbranntwein in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	16¾	2
— — — in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	12½	2
Arrow Root, nicht besonders genannte Material-Waaren . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Arsenik, Arsenik-Erz und Kobalt oder Fliegenstein . . .	SCt.	1	15	L.	—	6¼	2
Arseniksaures Kali. Arseniate de Potasse	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Artischocken	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Arzneien, bereitete	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Zwischen Ungarn und den teutschen Provinzen ist der Verkehr gegen Erlegung des Zolls erlaubt.							
Asant, oder Gummi assafoedita .	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
Asbest oder Federalaun . . .	SCt.	—	18	C.	—	¾	2
Aesche, edler Fisch aus Flüssen	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Aeschenfett	SCt.	10	—	L.	—	25	5

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
…, gemeine, Weinreben- und Seifensiederasche, Auswurfsasche zum Düngen, Wald- und Zunderasche, Steinkohlenasche . .	SCt.	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	$4\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	$4\frac{1}{2}$	
— nach Ungarn	SCt.	.	.	.	—	$\frac{1}{4}$	
— von Kupfer, Blei, Zinn und andere Metallasche.	SCt.	1	45	C.	—	$8\frac{1}{4}$	2
…halt, Gummi für Fabriken, nicht genannt	SCt.	—	48	C.	—	20	8
…kanfelle, rohe	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— — bearbeitete . . .	NCt.	50	—	H.	1	40	8
…von Seide, glatt, gestreift	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— broschirt, façonnirt, geflammt, gemalt, gestickt	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— von Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	sP	fd. $\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	
— von Baumwolle, Sattinet .	fl. 1 W.	—	36	H.	sP	fd. $\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	
…Auerhahnen	Stück	—	4	—	—	$\frac{1}{4}$	2
…Augengläser und Brillen, gefasste und ungefasste	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
…rum pigmentum, Operment, Realgar	SCt.	2	21	L.	—	$11\frac{3}{4}$	2
…stern und Meermuscheln, mit den Schalen	SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	5
— ausgestochene	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
…servagen	SCt.	15	—	L.	—	25	5
B.							
…lah	SCt.	—	50	C.	—	5	2
…lian, anisum stellatum, Sternanis	SCt.	4	48	C.	—	8	2
…ken von gemeinem Holz . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
…e, Federbälle, Kinderspiel-Waaren	fl. 1 W.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	12
…ksteine, Mauerziegel . . .	1000St	—	36	—	—	4	$\frac{1}{2}$
…kwerk mit Zucker, Confect .	fl. 1 W.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
…kwerk mit Honig, Pfefferkuchen, Lebzelten	SCt.	10	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
…kwerk von Teich, Kuchen .	fl. 1 W.	—	12	C.	—	$\frac{1}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Bären, lebende	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
— Felle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25
— — bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25
Bärenfett oder Schmalz	SCt.	10	—	L.	—	25
Bären-Mützen, Muffe, Wildschuren, nicht überzogene Kürschner-Arbeit	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
Balsam, ohne Unterschied	SPfd.	—	36	L.	—	1
Bambus-Rohr, roh	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼
— — beschlagen, zu Stöcken gefertigt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Band von Baumwolle, rein oder mit Beimischung von andern Materialien, Gold und Silber	fl. 1 W.	—	36	—	1P	fd.Sp. ¼
— aus Ungarn, bloss aus Baumwolle	NPfd.	—	36	—	—	
— aus Ungarn, mit Beimischung von echtem Gold und Silber	NPfd.	2	—	—	—	3
— aus Ungarn, mit Beimischung von Schafwolle, leinen Garn, unechtem Gold und Silber	NPfd.	—	54	H.	—	3
— von Leinen mit Einschluss des Papiers und den Rollen oder Bretchen	NPfd.	2	30	H.	—	¼
— von Sammt und Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1½
— von Floret- und Galletseiden	NPfd.	7	12	H.	—	1½
— von Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	sP	fd. ¼
— — — aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	¼
Barben, gemeine Fische aus Flüssen	SCt.	1	30	G.	—	3½
— aus Ungarn, lebende in mit Wasser gefüllten Behältnissen	F.	1	7½	G.	—	5½
— aus Ungarn, getödtete	F.	2	15	G.	—	11
Barboni, edle Meerfische, frische	SCt.	2	30	G.	—	12½
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½ sPfd.
Barchet, Baumwollstoff mit Beimischung von Leinen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
— aus Ungarn	NPfd.	—	54	—	—	¼
Barometer	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼
Barten, Wallfischbarten	NCt.	1	30	L.	—	7½
Bassgeigen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Bast, roher, und Bastfäden . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Bastdecken oder Matten . . .	100 St.	1	15	C.	—	$6\frac{1}{2}$	2
Basthüte	fl. 1 W.		36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Bastplatten	SCt.	10	—	C.	—	25	12
Bastzeuge	NPfd.	3	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Batist aus Leinen	NPfd.	18	—	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Den Privaten ist hievon die Einfuhr gegen Erlegung von fl. 6. — Consumo Zoll pr. Pfd. nach eingeholter Bewilligung gestattet.							
Batist mit Beimischung von Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sPfd. $\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	54	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Bauholz, Balken, Pfosten, Breter etc.	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Baumstämme, Sträuche, Pflanzen zum verpflanzen	F.	—	6	G.	—	$2\frac{1}{2}$	
Baum-Oel, Oliven-Oel . . .	SCt.	4	—	C.	—	10	2
— — aus Dalmatien gegen Erzeugungs-Certificate . . .	SCt.	2	—	C.	—	10	2
Baumwolle rohe, geschlagene und Abfälle	SCt.	1	40	C.	—	$17\frac{1}{2}$	5
Baumwollwaaren alle mögliche, gewirkt, gewebt und gestrickt, mit oder ohne Beimischung von fremden Stoffen, ausser Engl. Tull, Spitzengrund oder Bobinet, echten Nanquin u. Garn	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sPfd. $\frac{1}{4}$	27
Aus Ungarn.							
Baumwollwaaren, ohne Beimischung eines fremden Stoffes .	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— — mit Beimischung von Leinengarn, Schafwolle oder unechtem Gold und Silber . .	NPfd.	—	54	—	—	3	27
— — mit Beimischung von echtem Gold und Silber . .	NPfd.	2	—	—	—	3	27

Zufolge dem Circulare v. 18. März 1833 ist die Einfuhr aller Sorten Baumwollengarne erlaubt. Baumwollgarn weisses, glattes,

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ohne Unterschied der Nummern, sowohl Mull als Water-Twist gebleicht oder ungebleicht . .	NCt.	15	—	L.	—	50	27
Baumwollgarn gezwirntes weisses	NCt.	30	—	L.	—	25	27
— — gefärbtes, mit Einschluss des rothen türkischen Garnes	NCt.	30	—	L.	—	50	27
— — farbiges, gezwirntes	NPfd.	—	24	L.	—	½	27
Aus Ungarn:							
— — weisses, glattes, ohne Unterschied der Nummern gegen genaue Legitimation . .	SCt.	Zo	llfrei.	—	—	50	27
— — gefärbtes	NCt.	15	—	—	—	50	27
Die Baumwollgarne, deren Einführung früher auf einige Hauptlegestätte u. Legestätte beschränkt war, können nun bei allen gewöhnlichen Legestätten verzollt werden. Ueberdiess sind die mit der Verwaltung des Zollgefälles beauftragten Behörden ermächtigt, nach Beschaffenheit der Umstände, ausnahmsweise auch Commerzialzollämter zu berechtigen, die Baumwollgarne, in so fern ihr Gewicht nicht einen Wiener-Zentner übersteigt, in Consumo-Verzollung zu nehmen.							
Bausteine und Bruchsteine . .	F.	—	1¼	G.	—	1¼	½
— — nach Ungarn . . .	. .	.	.	.	Zo	llfrei.	
Beine oder Knochen, ausser Schaffüsschen	SCt.	—	1½	G.	—	1	
Beinstreu	SCt.	—	43	C.	—	1¾	12
Beizen, die nicht besonders genannt	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— Eisenbeize zur Färberei .	SCt.	—	2½	C.	—	1	5
Benzoës, Gummi	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
— flores. (Säure, nicht besonders genannt)	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Bergamottenöl	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
Bergblau, Vertiter oder Cendres bleues	SPfd.	—	12	L.	—	½	12

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Berggrün	SCt.	30	—	H.	—	12½	2
— aus Ungarn . . .	SCt.	2	5	—	—	12½	2
Bergkristall, roh	NCt.	1	—	L.	—	5	5
— — geschliffen . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
— — Arbeiten daraus .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Bergkreide	NCt.	—	3	C.	—	¼	2
Bergmausbälge, rohe . . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bearbeitete . .	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Bergwachs oder schwarzes Steinöl	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Berliner Blau und Roth . . .	SCt.	90	—	H.	—	37½	12
Bernstein, Succinum in Stücken unter 1 Loth	NCt.	2	30	L.	—	12½	5
— — in Stücken von 1 Loth und darüber	NPfd.		12	L.	—	4	5
— — Arbeiten daraus . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— — Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
— — Salz	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Besen von Reisstroh und Palmzweigen	100 St.	1	12	C.	—	3	2
— alle übrigen von Weiden und Birken	100 St.	—	6¾	C.	—	½	2
Bettfedern, gemeine, geschlissene oder ungeschlissene . . .	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
— — aus Ungarn . . .	SCt.	—	12½			12½	2
— — Pflaum oder Flaumen	SCt.	10	—	L.	—	25	2
— — aus Ungarn .	SCt.	4	—	—	—	25	2
Bettgeräthe a)	fl. 1 W.	—	36	L.	—	¼	12
a) Den Einwanderern wird ihr Bettgeräthe zollfrei einzuführen gestattet, nachdem sie unter Vorlegung eines Verzeichnisses um die Bewilligung der Zollbehörden eingekommen sind.							
Beuteltuch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— — aus Ungarn . . .	NCt.	16	—	—	—	25	27
Bezetten, Bezetta, Tournesol .	NPfd.	—	12	L.	—	¼	5
Bezoar, nicht besonders genannte Material-Waare	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Biber und Fischotter . . .	NPfd.	—	9	L.	—	¼	5
— — Biberhäute roh oder bearbeitet	NCt.	—	50	G.	3	20	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Biber nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— haare	SPfd.	—	15	L.	—	$37\frac{1}{2}$	18
— nach Ungarn	SPfd.	—	—	—	—	$6\frac{1}{4}$	18
Bibergeil in oder ausser den Häutchen	NPfd.	1	6	L.	—	$5\frac{1}{2}$	27
Bienenstöcke mit lebenden Bienen	1 Stück	—	3	G.	—	1	3
— — mit zusammengestossenem Wachse . . . . . Bienenkeule	SCt.	2	30	L.	—	5	2
Bier in Fässern a) b) c) . . .	SCt.	—	48	C.	—	1	2
— in Bouteillen	1 Bout.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	2
a) Den Schiffern ist erlaubt auf grössern Schiffen 4 Eimer, auf kleinen 2 Eimer zollfrei mitzunehmen.							
b) Gemeines Bier zum täglichen Gebrauche im Gränzverkehr kann auch bei gemeinen Gränzämtern in Verzollung genommen werden.							
Bier in Fässern bei der Einfuhr nach Galizien aus dem Auslande an Eingangszoll 48 kr. Verzehrungssteuerzuschlag 20 kr.	SCt.	1	8	C.	—		
— — aus Ungarn Eingangszoll . . . . . 24 kr. Verzehrungssteuerzuschlag 20 kr.	SCt.	—	44	—	—		
c) Bei der Einfuhr in was immer für einen Theil der Monarchie, ausser Galizien, muss bei dem Bier in Fässern zu dem Eingangszoll noch 45 kr. pr. SCt. Verzehrungssteuer-Zuschlag geschlagen werden.							
Bierhefen	SCt.	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— — getrocknete	SCt.	6	—	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Essig gemeiner	SCt.	—	44	G.	—	1	2
Bilder auf Papier. Stein-, Kupfer-, Holz-, Stahlstiche illuminirt oder nicht, auch Zeichnungen und Malereien auf Papier, auch in Büchern, wenn der Text blos dieselben erklärt	NPfd.	—	54	H.	—	1	12
Bilder aller Art (ausser unten ste-							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
hende) in Büchern, wenn sie nur zur Erklärung des Textes dienen, zahlen mit den Büchern gleich	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
ilder, Christenlehre- und Wallfahrtsbilder, Kupfer-, Holz- oder Steindruck, auch die mit Zeug- und Metallfolien unterlegt sind, Amulette, Scapuliere etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	2
ilder- und Spiegelrahmen . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
ildsäulen und Bildhauer-Arbeit; d) e) hierher gehören nicht die kleineren Arbeiten aus Alabaster-Marmor und andern Steinen .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
d) Gegenstände dieser Art für öffentliche Anstalten bildender Künste werden zollfrei zugelassen, nachdem die Censur-Vorschriften beobachtet.							
e) Anerkannte Kunstwerke der Bildhauerei werden auf Einschreiten bei der Landesstelle mit 1 pCt. vom Werth Eingangszoll zugelassen. Solche dürfen, wenn sie von nicht mehr lebenden Meistern sind, ohne Bewilligung der Landesstelle nicht ausgeführt werden.							
Billardkugeln von Elfenbein . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Bimas Sapan oder Rothholz, ganz in Scheitern	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
Bimas geraspelt, geschnitten oder gemahlen	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Billmaus oder Billig-Häute, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Bimsstein	NCt.	—	18	C.	—	1½	2
Binderarbeiten, Holzwaaren gem.	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Bindfaden, Spagat, Seilerarbeit	NCt.	18	—	H.	—	7½	2
Binsen	F.	—	2½	G.	—	1	½
Birnen, frische	SCt.	—	9	G.	—	½	2
— gedörrte, Schnitze . . .	SCt.	—	36	L.	—	1½	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Birnenmost	SCt.	—	28	H.	—	$\frac{1}{2}$	2
Birkhühner und Haselhühner	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Bisam, Moschus in- und ausser den Häutchen	1S.Lth.	—	36	L.	—	2	27
Bisamkatzenfelle, roh	NCt.	10	—	—	1	40	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	L.	—	25	2
— — bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	6
Bismuth, Wismuth oder Marcasit	NCt.	12	—	H.	—	15	2
Bissus (Kräuter)	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Bister oder Russschwarz, Sepia	S. Pfd.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
Bitterholz, Lignum Quassiae, ganz	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geraspelt, geschnitten, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Bittersalz oder Epsom-Salz	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Blätter, Kretische, Diptam u. Sennes	SCt.	4	30	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
— Maulbeerblätter	SCt.	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	30	—
— aus und nach Ungarn		Zollfrei.			Zollfrei.		
— Lorbeerblätter	SCt.	1	24	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2
— Waldstreu	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G.	—	1	$\frac{1}{2}$
— nach Ungarn		—	—		—	$\frac{1}{4}$	—
Blau, Berliner	SCt.	90	—	H.	—	$37\frac{1}{2}$	12
— Bergblau	S. Pfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— Mineralblau	S. Pfd.	—	$7\frac{1}{4}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Neublau	SCt.	24	—	H.	—	10	2
— Pariserblau, feines Berlinerblau	SCt.	90	—	H.	—	$37\frac{1}{2}$	12
— Waschblau oder Blaufarbe, Schmalte	SCt.	24	—	H.	—	2	2
Blauholz in Scheitern	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— gemahlen, geraspelt, geschn.	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Blausaures Kali	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Blech, Eisenblech, schwarzes	SCt.	9	36	H.	—	4	2
— weisses a)	SCt.	15	36	H.	—	$6\frac{1}{2}$	2
— Stahlblech	NCt.	3	30	L.	—	$8\frac{3}{4}$	2
— Messingblech	NCt.	45	36	H.	—	19	2
— Kupferblech	NCt.	33	—	H.	—	$16\frac{1}{2}$	5
— Zinkblech	NCt.	4	—	H.	—	5	2

a) Die Moiré metalliqué-Fabrikanten können gegen Bewilligung der Länderstellen und Erlegung des Zolles von 5 fl. 12 kr. pr. Sporco-Zentner ein

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ihrem Bedarf entsprechendes Quantum weisses englisches gewalztes Blech einführen.							
ne Waaren, nicht lakirt .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— lakirte . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
ubes in Blöcken und Mul-, altes und Bruchblei . .	NCt.	6	18	H.	—	$2\frac{3}{4}$	2
gossenes, als: Kugeln und	NCt.	7	12	H.	—	3	2
zogenes und gestrecktes, Buch-, Fenster- und Röh-, auch Bleifolien . . .	SCt.	8	24		—	$3\frac{1}{2}$	2
. . . . .	SCt.	1	45	C.	—	$8\frac{3}{4}$	2
oder Bleiglanz . . .	SCt.	—	15	C.	—	$1\frac{1}{2}$	12
, Gold- und Silberglätte	SCt.	6	36	H.	—	$2\frac{3}{4}$	2
. . . . .	N. Pfd.	4	48	H.	—	2	5
— ganz gemeine allein gepackt bei der Ausfuhr . . .	SPfd.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	5
— ungarische, gemeine in rohem Holz	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{4}$	5
— feine in Zeder-, Kirschbaumholz aus Ungarn . . .	NPfd.	—	30	—	—	2	5
fte rothe, in Holz gefassten	SPfd.	—	21	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
eiss, Hamburger-, Kremser- Schieferweiss	SCt.	5	12	L.	—	$6\frac{1}{2}$	2
cker, essigsaures Blei . .	SCt.	5	—	L.	—	5	5
n, Spitzen und Kanten von de, edlen Metallen, Baum- olle oder Leinfaden . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
en, künstliche	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
en oder Blüthen, medizinische sch oder getrocknet, alle, ser Granaten (Flores Balaus- ne), Pommeranzen-, Rosen- nd sogenannte Zimmtblüthe .	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
enzwiebeln	SCt.	3	—	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
ch oder Plüsch von Seide .	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Blüthen von Granatäpfeln, Pomeranzen, Rosen und Kelche des						
Zimmt, Zimmtblüthe genannt	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$
— Schwefelblüthe	SCt.	4	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$
Blut von Thieren, frisch oder getrocknet	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$
Blutegel	SCt.	3	20	G.	1	40
Blutstein, Lapis haemat.	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$
Bobbinet, Engl. Tull, Spitzengrund glatt	NPfd.	10	—	H.	—	$\frac{1}{4}$
Bohnen, Indische Tonca und Aromatische	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$
— gemeine weisse, trockne, Fisolen	SCt.	—	$13\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$
— grüne Fisolen und weisse frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$
— eingemachte oder getrocknete	fl. 1 W.	—	6	G.	—	$\frac{1}{2}$
Böcke, Schaf- und Ziegen-Böcke	1 Stück	—	18	C.	—	1
Bocksfelle	NCt.	—	50	C.	3	20
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25
Bocksblut	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$
Bockleder, sämisch und in Alaun weiss	NCt.	50	—	H.	—	50
— in Lohe	NCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$
— in Kräutern	NCt.	8	20	H.	—	25
Boletus cervinus Lerchen- und Hollunder-Schwämme	SCt.	3	30	L.	—	$17\frac{1}{2}$
Bolus, armenische Erde	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$
Borax	SCt.	2	30	C.	—	25
— Säure	SCt.	15	—	L.	—	25
Borke oder Rinde zum Gärben, Gärberlohe von Eichen, Birken, Fichten, gemahlen oder ungemahlen	F.	—	$4\frac{1}{2}$	C.	—	$22\frac{1}{2}$
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	2
Borsten, Schweinshaare oder Abfälle davon	SCt.	—	30	G.	1	15
— nach Ungarn	—	—	—	—	—	$12\frac{1}{2}$
Borten, seidene	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
— von Hanf oder Flachs, Zwirngalonen	NPfd.	2	30	H.	—	$\frac{1}{4}$
— von Baumwolle u. Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
...en von Gold und Silber, echt							
...er falsch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
...e, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
– getrocknet, gesalzen, ge-							
...ert, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
...wein von Frucht, Wein,							
...ern, Zwetschken, auch							
...ingeist, Kirschgeist . . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
– versüsster, Liqueur, Arak,							
...m, versüsster Kirschgeist							
...Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
– in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
) Gemeiner Branntwein kann							
bis zu 5 Maass an den Gränz-							
Zoll-Aemtern in Verzollung							
genommen werden.							
...ini, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
– getrocknet, gesalzen, ge-							
...ucht, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
...anerde, Manganese	NCt.	—	15	L.	—	$1\frac{1}{4}$	2
...weinstein, tartar: emetic: .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
...wurzel, Ipecacuanha . . .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
...holz in Stämmen, Scheitern,							
...Spälinen, Bengeln	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
...er, von gemeinem Holz . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
...chen zu Schuh- und Kleider-							
...ften	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
...rien im Ausland gedruckt	—	verboten.					2
...en, Fische	SCt.	14	24	H.	—	18	5
...rauchen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
...en und Augengläser, gefasste							
...ungefasste	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
...gemeines	SCt.	—	15	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
– süsses, als: Ulmerbrod, har-							
...er Zwieback wie der Press-							
...arger, Klezenbrod	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{2}$	2
– leichter Zwieback (Bisquit)							
...nd andere Confecte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
...nze-Waaren, vergoldet oder							
...ilbert	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
...nze oder geriebenes Metall mit							
...der letzten Emballage . . .	NPfd.	—	12	L.	—	1	8
...uch- und Bausteine	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Bruch- und Bausteine nach Ungarn					Zollfrei.		
Brucheisen und altes Eisen . .	NCt.	2	24	H.	—	1	2
Bruchglas	SCt.	—	6	L.	—	24	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$\frac{1}{2}$	2
— für Eisenwaaren- und Draht-Fabrikanten	NCt.	—	12	H.	—		2
Bruchkupfer und altes Kupfer .	NCt.		50	L.	—	30	
— — aus und nach Ungarn		Zollfrei.			Zollfrei.		2
Bruch-Messing, Späne u. Staub, Schabina, Glockenspeise . .	SCt.	1	36	L.	3	12	2
— — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	8	2
Bruchblei	NCt.	6	18	L.	—	$2\frac{3}{4}$	2
Bruchzinn	SCt.	4	10	C.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Brustbeeren, Injubae	SCt.	—	36	L.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Buchdrucker-Buchstaben neue in griechischer und wallachischer Sprache	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
— — in andern Sprachen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
— — alte unbrauchbare	SCt.	1	36	L.	3	12	2
— — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	8	2
Buchdrucker-Matrizen in griechischer und wallachischer Sprache	NCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	8
— — in andern Sprachen	NCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	8
Buchdrucker-Schwärz oder Frankfurter Schwärz	SCt.	2	—	C.	—	5	2
Buchekern, Waldsamen	SCt.	—	50	C.G.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Buchöl ist nicht angegeben.							
Bücher von der Censur zugelassen, gebunden, geheftet oder roh, mit oder ohne Kupferstiche, und Bilder wenn diese den Text erklären, mit Ausnahme der nachfolgenden	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— Illyrische und Wallachische können nur gegen Pässe eingeführt werden und zahlen in diesem Fall ebenfalls	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Breviarien, Missalien, Antiphonalien, Chorbücher, Israelitische und Hebräische Gebet- und Religions-Bücher im Ausland gedruckt		verboten.					2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Buchsbaumholz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Büchsenmacher-Arbeit	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½	12
Waffen zu militärischem Gebrauch dürfen nur gegen besondere Bewilligung ausgeführt werden.							
Bücklinge	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Büffelhäute, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Büffelleder in Alaun gearbeitetes weisses oder sämisch gelbes	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Bürstenbinder-Arbeit gemeine, aus Borsten und Haaren	fl. 1 W.	—	12	L.	—	½	12
— — — lackirte und Kratzbürsten von Draht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
Butte, getrockneter Fisch	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Butter, frisch	SCt.	1	3	G.	—	5½	2
— gesalzene	SCt.	2	6	G.	—	5½	2
C.							
Cacao, Bohnen und Schalen	NCt.	10	—	H.	—	6½	5
Cachemir-Wolle, Haare v. Orientalischen Ziegen	SCt.	1	12	L.	3	—	18
Cachemir Shawls u. Shawlstücher	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
Cachou, terra japonica, terra catechu	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Caffee	NCt.	21	—	—	—	17½	5
— Surrogate aus dem Ausland	SCt.	verboten.			—	5	5
— aus Ungarn	SCt.	2	—	H.	—	5	5
a) Es können bis auf 50 Pf. Caffee an den Commerz-Zoll-Aemtern in Verzollung genommen werden.							
Calphonium	SCt.	—	3	C.	—	1½	2
Camphor, roh oder raffinirt	SPfd.	—	1	L.	—	½	15
Canarien-Samen, Feldsamen	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Canehl, feiner Zeylon	SPfd.	1	30	H.	—	1½	27
— Chinesischer, Mutter-Zimmet, Cassia lignea	SPfd.	—	13	L.	—	½	8
— weisser	SCt.	1	30	L.	—	5	12
— Blüthe, flores Cassiae	SPfd.	—	24	L.	—	½	12
— Oel von feinem Zimmet und von Cassia	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
Canetti, Rohr zu Weberkämmen, ungeschnitten	SCt.	—	6	C.	—	2½	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Canetti, geschnitten, Rohrblätter, Weberzeug	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼
Cantharides und deren Staub, Spanische Fliegen	SPfd.	—	3¾	L.	—	¾
Capern, in Essig eingemachte Blüthenknospen	SCt.	5	—	L.	—	6
Capita papaveri, Mohnköpfe wie Samen	SCt.	—	50	C.	—	5
Cardemom, in Schalen oder ausgemacht, Grana Paradisi, Maniguette	NPfd.	—	3	L.	—	½
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾
Carillons, Spielwerke für Künste und Gewerbe	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
Carmin	S Loth.	—	24	L.	—	1
Carmoisin-Leder	NCt.	40	—	H.	—	50
Carniolstein, roh	NPfd.	—	30	L.	—	2½
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½
— Arbeiten aus demselben	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½
Carobe, Johannisbrod, Siliqua dulcis	SCt.	—	48	L.	—	1
— del legno di giuda	SCt.	15	—	L.	—	25
Carpioni, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	12½
Carvi, Kümmel	SCt.	—	36	G.	—	1½
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾
Cascarille, Schakarillen-Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5
Cassia lignea, Mutter Zimmt	SPfd.	—	13	L.	—	½
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	1½
— flores	SPfd.	—	24	L.	—	½
— fistula, Rohr-Cassia	NPfd.	—	3	L.	—	½
Castoreum oder Bibergeil	NPfd.	1	6	L.	—	5½
Cauris	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼
Caviar, oder Hausen-Rogen	SCt.	20	—	L.	—	25
Cedernholz	NCt.	1	15	L.	—	5
Chagrin, Häute, rohe	NCt.	—	50	G.	3	20
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25
— Leder	NPfd.	—	24	H.	—	½
Chalcedon, Steine, roh	NPfd.	—	9	L.	—	½
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½
Chemische Produkte die nicht besonders genannt	SCt.	15	—	L.	—	25
China-Rinde, rothe, gelbe, graue	SPfd.	—	3	L.	—	½
— — nova		verboten.				

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
-Wurzeln, Squine . . .	SCt.	1	40	L.	—	5	2
illa, Felle, rohe . . .	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— bearbeitet . . .	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
, sulfas } idine }	SCt.	15	—	L.	—	25	5
ik, Chlorsaurer Kalk .	SCt.	5	—	L.	—	5	5
te	NPfd.	2	6	H.	—	1	27
— nach Ungarn . . .				—	Zollfrei.		27
-Erz, Chrom-Metall .	NCt.	3	12	L.	1	20	8
— gelb, Chromsaures Blei } — — Kali }	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— Grün							
-Caffee		ver	boten.				5
— — aus Ungarn .	SCt.	2	—	—	—	5	5
, feiner Zimmt . .	SPfd.	1	30	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— Oleum	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{1}{4}$	27
, a) Früchte . . .	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— Schalen . . .	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — verzuckerte	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Saft	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	—
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{1}{4}$	27
— Salz oder Säure .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
a) Sind die Citronen den Pomeranzen beigepackt, so zahlen sie wie diese.							
, Erz, grauer Arsenik, egenstein	SCt.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
-Speisekalk	SCt.	—	6	L.	—	—	2
— Blau, Schmalte . . .	SCt.	24	—	H.	—	10	2
— — Königsblau . . .	SPfd.	—	45	L.	—	$3\frac{3}{4}$	27
— — ganz fein Ultramarin	SLoth.	—	30	L.	—	$1\frac{1}{4}$	27
enille, graue, schwarze, Sacmille	SPfd.	—	$9\frac{1}{2}$	L.	—	4	27
— sylvester		ver	boten.				27
ons, Seide	NCt.	—	16	G.	ver	boten.	27
— Samen-Cocons, rohe und aufgeweichte	NCt.	—	13	G.	3	14	27
ons-Nüsse	SCt.	—	30	G.	—	1	2
enli levantici, Kokelskörner .	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
lombo, Wurzeln	SCt.	5	—	L.	—	25	12
loquinten, Colocynthides . .	SPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{2}$	12

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Compasse, mathematische Instrumenten	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Conchilien	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Confect und Confituren, Zuckergebäck, Sulzen mit Zucker oder Honig, verzuckerte Früchte und Samen ausser Citronen und Pomeranzen-Schalen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
Contrajerva, oder Giftwurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Coralina officinalis, Korallen-Moos	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Corallen, echte, weisse und rothe, gebrochene	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— bearbeitet, geschliffen an Schnüre gefasst, in Pulver	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Corbelli, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, gesalzen, geräuchert, mariniert	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Corduan, Leder	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Coriander	SCt.	1	12	L.	—	3	2
Corinthen, Weinbeeren	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Cortex Chinae	SPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— — novae		verboten.					
— Cranat. Citri, Aurant.	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— alle übrigen zur Arznei dienenden Rinden	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Cretische Blätter	SCt.	4	30	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
Crocus Gatinois, Saffran aller Art	SPfd.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	27
Crocus metallorum	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Crystall, Berg-, roh	NCt.	1	—	L.	—	5	5
— — geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— — Arbeiten daraus, Glas, brillantirt, geschliffen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— et Cremor tartari	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Cubeben, Schwindelkörnen, gestielter Pfeffer	SCt.	9	—	L.	—	$22\frac{1}{2}$	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
Cudbear, Persio, trockne Orsaille preparirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Curcuma, in Wurzeln oder gemahlen, terra merita	SCt.	—	25	C.	—	5	2
D.							
Dambirsche	1 Stück	—	36	G.	—	2	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Danziger Wasser, Liqueur in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	16¾	12
— — in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	12½	12
Därme von Schafen etc.	fl. 1 W.	—	½	C.	—	3	2
— — — nach Ungarn	—	—	—	—	—	¼	2
— gesalzene Fischdärme	NCt.	—	36	C.	—	3	5
Darmsaiten	NPfd.	1	30	L.	—	7½	27
Dachsfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Datteln	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Degen und Degenklingen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
— zum militärischen Gebrauch	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
Decken, Bett-, Pferd- und Reitdecken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Decken von Rohr, Stroh, Schilf und Bast	100 St.	1	15	C.	—	6½	2
Dentali, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½	5
Dessein und Dupfpapier	NPfd.	—	54	H.	—	1	2
Diamanten, Brillanten, gefasst u. ungefasst	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼	27
Dick, Fisch, frisch, geräuchert oder gesalzen	SCt.	4	—	G.	—	5	5
Dielen, Breter von gemeinem Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	½	2
Dill, Semen Anethi	SCt.	—	50	C.	—	5	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
Dinten, Dintenpulver, Dinten Species	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Diptam	SCt.	4	30	L.	—	22½	5
Dolichos urens, nicht genannte Material-Waare	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Dosen, Schnupf- und Räuchtabacks-, gemeine	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
— feine, und von lackirtem Blech	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Drachenblut, Gummi sang. dragon. in oder ausser Bast	NPfd.	—	18	L.	—	¾	8
Draht, von Eisen und Stahl	NCt.	12	—	H.	—	5	2
Den Verfertigern von Klavier-Drathsaiten und von Weberkämmen ist gestattet, aus-							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ländischen Eisen- und Stahldraht zu ihrem Bedarf mit Bewilligung der Länderstellen gegen einen Eingangs-Zoll von 4 fl. — vom Centner zu beziehen.							
Draht, von Kupfer	NCt.	51	—	H.	—	21 1/4	5
— von Messing, gemeiner . .	NCt.	43	30	H.	—	18	8
Drahtsaiten, von Messing, mit sammt dem Holz	NCt.	16	40	L.	—	21	8
— von Gold und Silber, echt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	1/4	27
Drechsler-Waaren, gemeine, von Holz, als: Zapfen, Pipen, Spindeln, Trichter, Pressen, Spinnräder, Löffel, Teller, Schüsseln und Klöppel, gedrehte Hölzer zu Borstwischen etc.	fl. 1 W.	—	12	L.	—	1/4	5
Drechsler-Waaren, feine von Holz, Horn, Knochen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	1/4	12
Perlmutter und Schildkrötenschalen mit oder ohne Garnirung, Elfenbein	fl. 1 W.	—	36	H.	—	1/4	27
Drechsler oder Drehstühle, feine Dockendrehstühle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	1/4	12
Droguerie, nicht besonders genannter Waaren.	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Drosseln, Vögel	1 Duzd.	—	3	G.	—	1/4	2
Dudelsäcke, musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	1/4	27
Dünger oder Mist	Fuhr	—	1/2	G.	—	1/2	1/2
— nach Ungarn	–	—	—	—	—	1/2	1/2
Dungsalz, (Dornstein)	–	—	30	G.	—	2 1/2	2
Dupf- und Dessein-Papier . .	NCt.	10	—	H.	—	12 1/2	2
E.							
Ebenholz	NCt.	1	15	L.	—	5	
Eber, Schweine, gemästete oder ungemästete	1 Stück	1	—	C.	—	2 1/2	2
— wilde, Wildschwein . .	1 Stück	—	36	G.	—	1 1/2	2
— Schwarzwild ausser Decken	SCt.	—	36	G.	—	1 1/2	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Eber, Felle oder Häute, roh	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Edelsteine, Gemmen, Juwelen, feine Perlen, gefasst u. ungefasst	fl. 1 W.	—	½	—	—	½	27
Effecten, von Reisenden in gehörigem Verhältniss	—	Zollfrei.			Zollfrei.		
Eicheln, türkische, Ackerdoppen, Knoppern und Mehl davon	SCt.	—	4	G.	—	18	2
— nach Ungarn	—	—	—	—	—	1	2
Diese Gegenstände dürfen auch nach dem Niederöstreichischen Metzen erklärt werden; in diesem Fall werden 2 gestrichene Metzen Knoppern-Mehl oder 3 gestrichene Metzen ganze Knoppern, Valonien oder Ackerdoppen auf den Centner gerechnet.							
Eibisch-Wurzel, Radix althaeae	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Eichhorn-Schweifchen, roh	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bereitet oder bearbeitet	NPfd.	1	—	L.	—	1	8
Eiderdunen	SPfd.	1	—	H.	—	1¼	27
Einhorn- oder Wallross-Zähne	NPfd.	—	12	L.	—	1	12
Eisenstein, Eisen-Erz	F.	—	1½	G.	—	30	2
— — — nach Ungarn	—	—	—	—	—	¾	2
Eisen, rohes in Gänsen, Mulden, Flössen, überhaupt alles Eisen, wie es von den Schmelzwerken ohne eine Zerrennung oder Verfrischung erzeugt wird	NCt.	2	24	H.	—	48	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Gusseisen-Waaren, als: Oefen, Kessel etc. etc.	NCt.	5	24	H.	—	2¼	2
Hammerschlag, Schmiedzunder oder Sinter, Eisenfeilspäne und dergleichen Abfälle	F.	12	—	—	—	5	2
Altes- und Bruch-Eisen, ohne Unterschied	NCt.	2	24	H.	—	1	2
— für Eisen-Waaren- und Draht-Fabrikanten	MCt.	—	12	—	—	—	—

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Frischeisen, halb unvollkommnes, d. i. alles Roheisen, das bereits der Zerrennung oder Verfrischung unterzogen, aber noch nicht zu Centner-Waare verfeinert ist, auch Roheisen in Masseln	NCt.	4	12	H.	—	$1\frac{3}{4}$	2
Grob- und Streckeisen, in Stangen und Buschen aller Art, oder sogenanntes Centner-Gut, als: Wagenschienen, Nagelzähneisen, Ankereisen etc. etc.	NCt.	6	—	H.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Grob- und Streckeisen, aus Ungarn	NCt.	—	48	—	—	$2\frac{1}{2}$	2
Rohstahl, Mok	NCt.	6	—	H.	1	—	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	2
Schmelzstahl, gestreckter Stahl aller Art, folglich Grobstahl, Kistenstahl; Schersach-, Zweck-, Schmied- und Mittelzeug von allen Dimensionen	NCt.	7	12	H.	—	3	2
Gussstahl, Brenn-, Zement- und feiner Triebstahl, auch Rund- und Schraubenstahl, Stahlblech	NCt.	3	30	L.	—	$8\frac{3}{4}$	2
Eisenblech, schwarzes . . .	SCt.	9	36	H.	—	4	2
— weisses oder verzinntes	SCt.	15	36	H.	—	$6\frac{1}{2}$	2
Für Fabrikanten von Moiré metallique	SCt.	3	20	H.	—	—	—
Eisendraht und Stahldraht . .	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	40	—	—	5	2
Für Verfertiger von Klavier-Drahtsaiten, mit Bewilligung der Länderstellen	NCt.	4	—	H.	—	—	—
Zeug- und Hammerschmied-Waaren, Schwarzschmied-Arbeit und Eisengeschmeide aller Art, als: Schiffanker, gemeine Lichtscheeren und							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Nägel, Ketten, starke Dreifüsse und gemeine Wagenbeschläge, gemeine Feilen, Raspeln, Sensen, Strohmesser etc.	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— — — — aus Ungarn	NCt.	1	36	H.	—	5	2
Gemeine Schlosser- und Sporer-Arbeit, auch verzinnt, Wagenfedern, eiserne Beschläge etc.	NCt.	60	—	H.	—	25	12
Feine Schlosser-, feine Zeug- und Zirkelschmied-Arbeit, überhaupt alle polirte Stahl-Arbeit	fl. 1 W.	36	—	H.	—	$\frac{1}{2}$	12
Feine Feilen für Künstler, Nadel- und Raumfeilen, feine Raspeln und Laubsägen	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— Grabstichel und Meissel	SPfd.	—	15	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
Eisenfarbe, Graphit, Reisblei	SCt.	—	6	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
Eisenholz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Eisenbeize, Pirolignite de fer zur Färberei	SCt.	—	$2\frac{1}{2}$	C.	—	1	5
Eisvögel-, Gänse- und Schwanen-Häute.	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Elastische Blätter, Fäden, Blasen und Gewebe von Cautschuck, nicht übersponnen	NCt.	25	—	L.	—	50	27
Elastischer Gummi, Federharz, Cautschuck	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	8
Elastische Hosenträger und dergleichen Gegenstände mit Beimischung von Seide, Baumwolle, Lein oder Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
— Korallen oder sogenannte Früchte zu Uhrgehängen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Elemi-Gummi, Oelbaumharz	SCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$	8
Elfenbein in Tafeln und Elephanten-Zähne	NCt.	1	12	C.	—	30	12
— geraspeltes	SCt.	—	43	C.	—	$1\frac{3}{4}$	12
— gebranntes	SCt.	3	36	L.	—	$4\frac{1}{2}$	2
Arbeiten aus Elfenbein	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Ellebora alba et nigra, Niesswurzel	SCt.	1	40	L.	—	5	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Email- oder Schmelzglas	NPfd.	—	36	H.	—	¼	27
Emailirte Waaren	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Emetine, nicht genanntes Salz	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Englisch Roth	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Enten, zahme	1 Stück	—	1½	G.	—	½	2
— wilde	1 Stück	—	2	G.	—	½	2
Enzian Wurzel, Radix gentiana	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Epsom-, Englisch-, Bitter- oder Sedlitzer-Salz	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Erbsen, grüne	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
— trockne oder dürre	SCt.	—	32½	G.	—	1¼	2
Erdäpfel, Kartoffeln	fl. 1 W.	—	3	G.	—	1¼	2
Erde, Farberde, als: Armenische, Kölnische, Engelroth, gemeine rothe, grüne veronesische, japanische, Oker, Sattinober, Kesselbraun, Siegel oder Tiroler, Umbra, weisse Münchner	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
— weisse und gelbe Stritzel-, Puzzolan- und Lava-Erde	SCt.	—	½	C.	—	¼	2
Porzellan- und Majolika-Erde, engl. Thon und grüne böhmische Erde	SCt.	—	2	C.	—	2	2
Ungarische Farberden	SCt.	—	2½	C.	—	2½	2
Gemeine Thon- und Töpfererde	F.	—	1½	G.	—	½	1½
Moor-Erde	F.	—	1¼	G.	—	1¼	5
Erdmandel-Caffee		verboten.				5	
Erzglanz	NCt.	1	30	L.	—	3¾	2
Eschel oder Schmalte	SCt.	24	—	H.	—	10	2
Esel und Eselinnen	1 Stück	1	—	C.	—	2½	15
— Häute oder Felle	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Essig, gemeiner, auch Holzessig	SCt.	—	44	G.	—	1	2
— feiner mit Kräutern und Früchten angesetzter zum Genuss	1 Bout.	—	6	H.	—	¼	2
— Geruchsessige	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Extracte aus Farbhölzern, Curcuma, Krapp etc. etc.	SCt.	45	—	L.	1	15	27
Eier von Hühnern, Gänsen, Enten	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
— von Seidenwürmern	SPfd.	—	8	C.	—	39¾	27
— von Ameisen	—	Zollfrei.			Zollfrei.		

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
F.							
Faba St. Ignatii, de Tonca etc.	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Fächer, Eventalis	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Fackeln von Pech	NCt.	2	24	L.	—	$\frac{3}{4}$	2
— von Wachs	NPfd.	—	17	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Faden oder Zwirn von Flachs und Hanf, roh oder gebleicht . .	NPfd.	—	8	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
— oder Zwirn von Baumwolle nicht gefärbt	NCt.	30	—	L.	—	25	27
— gefärbt	NPfd.	—	24	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
— Kanten oder Spitzenfaden von 88 Gebünden von 100 Fäden pr. 1 Pfd. und darüber .	NPfd.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	27
— von Gummi elasticum, nicht übersponnen	NCt.	25	—	L.	—	50	27
Fagotte, Blasinstrumente . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Falzbeine von Knochen, Elfenbein, feinem Holz etc. etc. . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Farben, die in diesem Tarif nicht ausdrücklich benannt	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— Miniatur- u. Pastellfarben	SPfd.	15	—	L.	—	$25\frac{1}{2}$	27
Tusch-Farben	SPfd.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
Farberde, als, armenische, braune, Kölnische oder Cassler, Engelroth, rothe gemeine, Japanische, Okergelb, Sattinober, Kesselbraun, Umbra etc. etc.	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — Ungarische	SCt.	—	$2\frac{1}{2}$	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Farberröthe oder Krapp in Wurzeln oder gemahlen	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Farbhölzer in Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, geraspelt, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— — in Oestreich geschnitten oder geraspelt, nach Ungarn	—	—	—	Zoll	u.	dreis.,	frei.
Fassböden, Fassdauben oder Stäbe, Fässer	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Fayence oder Majolika-Geschirr	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{2}$	5
— Ungarisches Geschirr . .	SCt.	2	30	—	—	$12\frac{1}{2}$	5
Federn, Federkiele, Schreibfedern	1000St	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
— Bettfedern, geschlissen od. ungeschlissen	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— — aus Ungarn . .	SCt.	—	$12\frac{1}{2}$	—	—	$12\frac{1}{2}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr, fl.	Einfuhr, kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr, fl.	Ausfuhr, kr.	Transito. kr.
Federn, Flaumen	SCt.	10	—	L.	—	25	2
— — aus Ungarn	SCt.	4	—	—	—	25	2
— Eiderdunen	SPfd.	1	—	H.	—	¼	27
— Schmuckfedern von Pfauen, Reihern, Straussen, Marabout unbereitete	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½	27
— — — bereitete	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— Uhrenfedern	fl. 1 W.	—	6	H.	—	¼	12
— Wagenfedern	NCt.	60	—	H.	—	25	2
Federweiss, Feder-Alaun	SCt.	—	18	C.	—	¾	2
Fehenfelle oder Häute, rohe	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— bearbeitete	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
— Schweifchen von Fehen und Eichhörnchen	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — — bearbeitet	NPfd.	1	—	L.	—	1	8
Feigen	SCt.	1	12	L.	—	½	2
Feilen, feine, Nadel- und Raumfeilen, feine Raspeln	NPfd.	—	12	L.	—	¼	12
— gemeine, und gemeine Raspeln	NCt.	12	—	H.	—	5	2
Feldspath	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
Fel vitri, Glasgalle	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Fenchel-Samen	SCt.	2	—	L.	—	5	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
Felle und Häute und Pelzwerk, Ochsen-, Küh- und Terzhäute, Ross-, Füllen- und Schweinshäute, Esel- und Maulthierhäute, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Felle von Böcken, Ziegen, Kitzen, Gemsen, Rehen, Hirschen, Elennthieren, Hunden, Kälbern, gemeinen Schafen, Schöpsen u. Lämmern und Sterblingen, Chagrin- Fisch u. Zappfelle, rohe; Biber- und gemeine Hasenfelle, roh oder bearbeitet	NCt.	—	50	G.	3	25	2
— — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Gemeine Lamm- und Sterblingfelle, gesalzen und halb bereitet	NCt.	8	20	L.	—	25	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Gemeine Schaf-, Schöpsen-, Lamm- und Sterblingfelle bearbeitet und derlei Futter	NCt.	16	40	L.	—	25	2
Häute von Bären, Dachsen, gemeinen Füchsen, derlei Klauen und Schweife; gemeinen Kaninchen, weissen Hasen, Katzen aller Art, Billigen oder Billmäusen, Bisamkatzen, Murmelthieren, Bergmäusen, Löwen, Tigern, Panthern, Schuppenfelle und derlei Schweife, Schweifchen von Fehen und Eichhörnchen, Häute von Affen, Seehunden, Vielfrass und Wölfen, roh	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitet	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Felle von Hamstern, Iltis und deren Schweife, silberharigen u. grauen Kaninchen, Luchs und Luchskatzen, Maulwürfen, feinen Lämmern und Sterblingen, als Zmascheln, Krimmer oder Baranken, Astrakan ohne Unterschied der Farbe, Asiatischen Angora-Schafen und Ziegen u. Zibola, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
Diese bearbeitet, Rücken, Kehlen, Wammen und Nacken v. Füchsen, Eisvögeln, Gänse- und Schwanenhäute	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Fehen- u. Chinchillashäute, Nord-Amerikan. Marderbälge, Edel- u. Steinmarderbälge u. Schweifchen von allen Marderbälgen, Nerz- und Otterfelle, roh	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— verarbeitet, Fuchswammenfutter in Tafeln, blaue, schwarze, weisse und Kreuzfuchsbälge, Hermeline und Zobeln, und derlei Schweifchen, roh oder bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Fensterglas, gemeine Glastafeln	SCt.	18	—	H.	—	4	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Fernambukholz, Farbholz, ganzes	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— — geraspelt, geschnitten, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— — in Oestreich gestampft, nach Ungarn					Zollfrei.		
Ferngläser	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	27
Fett verschiedener Thiere zur Arznei, als: Aeschen-, Biber-, Hasen-, Bären-, Vipern-Schmalz, Hirschunschlitt etc. etc.	SCt.	10	—	L.	—	25	5
Fett, Gänse- u. Schweinefett oder Schmalz	SCt.	2	30	G.	—	5	2
Feuerlöscherinnen und Schläuche von Hanf	NPfd.	—	18	H.	—	¼	27
Feuerschwamm	NCt.	1	—	L.	—	2½	2
Feuersteine	NCt.	1	—	L.	—	2½	2
Feuerspritzen	NCt.	60	—	H.	—	25	5
Feuerversicherungs-Anstrich	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Feuerzeuge, Chemische	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Figuren und Statuen von Steinen und andern Materialien, insofern sie nicht in die Galanterie- und Krämerei-Waaren gehören, Gipsfiguren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
— Wachsfiguren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	5
Fikatin-Holz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Filzhüte, ausser Castor- und Seidenhüte, und dann Filzkappen	1 Stück	—	36	H.	—	¼	27
Filze zum poliren	NPfd.	—	½	L.	—	¼	27
Fingerhüte von Gold, Silber, Perlenmutter etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— — von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Firniss	SPfd.	—	12	L.	—	½	5
Fischbein ohne Unterschied	NCt.	10	—	L.	—	25	12
Fischbarten, woraus das Fischbein bereitet wird	NCt.	1	30	L.	—	7½	2
Fischbein-Arbeiten	fl. 1 W.	—	36	L.	—	¼	27
— Hüte	1 Stück	3	—	H.	—	¼	27
Fische, edle, aus Flüssen und überhaupt süssem Wasser, lebend oder geschlachtet, frisch, gesalzen, geräuchert, marinirt,							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
als: Aalfische, Lachs, Lachsforellen, Lachssalmen, Aesche, Fogosch, Schill oder Zander .	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Fische, Hausen, Dick, Sterlet, Störl, frisch, geräuchert und gesalzen	SCt.	4	—	G.	—	5	5
— gemeine, aus süssem Wasser, frisch oder gesalzen, geräuchert, getrocknet, marinirt, als: Grundeln, Koppen, Kaulhaupten, Grösslinge, Karpfen, Hechte, Scheiden, Barben, Schleihen, Weissfische etc. etc.	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
Dergleichen lebend in mit Wasser gefüllten Behältnissen, aus Ungarn	F.	1	$7\frac{1}{2}$	G.	—	$5\frac{1}{2}$	5
Dergleichen geschlachtet aus Ungarn	F.	2	15	G.	—	11	5
— Meerfische, edle, frisch, als: Anguille, Anguillotti, (auch aus den Commachio-Seen) Branzini, Boseghe, Barboni, Carpioni, Deutali, Corbelle, Granchi, Linguatolle oder Sfoglie, Lizze, Orate, Pescispada, Rombi, Scarpini, Sporcelle, Storioni, Vanioli, Volpini, so wie alle Gattungen Meerspinnen u. Meerkrebse	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Dieselben getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt . .	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— Meerfische, gemeine frische, als: Calamari, Cospettoni, Rase, Sgomberi, Sippe, Tonina etc. etc.	SCt.	—	48	G.	—	4	5
— Meerfische, von inländischen Schiffern oder Fischern im Golf von Venedig gefangen und ins venetianische Gebiet frisch eingeführt	. . .	Zoll	frei.				
— Meerfische, obige gemeine getrocknet, gesalzen, geräuchert, marinirt	SCt.	2	24	L.	—	4	5
— Meerfische, obige edle in ausser der Zollinie befindlichen Theilen der Monarchie, getrocknet, geräuchert, gesalzen, ma-							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
rinirt, mit Ursprungs-Zeugnissen versehen	SCt.	2	30	L.	—	12½	5
Fische, gemeine Meerfische, die sich in diesem Falle befinden	SCt.	—	48	L.	—	12½	5
— Bricken	SCt.	14	24	H.	—	18	5
— Rogen, Hausenrogen oder Caviar.	SCt.	20	—	L.	—	25	5
— — Karpfen- und andere gemeine Fischrogen	SCt.	1	15	L.	—	6¼	5
— — Kabeljau u. Lapperdan	SCt.	5	—	H.	—	6¼	5
— Sardellen und Sardelloni, frisch, oder in ausser der Zolllinie befindlichen Theilen der Monarchie gesalzen, mit Ursprungs-Zeugnissen	SCt.	1	15	G.	—	6	5
Dergleichen anderswo gesalzen und marinirt	SCt.	3	45	L.	—	6	5
— Stockfische, Flachfische, Klippfische, Rothschäre oder Rundfisch, Platteisen, Schollen oder Butten, Häringe, Bicklinge u. Sprotten	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Bei kleinen Quantitäten bis 100 Pfd. dieser Stockfische u. einer einzigen Tonne Häringe	SCt.	2	—	G.	—	5	5
Fisch- oder Kokelskörner, Cocculi levantici	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
— Ottern und Biber	NPfd.	—	9	L.	—	¼	5
— — Felle, rohe	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— — bearbeitete	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
— Därme gesalzene	NCt.	—	36	C.	—	3	
Fischer-Netze	NCt.	15	—	L.	—	18¾	2
Fisch-Häute	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— Schmalz	SCt.	—	18	C.	—	7½	2
Fisch-Schuppen, Ossa sepiae, Weisfischbein	NCt.	—	4¼	L.	—	1¾	
Fisolen grüne	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
— trockne	SCt.	—	13½	G.	—	½	2
— eingemachte, eingesalzene	fl. 1 W.	—	6	G.	—	½	2
Flachfisch, eine Art Stockfisch	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Flachs mit den Wurzeln	F.	—	6	G.	—	18	2
— — — — nach Ungarn	F.	—	—	—	—	3	2
— gebrochen, gehechelt oder ungehechelt	SCt.	—	15	G.	—	6	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Flachsgarn ungebleichtes, Webergarn, Lothgarn	NCt.	—	50	G.	—	25	27
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	27
— gebleichtes oder halb gebleicht	NCt.	3	20	C.	—	12½	27
— gefärbt	NCt.	8	20	C.	—	12½	27
— Flachswerggarn, gebleicht oder ungebleicht, auch Dochtgarn	NCt.	—	25	G.	—	12½	27
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	5	27
Flanell von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	¼	27
Flaschen von gemeinem Glas, Bouteillen, leere	SCt.	18	—	H.	—	4	2
Flaschenkeller Flaschner-Arbeit	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Fleisch, frisches aus d. Ausland. Eingangszoll . . . 25 kr. Verzehrungsst.-Zuschlag 25 kr.	SCt.	zusammen	50	G.	—	1¾	2
— gesalzen, gepökelt, geräuchert, aus dem Ausland. Eingangszoll . . . 2 fl. 30 kr. Verzehrungsst.-Zuschlag 25 k.	SCt.	2	55	L.	—	6¼	2
— aus Ung. Eing. Zoll 1 fl. 15 k. Verzehrungsst.-Zuschlag 25 k.	SCt.	1	40	L.	—	6¼	2
Fleischsulzen und Fischsulzen	fl. 1 W.	—	12	C.	—	¼	2
Fliegengarne, Gelsengarn von Lein oder Hanf	NPfd.	—	49	H.	—	¼	27
— — von Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
Flint-Glas und Kron-Glas	SCt.	—	6	L.	—	24	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	½	2
Flinten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
— zu militärischem Gebrauch	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
Flittern von Gold und Silber, echt und unecht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Flohsamen, Semen psyllii	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Flores Benzoës	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— Balaustriae. (Granatäpfelblüthen). Cassiae, (Zimmtblüthe.) Aurantior (Pomeranzenblüthe) Rosarum, Macis	SPfd.	—	24	L.	—	½	12
— Sulphuris, Blumenschwefel	SCt.	4	—	L.	—	2½	2
— Zinci	SCt.	15	—	L.	—	25	5

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Versolkungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Flores, alle medicinischen, die nicht genannt	SCt.	—	18	L.	—	7½
Floretseide, rohe	NCt.	—	13	L.	3	14
— gemeine, gesponnene und gezwirnte	NCt.	2	—	L.	—	34
— gesponnene der feinsten Gattung, ganz weisse, Fantaisie genannt	NCt.	8	—	L.	—	34
— gereinigte und gefärbte . .	NCt.	21	32	L.	—	17
Flöre von Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP½
— aus Ungarn.	NPfd.	—	36	—	—	½
— von Seide	NPfd.	10	—	H.	1	½
Flöten und Flaschinette . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½
Fluminel, eine Blüthe zur Verfälschung des Saffrans . . .	. .	verboten.				
Flussspath	fl. 1 W.	—	3	L.	—	½
Foenum grecum	SCt.	—	50	C.	—	5
Folia Sennae et Folicula . . .	SCt.	4	30	L.	—	22½
Folien von Gold und Silber, echt oder unecht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½
— von Zinn, Spiegelfolien, Staniol	NCt.	18	—	L.	—	22½
Forellen, Lachs-Forellen, frisch — gesalzen, geräuchert	SCt.	8	—	G.	—	10
Fortepianos, Flügel	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½
Fossilien, rohe	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼
— geschliffene und flach bearbeitete	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½
Frankfurter- und Kupferdrucker-Schwärze	SCt.	2	—	C.	—	5
Fransen, seidne, Posamentir-Arbeit	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
— leinene	NPfd.	2	30	H.	—	½
— baumwollene und wollne	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP½
Frauneis, Frauenglas, Selenit	NCt.	—	54	L.	—	2¼
Frischlinge	1 Stück	1	—	C.	—	2½
Froschen	fl. 1 W.	—	12	G.	—	½
Früchte, gewöhnliches Obst, frisch	SCt.	—	9	G.	—	½
Davon sind ausgenommen: Granatäpfel, Margaranten, Pomeranzen, Pontäpfel, Quitten- und Rosmarinäpfel . . .	SCt.	2	15	L.	—	4

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Lazaroli-, Juden-, Paradiess- und Adamsäpfel	SCt.	7	30	L.	—	12½	2
Limonien, Zitronen und deren Schalen, wie auch Schalen von Pomeranzen und Granatäpfeln	SCt.	1	30	L.	—	2½	2
Pignoli und Zürbisnüsse . .	SCt.	6	—	H.	—	7½	2
Pistazien und Pimpernüsse .	SCt.	20	—	H.	—	25	2
Cocosnüsse und gemeine Nüsse	SCt.	—	30	G.	—	1	2
Haselnüsse	SCt.	1	—	G.	—	2½	2
Mandeln, offne oder in Schalen	SCt.	6	—	L.	—	7½	2
Datteln	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Feigen	SCt.	1	12	L.	—	2	2
Kastanien und Maronen . . .	SCt.	—	54	L.	—	1½	2
Gemeine gedörrte, getrocknete und ohne Zusatz eines fremden Stoffes eingelegte . .	SCt.	—	36	L.	—	1½	2
Ausgenommen: Rosinen, Corinthen, Weinbeeren .	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Oliven, schwarz eingesalzne und getrocknete	SCt.	—	15	G.	—	1½	2
— grün eingemachte in concia	SCt.	2	—	C.	—	2½	2
— frische	NCt.	—	15	—	—	1½	
Feldfrüchte sind entweder als Gemüsse oder als Getreidsorten in alphabetischer Reihefolge benannt.							
Früchte von Wachs	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½	5
— elastische zu Uhrgehängen,							
Fruchtkorallen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
Fruchtsulzen ohne Zucker oder Honig	SCt.	1	—	L.	—	2½	2
— — mit Zucker od. Honig	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	18
Fuchsbälge, gemeine rohe, und Klauen und Schweife . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
— — blaue, weisse, und Kreuzfüchse, rohe . . .	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
— — — — bearbeitet							
— — schwarze, rohe .							
— — — — bearbeitet							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Fuchskehlen, Rücken, Wammen und Nacken	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Fuchsklauen od. Füsse u. Schweife	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Fuchswammenfutter, in Tafeln .	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Füllen	1 Stück	3	—	C.	—	$7\frac{1}{2}$	15
— Häute	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
Fustik- oder Gelbholz ganz . .	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— gemahlen, geraspelt, geschnitten, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— in Oestreich so bereitet nach Ungarn	SCt.	—	—	—	Zo	ll und assigst	drei-frei.
Füsse von Schafen, zum Leimsieden	NCt.	—	9	L.	—	45	—
— — — nach Ungarn .	SCt.	—	—	—	—	4	2
Fussteppiche von Wolle . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{2}$	27
Futterale	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	12
Futterkräuter	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G.	—	1	$\frac{1}{2}$
— — nach Ungarn . . .	F.	—	—	—	—	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
G.							
Gabeln, silberne, mit oder ohne Vergoldung	N Mark	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	27
— — plaquirte, von Stahl und polirtem Eisen, von Knochen, Elfenbein und feinem Holze etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Gabeln von gemeinem Holze .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	2
— von Zinn	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$	5
Gagant, Arbeiten daraus . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Galangawurzel, Galgant . . .	SCt.	5	—	L.	—	25	2
Galanteriewaaren, als: Gold- u. Silberarbeiten, (ausser Geschirr), feinen Steinen, Elfenbein, Perlmutter, Schildkrötschalen, vergoldete, versilberte, plattirte, Bronze-, emaillirte, lackirte Waaren, Uhren, mit Ausnahme der Holzuhren, und überhaupt alle Waaren, die aus Stoffen zusammengesetzt sind, die ausser Handel gesetzt sind	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Galläpfel, Gallus oder Gallen, ohne Unterschied	SCt.	—	45	C.	—	$18\frac{3}{4}$	2
Gallerte, Knochengallerte, Gelatine	NPfd.	—	9	L.	—	3	2
— von Fleisch oder Fischen .	fl. 1 W.	—	12	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
Gallonen von Seide, Posamentir-Arbeit	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
— von Gold, Silber, Wolle und Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Galmey, Lapis calaminar. . .	SCt.	—	12	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Gänse, zahme und wilde . . .	1 Stück	—	3	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
— Fett	SCt.	2	30	G.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— Häute	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Garn, von angorischen Ziegen- u. Kameelhaaren, flaches und ungefärbtes	NCt.	5	—	G.	—	25	18
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	45	18
— gefärbtes und gedrehtes .	NCt.	7	30	L.	—	25	27
— harassenes, schafwollenes, weisses, (Papier und Bindfaden werden mitgewogen) . . .	NCt.	5	—	L.	—	25	27
— harassenes, gefärbt, gedreht und gezwirnt	NCt.	7	30	—	—	25	
— aus Ungarn	SCt.	Zollfrei.		—	—	$31\frac{1}{4}$	27
— aus Baumwolle, weisses, glattes, ohne Unterschied der Nummern, sowohl Mull als Water-Twist, gebleicht und ungebleicht	NCt.	15	—	L.	—	50	27
— gefärbtes u. rothes türkisches	NCt.	30	—	L.	—	50	27
— weisses, gezwirntes . . .	NCt.	30	—	L.	—	25	27
— farbiges, gezwirntes . . .	NPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Nach Beschaffenheit der Umstände sind die Behörden ermächtigt bis auf 1 Wiener-Centner obiger Baumwollgarne bei Commercial-Zollämtern zuzulassen.							
— ungarisches, weisses Baumwollgarn von allen Nummern, gegen Legitimation . . .	SCt.	Zollfrei.		—	—	50	27
— gefärbtes, aus Ungarn . .	NCt.	15	—	—	—	50	27
— aus Flachs und Hanf, ungebleichtes, Webergarn u. Lothgarn	NCt.	...	50	G.	—	25	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Garn, nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	27
— dtto. ganz und halb gebleicht	NCt.	3	20	C.	—	12½	27
— dtto. gefärbt	NCt.	8	20	C.	—	12½	27
— aus Werg, gebleicht oder ungebleicht	NCt.	—	25	G.	—	12½	27
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	5	27
Bei der Einfuhr dieser Garne von Hanf, Flachs und Werg aus Baiern, zur Verarbeitung nach Oestreich ob der Ens ist nur die Hälfte des allgemeinen Eingangszolls zu entrichten.							
— Rindshaar-Garn	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Gartengeräthe von Holz . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Gartengewächse, Gemüsse ohne Vorbereitung	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Gaze oder Flor von Seide . .	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
Geflügel, zahmes und wildes, als:							
Truthühner, Gänse, Perlhühner	1 Stück	—	3	G.	—	⅛	2
Enten, Kapaunen und dergleichen	1 Stück	1	½	G.	—	⅛	2
Hühner	1 Stück	1	—	G.	—	⅛	2
Tauben	1 Stück	—	¼	G.	—	⅛	2
Auerhühner, Fasanen, Birk- und Haselhühner, Schwäne, Trappen	1 Stück	—	4	G.	—	¼	2
Wilde Enten und Gänse, Rebhühner, Schneehühner und Waldschnepfen	1 Stück	—	2	G.	—	⅛	2
Moos-, Wiesen- und Haidschnepfen, Kibitze, Rohrhühner und Wildtauben . .	1 Stück	—	1	G.	—	⅛	2
Krametsvögel, Drosseln, Zarezer, Lerchen und Wachteln	1 Duzd.	—	3	G.	—	¼	2
Alle übrigen kleinen Vögel .	1 Duzd.	—	1	G.	—	⅛	2
Geigen, Violinen, Altos und Geigenbogen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
Geigenharz, Colophonium . . .	SCt.	—	3	C.	—	1½	2
Geisen, Ziegen, Böcke . . .	1 Stück	—	18	C.	—	1	2
— Felle, rohe, gemeine . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — schwarzer Corduan u. Saffian	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Geist, als: Salz-, Salpeter- und							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maasstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Vitriol- oder Schwefel-Geist oder Säuren, Scheidwasser,							
Vitriolöl	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Geist, Weingeist und Kirschgeist, unversüsst	SCt.	5	—	L.	—	7	2
— Kirschgeist, versüsst, in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
— — — in Flaschen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
— Aller übrige Geist oder flüssige Säuren	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Gelb, Kassler- oder Mineral-Gelb	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Chrom-Gelb	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Neapel-Gelb	SCt.	2	30	L.	—	25	2
Rausch-Gelb, Auripigment	SCt.	2	21	L.	—	$11\frac{3}{4}$	2
Schütt-Gelb / Königs-Gelb	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Gelbe Rüben, frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— — Caffee	SCt.	ver	boten.			5	5
Gelbholz, in Stücken oder Scheitern	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, gestampft etc.	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Gelsengarn, Fliegengitter von Leinen	NPfd.	—	49	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— — von Seide	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
Gemälde	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— — Kunstwerke der Malerei, als solche bewiesen	fl. 1 W.	—	$\frac{3}{4}$	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— — von nicht mehr lebenden Meistern, bei der Ausfuhr	fl. 1 W.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	12
— — dtto für öffentliche Anstalten	. . .	Zollfrei.					12
Gemmen, Edelsteine, gefasst od. ungefasst	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Gemse	1 Stück	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
— Felle	NCt.	—	50	L.	3	20	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— Leder, sämisch gelbes	NCt.	50	—	H.	—	50	5
Gemüse, Garten- und Feldfrüchte, ausser Obst und Getreide, frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— getrocknete und zubereitete, als: eingemachte Gurken, Sauerkraut etc.	fl. 1 W.	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Geniste für Färber	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Geoffrea-Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Gerste a)	SCt.	—	15	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— geröllte, Gerstengraupen a)	SCt.	—	40	G.	—	$1\frac{3}{4}$	2
— Mehl a)	SCt.	—	24	G.	—	1	2
— Malz a)	SCt.	—	12	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Gersten-Zucker	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
a) Getreide, Mehl und Malz, aus Ungarn und Siebenbürgen, in andere Provinzen eingeführt, unterliegen ausser dem systemmässigen Zolle einem ständischen Entschädigungs-Aufschlage von 4 kr. pr. Spo. Centner.							
Geschirr von Silber, mit und ohne Vergoldung	1 Mark.	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	27
— von Kupfer	NCt.	39	36	H.	—	$16\frac{1}{2}$	5
— von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
— von Eisenblech, lackirt oder nicht lackirt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27 12
— von gemeinem Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	2
— von Zinn	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$	5
— von Porzellan	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
— — — nach Ungarn	—	—	—	—	Zollfrei.		27
— von Steingut, Majolika od. Faience	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{2}$	5
— Ungarisches Geschirr	SCt.	2	30	—	—	$6\frac{1}{2}$	5
— gemeines aus Thon, mit oder ohne Glasur	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— gemeines aus Ungarn	fl. 1 W.	—	3	—	—	$\frac{1}{2}$	2
Gespinste von echtem und unechtem Gold und Silber	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
— — von Gummi elasticum, ohne Beimischung	NCt.	25	—	L.	—	50	27
Getreide, als: Weizen und Spelzkörner a)	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
Mais, Kukrutz oder türkischer Weizen a)	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Roggen und Halbgetreide, Schwarzgetreide a)	SCt.	—	16	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Wenn das Halbgetreide zum							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
grössten Theil aus Weizen besteht a)	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
Gerste und Spelz in Hülsen a)	SCt.	—	15	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— geröllte, gebrochne, Hafergrütze a)	SCt.	—	40	G.	—	$1\frac{3}{4}$	2
Hafer a)	SCt.	—	11	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Heidekorn oder Buchweizen a)	SCt.	—	13	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Hirse a)	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
— gebrochene und Haide a)	SCt.	—	$24\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
Wicken a)	SCt.	—	$12\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Bohnen, Fisolen, Zisern a)	SCt.	—	$13\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Erbsen und Linsen a)	SCt.	—	$32\frac{1}{2}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Gewehre	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Gewürznelken	SCt.	20	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Giftwurzel oder Contrajerva	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Glacies Mariae, Frauenglas	NCt.	—	54	L.	—	$2\frac{1}{4}$	2
Glas und Glaswaaren, als:							
Gemeine Glastafeln u. Hohlglas	SCt.	18	—	H.	—	4	2
Krystall, fein brillantirtes u. geschliffenes Glas nebst Spiegelgläsern	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Brillen und Augengläser, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Gläser zu optischen Instrumenten	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Glas- oder Schmelzperlen aller Art, gearbeitete Glasflüsse, Glasgranaten und kleine Glaswaaren	NCt.	120	—	H.	—	4	27
Schmelzglas, ohne Unterschied	1 Pfd.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Flint, Kron- und Bruchglas	SCt.	—	6	L.	—	24	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$\frac{1}{2}$	2
Glasgalle	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Glaubersalz, Sal mirabile Glauberi, rohes	SCt.	—	40	L.	—	10	5
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$1\frac{1}{2}$	5
— — cristallisirtes	SCt.	1	4	L.	—	$1\frac{1}{4}$	5
Glocken, ohne Unterschied	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Glockenspeise	SCt.	1	36	L.	3	12	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	8	2
Glötte oder Glätte, Gold-, Silber-, Bleiglätte	SCt.	6	36	H.	—	$2\frac{3}{4}$	2
— — — aus Ungarn	SCt.	1	$1\frac{1}{4}$	—	—	$2\frac{3}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Glühwachs	SCt.	15	—	L.	—	25
Gold in Klumpen und Stangen, ausgebranntes und ausgezupftes Fadengold, Pagament, altes Bruchgold und Goldspäne	1 Mark.	—	3	L.	ver boten.	
— — aus Ungarn und nach Ungarn	. . .	Zollfrei.		—	Zollfrei.	
— Draht, Blätte, Flitter-, Folien-, Blatt- und Zischgold, Gespinnste, Borten, Schnüre, Quasten, Crepinen, auch geriebenes Gold	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Goldgefässe, Geräthe, Geschirre, alle Galanterie- und Bijouteriearbeit	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Goldkrätze, Kehricht der Goldarbeiter	F.	—	½	G.	—	¼
Goldschlägerhäutchen	SCt.	15	—	L.	—	25
Grabstichel und Meissel	SPfd.	—	15	L.	—	½
Granaten, orientalische und fremde rohe	NPfd.	1	12	H.	—	1½
— inländische, rohe	fl. 1 W.	—	—	—	—	12
— — — nach Ungarn	fl. 1 W.	—	—	—	—	½
— geschliffene	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
— von Glas	NCt.	120	—	H.	—	4
Granatäpfel	SCt.	2	15	L.	—	4
— — Schalen	SCt.	1	30	L.	—	2½
— — Wurzelrinde	SCt.	1	30	L.	—	5
Grana Paradisi. Cardemom	SCt.	5	—	L.	—	12½
— Kermes oder Scharlachbeeren	SCt.	5	—	L.	—	12½
Granchi, edle Meerfische, frische	SCt.	2	30	G.	—	12½
— — getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½
Granit, roh	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼
— geschliffen oder flach gearbeitet	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½
Graphit, Reissblei, Wasserblei	SCt.	—	6	C.	—	½
— Geschirr	SCt.	—	24	H.	—	1¼
Gras- und Futterkräuter	F.	—	2½	G.	—	1
— — — nach Ungarn	F.	—	—	—	—	½
Graswurzel. Radix Graminis	SCt.	1	40	L.	—	5
Gries	SCt.	1	21	G.	—	3½

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Aus Ungarn bezahlt er noch überdiess 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Griffel von Schiefer	NCt.	1	36	L.	—	4	2
Grösslinge, gemeine Flussfische	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
— — — aus Ungarn . .	F.	2	15	—	—	11	5
— lebende, in mit Wasser gefüllten Behältnissen aus Ungarn	F.	1	$7\frac{1}{2}$	—	—	$5\frac{1}{2}$	5
Grün, Berggrün	SCt.	30	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— — aus Ungarn	SCt.	2	5	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
— Chromgrün	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— Saftgrün	SCt.	5	—	L.	—	25	5
— grüne veronesische Erde .	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Grünspan, gemeiner, nicht crystallisirter	NCt.	5	—	L.	—	25	8
— destillirter oder cristallisirter	NPfd.	—	$22\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{3}{4}$	8
Grundlen, gemeine Fische . .	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
— lebende, in mit Wasser gefüllten Gefässen aus Ungarn .	F.	1	$7\frac{1}{2}$	—	—	$5\frac{1}{2}$	5
— todte aus Ungarn	F.	2	15	—	—	11	5
Guajac-Holz, Lignum sanctum, ganzes	SCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— — geraspeltes	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— Gummi, Franzosenholz-Harz	NCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$	8
Guitarren. Musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Gürtel, gemeine wollene aus Ungarn	NCt.	2	—	—	—	10	27
Gürtlerwaaren aus Messing und Metallcompositionen	NCt.	60	—	H.	—	25	8
— aus edeln Metallen . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Gummi, Harze und Gummen-Harze, als: Amoniac, Anime, Assa foedita, Elemi, Epheu, Euphorbium, Guayac, Galbanum, Karan, Ladan, Malathram oder Bdellium, Mastix, Myrhen. — Opoponax, Sagapan, Sarcacolla und alle nicht besonders genannten medicinischen Gummi	SCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$	8
— Olibanum oder Weihrauch, edler und wilder	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	8
— Arabicum, Senegal, Gedda,							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Cerasorum oder Kirschenharz, barbarischer Gummi, Copal, Guttae, Sandarac, Schellak, Tragant, Wachholderharz und alle für Fabriken anwendbare, nicht besonders genannte Gummi	SCt.	—	48	C.	—	20	8
Gummi Benzoës, Storax und Tacamahac	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
— elasticum, Coatchouc . .	NCt.	5	—	L.	—	25	8
— — Fabrikate daraus, ohne Beimischung fremder Stoffe .	NCt.	25	—	L.	—	50	27
— Sanguis Dragonis, Drachenblut	NPfd.	—	18	L.	—	¾	8
Gurken, frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
— eingemachte	fl. 1 W.	—	6	G.	—	¼	2
Gusseisen, rohes	NCt.	2	24	H.	—	48	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	1	2
Gusseisenwaaren, als: Oefen, Kessel etc. etc.	NCt.	5	24	H.	—	2¼	2
Gyps und Dornstein (Dungsalz)	F.	—	30	C.	—	2½	½
— bloss zum Düngen bestimmt, mit Obrigkeitlichen Zeugnissen	F.	—	2	C.	—	2½	½
— Figuren und Abgüsse . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
H.							
Haare von orientalischen Ziegen und Kameelhaare	SCt.	1	12	L.	3	—	18
— von Bibern	SPfd.	—	15	L.	—	37½	18
— — — nach Ungarn . .	SPfd.	—	—	—	—	6¼	18
— von Hasen und Kaninchen	SPfd.	—	3½	C.	—	8	18
— — — nach Ungarn . .	SPfd.	—	—	—	—	1¼	18
— von Rindern und Rehen .	SCt.	—	15	L.	—	7½	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	1¼	2
— dergleichen gefilzte . . .	SCt.	—	24	L.	—	2	2
— von Menschen	SPfd.	—	30	L.	—	2½	18
— — Pferden, Rosshaare ohne Unterschied	SCt.	—	24	L.	1	—	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	10	2
— von Hunden und gemeinen Ziegen, unsortirt	SCt.	—	12	L.	—	30	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	5	2
— — sortirte	SCt.	10	—	L.	—	25	2
Haarkämme aller Art Haarnadeln	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Haarpuder	SCt.	4	48	L.	—	6	2
Haarsiebböden von Rosshaar . .	NPfd.	—	4¾	L.	—	¾	2
Haarsiebe, fertige. Siebarbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	1	2
Haderlumpen u. Makulatur-Papier	NCt.	—	3	G.	1	—	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	1	2
Hammel, Schafe, Widder, Schöpse	1 Stück	—	18	G.	—	1	2
— Felle, gemeine rohe . . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — gesalzen	NCt.	8	20	L.	—	25	2
— — bearb. u. derlei Futter	NCt.	16	40	L.	—	25	8
Hafer a)	SCt.	—	11	G.	—	½	2
Hafergrütze a)	SCt.	—	40	G.	—	1¾	2
Hafner- oder gemeine Thon- und Töpfererde	F.	—	1½	G.	—	½	½
Haften von Messing, Eisen und Kupfer	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Halbgetreide, mehr Weizen als Roggen a)	SCt.	—	22½	G.	—	1	2
— in gehöriger Mischung a)	SCt.	—	16	G.	—	¾	2
Halbkattun	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	54	—	—	¼	27
Halsbänder von Gold, Silber, Bronze, Steinen etc. etc. . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Halsbinden von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	¼	27
— von Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
— von Floret-Seide .	NPfd.	7	12	H.	—	1½	27
— von Baumwolle, Musselin etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— — — — aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	¼	27
— von Batist und Schleier ganz von Lein	NPfd.	6	—	H.	—	½	27
Hammerschlag	F.	12	—	H.	—	5	—
Hamsterbälge roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
Handschuhe von Hanf und Lein, gestrickt und gewirkt . . .	NPfd.	6	—	H.	—	½	27
— von Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP½	27
— — — — aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	¼	27
— aus Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
Handschuhe aus Floretseide . .	NPfd.	7	12	H.	—	1½	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Handschuhe aus Schafwolle . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP½
— — — — aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	¼
— von Leder, Stoffen und Handschuhmacher-Arbeit ohne Unterschied	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Hanf mit den Wurzeln	F.	—	6	G.	—	18
— — — — nach Ungarn	F.	—	—	—	—	3
— gebrochen, gehechelt und ungehechelt	SCt.	—	12	G.	—	5
Hanf-Garn ungebleichtes, Webergarn	NCt.	—	50	G.	—	25
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10
— halb und ganz gebleichtes	NCt.	3	20	C.	—	12½
— gefärbtes	NCt.	8	20	C.	—	12½
— wergenes, gebleicht und ungebleicht	NCt.	—	25	G.	—	12½
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	5
Hanföl	SCt.	2	30	G.	—	6¼
— Samen oder Körner . . .	SCt.	—	50	C.	—	5
Harfen, Harmonika	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
Häringe	SCt.	2	—	L.	—	5
Harz, gemeines, weiss und gelb, Geigenharz	SCt.	—	3	C.	—	1½
— Kirschenharz	SCt.	—	48	C.	—	20
Haselhühner	1 Stück	—	4	G.	—	½
Haselnüsse	SCt.	1	—	G.	—	2½
Hasen in Bälgen	1 Stück	—	6	G.	—	¼
— Bälge oder Felle, gemeine	NCt.	—	50	L.	3	20
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25
— Haare	SPfd.	—	3½	C.	—	8
— — nach Ungarn . . .	SPfd.	—	—	—	—	1½
— Fett oder Schmalz . . .	SCt.	10	—	L.	—	25
Hausen, frisch, geräuchert, gesalzen	SCt.	4	—	G.	—	5
Hausenblase und Gallerte . . .	NPfd.	—	9	L.	—	¾
Hausenrogen, Caviar	SCt.	20	—	L.	—	25
Hausgeräthe von Einwanderern, nach, unter Vorlegung eines Verzeichnisses, durch die Zollbehörde erhaltener Bewilligung	. .	Zollfrei.				
Häute von Ochsen, Kühen, Pferden, Füllen, Schweinen, Eseln, Maulthieren, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40
— dtto. nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	12½

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Häute von Böcken, Ziegen, Kitzen, Gemsen, Rehen, Hirschen, Elenthieren, Hunden, Kälbern, gemeinen Schafen, Schöpsen, Lämmern, Sterblingen. Chagrin, Zapp und Fischhäute, roh	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— Biber- und gemeine Hasenbälge roh oder bearbeitet . .							
— eingesalzne und halbgearbeitete Lamm- und Sterblingfelle	NCt.	8	20	L.	—	25	2
Obige rohe Häute nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— gemeine bearbeitete von Schafen, Schöpsen, Lämmern	NCt.	16	40	L.	—	25	8
Bocheln, ohne Unterschied, zur Reinigung des Flachses und Hanfes	SCt.	1	—	C.	—	10	2
Hechte, frisch, getrocknet, geräuchert, gesalzen	SCt.	1	30	G.	—	3½	5
— aus Ungarn, in mit Wasser gefüllten Gefässen	F.	1	7½	—	—	5½	5
— aus Ungarn, geschlachtet .	F.	2	15	—	—	11	5
Hechtenkiefer oder Hechtenzähne	NPfd.	—	12	—	—	1	12
Hefen, Bierhefen	SCt.	—	3	G.	—	½	2
— — getrocknete .	SCt.	6	—	C.	—	7½	2
— Weinhefen	SCt.	—	5	C.	—	½	2
— gebrannte, Cendres gravelées	SCt.	—	7	G.	—	18	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3	2
Heide, gebrochne Hirse a) . .	SCt.	—	24½	G.	—	1	2
Heidekorn oder Buchweizen a) .	SCt.	—	13	G.	—	½	2
Heidekraut, (Besen von) . . .	100 St.	—	6¾	C.	—	½	2
Herba Absynthi, Altheae etc. alle nicht besonders genannten medicinischen Kräuter	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
Herdplatten von schwarzem Thon	SCt.	—	24	H.	—	1½	2
Hermelinbälge und Schweife, roh oder bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Hermodactili	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Heu	F.	—	2½	G.	—	1	½
Hirsche	1 Stück	—	48	G.	—	2	2
Hirsch-Felle, roh	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— Leder, gelb, sämisch . .	NCt.	50	—	H.	—	50	5
— Horn, ganz oder geraspelt	NCt.	1	—	C.	—	5	2
— — gebranntes . . .	SCt.	3	36	L.	—	4½	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Hirsch-Horngeist	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— Hornöl	SCt.	2	—	L.	—	5	2
— Fänger	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
— Unschlitt	SCt.	10	—	L.	—	25	5
Hirsen a)	SCt.	—	17	G.	—	¾	2
a) Aus Ungarn über den verhältnissmässigen Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Höllenstein, Lapis infernalis . .	SPfd.	1	36	L.	—	8	27
Hollunder-Blüthe	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
— Beeren eingekochte, ohne Zucker	SCt.	1	—	L.	—	2½	2
— Schwämme	SCt.	3	30	L.	—	17½	5
Holz, medicinische Hölzer, als: Aloë, Pock, Franzosen- oder Guayak, weisses und gelbes Sandel, Quassia. Sassafras etc. in Scheitern und Stücken . .	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— dtto. geschnitten, geraspelt, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— Farbholz, als: Blauholz od. Campeche, Honduras, Fernambuc, Bahia, Brasilien und Brasillet. Bimas, Sapan, Japan, Siam, rothes Sandel und etwas dunkleres Caliatour, Gelb- od. Fustic-, Visetholz etc. etc. in Stücken	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— geschnitten, geraspelt, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— in teutschen Provinzen so bereitet und nach Ungarn ausgeführt	. . .	. .	. .	. .	Zollfrei.		
— Mast und Schiffbauholz .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	½	½
— nach Ungarn	fl. 1 W.	—	—	—	—	¼	½
— Bau- und Brennholz, gemeines Tischlerholz, selbst Balken, Pfosten, Breter, Latten, Schindeln, Späne	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	½
— edles Tischlerholz, als: Zedern, Buchs, Eben, Fikatin, Mahagoni oder Acajou, Oliven, Rosen, Sucadon, türkisches Haselnussholz u. dergl. in Scheitern	NCt.	1	15	L.	—	5	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
lz, zum fourniren geschnitten	SCt.	5	50	L.	—	5	2
- Kork- oder Pantoffelholz .	NCt.	—	51	L.	—	$4\frac{1}{4}$	2
- — Propfe, Stöpsel, Spunde, Sohlen aus Kork	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
- gemeine Holzwaaren, als: Fassdauben oder Stäbe, Bodenstücke, Fässer, Schaffe, Schaufeln, Rechen, Schiebkarren, Werkzeuge zum Feld- und Gartenbau, hölzerne Siebböden, Bretchen zu Bürsten, Reife .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
- Drechslerwaaren gemeine, v. gemeinem Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
- von feinem Holz	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
- Tischlerarbeiten grobe, von gemeinem Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
- von edlem Holz, mit oder ohne Beschläg	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
- Korbmacherarbeit von Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	2
olzkohlen	F.	—	6	G.	—	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
olzstiche, Bilder	NPfd.	—	54	H.	—	1	2
onig, geläutert oder nicht, mit Inbegriff der Bienenstöcke mit zusammen gestossenem Honig und Wachs, der Bienenkeule und des Wachskothes, Honigwasser	SCt.	2	30	L.	—	5	2
opfen, Gartenhopfen	SCt.	4	—	L.	—	10	2
- wilder	SCt.	4	—	L.	—	$1\frac{1}{2}$	2
- — aus Ungarn . . .	SCt.	—	$14\frac{1}{2}$		—	$1\frac{1}{2}$	2
opfensetzlinge oder Pflanzen .	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	6	2
- — nach Ungarn . . .	fl. 1 W.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	2
ornplatten, Hornscheiben und Hornspitzen, Hörner von Ochsen, Büffeln, Ziegen und Böcken	NCt.	—	18	G.	1	30	2
- nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$7\frac{1}{2}$	2
orn oder Zähne vom Narval oder Einhorn	NPfd.	—	12	L.	—	1	12
ufen und Klauen ohne Unterschied	SCt.	—	2	G.	—	50	2
- nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
ühner, gewöhnliche	1 Stück	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
- Auerhühner, Birk- und Haselhühner	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
- Perlhühner und Truthühner	1 Stück	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Hühner, Reb- und Schneehühner	1 Stück	—	2	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— Rohrhühner	1 Stück	—	1	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Hülsenfrüchte, als: Bohnen, Fisolen und Zisern	8Ct.	—	$13\frac{1}{7}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— Erbsen und Linsen	SCt.	—	$32\frac{1}{2}$	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn u. Siebenbürgen unterliegen sie nebst dem systemmässigen Zoll noch einer Abgabe von 4 kr. p. SCt. für ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Hummern, Meerkrebse, Meerspinnen	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Hundsfelle oder Häute	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Hundshaare	SCt.	—	12	L.	—	30	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	5	2
— dergleichen sortirte	SCt.	10	—	—	—	25	
Hundsleder, braunes u. schwarzes	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Hüte von Castor u. Seide, Fischbein und andern Stoffen, mit Ausnahme der Stroh-, Bast- und andern Damen-Modehüte	1 Stück	3	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— von gewöhnlichem Filz und dergl. Kappen	1 Stück	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Stroh, Bast und Holz, feine und gemeine	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Hutabschnitte aus Ungarn	NCt.	2	—	—	—	10	27
Hutmacherkrazerl	NPfd.	—	$7\frac{1}{2}$	C.	—	$1\frac{1}{2}$	12
I.							
Jagd-Flinten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— Taschen, Taschnerarbeiten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
— Netze	NCt.	15	—	L.	—	$18\frac{3}{4}$	2
Jalappenharz. Magisterium Jalap	SPfd.	—	45	L.	—	$2\frac{1}{2}$	12
— Wurzeln	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Japanische Erde. Terra Catechu, Cachou	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Jaspis roh	NPfd.	—	9	L.	—	$3\frac{3}{4}$	5
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$1\frac{1}{2}$	5
— Arbeiten aus demselben	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Iltisbälge und Schweifchen, ohne Unterschied, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitet	NCt.	50	—	H.	1	40	8

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ndigo und Waidblau, ohne Unterschied	SCt.	7	30	C.	1	52½	27
ngwer	SCt.	8	—	H.	—	5	2
— in Zucker eingelegt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
nstrumente, chirurgische, optische, mathematische, mit Ausnahme der feinen Zirkelschmied-Arbeit, mit oder ohne Futteral	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	27
— musikalische und Spielwerke (Carillons) zum Gebrauche für Künste und Gewerbe	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
— Spielwerke, Carillons in Uhren, Dosen etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Iodine	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Johannisbrod oder Carobe	SCt.	—	48	L.	—	1	2
pecacuanha-Wurzeln	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Iris florent. Rad.	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Isländisches Moos. Lichen Island:	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
Juchten	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
— russische	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
Juden-, Paradiess- oder Adamsäpfel	SCt.	7	30	L.	—	12½	2
Jujubae oder Brustbeeren	SCt.	—	36	L.	—	1½	2
Juwelen, gefasst oder ungefasst	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼	27
K.							
Kabliau, Fisch	SCt.	5	—	H.	—	6½	5
Kaffeh	NCt.	21	—	L.	—	17½	5
Bis auf 50 Pfd. auch bei Commerz-Zollämtern zu verzollen.							
Kaffeh-Surrogate	SCt.	verboten.				5	5
— — aus Ungarn	SCt.	2	—	—	—	5	5
Kaffehwicke, schwedische, Stengelkaffeh	SCt.	—	50	C.	—	5½	2
Kälber über 1 Jahr, Terzen od. Junzen	1 Stück	2	—	C.	—	5	12
— unter 1 Jahr	1 Stück	—	21	C.	—	2	3
Kälberfelle	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Kälberhaare	SCt.	—	15	L.	—	7½	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1¼	2
— gesponnen	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Kalbleder, sämisch oder weisses in Alaun gearbeitet	NCt.	35	—	H.	—	50	5

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kalbleder, braunes und schwarzes	NCt.	15	—	H.	—	25	5
— gefärbtes und lackirtes . .	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Kalium Kali, blausaures — Chromsaures — muriat. oxygen. . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Kalk	F.	—	2	G.	—	6	$\frac{1}{2}$
— nach Ungarn	F.	—	—	—	Zollfrei.		$\frac{1}{2}$
— Chlorsaurer und Essigsaurer	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Kameelhaar, ungesponnen . . .	SCt.	1	12	L.	3	—	18
— — gesponnen, flaches u. ungefärbtes	NCt.	5	—	G.	—	25	18
— — dtto. gefärbtes und gedrehtes	NCt.	7	30	L.	—	25	18
Kammertuch von Baumwolle . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{2}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Kamm-Niethe, Kammzähne von Stahl	NPfd.	—	36	L.	—	3	12
Kämme, Haarkämme von Bein, Horn, Holz, mit oder ohne Verzierungen, von edlen Metallen, von Elfenbein, Schildkrötschalen, Gold und Silber, echt und falsch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Stahl, für Fabrikanten	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— von Rohr, Weberzeug . .	fl. 1 W.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Kampfer, Camphor	SPfd.	—	1	L.	—	2	15
Kaninchen in Bälgen	1 Stück	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Bälge, gemeine rohe . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bearbeitet	NCt.	25	—	L.	—	25	8
— — silberhaarige u. graue rohe	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— dtto. bearbeitet . . .	NCt.	50	—	H.	1	40	8
— Haare	SPfd.	—	3$\frac{1}{2}$	C.	—	8	18
— — nach Ungarn . . .	SPfd.	—	—	—	—	1$\frac{1}{2}$	18
Kanten, Spitzen, Blonden aller Art	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kapaunen	1 Stück	—	1$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Kapern	SCt.	5	—	L.	—	6	2
Kapernecke, aus Helianentuch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kappen von Filz	1 Stück	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Schafwolle . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{2}$	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kappen aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	8 $\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Seide	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— — Floretseide	NPfd.	7	12	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— — Pelzwerk, wie sie vom Kürschner kommen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Kardätschen, Wollkardätschen	NPfd.	—	$7\frac{1}{2}$	C.	—	$1\frac{1}{4}$	12
Kardendisteln	NCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Kari-Pulver. Englisches Gewürz	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Karpfen, Fische	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn, in mit Wasser gefüllten Gefässen	F.	1	$7\frac{1}{2}$	G.	—	$5\frac{1}{2}$	5
— geschlachtet	F.	2	15	G.	—	11	5
Karten, Spielkarten	1 Duzd.	1	48	H.	—	$\frac{3}{4}$	12
Kartoffeln oder Erdäpfel	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Mehl	SCt.	—	24	G.	—	1	2
Käse	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— Küh- und Schafkäse aus Ungarn in Gefässen	SCt.	—	30	—	—	$2\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$2\frac{1}{2}$	2
— gesalzen aus Dalmatien, Oestreich, Albanien und den dazu gehörigen Inseln in den Regierungsbezirk von Venedig zur See eingeführt mit Certificaten	SCt.	2	34	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Kastanien und Maronen	SCt.	—	54	L.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Kattun	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Katzenfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Kaulhaupten, Fische	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn in mit Wasser gefüllten Gefässen	F.	1	$7\frac{1}{2}$	G.	—	$5\frac{1}{2}$	5
— geschlachtet	F.	2	15	G.	—	11	5
Kautschuck, Gummi elasticum, Federharz	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	8
— Fabrikate aus demselben, ohne Beimischung	NCt.	25	—	L.	—	50	27
— verfertigte Waaren von übersponnenem Kautschuck, oder damit gefüttert	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kermes-Körner, Scharlachbeeren	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
Kermes mineral	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Kerne von Quitten, Kürbissen, Gurken etc. etc.	SCt.	—	50	C.	—	5	2
— von Pfirsichen	SCt.	6	—	L.	—	7½	2
Kerzen von Talg oder Unschlitt	SCt.	6	48	L.	—	8½	2
— von gelbem oder weissem Wachs	NPfd.	—	17	H.	—	¼	5
— von Wallrath, Sperma ceti	NPfd.	—	17	L.	—	¼	5
Kessel von Kupfer	NCt.	39	36	H.	—	16½	5
— von Eisen	NCt.	5	24	H.	—	2¼	2
Kesselbraun	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Kibitze	1 Stück	—	1	G.	—	⅛	2
— Eier	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Kienruss, Tutie u. alle Russarten	SCt.	—	30	C.	—	2½	2
Kinderspielsachen, Spielzeug . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Kirschengeist, Kirschwasser . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
Kirschlorbeeren-Wasser darf nur (von Apothekern) aus dem lombardisch-venetianischen Königreiche, Istrien und Dalmatien bezogen werden	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Kisten, leere, von gemeinem Holz, auch eingelegte	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
— von feinem, edlen Holz, mit oder ohne Verzierungen, Gemälden etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Kitzen und Lämmer	1 Stück	—	9	G.	—	½	2
— Felle, rohe	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Kitzleder, sämisch gelb oder weiss in Alaun	NCt.	25	—	H.	—	25	5
— in Knoppern oder Gallus bearbeitet	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
— in Kräutern bearbeitet, auch gefärbt	NCt.	8	20	H.	—	12½	5
Klauen und Hufen	SCt.		2	G.	—	50	2
— nach Ungarn	SCt.		—	—	—	1	2
Kleesaamen	SCt.		50	C.	—	5	2
Kleidungsstücke, auch mit Pelz gefütterte und Bettgeräth, alt und neu	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito kr.
Kleidungsstücke und Wäsche zum Bedarf der Reisenden . . .	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.		
Kleiderbürsten, nicht lackirte .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	2
— lackirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kleister, Schusterkleister . . .	SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Klempnerarbeit	NPfd.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Kleyen	SCt.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
— wohlriechende Mandelkleyen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Klezenbrod	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Klingen zu Degen, Säbeln, Rapieren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Klippfische	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Knallgold und Knallsilber . . .	. . .	verboten.			verboten.		
Knoblauch	NCt.	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Knochen aller Art ausser Schaffüsschen zum Leimsieden . .	SCt.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
Knochenmehl und Knochenasche	SCt.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
— geraspelt zu Streusand .	SCt.	—	43	C.	—	$1\frac{3}{4}$	12
— Gallerte	NPfd.	—	9	L.	—	$\frac{3}{4}$	2
Knöpfe von Gold, Silber, Kupfer, vergoldet oder versilbert, polirtem Stahl oder übersponnen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Zinn	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$	5
— von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	5
Knopfformen von Holz, gemeine Drechslerwaare	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Knoppern u. Knoppernmehl, Ackerdoppen, türkische Eicheln oder Valonien	SCt.	—	4	G.	—	18	2
Diese können auch nach den n. östr. Metzen verzollt werden, und zwar nimmt man zwei gestrichene Metzen Mehl oder drei gestrichene Metzen Knoppern etc. etc. für 1 Ctnr.							
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Kobalt, Kobalterz, Fliegenstein, grauer Arsenik	SCt.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{2}$	2
Kobaltspeisekalk	SCt.	—	6	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Kohlen, Holzkohlen	F.	—	6	G.	—	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
— Reisskohlen	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— Steinkolen	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kohlen, Steinkohlen aus Istrien und Dalmatien	F.	Zollfrei.		G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{4}$
— nach Ungarn	—	—		—	Zollfrei.		
Kokelskörner, Coculi levantici	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Köllnerwasser und Pomeranzenblüthwasser	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	15
Köllner-Erde	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Köllnische Pfeifen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Kolumba- oder Columbo-Wurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Königsblau	SPfd.	—	45	L.	—	$3\frac{3}{4}$	27
Königsgelb, Mineral- oder Kaisergelb, Schütt- u. Neapolitanergelb	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Korallen, echte, weisse und rothe, gebrochen	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— gearbeitet, geschliffen, an Schnüre gefasst, und elastische rothe Fruchtkorallen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— Pulver, wie Parfumerie	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Korallenmoos und Wurmmoos	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Körbe und Korbmacherarbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Koriander	SCt.	1	12	L.	—	3	2
Korinthen, Zantische u. Liparische	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Korkholz, Pantoffelholz	NCt.	—	51	L.	—	$4\frac{1}{2}$	2
— Sohlen und Stöpsel daraus	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Korn oder Roggen Aus Ungarn über den Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.	SCt.	—	16	C.	—	$\frac{3}{4}$	2
Körner, Fisch- oder Kokels-, Spring- oder Trieb- und Kermesskörner od. Scharlachbeeren	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Krähenaugen, Nuces vomicae	SCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Krämereiwaaren, d. i. gemeine zum Kleinhandel geeignete Artikel: z. B. Brieftaschen, Flaschenkeller, Arbeiten aus Pappe und Papier maché, Larven, Laternen, Sack- und Feldspiegel, Schirme, Spielwerke für Kinder, Haarkämme von Holz, Horn und Bein, Tabacksdosen und Pfeifen und Röhre etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Krametsvögel	1 Duzd.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Krapp oder Färberröthe in Wurzeln (Alizari) oder gemahlen	SCt.	—	25	C.	—	6	2
Kratzbürsten von Draht . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kratzschüsseln v. schwarzem Thon	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Kräuter, Blätter und Blumen zur Arznei und Färberei dienlich, wenn sie nicht besonders genannt sind	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Krebsaugen, ganze	SCt.	5	—	L.	—	25	5
— gestossene	SCt.	20	—	L.	—	25	5
Krebse, gemeine und Frösche .	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Meerkrebse und Meerspinnen	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Kreide, gemeine und venetianische	SCt.	—	15	C.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— Bergkreide	NCt.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Bologneser	SCt.	—	30	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Kremnitzer-Weiss	SCt.	5	12	L.	—	$6\frac{1}{2}$	2
Kreuzbeeren	SCt.	1	30	C.	—	$37\frac{1}{2}$	2
Kriegswaffen zum militärischen Gebrauch	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Krimmerfelle, Baranken und Astrakan, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitet	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Kron- und Flintglas	SCt.	—	6	L.	—	24	2
Kronleuchter	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kropfschwamm	NCt.	2	15	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
Kropfstein	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Krüge, gemeine Thonwaaren .	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Krummholzöl	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Krystallglas, geschliffen u. brillantirt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Krystall, Bergkrystall roh . .	NCt.	1	—	L.	—	5	5
— — geschliffen . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— — Arbeiten daraus .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kuchen, ausser Pfefferkuchen u. Confect	fl. 1 W.	—	12	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Pfefferkuchen	SCt.	10	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— — aus Ungarn	SCt.	2	30	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
Kuchensalz, Sud-, Stein- und Meersalz	. . .	verboten.			Zollfrei.		2
Kugellack	SCt.	16	30	L.	—	$27\frac{1}{2}$	5
Kugeln von Blei	NCt.	7	12	H.	—	3	2
Kühe	1 Stück	2	—	C.	—	5	12

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kühhaare	SCt.	—	15	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$1\frac{1}{2}$	2
— gesponnen	SCt.	—	24	L.	—	2	2
— Häute	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
— Leder, sämisch gelb oder weiss in Alaun	NCt.	15	—	H.	—	25	5
— in Lohe oder Knoppern .	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Kukurus, Mais oder türkischer Weizen	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Kümmel, ohne Unterschied, Semen Cumini et Carvi	SCt.	—	36	G.	1	$\frac{1}{2}$	2
— Oel. Oleum Carvi et Cumini	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
Kunstwerke der Malerei und Bildhauerei als solche erwiesen, mit Bewilligung der Behörde . .	fl. 1 W.	—	$\frac{2}{5}$	H.	—	Ge mälde Bild	12 hauer
— für öffentliche Anstalten bildender Künste bestimmte . .	. . .	Zollfrei.				$\frac{1}{4}$	2
Werke nicht mehr lebender Meister dürfen nur mit Bewilligung der Landesstelle ausgeführt werden.							
Kupfererz	SCt.	—	1	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
Kupfer, rohes, als: Platten-, Preisen-, Rosetten-, Spleisen-, Pagament-Kupfer, fremde, nicht cursirende Kupfermünzen . .	NCt.	—	50	L.	—	30	2
— aus und nach Ungarn . .	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.		2
— Schaalwaaren, wie sie vom Hammer kommen, Kupferbleche und Platten für Kupferstecher	NCt.	33	—	H.	—	$16\frac{1}{2}$	5
— Geschirr, Branntweinblasen, Kessel, Nägelkupfer	NCt.	39	36	H.	—	$16\frac{1}{2}$	5
— Draht	NCt.	51	—	H.	—	$21\frac{1}{4}$	5
— gestochene Kupferplatten .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— altes und Bruchkupfer . .	NCt.	—	50	L.	—	30	2
— aus und nach Ungarn . .	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.		2
— Zündhütchen	SPfd.	2	40	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn	SPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{4}$	5
Kupferdruckerschwärze	SCt.	2	—	C.	—	5	2
Kupferstiche	NPfd.	—	54	H.	—	1	12
Kupfer-Vitriol; schwefelsaures Kupfer	SCt.	5	36	L.	—	7	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kupferwasser, schwefelsaures Eisen	SCt.	1	12	L.	—	2	2
Kürschnerarbeit, Pelzwaaren ohne Ueberzüge, so wie sie aus den Händen des Kürschners kommen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½	8
L.							
Laberdan und Kabeljau	SCt.	5	—	H.	—	6¼	5
Lachs, Lachsforellen, Lachssalmen, frisch, gesalzen, geräuchert od. marinirt	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Lack, Gummi-Lack, Schellack	SCt.	—	48	C.	—	20	8
Lack Dye oder Dyk, ganz oder gemahlen	fl. 1 W.	—	3	L.	—	½	27
Lack zur Malerei, als: Florentiner, Londner, Münchner, Pariser und Wiener, von allen Farben	SCt.	45	—	L.	1	15	27
Lacke zum Färben oder Extracte von Campeche und Fernambuc-Holz, Curcuma und Krapp							
Lack, Kugellack in Kugeln und Tafeln	SCt.	16	30	L.	—	27½	5
Lack, Siegellack	NPfd.	—	24	L.	—	½	12
Lackmuss	SCt.	1	—	C.	—	10	2
Limmer	1 Stück	—	9	G.	—	½	2
— Felle, gemeine	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— gemeine, gesalzen und halbgearbeitete	NCt.	8	20	L.	—	25	
— bearbeitete und dergl. Futter	NCt.	16	40	L.	—	25	8
— feine, Astrakan, Krimmer oder Baranken, rohe	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitete	NCt.	50	—	H.	1	40	8
— Leder in Lohe, Knoppern u. Gallus bearbeitet	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
— in Kräutern	NCt.	8	20	H.	—	25	5
Landkarten	NCt.	7	30	L.	—	37½	12
Lapis calamin	SCt.	—	12	L.	—	2½	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
— Cancrorum, ganz	SCt.	5	—	L.	—	25	5
— — gemahlen oder gestossen	SCt.	20	—	L.	—	25	5
— Haemat	fl. 1 W.	—	3	L.	—	½	2
— Lazuli, roh	NPfd.	—	30	L.	—	2½	5
— — geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½	5

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Lapis infernalis	SPfd.	1	36	L.	—	8	27
— spongiae	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Larven oder Masken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Laschitzen-Bälge oder Hermeline	NCt.	100	—	H.	1	40	8
Laternen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Laternae magicae	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
Latten	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Laubsägen für Künstler	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
Läufe von Flinten, Büchsen, Pistolen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	12
Lauge, Seifensiederlauge	SCt.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	$4\frac{1}{2}$	2
— aus und nach Ungarn	SCt.	—	$\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{2}$	2
Laugensalz	SCt.	—	7	C.	—	18	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3	2
Lauthen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Lavendelblüthe	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Wasser, Eau de Lavande	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Lazeroli	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Lebzelten oder Pfefferkuchen	SCt.	10	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	2	30	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
Leder 1) sämisches, gelbes und in Alaun gearbeitetes, weisses Leder und zwar:							
Bock-, Ziegen-, Gems-, Elentthiere-, Hirsch- und Rehleder	NCt.	50	—	H.	—	50	5
Büffel-, Ochsen- und Kuhleder	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Kalbleder	NCt.	35	—	H.	—	50	5
Schweins-, Schaf-, Schöps-, Kitz-, und Sterblingleder	NCt.	25	—	H.	—	25	5
2) In Lohe, Knoppern oder Gallus bearbeitetes Bock-, Schaf-, Lamm-, Geiss-, Kitz-Sterblingleder	NCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Kalb- und Hundsleder, braunes und schwarzes, Kuh- und Terzenleder, Ross- und Seeroossleder, Schweinsleder	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Stiefelschäfte, Vorschuhe, Umschläge von diesen Gattungen Leder							
3) Maschinenleder od. in Kräuter bearb. Bock-, Schaf-, Lamm-,							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Geiss-, Kitz-, Sterblingleder, gefärbt od. ungefärbt . . .	NCt.	8	20	H.	—	25	5
4) Gefärbtes und lackirtes, vergoldetes und gepresstes Leder, als: Kalbleder, Carmoisin, Maroquin, eigentlich Corduan und Saffian, worunter auch das schwarze Geiss- und Schafleder begriffen ist, auch lackirtes, vergoldetes, gepresstes Leder ohne Unterschied . . Chagrin und Pergament . .	NCt.	40	—	H.	—	50	8
5) Juchten ohne Unterschied	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
6) Pfundleder	NCt.	8	20	H.	—	12½	5
Lederabschnitte oder Leimleder, auch Biberleder	NCt.	—	3	C.	—	50	5
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	2	5
Leim, Tischlerleim, ohne Unterschied	NCt.	2	30	L.	—	6½	2
— Vogelleim	SCt.	2	—	L.	—	2½	2
Leimleder	NCt.	—	3	C.	—	50	5
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	2	5
Leinöl	SCt.	2	30	G.	—	6¼	2
Leinsaamen	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Lein- und Hanfwaaren 1) gestrickte und gewirkte aller Gattung, als: Strümpfe, Handschuhe etc.	NPfd.	6	—	H.	—	½	27
2) Gewebte, als: Batist und Schleier	NPfd.	18	—	H.	—	½	27
Für Privaten gegen Bewilligung der Länderstellen	NPfd.	6	—	H.	—		
Bänder, Lanquetten, Zwirngalonen ohne Unterschied, Papier, (Brettchen u. Rollen werden mitgewogen)	NPfd.	2	30	H.	—	½	27
Feine Leinwand, wovon 12 Weben à 50 Ellen oder 20 Schock à 42 Ellen und 16 Gedecke Damasten-Tischzeug nicht mehr als 100 Pfd. Wiener wiegen, Tücher und Tischzeuge aller Art	NPfd.	3	20½	H.	—	½	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Diese aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Alle übrigen gebleichten und ungebleichten, gefärbten, glatten und gestreiften Leinewaaren, als: Bettleinwand, Strohsack- und Siegelleinwand; Sack-, Bett- und Zelt-Zwillich, Federrieth, Gratel ohne Seide, geblümte Drilliche etc. etc. Watte aus Lein- und Hanfwerg . .	NPfd.	—	33	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
aus Ungarn	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Sackleinwand ungebleichte oder Rupfen bei der Ausfuhr in's Ausland oder nach Ungarn .	SCt.	—	—	—	—	3	27
Gemeine Leinwand in Quantitäten die nicht 10 Pfd. übersteigen, für reisende Handwerksbursche und Personen ärmerer Klassen	NPfd.	—	11	G.	—		
Leinwaaren, mit andern Stoffen gemischt, sind wie diese Stoffe zu verzollen.							
Wachsleinwand aller Farben, ohne Unterschied	NPfd.	—	25	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Segeltücher, Schläuche und Feuerlöscherinnen	NPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Gelsengarne, Fliegengitter und dgl. Gaze	NPfd.	—	49	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Netze, Jäger- und Fischer-Netze	NCt.	15	—	L.	—	$18\frac{3}{4}$	27
Leonische Arbeiten, Blätte, Flittern, Folien, Gespinnste, Börten, Schnüre, Quasten, Crepinen und leonischer Dok. . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Lerchen	1 Dutz.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Lichen Islandicus, Kramperlthee	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Lichter von Talg oder Unschlitt	SCt.	6	48	L.	—	$8\frac{1}{2}$	2
— von gelbem oder weissem Wachs	NPfd.	—	17	H.	—	$\frac{1}{2}$	5
— von Wallrath	NPfd.	—	17	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Lichtscheeren, gemeine eiserne .	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Lichtscheren, feine polirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— aus Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Lignum Aloës, Quasiae, sanctum, Sassafras, Sant. alb. et citrin. etc. in Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, geraspelt oder gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— Rinden dieser Hölzer	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Limonien a) Früchte	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — verzuckerte	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Saft	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{4}$	
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Salz oder Säure	SCt.	15	—	L.	—	25	5
a) Sind Limonien den Pomeranzen oder andern höher belegten Früchten in einer Kiste beigepackt, so zahlen sie den nämlichen Zoll wie diese.							
Linsen	SCt.	—	$32\frac{1}{2}$	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Aus Ungarn zahlen sie ausser dem Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständisch. Entschädigungs-Aufschlag							
Linguatolle und Lizze. Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Liqueurs und alle versüssten geistigen Getränke, also auch Punschessenz, Arrak und Rhum in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
— in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Lithographien	NPfd.	—	54	L.	—	1	12
Locken, falsche, von Haaren	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	18
— — — Seide	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Lohe, Gerberlohe, gemahlene und ungemahlene, eichene, birkene und fichtene Rinde oder Borke	F.	—	$4\frac{1}{2}$	C.	—	$22\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	2	2
Lorbeeren und Lorbeerblätter	SCt.	1	24	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Löwenfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr fl.				Transito. kr.	
Diese aus Ungarn	NPfd					10	2
Alle übrigen gebleichten und ungebleichten, gefärbten, glatten und gestreiften Leinewaaren, als: Bettleinwand, Strohsack- und Siegelleinwand; Sack-, Bett- und Zelt-Zwillich, Federrieth, Gratel ohne Seide, blümte Drilliche etc. etc. W						40	8
						—	2
						1	2
				C.	—	5	2
				C.	—	5	2
aus Lein- und Hanfwerg	id.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
aus Ungarn . . .	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Sackleinwand ungeblei	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Rupfen bei der A	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Ausland oder nach	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{3}{4}$	27
Gemeine Leinwan u-Holz in-							
täten die nicht	NCt.	1	15	L.	—	5	2
steigen, für rei	SCt.	5	50	L.	—	5	2
bursche und	SCt.	—	2	C.	—	2	2
rer Klassen	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
Leinwaar gemischt	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
zu ver bezahlt er ausser Wachs verhältnissmässigen Zoll ohn 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Seg zerstossene Weintrauben e als $\frac{5}{8}$ Wein anzusehen. G 100 Pfd. dieses Maisch zahlen also so viel als 100 Pfd. Wein.							
Malerpapier	NCt.	—	3	G.	1	—	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—		1	2
Malereien auf Papier	NPfd.	—	54	H.	—	1	12
— Oelmalereien	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	12
Malz	SCt.	—	12	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	—	10	—	—		
Aus Ungarn noch über den Zoll 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Mandeln in oder ohne Schalen, auch Pfirsichkerne	SCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Oel	SPfd.	—	6	—	—	$\frac{1}{2}$	2
— Kleien, wohlriechende . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{3}{4}$	27
Mandolinen. Musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27

Digitized by Google

	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito kr.
	...t.	1	15	L.	—	12½	5
		—	12	H.	—	½	27
		—	36	H.	—	½	27
...oh	NCt.	50	—	H.	1	40	2
	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
	SCt.	2	15	L.	—	4	2
...oder Wismuth	NCt.	12	—	H.	—	15	2
...uchte mit Zucker							
	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	18
...r, roher	NCt.	—	½	C.	—	½	½
— geschliffener	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½	½
— Arbeiten daraus, grosse, als: Statuen, Büsten, Säulen und andere Steinmetzarbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	½	2
Marmor, kleinere Arbeiten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
Marokinleder	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Maronen und Kastanien	SCt.	—	54	L.	—	1½	2
Martinsholz, rothes Färbholz, ganz	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— geschnitten, gestampft etc.	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Maschinen u. Maschinentheile, die im Inland noch unbekannt sind, gegen Bewilligung	...	Zollfrei.					5
— andere, die keinen eignen Zollsatz haben	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½	5
Masken oder Larven	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	12
Masten- und Schiffbauholz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	½	2
Mastix, Gummi	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
Materialwaaren, die nicht besonders benannt	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Matrazen, Bettgeräthe, den Einwandernden gehörig	...	Zollfrei.					
— andere	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
Matrizen, Buchdrucker-Matrizen	NCt.	6	—	L.	—	7½	5
Matten und Decken von Rohr, Bast, Stroh, Schilf	100 St.	1	15	C.	—	6½	2
Maulbeerblätter	SCt.	—	¼	G.	—	30	2
— aus und nach Ungarn	...	Zollfrei.			Zollfrei.		2
Maulesel, Maulthiere	1 Stück	4	—	G.	—	10	15
— Felle, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Maultrommeln, Brummeisen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Maulwurfsfutter	NCt.	50	—	H.	1	40	8
— bälge	NCt.	25	—	H.	1	40	2
Macis- oder Muskatblüthe	SPfd.	—	24	H.	—	1	18
Mazisöl	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
Medaillen, Denkmünzen	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.		
Medicamente, zubereitete im Wechselverkehr von Ungarn mit den teutschen Provinzen	SCt.	7	30	L.	—	25	2
— aus dem eigentlichen Auslande, nur Apothekern u. Privaten gegen Bewilligung gestattet	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Meerkrebse und Meerspinnen	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
Meerrohr zum Flechten, Stuhlrohr	SCt.	2	12	L.	—	5½	2
— zu Stöcken, in rohem Zustande	fl. 1 W.	—	12	—	—	¼	27
— schon zu Stöcken verarbeitet, beschlagen etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Meersalz	. . .	verboten.			Zollfrei.		2
Meerschaum in Klötzen und rohen Stücken	SPfd.	—	3	L.	—	¼	2
— verarbeitet zu Köpfen, Röhren etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Meerstroh, Seetang	F.	—	2½	G.	—	1	½
Meerzwiebeln	SCt.	—	48	G.	—	2	2
Mehl, ohne Unterschied	SCt.	—	24	G.	—	1	2
Aus Ungarn bezahlt es über den Zoll 4 kr. ständischen Entschädigungs-Aufschlag vom SCt.							
Mehoacana, weisse Rhabarber-Wurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Meissel	SPfd.	—	15	L.	—	½	12
Melonen, Gartenfrüchte	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
— Kerne, Samen	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Menning oder Mennie	SCt.	2	48	L.	—	3½	2
Mercurius, Quecksilber, rohes	SCt.	90	—	H.	—	37½	12
— aus Ungarn	SCt.	4	30	—	—	37½	12
— dulcis, praecipitat. alb. et rubr. et sublimat. corrosiv.	SPfd.	1	12	H.	—	½	12
Messer, feine und gemeine, Messer-, Federmesser- und Gabelklingen, Messerschmiedarbeiten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	12

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Messer, zum Strohschneiden, Strohmesser	NCt.	12	—	H.	—	5	12
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	12
Messing, Tombak und alle übrigen Compositionen aus unedlen Metallen, roh, in Stücken und Stangen	NCt.	26	24	H.	—	11	2
— in Tafeln, Platten und Rollen	NCt.	45	36	H.	—	19	2
Arbeiten daraus, als: Knöpfe, Nadeln, Nägel, Leuchter, Lichtscheeren, Löffel, Fingerhüte etc. etc. und Gelbgiesserwaaren	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Messing, Draht, Perlen-, Kreuzel- auch weisser Schwerddraht	NCt.	43	30	H.	—	18	8
— Drahtsaiten sammt Holz	NCt.	16	40	L.	—	21	8
— geschlagene Arbeiten, sogenannte leonische Blätte, Flittern, Folien, Gespinnste, Borten, Schnüre, Quasten, Crepinen, Dok	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
— Rauschgold	NPfd.	—	$7\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
— Metall-Compositionen, gerieben zum Bronziren mit der letzten Emballage oder Papier	NPfd.	—	12	L.	—	1	8
— alt und gebrochnes Messing in Spänen und Staub, Abfälle von Metallcompositionen, Schabine, Glockenspeise	SCt.	1	36	L.	3	12	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	8	2
Metall, geriebenes (Bronze) zum Bronziren, mit der letzten Emballage	NPfd.	—	12	L.	—	1	8
Meth	SCt.	1	50	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2
Milch und Topfen	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{4}$	
Milchzucker	NPfd.	—	2	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Millefleurs, Oel oder Essenz	SPdf.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Millepedes, Cloportes, Kellerwürmer, getrocknete Insekten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	2
Mineralblau	SPfd.	—	$7\frac{1}{4}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— gelb	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— grün, nicht benannte Farbe	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Mineralien, Fossilien, Conchilien, Versteinerungen, Stufen, Erze							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
und Steine, die nicht besonders belegt	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
Mineralien, geschliffen oder flach bearbeitet	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½	5
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Gold u. Silberstufen dürfen nicht ausgeführt werden.							
Mineralische Wasser, Sauerbrunnen	SCt.	—	36	C.	—	3	2
— künstliche, Struvesche	. . .	ver	boten.				
— im Wechselverkehr zwischen Ungarn und den teutschen Provinzen	. . .	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
Miniaturfarben	SPfd.	1	—	L.	—	27	2½
Missalien, im Auslande gedruckt	. . .	ver	boten.	—	—	—	2
Mist oder Dünger	F.	—	½	G.	—	12	½
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	¼	½
Mithridat oder Theriak	SPfd.	—	54	H.	—	½	2
— für's Vieh	SCt.	27	—	H.	—	11¼	2
Mode und Putzwaaren	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Modelle, wie Maschinen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
Mohnsaft, Opium	SPfd.	1	6	L.	—	5½	8
Mohnsamen — Köpfe	NCt.	—	50	C.	—	5	2
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	¼	2
Moos, gemeines, mit Waldstreu	F.	—	2½	G.	—	1	½
— Isländisches	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
— Corsicaner- oder Wurmmoos — Corallenmoos	NCt.	5	—	L.	—	12½	2
Morcheln, frische	SCt.	—	6	G.	—	½	2
— trockne	SCt.	7	30	C.	—	12½	2
Morphine	SPfd.	1	6	L.	—	5½	8
Moschus oder Bisam	SLoth	—	36	L.	—	2	27
Most von Obst, Aepfeln, Birnen etc. etc.	SCt.	—	28	H.	—	½	2
Weinmost zahlt wie Wein	—	—	—	—	—	—	2
Muffe von Pelzwerk	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	8
Mühlsteine	1 Stück	—	12	G.	—	1	½
— zu Handmühlen	1 Stück	—	3	G.	—	¼	½
Mull, Krapp oder Färberröthe	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Mull-Twist, ohne Untersch. d. Nr.	NCt.	15	—	—	—	50	27
Mumien	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
Münzen, goldne, silberne, so wie							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Schau- Kabinets- und Denkmünzen auch bis auf 25 fl. C. M. Scheidemünzen	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.		
Münzen, Scheidemünzen von Silber, über fl. 25 C. M.	1 Mark	—	1	L.	verboten.		27
— von Kupfer	NCt.	—	50	L.	—	30	2
Murmelthierbälge, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—		—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Muscheln zum Genusse	SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	5
— ausgestochene	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— mit Farben	SCt.	15	—	L.	—	25	27
— leere, zu Gewerben, Kabinette etc. etc.	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Perlmuscheln	NCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Musikalien, gedruckt, geschrieben, eingebunden oder nicht	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Muskatblüthe und Nüsse	SPfd.	—	24	H.	—	1	18
— Oel daraus, gepresst und distillirt	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Musselin	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$sP\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Muster, abgeschnittene, zur Nachahmung, die zu keinem andern Gebrauch dienen können	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
— zur Verwendung geeignet, wie Tücheln, in einzelnen Stücken von jeder Gattung	fl. 1 W.	—	12	L.	—	—	27
Mutternelken, Gewürznelken, Antophillae	SCt.	20	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Mutterzimmt, Cassia lignea	SPfd.	—	13	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Myrhen, Gummi	SCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$	8
N.							
Nägel von Kupfer, Nägelkupfer	NCt.	39	36	H.	—	$16\frac{1}{2}$	5
— von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
— von Eisen	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— vergoldete und plattirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Nähnadeln, ohne Unterschied	NPfd.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	12
Nähseide	NCt.	152	$16\frac{1}{2}$	L.	—	$18\frac{1}{2}$	27
Nankin, echt chinesischer oder ostindischer	NPfd.	—	40	H.	—	$\frac{1}{4}$	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Nankin, europäischer, mit Beimischung von Leinen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	54		—	¼	27
Narvalzähne	NPfd.	—	12	L.	—	1	12
Natron	SCt.	—	11	C.	—	2	2
Neapelgelb	SCt.	2	30	L.	—	12 1/7	2
Nelken, Gewürznelken	SCt.	20	—	H.	—	12 1/7	12
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4	27
Neroli- oder Pomeranzenblüthöl	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4	27
Nerven zum Leimsieden, Leimleder	NCt.	—	3	C.	—	50	2
Nerzenbälge, rohe	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— bearbeitete	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Netze, Jäger- und Fischer-	NCt.	15	—	L.	—	18¾	2
Neu-Gewürz	SCt.	20	—	H.	—	25	2
Nickel, (das Metall) in Körnern oder in schwammichtem Zustande	SCt.	6	40	L.	—	25	2
— mit andern Metallen legirt, Packfong in Stücken u. Stangen	NCt.	26	54	H.	—	11	2
— dtto. in Tafeln, Platten u. Rollen	NCt.	45	36	H.	—	19	2
— gegossne Arbeiten daraus	NCt.	60	—	H.	—	25	8
— geschlagne Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	8
Niesspulver, Schneeberger	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Nihil album, nicht genannte Materialwaare	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Nimpheae, alb. Radix	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Nuces vomicae, Krähenaugen	SCt.	1	30	L.	—	7½	2
Nudeln, Vermicelli, Maschinennudeln	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Nüsse, gemeine	SCt.	—	30	G.	—	1	2
— Oel daraus	SPfd.	—	6	L.	—	¼	2
— Haselnüsse	SCt.	1	—	G.	—	2½	2
— Cocosnüsse	SCt.	—	30	G.	—	1	2
— Acajou-Nüsse, Anakardien	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
— Muskatnüsse	SPfd.	—	24	H.	—	1	18
O.							
Oblaten	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Obst, gemeines, frisches, als: Aepfel, Abrikosen, Birnen, Kirschen, Himbeeren, Pflaumen Pfirschen, Weintrauben, über-							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Haupt alle nicht besonders genannte Obstgattungen	SCt.	—	9	G.	—	½	2
" gedörrtes, getrocknetes u. " Zusatz eines fremden " eingelegtes	SCt.	—	36	L.	—	1½	2
" bis zu 50 Pfd.	SCt.	—	36	G.	—	1½	2
" bis zu 100 Pfd.	SCt.	—	36	C.	—	1½	2
Einsalzen von Früchten, ohne " gekocht	SCt.	1	—	L.	—	2½	2
" gedörrtes und eingelegtes, " Farben bestrichen		verboten.					
Federn	1 Stück	4	—	C.	—	10	12
Felle, rohe	NCt.	—	25.	G.	1	40	2
" nach Ungarn	SCt.	—	—		—	12½	2
Fischleder sämisch, gelb oder " in Alaun gearbeitet	NCt.	15	—	H.	—	25	5
" Pinsleder	NCt.	8	20	H.	—	12½	5
Oculi cancrorum, Krebsaugen, " gute	SCt.	5	—	L.	—	25	5
" gestossene	SCt.	20	—	L.	—	25	5
Fichtenzweige	NCt.	8	—	L.	—	10	2
Fil von Agt oder Bernstein	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Anis	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Bergamotten	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
" Cajaput	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Cardamomen	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Cassia, Cinamom od. Zimmt	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
" Citronen	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
" Cubeben	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Dill	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Fenchel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Hanf	SCt.	2	30	G.	—	6¼	2
" Hirschhorn	SCt.	2	—	L.	—	5	2
" Jasmin	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
" Kalmus	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Kamillen	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Krausemünze	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Krummholz	SPfd.	—	6	L.	—	¼	2
" Kümmel, Cumini et Carvi	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Lavendel	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
" Lein	SCt.	2	30	G.	—	6¼	2
" Lorbeeren	SPfd.	—	6	L.	—	¼	2
" Macassar	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Majoran	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
" Mandeln	SPfd.	—	6	L.	—	¼	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Oel von Mastix	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Melissen und Münze	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Mille fleurs oder Tausendblumen	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4
— Mirhen	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Mohnsamen	SPfd.	—	6	L.	—	
— Muskatnüsse, ausgepresstes, Muskatnusssalbe	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4
— distillirtes und Muskatblüthe	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4
— Nelken	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4
— Neroli- oder Pomeranzenblüthe	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4
— Nüssen, gemeinen	SPfd.	—	6	L.	—	4
— Oliven	SCt.	4	—	L.	—	10
— Palmen oder Cocosnüssen	SCt.	2	30	L.	—	6 1/2
— Pech, schwarzes	SCt.	2	—	L.	—	5
— Poley	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Pomeranzen oder Portugal	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4
— Rauten	SPfd.	—	36	L.	—	2
— von Rosen und Rosenholz, Lig. Rhodii	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4
— Rosmarin	SPfd.	—	6	L.	—	1
— Rübsamen	SCt.	2	30	G.	—	6 1/2
— Salbey	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Sassafras	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Sebenbaum	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Speik oder Spick	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Spermaceti	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Steinöl, schwarzes	SCt.	2	—	L.	—	5
— — rothes und weisses	SPfd.	—	6	L.	—	1
— Springkörner oder Riccini	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Terpenthin	SCt.	2	—	L.	—	5
— Wachholder	SPfd.	—	6	L.	—	1
— Wachs	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Wermuth, Absinthi	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Wohlgemuth	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Ysop	SPfd.	—	36	L.	—	2
— Ziegel	SPfd.	—	6	L.	—	1
— Zimmt, Cassia lignea et Cinamom	SPfd.	2	6	L.	—	1 3/4
— nicht genannte, zur Arznei gehörige	SPfd.	—	15	L.	—	3
Oelkuchen von Rübsamen, Hanf- u. Leinsamen u. Mehl daraus	SCt.	—	9	C.	—	1 1/2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
…eife aus den Freihafen von Triest und Fiume	SCt.	2	30	C.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— alle andern, gemeine . .	SCt.	4	—	C.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— wohlriechende	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
… und Sattinober	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
…, schwarz eingesalzene und getrocknete	SCt.	—	15	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— frische	NCt.	—	15	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— grün eingemachte, Olive in Concia	SCt.	2	—	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— Holz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
— Oel und dessen Geläger .	SCt.	4	—	C.	—	10	2
— — Dalmatiner, mit Certificaten	SCt.	2	—	C.	—	10	2
— Zweige	NCt.	8	—	L.	—	10	2
Onix, Opal	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Operment, Auripigment . . .	SCt.	2	21	L.	—	$11\frac{3}{4}$	2
Opium	SPfd.	1	6	L.	—	$5\frac{1}{2}$	8
Optische Instrumente	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Orangen oder Pomeranzen . .	SCt.	2	15	L.	—	4	2
— Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — verzuckerte	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Blätter	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Blüthen	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— Blüthwasser, Aqua Naphae	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	15
— Blüthöl. Neroli	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
…, Meerfische, frisch . . .	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
…elmacherarbeit	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
…mn, Rocou	SCt.	1	30	C.	—	$37\frac{1}{2}$	8
…elle, rohe, unbereitetes Lichen oder Flechten	SCt.	—	30	C.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— zubereitete, nasse und trockne, Persio, Cudbear . .	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
…sepiae, Fischschuppen für Goldschmiede	NCt.	—	$4\frac{1}{4}$	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2
…tern, Fischotter	NPfd.	—	9	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Felle, rohe	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— — nach Ungarn	NCt.	—	—	—	1	40	—
— — bearbeitete	NPfd.	1	—	H.	—	1	8

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	k
P.							
Packfong, Metall-Composition mit Nickel, in Stücken und Stangen	NCt.	26	54	H.	—	11	
— in Tafeln, Platten u. Rollen	NCt.	45	46	H.	—	19	
— gegossne Arbeiten daraus	NCt.	60	—	H.	—	25	
— geschlagene Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	
Pagamentgold	1 Mark	—	3	L.	ver	boten.	
Pagamentkupfer, fremde Kupfermünzen	NCt.	—	50	L.	—	30	
Pagamentsilber	1 Mark	—	1	L.	ver	boten.	
Palm- und Oelbaumzweige	NCt.	8	—	L.	—	10	
Palmöl	SCt.	2	30	L.	—	6½	
Pantherfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	
Pantoffelholz, Kork	NCt.	—	51	L.	—	4½	
Papier, Schrenz-, Concept-, Kanzlei-, Goldschläger-, Seiden-, Einleg-, weiss Tapeten-, Elephant-, Noten-, rastrirt oder nicht, Rost-, Pack-, Hauben-Papier, geleimt oder ungeleimt, ohne Unterschied des Formats und der Benennungen	NCt.	3	20	H.	—	4	
Diese Papiere aus Ungarn	NCt.	—	25	—	—	4	
— alle übrigen Papiergattungen, weiss, glatt, gedruckt, gefärbt oder gemalt, ausser Spalier	NCt.	10	—	H.	—	12½	
Papiertapeten oder Spalier	NPfd.	1	12	H.	—	½	
— Späne oder Pressspäne	NCt.	—	5	C.	—	2	
— Makulaturpapier	NCt.	—	3	G.	1	—	
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	
Papier maché, Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	
— Rauchpapier		ver	boten.				
Pappe oder Pappendeckel	NCt.	—	50	C.	—	½	
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	
Paprika, rother oder spanischer Pfeffer	SCt.	6	—	H.	—	7½	
Paradiessäpfel, eine Art Pomeranzen	SCt.	7	30	L.	—	12½	

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Liessäpfel, Tomate, zu Saucen,							
ache	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
eingemachte, ohne Zucker	fl. 1 W.	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
uskörner, Maniguette, Car-							
excort.	NPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
bravae Radix	SCt.	1	40	L.	—	5	2
ebewaaren, als: wohlrie-							
Wasser, Pomaden, Pul-							
Seifen, Kräuterpolster,							
essige	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
. . . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Waid zum Färben .	fl. 1 W.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
, ...	fl. 1 W.	—	12	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
. . . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
s und schwarzes .	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
. . . . .	NCt.	2	24	L.	—	3	2
schwarzes Steinöl . .	SCt.	2	—	L.	—	5	2
, oder Felle von Bä-							—
chsen, gemeinen Füch-							—
ren Klauen u. Schweife,							
en Kaninchen, weissen							
, Katzen, Billmäusen, Bi-							
atzen, Murmelthieren, Berg-							
en, Löwen, Panthern, Ti-							
, Wölfen, Affen, Seehun-							
, Vielfrass, Schuppenfelle							
Schweife, Schweifchen von							
n und Eichhörnchen . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2 —
diese Felle bearbeitet . .	NCt.	25	—	L.	—	25	8
von Hamstern, Iltissen, sil-							
haarigen und grauen Ka-							
chen, Luchsen, Luchskatzen,							
lwürfen, feine Schaf-, Läm-							
r- und Ziegenpelze, als:							
gora, Astrachan, Krimmer							
e, etc. in rohem Zustande, auch							
bola	NCt.	25	—	H.	1	40	2
Diese bearbeitet, und Fuchs-							
cken, Kehlen, Wammen und							
cken, Eisvögel, Gänse- und							
chwanenhäute	NCt.	50	—	H.	1	40	8
v. Fehen u. Chinchillas, Mar-							
dern, Nerz u. Fischottern, roh	NCt.	50	—	H.	1	40	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Diese bearbeitet, Fuchswammenfutter in Tafeln, blaue, schwarze, weisse und Kreuzfuchsbälge, Hermelin und Zobeln, nebst deren Schweifchen roh und verarbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1
Pelzwerk, fertiges nicht überzogenes, als: Fuchs- und Lämmerpelze, Mützen, Muffe, Wildschuren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
Mit Pelzwerk gefütterte und ausgeschlagene Kleidungsstücke Pekesche etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Percispada Meerfische, frisch .	SCt.	2	30	G.	—	12½
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½
Pergament	NCt.	40	—	H.	—	50
— Abschnitzel	NCt.	—	3	C.	—	50
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	2
Perückenmacherarbeit von Haaren	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼
— von Seide, als: Seidenlocken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Persio, Cudbear, trockne prepar. Orseille	SCt.	7	30	L.	—	12½
Perspective, sowohl werthvolle als kleine, gemeine mit Fensterglas	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼
Perlasche	SCt.	—	7	C.	—	18
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3
Perlen, echte, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼
— falsche, dtto.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
— Glas- und Schmelzperlen .	NCt.	120	—	H.	—	4
— Muscheln, Perlmutterschalen	NCt.	2	30	L.	—	12½
Perlenmutterarbeiten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Perlhühner	1 Stück	—	3	G.	—	¼
Pfähle und Pfosten	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼
Pfeffer, schwarzer, weisser und langer, schwarzer Wunderpfeffer und Neugewürz, echter Pfefferstaub und Pfefferpfusti .	SCt.	20	—	H.	—	25
— rother spanischer und Cayenne, Paprica	SCt.	6	—	H.	—	7½
— gestielter, Cubeben . . .	NCt.	9	—	L.	—	22½
Pefferkuchen, Lebzelten . . .	SCt.	10	—	L.	—	12½
— aus Ungarn	SCt.	2	30	—	—	12½

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
rmünzkraut	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Oel	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
Zelten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
hr, in rohem Zustand .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Stöcken bearbeitet, be-							
etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
usikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
cks-, ausser Köllnische	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12 u. 27
nische	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
d Füllen	1 Stück	3	—	G.	—	$7\frac{1}{2}$	15
, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
und Schweife . . .	NCt.	—	24	L.	1	—	2
Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	2
. . . . .	NPfd.	1	—	H.	—	$1\frac{1}{4}$	18
. . . . .	SCt.	—	2	G.	—	50	2
und Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	1	2
. . . . .	SCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Versetzen . . .	F.	—	6	G.	—	$2\frac{1}{2}$	2
der Stöpsel von Kork,							
. . . . .	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
. . . . .	NCt.	8	20	H.	—	$12\frac{1}{2}$	5
. . . . .	SLoth	—	$2\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
. . . . .	SCt.	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	2
rinae	SCt.	2	15	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
, Nelkenpfeffer . . .	SCt.	20	—	H.	—	25	2
isse oder Pistazien .	SCt.	20	—	H.	—	25	2
Pignoli, Zirbisnüsse .	SCt.	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	2
von Haaren und Borsten							
Art	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
. . . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
gezeichnete zum Gebrauch							
k. Militär	NCt.	7	30	L.	—	$37\frac{1}{2}$	12
Metall	1 Mark	—	3	L.	verboten.		27
verarbeitet	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
hen, Fische	SCt.	2	—	L.	—	5	5
he Radix, Gichtrosenwurzel	SCt.	1	40	L.	—	5	5
er Franzosen-Holz, Lig-							
nanctum, ganzes . . .	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
mahlen, geschnitten, ge-							
. . . . .	SCt.	3	20	L.	—	5	2
virgin. oder Senegawurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
naris Radix	SCt.	1	40	L.	—	5	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Pomaden, wohlriechende . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Pomeranzen	SCt.	2	15	L.	—	4
— Blüthen	SPfd.	—	24	L.	—	½
— Blüthwasser, Aqua naphae	SPfd.	—	12	L.	—	¼
— Blüthöl, Neroli	SPfd.	2	6	L.	—	1¾
— Oel, Portugal	SPfd.	2	6	L.	—	1¾
— Schalen	SCt.	1	30	L.	—	2½
— — überzuckerte . . .	SPfd.	—	18	L.	—	¼
— Blätter	SCt.	—	18	L.	—	1½
Pontäpfel	SCt.	2	15	L.	—	4
Porzellanerde	SCt.	—	2	C.	—	2
Porzellan, aller Art . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
— nach Ungarn	—	—	—	—	Zollfrei.	
Posamentirarbeit, nicht besonders benannte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Posten oder kleine Bleikugeln .	NCt.	7	12	H.	—	3
Pottasche, Narveserasche . . .	SCt.	—	7	C.	—	18
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3
Pressen von Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼
Pressspäne	NCt.	—	5	C.	—	2
Puder oder Haarpuder	SCt.	4	48	L.	—	6
Pulver, Schiesspulver, mit Bewilligung des k. k. Artillerie-Hauptzeugamtes	NCt.	21	—	H.	—	10
Pumpen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼
Punsch-Essenz in Fässern . .	SCt.	13	21	H.	—	16¾
— — in Bouteillen . .	SCt.	10	—	H.	—	12½
Putzwaaren, als Männer- und Frauenzimmer-Putzwaaren, ohne Unterschied, Federschmückerarbeiten, Stickereien und Fransen aller Art, Stroh, Holz u. Basthüte, Strohkappen, Borduren, Crepinen und Gewinde von Stroh, künstliche Blumen und falsche Perlen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Puzzolan oder Lavaerde . . .	SCt.	—	½	C.	—	¼
Q.						
Quadersteine, gehauene . . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼
Quassiaholz in Stücken . . .	NCt.	—	12½	C.	—	5
— geraspelt oder geschnitten	SCt.	3	20	L.	—	5

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Quassia-Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Quecksilber oder Mercurius, rohes	SCt.	90	—	H.	—	$37\frac{1}{2}$	12
— aus Ungarn	SCt.	4	30			$37\frac{1}{2}$	12
— Präparate aller Art, als: Aezendes Quecksilber, rothes und versüsstes Präcipitat . .	SPdf.	1	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	12
Quercitron-Riede	SCt.	—	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Querpfeifen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Quitten	SCt.	2	15	L.	—	4	2
— Kerne	SCt.	—	50	C.	—	5	2
R.							
Radeisen, Wagenschienen . . .	NCt.	6	—	H.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Radix Cypria, Columbo, Mandragor. Rhataniae, Jalapp. Rhei, Raponticae, Giftwurzel oder Coutrajerva. Mehoacana Ipecacuanha, Salep, Turbith. Senegae, Serpentariae, Sassaparill, Zedoaria	SCt.	5	—	L.	—	25	2
Rad. Curcumei, Alcannae, Rub. tinctor. Nimphene alb. . . .	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Radix Chinae, Valerianae, Gentianae, Liquirit. und alle medizinischen nicht besonders genannten Wurzeln . . . . . Diese Wurzeln geschnitten od. gemahlen zahlen gleichen Zoll.	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Rahmen zu Bildern und Spiegeln	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Rappiere und Rappierklingen .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Rase, Meerfische, frische . . .	SCt.	—	48	G.	—	4	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	2	24	L.	—	4	5
Raspeln, gemeine	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	2
— feine	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
Rauchpapier	. . .	verboten.			—	—	27
Rauchpulver, Rauchkerzen . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Rauschgold	NPfd.	—	$7\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Rebhühner	1 Stück	—	2	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Rechen von Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Rechentafeln von Schiefer und deren Griffel	NCt.	1	36	L.	—	4	2
— von Papier od. andern Stoffen, mit Schieferfarbe überzogen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Regenschirme und Sonnenschirme	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Regulus Antimonii	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	—	—	$2\frac{1}{2}$	2
Rehe	1 Stück	—	$36\frac{1}{2}$	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
— Felle, rohe	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— Leder, sämisch gelbes	NCt.	50	—	H.	—	50	5
Reife von Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Reis	SCt.	—	54	L.	—	$2\frac{1}{4}$	2
Reissblei, Graphit	SCt.	—	6	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
Reisskohlen	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Reitpeitschen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Reps oder Rübsaat	SCt.	—	8	C.	—	1	2
— Oel	SCt.	2	30	G.	—	$6\frac{1}{2}$	2
— — Kuchen	SCt.	—	9	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Rhabarber u. Rapontika-Wurzeln (ganz oder geschnitten) Rhatania	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Riehte v. Stahl, zu Weberkämmen	NPfd.	—	36	L.	—	3	12
Riemer-, Taschner- und Sattlerarbeit, mit Ausschluss der Wagen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Rinden zur Arznei, ausser China-Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
— China-Rinde, graue, gelbe, rothe	SPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— China nova und Angustura-Rinde	. . .	verboten.					12
— zur Färberei, ausser Quercitron	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Quercitron-Rinde	SCt.	—	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— zur Gärberei, eichene, birkene, fichtene, gemahlen oder nicht	F.	—	$4\frac{1}{2}$	C.	—	$22\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	2	2
Rinder. Ochsen und Stiere	1 Stück	4	—	C.	—	10	12
— Kühe u. Kälber über 1 Jahr	1 Stück	2	—	C.	—	5	12
— Haare	SCt.	—	15	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$1\frac{1}{4}$	2
— — gefilzte und gesponnene	SCt.	—	25	L.	—	2	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Rogen, Fischrogen vom Hausen, Caviar	SCt.	20	—	L.	—	25	5
— von Karpfen und andern gemeinen Fischen	SCt.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	5
Roggen oder Korn	SCt.	—	16	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Aus Ungarn zahlt es ausser dem verhältnissmässigen Zoll noch 4 kr. pr. SCt. ständ. Entschädigungs-Aufschlag.							
Rohr, gemeines Schilfrohr	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G	—	1	$\frac{1}{4}$
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	
— Bambus, Spanisches- und Pfeffer, auch sogenanntes Zuckerrohr in rohem Stande	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Dieses Rohr zu Stöcken verarbeitet, mit Beschläg etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— Stuhlrohr zum Flechten	SCt.	2	12	L.	—	$5\frac{1}{4}$	2
— zu Weberkämmen, roh.	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Rohrblätter, Rohrkämme für Weber	fl. 1 W.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Rohrhühner	1 Stück	—	1	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Rohrkassia, Cassia fistula	NPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Rombi, Seefische	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Rosenblüthen	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— Oel oder Essenz	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Rosenholz, ganzes zu Tischlerarbeiten	NCt.	1	15	L.	—	5	2
— zur Fournirung zugeschnitten	SCt.	5	50	L.	—	5	2
Rosinen, Zibeben	SCt.	4	—	L.	—	5	2
— verdorbne zum Essigsieden	SCt.	—	12	L.	—	5	2
Rosmarin, Kraut und Blüthe	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Aepfel	SCt.	2	15	L.	—	4	2
Rosoglio in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
— in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Rosshaare, ohne Unterschied	NCt.	—	24	L.	1	—	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	2
Rosshaarzeug	NPfd.	1	—	H.	—	$1\frac{1}{4}$	18
Röthe, Färberröthe oder Krapp	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Röthel oder Rothstein in Stücken	SCt.	—	24	L.	—	12	2
— nach Ungarn	—	—	—	—	—	2	2
— in Holz gefasst	SPfd.	—	21	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Rothschär, eine Art Stockfisch	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Rothwild, ausser Decken	SCt.	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Rüben	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Rüben, eingemachte oder saure	fl. 1 W.	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Runkelrüben	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Rubine, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Rübsaat oder Samen	SCt.	—	8	C.	—	1	2
— Oel	SCt.	2	30	G.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— — Kuchen u. Mehl daraus	SCt.	—	9	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Rum oder Rhum in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	2
— — — in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Rundfisch	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Russ	SCt.	—	30	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
S.							
Säbel und Säbelklingen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Sackleinwand und Sackzwillich	NPfd.	—	33	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Safflor	SCt.	1	15	C.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Saffran	SPfd.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	27
Saftgrün	SCt.	5	—	L.	—	25	5
Sago	SCt.	4	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Saiten, Darmsaiten	NPfd.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	27
— Drahtsaiten sammt Holz	NCt.	16	40	L.	—	21	8
Sal acetos. Sauerkleesalz	SCt.	15	—	L.	—	25	27
— ammoniac, Salmiak	SPfd.	—	9	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— citri, Citron-Säure	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— essentiale tart., Weinsteinsäure	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— mirabile Glauberi. Glaubersalz, rohes und calcinirtes	SCt.	—	40	L.	—	10	5
— nach Ungarn	SCt.	—	—	L.	—	$1\frac{1}{2}$	5
— cristallisirtes	SCt.	1	4	L.	—	$1\frac{1}{4}$	5
— gemmae. Steinsalz	. . .	ver	boten.		Zo	llfrei.	2
— succini, Bernsteinsalz	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Salami, Würste	SCt.	12	—	H.	—	15	2
— aus und nach Ungarn	SCt.	3	—	—	—	$7\frac{1}{2}$	2
Salep-Wurzeln, ganz, geschnitten oder gemahlen	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Salicine	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Salmen, Lachssalmen, frisch oder geräuchert	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Salmiak	SPfd.	—	9	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— Geist	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Salniter oder Salpeter	SCt.	3	45	L.	—	$18\frac{3}{4}$	5
— in Zelten	NCt.	9	—	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
Die Ein- und Ausfuhr des Sal-							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
...ters wird nur gegen Bewilli...							
...ung des k. k. Artillerie-Haupt...							
...amtes, und im lomb. venet.							
...königreich gegen die der k. k.							
...ernien gestattet.							
...rille, Wurzeln	SCt.	5	—	L.	—	25	12
...Bad-, Stein- und Meersalz	. . .	ver	boten.		Zo	llfrei.	2
...ühe zur Begiessung gesal...							
...er Fische, auch der mari...							
...en, Salamoja und Concie							
...ccotto morato	SCt.	—	44	G.	—	1	2
...e, Säuren und Geister, die							
...nicht besonders benannt sind,							
...zu welchem Gebrauch sie im...							
...mer dienen mögen	SCt.	15	—	L.	—	25	5
...ure oder Salzgeist, Acide							
...rique	SCt.	5	—	L.	—	5	5
..., als: Arznei- und Gar...							
...mensamen, Wald- und Feldsa...							
...men, mit Ausnahme des Ge...							
...treides, auch zur Färberei dien...							
...licher Samen, die nicht beson...							
...ders belegt sind	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Wald- u. Leinsamen darf auch							
bei den Gränzämtern in Ver...							
...zollung genommen werden.							
...nisches gelbes Leder:							
...ock-, Ziegen-, Gems-, Elen...							
...thier, Hirsch- und Rehleder	NCt.	50	—	H.	—	50	5
...ffel-, Ochsen- und Kuhleder	NCt.	15	—	H.	—	25	5
...albleder	NCt.	35	—	H.	—	50	5
...chweins-, Schaf-, Schöps-,							
...Kitz- und Sterblingleder . .	NCt.	25	—	H.	—	25	5
...nd, gemeiner, zum Bauen etc.	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{4}$
— nach Ungarn	F.	. .	. .	. .	Zo	llfrei.	$\frac{1}{2}$
...mmdarak, Gummi	SCt.	—	48	C.	—	20	8
...mandelholz, rothes, ganzes in							
...Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— gemahlenes, auch Caliatour	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— gelbes u. weisses in Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, gestampft . .	SCt.	3	20	L.	—	5	2
...mdkapellen von scharzem Thon	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{4}$	2
...apan, Bimas Sapan Holz in							
...Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, gestampftes etc.	SCt.	3	20	L.	—	5	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr fl.	kr.
Saphire, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼
Sardellen und Sardelloni, Sardinen, frisch	SCt.	1	15	G.	—	6
— gesalzen und marinirt	SCt.	3	45	L.	—	6
Sarratula tinctor. Färbekraut	SCt.	—	18	L.	—	7½
Sassafras-Holz in Stücken	NCt.	—	12½	C.	—	5
— geschnitten, geraspelt, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5
— Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5
Sassaparilla-Wurzel, ganz oder geschnitten	SCt.	5	—	L.	—	25
Sattler- und Riemerarbeiten, ausser Wägen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼
Sattinober, feiner Oker	SCt.	—	6	C.	—	2½
Sauerbrunnen, mineralische Wasser in Kisten	SCt.	—	36	C.	—	3
— in Krügen, ohne in Kisten verpackt zu seyn	100 Kr.	2	48½	C.	—	14¼
— im Wechselverkehr m. Ungarn	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.	
— künstliche Struvesche Mineralwasser	. . .	verboten.				
Sauerkraut und saure Rüben	fl. 1 W.	—	6	G.	—	¼
Sauerkleesalz	SCt.	15	—	L.	—	5
Säuren, als: Schwefel-, Salz- und Salpetersäure (Vitriolöl, Salzgeist und Scheidwasser), Bleizucker, (Essigsaures Blei), Boraxsäure, Chlor- und Essigsaurer Kalk	SCt.	5	—	L.	—	5
Säuren, alle andern nicht benannten und Aez-Reservagen	SCt.	15	—	L.	—	25
Scamonium	SPfd.	—	18	L.	—	3
— Magisterium	SPfd.	—	36	L.	—	1½
Scapulire	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Scarbini, Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	12½
— getrocknet, geräuchert, marinirt, gesalzen	SCt.	7	30	L.	—	12½
Schachteln	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼
Schachtelhalm, Winterkannenkraut, Presle	NCt.	—	19½	C.	—	3¼
Schafe, Widder, Hämmel	1 Stück	—	18	G.	—	1
Schaffelle, gemeine rohe	NCt.	—	50	G.	3	20
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25
— bearbeitete und derlei Futter	NCt.	8	20	L.	—	25

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Fieder, gelb sämisches und							
sses in Alaun	NCt.	25	—	H.	—	25	5
in Lohe u. Knoppern gearbeit.	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
in Kräutern	NCt.	8	20	H.	—	12½	5
chwarzes, gefärbtes, Cor-							
, Maroquin, Saffian . .	NCt.	40	—	H.	—	50	8
ässchen zum Leimsieden	NCt.	—	9	C.	—	45,	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	4	2
Wolle, nebst Abfällen und							
gener Wolle	SCt.	—	30	G.	1	—	5
nach Ungarn	. . .	. .	. .	. .	Zo	llfrei.	5
Waaren, gestrickt, gewebt,							
kt, von reiner Wolle oder							
imischung von Leinen od.							
- und andern Thierhaa-							
, aus dem Ausland durchaus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP½	27
Aus Ungarn:							
e Beimischung eines frem-							
den Stoffes: Zeuge, Hauben,							
Handschuhe, Strümpfe, Bän-							
der, Binden, Plusch, Decken,							
Gallonen, Schnüre, Kotzen,							
Teppiche, Flanell, Tuch,							
Molton, Ratin, Friess u. dgl.	NPfd.	—	24	—	—	¼	27
chafwollen, gemeine und mit-							
telfeine Tücher, Beuteltuch,							
Rasch, gemeine wollne Hau-							
ben, Socken, Strümpfe,							
Faustlinge etc.	NCt.	16	—	—	—	25	27
oden, Hallinentuch, gemeine							
Flanelle, gemeine Kotzen u.							
und wollne Gürtel, Hutab-							
schnitte, Tuchenden . . .	NCt.	2	—	—	—	10	27
Diese reinen Wollwaaren nach							
Ungarn	SCt.	—	—	—	—	5	27
chafwollwaaren m. Beimischung							
von leinenem Garn, Hasen u.							
andern Thierhaaren, Hand-							
schuhe, Stürmpfe u. dgl. .	NPfd.	—	12	—	—	¼	27
eiden und Schleihen, frisch							
oder getrocknet	SCt.	1	30	G.	—	3½	5
— aus Ungarn, in mit Wasser							
gefüllten Behältnissen . . .	F.	1	7½	G.	—	5½	5

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	kr.
[illegible] Schafleder, geschlachtet	F.	2	15	G.	—	11
[illegible], Salpetersäure . .	SCt.	5	—	L.	—	5
[illegible]	SCt.	—	48	C.	—	20
[illegible], Schafscheeren . . .	NCt.	7	—	L.	—	8¾
[illegible], 1 Stück aus [illegible]		—	2	L.	—	5
— [illegible] nicht polirte .	NCt.	12	—	H.	—	5
[illegible] polirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
[illegible]	fl. 1 W.	—	3	G.	—	½
[illegible]	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼
Rechentafeln und Griffel .	NCt.	1	36	L.	—	4
[illegible], zum Verkauf bestimmt	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼
zum Transport . . .	. . .	Zollfrei.		—	Zollfrei.	
[illegible]	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½
[illegible]	SCt.	3	—	L.	—	3¾
Schalen, Schildpatt und						
[illegible] davon	NPfd.	—	27	L.	—	4½
Arbeiten daraus . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
[illegible]	F.	—	2½	G.	—	1
nach Ungarn	F.	—	—	—	—	¼
[illegible], Fisch, frisch od. getrocknet etc.	SCt.	8	—	G.	—	12½
Schindeln	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼
[illegible], mit Inbegriff 25 kr. Versehrungssteuer	SCt.	2	55	L.	—	6½
aus Ungarn dtto. . . .	SCt.	1	40	—	—	6½
[illegible], Sonnen-, Regen-, Lichtschirme	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
[illegible] von Hanf	NPfd.	—	18	H.	—	½
von Leder	fl. 1 W.	—	12	—	—	¼
Schleifsteine	1 Stück	—	9½	C.	—	2
Wetzsteine für Sensen und [illegible]	100 St.	—	19	C.	—	2
Handschleifsteine für Goldarbeiter	100 St.	—	1	C.	—	2½
— alle übrigen Handschleifsteine	100 St.	—	36	C.	—	3
[illegible]	NPfd.	18	—	H.	—	½
[illegible]	SCt.	2	—	L.	—	5
[illegible], gemeine, zum Wassertransport	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼
— Lasur- oder gepolirte, [illegible]	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
en, beladene, oder den Rei-							
en dienende	—	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
erarbeiten, gemeine, glatt-							
bene und verzinnte . .	NCt.	60	—	H.	—	25	12
e	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
zu Flinten, Terzerolen,							
n	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
kraut, Sumach	SCt.	—	9	C.	—	1½	2
, nebst Eschel und Blau-							
; Wasch- und Neublau							
t	SCt.	24	—	H.	—	2	2
Schmeer, Speck, Schwein-							
nsefett	SCt.	2	30	G.	—	5	2
e	NPfd.	—	36	H.	—	¼	27
en	NCt.	120	—	H.	—	4	27
iegel	SCt.	—	24	H.	—	1¼	2
e, rothe	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
eise	. . .	ver	boten.		ver	boten.	
gel und Trippel in Stücken	NCt.	—	9	C.	—	22½	2
ach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3¾	2
gepulvert, Schlief od. Spult	SCt.	2	—	L.	—	5	2
ck, echter	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼	27
echter, Strass, falsche Per-							
etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
len von Gold, Silber, Stahl	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
von Messing, ohne Vergol-							
g	NCt.	60	—	H.	—	25	8
eberger, Niesspulver oder							
genannter Tabak . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
ecken	SCt.	1	—	G.	—	2½	5
kolate	NPfd.	2	6	H.	—	1	27
nach Ungarn	—	—	—	—	Zo	llfrei.	27
llen, Fische, trockne . .	SCt.	2	—	L.	—	5	5
pse	1 Stück	—	18	G.	—	1	2
Felle, gemeine rohe . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
ot oder Hagel, Vogeldunst	NCt.	7	12	H.	—	3	2
he u. Schuhmacherarbeit von							
eder, Filz und andern Stoffen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	½	8
aus Ungarn	fl. 1 W.	—	2½	—	—	½	8

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr fl.	Ausfuhr kr.
Schuhwichse	SCt.	15	—	L.	—	25
Schuppenfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25
Schusterkleister	SCt.	2	—	L.	—	2½
Schüttgelb	SCt.	2	30	L.	—	12½
Schwämme. Bad- und Pferdschwämme	NPfd.	—	12	L.	—	½
— Kropf- und Schnitzschwämme	NCt.	2	15	L.	—	1½
— Lerchen- und Hollunderschwämme	SCt.	3	30	L.	—	17½
— Feuerschwamm	NCt.	1	—	L.	—	2½
— zum Genusse, ausser Trüffeln, frische	SCt.	—	6	G.	—	½
— getrocknet oder eingesalzen	SCt.	7	30	C.	—	12½
— Trüffeln, frische	NCt.	15	—	G.	—	37½
— gedörrt oder in Oel	SCt.	15	—	G.	—	37½
— aus Ungarn	SCt.	3	45	—	—	37½
Schwanen	1 Stück	—	4	G.	—	¼
— Kiele	1000 St	1	—	L.	—	2½
— Häute	NCt.	50	—	H.	1	40
Schwarzstein	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼
Schwarzwild, ausser den Decken	SCt.	—	36	G.	—	1½
Schwefel, ohne Unterschied	SCt.	—	50	L.	—	1½
— Blüthe, Blumenschwefel	SCt.	4	—	L.	—	2½
— Säure, Vitriolöl, weiss und braun	SCt.	5	—	L.	—	5
Schweine. Eber, gemästet und ungemästet, Frischling	1 Stück	1	—	G.	—	2½
— Spanferkel	1 Stück	—	3½	G.	—	¼
Schweine, wilde	1 Stück	—	48	G.	—	2
— Fett- oder Schmalz	SCt.	2	30	G.	—	5
Schweinshaare u. Abfälle v. Borsten	SCt.	—	30	G.	1	15
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½
— Häute	NCt.	—	25	G.	1	40
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½
Schwerdfegerarbeiten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	1
Schwerspath	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼
Schwindelkörner, Cubeben	NCt.	9	—	L.	—	22½
Scillae marinae, Meerzwiebeln	SCt.	—	48	G.	—	2
Scorpionen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	½
Seeblumenwurzel, weisse. Radix nymphaeae	SCt.	—	25	C.	—	5
Seegras, Seetang	F.	—	2½	G.	—	1
nach Ungarn	F.	—	—	—	—	¼

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ndsfelle, rohe	SCt.	10	—	L.	1	40	2
uleder	NCt.	15	—	H.	—	25	5
uch	NPfd.	—	18	H.	—	½	27
Cocons zum Abwinden	NCt.	—	16	G.	verboten.		27
men-Cocons, rohe und reichte	NCt.	—	13	G.	3	14	27
e, ungesponnene . . .	NCt.	—	39	L.	45	—	27
sponnene zum Einschlag, g etc.	NCt.	50	50	L.	22	30	27
gleichen gereinigte u. ge-	NCt.	63	19½	L.	12	—	27
äh-, Strick- und Wirk-	NCt.	152	16½	L.	4	18½	27
meide	NCt.	40	—	L.	8	19	27
meide, rohe, und Sei- Strazza di Seta, di sta di doppio, capi- Stimme non scartamezzate, gregia	NCt.	—	13	L.	6	32	27
e und gehechelte und mbfälle anderer Art als genannte	NCt.	—	13	L.	—	34	27
rohe, gemeine, gesponnene gezwirnte Floretseide . .	NCt.	2	—	L.	—	34	27
gesponnene Floretseide der ten Gattung, weisse Fan- e genannt	NCt.	8	—	L.	—	34	27
a) gesponnene, gereinigte gefärbte Floretseide . . .	NCt.	21	32	L.	—	17	27
Alle inländischen als solche timirten Seidengattungen u. cons sind im Wechselverkehr Ungarn Zoll- und Dreissigst- ey.							
enwaaren ohne Beimischung ei- s fremden Stoffes, brochirte, onnirte, geflammte, gemalte, stickte Zeuge u. Tücheln, Mi- tur und façonnirter Sammt, stickte und Bordur-Kleider nd Westen	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
glatte, pikirte, gestreifte Seidenzeuge und Tüchel, Da- aste, glatte Sammte, Seiden-							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr fl.	Ausfuhr kr.
Moltone u. Felbel, Dünntuch, Flöre, Fliegengitter, seidene Strümpfe, Handschuhe, Hauben, Sammt- und Seidenbänder etc.	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$
Seidenwaaren, Floret u. galetseidne Bänder, Handschuhe, Hauben, Strümpfe, Watte etc. . . .	NPfd.	7	12	H.	—	$1\frac{1}{2}$
— mit Beimischung, als: ganz und halbreiche Zeuge, Sammte, Kleider und Westen	NPfd.	24	—	H.	—	6
— halbseiden und Bastzeuge, halbseidene Moltone, Felbel u. Tüchel	NPfd.	3	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Seidenlocken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Seidenwurmeier	SPfd.	—	8	C.	—	$39\frac{3}{4}$
Seife, gemeine, und Oelseife ohne Wohlgeruch	SCt.	4	—	C.	—	$6\frac{1}{4}$
— in den Freihäfen von Triest und Venedig und in den ungarischen Häfen erzeugte, mit Certification	SCt.	2	30	C.	—	$6\frac{1}{4}$
— wohlriechende	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Seignette Salz	SCt.	15	—	L.	—	25
Seilerarbeit aus Flachs, Hanf, Werg, Bast und Sumpfgras .	NCt.	18	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$
Selenit oder Frauenglas . . .	NCt.	—	54	L.	—	$2\frac{1}{4}$
Senegawurzel, Poligala Virginica	SCt.	5	—	L.	—	25
Senfkörner und Senfmehl . . .	SCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$
— zubereiteter	SCt.	10	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$
Sennesblätter	SCt.	4	30	L.	—	$22\frac{1}{2}$
Sensen und Sicheln	NCt.	12	—	H.	—	5
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5
Sepia	SPfd.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$
Serpentaria, Schlangenwurzel .	SCt.	5	—	L.	—	25
Serpentinstein, roher	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$
Setzlinge von Bäumen und Pflanzen, ausser Hopfen	F.	—	6	G.	—	$2\frac{1}{2}$
— von Hopfen	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	6
— nach Ungarn	fl. 1 W.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$
Sfoglie, Seefische, frische . .	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
[illegible]glie, getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
[illegible]mberi, Meerfische, frische .	SCt.	—	48	G.	—	4	5
— getrocknet etc. etc. . . .	SCt.	2	24	L.	—	4	5
[illegible], ohne Unterschied . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$sP\frac{1}{4}$	2
[illegible]	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	
[illegible]arbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
[illegible]böden von Rosshaar . . .	NPfd.	—	$4\frac{3}{4}$	L.	—	$\frac{3}{4}$	2
— von Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
[illegible]gelerde	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
[illegible]gellack	NPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
[illegible] in Stangen, Barren, Blöcken, Planchen, Platten, gekörntes, ausgebranntes, gezupftes, Pagament, altes Bruchsilber und Silberspäne . . .	1 Mark	—	1	L.	ver	boten.	27
— aus Ungarn	—	Zo	llfrei.		ver	boten.	27
— nach Ungarn	—	—	—	—	Zo	llfrei.	27
Silberstufen	fl. 1 W.	—	3	L.	ver	boten.	27
Silberdraht, Blätte, Flitter, Folien, Gespinnste, Borten, Schnüre Quasten, Crepinen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Silber, geschlagenes, in kleinem Formate und geriebenes . .	fl. 1 W.	—	36	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
— geschlagenes, über $2\frac{3}{4}$ Zoll lang und $2\frac{3}{8}$ Zoll breit ohne Büchel	1 Mark	—	$14\frac{1}{2}$	L.	—	6	27
Silbergeschirr mit oder ohne Vergoldung, glatt, gezogen, gegossen, neues und altes, als: Essbestecke, Leuchter, Teller, Kannen, Zuckerbüchsen und andere dergl. Massivarbeiten, an denen der Werth der Arbeit den des Metalls nicht erreicht	1 Mark	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	27
Silber-Bijouterie-Arbeiten, als: Büchschen, Kämme, Ringe etc. etc. vergoldet oder nicht, versilberte, mit Silber eingelegte, verzinnte und plattirte Waaren	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Silberkrätze und Silberarbeiter-Kehrich	F.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Silberglätte, Bleiglätte	SCt.	6	36	H.	—	$1\frac{3}{4}$
— aus Ungarn	SCt.	1	$1\frac{1}{4}$	—	—	$2\frac{3}{4}$
Siliqua dulcis, Johannisbrod . .	SCt.	—	48	L.	—	1
Sippe, gemeine Meerfische, frisch	SCt.	—	48	G.	—	4
Sirup, Zucker- und Weintrauben-Sirup	SCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{7}$
— von Weintrauben, aus Ungarn	SCt.	1	—	—	—	$7\frac{1}{2}$
— von Früchten, mit Zucker gekocht, als: Himbeer, Johannisbeer, Veilchen-Sirup . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
— Capilaire	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$
Smaragde. Edelsteine, Emeraudes, gefasst oder nicht . . .	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$
Soda	SCt.	—	11	C.	—	2
— bicarbonat, überkohlensaure Soda	SCt.	—	15	L.	—	25
Sohlen von Pantoffelholz . . .	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{7}$
Sonnenschirme	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Spaliere oder Tapeten von Papier	NPfd.	1	12	H.	—	$\frac{1}{2}$
Späne von Holz, zum Verbrennen	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$
Spanferkel	1 Stück	—	$3\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{4}$
Spänglerarbeiten, gemeine, nicht lackirte	NPfd.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
— lackirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Spanische Fliegen, Cantharides .	SPfd.	—	$3\frac{3}{4}$	L.	—	$\frac{3}{4}$
Spanischer Pfeffer, Paprica . .	SCt.	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$
Spazierstöcke, beschlagene . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Specerei-, Material-, Droguerie-Waaren, die nicht in diesem Tarife angegeben	SCt.	15	—	L.	—	25
Speck	SCt.	2	30	G.	—	5
Speckstein, roher	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$
— geschliffen u. flach bearbeitet	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{2}$
Speick- oder Spick-Wurzeln .	SCt.	1	40	L.	—	5
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$
Speisen, zubereitete, als: Fisch- und Fleischsulzen, kalte Pasteten, Kuchen	fl. 1 W.	—	12	C.	—	$\frac{1}{4}$
Spelz, Getreide in Hülsen . .	SCt.	—	15	G.	—	$\frac{1}{2}$
Spelzkörner	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	G.	—	1
Aus Ungarn ausser dem Zoll 4 kr. p. SCt. Entsch. Aufschlag.						

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito kr.
a ceti, Wallrath	SCt.	1	30	C.	—	$37\frac{1}{2}$	8
Kerzen	NPfd.	—	17	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Oel	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
r	NCt.	—	36	C.	—	3	2
mit Rahmen	—	—	—	—	—	—	27
ck- und Feldspiegel .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
ser, belegt oder nicht	—	—	—	—	—	—	27
lien	NCt.	18	—	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
ten	1 Dutz.	1	48	H.	—	$\frac{3}{4}$	12
ken von Silber, Elfenbein							
tc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
ke, musikalische. Ca-							
, offene	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
ren etc. etc. angebrachte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
für Kinder	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
, Spiessglanz, Antimo-							
Regulus et Vitrum antimon	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Ungarn	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
von Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
er							
Kanten, Blonden von Fa-							
Seide, Gold etc. . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
. . . . .	SCt.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
le, Meerfische	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
rbeiten	NCt.	60	—	H.	—	25	12
örner, Semen Riccini	SCt.	5	—	C.	—	$12\frac{3}{4}$	2
el	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
. . . . .	SCt.	2	—	L.	—	5	5
gepulverter Schmergel	SCt.	2	—	L.	—	5	2
oder Fassdauben . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
von Stachelschweinen	SCt.	—	30	G.	1	15	2
nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
Rohstahl oder Mok . .	NCt.	6	—	H.	1	—	2
nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	2
Schmelzstahl, gestreckter							
l aller Art, als: Kisten-							
, Grobstahl, Scharsach-,							
ck-, Schmied- und Mit-							
ng von allen Dimensionen	NCt.	7	12	H.	—	3	2
Guss-, Brenn- oder Zement-							
l, Trieb-, Rund- und							
raubenstahl	NCt.	3	30	L.	—	$8\frac{3}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Stahlbleche	NCt.	3	30	L.	—	$8\frac{3}{4}$
Stahlwaaren, polirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Staniol oder Spiegelfolien	NCt.	18	—	L.	—	$22\frac{1}{2}$
Stärke und Stärkpappe, Schusterkleister	SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$
— Blaustärke, Schmalte	SCt.	24	—	H.	—	2
Statuen und Büsten aus Marmor, Alabaster und andern Steinen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$
Staucher oder Muffe von Pelzwerk	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$
Stecknadeln, gemeine von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25
Steine und Erze, die im Tarif nicht besonders benannt sind, roh	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$
— geschliffen oder flach gearbeitet	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$
— Abdrücke, Lithographien	NPfd.	—	54	L.	—	1
— Bau- und Bruchsteine	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$
— — — nach Ungarn	F.	—	—	—	Zollfrei.	
— Backsteine, gebrannte Mauerziegel	1000St	—	36	G.	—	4
— Edelsteine	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$
— Mühlsteine	1 Stück	—	12	G.	—	1
— — zu Handmühlen	1 Stück	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$
— Schleifsteine	1 Stück	—	$9\frac{1}{2}$	C.	—	2
— Handschleifsteine für Goldarbeiter	100 St.	—	1	C.	—	$\frac{1}{2}$
— Handschleifsteine, alle übrig.	100 St.	—	36	C.	—	3
— Wetzsteine für Sensen und Sicheln	100 St.	—	19	C.	—	2
— Lithographiesteine	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$
— Steinmetzarbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$
Steingut, Majolica und Fayence	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$
Steinkohlen	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$
— aus Istrien mit Ursprungszeugnissen	. . .	Zollfrei.				
— aus Dalmatien mit Ausgangs-Bolleten	. . .	Zollfrei.				
Steinöl, schwarzes	SCt.	2	—	L.	—	5
— weisses und rothes	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$
Sterlet oder Störl, frisch, geräuchert und gesalzen	SCt.	4	—	G.	—	5
Stern-Anis, Badian	SCt.	4	48	C.	—	8
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Nickereien, ausser seidnen Kleidern und Westen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Riefel	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	8
Riefelschäfte	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Riefelwichse	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Riere	1 Stück	4	—	C.	—	10	12
— Häute, roh	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Rink-Eidechsen, Stinci marini	1 Stück	—	4	L.	—	¼	2
Rockfisch aller Art	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Röcke von Bambus, spanischem Rohr, Fischbein etc. etc., auch gemeine, beschlagen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Röpsel von Kork	NCt.	1	30	L.	—	7½	2
Rorax	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
Rorioni, Meerfische frische	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, mariuirt	SCt.	7	30	L.	—	12½	5
Rugelkaffeh, schwedische Kaffehwicke	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Rumpen oder Haderlumpen	NCt.	—	3	G.	1	—	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Reusand, gemeiner	NCt.	—	3	C.	—	¼	2
— feiner, farbiger und Erzglanz	NCt.	1	30	L.	—	3	2
— Beinstreu aller Art	SCt.	—	43	C.	—	1¾	12
Ricke aus Flachs, Hanf, Werg, Bast, Sumpfgras	NCt.	18	—	H.	—	7½	2
Rötzel-Erde, gelbe und weisse	SCt.	—	½	—	—	¼	2
Roh gemeines, Meerstroh (Setang), Binsen, Heu, Gras, Futterkräuter und Waldstreu	F.	—	2½	G.	—	1	½
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	¼	½
Rohhalmen zu Strohgeflechten	SCt.	—	6	C.	—	2½	½
Rohwaaren zum häuslichen Gebrauch und nicht zum Putze anwendbare, gemeine Stroh-, Schilf-, Bastwaaren, als: Strohteller, Strohkörbe etc. etc. mit Ausnahme der Decken	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	12
Rohdecken	100 St.	1	15	C.	—	6¼	2
Rohgeflechte und Bastplatten, auch Strohgewebe mit u. ohne eingewebte Seide	SCt.	10	—	C.	—	25	12

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Strohhüte, Strohkappen, Borduren, Crepinen, Gewinde von Stroh	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Strumpfwirkerarbeit aus Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	½	27
— aus Hanf und Lein	NPfd.	6	—	H.	—	½	27
— aus Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
— aus Wolle, mit oder ohne Beimischung von Thierhaaren	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP¼	27
— aus Ungarn, feine aus reiner Wolle	NPfd.	—	24	—	—	¼	27
— aus Ungarn, gemeine dtto.	NCt.	16	—	—	—	25	27
— — — mit Beimischung von Thierhaaren	NPfd.	—	12	—	—	¼	27
Strumpfwirkerstühle	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	2
Stufen, Bergstufen	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
— von Gold und Silber, bei der Ausfuhr	—	—	—	—	ver boten.		5
Stuhlrohr	SCt.	2	12	L.	—	5½	2
Sukadonholz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Sulzen von Früchten ohne Zucker	SCt.	1	—	L.	—	2¼	2
— — — mit Zucker	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
— von Fleisch und Fischen	fl. 1 W.	—	12	C.	—	¼	2
Sumak oder Schmakkraut	SCt.	—	9	C.	—	1½	2
Süssholz, Radix liquiritiae	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Süssholzsaft, Succus liquiritiae	NCt.	8	20	L.	—	10	2
Sylvester Cochenille	—	ver boten.			—	—	27
T.							
Tabaksblätter aller Art, nebst derlei Gritz und Stielen oder Stengel	SCt.	15	—	H.	—	20	5
dtto. aus Ungarn	SCt.	—	25	H.	—	20	5
Fabricirter Tabak, sowohl Schnupf-, als Rauch-Tabak, in Stangen oder gemahlen, gerieben, in Rollen, geschnitten, auch Tabaksmehl u. Staub	SCt.	40	—	H.	—	5	5
dtto. aus Ungarn	SCt.	—	50	H.	—	5	5
Die Einfuhr und Durchfuhr der Tabaksblätter und Stiele und des fabrizirten Tabaks und							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Mehls und Staubs, sowohl aus dem Auslande als aus Ungarn, nach den deutschen und italienischen Provinzen kann nur gegen vorläufige Bewilligung der k. k. Cameral-Gefällen-Verwaltung geschehen; bei der Einfuhr sind auch die vorgeschriebenen Passtaxen zu entrichten. Reisende, aus dem Auslande oder aus Ungarn kommend, dürfen fünf Wiener-Pfunde Blätter oder fabricirten Tabak gegen Erlegung des Zolles und der Passgebühren am Gränzzollamt, mit sich einbringen. Sollten sie aber mehr als 5 Pfd. haben, so kann der Ueberschuss entweder wieder ausgeführt od. bei dem Gränzamte hinterlegt werden, wo man ihn dann auf ordnungsmässigem Wege, während sechs Monaten, beziehen kann. Es versteht sich von selbst, dass der Reisende seinen Tabaksvorrath selbst bei dem Gränzzollamt zu melden hat. Für die ungarischen Tabakblätter, welche in die Aerarial-Fabriken geliefert werden, ist eine Ausgangs-Dreissigst-Gebühr von $1\frac{1}{2}$ kr. p. SCt. bestimmt. Die Tabaksblätter und Tabaksfabrikate aus den deutschen und italienischen Provinzen sind bei ihrer Ausfuhr nach Ungarn sowohl vom Ausgangszoll als von Eingangs-Dreissigst-Gebühr ganz frei. Gegen Pässe der k. k. Tabaksgefälle-Administration und Erlegung der Zölle und Passgebühren können Partikulare fremden und ungarischen Tabak zu ihrem Gebrauche beziehen.								

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Tabakspfeifen, Köllnische	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$
— alle andern Sorten von Holz, Meerschaum, Porzellan etc. etc. Tabaksdosen und Röhre	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Tafelzeug von Lein und Hanf, Damastnes	NPfd.	3	$20\frac{1}{3}$	H.	—	$\frac{1}{8}$
— aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{8}$
Taffia, Rhum in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{1}{4}$
— — in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$
Tafft, Seidenzeug	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$
Talg oder Unschlitt, roher und geschmolzener	SCt.	1	30	L.	—	$3\frac{3}{4}$
— Lichter oder Kerzen	SCt.	6	48	L.	—	$8\frac{1}{2}$
Talk, nicht besonders belegter Stein	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$
Tamarinden	SCt.	—	24	L.	—	2
Tannensprossen, wie Kräuter	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$
Tapeten von Papier, Spaliere	NPfd.	1	12	H.	—	$\frac{1}{2}$
— von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$
Tapezierarbeiten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
Tapioka, weisser Sago	SCt.	4	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$
Teschnerarbeit	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$
Tauben	1 Stück	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	$\frac{1}{8}$
Taue von Hanf, Bast, Rinden etc.	SCt.	18	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$
Teigwerk aus Mehl, als: Maccaroni, Vermicelli, Oblaten etc.	SCt.	4	—	L.	—	5
Teller, hölzerne	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$
— von Fayence, Steingut, Majolica	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$
— silberne	1 Mark	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$
— von Zinn	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$
— von Porzellan	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$
— türkische Teller. Musikinstrument	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$
Teppiche von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$
— aus Ungarn, feine	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$
— — — gemeine Kotzen	NCt.	2	—	—	—	10
— aus Seide	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$
— aus Floretseide	NPfd.	7	12	H.	—	$1\frac{1}{2}$
Terpentin	SCt.	2	—	L.	—	5

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Terpentin-Oel	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Terra Japonica, Cachon . . .	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
– merita. Curcuma, gemahlen	SCt.	—	25	C.	—	5	2
– de Sienna, nicht genannte Farbe	SCt.	15	—	L.	—	25	2
– sigilata	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Thee, chinesischer	SPfd.	—	54	H.	—	$\frac{3}{4}$	18
Theer	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Theriak oder Mithridat . . .	SPfd.	—	54	H.	—	$\frac{1}{2}$	2
– für's Vieh	SCt.	27	—	L.	—	$11\frac{1}{4}$	2
Thiere fremder Himmelsstriche, als: Affen, Elephanten, Papageien etc. etc.	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	
Sind sie bestimmt: wieder ausgeführt zu werden, so ist dieser Zoll bloss zu deponiren oder sicher zu stellen.							
– ausgestopfte	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	
Thon und Töpfererde, gemeine	F.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
Thon, sogenannter englischer und Porzellanerde	SCt.	—	2	C.	—	2	2
Thonwaaren, als: Porzellan .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
– nach Ungarn	—	—	—	—	Zollfrei.		27
– Steingut, Fayence, Majolica-Geschirr	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
– desgleichen Ungarisches .	SCt.	2	30	—	—	$6\frac{1}{4}$	5
– schwarze, feuerfeste, als: Schmelztiegel, Retorten, Sandkapellen, Muffeln, Herdplatten, schwarze Ziegel, Tastscherben oder Kratzschüsseln	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{2}$	2
– hessische Schmelzgeschirre	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Zu Schiff ankommend, können diese nur zu Wien, Linz und Krems verzollt werden.							
Alle übrigen, zum häuslichen und technischen Gebrauch, mit oder ohne Glasur	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
– aus Ungarn	fl. 1 W.	—	3	—	—	$\frac{1}{4}$	2
Wären gemeine Töpferwaaren in einem Schiffe mit schwarzer Thonwaare verpackt, so können auch diese nur in							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Wien, Linz und Krems verzollt werden.							
Thonwaaren, als: gemeine, gebrannte Mauer- und Dachziegel	1000St	—	36	G.	—	4	2
Thran, Fischschmalz	SCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Thuss, Galipot, gemeines weisses Harz	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Tiegerfelle, roh	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Tinte und Tintenpulver	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Tischtücher u. Tischzeug von Lein und Hanf	NPfd.	3	$20\frac{1}{2}$	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Tischlerholz, gemeines, als: Ahorn, Buchen, Eichen, Kirsch- und Nussbaum, Tannen etc. etc.	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Buchs und Zedern, Eben, Fikatin, Mahagoni, Oliven, Rosen, Sukadon, türkisches Haselnuss etc. etc.	NCt.	1	15	L.	—	5	2
— zum Fourniren geschnitten	SCt.	5	50	—	—	5	
— weisses u. gelbes Sandelholz	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
Tischlerarbeit aus gemeinem Holz, eingelegt oder nicht	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— von feinem Holz, eingelegt, mit Metallen verziert	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Tock, Leonischer	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Tombak in Stücken und Stangen	NCt.	26	24	H.	—	11	2
— Arbeiten	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Tonine, Meerfisch, frische	SCt.	—	48	G.	—	4	5
— marinirt, gesalzen, getrocknet etc. etc.	SCt.	2	24	L.	—	4	5
Tonka-Bohnen	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Topasen, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Topfen	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Töpferwaare, gemeine und kölnische Pfeifen	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Torf und Moorerde	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
— — — nach Ungarn	F.	—	—	—	Zollfrei.		$\frac{1}{2}$
Tornister, Taschnerarbeit	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Trappen	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Trauben oder Weintrauben	SCt.	—	9	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Treber und Trester aller Art	NCt.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Tressen von Gold und Silber, echt und falsch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Triangel, musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Trippel, ganzer	NCt.	—	9	C.	—	$22\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$3\frac{3}{4}$	2
— gemahlener	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Trommeln, Trompeten	fl. 1 W.	—	12	H	—	$\frac{1}{4}$	27
Trüffeln, frische	NCt.	15	—	G.	—	$37\frac{1}{2}$	8
— aus Ungarn	NCt.	3	45	G.	—	$37\frac{1}{2}$	8
— getrocknete oder in Oel	SCt.	15	—	G.	—	$37\frac{1}{2}$	8
— dtto. aus Ungarn	SCt.	3	45	G.	—	$37\frac{1}{2}$	8
Truthühner oder Indian	1 Stück	—	3	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Tuch, wollenes, aller Gattungen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn, feines	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— gemeines und mittelfein	NCt.	16	—	—	—	25	27
— Loden, Hallinentuch	NCt.	2	—	—	—	10	27
Tuchscheren, 1 Stück aus zwei Klingen	—	2	—	L.	—	5	2
Tuchmacherkarden, Kardendistel	NCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Tull, englischer, glatt, Bobbinett	NPfd.	5	—	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Turbith, Wurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Türkischer Weizen, Mais, Kukrutz	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Türkisches Garn, rothes	NCt.	30	—	L.	—	50	27
Türkisches Haselnussholz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Türkis, gefasst oder ungefasst	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Tusch und Sepia	SPfd.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
Tutie	SCt.	—	30	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
U.							
Uhren, hölzerne, mit metallenem oder hölzernem Triebwerke	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— alle andern, Taschenuhren, Pendules etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrenbestandtheile aller Art, nur nicht die Gehäuse (mouvemens bruts)	fl. 1 W.	—	6	H.	—	$\frac{1}{4}$	Stahl 12 Messing 8
Uhrengehäuse von Gold und Silber und Uhrschlüssel	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrblätter, geschmolzene	fl. 1 W.	—	6	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrmacher- und Uhrgehäusmacher-Werkzeuge	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	12

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Mansstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Ulmerbrod	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Ultramarin	SLoth	—	30	L.	—	$1\frac{1}{4}$	27
Umbra oder Umbraun	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Umschläge zu Stiefeln, Stiefelschäfte	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Ungarisches Steingut oder Majolica-Geschirr	SCt.	2	30	—	—	$12\frac{1}{2}$	5
Unschlitt, rohes und geschmolzenes und sein Schmelzsatz	SCt.	1	30	L.	—	$3\frac{3}{4}$	2
— Hirschunschlitt	SCt.	10	—	L.	—	25	5
— Kerzen	SCt.	6	48	L.	—	$8\frac{1}{2}$	2
V.							
Valonien, türkische Eicheln	SCt.	—	4	C.	—	18	2
Vanille	SPfd.	2	—	H.	—	4	27
Vanioli, Seefische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, geräuchert, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Vermicelli	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Veroneser grüne Erde	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Versteinerungen, roh	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Verzuckerte Früchte, Samen und Wurzeln, ausser Pomeranzen und Citronschalen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
Vetiver, Radix Iranacura	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Vieh, als: Ochsen und Stiere	1 Stück	4	—	C.	—	10	12
Küh und Kälber über 1 Jahr, Junzen und Terzen	1 Stück	2	—	C.	—	5	12
Kälber unter einem Jahr	1 Stück	—	21	C.	—	2	3
Schafe, Widder, Schöpsen, Hämmel, Ziegen, Böcke	1 Stück	—	18	C.	—	1	2
Lämmer und Kitze	1 Stück	—	9	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
Schweine, gemästet oder nicht, und Frischlinge	1 Stück	1	—	C.	—	$2\frac{1}{2}$	6
Spanferkel	1 Stück	—	$3\frac{1}{2}$	C.	—	$\frac{1}{4}$	1
Pferde und Füllen	1 Stück	3	—	C.	—	$7\frac{1}{2}$	15
Maulthiere	1 Stück	4	—	C.	—	10	15
Esel	1 Stück	1	—	C.	—	$2\frac{1}{2}$	15
Für alles vom Ausland nach Ungarn und Siebenbürgen eintretende Vieh ist die Eingangs-Dreissigst-Gebühr zu entrichten. Es wird als naturalisirt betrach-							

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
tet, daher muss es beim Austritt aus Ungarn die ungarische Essito-Dreissigst-Gebühr, und beim Eintritt in die übrigen östreichischen Provinzen den deutschen Consumo-Zoll entrichten. Das aus dem Ausland in die östreichische Provinzen für Ungarn erklärte Vieh muss an ein Dreissigstamt gewiesen werden. Das Vieh, das aus der Moldau über Galizien nach Ungarn oder Siebenbürgen getrieben wird, hat den galizischen Transito-Zoll zu entrichten. Wenn schon verzolltes Vieh wieder aus den östreichischen Provinzen ausgetrieben wird, so kann dieses gegen Ausweiss der Consumo-Zoll-Bolleten zollfrei geschehen. Gränzzoll-Aemter können bis auf 5 Stück Schlachtvieh und bis auf 10 Stück Stichvieh zur Verzollung zulassen.							
Vielfrassfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Vigogne-Haare wie angorische Ziegenhaare.							
Violinen, Violoncelli, Altviolen .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Vipernschmalz	SCt.	10	—	L.	—	25	5
Visetholz in Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, gemahlen, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Vitriol, blauer, Zyprischer-, Gallizel-, Kupfer-Vitriol, schwefelsaures Kupfer	SCt.	5	36	L.	—	7	2
Vitriol, grüner, blaugrüner und schwärzlicher, Kupferwasser, Adler-, Admunter-, Salzburger-, Eisen-Vitriol, schwefelsaures Eisen, oft mit Kupfertheilen .	SCt.	1	12	L.	—	2	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr fl.	Ausfuhr kr.
Vitriol, weisser, Gosslarer-Zink-Vitriol, weisser Galizenstein, schwefelsaures Zink	SCt.	1	30	L.	—	3
Vitriolöl, weisses und braunes, Schwefelsäure	SCt.	5	—	L.	—	5
Vitrum Antimonii	SCt.	1	30	L.	—	2½
— aus Ungarn	SCt.	—	22½	—	—	2½
Vögel, kleine, zum Genuss . .	1 Dutz.	—	1	G.	—	⅛
Vögel fremder Himmelsstriche, lebend und ausgestopft . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
Vogelleim	SCt.	2	—	L.	—	2½
Volpini, Meerfische, frische . .	SCt.	2	30	G.	—	12½
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½
Vorschuhe, oder vielmehr Leder zu Vorschuhen	NCt.	15	—	H.	—	25
Vorlegschlösser, nicht fein polirte	NCt.	60	—	H.	—	25
W.						
Wagbalken und Wagen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Wachholderbeeren	SCt.	—	18	C.	—	1½
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	¼
Wachs, gelbes und ungebleichtes	SCt.	5	—	L.	—	25
— weisses, oder gebleichtes .	SCt.	12	—	L.	—	30
— verarbeitetes, als: Kerzen, Fackeln, gefärbtes Pechwachs etc. etc.	NPfd.	—	17	L.	—	¼
— Figuren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¼
— Leinwand, ohne Unterschied	NPfd.	—	25	H.	—	¼
Wachteln	1 Dutz.	—	3	G.	—	½
Waffen aller Gattungen, als: Flinten, Stutzbüchsen, Scheibenröhre, Pistolen, Terzerolen, deren Läufe und Schlösser, Säbel, Degen, Rappiere und deren Klingen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
Diese zu militärischem Gebrauch	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼
Wägen gemeine, zum Wirthschaft- und Waaren-Transport . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	½ fl.
— alle übrigen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½ fl.
— der Reisenden, und bela-						

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	kr.	Transito. kr.
r oder leer zurückgehende							
ntwägen	—	Zollfrei.			Zollfrei.		
dern	NCt.	60	—	H.	—	25	12
eschläge, gemeine . . .	NCt.	verboten.		H.	—	5	2
Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	2
miere	SCt.	—	48	C.	—	2	2
nden, Maschinen . . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
ols, ausgehacktes . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Pflanze oder in Kugeln	SCt.	18	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
. . . . .	SCt.	7	30	C.	1	$52\frac{1}{2}$	27
ner	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
epfen	1 Stück	—	2	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
und Moos	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G.	—	1	$\frac{1}{2}$
Ungarn	F.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
n	NCt.	10	—	L.	—	25	12
n	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
n	SCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
, Sperma ceti . . .	SCt.	1	30	L.	—	$37\frac{1}{2}$	8
nen	NPfd.	—	17	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
l	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
nähne, Einhorn- od. Nar-							
ne	NPfd.	—	12	L.	1	—	12
ren, hölzerne	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
dere	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
e od. Weisszeug, alt oder neu	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
den Reisenden gehörig, in							
ändiger Zahl	—	Zollfrei.			Zollfrei.		
blau, Eschel, Schmalte .	SCt.	24	—	H.	—	2	2
r, mineralische, natürliche,							
Kisten verpackt	SCt.	—	36	C.	—	3	2
in Krügen u. Flaschen,							
e Kisten	100 St.	2	$48\frac{1}{2}$	C	—	$14\frac{1}{4}$	2
im Wechselverkehr mit Un-							
rn	—	Zollfrei.			Zollfrei.		
künstliche mineral. des Struve	—	verboten.					
gebrannte, nicht versüsste,							
sser Rack und Rhum . . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
versüsste, Arrak und Rhum							
Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
detto, in Bouteillen . .	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Arrak und Rhum in Transito	—	—	—	—	—	—	2
Kölner- und Pomeranzen-							
läthwasser	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	15

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Wasser, andere wohlriechende	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Wassersäcke an Tabakspfeifen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Watta und Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— — — aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Hanf und Lein	NPfd.	—	33	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— — — aus Ungarn	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{8}$	27
— aus Seide	NPfd.	7	12	—	—	$1\frac{1}{2}$	27
Water-Twist bis einschlüssig Nr. 12	NCt.	15	—	—	—	50	27
— über Nro. 12	NCt.	15	—	—	—	50	27
Wau, Gaude	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Weber- und Strumpfwirkerstühle	fl. 1 W.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Weberzeug							
Weberrohrkämme und Rohrblätter	fl. 1 W.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Weberkämme von Stahl	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
Weidenruthen	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Weihrauch, edlen u. Waldweihrauch	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	8
Weinbeeren, Corinthen, Rosinen Zibeben	SCt.	4	—	L.	—	5	2
— ganz und halbverdorbne zum Essigsieden	SCt.	—	12	L.	—	5	2
Weine, spanische, französische, portugiesische, Franken-, Rhein-, edle italienische und levantinische Weine in Fässern, Bouteillen, Kisten und Körben, auch gemeine italienische Weine, wenn sie in Flaschen sind oder in Ausbruch, oder bearbeiteten Weinen bestehen	fl. 1 W.	—	36	H.	S. —	C. 2	2
Weine, Cyper-Wein in Fässern, Bouteillen, Kisten und Körben	SCt.	7	30	H.	—	2	2
— gemeine italienische fremde Weine in Fässern, mit Ausschluss der Ausbrüche und sonst zubereiteten Weine, blos über die Landesgränze des lombardisch venetianischen Königreichs einzuführen erlaubt	SCt.	2	—	C.	—	2	2
— Schweizer-, und die in der Umgegend des Bodensees wachsenden Weine, blos nach Vorarlberg einzuführen erlaubt	SCt.	2	—	C.	—	2	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ine, Istrianer-, Dalmatiner-, Triester-, Fiumer-, überhaupt lle in den östreichischen Pro-nzen ausserhalb den Zolllinien mgte Weine mit Certificaten, Fassern, Bouteillen, Kisten Körben	SCt.	1	—	G.	—	2	2
Moldauer- und wallachische ine, blos an den Gränzen garns und Siebenbürgens u. Bukowina gegen die Mol-u und Wallachei in Verzol-ung zu nehmen	SCt.	2	—	G.	—	2	
ngarische, aller Gattung, Fassern, Bouteillen, Kisten Körben, an Eingangs-kr.	SCt.	2	—	—	—	2	2
An städtischem Entschädi-gungs-Aufschlag 1 fl. 24 kr.							
lle in den teutschen und nesischen Provinzen er-ugten Weine bei der Aus-fuhr ins Ausland oder nach Un-garn	SCt.	—	—	—	—	2	2
eingeist, Spiritus vini . . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
nahefen	SCt.	—	5	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
gebrannte	SCt.	—	7	C.	—	18	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3	2
reben zum Umpflanzen . .	F.	—	6	G.	—	$2\frac{1}{2}$	2
einstein, roher	SCt.	—	$12\frac{1}{2}$	G.	—	25	2
nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$6\frac{1}{4}$	2
präparirter oder Weinstein-rahm, Cremor tartari . . .	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Weintrauben, frische	SCt.	—	9	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
gemaischte, zahlen $\frac{5}{8}$ des Weinzolles, also, da aus Cy-pern, Frankreich, Spanien, Portugal und vom Rheine keine eingeführt werden können . .	SCt.	1	15	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Weisse Erde von München . .	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Weissfische	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn in mit Wasser gefülltem Behältniss	F.	1	$7\frac{1}{2}$	G.	—	$5\frac{1}{2}$	5
— geschlachtet	F.	2	15	G.	—	11	5
Weissfischbein, Ossa sepiae . .	NCt.	—	$4\frac{1}{4}$	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Weissharz	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$
Weisse Schminke	—	ver	boten.		ver	boten.
Weizen	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	G.	—	1
Aus Ungarn über den Zoll 4 kr. ständ. Entsch. Aufschlag.						
Werg von Flachs und Hanf . .	SCt.	—	5	G.	—	2
— Garn daraus, gebleicht oder ungebleicht	NCt.	—	25	G.	—	$12\frac{3}{4}$
Werkzeuge für Uhrmacher . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$
Wermuth-Kraut, Absint. . . .	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$
— Wein, ungarischer, mit Inbegriff des ständ. Entschädigungs-Aufschlag von 1 fl. 36 kr.	SCt.	2	—	—	—	2
Wickel-Wolle, unsortirt, Kamehlhaar für Hutmacher	SCt.	1	12	L.	3	—
Wicken	SCt.	—	$12\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$
Aus Ungarn über den Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.						
Wienerroth	SPfd.	4	—	L.	—	5
Wildpret, als: Hirsche	1 Stück	—	48	G.	—	2
Dammhirsche, Gemse, Rehe, Wildschweine	1 Stück	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$
Hasen u. Kaninchen in Bälgen	1 Stück	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$
Roth- und Schwarzwild, ausser den Decken	SCt.	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$
Federwild, als: Auerhühner, Fasanen, Birk- und Haselhühner, Schwäne und Trappen	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{4}$
Wilde Gänse und Enten, Rebhühner, Schneehühner und Waldschnepfen	1 Stück	—	2	G.	—	$\frac{1}{8}$
Moos-, Wiesen-, Haid-Schnepfen, Kibitze, Rohrhühner, Wildtauben	1 Stück	—	1	G.	—	$\frac{1}{8}$
Krametsvögel, Drosseln, Zarezer, Lerchen, Wachteln .	1 Dutz.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$
Die übrigen kleinen Vögel	1 Dutz.	—	1	G.	—	$\frac{1}{8}$
Wildschuren ohne Ueberzug . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$1\frac{1}{4}$
Wissmuth, Bismuth, Markasitt .	NCt.	12	—	H.	—	15
Wolfsfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25
Wolle, Weissgärberwolle u. Abfälle	SCt.	—	30	G.	1	—
— nach Ungarn	—	—	—	—	Zollfrei.	

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
...waaren ohne Ausnahme, ...dem Ausland	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	
...aus Ungarn, stehen unter ...hafwolle.							
...gesponnen, gefärbt, ge- ...gezwirnt mit Einschluss					—	25	
...apiers und Bindfadens .	NCt.	7	30	C.	—	25	27
...sponnen, weiss, flach . .	NCt.	5	—	C.	—	25	27
...n Ungarn	SCt.	Zollfrei.				3 1¼	27
...os	NCt.	5	—	L.	—	12½	2
...men, Semen Cynae . .	SCt.	—	50	C.	—	5	2
..., als Salami-, Blut- etc.	SCt.	12	—	H.	—	15	2
...n und nach Ungarn . .	SCt.	3	—	—	—	7½	2
...n als: Alaun-, Brech-, ...ekakuanha, Columba, ...oder Contrajerva, Jalap- ...Mexicana, Rhabarber ...ontika oder Rad. Rhei, ...Sassaparill, Schlangen ...Serpentaria, Senega oder ...nia Virgin, Turbith, Zitt- ...oder Zedoaria et Zypria .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
...alle andern zur Medicin u. ...erei dienlichen nicht beson- ...benannten Wurzeln . .	SCt.	1	40	L.	—	5	2
...Alizari oder Krapp-Wurzel	SCt.	—	25	C.	—	5	2
...Curcumey, Alant, weisse ...blumen	SCt.	—	25	C.	—	5	2
...überzuckerte, als: Calamus, ...wer etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
...Die Wurzeln können auch ...mahlen zu gleichem Zoll ver- ...lt werden.							
Z.							
...r	SCt.	1	15	L.	—	6¼	2
...e, Elephantenzähne und El- ...bein in Tafeln	NCt.	1	12	L.	—	30	12
...Wallross- und Einhorn-, ...chtenzähne	NPfd.	—	12	L.	—	1	12
...bürsten, lackirte, verzierte .	fl. 1 W.	—	36	L.	—	¼	27
... nicht verzierte	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
...pulver, Zahn-Opiat . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Zander oder Schill, frisch oder präparirt	SCt.	8	—	G.	—	10
Zangen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Zappfelle, rohe	NCt.	—	50	L.	3	20
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25
Zaretzer-Vögel	1 Dutz.	—	3	G.	—	¼
Zedernholz, ganzes	NCt.	1	15	L.	—	5
— zugeschnittenes	SCt.	5	50	L.	—	5
Zeichnungen in Crayons oder illuminirt	NPfd.	—	54	H.	—	1
Zeiger von Uhren	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼
Zeitungen durch die k. k. Post	—	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.
— durch Postwägen etc. etc. an Buchhändler adressirt	SCt.	5	—	L.	—	12½
Zeuge von Baumwolle, ausser Engl. Tull und Nanquin	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
— von Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼
Zeuge von Hanf und Lein, feine Leinwand, Tüchel und Tischzeuge	NPfd.	3	20½	H.	—	⅛
— dtto. aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	⅛
— grobe Leinwand, Zwilliche und Drilliche	NPfd.	—	33	H.	—	⅛
— dtto. aus Ungarn	NPfd.	—	2½	—	—	⅛
— von Seide, broschirte, façonnirte, geflammte, gemahlte und gestickte, auch Tücheln und Miniatur- und façonnirte Sammte	NPfd.	10	—	H.	—	1½
— andere Seidenzeuge und Tüchel	NPfd.	10	—	H.	—	1½
— halbseidene und Bastzeuge	NPfd.	3	36	H.	—	¼
— von Rosshaar	NPfd.	1	—	H.	—	1¼
Zibeben, Rosinen, Weinbeeren	SCt.	4	—	L.	—	5
Zibetb	SLoth.	—	36	L.	—	2
Zibolafelle, rohe	NCt.	25	—	H.	1	40
— bearbeitete	NCt.	50	—	H.	1	40
Ziegel, gemeine Dach- und Mauerziegel	1000 St.	—	36	G.	—	4
— schwarze	SCt.	—	24	H.	—	1¼
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	¼

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
n	1 Stück	—	18	G.	—	1	2
Haare von Angorischen Ziegen	SCt.	1	12	L.	3	—	18
v. gem. Ziegen, unsortirte	SCt.	—	12	L.	—	30	2
dtto. nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	5	2
dtto. sortirte	SCt.	10	—	L.	—	25	2
lle, rohe	NCt.	—	50	G.	3	20	2
nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
tter zu Uhren	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
oder Kamehl-Zeylon .	SPfd.	1	30	H.	—	$1\frac{1}{4}$	27
ssia lignea, Chinesischer Mutterzimmt	SPfd.	—	13	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
isser, Cortex Winter .	SCt.	1	30	L.	—	5	12
the	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
d	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
n oder Spianter . .	NCt.	—	36	C.	—	3	2
. . . . .	NCt.	4	—	H.	—	5	2
. . . . .	SCt.	4	10	C.	—	$12\frac{1}{2}$	2
gebrauchtes u. Bruchzinn	NCt.	4	10	C.	—	$12\frac{1}{2}$	2
eiten, als: Geräthe, Ge- r etc. etc.	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$	5
. . . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
r, ganz und gemahlen .	SCt.	105	—	H.	—	$43\frac{3}{4}$	12
rzel, Rad. Cipriae .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
üsse oder Pignoli . .	SCt.	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	2
chmiedarbeiten . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
. . . . .	SCt.	—	$13\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
us Ungarn über den ver-issmässigen Zoll noch 4 kr. Ct. ständischen Entschädi-gs-Aufschlag.							
en a)	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— verzuckerte . . .	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
Saft	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Salz oder Säure . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
a) Sind die Zitronen in ei-ner Kiste oder Fass höher be-werten Früchten beigepackt, zahlen sie wie diese.							
rwurzel, Zedoaria . .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
chein, feine Lammfelle, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
bearbeitete	NCt.	50	—	H.	1	40	8

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.
Zobelfelle und Schweife, roh und bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1
Zucker, Candis und Raffinat aller Art, in Stücken, Broden mit und ohne Papier und Spagat .	NCt.	21	—	L.	—	18 3/4
— gestossener	SCt.	21	—	L.	—	14 3/4
— Zuckermehl zum Handel .	SCt.	21	—	L.	—	11 1/2
— — für Raffinerien, weisses	SCt.	14	—	L.	—	11 1/2
Zuckermehl, alles übrige . . .	SCt.	7	—	L.	—	11/4
Zucker-Syrup von Zucker und Weintrauben	SCt.	6	—	L.	—	7 1/2
— aus Weintrauben, aus Ungarn	SCt.	1	—	—	—	7 1/2
Zucker, Capilaire-Syrup . . .	SPfd.	—	6	L.	—	1/4
Zucker und Syrup von inländischen Raffinerien mit Certificaten im Wechelsverkehr mit Ungarn . Bis auf 100 Pfund kann der Zucker auch bei Commerz. GZA. verzollt werden.	—	Zo	ll und	Drei-		asigst
Zucker, Gerstenzucker . . .	SPfd.	—	18	H.	—	1/4
— Milchzucker	NPfd.	—	2	L.	—	1/4
— Bleizucker	SCt.	5	—	L.	—	5
Zuckerrohr, sogenanntes, zu Stöcken, in rohem Zustand .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	1/4
Zuckergebäck, Confect . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	1/4
Zunder oder Feuerschwamm . .	SCt.	1	—	L.	—	2 1/2
Zündhütchen aus Kupfer u. Messing	SPfd.	2	40	C.	—	1/4
— aus Ungarn	SPfd.	—	15	—	—	1/4
Zündmaschinen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	1/4
Zwetschken, trockne	SCt.	—	36	L.	—	1 1/2
— Branntwein, Slibowitz . .	SCt.	5	—	L.	—	7
Zwieback, harten	SCt.	5	—	L.	—	6 1/4
— feinen, Biscuit à la cuillard	fl. 1 W.	—	36	H.	—	1/4
Zwiebeln, gemeine und Meerzwiebeln	SCt.	—	48	G.	—	2
— Blumenzwiebeln aller Art .	SCt.	3	—	C.	—	7 1/2
Zwillich von Hanf und Flachs .	NPfd.	—	33	H.	—	1/4
— aus Ungarn, gebleicht und ungebleicht	NPfd.	—	2 1/2	—	—	1/4
Zwirn, der feinsten Art, Kanten- und Spitzenzwirn, wovon 88 oder mehr Gebünde von 100 Fäden nicht über 1 Pfd. wiegen	NPfd.	2	30	L.	—	12 1/2

Digitized by Google

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
– aller übrige von Hanf und Flachs, roh und gebleicht . .	NPfd.	—	8	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
– von Baumwolle	NCt.	30	—	L.	—	25	27
– dergleichen gefärbt, von Baumwolle, Hanf und Flachs	NPfd.	—	24	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Fischgold	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27

Zusätze.

Cacardium (Elephantenläufe), wie Fische oder Kokelskörner, Kerbiskerne oder Scharlachbeeren, dann Spring- oder Treibkörner	NCt.	5		L.	—	$12\frac{3}{4}$	2
Cervus cervinus, (Hirschbrunst, Hirschschwamm), wie der Lerchen- und Hollunderschwamm	NCt.	3	30	L.	—	$17\frac{3}{4}$	12
Gummi elasticum (Federharz, Kautschuck) roh	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	8
Gummifabrikate aus demselben, als: Blasen, Blätter, Fäden und dgl., auch Gewebe, welche ganz aus Kautschuckfäden bestehen . .	NCt.	25	—	L.	—	50	27
Gewebe aus derlei Fäden, mit Beimischung von Baumwolle, Linnen, Schafwolle, od. Seide, sind im Zoll gleich mit Baumwoll-, Linnen-, Schafwoll- oder Seidenwaaren.							
Hispedes (Asselwürmer, Kellerasseln), wie spanische Fliegen (Cantherides)	NPfd.	—	$3\frac{3}{4}$	L.	—	$\frac{3}{4}$	18
Mohnköpfe sind, als Samen in Kapseln, wie der Mohnsame für Arznei- und Gartensamen, wie auch Samen zur Färberei, dann Wald und Feldsamen, mit Ausschluss der Getreide- u. aller in dem Tarife nicht ben. Gattungen	NCt.	50		C.	—	5	2
Mare marinae (Meerbälle, Seebälle), wie die Kropfschwämme	NCt.	2	15	L.	—	$22\frac{3}{4}$	12
Seiden-Bobbinets ist erlaubt einzuführen	NPfd.	5		H.L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Spiessglanzglas (vitrum antimonium) gleich dem Spiessglanze	NCt.	1	30	L.	—	$2\frac{3}{4}$	2
Zunder oder Feuerschwamm . .	NCt.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2

Digitized by Google

45.

Convention entre la France et la Sardaigne pour régler l'établissemen des bacs et bateaux de passage su les fleuves et rivières limitrophes En date du 2. Août 1835.

(Traités de la Roy. Maison de Savoie. T. V. p. 78.)

Sa Maj. le Roi de Sardaigne et Sa Maj. le R des Français voulant faire cesser les inconvéniens résultent de l'état actuel des passages d'eau sur fleuves et rivières servant de limite entre les d Etats, et régler d'un commun accord et d'une mani uniforme l'établissement des bacs et bateaux de pass sur les mêmes fleuves et rivières, ont à cet effet no mé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sieur Clém Solar Comte de la Marguerite, Commandeur de l'O dre Religieux et Militaire de Saint Maurice, et Sa Lazare, Chevalier Grand-Groix de l'Ordre d'Is belle la Catholique d'Espagne, et de l'Ordre du Chri Son Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires étra gères, et

Sa Majesté le Roi des Français le sieur Edme Chasteau, Chevalier de l'Ordre Royal de la Légi d'honneur, et de celui de Saint Joseph de Toscan son chargé d'affaires à Turin.

Les quels, après avoir échangé leurs plei pouvoirs, sont convenus des articles suivans.

I. Le droit d'établir ou d'autoriser l'établisseme de bacs ou bateaux de passage sur les fleuves et r vières, servant de limite entre les deux Etats, appa tient exclusivement aux deux Gouvernemens.

II. Aucun bac ou bateau de passage ne sera éta que du commun consentement des deux Gouverneme

III. L'indemnité à la quelle les possesseurs ou tenteurs des bacs ou bateaux de passage actuelleme existant pourraient légalement prétendre pour la vale des constructions, appareils et agrès, ainsi que po cessation de jouissance, ne seront point réglés en co

Digitized by Google

nun par les deux Gouvernemens. Les intéressés pré- 1835
enteront leurs demandes ou réclamations séparément
uprès de chaque Gouvernement, pour la moitié qui
e concerne, sans qu'il y ait lieu à l'intervention de
un ou de l'autre pour appuyer les réclamations de
eurs sujets respectifs. Chacun des deux Gouverne-
iens se reservant de les examiner conformément à
es lois et règlemens sur la matière.

IV. L'établissement de tout bac, bateau ou bar-
ue de passage sera dorénavant affermé aux enchères
ubliques alternativement par une des deux Administra-
ons, et les produits seront annuellement partagés
ur'elles par égales portions. Les sujets des deux
tats seront admis moyennant caution et garantie va-
ble à concourir aux enchères.

V. Les employés des deux Administrations pour-
nt, conformément aux lois et réglemens de chaque
tat, constater les contraventions, et les porter s'il
a lieu, au jugement des Tribunaux compétens.

VI. Il ne pourra être établi aucun pont sur les
uves et rivières servant de limites aux deux Etats,
e du commun consentement des deux Gouvernemens.
es particuliers qui voudront en établir devront obtenir
la fois l'autorisation des administrations respectives.
es conditions, les garanties, les tarifs seront reglés,
ans ce cas de commun accord par des conventions
éciales négociées soit entre les deux gouvernements
it entre les autorités locales déléguées à cet effet.

VII. La présente Convention sera ratifiée, et les
tifications seront échangées à Turin dans l'espace
six semaines ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les dits Plénipotentiaires ont signé
présente, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le deux du mois d'Août mil huit cent
rente cinq.

Le Comte Solar de la Marguerite.
E. de Chasteau.

Ratifiée par le Roi des Français le 7, et par le Roi de Sardaigne le 10. Septembre 1835.)

Digitized by Google

46.

Convention entre les Etats-un l'Amérique septentrionale et le tions indiennes de Comanche et chetaw et leurs tribus associées née le 24. Août 1835.

(Ratifiée à Washington par le président de unis le 19. Mai 1836.)

(Acts of the first session of the 24 Congres United States. Washington 1836. Appendix

For the purpose of establishing and perp Peace and Friendship between the United St America and the Comanche and Witchetaw and their associated bands or tribes of Indian between these nations or tribes and the Cherok cogee, Choctaw, Osage, Seneca, and Quapaw or tribes of Indians, the President of the Unit tes has, to accomplish this desirable object, aid therein, appointed Governor M. Stokes, buckle, Brigdi. Genl. United States army, and Armstrong, Actg. Supdt Western territory, com ners on the part of the United States, and t Governor M. Stokes and M. Arbuckle, Brigdi. United States army, with the chiefs and represen of the Cherokee, Muscogee, Chocktaw, Osage, Sene Quapaw nations or tribes of Indians, have met the warriors, and representatives of the tribes first abo med at Camp Holmes, on the eastern border Grand Prairie, near the Candian river, in the cogee nation, and after full deliberation, the sai tions or tribes have agreed with the United S and with one another upon the following articles.

Art. 1. There shall be perpetual peace and f ship between all the citizens of the United Stat America, and all the individual composing the Co che and Witchetaw nations and their associated b or tribes of Indians, and between these nations o bes and the Cherokee, Muscogee, Choctaw, Os Seneca and Quapaw nations or tribes of Indians.

Digitized by Google

Art. 2. Every injury or act of hostility by one 1835
or either of the contracting parties on the other, shall be mutually forgiven and forever forgot.

Art. 3. There shall be a free and friendly intercourse between all the contracting parties hereto, and it is distinctly understood and agreed by the Comanche and Witchetaw nation, and their associated bands or tribes of Indians, that the citizens of the United States are freely permitted to pass and repass through their settlements or hunting grounds without molestation or injury on their way to any of the provinces of the Republic of Mexico, or returning therefrom, and that each of the nations or tribes named in this article, further agree to pay the full value for any injury their people may do to the goods or property of the citizens of the United States taken or destroyed, when peaceably passing through the country they inhabit, or hunt in, or elsewhere. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of either of the said Comanche or Witchetaw nations and their associated bands or tribes of Indians, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them. Provided that the property so stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States, and within the limits thereof.

Art. 4. It is understood and agreed by all the nations or tribes of Indians parties to this treaty, that each and all of the said nations or tribes have free permission to hunt and trap in the Great Prairie west of the Cross Timber, to the western limits of the United States.

Art. 5. The Comanche and Witchetaw nations and their associated bands or tribes of Indians, severally agree and bind themselves to pay full value for any injury their people may do to the goods or other property of such trades as the President of the United States may place near to their settlements or hunting ground for the purpose of trading with them.

Art. 6. The Comanche and Witchetaw nations and their associated bands or tribes of Indians agree, that in the event any of the red people belonging to the nations or tribes residing south of the Missouri river and west of the State of Missouri, not parties

Digitized by Google

1835 to this treaty, should visit their towns or be found on their hunting ground, that they will treat them with kindness and friendship and do no injury to them in any way whatever.

Art. 7. Should any difficulty hereafter unfortunately arise between any of the nations or tribes of Indians parties hereunto, in consequence of murder, the stealing of horses, cattle, or other cause, it is agreed that the other tribes shall interpose their good offices to remove such difficulties and also that the Government of the United States may take such measures as they may deem proper to effect the same object, and see that full justice is done to the injured party.

Art. 8. It is agreed by the commissioners of the United States, that in consequence of the Comanche and Witchetaw nations and their associated bands of tribes of Indians having freely and willingly entered into this treaty and it being the first they have made with the United States or any of the contracting parties, that they shall receive presents immediately after signing as a donation from the United States; nothing being asked from these nations or tribes in return except to remain at peace with the parties hereto which their own good and that of their posterity require.

Art. 9. The Comanche and Witchetaw nations and their associated bands or tribes, of Indians, agree that their entering into this treaty shall in no respect interrupt their friendly relations with the Republic of Mexico where they all frequently hunt and the Comanche nation principally inhabit; and it is distinctly understood that the Government of the United States desire that perfect peace shall exist between the nations or tribes named in this article and the said republic.

Art. 10. This treaty shall be obligatory on the nations or tribes parties hereto from and after the date hereof, and on the United States from and after its ratification by the Government thereof.

Done and signed and sealed at Camp Holmes on the eastern border of the Grand Prairie near the Canadian river in the Muscogee nation, this twenty fourth day of August one thousand eight hundred and thirty

Digitized by Google

, and of the independence of the United States 1835
ixtieth.

(L. S.) MONTFORT STOKES.
(L. S.) M. ARBUCKLE.
Brigr. Genl. U. S. Army.

ignatures des Indiens et des témoins.

47.

*lication du Ministère des Finan-
en Prusse concernant la percep-
du péage sur l'Elbe concertée
le gouvernement du Royaume
axe. En date du 39. Août 1835.*

ammer's Jahrbücher der Zollgesetzgebung und
ung des deutschen Zoll- und Handelsvereins.
Jahrg. 1836. H. II. S. 326.)

ach einer Verständigung mit der Königlich Säch-
Regierung ist von jetzt an beim wechselnden
t auf der Elbe und landwärts nur dann das vor-
ene Ein Viertel des Elbzolles zu erheben, wenn die
hr auf der Elbe erfolgt, wogegen diese Erhebung
er Einfuhr landwärts wegfällt. Gegenstände, welche
ach z. B. landwärts vom Auslande nach Dresden ge-
en, dort eingeschifft werden, und direkt auf der
ssischen Elbe transitiren, haben in Dresden den
mässigen Durchgangszoll für gemeinschaftliche
hnung, bei der Durchfuhr in Preussen aber kei-
n Elbzoll zu erlegen, sondern es kommt nur das
cognitionsgeld vom Fahrzeuge zur Erhebung. Um-
kehrt findet derselbe Fall in Sachsen statt, wenn
e Gegenstände zu Lande oder auf anderem, als dem
wege nach Magdeburg gelangt sind, dort eingela-
n und direkt durch Sachsen auf der Elbe nach Böh-
en durchgeführt werden. Königlich Sächsischer Seits
rd dagegen die Zurücknahme der Anordnung erfol-
n, nach welcher bisher von Gegenständen, welche
s dem diesseitigen freien Verkehr abstammen, an-
heinend aber ausländischen Ursprungs sind, wie z. B.
aumwolle, und direkt auf der Elbe durch Sachsen

Digitized by Google

1835 nach Böhmen gingen, Ein Viertel des jenseitigen Elbzolles erhoben worden. In ersterer Beziehung ist hiernach das Erforderliche alsbald zu verfügen.

Berlin, den 29. August 1835.

Finanz-Ministerium.
v. Alvensleben.

48.

Ordonnance du Grandduc de Bade pour l'exécution d'une convention préliminaire conclue avec le Royaume de Würtemberg et le Grandduché de Hesse (le 30. Juillet et le 15. Août 1835) pour la navigation du Neckar. En date du 31. Août 1835.

(Grossherzogl. Badisches Regierungsblatt 1835.)

Leopold, von Gottes Gnaden Grossherzog von Baden, Herzog von Zähringen.

Zum Vollzug einer mit der Königlich Würtembergischen und der Grossherzoglich Hessischen Regierung unterm 30. Juli und 15. August d. J. getroffenen — die Grundlage der abzuschliessenden Neckarschifffahrts-Konvention bildenden — Uebereinkunft haben Wir beschlossen und verordnen andurch provisorisch wie folgt:

Art. 1. Der bisher bestandene Neckarzolltarif ist aufgehoben.

Art. 2. Statt dessen wird der Rheinoktroitarif unter den folgenden näheren Bestimmungen eingeführt.

Art. 3. Es beträgt:

a) der volle Zoll zu Berg 6 kr., zu Thal 4 kr.
b) die Viertels-Gebühr zu Berg 1½ kr., zu Thal 1 kr.
c) die Zwanzigstels Gebühr endlich zu Berg $\frac{3}{10}$ kr. und zu Thal $\frac{1}{5}$ kr.

per Centner.

Art. 4. Dieser Zoll wird bei jeder der drei Neckarzollstellen — Mannheim, Neckargemünd, Neckarelz — zu einem Drittel erhoben, und zwar:

Digitized by Google

bei der Bergfahrt von jedem Fahrzeug, das dort 1835
ab- oder vorbeifährt,

bei der Thalfahrt hingegen von jedem Fahrzeug, das dort ankommt oder passirt.

Art. 5. Die Schiffsgebühr (Recognitionsgebühr ürs Fahrzeug selbst) wird nach dem Rheinoktroitarife, edoch blos von befrachteten Schiffen von 600 Centnern Landungsfähigkeit oder darüber, und zwar je für eine Fahrt zu Berg oder zu Thal nur einmal erhoben.

Art. 6. Es geschieht dies durch die Zollstelle, bei welcher das Schiff abfährt, oder welche dasselbe zuerst berührt.

Art. 7. Die Recognitionsgebühr, welche auf dem Rheine für bestimmte Landungsgegenstände statt des Zolls zu erheben ist, wird bei jeder der drei Neckarzollstellen nach Vorschrift des Rheinoctroitarifs erhoben und zwar bei der Bergfahrt von jedem Fahrzeug, das dort ab- oder vorbeifährt, bei der Thalfahrt von jedem Fahrzeug, das dort ankommt oder vorbeifährt.

Art. 8. Den Schiffern, die Güter vom Rhein oder von Mannheim bis oberhalb Neckarelz, oder von oberhalb Neckarelz bis Mannheim oder weiter führen, ist gestattet, in Mannheim beziehungsweise in Neckarelz, die Zölle — Art. 4 und 7. — für alle drei Zollstellen auf einmal zu entrichten.

Art. 9. Vom Holz (Brenn-, Bau- und Nutzholz) wird der Zoll auf jeder der drei Neckarzollstellen vorläufig nach der im Jahr 1802 bestandenen Uebung erhoben.

Art. 10. Der Vollzug tritt mit dem 1. Oktober in Wirksamkeit.

Das Finanzministerium hat hiernach sogleich die geeigneten Anordnungen zu treffen.

Gegeben in Unserem Staatsministerium zu Karlsruhe, den 31. August 1835.

Leopold.

v. Boeckh.

Digitized by Google

49.

Ordonnance du Gouvernement du duché de Nassau, concernant les relations du commerce et des douanes du duché aux Etats d'Allemagne unis dans un système commun de douanes, en date du 3. Septembre 1835.

(Herzogl. Nassau'isches Verordnungsblatt. 1835. Nr. 11 v. 4. September.)

In Folge einer vorläufigen Uebereinkunft wird vo dem 10. des laufenden Monats September an bis a Weiteres der freie Uebergang aus dem Herzogthu Nassau nach dem Zollvereinsgebiete, und umgeke aus dem Zollvereinsgebiete nach dem Herzogthu für alle im steuerlich freien Verkehr des einen od andern Landes befindlichen Gegenstände der Reg nach Statt finden. Von eben gedachter Regel trete für jetzt noch Ausnahmen für folgende Artikel ein. E bleiben nämlich a) unbedingt ausgeschlossen: Baum wollengarn, Zucker, Syrup, Kaffee, Kakao, Gewürz Reis, Thee, Weine (mit alleiniger Ausnahme junge Weine von 1834r und weiterhin von 1835r Gewächs unter der zu b., vorgeschriebenen Bedingung), Ta baksblätter und Stengel, Tabaksfabrikate ohne Un terschied, kurze Waaren, ganzseidene und halbseiden Waaren. Es dürfen b) nur gegen obrigkeitlich be glaubigte Ursprungszeugnisse von Fabrikanten oder Producenten der beiderseitigen Gebiete zollfrei einge hen: Wollene Waaren, baumwollene Waaren, junge Weine von 1834r oder 1835r Gewächs. Und es wird c) bei Versendungen aus dem Herzogthum nach dem Zollvereinigungsgebiete eine Ausgleichungssteuer von nachbemerkten Gegenständen entrichtet, nämlich bei dem Uebergange A. nach Preussen, Sachsen und des Thüringischen Vereins: 1) von Bier $\frac{1}{4}$ Rthlr. für den Centner, 2) von Branntwein 5 Rthlr. für die Ohm von 120 Preussischen Quart bei 50% Alkoholstärke nach Tralles, 3) von Traubenmost $\frac{2}{3}$ Rthlr. und von Wein $\frac{5}{6}$ Rthlr. für den Centner, soweit dessen

Digitized by Google

zollfreier Uebergang jetzt schon Statt finden darf; B. 1835
nach Baiern (mit Ausschluss des Rheinkreises): 1) von Bier 1 fl. für den baierischen Eimer, 2) von geschrotenem Malz 50 kr. für den baierischen Metzen, 3) von Branntwein 1 fl. 45 kr. für den baierischen Eimer; C. nach Würtemberg: 1) von Bier 2 fl. 20 kr. vom würtembergischen Eimer, 2) von geschrotenem Malze 20 kr. für den würtembergischen Simmri, 3) von Branntwein 5 fl. für den würtembergischen Eimer; D. nach Baden: von Bier 1 fl. 18 kr. für die badische Ohm zu 10 Stützen oder 100 Maass; E. nach Kurhessen: 1) von Bier $\frac{1}{8}$ Rthlr. für die Ohm, 2) von Branntwein 3 Rthlr. für die Ohm von 120 preussischen Quart bei 50% Alkoholstärke, 3) von Traubenmost $\frac{2}{3}$ Rthlr., und von Wein $\frac{5}{8}$ Rthlr. für den Centner, soweit dessen zollfreier Uebergang jetzt schon Statt finden darf; F. nach dem Grossherzogthum Hessen: von Bier 40 kr. für die grossh. hessische Ohm. Bei Ausführung dieser Uebereinkunft sind folgende Vorschriften zu beobachten. §. 1. Bei dem Waarenübergang sowohl aus den Vereinsländern nach dem Herzogthum als umgekehrt aus dem Herzogthum nach dem Zollverein müssen bis auf weiteres im Allgemeinen die zollordnungsmässigen Vorschriften befolgt werden, welche für den Waareneingang und Waarenausgang über die Landeszollgränzen bestehen. Der Waarenübergang darf daher nur über die an den beiderseitigen Gränzen noch fortbestehenden Zollämter, und bei dem Uebergang in die Zollvereinsländer nur mit Einhaltung der Zollstrassen und über Nebenzollämter nur innerhalb deren Abfertigungsbefugnisse erfolgen. Rohe Erzeugnisse der Landwirthschaft und Viehzucht sind jedoch in gleichem Maasse, wie die nach dem Zolltarife ganz abgabenfreien Gegenstände, an die Einhaltung der Zollämter und Zollstrassen nicht gebunden. §. 2. Gegenstände, welche sofort abgabefrei übergehen können, werden bei den Zollämtern gleich den tarifmässig freien abgefertigt und in soweit sie im Vereinsgebiete der Legitimationsscheinkontrole unterworfen sind, zum weiteren Transport im Gränzbezirk mit Legitimationsscheine versehen. §. 3. Gegenstände, welche vom freien Verkehr unbedingt ausgeschlossen sind (zu a), werden in jeder Beziehung nach den bisherigen Vorschriften behandelt. §. 4. Ge-

Digitized by Google

1835 genstände, deren zollfreier Uebergang nur auf obrigkeitlich beglaubigte Ursprungszeugnisse gestattet ist, (zu b), dürfen in das Herzogthum nur über die bestehenden Durchgangszollstätten, in das Vereinsgebiet aber nur über die Hauptzollämter und einige besonders zu bezeichnende Nebenzollämter 1ter Klasse eingehen, und können nur von diesen Zollämtern abgefertigt werden. §. 5. Die Ursprungszeugnisse sind von den Fabrikanten oder Producenten unter der Versicherung an Eidesstatt, dass die Waare eigenes Fabrikat (Erzeugniss) sey, auszustellen, und unterliegen für die aus dem Herzogthum in das Zollvereinsgebiet überzuführenden Gegenstände der Beglaubigung der herzogl. Aemter; bei den aus dem Zollvereinsgebiet in das Herzogthum übergehenden Waaren dieser Art erfolgt die Beglaubigung von der betreffenden Bezirksverwaltungsbehörde. Von der Bestimmung, dass die Waare eigenes Erzeugniss seyn müsse, ist bei jungen Weinen, welche sich nicht mehr in den Händen der Producenten befinden, eine Ausnahme in so weit zulässig, dass die Ursprungszeugnisse auch von Händlern ausgestellt werden können, jedoch alsdann der amtlichen Bescheinigung eine sorgfältige Prüfung von Seite der beglaubigenden Behörde vorangehen muss. §. 6. Die Gegenstände, von welchen (nach c.) bei dem Uebergange aus dem Herzogthum nach dem Vereinsgebiete Ausgleichungsabgaben, oder, wie in dem Grossherzogthum Hessen von Branntwein, Obstwein und Wein innere Steuern erhoben werden, müssen zum Behufe der Entrichtung der Abgabe bei dem betreffenden Eingangsamte angemeldet werden. §. 7. Wenn bei dem Verkehr zwischen dem Herzogthum und den Zollvereinsländern mit Gegenständen, welche unbedingt oder nur auf Ursprungszeugnisse gegenseitig zollfrei übergehen können, dazwischen liegendes Ausland berührt wird, so sind die Vorschriften zu befolgen, welche im Zollverein für Fälle der Versendungen von Gegenständen des freien Verkehrs von Inland zu Inland mit Berührung des Auslands bestehen. Es ist in diesem Falle erforderlich: a) bei Versendungen aus dem Herzogthum in das Vereinsgebiet: die Abgabe einer Deklaration von Seiten des Versenders (oder Waarenführers); die Revision der Waaren, Anlegung des Verschlusses und Ausgangsbescheinigung von Seite des Ausgangs-

Digitized by Google

mtes, b) bei dem Eingange auf Declarationsschein 1835
n das Herzogthum: Prüfung des Verschlusses, nach
lessen unverletztem Befunde erst der zollfreie Ueber-
gang der Waaren gestattet werden darf. Bei Gegen-
ständen, deren gegenseitig freier Uebergang nur auf
Ursprungszeugnisse gestattet ist, werden die Abferti-
gungen für die Passage durch das Ausland den Ur-
sprungszeugnissen beigefügt. §. 8. Wegen der Kon-
trole des Waarenverkehrs auf jenen Strecken des Rheins
nd Mains, wo nur ein Ufer zum Herzogthum, das
ndere aber zum k. preuss. oder grossh. hess. Gebiet
hört, wird auf die desfallsige Verordnung vom 4. d.
zug genommen. Hinsichtlich der Behandlung sol-
er Gegenstände, welche unter Begleitschein-Con-
le aus dem einen Gebiete in das andere übergehen,
ält es bei den von den Zollverwaltungs-Behörden
reits getroffenen Anordnungen sein Bewenden. §. 9.
wegen der Erhebung des Transitzolles bestehen-
gesetzlichen Vorschriften erleiden durch vorstehende
timmungen keine Aenderung. Die Herzogl. General-
uer-Direction ist mit der weiteren Anordnung al-
dessen, was zum Vollzug dieser Vorschriften nö-
ist, beauftragt. Wiesbaden den 3. Septemb. 1835.
rzogliches Staats-Ministerium.

Graf von Walderdorff. vdt. Stein.

50.

rdonnance du Gouvernement du uché de Nassau pour régler le con- ôle du transport et du trafic des archandises sur le Rhin et sur le lein, conformément à une conven- on conclue avec les Gouvernemens u royaume de Prusse et du Grand- duché de Hesse, en date du 3. Septembre 1835.

lerzogl. Nassau'isches Verordnungsblatt. 1835. Nr. 11. v. 4. Septemb.)

In Folge der mit den k. preussischen und grossh. ssischen Regierungen getroffenen Verabredungen

Digitized by Google

1835 wegen zweckmässiger Kontrolirung und Beaufsichtigung des Waarenverkehrs auf jenen Strecken des Rhein und Mains, auf welchen das eine Ufer zum Herzogthum Nassau, das andere aber zum Königreich Preusse oder Grossherzogthum Hessen gehört, ist bis auf we tere Verfügung Folgendes angeordnet worden: §. Der Waarenverkehr auf dem Rheine und Maine unte liegt auf der Strecke von Koblenz bis Mainz und v Mainz bis Höchst im Allgemeinen denselben Kontrole welche auf denjenigen Strecken dieser Flüsse in A wendung kommen, wo beide Ufer zum Zollverein gebiet gehören. §. 2. Zufolge dieses Grundsatzes fin bei dem Transporte ausländischer (d. h. nicht nassa scher und nicht vereinsländischer) Waaren auf fraglichen Strecken des Rheins und Mains Begleit oder Begleitscheinkontrole in allen den Fällen S in denen bisher schon die eine oder andere di Kontrolemassregeln nach Massgabe des Falls auf d jenigen Stromstrecken in Anwendung gekommen deren beide Ufer dem bisherigen Zollvereine an hören. Auf dem Maine finden vorerst bloss Begleit gen Statt. §. 3. Die Begleitung erfolgt bei der Rhe bergfahrt von Koblenz bis Mainz durch k. preussis bei der Rheinthalfahrt von Mainz bis Koblenz du grossh. hessische, bei der Mainbergfahrt von Mainz Höchst durch grossh. hessische und bei der Maint fahrt von Höchst bis Kelsterbach durch herzogl. n sauische, und von da bis nach Mainz durch gros hessische Aufseher. Bei der Mainthalfahrt sind Führer der Schiffe und sonstigen Fahrzeuge verb den, an dem hierzu bestimmten Landungsplatze Höchst anzuhalten und die zu ihrer Begleitung berei Angestellten aufzunehmen. Es liegt ihnen ausserd ob, sich gleich nach Ueberschreitung der diesseitig Gränze an dem bei Griesheim aufgestellten Wac schiffe zu melden und sich den Anordnungen zu unt werfen, welche die darauf befindlichen Aufseher Verhütung der Einschwärzungen auf der Fahrt nach Höchst, ihrer Instruktion gemäss, treffen werde Nur während der Tagesstunden ist erlaubt, mit b ladenen Fahrzeugen auf dem Maine die diesseitig Gränze von dem Gebiete der freien Stadt Frankfu als zu überschreiten. Als Tagesstunden sollen in di ser Beziehung angesehen werden: in den Monat

Digitized by Google

nuar, Februar, Oktober, November und Dezember 1835
e Zeit von 7 Uhr Morgens bis 6 Uhr Abends; in
n Monaten März, April, August und September die
eit von 5 Uhr Morgens bis 8 Uhr Abends; sowie in
n Monaten Mai, Juni und Juli die Zeit von 4 Uhr
orgens bis 10 Uhr Abends. §. 4. Der Verkehr, wel-
er auf den gedachten Stromstrecken zwischen Nassau
d dem Vereine mit inländischen Erzeugnissen oder
it verzollten (im freien Verkehre befindlichen) Gegen-
inden Statt findet, unterliegt einer Kontrole mittelst
ransportscheinen, in welchen der Ort der Einladung
d das Eingangsamt des andern Staates anzugeben
. Bei Schiffsladungen, welche mit Manifesten ver-
en sind, und bei Waaren, welche nach der Mini-
rialbekanntmachung vom Heutigen mit Ursprungs-
gnissen begleitet seyn müssen, vertreten diese
nifeste und beziehungsweise Ursprungszeugnisse die
lle der Transportscheine. §. 5. Uebertretungen die-
r Anordnungen werden, wenn damit nicht ein eigent-
es Zollvergehen verbunden ist, mit den durch die
nisterialverordnung vom 6. März 1829 (Verordnungs-
tt Nr. 5. des Jahres 1829) eingeführten Ordnungs-
afen von 30 Kreuzer bis zu 50 Gulden geahndet.
6. Die H. Generalsteuerdirektion ist mit der Voll-
hung obiger Vorschriften, soweit sie nicht die Un-
suchung und Bestrafung der Uebertretungen be-
ffen, beauftragt. Wiesbaden den 3. September 1835.
rzogliches Staatsministerium.

Graf v. Walderdorff.

vdt. Stein.

Digitized by Google

51.

Document officiel sans signature sans date remis aux Consuls européens résidans à Alexandrie le 19. Septembre 1835, par ordre de Mehemed-Ali, Vice-Roi d'Egypte.

(Allgemeine Zeitung 1835. Ausserordentl. Beilage Nro. 445. v. 5. Novemb.)

(Traduction de l'arabe.)

Gewisse Journale *) haben gegen Mehemed eine schwere Anklage erhoben. Sie haben behaup dass dieser Fürst der geheime Beförderer der Em rung Tafil Busi's in Albanien gewesen sey, wobei sich auf falsche, von Tafil Busi selbst im Interesse ner Sache geschickt verbreitete Gerüchte stütz Diese Behauptung der erwähnten Journale ist um überraschender, als Mehemed Ali sich schon seit raumer Zeit nur mit der Wohlfahrt des seiner Ver tung anvertrauten Landes beschäftigt. Eine flüch Uebersicht dessen, was dieser Fürst nur allein seit nem Jahre im Interesse Aegyptens gethan hat, dü die beste Antwort auf die verläumderischen Beschu gungen seyn, die man gegen ihn erhebt. Jederm weiss, dass Se. Hoheit ein einziges grosses Werk wandelbar im Auge hat, nemlich das, die Fortsch des Landbaues zu begünstigen und das Glück Volkes ohne Unterschied zu vermehren. Zu die Zweck versammelt er alljährlich um seine Person Chefs der verschiedenen Verwaltungen und beson jene der Provinzdistricte, welche aus den achtungsw thesten Familien der verschiedenen Lokalitäten gew werden. Diese Versammlung hatte für das laufende J 1251, während der ersten Tage des Monats Rebiul- (Junius 1835) in den Umgebungen von Schubra,

*) Il parait que c'est un article inséré au *Moniteur Ott* de Constantinople qui a occasionné la présente déclaratio la part du Souverain actuel de l'Egypte, de l'Arabie, d Candie et de la Syrie.

Note de l'Editeur du Recueil.

Digitized by Google

ustschlosse des Vicekönigs, statt. Zelte waren zu 1835
iesem Behuf aufgeschlagen worden, und die Versamm-
ng bestand aus den Gouverneurs, den Mitgliedern
es Staatsraths, den Inspectoren und den übrigen öf-
ntlichen Beamten. Alle Chefs der Provinzen und
er Districte fanden sich dabei ein, um Bericht über
ie unter ihrer Leitung angelegten Strassen und Ka-
ile, über die zu Ermunterung des Ackerbaues und
ir einen ausgedehntern Wohlstand der Landesbewoh-
er angeordneten Strassen, und über den Eifer abzu-
atten, mit welchem sie sich die Erhebung der Abga-
n angelegen seyn liessen. Der grösste Theil von
nen hat für seine Thätigkeit für das öffentliche Wohl
lohnungen verdient, die ihnen sogleich zugewiesen
rden. So wurden auch alle jene Ländereien, welche
gen des unzulänglichen Austretens des Nils im Jahr
9 (1833) nicht hinreichend bewässert wurden, auf
Jahr steuerfrei erklärt. Eine ähnliche Gunst wurde
n Ländereien, in deren Bereich jetzt Strassen und
äle angelegt werden, und endlich auch jenen zu-
tanden, welche wegen des zu langen Stehenbleibens
Wassers auf ihnen nicht zur gehörigen Zeit bestellt
rden konnten, oder auf denen die Ernte der grossen
re wegen, nur mittelmässig ausfiel. Ebenso wurde
Pünktlichkeit berücksichtigt, mit welcher fast alle
fer die Abgaben des verflossenen Jahres bezahlten.
000 Beutel wurden von der Schuld gestrichen, mit
cher sich die am wenigsten Begüterten noch im
ckstande befanden. Rechnet man hiezu einen Steuer-
hlass von 180,000 Beuteln für die zuerst erwähn-
Ländereien, und einen weitern von 150,000 Beu-
für die übrigen, so wird man finden, dass die
chiedenen Summen, auf welche die Regierung
richtete, sich auf wenigstens 300,000 Beutel belau-
Diese wohlthätigen Verfügungen des Vicekönigs
en die Herzen mit der lebhaftesten Freude erfüllt,
l jedes Mitglied der Versammlung verpflichtet sich,
ter den Ausdrücken der innigsten Erkenntlichkeit,
ne Bemühungen für die grössere Verbreitung des
ndbaues zu verdoppeln. Solche Erfolge verdienen
erdings hervorgehoben zu werden, und dennoch
gte man, gerade da als der Fürst im Vereine mit
inen Beamten der Zukunft Aegyptens neuen Wohl-
tand versprach, Mehemed Ali in der öffentlichen Mei-

Digitized by Google

1835 nung zu ächten, indem man ihn beschuldigte, durch geheime Besoldung niedriger Aufrührer einen Angriff auf die Sicherheit des Staats gewagt zu haben. Man hätte wenigstens aus den angeführten Vorgängen erkennen sollen, dass Mehemed Ali zu Erreichung seiner landwirthschaftlichen Absichten der Ruhe und Ordnung bedurfte, und dass mithin eben seine Liebe zu Ruhe und Ordnung allein schon eine hinreichende Bürgschaft seiner Abneigung gegen Männer ist, wie Tafil Busi, und solche, die ihn unterstützen. Muss man sich nicht wundern, dass es Schriftsteller gibt, welche stets bereit sind, ohne allen plausibeln Grund die nachtheiligsten Urtheile über diesen Fürsten in die Welt zu schicken? Geschah dies vielleicht, weil Tafil Busi in mehreren an Mehemed Ali gerichteten Schreiben in griechischer Sprache Unterstützung verlangte? Dies ist zwar richtig; hat aber Se. Hoheit nicht jede solche Forderung mit Unwillen von sich gewiesen? Noch mehr, sobald der Fürst erfuhr, dass dieser Empörer Willens sey, einen Vertrauten nach Candia zu senden, fertigte er an Mustapha Pascha, den Gouverneur dieser Insel, den bestimmten Befehl ab, weder den in Rede stehenden Mann, noch irgend einen Andern zu empfangen, der nur den Namen des rebellischen Häuptlings vorbringen würde. Der Fürst beeilte sich ferner den in Alexandria anwesenden Generalkonsuln der befreundeten Mächte die Briefe Tafils vorzulegen, worin er dessen Benehmen in den entschiedensten Ausdrücken verwarf. Zugleich gab er alle nur möglichen Bürgschaften, um zu beweisen, dass er diesem beklagenswerthen Ereigniss gänzlich fremd sey. Dennoch musste der Fürst mit tiefem Schmerz gewahr werden, dass diejenigen, welche das Gerücht von seiner Schuldlosigkeit zuerst in Umlauf brachten, auch dann keinen Widerruf leisteten, als sie sich von der Grundlosigkeit ihrer Beschuldigung überzeugen konnten. Der Fürst glaubt seiner Ehre im Angesicht der Welt die Erklärung schuldig zu seyn, dass er nie den geringsten Theil an diesem Aufruhr hatte, und dass er sich zum Voraus darein ergiebt, all die Schmach zu erdulden, die auf ihn zurückfallen würde, wenn man entdecken sollte, dass er durch Handlungen oder auch nur Wünsche dabei betheiligt war. Nach einer solchen Erklärung muss man mindestens bekennen, dass es die grös-

Digitized by Google

Ungerechtigkeit und Unredlichkeit seyn würde, ferner 1835
darauf zu beharren, auf Rechnung eines Fürsten,
dessen Benehmen und Charakter über jeden Vorwurf
erhaben sind, eine so offenbare Verläumdung, wie die
vorliegende, gelten zu lassen.

52.

Déclaration du Ministère des Finances du Grandduché de Bade concernant l'extension de la liberté du commerce avec les autres états allemands réunis en un système commun de douanes. En date du 28. Septembre 1835.

(Grossherzogl. Badisches Staats- und Regierungsblatt 1835 v. 29. Sept. Nro. 43.)

Mit höchster Genehmigung Sr. k. Hoh. des Grossherzogs und im Einverständniss mit den übrigen Staaten des Zollvereins wird andurch verordnet: Art. 1. Nachstehende, von dem gänzlich freien Verkehr zur Zeit noch ausgeschlossene Waaren sind vom 14. Oktober d. J. an von jeder Zollabgabe bei der Einfuhr aus den Vereinsstaaten in das Grossherzogthum und bei der Einfuhr aus dem Grossherzogthum in die Vereinsstaaten ebenfalls befreit: Tarifsatz 2. b. Baumwollengarn: 1) weisses ungezwirntes und Watten; 2) gebleichtes, gezwirntes Garn (Zwirn, Strickgarn), ingleichen alles gefärbte Garn. Tarifsatz 20. Kurze Waaren, Quincaillerien etc. Tarifsatz 25. f. Weine, andere als 1834r Gewächs. Tarifsatz 30. Seide und Seidewaaren: b. seidene Zeuge und Strumpfwaaren, Tücher (Shawls), Bänder, Blonden, Spitzen, Petinet, Flor (Gaze), Posamentier-, Knopfmacher-, Stickerei- und Putzwaaren, Gespinnst- und Tressenwaaren aus Metallfäden und Seide, ausser Verbindung mit Eisen, Glas, Holz, Leder, Messing und Stahl, Gold- und Silberstoffe; endlich obige Waaren aus Floretseide (bourre de soie), oder Seide und Floretseide. c. alle obigen Waaren, in welchen ausser Seide und Floretseide auch andere Spinnmaterialien, Wolle oder andere

Digitized by Google

1835 Thierhaare, Baumwolle, Leinen (einzeln oder verbunden) enthalten sind. Art. 2. Der Eingang dieser Waaren aus den Vereinsstaaten in das Grossherzogthum und aus dem Grossherzogthum in die Vereinsstaaten ist nur dann gestattet, wenn durch obrigkeitlich beglaubigte Ursprungs-Zeugnisse von Fabrikanten oder Producenten nachgewiesen wird, dass sie bezüglich in einem Vereinsstaate oder dem Grossherzogthum erzeugt worden sind. Art. 3. Was wegen der Ursprungszeugnisse für wollene und baumwollene Waaren so wie der 1834r Weine bereits verordnet worden ist findet auch auf die Art. 1. erwähnten Gegenstände Anwendung. Die grossherzogl. Zolldirektion ist mit dem Vollzug gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

53.

Convention entre le Grandduché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen pour l'agrégation de plusieurs districts de cette Principauté au système de Douanes du Grandduché de Bade. En date du 12. Octobre 1835.

Ratifiée à Carlsruhe le 22. Octobre 1835.

(Publication officielle dans le Grandduché de Bade le 11. Décembre 1835.)

Art. 1. Das Gebiet und die Ortschaften des Fürstlichen Oberamtes Wald, sodann die Orte Bittelschieß und Ettisweiler des Fürstlichen Oberamtes Sigmaringen, welche zusammen von dem Verbande des deutschen Zollvereins bisher ausgeschlossen waren — dahin mit Ausnahme der Amt Waldischen Orte Beuren und Berenthal sammt dorthin gehörigen Höfen — werden mit ihrer Bevölkerung in die Grossherzoglich Badische Zollvereinsverwaltung aufgenommen.

Es sollen hiernach die Zollordnung, der Zolltarif, das Zollkartel und alle anderen allgemeinen Bestimmungen, welche das Grossherzogthum Baden als Mit-

Digitized by Google

lied des deutschen Zollvereins bereits angenommen 1835
at oder künftig noch annehmen wird, auch als ver-
indlich für die obgedachten Landestheile des Fürsten-
ums Hohenzollern-Sigmaringen angesehen und von
er Fürstlichen Regierung zur Nachachtung verkündet
erden.

Zum Behufe dieser Verkündung wird die Gross-
erzoglich Badische Regierung der Fürstlichen Regie-
ung die nöthige Anzahl Exemplare der betreffenden
adischen Verordnungen jedesmal zeitig übermachen.

Art. 2. Vor Annahme neuer gesetzlicher Bestim-
ungen in dem Zollverein wird mit der Fürstlichen
egierung zeitige Rücksprache gepflogen, auf deren
Vünsche und Bemerkungen möglichste Rücksicht ge-
ommen und der Grossherzoglich Badische Bevoll-
ächtigte in Zollsachen auch im Interesse der Fürst-
chen Regierung bezüglich der obengedachten Fürst-
chen Landestheile instruirt werden.

Art. 3. Die Zollstrafgesetzgebung bleibt
ie bisher im Fürstenthume überhaupt eingeführte, in
o lange nicht das beabsichtigte allgemeine Zollstraf-
esetz für den ganzen Verein oder das Grossherzoglich
adische Zollstrafgesetz auf dem Wege der Gesetz-
ebung durch die Fürstliche Regierung eingeführt
erden kann.

Art. 4. Alle Straf- und streitigen Zollsachen, welche
n Grossherzogthume Baden nicht durch die Zollver-
altung, sondern durch die Gerichts-, beziehungsweise
dministrativbehörden erledigt werden, sollen im Für-
tenthume Sigmaringen von den zuständigen Fürst-
chen Behörden mit Anwendung der nach Art. 1. ver-
ündeten Gesetze und Verordnungen, jedoch unter
eibehaltung der bisherigen Fürstlichen Zollstrafgesetze
Art. 3.), verhandelt und entschieden werden.

Die von den Fürstlichen Landesbehörden erkann-
en Geldstrafen und Konfiskationen fallen nach Abzug
es Zollbetrags und der gesetzlichen Anbringgebühr
em Fürstlichen Fiskus anheim.

Die Strafrekurse gehen im ordnungsmässigen Wege
n die oberen Fürstlichen Landesbehörden, Nachlass-,
nd Gnadengesuche aber an den Landesfürsten.

Grossherzogliche Zollbedienstete, die in den an-
eschlossenen Fürstlichen Landestheilen in oder ausser
Dienstgeschäften kürzere oder längere Zeit verweilen,

Digitized by Google

1835 stehen für Handlungen, welche den Dienst nicht berühren, unter den Justiz- und Polizeigesetzen des Fürstenthums gleich andern Privatpersonen.

Art. 5. Die Fürstlich Hohenzollerschen Unterthanen haben an allen Vortheilen und Begünstigungen Theil zu nehmen, welche für die Grossherzoglichen Unterthanen aus den Vereinsverhältnissen fliessen.

Art. 6. In Betreff der Ausgleichungsabgaben von denjenigen Erzeugnissen, bei welchen eine Verschiedenheit der Besteuerung zwischen dem Grossherzogthume und dem Fürstenthume besteht, wird ohne Rücksicht auf die angeschlossenen Fürstlichen Landestheile nach Maassgabe der gegenwärtigen Verhältnisse im Allgemeinen festgesetzt, dass vom Bier, welches an der Landesgrenze gegen das Fürstenthum Hohenzollern-Sigmaringen in das Grossherzogthum Baden eingeführt wird, dann — wenn es nicht erweislich ausserhalb dem Fürstenthume erzeugt wurde — eine Ausgleichungsabgabe für die Badische Ohm von 1 fl. 18 kr. bezogen werden soll.

Dagegen unterliegt das vom Grossherzogthume in das Fürstenthum eingeführte und dort zum Ausschank gebrachte Bier den hierfür bestehenden Fürstlichen Abgaben.

Andere Ausgleichungsabgaben finden auf keiner Seite statt, so lange die gegenwärtige Besteuerung keine Abänderung erleidet.

Tritt eine solche Abänderung ein, so soll in den hierzu geeigneten Fällen eine neue Regulirung der Ausgleichungsabgaben verabredet werden.

Art. 7. Die Fürstliche Regierung verpflichtet sich in den der Zollvereinsverwaltung des Grossherzogthums angeschlossenen Fürstlichen Landestheilen wenigstens gleich hohe Salzpreise, als im Grossherzogthum Baden bestehen, einzuhalten.

Art. 8. Hinsichtlich des Salztransportes, welcher von der Königlich Würtembergischen Saline Rotenmünster an die Fürstliche Factorie zu Wald durch das Grossherzogthum Baden geht, und für die obgedachten Landestheile bestimmt ist, wird von Grossherzoglicher Seite keinerlei Beschränkung oder Belästigung stattfinden, auch jede Maassregel, welche die Grossherzogliche Regierung zu ihrer eigenen Sicherheit anzuordnen für gut findet, nicht auf Kosten der

Digitized by Google

Salztransportanten vollzogen werden, wogegen die Fürst- 1835
che Regierung diesen Salztransport stets genau kon-
roliren und bereit seyn wird, alle Ausweise hierüber
er Grossherzoglichen Regierung auf deren Verlangen
reundnachbarlich mitzutheilen.

Art. 9. Die obgedachten Fürstlichen Landestheile Art. 1.) werden demjenigen Grossherzoglichen Hauptzollamte zugewiesen, welches demselben zunächst gelegen ist. Die Fürstlichen Landestheile werden übrigens nur in soweit in den Grenz-, beziehungsweise Gewerbskontrolbezirk eingerechnet, als dies mit benachbarten, von der Bodenseegrenze gleich weit entfernten Grossherzoglich Badischen Orten auch der Fall ist.

Art. 10. Die Grossherzogliche Regierung wird beim Zollwesen einige Fürstliche Unterthanen verwenden, insofern sie dergleichen hierzu befähigt findet.

Art. 11. Da die Grossherzogliche Regierung nach dem Vertrage mit den Zollvereinsstaaten vom 12. Mai 1835 im Verhältniss der Bevölkerung des Grossherzogthums einschliesslich der obgedachten Fürstlichen Landestheile zu der Bevölkerung des Gesammtvereins ihren Antheil an dem Reinertrag der Vereinszollabgaben erhalten wird, so sichert sie der Fürstlichen Regierung die vollständige Ausbezahlung derjenigen Summe zu, welche nach diesem Maassstabe der Bevölkerung auf die gedachten Fürstlichen Landestheile kommen wird.

Dieser Betrag wird ohne Abzug und Kosten an die Fürstlichen Kassen zu Sigmaringen in vierteljährigen Raten und zwar für die ersten drei Quartale nach dem Durchschnittsertrage jedes vorangegangenen Jahres, vorbehaltlich der Schlussabrechnung auf das vierte und letzte Quartal, entrichtet werden.

Der Fürstlichen Regierung werden hierbei die Abrechnungen mit dem Gesammtverein auszüglich mitgetheilt werden, so wie ihr auch die Einsichtsnahme der Originalabrechnungen durch Kommissarien überlassen bleibt.

Die Bevölkerung der betreffenden Fürstlichen Landestheile hat die Fürstliche Regierung jeweils ganz nach denselben Bestimmungen aufnehmen zu lassen und nachzuweisen, die in dieser Beziehung unter den Vereinsstaaten verabredet sind.

Art. 12. Die Wiedereinführung eines Weggeldes

Digitized by Google

1835 mit Beobachtung des Art. 13 des Vertrags vom 12. Mai 1835 zwischen dem Grossherzogthum und den Zollvereinsstaaten bleibt der Fürstlichen Regierung überlassen. Sollte jedoch für Rechnung der Vereinszollklassen ein Weggeldsurrogat bestimmt werden, so tritt hierfür ein besonderer Ersatz an die Fürstliche Kasse auf gleiche Weise ein, wie Art. 11. für die Zollerträgnisse festgesetzt ist.

Art. 13. Die durch die angeschlossenen Fürstlichen Landestheile ziehenden Strassen sollen hinsichtlich der Durchfuhrabgabe ebenso behandelt werden, wie in gleichem Falle die benachbarten Badischen Strassen.

Art. 14. Der gegenwärtige Vertrag tritt mit dem Tage in volle Wirkung, an welchem das Grossherzogthum Baden in die Revenüentheilung eintritt.

Er dauert vorerst bis 1. Januar 1842 und es sind sechs Monate vor Ablauf des Termins wegen einer Vertragsverlängerung oder anderer Maassnehmungen neuerlich verhandelt werden.

Art. 15. Während des gegenwärtigen transitorischen Zustandes und bis das Grossherzogthum Baden in die Revenüentheilung eintritt, werden die obgedachten Fürstlichen Landestheile sogleich nach erfolgten höchsten Ratificationen des gegenwärtigen Vertrags, dem Grossherzoglich Badischen Inlande gleich geachtet werden.

Art. 16. Anstände über die Anwendung des Vertrags werden in Ermangelung gütlicher Ausgleichung durch Kompromiss entschieden werden.

54.

Ordonnance de Mehemed Ali, Vice-Roi de l'Egypte, relativement à l'admission des étrangers. En date du 3. Novembre 1835.

(Hamburger Korrespondent 1836. Nro. 7.)

(Traduction.)

Die ägyptische Regierung hat stets die Europäer, welche Civilisation und Kunstfleiss im Lande zu be-

Digitized by Google

ördern suchen, mit grosser Bereitwilligkeit aufgenom- 1835
nen. Unglücklicherweise aber folgen denselben immer
iele Abenteurer, die des gastfreundlichen Schutzes
anz unwürdig sind und nicht selten zu Cairo und
lexandria Anlass zu ernstlichen Unruhen gegeben ha-
en. Beleidigungen der Autoritäten, schamlosen Schleich-
andel, Zank und Schlägereien — das alles haben
ich solche Menschen erlaubt. Ein solcher Zustand
r Dinge kann nicht geduldet werden. Es ist
r. Hoheit, Mehemed Ali's entschiedener Wille, dass
e Ruhe erhalten und das friedliebende Volk unterm
chutz der Gesetze gegen alle Versuche, die Ordnung
stören, gesichert werde. Er hat darum für nöthig
achtet, zu verfügen, wie folgt: 1) Vom 15. Jan.
36 an hat sich ein Jeder, der nach Aegypten kommt,
h da niederzulassen, gleich beim Eintreffen über
ne Subsistenzmittel auszuweisen; auch muss er eine
aution von bekannten Einwohnern beibringen, die seine
te Aufführung verbürgt. 2) Alle bereits in Aegyp-
n lebende Europäer haben ebenwohl diese Bedingung
es Aufenthaltes zu erfüllen. Jeder Schiffskapitain,
r Passagiere nach Aegypten mit bringt, die sich nicht
sweisen können und keine Bürgschaft beizubringen
rmögen, sollen gehalten seyn, dieselben auf seine
efahr und Kosten nach Europa zurückzuschaffen.

Alexandria, den 3. Nov. 1835.

Boghos Jussuf.

55.

)éclaration du peuple de Texas réuni n Assemblée générale, publiée en angue française, anglaise et espag- ole, à San Felipe, le 3. Novembre 1835.

(National, 18. Janvier 1836.)

Le général Antonio Lopez de Santa-Anna et d'au-
es généraux, ayant renversé par la force des armes
s institutions libérales de Mexico, et dissous le con-
at social qui existait entre le Texas et les ministres
e la confédération mexicaine, le brave peuple de Texas,

Digitized by Google

1835 se prévalant de ses droits naturels, déclare solennellement.

"1o. Qu'il a pris les armes pour la défense de ses droits et de ses libertés menacées par les empiètemens des despotes militaires, et au mépris du principe républicain de la constitution libérale de 1825;

"2o. Que le Texas n'est plus lié, ni moralement ni civilement, par le contrat d'union; que néanmoins cédant à la générosité qui caractérise un peuple libre il offre son secours et son assistance aux membres de la confédération mexicaine qui voudront prendre les armes contre le despotisme militaire;

"3o. Qu'il ne reconnait point que les autorités actuelles de la république nominale du Mexique aient le droit de gouverner dans les limites du Texas;

"4o. Qu'il ne cessera de faire la guerre à ces autorités aussi long-temps que leurs troupes seront sur le territoire du Texas;

"5o. Qu'il considère comme son droit pendant que le système fédéral est reconnu et que le despotisme est établi, de se retirer de l'union et de créer un gouvernement indépendant ou d'adopter les mesures qu'il jugera les plus utiles pour la protection de ses droits et de ses libertés; mais qu'il restera fidèle au gouvernement mexicain aussi long-temps que la nation sera gouvernée par la constitution et les lois établies pour le gouvernement de l'association politique.

"6o. Que l'état de Texas est responsable de ses armées actuellement en campagne;

"7o. Que la bonne foi de l'état de Texas est engagée au paiement de toutes dettes qui seraient contractées par ses agens;

"8o. Que l'état récompensera par des concessions de terre tous ceux qui serviront comme volontaires dans la lutte actuelle, et leur accordera le droit de cité.

"Nous certifions solennellement ces déclarations devant le monde et invoquons Dieu à témoin de leur sincérité et vérité, appelant le malheur et la ruine sur nos têtes si nous nous rendons coupables de perfidie." (Suivent les signatures des deputés des différens districts du Texas.) *)

*) Le *Morning-Chronicle* de Londres ajoute au document ci-dessus les reflexions suivantes:

"Avant la destruction de la constitution fédérale du Mexique

Digitized by Google

56.

Convention entre le Royaume de Würemberg et le Grandduché de Bade, concernant l'administration des douanes dans les Enclaves respectives. Conclûe et ratifiée au mois de Novembre 1835.

(Königl. Würtembergisches Regierungsblatt 1835. von 3. December S. 459.)

Art. 1. Die unterm 26. April 1831 im Königlich Würtembergischen Regierungsblatt Seite 196 und unterm

---

et l'établissement d'un gouvernement central à Mexico, l'état du Texas, en grande partie peuplé d'émigrés des Etats-Unis et de différentes parties de l'Europe, par conséquent d'une race tout-à-fait distincte du peuple mexicain, supportait impatiemment les restrictions apportées au commerce extérieur et les réglemens arbitraires imposés par le congrès fédéral. Ces mesures ne rencontraient l'obéissance qu'autant qu'elles étaient soutenues par la force militaire. Cette contrée n'a qu'une population peu nombreuse, et le gouvernement mexicain, en occupant les ports de mer, y maintenait un semblant d'autorité, tandis que les établissemens de l'intérieur des terres, à l'aide d'une frontière non limitée et de l'affluence des colons du Nord, dans l'intérêt de la culture de leur sol, peut-être le plus fertile du monde, savaient se soustraire aux lois de douane du gouvernement mexicain, et regardaient comme une injustice qu'on voulût gêner leur commerce d'importation et d'exportation avec la Louisiane.

„L'insurrection actuelle n'est donc que la conséquence d'un mouvement qui a commencé à l'arrivée des colons américains dans le Texas, et elle a des motifs plus profonds que ceux avoués dans la déclaration d'indépendance que nous venons de citer. Les Texiens prennent aujourd'hui pour prétexte la résistance à la destruction de la constitution fédérale entreprise par le général Santa Anna; et il n'y a pas de raison pour que Tamanlipas ou toute autre province disposée à résister à la centralisation, ne prenne le même parti, puisque d'après la constitution de 1824 chacun des états de la fédération mexicaine est déclaré libre, souverain et indépendant, et ne cède une portion de ses attributions de souveraineté que pour le maintien d'une république fédérative.

„Aussi cette déclaration est-elle habilement combinée pour obtenir l'intérêt, sinon le secours réel des états situés entre Texas et Mexico, et pour affaiblir et détourner les forces

Digitized by Google

1835 27. Mai 1831 im Grossherzoglich Badischen Regierungsblatt Seite 57 verkündete Uebereinkunft, nach welcher die Grossherzoglich Badischen Orte Schluchtern und Ruchsen, so wie die Grossherzoglich Badischen Antheile der Kondominate Widdern und Edelfingen dem Königlich Würtembergischen, und die Königlich Würtembergischen Orte Hohentwiel sammt Bruderhof und Herschberg dem Grossherzoglich Badischen Zollverbande einverleibt worden sind, tritt mit dem Zeitpunkte ausser Wirksamkeit, von welchem an das Grossherzogthum Baden an den Vereinrevenüen Antheil nimmt.

Die betreffenden Orte und Kondominatstheile werden von da an nach den Zollgesetzen des Staates, dem sie angehören, behandelt und in die Zollverwaltung desselben aufgenommen.

Art. 2. Da jedoch beide Staaten gleiche Zolleinrichtung haben und es zweckmässig ist, die Anstalten, die hiernach, namentlich der Binnenkontrole wegen, in den betreffenden Enklaven und Kondominatstheilen etwa errichtet werden, durch dieselben Beamten beaufsichtigen zu lassen, welchen die Aufsicht in den umliegenden Orten anvertraut ist, so soll diese Aufsicht in Schluchtern und Rüchsen und in den Grossherzoglich Badischen Antheilen von Edelfingen und Widdern durch das nächstgelegene Königlich Würtembergische, in Hohentwiel, Herschberg und Bruderhof hingegen durch das nächstgelegene Grossherzoglich Badische Haupt-Zollamt geführt werden.

Art. 3. In gleicher Weise soll es mit der Aufsicht auf dergleichen Zollstellen in den übrigen Königlich Würtembergischen Enklaven im Grossherzogthum und mit der Aufsicht auf solche Zollstellen in den übrigen Grossherzoglich Badischen Enklaven im Königreich Würtemberg gehalten werden.

---

du gouvernement central. Mais il n'est pas douteux que le but du peuple de Texas ne soit de se séparer de la nation mexicaine et d'établir un gouvernement indépendant. Le territoire est assez étendu pour constituer un état plus vaste que certains royaumes d'Europe: il est difficile de décider aujourd'hui s'il atteindra ce but, s'il sera reconquis par les Mexicains, ou enfin absorbé dans la grande union du Nord. Quoi qu'il en soit, la solution de ce problème est d'un haut intérêt, puisqu'il s'agit d'une lutte entre les races et les institutions d'origine anglaise et espagnole dans le nouveau monde."

Digitized by Google

Art. 4. Die Königlich Würtembergische und Gross- 1835
erzoglich Badische Zolldirection werden sich darüber
erständigen, welchem Hauptzollamte jede der betref-
nden Enclaven und Kondominate zu untergeben sei.

Die Erinnerungen, welche die hiernach zur Auf-
chtsführung beauftragten Haupt-Zollämter in Hin-
cht der betreffenden Orte zu machen haben, sind
em nächstgelegenen Haupt-Zollamte des Staates, dem
e Orte angehören, mitzutheilen.

Art. 5. Die Aufsicht geschieht gegenseitig ko-
enfrei.

Art. 6. Sollten in den betreffenden Enclaven und
ondominatstheilen — ihren Verkehrsverhältnissen nach
eigene Kontrolstellen nicht errichtet werden können,
d sollte ferner die Zutheilung der Orte zu einer sol-
n Kontrolstelle in einem andern Orte des Staates,
n sie angehören, nicht zulässig seyn, so sollen sie
r Kontrolstelle des Staates, von dessen Gebiete sie
chlossen sind, zugewiesen werden, und es sollen sich
e beiden Zolldirektionen deshalb verständigen.

Art. 7. Die oben angeführte Uebereinkunft von
31 bleibt, was die Besalzung der in Art. 1. gegen-
rtiger Verabredung genannten Orte betrifft, aufrecht
halten.

57.

onvention entre le Grandduché de ade et celui de Hesse pour l'admi- stration des douanes dans la place mmune de Kürnbach et dans les nclaves respectives. Conclue et ratifiée au mois de Novembre 1835.

Publication officielle à Carlsruhe du 10. Décembre 1835.)

Uebereinkunft.

In Betreff des gemeinschaftlichen Ortes Kürnbach.

1) Jede der beiden Regierungen bringt ihren An-
eil an der Bevölkerung zu Kürnbach bei der Thei-
ng der gemeinschaftlichen Revenüen des Gesammt-
ereins in Rechnung.

Digitized by Google

1835 2) Beide Regierungen lassen ihre Zollordnungen, in soweit es noch nicht geschehen, in Kürnbach als Gesetz publiciren.

3) Die Grossherzoglich Badische Regierung übernimmt für die Dauer des Zollvereinsvertrags die Zollverwaltung zu Kürnbach nach Maassgabe der in Kürnbach publicirten Zollgesetzgebung der beiden Staaten durch die von ihr bestellten Behörden und Beamten, ohne dafür der Grossherzoglich Hessischen Regierung einen Kostenaufwand in Anrechnung zu bringen.

II. In Betreff der beiderseitigen Enklaven.

1) Jede der beiden Regierungen bringt die Bevölkerung ihrer Enklaven bei der Theilung der gemeinschaftlichen Revenüen des Gesammtvereins in Rechnung.

2) Die im Badischen Amte Neckarbischofsheim enklavirten Hessischen Gemarkungen werden in Absicht auf die Waarenkontrole im Binnenland einer der nächstgelegenen Grossherzoglich Badischen Kontrolstellen, die Badischen Enklaven aber der nächsten Grossherzoglich Hessischen Kontrolstelle zugetheilt, mit der Wirkung, dass diese Kontrolstellen in den dem anderen Staate zugehörigen Enklaven dieselben Befugnisse üben, welche ihnen im eigenen Lande zustehen, und sie auch in dieser Beziehung lediglich den Oberbeamten und den oberen Behörden des Staates, dem sie angehören, untergeordnet sind.

3) In sofern jedoch von Bestrafung von Kontraventionen die Rede ist, welche in diesen Enklaven begangen worden sind, oder Zweifel über die Anwendbarkeit gesetzlicher oder reglementärer Vorschriften auf Bewohner der Enklaven entstehen, wird das Hauptzollamt, welchem die Waarenkontrolstelle untergeben ist, dem betreffenden Hauptzollamt des Staates, zu welchem die Enklave gehört, Nachricht geben, um das weiter Erforderliche zu veranlassen.

4) Für die Ausübung der Waarenkontrole in den Enklaven und für die Beaufsichtigung der dafür bestellten Beamten findet gegenseitig keine Aufrechnung von Kosten statt.

Digitized by Google

58.

Ordonnance déclarant l'accession du Grandduché de Bade aux conventions subsistantes entre la Prusse, la Bavière, le Würtemberg et le Grandduché de Hesse pour l'abolition réciproque des péages sur le Rhin et sur le Neckar. En date du 26. Novembre 1835.

(Grossherzogl. Badisches Regierungsbl. 1835. Novemb. Vergl. auch Bekanntmachung im Königl. Würtembergischen Regierungsbl. v. 10. Decemb. 1835. S. 471 und Bekanntmachung des Grossherzogl. Hessischen Finanz-Ministeriums v. 23. Decemb. 1835).

Leopold, von Gottes Gnaden, Grossherzog von Baden, Herzog von Zähringen.

Nachdem Wir auf den Grund des Art. 15. des Zollvereinigungsvertrags vom 12. Mai 1835 der zwischen Preussen einerseits und Baiern und Würtemberg andererseits getroffenen Vereinbarung,

wonach diese Staaten auf dem Rhein und seinen Nebenflüssen sich gegenseitig den vollen Erlass der Schifffahrtsabgaben (mit Vorbehalt der Rekognitionsgebühr) für alle im steuerlichfreien Verkehr befindlichen Gegenstände mit Ausnahme der notorisch ausserdeutschen Erzeugnisse zugestanden haben;

und der weitern Verabredung,

wonach das Grossherzogthum Hessen — den genannten drei Staaten gegenüber — für alle Gegenstände des freien Verkehrs mit Ausnahme der notorisch ausserdeutschen Erzeugnisse Befreiung von seinem Antheil an den Rheinzöllen auf der Station Mainz (mit Vorbehalt der Rekognitionsgebühr) zugestanden und dagegen auf den Erlass von den Wasserzöllen der genannten andern Vereinsstaaten auf dem Rhein und seinen Nebenflüssen — gleich diesen Staaten selbst — Anspruch hat;

und den vollen Sätzen Unserer Rheinzölle auf der

Digitized by Google

1835 Strecke von der Grossherzoglich Hessischen Grenze bis Neuburg (vorbehaltlich der Rekognitionsgebühr) und mit zwei Drittel der Sätze Unserer Neckarzölle, sowohl für die Berg-, als für die Thalfahrt, mit der Wirkung beigetreten sind, dass

a) von Seiten des Grossherzogthums für Gegenstände des freien Verkehrs mit Ausnahme der notorisch ausserdeutschen Erzeugnisse, welche aus Preussischen, Baierischen, Würtembergischen und Grossherzoglich Hessischen Häfen mit Berührung der Stationen verführt werden, auf welchen die Erhebung Unserer Zölle für die gedachte Strecke des Rheins oder Unserer Neckarzölle stattfindet, der gänzliche, beziehungsweise theilweise Erlass der Zölle eintritt,

dagegen aber auch

b) für Gegenstände des freien Verkehrs mit Ausnahme der notorisch ausserdeutschen Erzeugnisse, welche aus den Häfen des Grossherzogthums, mit Berührung der Flussstrecken der genannten anderen Vereinsstaaten verführt werden, ganz dieselben Begünstigungen in den Schifffahrtsabgaben zur Anwendung kommen, welche diese Gegenstände nach der obenangeführten Verabredung bei ihrer Verführung aus Preussischen, Baierischen, Würtembergischen und Grossherzoglich Hessischen Häfen geniessen;

so verordnen Wir zur Erfüllung dieser Uebereinkunft Nachstehendes:

Art. 1. Alle Gegenstände des freien Verkehrs mit Ausnahme der notorisch ausserdeutsch. Erzeugnisse sind, wenn sie aus Häfen des Grossherzogthums, aus Preussischen, Baierischen, Würtembergischen und Grossherzoglich Hessischen Häfen auf dem Rhein mit Berührung der Oktroiämter Mannheim oder Neuburg verführt werden, — an der erstenerwähnten Station zu Berg und zu Thal, an der letzterwähnten Station aber nur zu Thal, von dem Antheil des Grossherzogthums an den Rheinzöllen, welche auf diesen Aemtern erhoben werden, mit Ausnahme der Rekognitionsgebühr, — und wenn sie auf dem Neckar mit Berührung Unserer Neckar-Zollämter verführt werden, von zwei Dritteln des Neckarzolls, welcher an diesen Aemtern zu bezahlen ist, mit Ausnahme der Rekognitionsgebühr befreit

Digitized by Google

Art. 2. Diese Befreiung und beziehungsweise Er- 1835
nässigung der Rhein- und Neckarzölle beginnt mit dem 1. Januar k. J.

Unser Finanz-Ministerium ist mit dem Vollzug dieser Unserer Verordnung beauftragt.

Gegeben Karlsruhe in Unserem Staats-Ministerium, den 26. November 1835.

LEOPOLD.
v. BOECKH.

59.

Ordonnance du Roi de Würtemberg concernant quelques faveurs à accorder à la Suisse pour l'importation de ses produits et fabricats dans le royaume de Würtemberg, en date du 30. Novembre 1835.

(Regierungsblatt für das Königr. Würtemberg. Vom 15. Decemb. 1835. Nro. 49.)

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg. Die auf den Grund des von Uns im Jahr 1825 mit der Schweiz abgeschlossenen zehnjährigen Handelsvertrags, von Seite des deutschen Zollvereins für schweizerische Erzeugnisse zugestandenen Eingangserleichterungen, gehen mit dem Ablauf dieses Vertrags auf den 31. Dez. 1835 zu Ende, ohne dass bis jetzt ein neuer Vertrag mit der Eidgenossenschaft zu Stande gebracht wurde. Gleichwohl haben Wir, im Hinblick auf die mit derselben bestehenden freundnachbarlichen Verhältnisse, nach getroffener Vereinbarung mit sämmtlichen zollvereinten Staaten und in besonderem Einverständnisse mit den beiden Nachbarstaaten Bayern und Baden, beschlossen, der Schweiz, vorbehältlich weiterer Verabredungen, fernere Zollbegünstigungen, jedoch unter der Voraussetzung zu gewähren, dass dieselbe in ihrem eidg. und Kantonal-Zollwesen keine für unser Königreich und die übrigen Vereinsstaaten nachtheilige Veränderungen eintreten lassen, und zur Verhütung des gemeinschaftlichen Schwärzens an der Grenze

Digitized by Google

1835 freundnachbarlich Hand zu bieten geneigt seyn werde; und verordnen daher wie folgt: §. 1. Vom 1. Jan. 1836 an werden der Schweiz in ihrem Verkehr mit den Vereinsstaaten folgende Zollbegünstigungen eingeräumt: a) die zollfreie Einfuhr und Ausfuhr folgender rohen Erzeugnisse: Getraide, Holz, rohe Färbkräuter, Honig, Wurzeln, gedörrtes Obst und ungebleichtes Wachs; b) die Einfuhr des schweizerischen weissen Bodenseeweins (worunter die weissen Weine der Grenzkantone Aargau, Zürich, Schaffhausen, St. Gallen und Thurgau, verstanden werden), in Fässern eingeführt gegen einen Eingangszoll von 50 kr. per Centner; c) die Einfuhr von Schweizerkäsen gegen die Hälfte des allgemeinen tarifmässigen Zolls; d) die Einfuhr von Uhrenbestandtheilen (Uhrenfedern, Uhrrädern etc.) ebenfalls gegen die Hälfte der tarifmässigen Sätze (Vereinszolltarif Art. 6, d. 3 und Art. 19, e); e) die zollfreie Einfuhr von gemeinen Töpferwaaren; f) die zollfreie Einfuhr von seidenen, wollenen und baumwollenen Stoffen und andern Gegenständen, welche zur Verarbeitung oder zur Veredlung mit der Bestimmung eingeführt werden, sie im veredelten Zustande wieder auszuführen; der Leinwand, welche auf schweizerische Bleichen gebracht und gebleicht zurückgeführt wird; des Viehes, welches auf inländische Weide gebracht wird und nach der Weidezeit zurückgeht, jedoch unter den grundsätzlichen Zollkontrolen; ferner die im Tarif bereits zugestandene Zollermässigung für die in einzelnen Stücken auf Bedarf-Zeugnisse eingehende Schweizervieh und für schweizerische ungesalzene Butter. §. 2. Hinsichtlich der Förmlichkeiten, von deren Beobachtungen die obigen Erleichterungen abhängen, hat es bei den seitherigen Vorschriften sein Verbleiben. §. 3. Die Verfügung vom 4. Jan. 1834 (Reg. Bl. S. 41), in Betreff des erleichterten Verkehrs mit der Schweiz, wird vom 31. Dec. 1835 ab ausser Wirkung gesetzt. Unsere Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und der Finanzen sind mit dem Vollzug gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Stuttgart, den 30. Nov. 1835.

WILHELM.

(Folgen die Unterschriften der betreffenden Minister.)

Digitized by Google

60.

Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la Ligue de Douanes et de Commerce subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, le Grandduché de Bade, les deux Hesses et la Thuringue. Signé à Berlin le 10. *Décembre* 1835.

(Gesetz-Sammlungen von Preussen, Sachsen, Baiern, Würtemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogth. Hessen etc. etc. v. J. 1836.)

Nachdem Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Nassau die Absicht zu erkennen gegeben haben, dem zwischen Preussen, Baiern, Sachsen, Würtemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen und den zu dem thüringischen Vereine gehörigen Landen bestehenden Zoll- und Handels-Vereine beizutreten; so haben, Behufs der deshalb zu pflegenden Verhandlungen, zu Bevollmächtigten ernannt:

einerseits, für sich und in Vertretung der Krone Baiern, Sachsen und Würtemberg, ingleichen des Grossherzogthums Baden und der zum thüringischen Vereine gehörigen Staaten:

Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchstihren Kammerherrn, wirklichen Geheimen Rath und interimistischen Chef des Finanz-Ministerii, Albrecht Graf von Alvensleben, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, des St. Johanniter-Ordens, Kommandeur des königlich ungarischen St. Stephans-Ordens und Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, und

Allerhöchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath und Director im Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten, Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weissen Bande,

Digitized by Google

1885 Ritter des kaiserlich russischen St. Annen-Ordens zweiter Klasse, Kommandeur des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, des königlich sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des königlich hannöverschen Guelphen-Ordens und des Ordens der königlich würtembergischen Krone, Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, Kommandeur erster Klasse des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen und des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Grosskreuz des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und des herzoglich-sachsen-ernestinischen Haus-Ordens;

Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen

Höchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich preussischen Hofe, Carl Friedrich von Wilkens-Hohenau, Kommandeur des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse und des königlich preussischen St. Johanniter-Ordens, Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, Kommandeur erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und

Höchstihren Ober-Berg- und Salzwerks-Director Heinrich Theodor Ludwig Schwedes, Ritter des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Kommenthur des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen

Höchstihren Kammerherrn, Major und Flügel-Adjutanten, Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Friedrich Ferdinand Wilhelm, Freiherr Schäffer von Bernstein, Kommandeur zweiter Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Inhaber des militärischen Dienst-Eh-

Digitized by Google

renzeichens, Ritter des kaiserlich östreichischen Leo- 1835
pold-Ordens, der königlich französischen Ehrenlegion, des königlich hannöverischen Guelphen- und des königlich würtembergischen Militär-Verdienst-Ordens, und Kommandeur des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, und

Höchstihren Ober-Finanzrath Heinrich Ludwig Biersack, Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, des Ordens der königlich würtembergischen Krone und des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens;

ndererseits

Seine Herzogliche Durchlaucht der Herog von Nassau

Höchstihren Regierungs-Director Wilhelm Magdeburg;

n welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte r Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen rden ist.

Art. 1. Seine Herzogliche Durchlaucht der Herog von Nassau treten mit Ihren Landen dem zwischen m Königreichen Preussen, Baiern, Sachsen uud Würmberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürenthume und dem Grossherzogthume Hessen, imgleiben den zu dem thüringischen Zoll- und Handelsereine verbundenen Staaten Behufs eines gemeinsaen Zoll- und Handels-Systems errichteten Vereine i, wie solcher auf den Grund der darüber abgeschlosnen Verträge vom 22sten und 30. März, imgleichen m 11ten Mai 1833 und vom 12. Mai 1835 bestehet.

In Folge dieses Beitritts wird das Herzogthum assau mit den zu dem gedachten Vereine gehörigen ändern, gegen Uebernahme gleicher Verbindlichkeien und Erlangung gleicher Rechte, wie diese, einen esammt-Zoll und Handelsverein bilden.

Die Bestimmungen der angeführten Verträge werden daher mit den für den jetzigen Beitritt des Herogthums Nassau dazu verabredeten Modifikationen ier, wie nachstehet, aufgenommen.

Art. 2. Da in den Gebieten der contrahirenden Staaten übereinstimmende Gesetze über Eingangs-,

Digitized by Google

1835 Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben bestehen sollen jedoch mit Modifikationen, welche, ohne dem gemeinsamen Zwecke Abbruch zu thun, aus der allgemeinen Gesetzgebung eines jeden theilnehmenden Landes oder aus localen Interessen sich als nothwendig ergeben so wird dieses auch für das Herzogthum Nassau Anwendung finden. Bei dem Zolltarif namentlich sollen hierdurch in Bezug auf Eingangs- und Ausgangs-Abgaben bei einzelnen, weniger für den grössern Verkehr geeigneten Gegenständen, und in Bezug auf Durchgangs-Abgaben, je nachdem der Zug der Handelsstrassen es erfordert, solche Abweichungen von den allgemein angenommenen Erhebungssätzen, welche für einzelne Länder als vorzugsweise wünschenswerth erscheinen, nicht ausgeschlossen seyn, sofern sie die allgemeinen Interessen des Vereins nicht nachtheilig einwirken. Desgleichen soll auch die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und die Organisation der dazu dienenden Behörden in dem Herzogthume Nassau, unter Berücksichtigung der in demselben bestehenden eigenthümlichen Verhältnisse auf gleichen Fuss mit der in allen Ländern des Gesammt-Vereins bestehenden Zoll-Verwaltung und Organisation gebracht werden.

Art. 3. Veränderungen in der Zoll-Gesetzgebung mit Einschluss des Zolltarifs und der Zollordnung sowie Zusätze und Ausnahmen, können nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesammt-Vereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dies gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. 4. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages tritt zwischen den contrahirenden Vereinsstaaten und dem Herzogthume Nassau Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beides in den folgenden Artikeln bestimmt ist.

Art. 5. Von diesem Zeitpunkte an hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen des bisherigen Zollvereins und des Herzogthums Nassau auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes be-

Digitized by Google

ts befindlichen Gegenstände auch frei und unbe- 1835
ıwert in das andere eingeführt werden, mit alleini-
m Vorbehalte:

a) der zu den Staatsmonopolien gehörigen Gegen-
nde (Spielkarten und Salz) nach Maasgabe der
t. 6 und 7;

b) der im Innern der contrahirenden Staaten ge-
nwärtig mit Steuern von verschiedener Höhe, oder
dem einen Staate gar nicht, in dem anderen aber
t einer Steuer belegten, und deshalb einer Ausglei-
ungs-Abgabe unterworfenen inländischen Erzeug-
se, nach Maasgabe des Art. 8, und endlich

c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in
von einem der contrahirenden Staaten ertheilten
ndungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht
eingeführt werden können, und daher für die Dauer
Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat,
her diselben ertheilt hat, noch ausgeschlossen
ben müssen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten
ält es in jedem der kontrahirenden Staaten bei den
tehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen
n Bewenden.

Art. 7. In Betreff des Salzes treten Seine Her-
gliche Durchlaucht der Herzog von Nassau der
chen den contrahirenden Vereins-Regierungen ge-
ffenen Verabredung in folgender Art bei:

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände,
welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt,
fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in
Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht
eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen,
d zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salzämtern,
ktoreien oder Niederlagen geschieht.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeich-
ten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehö-
gen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Ge-
hmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der
urchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaas-
geln Statt finden, welche von denselben für nöthig
achtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum
ereine gehörige Staaten ist frei.

Digitized by Google

1835 Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen.

e) Wenn eine Regierung von der anderen innerhalb des Gesammt-Vereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

f) Wenn ein Vereinsstaat durch einen andern aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden, jedoch werden in sofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorhergängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheits-Maassregeln zur Verhinderung der Einschwärzung verabredet werden.

g) Wenn zwischen den Salzpreisen des Herzogthums Nassau und eines an dasselbe grenzenden Vereinsstaates eine solche Verschiedenheit bestände, daß daraus für einen oder den anderen dieser Staaten die Gefahr der Salz-Einschwärzung hervorgienge; so werden die hierbei betheiligten Regierungen sich über Maassregeln vereinbaren, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 8. In Bezug auf diejenigen Erzeugnisse, welchen hinsichtlich der Besteuerung im Innern eine Verschiedenheit der Gesetzgebung selbst unter den einzelnen contrahirenden Vereinsstaaten noch Statt findet (Art. 5. litt. b), wird auch von Sr. Herzoglichen Durchlaucht dem Herzog von Nassau als wünschenswerth anerkannt, hierin ebenfalls eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Besteuerungssätze hergestellt zu sehen, und es wird daher auch Ihr Bestreben auf die Herbeiführung einer solchen Gleichmässigkeit gerichtet seyn. Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, können zur Vermeidung der Nachtheile, welche für die Producenten des eigenen Staates im Verhältnisse zu den Producenten in anderen Vereinsstaaten aus der ungleichen Besteuerung erwachsen würden

Digitized by Google

gänzungs- und Ausgleichungs-Abgaben von folgen- 1835.
n Gegenständen erhoben werden:

a) im Königreiche Preussen von Bier, Branntin, Tabak, Traubenmost und Wein;

b) im Königreiche Baiern (zur Zeit mit sschluss des Rheinkreises) von Bier, Branntwein, schrotetem Malz;

c) im Königreiche Sachsen von Bier, Branntin, Tabak, Traubenmost und Wein;

d) im Königreiche Würtemberg von Bier, anntwein, geschrotetem Malz;

e) im Grossherzogthume Baden von Bier;

f) im Kurfürstenthume Hessen von Bier, anntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

g) im Grossherzogthume Hessen von Bier;

h) in den zu dem thüringischen Vereine hörigen Staaten von Bier, Branntwein, Tabak, ubenmost und Wein.

Im Herzogthume Nassau werden, da weder die oduction des Weines und Tabaks, noch die Fabrikion von Bier und Branntwein daselbst mit besonden Steuern belastet ist, keine Ausgleichungs-Abgan erhoben. Für den Fall jedoch, dass die herzogche Regierung es künftig angemessen finden sollte, se Erzeugnisse sämmtlich oder zum Theil bei sich einer Productions- oder Fabrikations-Steuer zu legen, bleibt derselben auch das Recht zur Erhebung von Ausgleichungs-Abgaben unter denselben mständen vorbehalten, unter welchen die anderen reinsstaaten solches gegen einander ausüben.

Es soll bei der Bestimmung und Erhebung der dachten Abgaben nach folgenden Grundsätzen verhren werden:

1) Die Ausgleichungs-Abgaben werden nach dem bstande der gesetzlichen Steuer im Lande der Bestimung von der denselben Gegenstand betreffenden Steuer n Lande der Herkunft bemessen, und fallen daher n Verhältnisse gegen diejenigen Vereinslande gänzlich eg, wo eine gleich hohe oder eine höhere Steuer of dasselbe Erzeugniss gelegt ist.

2) Veränderungen, welche in den Steuern von ländischen Erzeugnissen der betheiligten Staaten einreten, haben auch Veränderung in den Ausgleichungs-

Digitized by Google

1835 Abgaben, jedoch stets unter Anwendung des vorher (I
aufgestellten Grundsatzes, zur Folge.

Wo auf den Grund einer solchen Veränderu
eine Ausgleichungs-Abgabe zu erhöhen seyn wür
muss, falls die Erhöhung wirklich in Anspruch geno
men wird, eine Verhandlung darüber zwischen d
betheiligten Staaten, und eine vollständige Nachwe
sung der Zulässigkeit nach den Bestimmungen
gegenwärtigen Vertrages vorausgehen.

Die gegenwärtig in Preussen gesetzlich beste
den Sätze der Steuern von inländischem Traubenm
und Wein, vom Tabaksbau und Branntwein, so
die gegenwärtig in Baiern bestehende Steuer von
ländischem geschroteten Malz und Bier (Malzaufschl
sollen jedenfalls den höchsten Satz desjenigen bil
was in einem Vereinsstaate, welcher jene Steuern
geführt hat, oder künftig etwa einführen sollte,
Ausgleichungs-Abgaben von diesen Artikeln bei d
Eingange aus einem Lande, in welchem keine Ste
auf dieselben Erzeugnisse gelegt ist, erhoben wer
darf, wenn auch die betreffende Steuer des Staa
welcher die Ausgleichungs-Abgabe bezieht, die
höchsten Satz übersteigen sollte.

4) Rückvergütungen der inländischen Staatssteu
sollen bei der Ueberfuhr der besteuerten Gegenstä
in ein anderes Vereinsland nicht gewährt werden,
sofern nicht wegen besonderer örtlicher Verhältni
die betheiligten Nachbarstaaten sich wegen Ausn
men von diesem Grundsatze vereinigt haben.

5) Auf andere Erzeugnisse, als Bier und M
Branntwein, Tabaksblätter, Traubenmost und W
soll unter keinen Umständen eine Ausgleichungs-A
gabe gelegt werden.

6) In allen Staaten, in welchen von Tabak, Tr
benmost und Wein eine Ausgleichungs-Abgabe erh
ben wird, soll von diesen Erzeugnissen in keinem F
eine weitere Abgabe weder für Rechnung des Staat
noch für Rechnung der Communen, beibehalten od
eingeführt werden.

7) Der Ausgleichungs-Abgabe sind solche Gege
stände nicht unterworfen, von welchen auf die in d
Zollordnung vorgeschriebene Weise dargethan ist, dass
sie als ausländisches Ein- und Durchgangsgut die zol
amtliche Behandlung bei einer Erhebungsbehörde de

Digitized by Google

ereins bereits bestanden haben, oder derselben noch 1835
iterliegen, und eben so wenig diejenigen im Umfange
s Vereins erzeugten Gegenstände, welche nur durch
nen Vereinsstaat transitiren, um entweder in einen
ideren Vereinsstaat oder nach dem Auslande geführt
werden.

8) Die Ausgleichungs-Abgabe kommt den Kas-
n desjenigen Staates zu Gute, wohin die Versendung
folgt. In sofern sie nicht schon im Lande der Ver-
ndung für Rechnung des abgabeberechtigten Staa-
erhoben worden, wird die Erhebung im Gebiete
s letzteren erfolgen.

9) Es sollen in jedem der contrahirenden Staaten
che Einrichtungen getroffen werden, vermöge wel-
r die Ausgleichungs-Abgabe in dem Vereinslande,
welchem die Versendung erfolgt, am Orte der
sendung oder bei der gelegensten Zoll- oder Steuer-
örde entrichtet, oder ihre Entrichtung durch An-
dung sicher gestellt werden kann.

10) So lange, bis diese Einrichtungen durch be-
dere Uebereinkunft festgesetzt seyn werden, bleibt
r Verkehr mit Gegenständen, welche einer Ausglei-
ungs-Abgabe unterliegen, in der Art beschränkt,
s dieselben, ohne Unterschied der transportirten
antitäten, in das Gebiet des abgabeberechtigten Staa-
nur unter Innehaltung besonders zu bestimmender
assen und auf den schiffbaren Strömen eingeführt
d an den dort einzurichtenden Anmelde- und Hebe-
llen angemeldet und rep. versteuert werden müssen.

Art. 9. Hinsichtlich der Verbrauchs-Abgaben,
che im Bereiche der Vereinsländer von anderen,
den im Art. 8. bezeichneten Gegenständen, oder
ch von diesen Gegenständen in solchen Ländern,
welchen darauf keine Ausgleichungs-Abgabe liegt,
hoben werden, wird im Verhältnisse der contrahiren-
n Vereinsstaaten zu dem Herzogthume Nassau, eine
genseitige Gleichmässigkeit der Behandlung Statt
den, dergestalt, dass das Erzeugniss eines andern
ereinsstaates unter keinem Vorwande höher belastet
erden darf, als das inländische.

Dieselbe Gleichmässigkeit findet auch bei den
uschlags-Abgaben und Octrois Statt, welche für
echnung einzelner Gemeinden erhoben werden, so

Digitized by Google

1835 weit dergleichen Abgaben nicht überhaupt nach der Bestimmung des Art. 8, Nr. 6. unzulässig sind.

Art. 10. Chausseegelder oder andere statt derselben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem anderen Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staates oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Commune, geschieht, sollen sowohl auf Chausseen, als auch auf allen unchaussirten Land- und Heerstrassen nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das dermalen in Preussen nach dem allgemeinen Tarife vom Jahre 1828 bestehende Chausseegeld soll als der höchste Satz angesehen und hinführo in keinem der contrahirenden Staaten überschritten werden.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen, da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäss, aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dass davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung kommen.

Art. 11. Seine Herzogliche Hoheit der Herzog von Nassau wollen Ihrerseits auch mitwirken, dass in allen Ländern der contrahirenden Regierungen ein gleiches Münz-, Maass- und Gewichtssystem in Anwendung komme, und an den hierüber einzuleitenden Unterhandlungen Theil nehmen.

Höchstdieselben treten der zwischen den Vereinsgliedern bereits bestehenden Uebereinkunft bei, wonach der grossherzoglich hessische Zentner, welcher dem herzoglich nassauischen Zentner gleich ist, als Einheit für das gemeinschaftliche Zollgewicht angenommen worden ist. Die Declaration, Messung und Verzollung der nach dem Maasse zu verzollenden Gegenstände wird im Herzogthume Nassau im landesgesetzlichen Maasse so lange erfolgen, bis man über ein gemeinschaftliches Maass ebenfalls übereingekommen seyn wird.

Die herzoglich nassauische Regierung wird zur Erleichterung der Versendung von Waaren und zur schnelleren Abfertigung dieser Sendungen an den Zollstätten, die Reductionen der Maasse und Gewichte

Digitized by Google

lche in den Tarifen der anderen contrahirenden Staa- 1835
n angenommen sind, zum Gebrauche sowohl der
rzoglich nassauischen Zollämter, als des handeltrei-
nden Publicums, amtlich bekannt machen lassen.

So lange, bis die contrahirenden Staaten über
n gemeinschaftliches Münzsystem übereingekommen
yn werden, soll die Bezahlung der Zoll-Abgaben,
e in den anderen Vereinsstaaten, so auch im Her-
gthum Nassau nach dem Münzfusse geschehen, nach
chem die Entrichtung der übrigen Landes-Abgaben
elbst Statt findet.

Es sollen aber schon jetzt die Gold- und Silber-
azen der sämmtlichen contrahirenden Staaten, mit
nahme der Scheidemünze, bei allen Hebestellen
Gesammt-Vereins, und von allen Zahlungspflich-
n ohne Unterschied, angenommen und zu diesem
ufe die Valvations-Tabellen, über welche zwischen
bisherigen Vereinsgliedern bereits die erforderliche
igung Statt gefunden hat, im Herzogthume Nassau,
umgekehrt die hiernach zu berechnende Valvation
herzoglich nassauischen Münzen in den anderen
einsstaaten, öffentlich bekannt gemacht werden.

Art. 12. Die Wasserzölle oder auch Wegegeld-
bühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen,
che das Schiffsgefäss treffen (Recognitions-Gebüh-
), sind von der Schifffahrt auf solchen Flüssen,
welche die Bestimmungen des Wiener Congresses
r besondere Staatsverträge Anwendung finden, ferner
genseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten,
sofern nichts Besonderes verabredet wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem
hifffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf den vor-
ähnten Flüssen zugestehen möchte, sollen in glei-
m Maasse der Schifffahrt der Unterthanen der an-
en Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die
ener Congress-Acte, noch andere Staatsverträge
wendung finden, werden die Wasserzölle nach den
rativen Anordnungen der betreffenden Regierungen
oben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die
terthanen der contrahirenden Staaten und deren
aaren und Schiffsgefässe überall gleich behandelt
rden.

Digitized by Google

1835 Art. 13. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benutzung wirklich bestehender Einrichtungen erhoben und in der Regel nicht, keinenfalls aber über den Betrag der gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten hinaus, erhöhet, auch überall von den Unterthanen der anderen contrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise wie von den eigenen Unterthanen, ingleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden.

Findet der Gebrauch einer Waage-Einrichtung nur zum Behufe der Zoll-Ermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Controle Statt, so tritt eine Gebühren-Erhebung nicht ein.

Art. 14. Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Nassau wollen auch Ihrerseits gemeinschaftlich mit den contrahirenden Vereinsstaaten dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit gefördert und der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der contrahirenden Staaten, welche in dem Gebiete eines anderen derselben Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbetreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in den Vereinsstaate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben oder im Dienste solcher inländischen Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein

Digitized by Google

Auch sollen bei dem Besuche der Märkte und 1835
lassen zur Ausübung des Handels und zum Absatze
gener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem Vereins-
aate die Unterthanen der übrigen contrahirenden
taaten eben so, wie die eigenen Unterthanen, be-
ndelt werden.

Art. 15. Die preussischen Seehäfen sollen dem
landel der herzoglich nassauischen Unterthanen, wie
m der übrigen Vereinsstaaten, gegen völlig gleiche
bgaben, wie solche von den königlich preussischen
nterthanen entrichtet werden, offen stehen, auch
llen die in fremden See- und anderen Handelsplätzen
gestellten Consuln eines oder der anderen der con-
hirenden Staaten veranlasst werden, der Untertha-
n der übrigen contrahirenden Staaten sich in vor-
mmenden Fällen möglichst mit Rath und That an-
hmen.

Art. 16. Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog
n Nassau treten hierdurch dem zwischen den bis-
rigen Vereinsgliedern zum Schutze ihres gemein-
haftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel, und
er inneren Verbrauchs-Abgaben gegen Defrauda-
nen unter dem 11. Mai 1833 abgeschlossenen Zoll-
rtel für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei,
d werden die betreffenden Artikel desselben gleich-
itig mit letzterem in Ihren Landen publiciren lassen.
cht minder werden auch von Seiten der übrigen
reinsglieder die erforderlichen Anordnungen getroffen
rden, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den
stimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung
geben werde.

Art. 17. Die als Folge des gegenwärtigen Ver-
ages eintretende Gemeinschaft der Einnahme der
ntrahirenden Staaten bezieht sich auf den Ertrag
r Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben
den königlich preussischen Staaten, den König-
ichen Baiern, Sachsen und Würtemberg, dem Gross-
rzogthume Baden, dem Kurfürstenthume Hessen,
m Grossherzogthume Hessen, dem thüringischen
oll- und Handelsvereine und dem Herzogthume Nassau,
it Einschluss der den Zollsystemen der contrahirenden
aaten bisher schon beigetretenen Länder.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen und
eiben, sofern nicht Separat-Verträge zwischen ein-

Digitized by Google

1835 zelnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem privativen Genusse der betreffenden Staatsregierungen vorbehalten.

1) die Steuern, welche im Innern eines jeden Staates von inländischen Erzeugnissen erhoben werden einschliesslich der im Art. 8. vorbehaltenen Ausgleichungs-Abgaben;

2) die Wasserzölle;

3) Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waag- und Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebungen, wie sie auch sonst genannt werden;

4) die Zollstrafen und Confiscate, welche, vorbehaltlich der Antheile der Denuncianten, jeder Staatsregierung in ihrem Gebiete verbleiben.

Art. 18. Der Ertrag der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben wird nach Abzug

1) der Kosten, wovon weiter unten im Art. 26. die Rede ist;

2) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen;

3) der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen

zwischen den Vereinsgliedern nach dem Verhältniss der Bevölkerung, mit welcher sie in dem Gesammtvereine sich befinden, vertheilt.

Die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der contrahirenden Staaten unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollrevenüen zu leistenden Zahlung dem Zollverbande beigetreten sind, oder noch beitreten werden, wird zu der Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt und durch Nachweisung derselben von den obengedachten Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. 19. Vergünstigungen für Gewerbtreibende hinsichtlich der Steuer-Entrichtung, welche nicht in der Zollgesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staatskasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last; die Maassgaben, unter welchen solche

Digitized by Google

Vergünstigungen zu bewilligen sind, werden näherer 1833
Verabredung vorbehalten.

Art. 20. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereins gemäss, sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rattprivilegien, da, wo sie dermalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Fahrungsverhältnisse bisher begünstigter Messplätze, ihrer bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegengeführt, neue aber ohne beiderseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden.

Art. 21. Von der tarifmässigen Abgaben-Entrichtung bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhaltungen der hohen Souveraine und ihrer Regentenhäuser, oder für die bei ihren Höfen accreditirten Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen Statt haben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Rechnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche in einem oder dem anderen Staate den vormals unmittelbaren Reichsständen, oder auch Communen oder einzelne Privatberechtigte für eingegangene Zollrechte oder für aufgehobene Befreiungen bezahlt werden müssen.

Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-Entrichtung ein-, aus- oder durchgehen zu lassen. Dergleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich behandelt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären, kommen bei der demnächstigen Revenüen-Ausgleichung demjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Abrechnung.

Art. 22. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht bleibt jedem der contrahirenden Vereinsstaaten in seinem Gebiete vorbehalten. Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Strafnachlasse gegenseitig mitgetheilt werden.

Digitized by Google

1835 Art. 23. Die Ernennung der Beamten und Diener bei den Lokal- und Bezirksstellen für die Zoll-Erhebung und Aufsicht, welche nach der hierüber getroffenen besonderen Uebereinkunft nach gleichförmigen Bestimmungen angeordnet, besetzt und instruirt werden sollen, bleibt der herzoglich nassauischen Regierung, wie sämmtlichen Gliedern des Gesammt-Vereins innerhalb ihres Gebietes überlassen.

Art. 24. Nicht minder wird auch im Herzogthum Nassau die Leitung des Dienstes der Lokal-Zollbehörden, sowie die Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze überhaupt, einer Zoll-Direction übertragen, welche dem herzoglichen Ministerium untergeordnet ist. Die Bildung dieser Direction und die Einrichtung ihres Geschäftsganges bleibt der herzoglichen Regierung überlassen; der Wirkungskreis derselben aber wird, soweit er nicht schon durch gegenwärtigen Vertrag und die gemeinschaftlichen Zollgesetze bestimmt ist, durch eine gemeinschaftlich zu verabredende Instruction bezeichnet werden.

Art. 25. Die von den Zoll-Erhebungsbehörden nach Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden Quartals-Extracte und die nach dem Jahres- und Rechnungsschlusse aufzustellenden Final-Abschlüsse über die resp. im Laufe des Vierteljahrs und während des Rechnungsjahres fällig gewordenen Zoll-Einnahmen werden von der herzoglich nassauischen eben so, wie von den betreffenden Zoll-Directionen der contrahirenden Vereinsstaaten, nach vorangegangener Prüfung, in Haupt-Uebersichten zusammen getragen, und diese sodann an das in Berlin bestehende Central-Büreau eingesendet. Dieses Büreau fertigt auf den Grund jener Vorlagen die provisorischen Abrechnungen zwischen den vereinigten Staaten von drei zu drei Monaten, sendet dieselben den Central-Finanzstellen der letzteren zu, bereitet die definitive Jahres-Abrechnung vor.

Wenn aus den Quartal-Abrechnungen hervorgeht, dass die wirkliche Einnahme eines Vereinsgliedes um mehr als einen Monatsbetrag gegen den ihm verhältnissmässig an der Gesammt-Einnahme zuständigen Revenüen-Anthell zurückgeblieben ist; so muss alsbald das Erforderliche zur Ausgleichung dieses Ausfalls durch Herauszahlung von Seiten des oder derjenigen

Digitized by Google

taaten, bei denen eine Mehr-Einnahme Statt gefun- 1835
n hat, eingeleitet werden.

Art. 26. In Absicht der Erhebungs- und Verwal-
ngskosten sollen auch im Verhältniss des Herzog-
ums Nassau zu den contrahirenden Vereinsstaaten fol-
ende Grundsätze in Anwendung kommen:

1) Man wird keine Gemeinschaft dabei eintreten
ssen, vielmehr übernimmt jede Regierung alle in ih-
m Gebiete vorkommenden Erhebungs- und Verwal-
ngskosten, es mögen diese durch die Einrichtung
d Unterhaltung der Haupt- und Neben-Zollämter,
r inneren Steuerämter, Hall-Aemter und Packhöfe
d der Zoll-Directionen, oder durch den Unterhalt
s dabei angestellten Personals und durch die dem
teren zu bewilligenden Pensionen oder endlich aus
gend einem anderen Bedürfnisse der Zollverwaltung
stehen.

2) Hinsichtlich desjenigen Theiles des Bedarfs
er, welcher an den gegen das Ausland gelegenen
renzen und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbe-
rks für die Zollerhebungs- und Aufsichts- oder Con-
l-Behörden und Zoll-Schutzwachen erforderlich
, wird man sich über Pauschsummen vereinigen,
lche jeder der contrahirenden Staaten von der jähr-
h aufkommenden und der Gemeinschaft zu berech-
nden Brutto-Einnahme an Zollgefällen in Abzug
ingen kann.

3) Bei dieser Ausmittelung des Bedarfs soll da,
o die Perception privativer Abgaben mit der Zollerhe-
ng verbunden ist, von den Gehalten und Amtsbe-
rfnissen der Zollbeamten nur derjenige Theil in An-
chnung kommen, welcher dem Verhältnisse ihrer Ge-
häfte für den Zolldienst zu ihren Amtsgeschäften
erhaupt entspricht.

4) Man wird sich mit der herzoglich nassauischen
egierung über allgemeine Normen vereinigen, um
e Besoldungs-Verhältnisse der Beamten bei den Zoll-
rhebungs- und Aufsichtsbehörden auch in Beziehung
f das Herzogthum Nassau in möglichste Uebereins-
mmung zu bringen.

Art. 27. Die contrahirenden Theile gestehen sich
egenseitig das Recht zu, den Haupt-Zollämtern auf
en Grenzen anderer Vereinsstaaten Controleure beizu-
rdnen, welche von allen Geschäften derselben und

Digitized by Google

1835 der Nebenämter in Beziehung auf das Abfertigungs-Verfahren und die Grenzbewachung Kenntniss zu nehmen, und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens, ingleichen auf die Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung zu enthalten haben.

Einer näher zu verabredenden Dienstordnung bleibt es vorbehalten, ob und welchen Antheil dieselben an den laufenden Geschäften zu nehmen haben.

Art. 28. Der herzoglich nassauischen Regierung steht das Recht zu, an die Zoll-Directionen der contrahirenden Vereinsstaaten, wie umgekehrt den letzteren an die herzoglich nassauische Zoll-Direction, Beamte zu dem Zwecke abzuordnen, um sich von allen vorkommenden Verwaltungsgeschäften, welche sich auf die durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene Gemeinschaft beziehen, vollständige Kenntniss zu verschaffen.

Das Geschäftsverhältniss dieser Beamten wird, übereinstimmend mit demjenigen, welches für die Abgeordneten bei den Zoll-Directionen der anderen Vereinsglieder bereits besteht, durch eine besondere Instruction näher bestimmt werden, als deren Grundlage die unbeschränkte Offenheit von Seiten der Verwaltung, bei welcher die Abgeordneten fungiren, in Bezug auf alle Gegenstände der gemeinschaftlichen Zollverwaltung und die Erleichterung jedes Mittels, durch welches sie sich die Information hierüber verschaffen können, anzusehen ist, während andererseits ihre Sorgfalt nicht minder aufrichtig dahin gerichtet seyn muss, eintretende Anstände und Meinungs-Verschiedenheiten auf eine dem gemeinsamen Zwecke und dem Verhältniss verbündeter Staaten entsprechende Weise zu erledigen.

Die Ministerien oder obersten Verwaltungsstellen der sämmtlichen Vereinsstaaten werden sich gegenseitig auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die gemeinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mittheilen, und in sofern zu diesem Behufe die zeitweise oder dauernde Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beauftragung eines anderweit bei der Regierung beglaubigten Bevollmächtigten beliebt würde, so ist demselben nach dem oben ausgesprochenen Grundsatze alle Gelegenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von den Ver-

Digitized by Google

ältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltung bereit- 1835
illig zu gewähren.

Art. 29. Jährlich in den ersten Tagen des Juni
ndet zum Zweck gemeinsamer Berathung eine Zu-
mmenkunft der von den Vereinsstaaten abzuordnen-
en Bevollmächtigten Statt.

Für die formelle Leitung der Verhandlungen wird
n den Conferenz-Bevollmächtigten aus ihrer Mitte
n Vorsitzender gewählt, welchem übrigens kein Vor-
g vor den übrigen Bevollmächtigten zusteht.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versamm-
ng wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegenstände,
ren Verhandlung in der folgenden Conferenz zu er-
rten ist, verabredet werden, wo letztere erfolgen soll.

Art. 30. Vor die Versammlung dieser Conferenz-
vollmächtigten gehört:

a) die Verhandlung über alle Beschwerden und
ngel, welche in Beziehung auf die Ausführung des
undvertrages und der besonderen Uebereinkünfte, des
ollgesetzes, der Zoll-Ordnung und Tarife in einem
der dem anderen Vereinsstaate wahrgenommen, und
e nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der
rüber zwischen den Ministerien und obersten Ver-
altungstellen geführten Correspondenz erledigt wor-
n sind;

b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereins-
edern über die gemeinschaftliche Einnahme auf den
rund der von den obersten Zollbehörden aufgestell-
n, durch das Central-Bureau vorzulegenden Nach-
isungen, wie solche der Zweck einer dem gemeinsa-
en Interesse angemessenen Prüfung erheischt;

c) Die Berathung über Wünsche und Vorschläge,
elche von einzelnen Staats-Regierungen zur Verbes-
rung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des
ollgesetzes, der Zoll-Ordnung, des Zoll-Tarifs und
r Verwaltungs-Organisation, welche von einem der
ntrahirenden Staaten in Antrag gebracht worden,
erhaupt über die zweckmässige Entwickelung und
sbildung des gemeinsamen Handels- und Zoll-
ystems.

Art. 31. Treten im Laufe des Jahres ausser der
ewöhnlichen Zeit der Versammlung der Conferenz-
evollmächtigten ausserordentliche Ereignisse ein, wel-

Digitized by Google

1835 che unverzügliche Maassregeln oder Verfügungen ab-
seiten der Vereinsstaaten erheischen, so werden sich
die contrahirenden Theile darüber im diplomatischen
Wege vereinigen, oder eine ausserordentliche Zusam-
menkunft ihrer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. 32. Den Aufwand für die Bevollmächtigten
und deren etwaige Gehülfen bestreitet dasjenige Glied
des Gesammt-Vereins, welches sie absendet. Das Kanz-
lei-Dienstpersonal und das Lokal wird unentgeltlich
von der Regierung gestellt, in deren Gebiete der Zu-
sammentritt der Conferenz Statt findet.

Art. 33. Die herzoglich nassauische Regierung
verpflichtet sich zu denjenigen Maassregeln, welche
erforderlich sind, damit nicht die Zoll-Einkünfte des
Gesammtvereins durch die Einführung und Anhäu-
fung geringer verzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt
werden.

Art. 34. Für den Fall, dass andere deutsche Staa-
ten den Wunsch zu erkennen geben sollten, in den
Zollverein aufgenommen zu werden, erklären sich die
hohen Contrahenten bereit, soweit es unter gehöriger
Berücksichtigung der besonderen Interessen der Ver-
einsmitglieder möglich erscheint, diesem Wunsche durch
desfalls abzuschliessende Verträge Folge zu geben.

Art. 35. Auch werden sie sich bemühen, durch Han-
delsverträge mit anderen Staaten dem Verkehr ihrer
Angehörigen jede mögliche Erleichterung und Erwei-
terung zu verschaffen.

Art. 36. Alles, was sich auf die Detail-Ausführung
der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Beila-
gen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch
gemeinschaftliche Commissarien vorbereitet werden.

Art. 37. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages,
welcher mit dem 1sten Januar 1836 in Ausführung ge-
bracht werden soll, wird vorläufig bis zum 1sten Ja-
nuar 1842 festgesetzt. Wird derselbe während dieser
Zeit und spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist
nicht gekündigt, so soll er auf zwölf Jahre, und so
fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angese-
hen werden.

Letztere Verabredung wird jedoch nur für den
Fall getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämmt-
liche deutsche Bundesstaaten über gemeinschaftliche
Maassregeln übereinkommen, welche den mit der Ab-

Digitized by Google

cht des Art. 19 der deutschen Bundes-Acte in Ueber- 1835
nstimmung stehenden Zweck des gegenwärtigen Zoll-
reins vollständig erfüllen.

Auch sollen im Falle etwaiger gemeinsamer Maass-
geln über den freien Verkehr mit Lebensmitteln in
ämmtlichen deutschen Bundesstaaten die betreffenden
estimmungen des nach gegenwärtigem Vertrage be-
tehenden Vereins-Tarifs demgemäss modificirt werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratification
r hohen contrahirenden Höfe vorgelegt, und die Aus-
echselung der Ratifications-Urkunden soll mit mög-
lichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 10. December 1835.

z. Alvensleben. (L. S.) v. Wilkens. (L. S.) Freih. Schaeffer-Bernstein.
ugdeburg. (L. S.) Albr. Fr. Eichhorn. (L. S.)
(L. S.) (L. S.)
einr. Th. Ludw. Schwedes. (L. S.) Heinr. Ludw. Biersack. (L. S.)

61.

rdonnance publiée dans le Grand-uché de Bade, de concert avec la a Bavière et le Wurtemberg, con-ernant les faveurs de douanes ac-rdées au commerce avec la Suisse. En date du 10. Décembre 1835.

Publication du Ministère des Finances à Carlsruhe.
es ordonnances conformes ont été publiées en Ba-
ère et en Wurtemberg, en date du 18. et du 30. No-
vembre 1835.)

Leopold, von Gottes Gnaden, Grossher-
og von Baden, Herzog von Zähringen.

Nach Ansicht des Separatartikels 16. zum Zollver-
inigungsvertrag vom 12. Mai d. J.;

in Erwägung, dass die bisher der Schweiz einge-
äumten Zollbegünstigungen vom 1. Januar 1836 an
ufhören, in soweit sie nicht erneuert werden;

in weiterer Erwägung, dass bis zu diesem Zeit-

Digitized by Google

1835 punkte das Zustandekommen eines Zoll- und Handels-
vertrags mit der Eidgenossenschaft nicht zu erwarten
steht, und für diesen Fall die provisorische Einführung
bestimmter Zollbegünstigungen für die Schweiz ver-
einbart worden ist;

endlich in der Voraussetzung, dass die Schwei
in ihrem eidgenössischen und Kantonal-Zollwesen kei
für die Vereinsstaaten nachtheilige Veränderung ei
treten lassen, und zur Verhütung des gemeinschädl
chen Schwärzens an der Grenze freundnachbarli
Hand zu bieten geneigt seyn werde:

haben Wir im Einverständniss mit den Kronen Baie
und Würtemberg beschlossen und verordnen hierm
wie folgt:

Art. 1. Der Schweiz werden in ihrem Verkehr m
den Vereinstaaten vom 1. Januar 1836 an folge
Zollbegünstigungen eingeräumt:

a) die zollfreie Einfuhr und Ausfuhr folgender i
her Erzeugnisse: Getreide, Holz, rohe Farbekräute
Honig, Wurzeln gedörrtes Obst und ungebleicht
Wachs;

b) die Einfuhr des Schweizerischen weissen Boden
see-Weines (worunter die weissen Weine der Grenz
kantone Aargau, Zürich, Schaffhausen, St. Gallen u
Thurgau verstanden werden) in Fässern, gegen eine
Eingangszoll von 50 kr. vom Centner;

c) die Einfuhr von Schweizer-Käsen gegen di
Hälfte des allgemeinen tarifmässigen Zolls;

d) die Einfuhr von Uhrenbestandtheilen (Uhrf
federn, Uhrrädern etc.) ebenfalls gegen die Hälfte de
tarifmässigen Sätze (Vereinszolltarif Art. 6. d. 3. un
Art. 19. c.);

e) die zollfreie Einfuhr von gemeinen Töpferwaaren

f) die zollfreie Einfuhr von seidenen, wollenen un
baumwollenen Stoffen und anderen Gegenständen
welche zur Verarbeitung oder zur Veredlung mit de
Bestimmung eingeführt werden, sie im veredelten Zu
stande wieder auszuführen;

der Leinwand, welche auf Schweizerische Bleichen
gebracht und gebleicht zurückgeführt wird;

des Viehes, welches auf inländische Weiden ge-
bracht wird und nach der Weidezeit zurückgeht, jedoch
unter den grundsätzlichen Zollkontrolen;

ferner die im Tarif bereits zugestandene Zoller-

Digitized by Google

ässigung für das in einzelnen Stücken auf Bedarf- 1836
ugnisse eingehende Schweizervieh und für Schwei-
rische ungesalzene Butter.

Art. 2. Alle frühere Verordnungen über die Ein-,
us- und Durchgangszölle an der Schweizergrenze,
sbesondere die Verordnung vom 26. Mai d. J. Reg.
l. Nr. 23 sind aufgehoben.

Art. 3. Unser Finanz-Ministerium ist mit dem
ollzug gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Gegeben Karlsruhe in Unserem Staatsministe-
um den 10. December 1835.

LEOPOLD.

62.

Nouvelle loi de succession pour l'Empire de Brésil, en date du 12. Décembre 1835.

(Correio official de Rio Janeiro.)

Traduction publiée par le Ledger. Lond. 1836. February.)

The General Legislative Assembly has decreed nd His Majesty has given His Sanction to the follow-g law:

Art. 1. Donna Maria II, Queen of Portugal, has st the right of succession to the crown of the Empire f Brazil.

Art. 2. Senhora Donna Januaria, legitimate daugh-r of Don Pedro I, shall be recognised as Imperial rincess, according to the continuation, and of the w of 26. Aug. 1826 as successor to the throne, after lis Majesty Don Pedro II and his legitimate descen-ants.

Digitized by Google

63.

Ordonnance du gouvernement du duché de Nassau concernant les relations de commerce et de douanes entre ce duché et les états allemands réunis en système commun de douanes, en date du 18. Décembre 1835.

(Herzogl. Nassau'isches Verordnungsbl. 1835. Nro. 1

Nachdem die Verhandlungen über den Beitritt des Herzogthums zum Zollvereine zum Abschlusse gedie sind, so wird höchster Entschliessung zufolge e weilen Folgendes verordnet: Vom 1. Jan. 1836 an in dem Herzogthum von Gegenständen, welche den Zollvereinsstaaten herstammen oder in deren frei Verkehre befindlich sind, kein Zoll, — dagegen solcher von allen zollbaren Artikeln, welche aus de Auslande kommen, nach den vollen Sätzen des un dem 11. August d. J. publizirten Tarifs zu erheben.

Von demselben Zeitpunkte an tritt freier Waare übergang aus dem Herzogthume in die übrigen Zo vereinslande ein, indem von da an auch die nach de Eingange der Verordnung vom 3. September d. J. hierher noch ausgeschlossen gewesenen Gegenstän gegenseitig frei übergehen. Ausgenommen von de freien Verkehre bleiben nur 1) Salz und Spielkarte und 2) die mit Ausgleichungsabgaben belegten Gege stände, nämlich: a) Traubenmost und Wein b dem Uebergange nach Preussen, Sachsen, Kurhess und dem Gebiete des Thüringischen Vereins; Branntwein bei dem Uebergange in die sub a g nannten Vereinslande, so wie nach Baiern (mit Au schluss des Rheinkreises) und nach Würtemberg; Bier bei dem Uebergange in die sub a und b ge nannten Vereinslande, so wie nach Baden und de Grossherzogthum Hessen, und geschrotetes Mal bei dem Uebergange nach Baiern (mit Ausschluss des Rheinkreises) und nach Würtemberg. Diese Gegenstände (a b c) unterliegen bei dem Uebergange in die vorbezeichneten Vereinsstaaten den in der Verordnung

Digitized by Google

om 3. September d. J. näher angegebenen Ausglei- 1835
hungsabgaben und kommt vom 1. Januar 1836 an
och hinzu d) Tabak (Blätter und Fabrikate), von
elchem bei dem Uebergange nach Preussen, Sach-
en, Kurhessen und dem Gebiete des Thüringischen
ereins ⅔ Rthlr. für den Centner zu entrichten sind.

Die der Ausgleichungsabgabe unterliegenden Ge-
enstände (a. b. c. d.) dürfen vorbehaltlich der hier-
ber weiter zu gewärtigenden Bekanntmachung nur auf
enjenigen Strassen nach Preussen und Kurhessen über-
ehen, an welchen sich Hauptzollämter oder Neben-
ollämter erster Klasse befinden, bei denen die An-
eldung und Versteuerung erfolgen muss. Der Ueber-
ang von Bier, Branntwein, Obstwein und Wein in
as Grossherzogthum Hessen ist vorerst und bis das
eitere regulirt seyn wird, nur über die Grenzorte
ingen, Freiweinheim, Budenheim, Mainz, Kastel,
astheim, Rüsselsheim, Kelsterbach, Rödelheim, Ober-
chbach, Oberrossbach, Bischoffen und Simmersbach,
odann mit Berührung des zwischenliegenden Auslandes
ber Vilbel und Offenbach gestattet, woselbst vom
ier die Ausgleichungsabgabe zu entrichten ist; Brannt-
ein, Obstwein und Wein aber wegen der in dem
enannten Grossherzogthum darauf liegenden innern
teuer anzumelden sind. Endlich ist in Absicht der-
nigen Waaren, welche nach den Zollordnungen in
en Vereinsstaaten auch beim Transporte im Innern
iner Kontrole unterliegen und wohin folgende Artikel
ehören: 1) baumwollene Stuhlwaaren und baumwollene
it Seide oder Wolle gemischte Zeuge, 2) Zucker
ller Art, 3) Kaffee, 4) Tabaksfabrikate, 5) Wein
nd 6) Branntwein aller Art, wenn solche aus dem
Herzogthume in die königl. preussischen, kurfürstlich
nd grossherzoglich hessischen Lande übergeführt wer-
den; vorerst und bis das Weitere durch die zu er-
assende Zollordnung bestimmt seyn wird, zu beobach-
ten, dass dergleichen Transporte, wenn sie in einem
iner Artikel und zwar zu 1 und 4 (baumwollene Stuhl-
waaren etc. und Tabak) mehr als einen halben Centner,
bei 2 und 3 (Zucker und Kaffee) mehr als einen
iertel Centner, und bei 5 und 6 (Wein und Brannt-
wein) mehr als eine halbe Ohm betragen, mit einem
Frachtbriefe versehen seyn müssen, welcher enthalten
muss: a. die Vor- und Zunahmen des Waarenführers

Digitized by Google

1835 und Waarenempfängers; b. die Menge der Waaren (von den unter 1 bis 4 genannten nach Centnern und Pfunden, von Wein und Branntwein nach Ohmen und Maassen) in Buchstaben; c. die Gattung der Waaren, d. die Anzahl der Kolli und deren Zeichen und Nummern; e. den Bestimmungsort und den Ablieferungstermin, den letztern mit Buchstaben; und f. den Vor- und Zunamen des Versenders, den Versendungsort und den Tag und das Jahr der Absendung.

Dieser Frachtbrief muss, vor dem Abgange der Waaren, dem resp. Stadt- oder Oberschultheissen- oder der Amtsrecepturstelle zum Visiren, unter Beidrückung des Dienstsiegels, vorgelegt werden. Die ebengedachten Behörden haben diess Visa in den Fällen zu verweigern, wo ihnen über den inländischen oder vereinsländischen Ursprung der zu versendenden Waaren oder über deren geleistete Verzollung die Auskunft nicht gegeben werden kann. Diese Frachtbriefe sind sodann beim Eintritt in das angränzende Vereinsgebiet der betreffenden Zollstelle vorzuzeigen und ist, zur Vermeidung von Nachtheilen, nach der von letzterer zu ertheilenden Anweisung damit zu verfahren.

Herzogl. General-Steuerdirektion ist mit den weiteren Anordnungen zur Vollziehung dieser Verordnung beauftragt.

Wiesbaden, den 18. Dezember 1835.

Herzoglich Nassau'isches Staats-Ministerium.

Graf von Walderdorff.

vdt. Stein.

64.

Ordonnance publiée dans le Grandduché de Hesse concernant l'agrégation de Steinbach et de Niederursel à la ligue de Douanes du grandduché. En date du 22. Décembre 1835.

(Hessen-Darmstädtisches Regierungsbl. Decmb. 1835.)

In Folge der Vereinbarungen, welche mit der Herzogl. Nassauischen Regierung über den Beitritt

Digitized by Google

lerselben zum Zollverbande getroffen worden sind, 1835
rerden die vom Zollverbande seither noch ausgeschlos-
enen Theile des Kreises Friedberg, nämlich der vom
Herzogl. Nassauischen Gebiete umgebene Ort Stein-
ach und der diesseitige Antheil von Niederursel, nebst
eiderseitigen Zubehörungen, v. 1. Jan. 1836 an, nun-
ehr ebenfalls in den Zollverband vollständig aufge-
ommen.

Dagegen werden, vom nämlichen Zeitpunkte an,
ir die erwähnten Ortschaften ausser Kraft und Wirk-
mkeit gesetzt: die Vorschriften der §§. 179-183.
r Zollverordnung vom 23. Juni 1828, und die Be-
mmungen im zweiten und dritten Absatz des §. 4.
s Finanzgesetzes vom 29. Oktober 1830, welche die
rhebung einer Verbrauchsteuer von Kaffee, Zucker,
bricirtem Tabak und ausländischem Branntwein für
e ausser der Zolllinie liegenden Landestheile anord-
n und vorbehalten.

65.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Cherokee sur le territoire de l'état de la Géorgie. Signé le 29. Décembre 1835.

Ratifiée à Washington par le président des Etats-unis, le 23. Mai 1836.)

Acts of the first session of the 24 Congress of the nited States. Washington, 1836. Appendix p. 39-55.)

Articles of a treaty concluded at New Echota in e State of Georgia on the 29th day of Decb. 1835 General William Carrol and John F. Schermerhorn mmissioners on the part of the United States and e Chiefs Head Men and People of the Cherokee ibe of Indians.

Whereas the Cherokees are anxious to make some rangements with the Government of the United Sta- s whereby the difficulties they have experienced by a sidence within the settled parts of the United States

Digitized by Google

1835 under the jurisdiction and laws of the State Governments may be terminated and adjusted; and with a view to reuniting their people in one body and securing a permanent home for themselves and their posterity in the country selected by their forefathers without the territorial limits of the state sovereignties and where they can establish and enjoy a governme of their choice and perpetuate such a state of socie as may be most consonant with their views, habits a condition; and as may tend to their individual comfo and their advancement in civilization.

And whereas a delegation of the Cherokee nati composed of Messrs. John Ross, Richard Taylor, D Mc Coy, Samuel Gunter and William Rogers w full power and authority to conclude a treaty with United States did on the 28th day of February 1 stipulate and agree with the Government of the U ted States to submit to the Senate to fix the amo which should be allowed the Cherokees for their cla and for a cession of their lands east of the Mississi river and did agree to abide by the award of the S nate of the United States themselves and to recomme the same to their people for their final determinati

And whereas on such submission the Senate a vised "that a sum not exceeding five millions of d lars be paid to the Cherokee Indians for all their la and possessions east of the Mississippi river."

And whereas this delegation after said award the Senate had been made, were called upon to su mit propositions as to its disposition to be arrang in a treaty, which they refused to do, but insist that the same "should be referred to their nation a there in general council to deliberate and determi on the subject in order to ensure harmony and go feeling among themselves."

And whereas a certain other delegation com sed of John Ridge, Elias Boudinot, Archilla Sm S. W. Bell, John West, Wm. A. Davis and Ezek West, who represented that portion of the nation favor of emigration to the Cherokee country west the Mississippi entered into propositions for a treat with John F. Schermerhorn commissioner on the p of the United States which were to be submitted t their nation for their final action and determination.

Digitized by Google

And whereas the Cherokee people, at their last 1835
October council at Red Clay, fully authorized and empowered a delegation or committee of twenty persons of their nation to enter into and conclude a treaty with the United States commissioner then present, at that place or elsewhere and as the people had good reason to believe that a treaty would then and there be made or at a subsequent council at New Echota which the commissioners it was well known and understood, were authorized and instructed to convene for said purpose, and since the said delegation have gone on to Washington city, with a view to close negotiations there, as stated by them notwithstanding they where officially informed by the United States commissioner that they would not be received by the President of the United States; and that the Government would transact no business of this nature with them, and that if a treaty was made it must be done here in the nation, where the delegation of Washington last winter urged that it should be done for the purpose of promoting peace and harmony among the people; and since these facts have also been corroborated to us by a communication recently received by the commissioner from the Government of the United States and read and explained to the people in open council and therefore believing said delegation can effect nothing and since our difficulties are daily increasing and our situation is rendered more and more precarious uncertain and insecure in consequence of the legislation of the States and seeing no effectual way of relief, but in accepting the liberal overtures of the United States.

And whereas Genl. William Carroll and John F. Schermerhorn were appointed commissioners on the part of the United States, with full power and authority to conclude a treaty with the Cherokees east and west directed by the President to convene the people of the nation in general council at New Echota and to submit said propositions to them with power and authority to vary the same so as to meet the views of the Cherokees in reference to its details.

And whereas the said commissioners did appoint and notify a general council of the nation to convene at New Echota on the 21st day of December 1835, and informed them that the commissioners would be

Digitized by Google

1835 prepared to make a treaty with the Cherokee people who should assemble there and those who did not come they should conclude gave their assent and sanction to whatever should be transacted at this council and the people having met in council according to said notice.

Therefore the following articles of a treaty are agreed upon and concluded between William Carroll and John F. Schermerhorn commissionners on the part of the United States and the chiefs and headmen and people of the Cherokee nation in general council assembled this 29th day of Decr. 1835.

Art. 1. The Cherokee nation hereby cede, relinquish and convey to the United States all the lands owned, claimed or possessed by them east of the Mississippi river, and hereby release all their claims upon the United States for spoliation of every kind for and in consideration of the sum of five millions of dollars to be expended, paid and invested in the manner stipulated and agreed upon in the following articles. But as a question has arisen between the commissioners and the Cherokees whether the Senate in their resolution by which they advised "that a sum not exceeding five millions of dollars be paid to the Cherokee Indians for all their lands and possessions east of the Mississippi river" have included and made any allowance of consideration and decision and if no allowance was made for spoliations that then an additional sum of three hundred thousand dollars be allowed for the same.

Art. 2. Whereas by the treaty of May 6th 1828 and the supplementary treaty thereto of Febr. 14th 1833 with the Cherokees west of the Mississippi the United States guarantied and secured to be conveyed by patent, to the Cherokee nation of Indians the following tract of country "Beginning at a point on the old western territorial line of Arkansas territory being twenty-five miles north from the point, where the territorial line crosses Arkansas river, thence running from said north point on the said territorial line, where the said territorial line crosses Verdigris river; thence down said Verdigris river to the Arkansas river; thence down said Arkansas river to a point where a stone is placed opposite the east or lower bank of Grand river at its junction with the Arkansas; thence running south

Digitized by Google

forty-four degrees west one mile; thence in a straight 1835
line to a point four miles northerly, from the mouth of the north fork of the Canadian; thence along the said four mile line to the Canadian; thence down the Canadian to the Arkansas; thence down the Arkansas to that point on the Arkansas where the eastern Choctaw boundary strikes said river and running thence with the western line of Arkansas Territory as now defined, to the southwest corner of Missouri; thence along the western Missouri line to the land assigned the Senecas; thence on the south line of the Senecas to Grand river; thence up said Grand river as far as the south line of the Osage reservation, extended if necessary; thence up and between said south Osage line extended west if necessary, and a line drawn due west from the point of beginning to a certain distance west, at which a line running north and south from said Osage line to said due west line will make seven millions of acres of land boundaries. In addition to the seven millions of acres of land thus provided for and bounded, the United States further guaranty to the Cherokee nation a perpetual outlet west, and a free and unmolested use of all the country west of the western boundary of said seven millions of acres, as far west as the sovereignity of the United States and their right of soil extend.

Provided however, that if the saline or salt plain on the western prairie shall fall within said limits prescribed for said outlet, the right is reserved to the United States to permit other tribes of red men to get salt on said plain in common with the Cherokees. And letters patent shall be issued by the United States as soon as practicable for the land hereby guarantied.

And whereas it is apprehended by the Cherokees that in the above cession there is not contained a sufficient quantity of land for the accomodation of the whole nation on their removal west of the Mississippi, the United States in consideration of the sum of five hundred thousand dollars hereby covenant and agree to convey to the said Indians, and their descendants by patent, in fee simple the following additional tract of land situated between the west line of the State of Missouri and the Osage reservation beginning at the

Digitized by Google

1835 southeast corner of the same and runs north along the east line of the Osage lands fifty miles to the northeast corner thereof; and thence east to the west line of the State of Missouri; thence with said line south fifty miles; thence west to the place of beginning; estimated to contain eight hundred thousand acres of land; but it is expressly understood that if any of the lands assigned the Quapaws shall fall within the aforesaid bounds the same shall be reserved and excepted out of the lands above granted and a pro rata reduction shall be made in the price to be allowed to the United States for the same by the Cherokees.

Art. 3. The United States also agree that the lands above ceded by the treaty of Febr. 14, 1833, including the outlet, and those ceded by this treaty shall all be included in one patent executed to the Cherokee nation of Indians by the President of the United States according to the provisions of the act of May 28. 1830. It is, however, agreed, that the military reservation at fort Gibson shall be held by the United States. But should the United States abandon said post and have no further use for the same it shall revert to the Cherokee nation.

The United States shall always have the right to make and establish such post and military roads and forts in any part of the Cherokee country, as they may deem proper for the interest and protection of the same and the free use of as much land, timber, fuel, and materials of all kinds for the construction and support of the same as may be necessary; provided that if the private rights of individuals are interfered with a just compensation therefore shall be made.

Article 4. The United States also stipulate and agree to extinguish for the benefit of the Cherokees the titles to the reservations within their country made in the Osage treaty of 1825 to certain half-breeds and for this purpose they hereby agree to pay to the persons to whom the same belong or have been assigned or to their agents or guardians, whenever they shall execute, after the ratification of this treaty a satisfactory conveyance for the same, to the United States, the sum of fifteen thousand dollars according to a schedule accompanying the treaty of the relative value of the several reservations.

Digitized by Google

And whereas by the several treaties between the 1835
United Staates and the Osage Indians the Union and Harmony Missionary reservations which were established for their benefit are now situated within the country ceded by them to the United States; the former being situated in the Cherokee country and the latter in the State of Missouri. It is, therefore agreed that the United States shall pay the Amerikan Board of Commissioners for Foreign Missions for the improvements on the same, what they shall be appraised at by Capt. Geo. Vashon Cherokee sub-agent Abraham Redfield and A. P. Chouteau or such persons as the President of the United States shall appoint and the money allowed for the same shall be expended in schools among the Osages and improving their condition. It is understood that the United States are to pay the amount allowed for the reservations in this article and not the Cherokees.

Article 5. The United States hereby covenant and agree that the lands ceded to the Cherokee nation in the foregoing article shall, in no future time without their consent, be included within the territorial limits or jurisdiction of any State or Territory. But they shall secure to the Cherokee nation the right by their national councils to make and carry into effect all such laws as they may deem necessary for the government and protection of the persons and property within their own country belonging to their people or such persons as have connected themselves with them: provided always that they shall not be inconsistent with the constitution of the United States and such acts of the Congress as have been or may be passed regulating trade and intercourse with the Indians; and also, that they shall not be considered as extending to such citizens and army of the United States as may travel or reside in the Indian country by permission according to the laws and regulations established by the Government of the same.

Article 6. Perpetual friendship and peace shall exist between the citizens of the United States and the Cherokee Indians. The United States agree to protect the Cherokee nation from domestic strife and foreign ennemies and against intestine wars between the several tribes. The Cherokees shall endeavor to

Digitized by Google

1835 preserve and maintain the peace of the country; and
not make war upon their neighbors, they shall also be
protected against interruption and intrusion from citizens
of the United States, who may attempt to settle in
the country without their consent; and all such persons
shall be removed from the same by order of the
President of the United States.

But this is not intended to prevent the residence
of useful farmers, mechanics and teachers for the
Instruction of Indians according to treaty stipulations

Article 7. The Cherokee nation having already
made great progress in civilization and deeming it
important that every proper and laudable inducement
should be offered to their people to improve their con-
dition as well as to guard and secure in the most
effectual manner the rights guarantied to them in this
treaty, and with a view to illustrate the liberal and
enlarged policy of the Government of the United States
towards the Indians in their removal beyond the ter-
ritorial limits of the States, it is stipulated that they
shall be entitled to a delegate in the House of Rep-
resentatives of the United States whenever Congress
shall make provision for the same.

Article 8. The United States also agree and stip-
ulate to remove the Cherokees to their new home
and to subsist them one year after their arrival there
and that a sufficient number of steamboats and bag-
gage wagons shall be furnished to remove them com-
fortably, and so as not to endanger their health, and
that a phisician well supplied with medicines shall ac-
company each detachment of emigrants removed by
the Government. Such persons and families as in the
opinion of the emigrating agent are capable of sub-
sisting and removing themselves shall be permitted to
do so; and they shall be allowed in full for all claims
for the same twenty dollars for each member of their
family; and in lieu of their one years rations they
shall be paid the sum of thirty three dollars and thirty
three cents if they prefer it.

Such Cherokees also as reside at present out of
the nation and shall remove with them in two years
west of the Mississippi shall be entitled to allowance
for removal and subsistence as above provided.

Digitized by Google

Article 9. The United States agree to appoint 1835
itable agents who shall make a just and fair valuation
all such improvements now in the possession of the
herokees as add any value to the lands; and also of
e ferries owned by them, according to their nett
come; and such improvements and ferries from which
ey have been dispossessed in a lawless manner or
der any existing laws of the State where the same
ay be situated.

The just debts of the Indians shall be paid out
any moneys due them for their improvements and
ims; and they shall also be furnished at the discre-
n of the President of the United States with a suf-
ent sum to enable them to obtain the necessary
ans to remove themselves to their new homes and
e balance of their dues shall be paid them at the
erokee agency west of the Mississippi. The mis-
ary establishments shall also be valued and appraised
a like manner and the amount of them paid over
the United States to the treasurers of the respective
ssionary societies by whom they have been established
d improved in order to enable them to erect such
ildings and make such improvements among the
herokees west of the Mississippi as they may deem
cessary for their benefit. Such teachers at present
long the Cherokees as this council shall select and
signate shall be removed west of the Mississippi with
e Cherokee nation and on the same terms allowed
them.

Article 10. The President of the United States
ll invest in some safe and most productive public
cks of the country for the benefit of the whole
herokee nation, who have removed or shall remove
the lands assigned by this treaty to the Cherokee
tion west of the Mississippi the following sums as a
rmanent fund for the purpose hereinafter specified
d pay over the nett income of the same annually to
ch person or persons as shall be authorized or ap-
inted by the Cherokee nation to receive the same
d their receipt shall be a full discharge for the
nount paid to them viz: the sum of two hundred
ousand dollars in addition to the present annuities of
e nation to constitute a general fund the interest of
hich shall be applied annually by the council of the

Digitized by Google

1835 nation to such purposes as they may deem best fo
the general interest of their people. The sum of fif
thousand dollars to constitute an orphan's fund th
annual income of which shall be expended towards th
support and education of such orphan children as a
destitute of the means of subsistence. The sum
one hundred and fifty thousand dollars in addition
the present school fund of the nation shall constit
a permanent school fund, the interest of which sh
be applied annually by the council of the nation
the support of common schools and such a liter
institution of a higher order as may be established
the Indian country. And in order to secure as far
possible the true and beneficial application of
orphans and school fund the council of the Cher
nation, when required by the President of the U
States shall make a report of the application of t
funds and he shall at all times, have the right, if
funds have been misapplied to correct any abuses
them: and direct the manner of their application
the purposes for which they were intended. T
council of the nation may by giving two year's not
of their intention withdraw their funds by and w
the consent of the President and Senate of the Uni
States, and invest them in such manner as they m
deem most proper for their interest. The United St
also agree and stipulate to pay the just debts a
claims against the Cherokee nation held by the citize
of the same and also the just claims of citizens of t
United States for services rendered to the nation a
the sum of sixty thousand dollars is appropriated
this purpose but no claims against individual perso
of the nation shall be allowed and paid by the nati
The sum of three hundred thousand dollars is here
set apart to pay and liquidate the just claims of t
Cherokees upon the United States for spoliations
every kind, that have not been already satisfied und
former treaties.

Article 11. The Cherokee nation of Indians believi
it will be for the interest of their people to have a
their funds and annuities under their own directio
and future disposition hereby agree to commute the
permanent annuity of ten thousand dollars for the su
of two hundred and fourteen thousand dollars, th

Digitized by Google

ne to be invested by the President of the United 1835
ates, as a part of the general fund of the nation;
d their present school fund amounting to about fifty
ousand dollars shall constitute a part of the per-
nent fund of the nation.

Article 12. Those individuals and families of the
erokee nation that are averse to a removal to the
erokee country west of the Mississippi and are
irous to become citizens of the States where they
ide and such as are qualified to take care of them-
es and their property shall be entitled to receive
ir due portion of all the personal benefits accruing
der this treaty for their claims, improvements and
capita; as soon as an appropriation is made for
s treaty.

Such heads of Cherokee families as are desirous to
de within the States of North Carolina, Tennessee,
d Alabama subject to the laws of the same; and
o are qualified or calculated to become useful citi-
s shall be entitled, on the certificate of the com-
sioners to a pre-emption right to one hundred and
y acres of lands or one quarter section at the
imum Congress price; so as to include the present
ldings or improvements of those who now reside
re and such as do not live there at present shall
permitted to locate within two years any lands not
eady occupied by persons entitled to pre-emption
vilege under this treaty and if two or more families
e on the same quarter section and they desire to
ntinue their residence in these States and are qua-
ed as above specified, they shall, on receiving their
e-emption certificate be entitled to the right of pre-
ption to such lands as they may select not already
ken by any person entitled to them under this treaty.

It is stipulated and agreed between the United
ates and the Cherokee people that John Ross, James
arr, George Hicks, John Gunter, George Cham-
rs, John Ridge, Elias Boudinot, George Sanders,
hn Martin, William Rogers, Roman Nose, Situwake
d John Timpson, shall be a committee on the part
the Cherokees to recommend such persons for the
vilege of pre-emption rights as may be deemed
titled to the same under the above articles and to
lect the missionaries who shall be removed with the

Digitized by Google

1835 nation; and that they be hereby fully empowered a
authorized to transact all business on the part of t
Indians which may arise in carrying into effect t
provisions of this treaty and settling the same w
the United States. If any of the persons above m
tioned should decline acting or be removed by dea
the vacancies shall be filled by the committee themselv

It is also understood and agreed that the sum
one hundred thousand dollars shall be expended
the commissioners in such manner as the committee de
best for the benefit of the poorer class of Cherokee
shall remove west or have removed west and are enti
to the benefits of this treaty. The same to be delive
at the Cherokee agency west as soon after the r
val of the nation as possible.

Art. 13. In order to make a final settlement
the claims of the Cherokees for reservations gr
under former treaties to any individuals belongin
the nation by the United States it is therefore he
stipulated and agreed and expressly understood by
parties to this treaty that all the Cherokees and t
heirs and descendants to whom any reservations h
been made under any former treaties with the Un
States and who have not sold or conveyed the same
deed or otherwise and who in the opinion of the c
missioners have complied with the terms on which
reservations were granted as far as practicable in
several cases; and which reservations have since b
sold by the United States shall constitute a just cl
against the United States and the original reservee
their heirs or descendants shall be entitled to rec
the present value thereof from the United States
unimproved lands. And all such reservations as h
not been sold by the United States and where
terms on which the reservations were made in the
nion of the commissioners have been complied with
far as practicable, they or their heirs or descend
shall be entitled to the same. They are here
granted and confirmed to them — and also all pers
who were entitled to reservations under the tre
of 1817 and who as far as practicable in the o
nion of the commissioners have complied with
stipulations of said treaty, although by the treaty
1819 such reservations were included in the un

Digitized by Google

d lands belonging to the Cherokee nation as hereby 1835
nfirmed to them and they shall be entitled to receive
grant for the same. And all such reservees as were
iged by the laws of the States in which their re-
vations situated to abandon the same or, purchase
m from the States shall be demed to have a just
im against the United States for the amount by
m paid to the States with interest thereon for such
ervations and if obliged to abandon the same, to
present value of such reservations as unimproved
ds but in all cases where the reservees have sold
ir reservations or any part thereof and conveyed
same by deed or otherwise and have been paid
the same, they, their heirs or descendants or their
igns shall not be considered as having any claims
n the United States under this article of the treaty
be entitled to receive any compensation for the
ds thus disposed of. It is expressly understood by
parties to this treaty that the amount to be al-
ved for reservations under this article shall not be de-
cted out of the consideration money allowed to the
erokees for their claims for spoliations and the ces-
n of their lands; but the same is to be paid for in-
pendently by the United States as it is only a just
fillment of former treaty stipulations.

Article 14. It is also agreed on the part of the
ited States that such warriors of the Cherokee na-
n as were engaged on the side of the United Sta-
in the late war with Great Britain and the sou-
ern tribes of Indians, and who were wounded in such
rvice shall be entitled to such pensions as shall be
lowed them by the Congress of the United States
commence from the period of their disability.

Article 15. It is expressly understood and agreed
tween the parties to this treaty that after deducting
e amount which shall be actually expended for the
yment for improvements, ferries, claims, for spolia-
ns, removal subsistence and debts and claims upon
e Cherokee nation and for the additional quantity of
nds and goods for the poorer class of Cherokees and
e several sums to be invested for the general national
nds provided for in the several articles of this treaty
e balance whatever the same may be, shall be equally
ivided between all the people belonging to the Cherokee

Digitized by Google

1835 nation east according to the census just completed and such Cherokees as have removed west since Jun 1833 who are entitled by the terms of their enrolme and removal to all the benefits resulting from the fir treaty between the United States and the Cheroke east they shall also be paid for their improveme according to their approved value before their remov where fraud has not already been shown in th valuation.

Article 16. It is hereby stipulated and agreed b the Cherokees that they shall remove to their n homes within two years from the ratification of th treaty and that during such time the United Sta shall protect and defend them in their possessions property and free use and occupation of the same such persons as have been dispossessed of their provements and houses; and for which no grant actually issued previously to the enactment of the l of the State of Georgia, as the Indians that have been dispossessed; and if this is not done; and t people are left unprotected; then the United Sta shall pay the several Cherokees for their losses a damages sustained by them in consequence there And it is also stipulated and agreed that the pub buildings and improvements on which they are situat at New Echota for which no grant has been actua made previous to the passage of the above recit act; if not occupied by the Cherokee people shall b reserved for the public and free use of the Unite States and the Cherokee Indians for the purpose settling and closing all the business arising under th treaty between the commissioners of claims and th Indians.

The United States, and the several States interest in the Cherokee lands, shall immediately proceed survey the lands ceded by this treaty; but it is ex pressly agreed and understood between the partie that the agency buildings and that tract of land sur veyed and laid off for the use of Colonel R. Meig Indian agent or heretofore enjoyed and occupied by his successors in office shall continue subject to the use and occupancy of the United States or such agent as may be engaged specially superintending the remova of the tribe.

Digitized by Google

Article 17. All the claims arising under or provided 1835
in the several articles of this treaty, shall be
amined and adjudicated by Gen. Wm. Carroll and
hn F. Schermerhorn or by such commissioners as
all be appointed by the President of the United
ates for that purpose and their decision shall be
al and on their certificate of the amount due the
veral claimants they shall be paid by the United
ates. All stipulations in former treaties, which have
t been superseded or annulled by this, shall continue
full force and virtue.

Article 18. Whereas in consequence of the unsettled
hirs of the Cherokee people and the early frosts,
ir crops are insufficient to support their families
d great distress is likely to ensue and whereas the
tion will not, until after their removal, be able
vantageously to expend the income of the permanent
nds of the nation it is therefore agreed that the
nuities of the nation which may accrue under this
aty for two years, the time fixed for their removal
all be expended in provision and clothing for the
nefit of the poorer class of the nation; and the
ited States hereby agree to advance the same for
at purpose, as soon after the ratification of this
aty as an appropriation for the same shall be made.
is however not intended in this article to interfere
th that part of the annuities due the Cherokees west
the treaty of 1819.

Article 19. This treaty after the same shall be
tified by the President and Senate of the United
ates shall be obligatory on the contracting parties.

In testimony whereof, the commissioners and the
ief's head men and people, whose names are hereunto
nexed being duly authorized by the people in general
uncil assembled have affixed their hands and seals
r themselves in behalf of the Cherokee nation.

I have examined the foregoing treaty and although
t present when it was made, I approve its provisions
nerally, and therefore sign it.

(Signatures des Indiens.)

In compliance with instructions of the Council at
ew Echota we sign this treaty.

STAND WATIE. JOHN RIDGE.

Digitized by Google

1835 The following article was adopted as a supplemental article to the treaty by a unanimous vote of the committee and ordered to be attached to and considered as part of this treaty.

Article 20. The United States do also hereby guaranty the payment of all unpaid just claims upon the Indians, without expense to them, out of the proper funds of the United States, for the settlement of which a cession or cessions of land has or have been heretofore made by the Indians, in Georgia: Provided the United States or the State of Georgia has derived benefit from the said cession or cessions of land without having made payment to the Indians therefore. It is hereby however further agreed and understood that if the Senate of the United States dissapprove of this article it may be rejected without impairing any other provision of this treaty, or affecting the Indians in any manner whatever.

A. Mc. Coy, Clerk Committee
W. B. Thomas, Secry.

In compliance with the unanimous request of the Committee of the Cherokee nation in general council assembled, it is consented and agreed by the commissioner on the part of the United States that the foregoing shall be added as a supplemental article to the treaty under the express condition and stipulation that if the President or Senate of the United States disapprove of this article it may be rejected without impairing any other provision of this treaty, or affecting the Indians in any manner whatever.

J. F. Schermerhorn.

Whereas the western Cherokees have appointed a delegation to visit the eastern Cherokees to assure them of the friendly disposition of their people, and their desire that the nation should again be united as one people and to urge upon them the expediency of accepting the overtures of the Government; and that on their removal they may be assured of a hearty welcome and an equal participation with them in all the benefits and privileges of the Cherokee country west and the undersigned two of said delegation being the only delegates in the eastern nation from the west at the signing and sealing of the treaty lately concluded

Digitized by Google

New Echota between their eastern brethren and 1835
e United States, and having fully understood the
ovisions of the same, they agree to it in behalf of
e western Cherokees. But it is expressly understood
at nothing in this treaty shall affect any claims of
e western Cherokees on the United States.

In testimony whereof, we have, this 31st day of
ecember, 1835 hereunto set our hands and seals.

Signatures des Indiens et témoins.

JAMES ROGERS. (L. S.)
JOHN + SMITH. (L. S.)

Supplementary articles to a treaty concluded at
ew Echota, Georgia, December 29, 1835, between
e United States and Cherokee people.

Whereas the undersigned were authorized at the
eneral meeting of the Cherokee people held at New
chota as above stated to make and assent to such
terations in the preceding treaty, as might be thought
cessary, and whereas the President of the United
ates has expressed his determination not to allow any
e-emptions or reservations his desire being that the
hole Cherokee people should remove together and
tablish themselves in the country provided for them
st of the Mississippi river.

Art. 1. It is therefore agreed that all the pre-
ption rights and reservations provided for in articles
and 13 shall be and are hereby relinquished and
clared void.

Art. 2. Whereas the Cherokee people have sup-
sed that the sum of five millions of dollars fixed
the Senate in their resolution of — day of March
35, as the value of the Cherokee lands and pos-
ssions east of the Mississippi river was not intend-
l to include the amount which may be required
remove them, nor the value of certain claims which
any of their people had against citizens of the Uni-
d States which suggestion has been confirmed by
e opinion expressed to the War Department by some
f the Senators who voted upon the question and whe-
eas the President is willing that this subject should
e referred to the Senate for their consideration and if

Digitized by Google

1835 it was not intended by the Senate that the above me
tioned sum of five millions of dollars shall include t
objects herein specified that in that case such furth
provision should be made therefore, as might appe
to the Senate to be just.

Article 3. It is therefore agreed that the sum
six hundred thousand dollars shall be and the sa
is hereby allowed to the Cherokee people to incl
the expense of their removal, and all claims of ev
nature and description against the Government of
United States not herein otherwise expressly provi
for, and to be in lieu of the said reservations
pre-emptions and of the sum of three hundred thou
dollars for spoliations described in the 1st article o
above mentioned treaty. This sum of six hu
thousand dollars shall be applied and distributed ag
bly to the provisions of the said treaty, and any
plus which may remain after removal and payment
the claims so ascertained shall be turned over and
long to the education fund.

But it is expressly understood that the subject
this article is merely referred hereby to the consid

66.

Convention entre la Grande-Bretag et la ville libre de Francfort pour rescision et l'abrogation du Traité commerce et de navigation subsist entre les deux Etats depuis le 13. *M* 1832. *Signée à Londres, le* 29. *D cembre* 1835.

(Publiée officiellement à Francfort le 12. Févri 1836.)

The Senate of the Free City of Frank having made known to the Government of Britannick Majesty, that since the signature the Treaty concluded on the 13th of May 1832, ween His Britannick Majesty and the Senate of

Digitized by Google

on of the Senate and if they shall approve the same 1835
en this supplement shall remain part of the treaty.

Article 4. It is also understood that the provisions article 16, for the agency reservation, is not intent- to interfere with the occupant right of any Che- kees should their improvement fall within the same.

It is also understood and agreed that the one ndred thousand dollars appropriated in article 12 for e poorer class of Cherokees and intented as a set- f to the pre-emption rights shall now be transferred m the funds of the nation and added to the general tional fund of four hundred thousand dollars so as to ke said fund equal to five hundred thousand dollars.

Article 5. The necessary expenses attending the gotiation of the aforesaid treaty and supplement and o of such persons of the delegation as may sign e same shall be defrayed by the United States.

In testimony whereof John F. Schermerhorn, com- ssioner on the part of the United States, and the dersigned delegation have hereunto set their hands d seals this first day of March in the year one thou- nd eight hundred and thirty six.

(Suivent les signatures des Indiens et témoins.)

66.

Uebereinkunft zwischen Grossbritannien und der freien Stadt Frankfurt wegen Aufhebung des seit dem 13. *Mai* 1832 *zwischen ihnen bestandenen Handels- und Schifffahrtsvertrags. Unterzeichnet zu London, am* 29. *December* 1835.

(Gesetz- und Statuten-Sammlung der freien Stadt Frankfurt. Bd. V.)

Nachdem der Senat der freien Stadt Frankfurt e Regierung Seiner Grossbritannischen Majestät davon Kenntniss gesetzt hat, dass seit der Unterzeichnung es zwischen Seiner Grossbritannischen Majestät und em Senat der freien Stadt Frankfurt am 13. Mai 1832

Digitized by Google

1835 *Free City of Frankfort, for the encouragement of the commercial intercourse between Their respective Dominions, circumstances have arisen which render certain stipulations of that Treaty prejudicial to the commercial interests of the Free City of Frankfort:*

And His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland being desirous of cooperating with the Senate of the Free City of Frankfort for the purpose of relieving the said Free City from the inconvenience which it has thus sustained; the Two High Contracting Parties have therefore agreed mutually to release each other from some of the engagements contracted by the abovementioned Treaty; and for this purpose They have named as Their Plenipotentiaries, —

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, The Right Honourable Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of His Britannick Majesty's most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the most Honourable Order of the Bath, a Member of Parliament and His Britannick Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs: And The Right Honourable Charles Poulett Thomson, a member of His Britannick Majesty's most Honourable Privy Council, a member of Parliament, and President of the Comittee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations: —

And the Senate of the Free City of Frankfort, Edward Louis Harnier, Esquire, Doctor of Civil Law, a Senator of the said Free City: —

Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, and having found them to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. Articles One, Two, Three, Four and Five of the Treaty of Commerce and Navigation concluded at London on the 13th. of May 1832, are hereby declared to be void, and of no effect.

Art. II. The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at London within the space of Six Weeks, or sooner if possible.

Digitized by Google

ur Beförderung des Handelsverkehrs zwischen den 1835
eiderseitigen Gebieten abgeschlossenen Staats-Vertrags
mstände eingetreten sind, wodurch gewisse Bestim-
ungen dieses Staats-Vertrags störend für das Han-
els-Interesse der freien Stadt Frankfurt geworden sind:

Und Seine Majestät der König der vereinigten
önigreiche von Grossbritannien und Irland von dem
unsch beseelt ist, in Uebereinstimmung mit dem
enate der freien Stadt Frankfurt, von letzterer den ihr
eraus entstehenden Nachtheil abzuwenden: so sind
e beiden hohen vertragschliessenden Theile dahin
ereingekommen sich gegenseitig von einigen Ver-
ichtungen aus dem oben erwähnten Staats-Vertrag
entbinden, und haben zu diesem Ende zu Bevoll-
chtigten ernannt:

Seine Majestät der König der vereinigten Königs-
che von Grossbritannien und Irland den sehr ehren-
erthen Heinrich Johann, Vicomte Palmerston, Baron
emple, Pair von Irland, Mitglied des höchst ehren-
erthen Geheimen Raths Seiner Grossbritannischen
ajestät, Grosskreuz-Ritter des höchst ehrenwerthen
ath-Ordens, Parlamentsglied, und Seiner Britischen
ajestät Haupt-Staats-Secretär der auswärtigen An-
legenheiten: Und den sehr ehrenwerthen Carl Poulett
homson, Mitglied des höchst ehrenwerthen Geheimen
aths Seiner Grossbritannischen Majestät, Parlaments-
ied und Präsidenten vom Ausschusse des Geheimen
aths für den Handelsverkehr und die überseeischen
flanzungen: —

Und der Senat der freien Stadt Frankfurt Herrn
duard Ludwig Harnier, Doctor der Rechte, und
enator der gedachten freien Stadt; —

Welche nach wechselseitiger Mittheilung und nach ord-
ungsmässigem Richtigbefund ihrer Vollmachten, die
achfolgenden Artikel verabredet und abgeschlossen
aben:

Art. I. Die Artikel Eins, Zwei, Drei, Vier und
ünf des am 13. Mai 1832 zu London abgeschlossenen
andels- und Schifffahrts-Vertrags werden hiermit für
ufgehoben und wirkungslos erklärt.

Art. II. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt
nd die Ratifications-Urkunden binnen sechs Wochen,
der wo möglich früher, in London ausgewechselt werden.

Digitized by Google

1835 *In Witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.*

Done at London, the Twenty ninth day of December, in the Year of Our Lord One Thousand Eight Hundred and Thirty Five.

(*L. S.*) *Palmerston.*

(*L. S.*) *E. Poulett Thomson.*

William The Fourth,
by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Defender of the Faith, King of Hanover etc. etc. etc.

To All and Singular to whom these Presents shall come Greeting! Whereas a Treaty between Us and the Senate of the Free City of Frankfort was concluded and signed at London on the Twenty ninth day of December, in the Year of Our Lord One Thousand Eight Hundred and Thirty Five, by the Plenipotentiaries of Us and of the Senate of the said Free City, duly and respectively authorized for that purpose; which Treaty is, word for word, as follows:

(*Suit le texte de la convention.*)

We having seen and considered the Treaty aforesaid, have approved, accepted, and confirmed the same in all and every one of its Articles and Clawses, as we do by these Presents approve, accept, confirm, and ratify it for Ourselves, Our Heirs, and Successors: Engaging and Promising upon Our Royal Word, that We will sincerely and faithfully perform and observe all and singular the things which are contained and expressed in the Treaty aforesaid, and that We will never suffer the same to be violated by any one, or transgressed in any manner, as far as it lies in Our Power. For the greater Testimony and Validity of all which, We have caused the Great Seal of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland to be affixed to these Presents, which We have signed with Our Royal Hand. Given at Our Court at Brighton, the Eigtheenth day of January in the Year of Our Lord One Thousand Eight Hundred and Thirty six, and in the sixth Year of Our Reign.

(*L. S.*) *William*, R.

Digitized by Google

Dessen zu Urkund haben die beiderseitigen Be- 1835
ächtigten denselben unterzeichnet, und mit ihren
pen besiegelt.

So geschehen zu London, den Neun und zwan-
en Dezember im Jahre des Herrn Ein Tausend
hundert und fünf und dreissig.

(L. S.) Harnier.

Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt

en und bekennen hiermit:

achdem in dem zu London am 29. December
bgeschlossenen Vertrag bestimmt ist, dass die
ation desselben binnen sechs Wochen oder wo
früher ausgewechselt werden soll, welcher
von Wort zu Wort folgendermassen lautet:

(Mit le texte allemand de la convention.)

nd Wir nach genommener Einsicht dieses Ver-
Uns bewogen gefunden haben, denselben in allen
en zu genehmigen, als genehmigen Wir dessel-
andurch.

Dessen zur Urkunde haben Wir gegenwärtige
ications-Urkunde unter gewöhnlicher Unterschrift
rtigen und Unser grosses Staats-Insiegel anhän-
lassen.

So geschehen Frankfurt den 14. Januar 1836.

(L. S.) Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt.

Der ältere Bürgermeister
Stark.

Der Rathschreiber
Dr. Reuss.

Digitized by Google

67.

Convention entre les Etats appartenans à la Ligue de Douanes d'Allemagne en faveur de quelques produits et fabricats importés de la Principauté de Neufchâtel. Publiée dans le mois de Décembre 1835.

(Verfügung der Grossherzogl. Badischen Zolldirektion v. 15. Decemb. 1835. Circular-Verfügung der Königl. Würtembergischen Zolldirektion v. 31. Decemb. 1835. Circular-Verfügung des Königl. Preussischen Finanz-Ministeriums an sämmtliche Königl. Provincial-Steuerdirektionen v. 24. Decemb. 1835.)

In Betreff der gegen ermässigte Zölle eingehenden Neufchateler Weine, baumwollenen Druckwaaren, Uhren und Uhrenbestandtheile, zur Begünstigung von Erzeugnissen des Fürstenthums Neufchatel, ist unter den Zollvereinsstaaten nachfolgende Vereinbarung getroffen worden:

Art. 1. Das Quantum des zu $\frac{1}{3}$ des tarifmässigen Eingangszolles einzulassenden moussirenden Neufchateler Weins wird auf 40,000 Flaschen per Jahr festgesetzt.

Die Einfuhr soll bei den Zollämtern Lindau, Friedrichshafen und bei Schüsterinsel stattfinden dürfen, jedoch nur gegen Pässe der betreffenden Königlich Preussischen Behörden, die nie für mehr als den Betrag von 40,000 Flaschen jährlich werden ausgestellt werden.

Art. 2. Die Uhren und Uhrenmacher-Arbeiten aus Neufchatel sollen gegen die Hälfte des tarifmässigen Zolls nur beim Haupt-Zollamte bei Schusterinsel und auf Ursprungszeugnisse eingehen dürfen; von der Bestimmung eines Maximums der Einfuhr aber soll vorerst Umgang genommen werden.

Art. 3. Was die zu zwei Fünftel des tarifmässigen Eingangszolls zuzulassenden baumwollenen Druckwaaren aus Neufchatel betrifft:

Digitized by Google

a) Das Quantum wird auf 1272 Zolleentner netto 1835 er Jahr festgesetzt.

b) Die Begünstigung kann nur in Anspruch genommen werden, wenn die Waaren mit Neufchateler Verschluss und Ursprungszeugniss versehen sind und über ie Haupt-Zollämter Lindau und bei Schusternsel ins Vereinsgebiet eingehen.

c) Jedes hiernach eingehende Waarenquantum wird gleichgültig: ob die Eingangsverzollung schon an er Grenze eintritt oder Begleitscheinabfertigung statt indet — vom Eingangsamte als Einfuhr zu ermässigem Zoll in besonderem Register vorgemerkt. Ist die o vorgemerkte Waare mit Begleitschein abgefertigt, nd in der Folge vom inländischen Bestimmungsorte eder ins Ausland versendet worden, so wird dieselbe uf eine vom betreffenden Hauptamte im Innern an as Haupt-Zollamt Lindau zu erlassende Notifikation m vorgemerkten Waarenquantum wieder abgeschrieben.

d) In Berücksichtigung des Umstandes, dass von en auf Begleitschein eingehenden Waaren ein Theil m Vereinsgebiet längere Zeit liegen kann, bevor er eine Bestimmung zum definitiven Eingang oder zur Ausfuhr nach dem Auslande erhält, wird für zulässig erklärt, in jedem Jahr ein Viertel des Aversionalquantums des folgenden Jahres im Voraus in das Vereinsgebiet einzubringen.

Sollte sich ergeben, dass die im Verein unverzollt lagernde Waarenquantität in der Regel mehr oder weniger als ein Viertel des Jahresquantums beträgt, so wird das Quantum, welches im Voraus eingeführt werden darf, anderweit festgesetzt werden.

e) Die Hauptämter Lindau und bei Schusterinsel theilen sich aus den über die Vormerkungen zu haltenden Registern von acht zu acht Tagen summarische Nachweisung mit.

Beträgt in Folge dieser Nachweisungen die im Laufe des Jahres nach lit. c. noch vorgemerkte Waarenmenge ein Viertel über das Aversionalquantum, also 1590 Centner netto, so darf für den Rest des Jahres nur in soweit noch eine Einfuhr zu ermässigtem Zoll stattfinden, als sich der vorgemerkte Betrag durch später eintretende Abschreibungen mindert.

Können hiernach weiter keine Beträge zu ermässigtem Zoll zugelassen werden, so ist dies auf den

Digitized by Google

1835 Begleitscheinen der späterhin mit Ursprungszeugniss ankommenden Waaren ausdrücklich zu bemerken.

... f) Mit dem Ablaufe des Jahres werden die Register beider Eingangsämter abgeschlossen. Was in Folge dieses Abschlusses über den Betrag von 1272 Centner als begünstigte Einfuhr zugelassen worden, wird im Register des nächsten Jahres als neue Einfuhr eingetragen.

Dieses Verfahren soll mit dem 1. Januar 1836 beginnen, und über die hiernach jährlich erfolgte begünstigte Einfuhr Neufchateler Druckwaaren von den Zolldirektionen von Baiern und Baden den übrigen Vereinsstaaten eine summarische Uebersicht nach Ablauf jeden Jahres mitgetheilt werden.

Vorstehende Uebereinkunft ist vom 1. Januar 1 pünktlich in Vollzug zu bringen.

68.

Déclaration d'indépendance de la Circassie, adressée aux cours européennes.

(Portfolio.)

Les habitans du Caucase non seulement ne sont pas les sujets de la Russie, mais ne se trouvent pas même en paix avec cette puissance, et lui font la guerre depuis nombre d'années. Cette guerre, ils la soutiennent tout seuls: ils n'ont reçu à aucune époque ni encouragement ni secours de personne. Pendant que la Porte exerçait encore son protectorat sur ces provinces, leur défense était toujours abandonnée à elles-mêmes, mais dernièrement c'est la Porte qui les a trahies et délaissées sous tous les rapports. Un des pachas ouvrit les portes d'Anapa devant l'or moscovite, en disant aux Circassiens que les Russes n'y entraient que comme amis et alliés du sultan contre les chefs rebelles de l'Arminestan. Un autre pacha les trahit à son tour, et prit la fuite pendant la nuit. Depuis, on vit les Circassiens envoyer plusieurs deputations au sultan pour lui présenter l'hommage de leur fidélité et solliciter des secours, mais on ne les a jamais reçus

Digitized by Google

u'avec froideur. Ils se sont aussi adressés à la Perse 1835
ns plus de succès, et à la fin à Méhémet-Ali, qui, noique touché de leur confiance, se trouvait alors trop in pour leur prêter assistance. Dans toutes ces cir-onstances, les députés des Circassiens furent chargés 'exposer à ceux qui, par éloignement, pouvaient l'ig-orer, combien l'oppression de la Russie était intolé-ible, combien elle était hostile aux mœurs, à la re-gion et au bonheur de tous les hommes (autrement, ourquoi les Circassiens l'auraient-ils si long-temps ombattue?); combien les généraux russes étaient per-des et leurs soldats féroces: qu'il n'était donc de l'in-rêt de personne de voir les Circassiens détruits, qu'il tait plutôt de l'intérêt de tous qu'ils fussent secourus. lent mille Moscovites, à présent occupés à nous com-attre, à nous surveiller et à nous bloquer, vous combattront près nous avoir réduits. Aujourd'hui disséminés sur nos rochers stériles et escarpés, luttant avec nos intrépides montagnards, ils vont demain inonder vos riches plaines et soumettre à l'esclavage vos rayas et vous-mêmes. Nos montagnes ont été le rempart de la Perse et de a Turquie, elles deviendront, si l'on nous abandonne, a porte ouverte pour pénétrer dans les deux pays, près en avoir été la sauvegarde. Elles sont la porte le la maison qu'il faut fermer soigneusement quand on ient à la défense de ses foyers. Mais, outre cela, otre sang, le sang circassien, circule dans les veines lu sultan: sa mère, son harem, viennent de la Cir-assie; ses esclaves sont des Circassiens, ses ministres t ses généraux le sont également. Le sultan est le hef de notre religion ainsi que de notre race; il pos-ède nos coeurs, nous lui offrons notre foi de vassaux; 'est donc au nom de tous ces liens que nous deman-lons protection et secours, et s'il ne veut ou ne peut as défendre ses enfans et ses sujets, qu'il se rappelle es khans de la Crimée, dont le descendant est parmi ous.

Telles étaient les paroles que nous chargeâmes nos députés de prononcer. On n'y fit aucune atten-tion. Il n'en aurait point été ainsi, si le sultan eût su combien de coeurs et d'épées seraient à son service, s'il cessait d'être l'ami des Moscovites!

Nous n'ignorons point que la Russie n'est pas la seule puissance au monde; nous savons qu'il y a des

Digitized by Google

1835 puissances plus fortes que la Russie, qui, malgré leur supériorité, sont bienveillantes, instruisent les peuples moins éclairés, protégent les faibles, ne sont point amies des Russes ni ennemies du sultan. L'Angleterre et la France sont au premier rang parmi les nations du globe, et se trouvaient déjà grandes et fortes quand les Russes abordèrent nos rivages en petits bateaux et obtinrent de nous la permission de pêcher dans la mer d'Azoff.

Nous pensâmes à la vérité que l'Angleterre et la France pourraient ne pas s'intéresser à un peuple pauvre et simple comme le nôtre, mais nous pensâmes aussi qu'elles savent au moins que nous ne sommes pas Russes, et qu'avec peu de connaissances, sans artillerie, généraux, tactique, marine ni richesses, nous sommes cependant un peuple honnête et pacifique dès qu'on nous laisse tranquilles, que nous avons de bonnes raisons de haïr les Russes, et que nous les battons presque toujours. C'est donc avec l'humiliation la plus profonde que nous venons d'apprendre que notre pays figure, sur toutes les cartes européennes, comme une partie de la Russie; que des traités, à nous inconnus, ont du être signés entre la Russie et la Turquie, et ont prétendu céder aux Russes ces guerriers qui les font trembler, et ces montagnes où ils n'ont jamais posé le pied; que la Russie soutient en Occident que les Circassiens sont ses esclaves, ou bien des hordes de sauvages bandits qu'aucune bienveillance et aucune loi n'humanise.

Nous protestons très solennellement, à la face du ciel, contre ces ruses et ces fausseté indignes d'un homme! A des paroles, nous répondons par des paroles, mais c'est la vérité que nous opposons au mensonge; car depuis quarante ans nous protestons victorieusement contre de pareilles accusations par les armes, cette encre à notre usage, comme le sang que nous avons versé, déposent en faveur de notre indépendance. Et voilà des témoignages émanés d'hommes qui ne reconnaissent d'autorités que celles instituées par leur pays, d'hommes qui ne s'entendent pas en argumens subtils, mais qui savent se servir de leurs armes dès que les Russes se trouvent à une distance où l'on puisse les atteindre.

Qui a le pouvoir de nous céder à la Russie? Nous

Digitized by Google

éclarons vouloir être vassaux du sultan; mais s'il est 1835
n paix avec la Russie, il ne saurait accepter la foi
e ceux qui sont en guerre avec elle. Notre hommage
st une offre volontaire, le sultan ne peut pas le ven-
re, puisqu'il ne l'a pas acheté.

Puisse une grande nation comme la nation an-
laise, vers laquelle nous tournons nos regards, et
ous élevons nos mains, ne pas songer à nous du tout
lutôt que de nous faire injustice. Qu'elle n'ouvre point
on oreille aux intrigues du Russe, tandis qu'elle la
rmerait à la prière du Circassien! Qu'elle ne pro-
once que sur des faits son jugement entre le peuple
u'on appelle sauvage et barbare, et le calomniateur
e ce peuple!

Nous comptons quatre millions d'âmes, malheu-
usement nous avons été divisés en beaucoup de tri-
us de différens langages et croyances religieuses; il
y a chez nous diversité d'usages, de traditions, d'in-
érêts, d'alliances et de querelles. Nous n'avons eu
amais jusqu'ici un but unique, mais nous possédons
ependant un mode de gouvernement et nous ne som-
nes pas sans habitudes d'ordre et de soumission. Le
hef que se choisit chaque corps d'hommes armés pen-
lant la guerre, est fidèlement obéi; nos princes et
os supérieurs nous gouvernent d'après les usages de
haque canton, avec plus d'autorité peut-être que cela
'a lieu dans les Etats plus puissans qui nous entou-
ent. Mais comme nous manquons d'un chef suprême
armi nous, après avoir dominé dans l'Orient, nous
n étions toujours réduits à porter notre choix sur des
rinces étrangers. C'est ainsi que nous nous sommes
oumis volontairement à la domination des khans de la
Crimée, et plus tard à celle des sultans de Constanti-
iople.

La Russie s'est efforcée, toutes les fois qu'elle a
ubjugué une partie de notre territoire, ce qui arrivait
le temps à autre, de nous réduire à l'état de serfs,
le nous enrôler dans son armée, de faire servir nos
ueurs et notre sang à augmenter ses richesses, lui
gagner des batailles et soumettre à l'esclavage nos
propres compatriotes et corréligionnaires. Une haine
profonde s'est donc établie entre nous, le sang ne cesse
de couler, autrement, nous nous serions soumis depuis
long-temps à un chef moscovite.

Digitized by Google

1835 Ce serait un long et triste récit que celui des actes de cruauté, des manques de foi, des promesses violées par la Russie; comment elle a cerné de tous côtés notre pays, intercepté nos approvisionnemens et notre commerce, fait tomber sous le couteau des assassins les derniers rejetons de nos anciennes familles pour nous priver de nos chefs naturels, exterminé des tribus et des villages entiers, acheté les agens perfides de la Porte; comment elle nous a réduits à la pauvreté et nous a poussés, par les horreurs commises, à la haine et à l'exaspération contre tout le monde, tandis que, par ses mensonges, elle nous dégradait aux yeux des nations chrétiennes de l'Europe.

Nous avons perdu les ressources qui autrefois pouvaient faciliter la réunion de centaines de mille hommes sous les drapeaux, mais enfin nous sommes aujourd'hui unis comme un seul homme dans notre haine contre la Russie. Deux cent mille de nos compatriotes lui ont été définitivement soumis après de si longues guerres; dans le reste, il n'y en a pas un seul qui soit volontairement à son service. Beaucoup d'enfans ont été volés, et beaucoup de fils de famille ont été pris en ôtage; mais tous ceux qui pouvaient seulement se rappeler la patrie se sont échappés. Nous avons parmi nous des hommes qui ont été favorisés, flattés et honorés par l'empereur, et qui ont cependant préféré venir partager les dangers de leur pays! Nous avons parmi nous des milliers de Russes qui préfèrent notre barbarie à la civilisation de leur pays. La Russie a bâti des forts sur plusieurs points de notre territoire, mais leur garnison n'ose s'aventurer au-delà de la portée du canon, et cinquante mille Russes qui ont fait dernièrement une incursion chez nous se sont retirés battus.

C'est par les armes, et non par des paroles qu'on peut conquérir un pays. Si la Russie nous subjugue, ce ne sera pas par la force ouverte, mais ce sera en nous coupant toutes nos communications, en se servant à cet effet de la Turquie et de la Perse, comme si ces pays lui appartenaient déjà; c'est en nous rendant la mer inabordable, comme si elle était sa propriété; c'est en bloquant nos côtes, en détruisant non seulement nos propres vaisseaux, mais aussi ceux d'autres Etats qui voudraient communiquer avec nous; en fermant

Digitized by Google

ont débouché à nos produits, en nous empêchant d'ache- 1835
r du sel, de la poudre et d'autres objets de première
écessité pour la guerre ainsi que pour notre existence;
n nous privant enfin de tout espoir.

Mais nous sommes indépendans, puisque nous som-
es en guerre, et vainqueurs. Le représentant de cet
mpereur qui, en Europe, nous compte au nombre de
s esclaves, et marque sur la carte notre pays comme
en, a dernièrement fait des ouvertures aux Circassiens,
on pour offrir un pardon à leur rébellion, mais pour
égocier la retraite d'un corps de vingt mille Russes
rné par notre peuple, et pour traiter d'un arrange-
ent relatif à l'échange des prisonniers.

69.

Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis relativement aux droits à percevoir dans les ports d'Amérique. En date du 28. Avril 1835 *).

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 147.)

Whereas satisfactory evidence has lately been received by me, from His Royal Highness the Grand Duke of Mecklenburg-Schwerin, through an official communication of Leon Herckenrath, his Consul at Charleston in the United States, under date of the 13. April 1835, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of the Grand Duchy of Mecklenburg-Schwerin, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures or merchandise, im-

*) Cette pièce m'est parvenue trop tard pour l'insérer plus haut.
Note de l'édit.

Digitized by Google

1835 ported in the same from the United States or f
any foreign country:

Now therefore I Andrew Jackson, Presiden
the United States of America, do hereby declar
and proclaim that the foreign discriminating dutie
tonnage and impost, within the United States, are
shall be suspended and discontinued, so far as resp
the vessels of the Grandduchy of Mecklenburg-Schw
and the produce manufactures or merchandise,
ported into the United States in the same, from
said Grandduchy or from any other foreign
the said suspension to take effect from the 13
April 1835, above mentioned and to continue
as the reciprocal exemption of vessels belon
citizens of the United States and their cargo
aforesaid, shall be continued, and no longer.

Given under my hand, at the city of Washin
the twenty eight day of April in the year of our
one thousand eight hundred and thirty-five, an
the Independance of the United States the fifty-ni

By the President: ANDREW JACKSO

JOHN FORSYTH,
Secretary of State.

*) Conformément à l'Acte du Congrès du 24. Mai 1828.

Digitized by Google

70.

Actes concernant le différend survenu entre la France et Bâle-Campagne, à propos de l'annullation prononcée par le grand-conseil de ce Canton Suisse, d'une acquisition d'immeubles faite par deux citoyens français, Alexandre et Baruch Wahl, de Mulhouse, Département du Haut-Rhin.

(Imprimé à Mulhouse. 1836. Mars. Journaux de France et de Suisse.)

I.

Note de l'ambassade de France à Berne.

Berne, le 18. Mai 1835.

MM. les président et conseil exécutif du canton de Bâle-Campagne.

Messieurs,

L'ambassade du roi a été dans le cas, durant le ours de l'année dernière, d'appeler votre attention sur tablissement, dans votre canton, des Français pro-ssant la religion de Moïse. Je ne rappellerai point la correspondance qui eut lieu à ce sujet et qu'il us est facile de vous faire remettre sous les yeux. le exprimait combien le gouvernement français devait u s'attendre à voir celui de Bâle-Campagne mettre avant des principes d'intolérance religieuse, repoussés jourd'hui par presque tous les états et par l'opinion presque tous les peuples, et s'appuyer sur des lois ceptionnelles, tirées de la législation d'un canton dont s'est séparé, pour repousser de son territoire une sse de citoyens français, appelés dès long-temps à ir dans leur propre pays des droits civils et politi-es; que la loi ne sépare en rien de leurs concitoyens, qui doivent par conséquent participer aux avantages sultant des traités conclus par la France avec l'étran-r. L'ambassade du roi invoquait en faveur des

Digitized by Google

1828 israélites, outre les principes de tolérance et de
sation que comporte l'esprit du siècle, la réci
que nous doivent les cantons suisses pour l'ad
en France, et sans distinction de religion, de to
Suisses qui veulent s'y établir, enfin les relati
bon voisinage et d'amitié qui existent entre les
pays et qui ne sauraient vous être moins p
qu'à nous.

La question qui se présente aujourd'hui,
j'ai à vous entretenir, Messieurs, bien qu'elle
porte encore aux intérêts d'israélites françai
uniquement de la législation civile, et ne
conséquent pas recevoir de solution par
des mesures exceptionnelles en matière de

MM. Wahl frères, de Mulhouse, ont a
autorisation spéciale du conseil d'Etat du
Bâle-Campagne, une propriété située dans la
de Reinach, pour la valeur de 64 mille f
Suisse. Le contrat de vente a été passé
conseil municipal de Reinach et sous sa respo
une somme de 4 mille francs de Suisse a é
comptant, et les termes des autres paiemens
déterminés par le susdit contrat. Les acquéreu
le but de prévenir les difficultés que pouvait faire
leur qualité d'israélites, avaient eu soin de s
dans leur demande d'autorisation adressée au
nement, qu'ils renonçaient à tout établissement
cice de commerce, et se bornaient à dema
faculté d'acquérir, faculté qui leur a été accord
hésitation et avec entière connaissance de cau
le conseil d'Etat, qui, dans son arrêté même,
pulé que l'autorisation donnée par lui ne com
pas implicitement le permis d'établissement ou
cice de commerce. Les sieurs Wahl devaient do
considérer comme légitimes et paisibles acquére
biens fonds dont un contrat régulier *et conclu*
toutes les formes légales du pays leur assurait
session, lorsqu'une décision du grand conseil est
rétracter l'autorisation donnée par le gouvernem
frapper ainsi de nullité le contrat passé entre les
Wahl et le vendeur.

Le principal motif de cette décision est tiré
qualité d'israélites des réclamans. Ce motif ne sa
être invoqué avec raison, puisqu'il ne s'agit point

Digitized by Google

blissement et d'exercice de commerce, mais unique- 1844
ent de l'exécution d'un marché autorisé par un ar-
té du gouvernement. C'est, comme je l'ai dit plus
ut, une question purement civile. Les frères Wahl
t adressé au grand conseil une protestation contre
tte décision. Je n'ai pas besoin, Messieurs, de faire
ssortir ici combien il importe que cette protestation
it fortement appuyée par vous, afin d'engager le
nd conseil à revenir sur un arrêté qui, s'il était mis
exécution, léserait d'une manière violente et arbi-
ire les intérêts de citoyens français, et les sacrifie-
t, sans égard pour les traités existans avec un état
in et ami, et sans égard non plus pour la respon-
bilité du pouvoir exécutif qui émane de lui, *à quel-
es intérêts privés.*

Le grand conseil du canton de Bâle-Campagne
-saurait être trop promptement ni trop complètement
ûiré sur les graves conséquences de la mesure irré-
échie qu'il a cru devoir prendre, mesure qui ne pour-
t manquer d'altérer la confiance que doit inspirer
n gouvernement et les rapports de bon voisinage éta-
s entre son canton et la France. J'ai lieu d'espé-
r, Messieurs, que vos efforts ne resteront pas sans
ccès, et que la juste réclamation des frères Wahl
a accueillie comme elle doit l'être. Il ne peut pas
happer à l'attention comme au bon jugement du grand
nseil, que des Français ayant acquis un bien sur le
rritoire de votre Etat, sous la garantie du gouver-
ment, et par un contrat légalement passé devant
autorités locales, ne sauraient en être dépossédés,
s une violation manifeste de tout principe d'équité,
rtout si la mesure législative qui leur deviendrait si
judiciable n'avait pour motif, ou plutôt pour pré-
tte, que leur croyance religieuse et l'application de
s exceptionnelles tirées d'une législation cantonale qui
st plus celle de Bâle-Campagne.

Il n'est pas sans importance de faire remarquer,
e le vendeur se trouve lié aujourd'hui par l'accepta-
n des 4 mille francs qu'il a touchés des frères Wahl;
il ne saurait se considérer comme libre de contrac-
un nouvel acte de vente, jusqu'à ce que le premier
ıtrat ait été juridiquement annulé; enfin que, d'un
tre côté, le terme de paiement intégral étant fixé au
juillet prochain, les frères Wahl ne sauraient l'effec-

Digitized by Google

1838 tuer sans avoir des garanties suffisantes et l'assuranc
que la possession de l'immeuble leur est garantie.
cet effet, ils offrent de déposer en mains tierces le pr
d'acquisition, jusqu'à ce que la contestation ait été e
tièrement vidée.

Je ne saurais donc douter, Messieurs, que
grand conseil, en appréciant ces considérations q
vous êtes à même de faire valoir, et en mainten
l'autorisation que vous avez accordée aux sieurs W
ne se montre désireux d'épargner au gouvernement
roi le soin de mettre à couvert les intérêts des citoy
français dans votre canton, et de leur assurer d
manière efficace la réciprocité de bons traitemens
vos ressortissans n'ont jamais manqué de trouver
le territoire du royaume.

J'ai cru devoir sans délai éveiller sa plus sé
attention sur cette affaire, en l'assurant toutefois
m'était permis de compter sur votre utile coopéra
et sur votre appui en faveur des réclamans.

Je saisis cette occasion pour vous offrir, M
sieurs, l'assurance de ma considération très-distingu

Le chargé d'affaires de France,
Signé G. DE BELLEVAL.

II.

Lettre de M. le duc de Broglie, ministre
affaires étrangères.

Paris, le 15. Juin 1

Le président du conseil, ministre des affaires étr
gères, à MM. les Membres du gouvernement
Bâle-Campagne.

Messieurs,

Une décision du grand conseil de votre républi
décision motivée sur un principe ou plutôt sur un
jugé non moins contraire aux lois de l'équité qu'à
les de la civilisation, me met dans le cas de vous
tretenir directement des intérêts qu'un tel acte a c
promis de la manière la plus grave.

Il s'agit de l'affaire au sujet de laquelle MM. W
de Mulhouse, sont en instance auprès de vous, et
a déjà fait l'objet d'une communication de l'ambass
du roi à Berne.

Digitized by Google

Acquereurs d'une propriété située dans la commune 1845
Reinach, MM. Wahl n'ont consommé cette acqui-
ion qu'après s'être mis en règle vis-à-vis du gou-
rnement et de la législation de Bâle-Campagne. C'est
us l'autorisation spéciale du conseil d'état qu'ils ont
ntracté; c'est devant le conseil municipal de Reinach
'a été passé le contrat de vente; c'est sous sa res-
nsabilité qu'ils ont payé un à-compte au vendeur;
fin, pour prévenir toutes difficultés à raison de leur
alité d'israélites, ils avaient expressément renoncé à
ut établissement, comme à tout exercice de commerce
ns votre canton, se bornant à demander la faculté
cquérir. Et cette faculté vous la leur avez accor-
e, Messieurs, sous la réserve à laquelle ils s'étaient
umis eux-mêmes.

C'est dans un tel état de choses, c'est dans une
uation à la fois si légale et si régulière, qu'est venue
surprendre la décision par laquelle le grand conseil,
léguant leur qualité d'israélites, annulerait, sous un
reil prétexte, l'autorisation qu'ils tenaient du pouvoir
écutif et par conséquent le contrat d'acquisition passé
r eux en pleine sécurité; décision arbitraire, dont
rigueur renchérit encore sur celle du droit public
l'ancien canton de Bâle, où, sans être admis à s'é-
blir, les étrangers professant la religion de Moïse
laient du moins à posséder.

Vous ne souffrirez pas, Messieurs, que cet arrêté,
nt le grand conseil n'a sans doute pas pesé toutes
conséquences, reçoive son exécution; vous ne vou-
ez pas que la législation de la république de Bâle-
mpagne soit plus intolérante que celle du canton
nt naguère le vôtre faisait partie. En contradiction
ec ce que vous avez décidé vous mêmes, cet étrange
rêté porterait atteinte à la confiance que doit inspi-
r l'autorité de vos actes. C'est donc sa prompte et
mplète révocation que je réclame au nom de tout
qui peut le plus vivement intéresser la sollicitude
n gouvernement équitable, qui tient à coeur de re-
ecter le droit des gens, et de n'entretenir avec la
'ance que des relations de bonne harmonie.

Je ne quitterai point d'ailleurs ce sujet sans appeler
tre attention sur la question générale de l'établisse-
ent, en Suisse, des étrangers du culte israélite. On
peine en effet à s'expliquer l'esprit d'intolérance re-

Digitized by Google

1834 ligieuse qui, dans un siècle où chaque jour voit s'af-
faiblir et disparaître les derniers préjugés des temps
de barbarie, porte les gouvernemens helvétiques à re-
pousser de leur territoire cette classe d'érangers.

Ce dont nous avons surtout le droit de nous éton-
ner et de nous plaindre, c'est de les voir persister
étendre cette injuste exclusion aux israélites françai
tandis qu'en France, par une large et fidèle applicatio
des traités, tous les ressortissans suisses sont admi
sans acception de religion, à jouir des mêmes droi
civils que les nationaux.

Il est temps que la Suisse, revenant à des se
timens plus libéraux, élevant toutes les parties de
législation au niveau du droit public en vigueur
les peuples éclairés, et usant à l'égard de la F
d'une réciprocité depuis trop longtemps invoquée,
enfin cesser une exception que repoussent à la foi
raison et l'équité.

Il serait digne d'un gouvernement qui professe d
doctrines aussi libérales que le gouvernement de Bâ
Campagne, de prendre l'initiative d'une réforme au
salutaire.

Je viens, Messieurs, appeler vos méditations s
une question aussi éminemment propre à les fixer.
la recommande même d'autant plus sérieusement a v
tre examen, que si, sans égard pour les justes réc
mations de la France, pour sa vieille et fidèle amit
pour sa loyauté scrupuleuse à exécuter les traités av
la Confédération helvétique, les israélites français co
tinuaient à être frappés en Suisse d'un interdit que ri
ne peut justifier, la France, qui n'a jamais fait de
stinction entre les milliers de ressortissans suisses q
viennent s'établir et exercer leur industrie sur s
territoire, se trouverait bien malgré elle dans la néce
sité de recourir à des mesures que réclament tout
la fois l'intérêt de ses citoyens, le sentiment de s
dignité et le voeu de l'opinion publique.

Sur ce point, comme pour l'affaire qui intéress
spécialement MM. Wahl, j'ai la confiance, Messieurs
qu'il suffira d'en appeler à vos lumières et à votr
équité, et que ce ne sera point en vain que je les au
rai invoquées.

Digitized by Google

Agréez, Messieurs, l'assurance de la haute con- 1835
dération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,
Votre très-humble et très-obéissant serviteur,
Signé v. Broglie.

III.

emande du rétablissement du statu quo, par l'ambassade de France.

Berne, le 15. Juillet 1835.

MM. les président et conseil exécutif du canton de Bâle-Campagne.

Messieurs,

Je viens d'être informé par une voie indirecte, que grand conseil de votre canton, dans la séance d'hier, maintenu son arrêté du 11. Mai dernier par suite quel se trouve annulée l'autorisation de votre gou- rnement donnée aux frères Wahl, de Mulhouse, pour cquisition d'une propriété située dans la commune e Reinach.

N'ayant point encore communication officielle de tte décision si peu conforme à la juste attente et x représentations du gouvernement du roi, je dois abstenir, pour le moment, de toucher au fond de la estion; mais dans l'intérêt des acquéreurs français, me fais un devoir, avant tout, d'insister formellement ur que le gouvernement de Bâle-Campagne main- nne le *statu quo* aussi long-temps que la contesta- n de droit public, que cette affaire a fait naître, ne ra pas terminée d'un commun accord entre les hau- parties intéressées.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que le dépot des mille francs de Suisse à payer au vendeur, par les ères Wahl, a été effectué par eux le 29. Juin entre mains de M. Schmidt, notaire à Bâle.

Agréez, Messieurs, etc.

Le chargé d'affaires de France,
Signé G. de Belleval.

IV.

rdonnance du roi des Français, du 12. Septembre 1835.

Louis Philippe, Roi des Français, à tous ceux ui ces présentes verront, salut.

Digitized by Google

1835 Considérant qu'au mépris du droit des gens et contrairement aux stipulations des traités qui règlent les rapports entre la France et les cantons suisses, le gouvernement du canton de Bâle-Campagne a méconnu le libre exercice du droit d'établissement et de propriété envers MM. Wahl de Mulhausen, en annulant, par un arrêté du grand conseil, rendu le 11. Mai dernier, et motivé sur ce que MM. Wahl sont israélites, un contrat d'acquisition passé par eux légalement et d'après l'autorisation préalable qu'ils en avaient reçue de ce même gouvernement;

Considérant en outre, que toutes les représentations de notre ambassade en Suisse, pour obtenir la révocation de cet arrêté, ont été infructueuses, et que le gouvernement de Bâle-Campagne entend persister dans un tel déni de justice,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, président du conseil,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. L'exécution de la convention signée à Berne le 30. Mai 1827 et du traité signé à Zurich le 18. Juillet 1828, entre la France et les cantons suisses est provisoirement suspendue à l'égard du canton de Bâle-Campagne et de ses ressortissans.

Art. 2. Les relations de chancellerie entre notre ambassade en Suisse et le canton de Bâle-Campagne sont également suspendues.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, président du conseil, et nos autres ministres secrétaires d'Etat sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait au palais des Tuileries, le douzième jour du mois de septembre de l'année mil huit cent trente cinq.

Signé Louis Philippe.

Par le Roi:

Le président du conseil, ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères.

Signé Broglie.

Digitized by Google

V. 1835

Réclamation de MM. Wahl, au Directoire fédéral de la Suisse.

Mulhausen, 20. Novembre 1835.

A MM. les président et membres du Directoire fédéral suisse à Berne.

Messieurs et honorables conseillers,

Nous hasardons auprès de vous une démarche que ous dictent nos intérêts, si gravement compromis par annulation, prononcée par le grand conseil de Bâle-Campagne, de notre contrat d'acquisition du domaine anderer à Reinach.

Nous venons d'avoir connaissance, par la voie du ournal de Liestal (le Rauracher) du rapport fait à honorable Directoire, par la commission du grand onseil de Bâle-Campagne, sur l'affaire en question, et nous prenons la confiance d'appeler votre attention, Messieurs, sur certains points avancés dans ce docu-ment, afin d'éclairer votre religion, dans l'avis ou dans a décision que vous aurez à prendre.

Le rapport de la commission du grand conseil, ubliée par le Rauracher du 18. Novembre, n'est en uelque sorte que la répétition de la seule et unique éponse faite par la même commission, en août dernier, ux anciennes et nombreuses notes de l'ambassade de rance, réponse également parvenue à notre connais-ance par le Rauracher du 2. Septembre, et qui a onné lieu à une réfutation imprimée, faite dans le anton même de Bâle-Campagne, que nous mettons ous vos yeux. Il ressort toutefois de la comparaison es deux documents de la commission du grand con-eil, une différence essentielle: c'est que dans le pre-nier on s'appuie sur *une loi* de l'ancien canton de âle, de 1816, comme établissant le motif principal de annulation de notre contrat; tandis qu'aujourd'hui il 'est plus question de cette loi, mais bien d'une pré-endue *maxime d'Etat*. L'intention de ce change-ent est facile à saisir: la loi d'abord invoquée, n'ayant xclu les israélites que du droit de domicile et d'éta-lissement, et cette loi ayant même formellement été brogée, par une autre loi de 1821; tandis que la prétendue maxime d'Etat, dont on veut se prévaloir à

Digitized by Google

1843 présent, se prêterait, d'après l'opinion de la commission, à exclure également les israélites, dans l'ancien comme dans le nouveau canton de Bâle, de la *simple faculté d'acquérir des biens fonds*, faculté dont jouissent sans difficulté les israélites, dans le canton de Bâle-Ville, par exemple.

Après avoir fait ressortir cette circonstance, qui nous paraît assez importante en raison du fait que nous venons de citer, en ce qui concerne Bâle-Ville, fait sur lequel le grand conseil de Bâle-Campagne n'a jamais voulu s'expliquer, nous allons fournir à l'honorable Directoire, certains éclaircissements qui pourront le guider dans la juste appréciation du rapport qu'il a sous les yeux.

D'abord, pour les divers manques de forme reprochés à notre contrat, nous avons toujours opposé aux arguments du grand conseil un fait qui était à sa parfaite connaissance, à savoir, qu'il était passé en usage dans le canton de Bâle-Campagne, que la sanction d'un contrat d'acquisition était tantôt demandée *après* sa passation, tantôt *avant*; et, quant à la passation devant toutes les municipalités où se trouvent situées des parcelles d'un bien, nous avons eu à citer aussi l'exemple d'un usage contraire à la condition qu'on aurait voulu imposer à notre acquisition; nous avions au reste à nous appuyer de la sanction donnée à notre contrat par le conseil d'Etat du canton, ce qui prouvait suffisamment, à nos yeux, que nous avions contracté légalement. Nous n'aurons donc à relever, quant à cela, que deux faits erronés, avancés par le rapport de la commission du grand conseil. Ce rapport ne craint pas d'avancer que la *moitié* du domaine de Reinach est située dans les bans d'autres communes; tandis que nous sommes en situation de prouver par le plan qui est entre nos mains, que les parcelles qui s'étendent hors du ban de Reinach, forment tout au plus *le septième* du domaine. Le rapport nous reproche aussi de n'avoir payé comptant que quatre mille francs de Suisse, sur le prix de vente de soixante-quatre mille francs, pendant que, d'après l'usage, la sanction ne peut être donnée à un contrat d'acquisition qu'à la condition du payement comptant du tiers du prix de vente. Nous avons encore ici à opposer la garantie de la sanction obtenue, sans opposition, de la part

Digitized by Google

le l'autorité qui avait à donner cette sanction; mais 1844
ieux encore: c'est que notre prix d'acquisition en en-
er était stipulé comme payement comptant, et que
e payement n'était subordonné qu'à la purge des hy-
othèques.

Un fait plus important mérite d'être relevé par
ous. Le rapport de la commission, sans doute pour
stifier l'intervention, en quelque sorte d'office, du
rand conseil, dans une affaire toute simple d'abord,
se parler de l'opinion publique dont la voix se serait
ait entendre spontanément dans tout le canton, à l'oc-
asion de notre contrat d'acquisition du bien de Rei-
ach! Et pourtant la municipalité de Reinach, pas
lus que le *Bezirks-Verwalter* d'Arlesheim, pas plus
ne le conseil d'Etat lui-même, n'a mis le moindre
bstacle à la passation et à la double sanction de notre
ontrat. A en croire le rapport de la commission, la
opulation de Reinach, surtout, aurait dû se lever en
masse, soit pour s'opposer par quelqu'acte de violence
à ce que nous devenions acquéreurs du bien de M.
Landerer, soit pour jeter un cri de réprobation contre
a municipalité, qui aurait consenti à faire la passation
lu contrat. Et rien de tout cela n'est arrivé; et c'est
grand'peine qu'on est parvenu à mettre sous les
eux du grand conseil une protestation individuelle,
ignée par un seul bourgeois de Reinach, par un
ommé Schweitzer, qui passe pour être l'homme de
onfiance de l'amateur bien connu du domaine Lan-
lerer, et qui était venu nous faire, quelque temps au-
aravant, une sur-offre de dix mille francs sur notre
cquisition!

Ce fait à lui seul suffirait pour expliquer le vrai
obile qui a présidé à tous les incidents dont notre
cquisition est devenue l'objet; il explique pourquoi le
rand conseil a été d'abord amené à annuler la sanc-
ion donnée à notre contrat par le gouvernement même;
ourquoi ce grand conseil a encore été amené à re-
user obstinément le maintien du Statu quo, réclamé
ar notre ambassade, jusqu'à ce que le litige fût en-
ièrement vidé; il explique encore, comment M. Lan-
lerer a été conseillé de nous notifier que, sans autre
orme de procès, il s'adjugeait, à titre de prétendus
dommages et interêts, les quatre mille francs de Suisse
que nous avions payés d'avance, pendant que lui, Lan-

Digitized by Google

1835 derer, emmagasinait et vendait toutes les recoltes, tous les produits du bien par nous acquis; ce fait explique enfin comment ce même M. Landerer a encore été conseillé de faire, depuis peu, une vente (réelle ou simulée) d'une portion du bien en question, vente dont le rapport de la commission du grand conseil fait mention, en passant et comme chose toute naturelle.

Nous n'avons pas à nous occuper de la partie du rapport qui a trait à la question fédérale concernant l'admission des israélites français dans les cantons suisses, à l'égal des citoyens professant tous autres cultes. Quelque intérêt que nous ayions à voir une raison éclairée présider aux débats auxquels pourra donner lieu, en son temps, cette grande question, si digne d'être agitée dans les assemblées du peuple suisse de nos jours, nous la considérons et nous l'avons toujours considérée comme étant étrangère, comme n'ayant au moins pas un rapport essentiel avec notre affaire; puisque nous étant soumis de nous-mêmes à la législation, et si l'on veut, au préjugé qui pouvait encore exister dans le canton de Bâle-Campagne, contre l'établissement, dans ce canton, des israélites en général, nous avons renoncé par écrit à toute revendication du droit de domicile et d'établissement à Reinach, et que cette renonciation a été formellement exprimée dans l'arrêté de sanction donnée à notre contrat par le conseil d'État de Liestal.

Nous avons l'honneur d'être avec respect,
Messieurs et honorables conseillers,
Vos très-humbles et très-obéissants serviteurs.
Signé ALEXANDRE et BARUCH WAHL.

VI.

Seconde réclamation de MM. Wahl, au Directoire fédéral de la Suisse.

Mulhouse, 27. Janvier 1836

A MM. les président et membres du Directoire fédéral suisse, à Berne.

Messieurs et honorables conseillers,

Nous avons déjà une fois pris la confiance de nous adresser directement à vous, pour soumettre à

Digitized by Google

votre haute appréciation quelques considérations et 1835
quelques faits surtout qui étaient de nature à rectifier certaines assertions avancées dans les moyens produits, par le grand conseil de Bâle-Campagne, pour la justification de son acte d'annulation de notre contrat d'acquisition du domaine Landerer, à Reinach.

La communication que vous venez de faire à tous les cantons confédérés et la réponse de la commission du grand conseil de Bâle-Campagne à cette communication, arrivent en même temps à notre connaissance par la voie de la presse suisse, et notre intérêt nous commande de revenir auprès de vous, messieurs et honorables conseillers, sur le point capital de notre cause, dans le différend survenu entre la France et le canton de Bâle-Campagne.

D'abord le fait duquel il faut toujours partir dans notre affaire, c'est qu'en devenant acquéreurs du domaine Landerer, nous nous sommes de nous mêmes soumis aux exceptions qui pouvaient encore exister dans cette partie de la Suisse, pour l'établissement des israélites, et que nous n'avons demandé et obtenu l'autorisation légale du gouvernement du canton pour notre acquisition, qu'à la condition expresse que *nous renoncerions à tout droit d'établissement dans le canton.* Aussi le grand conseil, en s'appuyant dans son acte du 11. Mai 1835, de la loi du 19. Juin 1816, qui excluait les israélites de tout *droit d'établissement et de domicile à venir dans le canton de Bâle*, ne prononça-t-il l'annulation de notre contrat que par voie de conséquence, en prétendant que la simple faculté d'acquérir un immeuble entraînait forcément après elle le droit d'établissement et de domicile, droit soumis cependant à des justifications et à une législation toute spéciale.

Cette séparation complète, cette distinction essentielle entre le droit d'établissement et la simple faculté d'acquérir, est aujourd'hui souverainement établie et reconnue dans la circulaire du 13. Janvier, adressée aux cantons confédérés; elle est d'ailleurs si bien consacrée dans le canton de Bâle, que récemment encore des israélites ont été admis à acquérir des maisons à Bâle même. La conséquence naturelle de la reconnaissance de ce principe par l'honorable Directoire, devait donc être, pour nous, la mise en possession

Digitized by Google

1835/36 immédiate dans le bien par nous acquis; mise en possession à laquelle la commune de Reinach elle-même s'attendait toujours si bien, qu'elle n'a jamais élevé de réclamation, et que tout récemment encore, nous avons été appelés et nous avons payé, entre les mains du conseil municipal, la valeur du mobilier existant dans la maison dépendant du domaine Landerer, que nous avions acheté par enchère devant ce même conseil municipal.

Mais votre circulaire, messieurs et honorables confédérés, semble reconnaître en même temps à tous les cantons confédérés, indistinctement, un droit de répulsion des israélites en général et des israélites français en particulier, droit qui dériverait du traité du 30. Mai 1827, tel qu'il a été expliqué dans les préliminaires par une note diplomatique du 9. Août 1826, note signée par M. de Rayneval, alors ambassadeur de France en Suisse. Encore ici, la conséquence du simple examen de cette note même, qu'on nous a toujours opposée d'une manière triomphante, devait être notre mise en possession dans notre propriété. En effet, cette note de M. de Rayneval, que nos adversaires n'ont jamais voulu citer textuellement, ne reconnait d'abord, à l'égard des israélites français, qu'un droit de répulsion limité au droit d'établissement et de domicile, et ne s'étend nullement à la simple faculté d'acquérir des immeubles; et encore, pour le droit d'établissement et de domicile, la répulsion n'est-elle reconnue que pour les cantons où une législation formelle en vigueur la consacrerait à l'égard des israélites en général.

"L'article 1er de la convention du 30. Mai 1827, „dit la note de M. de Rayneval, ne reconnaissant que „les droits qui sont accordés par chaque état de la „confédération, aux ressortissans des autres cantons, „il s'ensuit nécessairement que, *dans ceux des can-*„*tons où le domicile et tout nouvel établis-*„*sement serait interdit* PAR LES LOIS aux individus „de la religion de Moïse, les sujets du roi qui pro-„fessent cette religion ne sauraient se prévaloir de „l'article en question pour réclamer une exception à „la règle générale. Il est bien entendu, toutefois, „ajoute la note diplomatique, que c'est une conséquence „directe de l'article 6, que ceux d'entre eux qui se „seraient établis sur le territoire de la confédération

Digitized by Google

, sous le régime de l'acte de médiation et en vertu 1815
, du traité de 1803, continueront à jouir des droits
, qui leur étaient acquis."

Or, la loi même du 19. Juin 1816, sur laquelle 'appuie le grand conseil de Bâle-Campagne, dans son cte d'annulation de notre contrat, n'excluait les israé- ites que du droit d'établissement et de domicile, et e taisait sur la simple faculté d'acquérir; mais, ce qui st bien plus concluant en notre faveur, ce qui devait ancher toutes les questions, c'est que cette loi du 9. Juin 1816, en ce qui regarde les israélites, a été xtuellement rapportée par une autre loi du 7. Avril 821 que, dans sa préoccupation, le grand conseil de âle-Campagne n'avait pas recherchée, qu'il ne con- issait même pas avant le 11. Mai, et dont nous avons it, dans nos premières réclamations, lui remettre un emplaire imprimé sous les yeux!

Ainsi, le droit d'établissement et de domicile même, roit que nous n'avons pas revendiqué, et auquel nous nonçons encore aujourd'hui, ne pourrait, même d'après texte de la note de M. de Rayneval, nous être fusé dans le canton de Bâle-Campagne.

D'après ces considérations, qui n'ont pas besoin e plus grands développemens, nous devons espérer e votre souveraine justice, messieurs et honorables nseillers, que tout en insistant sur l'institution d'un ibunal arbitral mixte, pour la fixation des dommages t intérêts auxquels nous avons droit en tout état de ause, de la part du canton de Bâle-Campagne, pour on-jouissance de notre acquisition depuis le 11. Mai 835, vous ferez intervenir votre autorité, pour notre ise en possession immédiate du domaine de Reinach, ise en possession que ne saurait non plus entraver la ente (réelle ou simulée) faite par M. Landerer, d'une aible parcelle du bien, pour l'ensemble duquel nous vons déposé depuis long-temps le solde du prix d'ac- uisition, stipulé par notre contrat.

Nous avons l'honneur d'être avec respect,

Messieurs et honorables conseillers,

Vos très-humbles et très-obéissans serviteurs,

Signé Alexandre et Baruch Wahl.

Digitized by Google

1834

VII.

Note de M. de Montigny, chargé d'affaires de France, à Berne.

A leurs Excellences MM. les Avoyers et Conseil d'Etat de la république de Berne, Directoire fédéral.

Le chargé d'affaires de France, à Berne, a reçu la note que S. E. M. l'avoyer Tscharner lui a fait l'honneur de lui adresser, au nom du Directoire, le 16 de ce mois, relativement à l'affaire des frères Wahl de Mulhausen. Le Directoire, s'attachant à réfuter [illegible] des principaux considérans de l'ordonnance royale, du 12. Septembre 1835, suppose que c'est à tort que l'arrêté du grand conseil du canton de Bâle-Campagne portant annulation du contrat d'acquisition passé par MM. Wahl, sous l'autorisation préalable du pouvoir exécutif, est présenté, dans cette ordonnance, comme une violation des traités. Il rappelle que la convention du 30. Mai 1827 n'est relative qu'à l'établissement réciproque des Français en Suisse et des Suisses en France, et qu'en vertu de la note adressée le 7. Août 1826, par M. le comte de Rayneval, au président de la Diète, les citoyens français de la Religion de Moïse ne peuvent réclamer le droit de s'établir dans ceux des cantons dont la législation refuse ce droit aux israélites en général; d'où il suivrait que, dans l'affaire qui intéresse les frères Wahl, le gouvernement du roi aurait confondu une question de propriété avec une question de domicile.

Le Directoire, continuant à raisonner dans cette hypothèse d'une *erreur matérielle*, se montre surpris que l'ordonnance du 12. Septembre ait été mise à exécution, et conclue à ce qu'elle soit révoquée, insistant d'autant plus sur cette mesure, que, dans son opinion, les difficultés survenues entre la France et Bâle-Campagne ne sauraient se prolonger sans affecter la Confédération toute entière; et que, d'autre part, les autorités de Liestal seraient disposées à répondre, devant le *juge compétent*, aux demandes en dommages-intérêts que les frères Wahl se croiraient fondés à élever.

Le gouvernement du roi, auquel le soussigné s'est empressé de transmettre la note de S. E. M. l'avoyer

Digitized by Google

scharner, n'a pu voir qu'avec un pénible étonnement 1833
s observations qu'elle contient au sujet d'une affaire
r laquelle il avait tout lieu de penser que l'opinion
i Directoire était mieux éclairée: il ne pouvait oublier
i effet, que le Vorort, adhérant aux conclusions du
pport de M. Schnell, avait officiellement signalé aux
vers Etats de la Confédération, la conduite du gou-
rnement de Bâle-Campagne envers les frères Wahl
mme un déni de justice et comme une atteinte por-
e au droit des gens; et qu'il avait déclaré que cette
faire n'était qu'une question d'*Etat à Etat*, qu'elle
tait point un *objet qui touchât directement aux
térêts généraux de la Suisse*, et que, dès lors,
tribunaux de Liestal ne pouvaient être compétens
r prononcer sur les conséquences d'une mesure po-
que adoptée par le conseil souverain du canton.
gouvernement du roi cherche en vain à s'expliquer
mment, à si peu d'intervalle, un tel changement a
opérer dans la manière dont le Vorort envisageait
débat, dont toutes les circonstances déjà mises au
nd jour, attestent surabondamment que le droit de
France et la légitimité de ses griefs contre le gou-
nement de Bâle-Campagne, sont aussi incontesta-
s que la modération, pour ne pas dire la longani-
é dont elle a fait preuve, est évidente.

Ce n'est pas sans raison que le gouvernement de
Majesté s'est plaint de la violation des traités. Il
positif, en effet, que l'arrêté rendu le 11. Mai der-
r, par le grand conseil de Bâle-Campagne, impli-
e une double infraction aux principes du droit des
s et aux stipulations de la convention du 30. Mai
7. Il a violé le droit des gens en dépossédant,
s dédommagement, des Français qui venaient de
ntracter, sous l'autorisation de la seule autorité qui
t être compétente à leurs yeux. Il a violé les traités
ce sens que, si l'on admet comme conséquence de
déclaration de M. le comte de Rayneval, du 7. Août
26, l'exclusion des israélites français, du benefice de
rticle 1er de la convention du 30. Mai 1827, sous le
pport du droit d'établissement en Suisse, il est cer-
n néanmoins, que la législation de l'ancien canton
Bâle, qui a été indûment invoquée contre eux
r le grand conseil de Liestal, leur concédant le droit
cquérir des immeubles (droit sur lequel la note pré-

Digitized by Google

1838 citée garde le silence), et la nouvelle constitution
Bâle-Campagne ne contenant aucune disposition
ceptionnelle à cet égard, les israélites français
le rapport de la faculté d'acquérir des biens-
ne sauraient être traités autrement, dans ce
que les citoyens français d'une religion différente
qu'il y eût, par cela même, violation de la
tion de 1827.

Ce n'est donc pas le gouvernement du roi
trompé sur l'application de ce traité. C'est le
conseil de Liestal qui n'a pas craint d'assimi
à l'autre, les deux questions totalement disti
droit de domicile et du droit d'acquisition, en
la convention de 1827 et d'une note qui, dans l'
rien d'applicable à cette convention, pour ju
rêté qui a dépossédé les frères Wahl d'un immeu
par eux dans les formes les plus légales et
régulières.

Le soussigné pourrait ajouter que le mo
blissement n'a pas été, comme on le dit,
tort dans les considérans de l'ordonnance: il
que MM. Wahl avaient préalablement et d'eux-
renoncé à tout établissement dans le canton d
Campagne; mais en principe général, il n'en
moins exact de dire que la loi bâloise du 7.
1821 qui a révoqué celle du 19. Juillet 1816,
rétabli en faveur des israélites français la fac
prendre domicile dans l'ancien canton de B
aucune disposition de la constitution nouvelle d
Campagne n'ayant annulé la loi de 1821, c'e
trairement à la convention de 1827 et au princi
dans la note du 7. Août 1826, qu'ils ne sont pa
à s'établir sur le territoire de Liestal, et que la
d'y devenir propriétaires de biens-fonds ne leur
cordée que moyennant renonciation au domicile

Il résulte donc clairement de ce qui précè
l'ordonnance royale du 12. Septembre n'a été
qu'en pleine et entière connaissance de cause;
se fonde sur une infraction réelle des traité
l'existence d'un déni de justice bien caractérisé,
le Directoire lui-même en avait parfaitement a
les motifs, lorsque, dans la circulaire adressée
Janvier dernier aux Etats de la confédération,
connaissait que le conseil souverain de Liestal

Digitized by Google

1 annuler l'autorisation du pouvoir exécutif, sous la 18$\frac{35}{36}$
i de laquelle deux citoyens français avaient contracté,
ms que les parties lésées par cette décision n'en dus-
nt être dédommagées, non par un jugement des tri-
maux, dont l'action purement civile s'arrêtait devant
e question de droit des gens, mais par le gouver-
ement de Bâle-Campagne lui-même.

Cependant les autorités de Liestal, au mépris des
gles de l'équité et sans égard aux fréquentes récla-
ations qui leur ont été présentées au nom du gouver-
ment du roi, ont persisté dans leur injuste système:
les se sont refusées, lorsqu'il en était encore temps,
maintenir le *statu quo* jusqu'à la solution du litige,
après avoir remis le vendeur du domaine acquis par
frères Wahl, en possession de cet immeuble, elles
nt autorisé à le vendre à de nouveaux acquéreurs,
outant ainsi, sans raison et sans nécessité, aux pre-
ières difficultés si légèrement suscitées par elles. C'est
présence de tels procédés, c'est après en avoir
ritilement appelé, pendant cinq mois, aux sentimens
justice et de conciliation des magistrats de Liestal,
e le gouvernement du roi s'est vu forcé de recourir
x mesures dont ils se plaignent aujourd'hui. Ces
sures seront maintenues aussi long-tems que le gou-
nement de Bâle-Campagne, s'obstinant à mécon-
tre ses vrais intérêts, laissera subsister les griefs
i en ont provoqué la mise à exécution. Il ne dépend
ic que des autorités de Liestal de faire cesser un
eil état de choses, et de voir se renouer les rela-
ns interrompues entre le canton de Bâle-Campagne
la France. Qu'elles accomplissent enfin envers les
res Wahl, envers la France, justement offensée, un
te de réparation qui ne s'est déjà que trop fait at-
ndre, et les mesures prescrites seront immédiatement
roquées; mais le soussigné ne saurait assez le répéter,
st du gouvernement de Bâle-Campagne lui-même,
teur du dommage, et non des tribunaux de ce can-
, dont l'incompétence en pareille matière est évi-
nte, que la France attend cette réparation.

Telle est la réponse que le soussigné a reçu
rdre de faire au Directoire fédéral. Le gouverne-
nt du roi se plait à croire que ces observations,
ésentées avec le caractère de franchise et de loyauté
nt il a toujours fait preuve envers la Suisse, auront

Digitized by Google

1836 pour effet de replacer la question sous son véri
point de vue. Il se flatte en même temps, qu
sagesse et le bon esprit des gouvernemens de la
fédération sauront les prémunir relativement à
affaire, qui est purement cantonnale et particuli
l'Etat de Bâle-Campagne, contre toute appréci
tendant à dénaturer les termes et à amener, sou
rapport plus général, ces complications dont le
vernement de sa Majesté repousse d'avance la re
sabilité.

Le soussigné a l'honneur de renouveller
Excellences Messieurs les avoyers et conseil d'
la république de Berne, Directoire fédéral,
rances de sa haute considération.

Berne, le 7. Mars 1836.

Le chargé d'affaires de
Signé A. DE MONTIG

71.

Traité pour l'accession de la libre de Francfort à la Ligue Douanes et de commerce subsist entre la Prusse, la Saxe, la Bav le Würtemberg, le Bade, les d Hesses et la Thuringue. Signé Berlin le 2. Janvier 1836.

(Gesetz-Sammlungen von Preussen, Sachsen, B
Würtemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogth.
sen etc. v. J. 1836.)

Nachdem der Senat der freien Stadt Fran
den Wunsch zu erkennen gegeben hat, dem zwis
Preussen, Baiern, Sachsen, Würtemberg, Baden,
hessen, dem Grossherzogthume Hessen und de
dem thüringischen Vereine gehörigen Landen b
henden Zoll- und Handelsvereine beizutreten; so ha
Behufs der deshalb zu pflegenden Verhandlungen,
Bevollmächtigten ernannt:

einerseits, für sich und in Vertretung der K

Digitized by Google

achsen, des Grossherzogthums Baden und der zum 1836
üringischen Vereine gehörigen Staaten:

Seine Majestät der König von Preussen

Allerhöchstihren Kammerherrn, wirklichen Geheimen Rath und interimistischen Chef des Finanz-Ministerii, Albrecht Graf von Alvensleben, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, des St. Johanniter-Ordens, Kommandeur des königlich ungarischen St. Stephans-Ordens und Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, und

Allerhöchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath und Director im Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten, Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weissen Bande, Ritter des kaiserlich russischen St. Annen-Ordens zweiter Klasse, Kommandeur des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, des königlich sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des königlich hannöverischen Guelphen-Ordens und des Ordens der königlich würtembergischen Krone, Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, Kommandeur erster Klasse des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen und des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Grosskreuz des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und des herzoglich sachsen-ernestinischen Haus-Ordens;

Seine Majestät der König von Baiern

Allerhöchstihren Kämmerer, Staatsrath, ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister an den königlich preussischen, königlich sächsischen, grossherzoglich sächsischen und herzoglich sächsischen Höfen, Friedrich Christian Johann Graf von Luxburg, Grosskreuz des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens erster Klasse, Grosskreuz des königlich sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Ritter des königlich würtembergischen Friedrich-Ordens, Grosskreuz des

Digitized by Google

1836 grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Seine Majestät der König von Württemberg

Allerhöchstihren Kammerherrn, Legationsrath und Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe Franz von Paula Friedrich Freiherr von Linden, Ritter des Ordens der königlich württembergischen Krone, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, Kommandeur des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und

Allerhöchstihren Finanzrath Philipp Gustav Haber, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens;

Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen

Höchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich preussischen Hofe, Carl Friedrich von Wilkens-Hohenau, Kommandeur des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse und des königlich preussischen St. Johanniter-Ordens, Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, Kommandeur erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und

Höchstihren Ober-Berg- und Salzwerks-Director Heinrich Theodor Ludwig Schwedes, Ritter des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Kommenthur des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen

Höchstihren Kammerherrn, Major und Flügel-Ad

Digitized by Google

jutanten, Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Friedrich Ferdinand Wilhelm, Freiherr Schäffer von Bernstein, Kommandeur zweiter Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Inhaber des militärischen Dienst-Ehrenzeichens, Ritter des kaiserlich östreichischen Leopold-Ordens, der königlich französischen Ehrenlegion, des königlich-hannöverischen Guelphen- und des königlich würtembergischen Militär-Verdienst-Ordens, und Kommandeur des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, und 1836

Höchstihren Ober-Finanzrath Heinrich Ludwig Biersack, Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, des Ordens der königlich würtembergischen Krone und des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens;

ndererseits

der Senat der freien Stadt Frankfurt

den Schöff- und Senator George Friedrich von Guaita, und

den Senator Conrad Adolph Bansa,

n welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte r Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen wor- n ist.

Art. 1. Die freie Stadt Frankfurt mit ihrem Gebiete tritt dem zwischen den Königreichen Preussen, iern, Sachsen und Würtemberg, dem Grossherzogume Baden, dem Kurfürstenthume und dem Grossrzogthume Hessen und den zu dem thüringischen ll- und Handels-Vereine verbundenen Staaten Behufs eines gemeinsamen Zoll- und Handels-Systems richteten Vereine bei, wie solcher auf den Grund r darüber abgeschlossenen Verträge vom 22sten und sten März, ingleichen vom 11ten Mai 1833 und vom ten Mai 1835 bestehet, dergestalt, dass dieselbe ter den durch gegenwärtigen Vertrag bestimmten assgaben gleiche Verbindlichkeiten mit den vorgechten Staaten übernimmt und gleicher Rechte mit lbigen theilhaftig wird.

Digitized by Google

1836 **Art. 2.** In Folge dieses Beitritts wird die freie Stadt Frankfurt, mit Aufhebung der gegenwärtig in derselben und ihrem Gebiete über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetze und Einrichtungen, das für dieselbe vereinbarte Zoll-Gesetz, nebst der Zoll-Ordnung und dem Zoll-Strafgesetze, ingleichen den Zoll-Tarif, welche als integrirende Bestandtheile des gegenwärtigen Vertrages angesehen werden sollen, gleichzeitig mit letzterem publiciren und in Ausführung bringen lassen.

Art. 3. Veränderungen in der Vereins-Zoll-Gesetzgebung, mit Einschluss des Zoll-Tarifs und der Zoll-Ordnung, sowie Zusätze und Ausnahmen, können auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesammt-Vereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dies gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. 4. Mit der vollständigen Ausführung des gegenwärtigen Vertrages tritt zwischen den contrahirenden Vereinsstaaten und der freien Stadt Frankfurt Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beides in den folgenden Artikeln bestimmt ist.

Art. 5. Mit dem Eintritte des freien Verkehrs hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen des bisherigen Zollvereins und der freien Stadt Frankfurt auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes bereits befindlichen Gegenstände auch frei und unbeschwert in das andere eingeführt werden, mit allein gem Vorbehalte:

a) der zu den Staats-Monopolien gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz) nach Maassgabe des Art. 6 und 7;

b) der im Inneren der contrahirenden Staaten gegenwärtig mit Steuern von verschiedener Höhe, oder in dem einen Staate gar nicht, in dem anderen aber mit einer Steuer belegten, und deshalb einer Ausgleichungs-Abgabe unterworfenen inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Art. 8, und endlich

c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in

Digitized by Google

lie von einem der contrahirenden Staaten ertheilten 1836
Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, noch ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es in jedem der contrahirenden Staaten bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen sein Bewenden.

Art. 7. In Betreff des Salzes tritt die freie Stadt Frankfurt der zwischen den contrahirenden Vereins-Regierungen getroffenen Verabredung, so weit letztere auf dortige Verhältnisse Anwendung findet, in folgender Art bei:

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen, und zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln Statt finden, welche von denselben für nöthig erachtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.

d) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen.

e) Wenn eine Regierung von der anderen innerhalb des Gesammt-Vereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

f) Wenn ein Vereinsstaat durch einen andern aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staa-

Digitized by Google

1836 ten versenden lassen will, so soll diesen Sendung
kein Hinderniss in den Weg gelegt werden, jed
werden, in sofern dieses nicht schon durch frü
Verträge bestimmt ist, durch vorhergängige Ueber
kunft der betheiligten Staaten die Strassen für
Transport und die erforderlichen Sicherheits-Ma
regeln zur Verhinderung der Einschwärzung verabr
werden.

g) Wenn in unmittelbar an einander grenzen
Vereinsstaaten eine solche Verschiedenheit der S
preise bestände, dass daraus für einen oder de
deren dieser Staaten eine Gefahr der Salz-Einsc
zung hervorgienge; so werden die hierbei bethei
Regierungen sich über Maassregeln vereinbaren,
diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den
Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästig

Art. 8. In Bezug auf diejenigen Erzeugnis
welchen hinsichtlich der Besteuerung im Innern
Verschiedenheit der Gesetzgebung selbst unter de
zelnen der contrahirenden Vereinstaaten noch
findet (Art. 5 litt. b), wird auch von der freien S
Frankfurt als wünschenswerth anerkannt, hierin e
falls eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung
der Besteuerungssätze hergestellt zu sehen, und
wird daher auch ihr Bestreben auf die Herbeiführ
einer solchen Gleichmässigkeit gerichtet seyn.

Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, kön
zur Vermeidung der Nachtheile, welche für die P
ducenten des eigenen Landes im Verhältnisse zu
Producenten in anderen Vereinsstaaten aus der ung
chen Besteuerung erwachsen würden, Ergänzung
oder Ausgleichungs-Abgaben von folgenden Geg
ständen erhoben werden:

A. in den bisherigen Vereinsstaaten

a) im Königreiche Preussen von Bie
Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

b) im Königreiche Baiern (zur Zeit mit Au
schluss des Rheinkreises) von Bier, Branntwein, g
schrotetem Malz;

c) im Königreiche Sachsen von Bier, Brannt
wein, Tabak, Traubenmost und Wein;

d) im Königreiche Würtemberg von Bier,
Branntwein, geschrotetem Malz;

Digitized by Google

e) im Grossherzogthume Baden von Bier; 1836
f) im Kurfürstenthume Hessen von Bier, ranntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;
g) im Grossherzogthume Hessen von Bier;
h) in den zu dem thüringischen Vereine ehörigen Staaten von Bier, Branntwein, Tabak, raubenmost und Wein.

B. in der Stadt Frankfurt von Bier.

Es soll bei der Bestimmung und Erhebung der edachten Abgaben nach folgenden Grundsätzen verahren werden:

1) Die Ausgleichungs-Abgaben werden nach dem bstande der gesetzlichen Steuer im Lande der Bestimmung von der denselben Gegenstand betreffenden teuer im Lande der Herkunft bemessen, und fallen aher im Verhältnisse gegen diejenigen Vereinslande änzlich weg, wo eine gleich hohe oder eine höhere teuer auf dasselbe Erzeugniss gelegt ist.

2) Veränderungen, welche in den Steuern von inländischen Erzeugnissen der betheiligten Staaten eintreten, haben auch Veränderung in den Ausgleichungsbgaben, jedoch stets unter Anwendung des vorher (1) ufgestellten Grundsatzes, zur Folge.

Wo auf den Grund einer solchen Veränderung ine Ausgleichungs-Abgabe zu erhöhen seyn würde, uss, falls die Erhöhung wirklich in Anspruch genomen wird, eine Verhandlung darüber zwischen den beheiligten Staaten, und eine vollständige Nachweisung er Zulässigkeit nach den Bestimmungen des gegenärtigen Vertrages vorausgehen.

3) Die gegenwärtig in Preussen gesetzlich bestehenden Sätze der Steuern von inländischem Traubenmost und Wein, vom Tabaksbau und Branntwein, sowie die gegenwärtig in Baiern bestehende Steuer von inländischem geschroteten Malz und Bier (Malzaufschlag) sollen jedenfalls den höchsten Satz desjenigen bilden, was in einem Vereinsstaate, welcher jene Steuern eingeführt hat, oder künftig etwa einführen sollte, an Ausgleichungs-Abgaben von diesen Artikeln bei deren Eingange aus einem Lande, von welchem keine Steuer auf dieselben Erzeugnisse gelegt ist, erhoben werden darf, wenn auch die betreffende Steuer des Staates, welcher die Ausgleichungs-Abgabe bezieht, diesen höchsten Satz übersteigen sollte.

Digitized by Google

1836 4) Rückvergütungen der inländischen Staatssteuern sollen bei der Uebersuhr der besteuerten Gegenstände in ein anderes Vereinsland nicht gewährt werden; in sofern nicht wegen besonderer örtlicher Verhältnisse die betheiligten Nachbarstaaten sich wegen Ausnahmen von diesem Grundsatze vereinigt haben.

5) Auf andere Erzeugnisse, als Bier und Malz, Branntwein, Tabaksblätter, Traubenmost und Wein soll unter keinen Umständen eine Ausgleichungs-Abgabe gelegt werden.

6) In allen Staaten, in welchen von Tabak, Traubenmost und Wein eine Ausgleichungs-Abgabe erhoben wird, soll von diesen Erzeugnissen in keinem Falle eine weitere Abgabe weder für Rechnung des Staates, noch für Rechnung der Communen, beibehalten oder eingeführt werden.

7) Der Ausgleichungs-Abgabe sind solche Gegenstände nicht unterworfen, von welchen auf die in der Zollordnung vorgeschriebene Weise dargethan ist, dass sie als ausländisches Ein- und Durchgangsgut die zollamtliche Behandlung bei einer Erhebungsbehörde des Vereins bereits bestanden haben, oder derselben noch unterliegen, und eben so wenig diejenigen im Umfange des Vereins erzeugten Gegenstände, welche nur durch einen Vereinsstaat transitiren, um entweder in einen anderen Vereinsstaat oder nach dem Auslande geführt zu werden.

8) Die Ausgleichungs-Abgabe kommt den Kassen desjenigen Staates zu Gute, wohin die Versendung erfolgt. In sofern sie nicht schon im Lande der Versendung für Rechnung des abgabeberechtigten Staates erhoben worden, wird die Erhebung im Gebiete des letzteren erfolgen.

9) Es sollen in jedem der contrahirenden Staaten solche Einrichtungen getroffen werden, vermöge welcher die Ausgleichungs-Abgabe in dem Vereinslande, aus welchem die Versendung erfolgt, am Orte der Versendung oder bei der gelegensten Zoll- oder Steuerbehörde entrichtet, oder ihre Entrichtung durch Anmeldung sicher gestellt werden kann.

10) So lange, bis diese Einrichtungen durch besondere Uebereinkunft festgesetzt seyn werden, bleibt der Verkehr mit Gegenständen, welche einer Ausgleichungs-Abgabe unterliegen, in der Art beschränkt,

Digitized by Google

lass dieselben, ohne Unterschied der transportirten 1836
Quantitäten, in das Gebiet des abgabeberechtigten
Staates nur unter Innehaltung besonders zu bestim-
mender Strassen und auf den schiffbaren Strömen ein-
geführt und an dort einzurichtenden Anmelde- und
Hebestellen angemeldet und resp. versteuert werden
müssen.

Art. 9. Hinsichtlich der Verbrauchs-Abgaben, welche im Bereiche der Vereinsländer von anderen, als den im Art. 8 bezeichneten Gegenständen, oder auch von diesen Gegenständen in solchen Ländern, in welchen darauf keine Ausgleichungs-Abgabe liegt, erhoben werden, wird im Verhältnisse der contrahirenden Staaten zu der freien Stadt Frankfurt eine gegenseitige Gleichmässigkeit der Behandlung Statt finden, dergestalt, dass das Erzeugniss eines anderen Vereinsstaates unter keinem Vorwande höher belastet werden darf, als das inländische.

Dieselbe Gleichmässigkeit findet auch bei den Zuschlags-Abgaben und Octrois Statt, welche für Rechnung einzelner Gemeinden erhoben werden, so weit dergleichen Abgaben nicht überhaupt nach der Bestimmung des Art. 8, Nr. 6 unzulässig sind.

Art. 10. Chausseegelder oder andere statt derselben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem andern Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staates oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Commune, geschieht, sollen sowohl auf Chausseen, als auch auf allen unchaussirten Land- und Heerstrassen nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das dermalen in Preussen nach dem allgemeinen Tarife vom Jahre 1828 bestehende Chausseegeld soll als der höchste Satz angesehen und hinführo in keinem der contrahirenden Staaten überschritten werden.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen, da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäss, aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dass davon nur die

Digitized by Google

1836 Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung kommen.

Art. 11. Die freie Stadt Frankfurt wird dahin mitwirken, dass in allen Ländern der contrahirenden Regierungen ein gleiches Münz-, Maass- und Gewichtssystem in Anwendung komme, und an den hierüber einzuleitenden Unterhandlungen Theil nehmen.

Dieselbe tritt der zwischen den Vereinsgliedern bereits bestehenden Uebereinkunft bei, wonach der grossherzoglich hessische Zentner als Einheit für das gemeinschaftliche Zollgewicht angenommen worden ist.

Es wird hiernach schon von Ausführung des Vertrages ab die Abwägung der Waaren in der freien Stadt Frankfurt nach diesem Zoll-Zentner, die Zoll-Entrichtung aber nach dem Vier- und Zwanzig-Gulden-Fusse erfolgen.

Die Declaration, Messung und Verzollung der nach dem Maasse zu verzollenden Gegenstände wird daselbst im bisherigen gesetzlichen Maasse so lange geschehen, bis man über ein gemeinschaftliches Maass ebenfalls übereingekommen seyn wird.

Der Senat der freien Stadt Frankfurt wird zur Erleichterung der Versendung von Waaren und zur schnelleren Abfertigung dieser Sendungen an den Zollstätten, die Reductionen der Maasse und Gewichte, welche in den Tarifen der anderen contrahirenden Staaten angenommen sind, zum Gebrauche sowohl der Zollverwaltung in Frankfurt, als des handeltreibenden Publikums, amtlich bekannt machen lassen.

Es sollen auch schon jetzt die Gold- und Silbermünzen der sämmtlichen contrahirenden Staaten, mit Ausnahme der Scheidemünze, bei den Hebestellen der freien Stadt Frankfurt so, wie bei allen Hebestellen des Gesammt-Vereins, und von allen Zahlungspflichtigen ohne Unterschied zur Berichtigung der tarifmässigen Zollgefälle angenommen, und zu diesem Behufe die Valvations-Tabellen, über welche zwischen den bisherigen Vereinsgliedern bereits die erforderliche Einigung Statt gefunden hat, in der freien Stadt Frankfurt öffentlich bekannt gemacht werden.

Art. 12. Die Wasserzölle oder auch Wegegeld-Gebühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche das Schiffsgefäss treffen (Rekognitions-Gebühren), sind von der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welche

Digitized by Google

die Bestimmungen des Wiener Congresses oder be- 1836
sondere Staatsverträge Anwendung finden, ferner ge-
genseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten, in
sofern hierüber nichts Besonderes verabredet wird.

In letzterer Hinsicht wollen, was insbesondere den Main als einen Nebenfluss des Rheins betrifft, die contrahirenden Theile unverzüglich in Unterhandlung treten, um zu einer Vereinbarung zu gelangen, in Folge deren die Ein-, Aus- und Durchfuhr der Erzeugnisse der sämmtlichen Vereinstände auf den genannten Flüssen in den Schifffahrts-Abgaben, mit stetem Vorbehalte der Recognitions-Gebühren, wo nicht ganz befreiet, doch möglichst erleichtert wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem Schifffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf Eingangs genannten Flüssen zugestehen möchte, sollen in gleichem Maasse auch der Schifffahrt der Unterthanen der anderen Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die Wiener Congress-Acte, noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die Unterthanen der contrahirenden Staaten und deren Waaren und Schiffsgefässe überall gleich behandelt werden.

Art. 13. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benutzung wirklich bestehender Einrichtungen erhoben und in der Regel nicht, keinenfalls aber über den Betrag der gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten hinaus, erhöhet, auch überall von den Angehörigen der anderen contrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Angehörigen, ingleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden.

Findet der Gebrauch einer Waage-Einrichtung nur zum Behufe der Zoll-Ermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Controle Statt, so tritt eine Gebühren-Erhebung nicht ein.

Art. 14. Die freie Statt Frankfurt will auch ihrerseits gemeinschaftlich mit den contrahirenden Vereinsstaaten

Digitized by Google

1836 dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit gefördert und der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Angehörigen des einen der contrahirenden Staaten, welche in dem Gebiete eines anderen derselben Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Angehörigen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbtreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Gewerbe Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in dem Vereinsstaate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem Vereinsstaate die Angehörigen der übrigen contrahirenden Staaten eben so, wie die eigenen Angehörigen, behandelt werden.

Art. 15. Die preussischen Seehäfen sollen dem Handel der Einwohner der Stadt Frankfurt, wie dem der übrigen Vereinsstaate, gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den königlich preussischen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen, auch sollen die in fremden See- und anderen Handelsplätzen angestellten Consuln eines oder der anderen der contrahirenden Staaten veranlasst werden, der Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten sich in vorkommenden Fällen möglichst mit Rath und That anzunehmen.

Art. 16. Die freie Stadt Frankfurt tritt hierdurch dem zwischen den bisherigen Vereinsgliedern zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel, und ihrer inneren Verbrauchs-Abgaben gegen

Digitized by Google

efraudationen unter dem 11ten Mai 1833 abgeschlos- 1836
nen Zollkartel für die Dauer des gegenwärtigen Ver-
ages bei, und wird die betreffenden Artikel desselben
leichzeitig mit letzterem publiziren lassen. Nicht min-
er werden auch von Seiten der übrigen Vereinsglieder
e erforderlichen Anordnungen getroffen werden, damit
den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen
eses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. 17. Die Gemeinschaft der Einnahme, in welche
e freie Stadt Frankfurt mit den jetzigen Vereinsstaa-
n in Folge des gegenwärtigen Vertrages tritt, be-
eht sich auf den Ertrag der Eingangs-, Ausgangs-
id Durchgangs-Abgaben in den königlich preussischen
taaten, den Königreichen Baiern, Sachsen und Wür-
mberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kur-
rstenthume Hessen, dem Grossherzogthume Hessen,
m thüringischen Zoll- und Handelsvereine, mit Ein-
hluss der den Zollsystemen der contrahirenden Staa-
n bisher schon beigetretenen Länder, und der freien
adt Frankfurt.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen und
eiben, sofern nicht Separat-Verträge zwischen ein-
lnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem pri-
tiven Genusse der betreffenden Staatsregierungen
rbehalten:

1) die Steuern, welche im Innern eines jeden Staa-
s von inländischen Erzeugnissen erhoben werden,
hschliesslich der im Art. 8. vorbehaltenen Ausglei-
ungs-Abgaben;

2) die Wasserzölle;

3) Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-,
ähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waage-
id Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebun-
n, wie sie auch sonst genannt werden;

4) die Zollstrafen und Confiscate, welche, vorbe-
ltlich der Antheile der Denuncianten, jeder Staats-
gierung in ihrem Gebiete verbleiben.

Art. 18. Der Ertrag der in die Gemeinschaft fal-
nden Abgaben wird nach Abzug

1) der Kosten, welche an den gegen das Ausland
legenen Grenzen und in dem Grenzbezirke für den
chutz und die Erhebung der Zölle erforderlich sind;

2) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen;

Digitized by Google

1836 3) der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuer-Vergütungen und Ermässigungen
zwischen den Vereinsgliedern nach dem Verhältnisse der Bevölkerung, mit welcher sie in dem Gesammt-Vereine sich befinden, vertheilt.

Die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der contrahirenden Staaten unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollrevenüen zu leistenden Zahlung dem Zollverbande beigetreten sind, oder noch beitreten werden, wird in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt und zur Nachweisung derselben von den obengedachten Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.

Unter Berücksichtigung der hinsichtlich des Verbrauchs an Waaren, welche den Vereins-Abgaben unterliegen, bei der freien Stadt Frankfurt eintretenden ganz besonderen Verhältnisse, werden sich die contrahirenden Vereinsstaaten mit derselben über ein jährliches Aversum mittelst besonderen Abkommens vereinigen.

Art. 19. Vergünstigungen für Gewerbtreibende hinsichtlich der Steuer-Entrichtung, welche nicht in der Zollgesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staatskasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last; die Maassgaben, unter welchen solche Vergünstigungen zu bewilligen sind, werden näherer Verabredung vorbehalten.

Art. 20. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereins gemäss, sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rabattprivilegien, da, wo sie dermalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Nahrungsverhältnisse bisher begünstigter Messplätze, als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegengeführt, neue aber ohne allerseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden.

Digitized by Google

Art. 21. Von der tarifmässigen Abgaben-Entrich- 1836
tung bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhaltungen der hohen Souveraine und ihrer Regentenhäuser, oder für die innerhalb des Vereinsgebietes residirenden Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen Statt haben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Rechnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche in einem oder dem anderen Staate den vormals unmittelbaren Reichsständen, oder an Communen oder einzelne Privatberechtigte für eingezogene Zollrechte oder für aufgehobene Befreiungen gezahlt werden müssen.

Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgabenentrichtung ein-, aus- oder durchgehen zu lassen. Dergleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich behandelt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären, kommen bei der demnächstigen Revenüen-Ausgleichung demjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Abrechnung.

Art. 22. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht bleibt auch der freien Stadt Frankfurt vorbehalten. Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Straf-Erlasse gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. 23. Die Ernennung der Beamten und Diener für die Zoll-Erhebung und Aufsicht, welche nach gleichförmigen Bestimmungen, wie in den übrigen Vereinsstaaten, jedoch unter Berücksichtigung der bei der Stadt Frankfurt eintretenden eigenthümlichen Verhältnisse, angeordnet, besetzt und instruirt werden sollen, bleibt der freien Stadt Frankfurt überlassen.

Art. 24. Die Leitung des Dienstes der Zollbehörde, sowie die Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze, ist in der freien Stadt Frankfurt dem Senate angeordnet.

Art. 25. Sämmtliche Vereinsstaaten werden sich gegenseitig auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die gemeinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mittheilen, und in sofern zu diesem Behufe die zeitweise

Digitized by Google

1836 Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beauftragung eines anderweit bei der betreffenden Vereins-Regierung beglaubigten Bevollmächtigten beliebt wird, ist demselben alle Gelegenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von den Verhältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltung zu geben.

Art. 26. Jährlich in den ersten Tagen des Juni findet zum Zweck gemeinsamer Berathung eine Zusammenkunft der von den Vereinsstaaten abzuordnenden Bevollmächtigten Statt.

Für die formelle Leitung der Verhandlungen wird von den Conferenz-Bevollmächtigten aus ihrer Mitte ein Vorsitzender gewählt, welchem übrigens kein Vorzug vor den übrigen Bevollmächtigten zusteht.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versammlung wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegenstände, deren Verhandlung in der folgenden Conferenz zu erwarten ist, verabredet werden, wo letztere erfolgen soll.

Art. 27. Vor die Versammlung dieser Conferenz-Bevollmächtigten gehört:

a) die Verhandlung über alle Beschwerden und Mängel, welche in Beziehung auf die Ausführung des Grundvertrages und der besonderen Uebereinkünfte, des Zollgesetzes, der Zollordnung und Tarife in einem oder dem anderen Vereinsstaate wahrgenommen, und die nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der darüber zwischen den Ministerien und obersten Verwaltungsstellen geführten Correspondenz erledigt worden sind;

b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereinsgliedern über die gemeinschaftliche Einnahme auf den Grund der von den obersten Zollbehörden aufgestellten, durch das Central-Büreau vorzulegenden Nachweisungen, wie solche der Zweck einer dem gemeinsamen Interesse angemessenen Prüfung erheischt;

c) die Berathung über Wünsche und Vorschläge, welche von einzelnen Staatsregierungen zur Verbesserung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des Zollgesetzes, der Zoll-Ordnung, des Zolltarifs und der Verwaltungs-Organisation, welche von einem der contrahirenden Staaten in Antrag gebracht worden, über-

Digitized by Google

aupt über die zweckmässige Entwickelung und Aus- 1836
ildung des gemeinsamen Handels- und Zollsystems.

Art. 28. Treten im Laufe des Jahres ausser der ewöhnlichen Zeit der Versammlung der Conferenz-levollmächtigten ausserordentliche Ereignisse ein, welche nverzügliche Maassregeln oder Verfügungen abseiten er Vereinsstaaten erheischen, so werden sich die con-rahirenden Theile darüber im diplomatischen Wege ereinigen, oder eine ausserordentliche Zusammenkunft irer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. 29. Die freie Stadt Frankfurt verpflichtet ich, diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche er-rderlich sind, damit nicht die Zoll-Einkünfte des esammt-Vereins durch die Einführung oder Anhäufung nverzollter, oder gegen geringere Steuersätze, als er Vereins-Tarif enthält, verzollter, zur Zeit der ollziehung des gegenwärtigen Vertrages in derselben efindlichen Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 30. Der für den Fall getroffenen Verabredung, lass andere deutsche Staaten den Wunsch zu erken-en geben sollten, in den durch die Verträge vom 22sten nd 30sten März und 11ten Mai 1833 begründeten ollverein aufgenommen zu werden, tritt die freie Stadt rankfurt auch Ihrerseits bei.

Art. 31. Auch ist die freie Stadt Frankfurt damit nverstanden, dass die contrahirenden Regierungen ch bemühen, durch Handelsverträge mit anderen taaten dem Verkehr ihrer Angehörigen jede mögliche rleichterung und Erweiterung zu verschaffen.

Art. 32. Alles, was sich auf die Detail-Ausführung er in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Bei-gen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch emeinschaftliche Commissarien vorbereitet werden.

Art. 33. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages ird vorläufig bis zum 1sten Januar 1842 festgesetzt. ird derselbe während dieser Zeit und spätestens zwei hre vor Ablauf der Frist nicht gekündigt, so soll auf zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jah-n als verlängert angesehen werden.

Letztere Verabredung wird jedoch nur für den all getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämmt-che deutsche Bundesstaaten über gemeinschaftliche laassregeln übereinkommen, welche den mit der Ab-cht des Art. 19 der deutschen Bundes-Acte in Ue-

Digitized by Google

1836 bereinstimmung stehenden Zweck des gegenwärtig
Zollvereins vollständig erfüllen.

Auch sollen im Falle etwaiger gemeinsamer Ma
regeln über den freien Verkehr mit Lebensmitteln
sämmtlichen deutschen Bundesstaaten die betreffen
Bestimmungen des nach gegenwärtigem Vertrage
stehenden Vereins-Tarifs demgemäss modificirt wer

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifi
tion der hohen Contrahenten vorgelegt, und die A
wechselung der Ratifications-Urkunden soll mit m
lichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 2ten Januar 1836.

gez. Alvensleben. Albrecht Friedrich Eic
(L. S.) (L. S.)

Luxburg. Freih. v. Linden, für sich u. den abw
(L. S.) Ph. G. Ha
Wilkens. H. T. L. Schwedes. (L. S.)
(L. S.) (L. S.)

Freih. Schaeffer-Bernstein. H. Ludw. Biers
(L. S.) (L. S.)

von Guaita. A. C. Bansa.
(L. S.) (L. S.)

72.

Notification du Consul-général la Russie, résidant à Hambourg, date du 5. Janvier 1836.

(Hamburger Börsenhalle.)

Die kaiserl. russische Regierung hat Grund zu gl
ben, dass Individuen, trotz der bestehenden Lan
gesetze, sich dem Sklavenhandel dennoch fortwähr
hingeben, und die russische Flagge dazu zu gebr
chen beabsichtigen, indem sie ihren verwerflichen H
del dadurch den Verfolgungen derjenigen Mächte
entziehen hoffen, welche, im Ueberschreitungsfalle, i
die gegenseitige Untersuchung der Schiffe und
schlagnahme derselben unter sich einig geworden sind.
Das kaiserl. russische General-Consulat in Hamb
hat demnach den Befehl erhalten, die Schiffs-Rhe

Digitized by Google

d Capitaine darauf aufmerksam zu machen, dass 1836
emand berechtigt sey, die russische Kauffartheigge zu führen, der nicht die ausdrückliche Genehgung der kaiserl. Regierung dazu erlangt habe; dass ie solche durch ein gesetzliches Patent zu beweisen y, und dass diese Genehmigung nur unter gewissen, rch die Gesetze bestimmten Bedingungen ertheilt rd. Endlich, dass jede Ueberschreitung dieser Getze, dass alle ungesetzliche Anwendung der russischen egge als ein Unterschleif betrachtet werden soll, und rjenige, welcher dessen schuldig befunden werde, den lgen seines ungesetzmässigen Verfahrens ausgesetzt yn soll; dass besonders ein Sklavenschiff unter russiher Flagge durch jedweden Kreuzer in Beschlag sommen, sich in keinem Falle auf diese Flagge beehen kann, um den Schutz der kaiserlichen Regieng in Anspruch zu nehmen, und um dadurch der erechten, wohlverdienten Strafe zu entgehen.

73.

Protocole d'une conférence tenue à Londres au Foreign-Office entre le Vicomte Palmerston, le Baron da Torre de Moncorvo, et le Comte Saint Martin d'Aglié, sur les différends survenus entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne, et celui de Portugal. En date du 9. Janvier 1836.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie. T. V. p. 82.)

Des différends s'étant élevés entre les Gouvernemens de Portugal et de Sardaigne, le Gouvernement de S. M. Britannique, en sa qualité d'ami commun des deux Parties, a offert ses bons offices dans le but d'amener un accommodement entr'Elles, et les Gouvernemens Portugais et Sarde ayant accepté l'offre amiable du Gouvernement Britannique, ont donné à cet égard à leurs Envoyés respectifs à la Cour de Londres les instructions nécessaires.

Digitized by Google

1836 Le Vicomte Palmerston, Principal Secrétaire d'Etat de S. M. Britannique pour les affaires étrangères, le Baron da Torre de Moncorvo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle, et le Comte Saint Martin d'Agliè, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne, s'étant réunis au Foreign-Office le 9. Janvier 1836 par suite de cette entente, le Vicomte Palmerston a expliqué les motifs qui l'avaient porté à inviter les Envoyés de Portugal et de Sardaigne à se réunir avec lui, et a déclaré en même tems que les explications qu'il avait reçues de chacun des dits Envoyés, et qui leur avait communiquées respectivement, ayant paru tout-à-fait satisfaisantes, il croyait que rien ne s'opposait au rétablissement de la bonne intelligence entre les deux Gouvernemens; et afin de parvenir à ce but désirable, il a proposé que les relations de commerce entre les deux Pays seraient immédiatement rétablies; qu'à cet effet le décret du Gouvernement du Portugal du 31. Août 1835 serait rappelé, et qu'après la notification de la révocation de ce décret, des Consuls seraient envoyés de part et d'autre qui seraient admis et reconnus avec les formalités d'usage.

L'Envoyé de Portugal et l'Envoyé de Sardaigne ont déclaré à leur tour être autorisés par leurs Gouvernemens à accéder à la proposition du Secrétaire d'Etat de S. M. Britannique, et ils ont signé le présent Acte.

MONCORVO. PALMERSTON. S. MARTIN D'AGLIÈ.

74.

Traité entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. I. et R. l'Archiduc d'Autriche Grand-Duc de Toscane pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. En date du 14. Janvier 1836.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie. T. V. p. 84.)

Sua Maestà Carlo Alberto, Re di Sardegna, di Cipro e di Gerusalemme, Duca di Savoia di Genova, Principe di Piemonte ecc. ecc. ecc., e

Digitized by Google

Sua Altezza Imperiale e Reale, Leopoldo Secondo, 1836
incipe Imperiale d'Austria, Principe Reale d'Unghe-
i, e di Boemia, Arciduca d'Austria, Gran Duca di
oscana ecc. ecc. ecc.

Mossi dalla considerazione che alla pubblica e pri-
ta sicurezza e quiete, grandemente giova il non las-
re aperta la via all' impunità dei delitti col rifugio
i rei in un estero vicino Stato, e per un effetto anche
lla intima amicizia, e degli stretti vincoli del san-
ie, da cui vanno questi Augusti Regnanti uniti, vo-
ndo provvedere a tale grave inconveniente per la pub-
ica amministrazione della punitiva giustizia, hanno
terminato di addivenire ad una Convenzione per l'ar-
to e la reciproca consegna dei rei nei casi e nei
odi che verrebbero tra loro stabiliti.

A tal effetto hanno respettivamente nominati loro
lenipotenziarii, cioè:

Per parte di Sua Maestà il Re di Sardegna, il
onte Don Federico Broglia di Mombello, Cavaliere
ell' Ordine Reale Militare dei Santi Maurizio e Laz-
ro, coi relativi pienipoteri della Maestà Sua, per
esta circostanza investito della qualificazione di suo
inistro Plenipotenziario.

Per parte di Sua Altezza Imperiale e Reale l'Ar-
duca Gran Duca di Toscana, Sua Eccellenza il
onte Vittorio Fossombroni, Cavaliere dell'Ordine di
Stefano Papa e Martire, Gran Croce degli Ordini
S. Giuseppe, di quello dei Santi Maurizio e Lazzaro
Sardegna, di Leopoldo d'Austria, della Corona
eale di Sassonia, del Sacro Angelico Ordine Impe-
ale Costantiniano di S. Giorgio di Parma, e di quello
S. Ferdinando e del Merito delle Due Sicilie, Offi-
ale dell'Ordine Reale della Legion d'Onore di Francia,
iambellano, Consigliere intimo attuale di Stato, Fi-
nze e Guerra, Segretario di Stato, Ministro degli
fari esteri, e Primo Direttore delle Reali Segreterie,
quali dopo essersi communicati i rispettivi loro pie-
poteri, ed avendoli trovati in debita forma, hanno
nvenuto, e convengono nei seguenti articoli.

I. Saranno quindi innanzi arrestati e consegnati
tti i malfattori Sudditi di un Sovrano, che rifuggono
llo Stato dell'altro, rei di alcuno dei seguenti delitti:

1o. Di lesa Maestà si divina, che umana;

Digitized by Google

1836 2o. Di fabbricazione, o spandimento doloso di falsa moneta;

3o. Di fuga dalle carceri con violenza ai custodi delle medesime;

4o. Di stupro violento;

5o. Di omicidii d'ogni genere, esclusi gl'involontarii;

6. D'incendio doloso, grassazione, d'altro furto violento, quasivoglia estorsione di danaro, od altra cosa non di ragione dovuta, di riscatto con messaggi, biglietti od altri mezzi atti ad incutere timore;

7o. Di falsificazione di scritture pubbliche o private di qualche importanza, dei sigilli dello Stato, cedole, ed altri effetti pubblici, di false giurate deposizioni, o di dolosa produzione in giudizio di tali scritture o deposizioni;

8o. Di fallimento doloso;

9o. Di furto sacrilego, e di peculato, i quali daranno luogo alla consegna, qualunque sia il valore dell'oggetto rubato, del pari che i furti ed i predamenti menzionati nei precedenti paragrafi. Quanto all'abigeato ed agli altri furti qualificati, seguirà la consegna se il valore del tolto ascenderà alla somma di lire dugento cinquanta nuove Piemontesi, o lire trecento Toscane, e riguardo poi agli altri furti verrà il reo consegnato se ne è recidivo, ed il valore dei varii oggetti rubati ecceda la somma di lire cinquecento nuove Piemontesi, ossia di lire seicento Toscane;

10o. Di truffa, quando il valore di ciò che ne formò l'oggetto ecceda le lire cinquecento nuove Piemontesi, ossia lire seicento Toscane;

11o. Di liberazione violenta di taluno dalle carceri o dalla forza pubblica, di resistenza qualunque agli Officiali od Agenti di Publizia, o di Giustizia, ai Preposti e loro Commessi alla riscossione delle contribuzioni sì dirette che indirette, allorchè per altro sia accompagnata da sparo, ferita, od anche semplice lesione col mezzo di strumento contundente, nel solo caso però che questa lesione abbia reso per giorni otto l'offeso incapace dell'esercizio delle sue occupazioni;

12o. Di concussione, o malversazioni qualunque ella siasi, con prevaricazione;

13o. Di calunnia rapporto ai delitti sopra menzionati;

Digitized by Google

14o. Di complicità in alcuno di essi unita a coo- 1836
acione;

15o. Ed anche di semplice attentato dei medesimi, chè ridotto all'atto prossimo, e l'esecuzione non ab- avuto luogo per circostanze indipendenti dalla vo- là del delinquente.

II. Sarà arrestato e consegnato ogni reo di al- o degli anzi mentovati delitti, non solamente quando ne fosse condannato, ma anche semplicemente in- uito, ad eccezione del calunniatore, di cui dovrà cedere la condanna.

III. La consegna dei condannati, e degli inquisiti nerà sempre l'oggetto di una dimanda diretta ed of- ale fra i due Governi, e (quando in alcuno dei goli casi non avessero luogo concerti per la spedi- ne per la via di mare) dovrà effettuarsi per terra confini; una tal domanda si farà colla trasmissione la sentenza per semplice notizia riguardo ai condan- ti, e coll'accenare il titolo del delitto riguardo ai nplici imputati.

IV. Non si farà luogo alla consegna quando il reo Suddito del Sovrano dello Stato richiesto, oppure ivi dieci anni stabilmente domiciliato.

V. Qualora però il reo fosse Suddito di uno dei e Augusti Sovrani contraenti, e domiciliato nel ter- rio dell'altro, dovrà consegnarsi alla forza pubblica lo Stato, nel cui territorio avrà commesso il delitto.

VI. Se il Governo requisito in forza dell' articolo rto non fosse tenuto alla consegna del malfattore, rrà processarlo e condannarlo a seconda delle pro- e leggi, e in difetto a seconda del diritto comune. tal fine dal Giudice, nella cui giurisdizione sarà se- ito il delitto, si rimetteranno a quello del luogo dove reo è ditenuto gli atti assunti, onde possa il pro- so esser condotto a termine, giusta i regolamenti vigenti. La sentenza dovrà essere comunicata dall' o all'altro Governo per semplice notizia.

VII. Succedendo che il reo, il quale giusta le cedenti disposizioni debbe essere consegnato, abbia so servizio militare nello Stato dove si è rifuggito, li è qui convenuto, che il Governo richiedente sbor- à a quello richiesto lire cento Piemontesi, o lire ntoventi Toscane, a titolo di compenso delle spese arruolamento od ingaggio, di vestimenta e simili.

Digitized by Google

1836 VIII. Ove uno dei due Governi richiedesse la con
segna di qualche individuo, che avesse commesso u
delitto fuori dei loro territorii, pel quale vi fosse luog
a procedere nello Stato richiedente, si riservano
Alte Parti contraenti di accordarne o no la consegn
avuto riguardo ai concordati vigenti con altri Domi
ed alle qualità e circostance del delitto.

IX. Chiedendosi la consegna di taluno che aves
anteriormente delinquito nello Stato richiesto, sarà
facoltà del medesimo il fargli scontare la meritata pe
prima di aderire alla dimanda, oppure di rimettere
un col reo gli atti del processo, affinchè possa
questi servir di norma ai Tribunali dello Stato richi
dente, per fargli subire un proporzionato aumento
pena. La stessa cosa si osserverà quanto al re
delitti commessi posteriormente nello Stato richi
se sono egualmente o più gravi di quello prima c
messo nello Stato richiedente, ed in caso contrario
ne accorderà la consegna.

X. Se prima della consegna si fosse compil
processo, o si fossero fatti altri atti per accertare
corpo del delitto dalle Autorità dello Stato, in cui s
seguito l'arresto, saranno rimessi al Dominio richieden
dal quale non si esigerà che la sola mercede de
scrittura: ed in un coi processi ed atti dovranno rim
tersi le armi, il danaro, ed ogni altra cosa che
abbia relazione.

XI. Le robe tanto furtive quanto non furtive,
quali nel corso del processo si riconosceranno appa
tenere a terze persone, dovranno, dopo che se ne sa
fatto l'uso opportuno nel processo medesimo, restitui
ai proprietarii, senza spesa, tuttavolta che avendo fa
constare delle loro ragioni per mezzo di legittime pro
avanti il Giudice competente del luogo di loro abit
zione, od avanti quello della causa, abbiano su di
riportato favorevole decreto.

Delle robe proprie dei malfattori, e che appres
di essi si troveranno, si disporrà secondo le leg
dello Stato, dove seguirà l'esecuzione della condann

XII. Quanto all' arresto dei malfattori, le com
petenti Autorità giudiziarie ed anche gli Officiali
Pulizia dei due Stati potranno intendersi fra loro,
farlo eseguire, coll' obbligo di renderne subito avverti
il Governo, da cui dipendono, affinchè si possa pro

Digitized by Google

dere a chiedere o ad accordare, se vi ha luogo, la 1836
nsegna dell'arrestato.

XIII. Il Governo, che, giusta la presente Conven-
ne, si troverà nel caso di essere richiesto della
nsegna di qualche condannato od inquisito, non potrà
gli grazia nè concedergli salvocondotto od impunità,
cettuato quel salvocondotto che si accorda per la
va di altri delitti, secondo le regole e pratiche cri-
nali, il quale però, non meno che quelli che fossero
rimenti accordati a simili rei, dovranno essere ritirati
di nessun valore, venendo i medesimi dall'altro Go-
no giustamente domandati.

Quando la consegna non avrà luogo per essere il
o in uno dei casi indicati dall' articolo quarto, non
trà concederglisi grazia, nè impunità se non se d'in-
ligenza, e coll'adesione dell'altro Governo.

XIV. Per la formazione del processo, occorrendo
uno Stato la deposizione di testimoni dimoranti nell'
tro, si dovrà quella richiedere mediante le consuete
tere *requisitorie*.

XV. Qualora poi si trattasse di un fatto atroce e
avemente conturbante la pubblica tranquillità, com-
sso in uno dei due Stati in complicità tra Sudditi
uno e Sudditi dell'altro Sovrano, si consegneranno
rei al Giudice del luogo del delitto, all'effetto dei
nfronti e degli esami necessari alla compita prova
l medesimo, previi gli opportuni concerti da pren-
rsi fra i rispettivi Giudici processanti, e si restitui-
nno poi per essere giudicati nello Stato richiesto.

XVI. I ricettatori dolosi di rei di delitti compresi
lla presente Convenzione, saranno trattati giusta le
ggi del luogo in cui scientemente si sarà dato asilo,
ito o favore ad essi delinquenti.

XVII. Essendo dovere delle Autorità locali, sopra-
tto verso la frontiera, d'invigilare sulla condotta delle
rsone estere, oziose o vagabonde, qualora si presenti
alche caso preveduto dalla presente Convenzione,
eno s'uniformeranno sollecitamente alle disposizioni
lla medesima.

XVIII. Per miglior ordine della Polizia dei due
ati, quando occorra all' uno od all' altro dei due
overni di fare accompagnare al confine gli espulsi
l suo territorio per qualunque sia titolo o ragione,
Autorità di un Dominio procureranno d'avvertirne

Digitized by Google

1836 quelle dell'altro, almeno due giorni prima, all'oggetto che possano prendersi su di loro quelle pronte e sicure misure di cautela e di vigilanza che si crederanno opportune.

XIX. Similmente i Giudici, ed i Tribunali dell'uno e dell'altro territorio, nella cui giurisdizione si trovassero colpevoli di delitti, ai quali si estende la presente Convenzione, dovranno praticare la diligenza possibile ed agire di piena intelligenza fra loro per farli arrestare e dare vicendevolmente immediata esecuzione alle rispettive requisizioni per gli esami dei testimoni, e per altre verificazioni ed indagini, che il buon servizio della punitiva giustizia potesse richiedere, e provvederanno eziandio alla pronta compilazione dei relativi processi.

XX. Le spese del mantenimento dei rei dal giorno del loro arresto fino a quello della loro consegna, e dei cavalli, saranno a carico del Governo richiedente, e si regoleranno sulla stessa base stabilita per gli altri ditenuti nello Stato richiesto, salvo quelle maggiori spese, che la qualità e le circostanze delle persone od altri motivi esigessero, le quali spese non meno che le occorse per le copie dei processi saranno rimborsate di sei in sei mesi, a norma delle Tabelle che verranno sul particolare esibite, e si compenseranno fra i due Governi.

XXI. La forza pubblica accorsa, o spedita in traccia dei delinquenti dovrà arrestarsi al confine dei due Stati e non potrà farli inseguire entro il Dominio dell'altro governo, se non se da uno o due individui al più, non armati e muniti di un foglio d'ordine che quale legittimi le loro persone fino al luogo più vicino per farne richiesta alle Magistrature Civili e Militari che ivi si trovano, le quali dovranno adoperarsi subito con ogni mezzo onde scuoprire l'individuo od individui inseguiti, e farli incontanente arrestare. L'individuo così arrestato dovrà esser ditenuto nelle carceri del Dominio dove sarà seguito l'arresto, per lasciar luogo ai Ministeriali concerti che dovranno precedere la consegna.

XXII. La presente Convenzione sarà pubblicata in ambidue gli Stati subito dopo seguito il cambio delle Ratifiche, che avrà luogo in Firenze nel termine di un mese, partendo dal giorno della data di essa, e più presto se è possible, e verrà posta in osservanza

Digitized by Google

che pei delitti anteriori alla medesima, quindici giorni 1836
po la pubblicazione. Essa avrà forza per cinque
ni, e si terrà per rinnovata di quinquennio in quin-
ennio fino a dichiarazione in contrario di uno dei
e Governi.

In fede di che i soprannominati, debitamente au-
rizzati come sopra, hanno firmata la presente, e vi
nno apposto il sigillo delle loro armi.

Firenze il quattordici gennaio mille ottocento tren-
sei.

nte BROGLIA DI MOMBELLO. Conte FOSSOMBRONI.

(*Ratifié par S. A. I. et R. le Grand-Duc de Tos-
ne le* 21, *et par S. M. le Roi de Sardaigne le*
25. *Janvier* 1836.)

Digitized by Google

75.

Traité de Paix, d'Amitié, de Navigation et de Commerce entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la République de Venezuela. Conclu et signé à Caracas le 20. Janvier 1836.

(*Ratifiée à Washington le 20. Juin 1836.*)

(*Acts passed at the first session of the 24 Congress of the United States, Washington, 1836. Appendix p. 4–25.*)

The United States of America and the Republic of Venezuela, desiring to make lasting and firm the friendship and good understanding which happily prevails between both nations, have resolved to fix in a manner clear, distinct, and positive, the rules which shall, in future, be religiously observed between the one and the other, by means of a treaty of friendship, commerce, and navigation. For this most desirable object, the President of the United States of America has conferred full powers on John G. A. Williamson, a citizen of the said States, and their Chargé d'Affaires to the said Republic, and the President of the Republic of Venezuela on Santos Michelena, a citizen of the said Republic, who, after having exchanged their said full powers, in due and power form, have agreed to the following articles:

Art. 1. There shall be a perfect, firm and inviolable peace and sincere friendship between the United States of America and the Republic of Venezuela, in all the extent of their possessions and territories, and between their people and citizens respectively without distinction of persons or places.

Art. 2. The United States of America and the Republic of Venezuela, desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage, mutually, not to grant any particular favor to other nations, in respect of com-

Digitized by Google

75.

Tratado de paz, amistad, comercio r navegacion entre la Republica de Venezuela y los Estados unidos de America.

La Republica de Venezuela y los Estados Unidos le America, deseando hacer duradera y firme la mistad y buena inteligencia que felizmente existe entre ambas potencias, han resuelto fijar de una manera clara, distinta y positiva, las reglas que deben observar eligiosamente en lo venidero, por medio de un tratado le paz, amistad, comercio y navegacion. Con este nuy deseable objecto, el Presidente de la Republica le Venezuela ha conferido plenos poderes á Santos lichelena, ciudadano de la misma, y el Presidente le los Estados Unidos de America a John G. A. Wilamson, ciudadano de dichos Estados y su encargado le negocios cerca de la dicha República; quienes, lespues de haber cangeado sus espresados plenos oderes en debida y buena forma, han convenido en os articulos siguientes:

Art. 1. Habrá una paz perfecta, firme é inviolable amistad sincera, entre la Republica de Venezuela y os Estados Unidos de America, en toda la estension le sus posesiones y territorios, y entre sus pueblos y iudadanos respectivamente, sin distincion de personas i lugares.

Art. 2. La Republica de Venezuela y los Estados e America, deseando vivir en paz y en armonia con is demas naciones de la tierra, por medio de una olitica franca é igualmente amistosa con todas, se bligan mutuamente á no conceder favores particulares otras naciones, con respecto á comercio y navegacion,

Digitized by Google

1836 *merce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional.*

Art. 3. *The two high contracting parties being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree that the citizens of each may frequent all the coasts and countries of the other and reside and trade there in all kinds of produce, manufactures and merchandise, and they shall enjoy all the rights, privileges and exemptions, in navigation and commerce, which native citizens do or shall enjoy, submitting themselves to the laws, decrees and usages there established, to which native citizens are subjected: but it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved by the parties respectively, according to their own separate laws.*

Art. 4. *They likewise agree that whatever kinds of produce, manufactures or merchandise of any foreign country can be from time to time, lawfully imported into the United States in their own vessels, may be also imported in vessels of the Republic of Venezuela; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo shall be levied and collected, whether the importation be made in the vessels of the one country or of the other: and in like manner, that whatever kind of produce, manufactures or merchandise of any foreign country can be, from time to time, lawfully imported into the Republic of Venezuela in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo shall be levied or collected whether the importation be made in vessels of the one country or of the other. And they agree that whatever may be lawfully exported or re-exported from the one country in its own vessels, to any foreign country may, in like manner, be exported or reexported in*

Digitized by Google

que no se hagan immediatamente comunes a una ú 1836
tra, quien gozara de los mismos, libremente, si la
oncesion fuese hecha libremente, ó prestando la misma
ompensacion, si la concesion fuere condicional.

Art. 3. Las dos altas partes contratantes, deseando
ambien establecer el comercio y navegacion de sus
espectivos paises sobre las liberales bases de perfecta
gualdad y reciprocidad, convienen mutuamente en que
os ciudadanos de cada una podran frecuentar todas
as costas y paises de la otra y residir y traficar en
llos con toda clase de producciones, manufacturas y
ercaderias y gozaran de todos los derechos, privile-
ios y exenciones, con respecto á navegacion y comer-
io, de que gozan ó gozaren los ciudadanos naturales,
ometiendose á las leyes, decretos y usos establecidos,
que estan sujetos dichos ciudadanos. Pero debe
ntenderse que este articulo no comprende el comercio
le cabotage de cada uno de los paises, cuya regulacion
ueda reservado á las partes respectivamente, segun
us leyes propias y peculiares.

Art. 4. Igualmente convienen en que cualquiera
lase de producciones, manufacturas ó mercaderias,
e cualquier pais estranjero que puedan ser en cual-
uier tiempo legalmente introducidas en la Republica
e Venezuela en sus propios buques, puedan tambien
er introducidas en la Republica de Venezuela en sus
ropios buques, puedan tambien ser introducidas en
s buques de los Estados Unidos, y que no se im-
ondrán ó cobrarán otros ó mas altos derechos de
nclada, ó por el cargamento, ya sea que la impor-
acion se haga en buques de la una ó de la otra. De
misma manera, cualquiera clase de producciones,
anufacturas ó mercaderias de cualquier pais estran-
ero, que puedan ser en cualquier tiempo legalmente
troducidas en los Estados Unidos en sus propios
uques, podran tambien ser introducidas en los buques
e la Republica de Venezuela; y no se impondran ó
obrarán otros ó mas altos derechos de tonclada ó por
cargamento, ya sea que la importacion se haga en
uques de la una ó de la otra. Y convienen que todo
que pueda ser legalmente esportado o re-esportado
e uno de los dos paises en sus propios buques para

Digitized by Google

1836 *the vessels of the other country. And the sam bounties duties and drawbacks shall be allow and collected, whether such exportation or re portation be made in vessels of the United Sta or of the Republic of Venezuela.*

Art. 5. *For the better understanding of preceding article, and taking into considera the actual state of the commercial marine of Republic of Venezuela, it has been stipula and agreed, that all vessels belonging exclusi to a citizen or citizens of said Republic, and w captain is also a citizen of the same though construction or the crew are or may be foreign, be considered for all the objects of this trea a Venezuelan vessel.*

Art. 6. *No higher or other duties shall be i posed on the importation into the United States any articles, the produce or manufactures of Republic of Venezuela, and no higher or other ties shall be imposed on the importation into Republic of Venezuela of any articles the prod or manufactures of the United States than are shall be payable on the like articles being the p duce or manufactures of any other foreign count nor shall any higher or other duties or charge imposed in either of the two countries, on the portation of any articles to the United State to the Republic of Venezuela, respectively, t such as are payable on the exportation of the articles to any other foreign country; nor s any prohibion be imposed on the exportation or portation of any articles the produce or manuf tures of the United States or of the Republic Venezuela, to or from the territories of the Uni States, or to or from the territories of the Re blic of Venezuela, which shall not equally exte to all other nations.*

Art. 7. *It is likewise agreed that it shall wholly free for all merchants, commanders of shi and other citizens of both countries, to mana themselves their own business, in all the ports an places subject to the jurisdiction of each other well with respect to the consignment and sale*

Digitized by Google

un pais estrangero, pueda de la misma manera ser esportado en los buques del otro. Y los mismos derechos, premios ó descuentos se concederan y cobrarán, sea que la esportacion ó re-esportacion se haga en los buques de la Republica de Venezuela ó en los de los Estados Unidos. 1836

Art. 5. Para cabal inteligencia del articulo precedente, y en consideracion al estado de la marina comercial de la Republica de Venezuela, se ha estipulado y convenido que todo buque perteneciente esclusivamente á ciudadano ó ciudadanos de dicha Republica, y cuye capitan sea tambien ciudadano de ella, aunque su construccion y tripulacion sean estrangeras, sera considerado para todos los efectos de este tratado, como buque Venezolano.

Art. 6. No se impondrán otros ó mas altos derechos a la importacion en la Republica de Venezuela de cualquier articulo, produccion ó manufactura de los Estados Unidos, ni se impondrán otros ó mas altos derechos a la importacion de cualquier articulo, produccion o manufactura de la Republica de Venezuela, en los Estados Unidos, que los que se paguen ó pagaren por iguales articulos, produccion ó manufactura de cualquier pais estrangero; ni se impondrán otros ó mas altos derechos ó impuestos en cualquira de los dos paises, a la esportacion de cualesquiera articulos para la Republica de Venezuela, ó para los Estados Unidos respectivamente, que los que se paguen ó pagaren á la esportacion de iguales articulos para cualquier otro pais estrangero; ni se prohibir la importacion ó esportacion en los territorios ó de los territorios de la Republica de Venezuela y de los Estados Unidos de cualesquira articulos, produccion ó manufactura de la una ó de la otra, a menos que esta prohibicion sea igualmente estensiva á todas las otras naciones.

Art. 7. Se conviene ademas, que sera enteramente libre y permitido a los comerciantes, comandantes de buques, y otros ciudadanos de ambos paises, el manejar sus negocios por si mismos en todos los puertos y lugares sujetos a la jurisdiccion de uno u otro, asi respecto de las consignaciones y ventas por mayor y

Digitized by Google

1836 *their goods and merchandise by wholesale or retail as with respect to the loading unloading and sending off their ships they being in all these cases to be treated as citizens of the country in which they reside, or at least, to be placed on a footing with the subjects or citizens of the most favored nation.*

Art. 8. *The citizens of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, merchandises, or effects, for any military expedition, nor for any public or privati purpose whatever, without allowing to those interested a sufficient indemnification.*

Art. 9. *Whenever the citizens of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, posts or dominions of the other with their vessels, whether merchant or of war, public or private, through stress of weather, pursuit of pirates or enemies they shall be received and treated with humanity; giving to them all favor and protection for repairing their ships, procuring provisions and placing themselves in a situation to continue their voyage, without obstacle or hindrance of any kind.*

Art. 10. *All the ships, merchandise and the effects belonging to the citizens of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction or on the high seas, and may be carried or found in the rivers, roads, bays, ports, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners, they proving, in due and proper form, their rights before the competent tribunals; it being well understood, that the claim should be made within the term of one year, by the parties themselves, their attorneys, or agents of their respective Governments.*

Art. 11. *When any vessel belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be wrecked, foundered, or shall suffer any damage on the coasts or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation where the*

Digitized by Google

enor de sus efectos y mercaderias, como de la carga 1836
despacho de sus buques, debiendo en todos estos
sos, ser tratados como ciudadanos del pais en que
sidan, o al menos puestos sobre un pie igual con
s subditos o ciudadanos de las naciones mas fa-
recidas.

Art. 8. Los ciudadanos de una ú otra parte no
drán ser embargados ni detenidos con sus embar-
aciones, tripulaciones, mercaderias y efectos comer-
ales de su pertenencia, para alguna expedicion militar,
os publicos ò particulares, cualesquiera que sean,
n conceder à los interesados una suficiente indemni-
acion.

Art. 9. Siempre que los ciudadanos de alguna de
s partes contratantes se vieren precisado buscar re-
gio ó asilo en los rios, bahias, puertos ó dominio
e la otra con sus buques, ya sean mercantes o de
uerra, publicos o particulares, por mal tiempo, per-
ecucion de piratas ó enemigos, serán recibidos y
atados con humanidad, dandoles todo favor y pro-
eccion para reparar sus buques, procurar viveres, y
onerse en situacion de continuar su viage, sin obsta-
ulo o estorbo de ningun genero.

Art. 10. Todos los buques, mercaderias y efectos
ertenecientes á los ciudadanos de una de las partes
ontratantes, que sean apresados por piratas, bien sea
entro de los limites de su jurisdiccion ó en alta mar,
fueren llevados ó hallados en los rios, radas, bahias,
uertos ó dominios de la otra, seran entregados a sus
ueños, probando estos, en la forma propia y debida,
us derechos ante los tribuales competentes; bien
ntendido que el reclamo ha de hacerse dentro del
rmino de un año, por las mismas partes, sus apo-
oratos, ó agentes de los respectivos Gobiernos.

Art. 11. Cuando algun buque perteneciente a los
iudadanos de alguna de las partes contratantes, nau-
ague, en calle; ó sufra alguna averia en las costas
dentro de los dominios de la otra, se les dará toda
yuda y proteccion, del mismo modo que es uso y
ostúmbre con los buques de la nacion en donde suceda
a averia permitiendoles descargar el dicho buque, si

Digitized by Google

1836 *damage happens, permitting them to unload the said vessel, if necessary, of its merchandise and effects, without exacting for it any duty, impost, or contribution whatever until they may be exported, unless they be destined for consumption.*

Art. 12. *The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament or otherwise, and their representatives, being citizens of the other party shall succeed to their said personal goods, whether by testament or ab intestato, and they may take possession thereof either by themselves or others acting for them and dispose of the same at their will, paying such duties only as the inhabitants of the country wherein the said goods are, shall be subject to pay in like cases. And if in the case of real estate, the said heirs would be prevented from entering into the possession of the inheritance on account of their character of aliens, there shall be granted to them the term of three years, to dispose of the same as they may think proper, and to withdraw the proceeds without molestation, nor any other charges than those which are imposed by the laws of the country.*

Art. 13. *Both the contracting parties promise and engage, formally, to give their special protection to the persons and property of the citizens of each other, of all occupations, who may be in the territories subject to the jurisdiction of the one or the other transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice, for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary with the natives or citizens of the country in which they may be; for which they may employ in defence of their rights, such advocates, solicitors, notaries, agents and factors as they may judge proper in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the decisions and sentences of the tribunals, in all cases wich may concern them; and likewise at the taking of all examinations and evidence which may be exhibited on the said trials.*

Digitized by Google

iere necesario, de sus mercaderias y efectos, sin 1836
)brar por esto, hasta que sean esportados, ningun
erecho, impuesto ó contribucion, a menos que se
estinen al consumo.

Art. 12. Los ciudadanos de cada una de las partes
ontratantes tendrán pleno poder para disponer de sus
ienes personales dentra de la jurisdiccion de la otra,
or venta, donacion, testamento, ó de otro modo y
is representantes, siendo ciudadanos de la otra parte,
icederán á sus dichos bienes personales, ya sea por
estamento o ab intestato, y podran tomar posesion
e ellos, ya sea por si mismos ó por otros que obren
or ellos, y disponer de los mismos segun su voluntad;
agando aquellas cargas solamente que los habitantes
el pais en donde estan los referidos bienes, estuvieren
ujetos a pagar en iguales casos. Y si en el caso de
ienes raices los dichos herederos fuesen impedidos
le entrar en la posesion de la herencia por razon de
u caracter de estrangeros, se les dara el termino de
res años para disponer de ella como juzguen conve-
iente, y para estraer su producto sin molestia, ni
tros impuestos que los establecidos por las leyes
el pais.

Art. 13. Ambas partes contratantes se comprometen
obligan formalmente á dar su proteccion especial a
is personas y propiedades de los ciudadanos de cada
na reciprocamente, transeuntes ó habitantes, de todas
cupaciones, en los territorios sujetos a la jurisdiccion
e una y otra, dejandoles abiertos y libres los tribu-
ales de justicia para sus recursos judiciales, en los
ismos terminos que son de uso y costumbre para
os naturales o ciudadanos del pais en que residan;
ara lo cual, podran emplear en defensa de sus derechos,
quellos abogados, procuradores, escribanos, agentes
factores, que juzguen conveniente en todos sus asuntes
litijios; y dichos ciudadanos ó agentes tendrán la
ibre facultad de estar presentes en las decisiones y
entencias de los tribunales, en todos los casos que
onciernan a aquellos, como igualmente al tomar todos
os examenes y declaraciones que se ofrezcan en los
ichos litijios.

Digitized by Google

1836 *Art.* 14. *The citizens of the United States residing in the territories of the Republic of Venezuela, shall enjoy the most perfect and entire security of conscience, without being annoyed, prevented or disturbed on account of their religious belief. Neither shall they be annoyed, molested or disturbed in the proper exercise of their religion in private houses, or in the chapels or places of worship appointed for that purpose with the decorum due to divine worship, and with due respect to the laws, usages, and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury the citizens of the United States who may die in the territories of the Republic of Venezuela, in convenient and adequate places, to be appointed and established by themselves, for that purpose, with the knowledge of the local authorities, or in such other places of sepulture as may be chosen by the friends of the deceased; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed, in any wise, nor upon any account. In like manner, the citizens of Venezuela shall enjoy within the Government and territories of the United States, a perfect and unrestrained liberty of conscience and of exercising their religion publicly or privately, within their own dwelling-houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the laws, usages, and customs of the United States.*

Art. 15. *It shall be lawful for the citizens of the United States of America and of the Republic of Venezuela, to sail with their ships, with all manner of liberty and security, no distinction being made who are the merchandises laden thereon, from any port, to the places of those who now are, or hereafter shall be at enmity with either of the contracting parties. It shall, likewise, be lawful for the citizens aforesaid to sail with their ships and merchandises before mentioned and to trade with the same liberty and security from the places, ports and havens of those who are enemies of both or either party, without any opposition or disturbance whatsoever, not only directly from the places of the enemy before mentioned to neutral places, but*

Digitized by Google

Art. 14. Los ciudadanos de la Republica de Vene- 1836
ela residentes en los territorios de los Estados Unidos,
zarán una perfecta é ilimitada libertad de conciencia,
ser molestados, inquietados ni perturbados por su
encia religiosa. Ni serán molestados, inquietados
perturbados en el ejercicio de su religion en casas
vadas, en las capillas ó lugares de adoracion de-
nados al efecto, con el decoro debido á la divinidad,
respeto a las leyes, usos y costumbres del pais.
mbien tendrán libertad para enterrar los ciudadanos
Venezuela que mueran en los territorios de los
tados Unidos, en los lugares convenientes y adecua-
s, designados y establecidos por ellos con acuerdo
las autoridades locales, o en los lugares de sepul-
a que elijan los amijos de los muertos; y los fune-
es y sepulcros no serán trastornados de modo alguno
por ningun motivo. De la misma manera los ciuda-
nos de los Estados Unidos gozaran en los territorios
la Republica de Venezuela perfecta e ilimitada
ertad de conciencia, y ejerceran su religion publica
privadamente en sus mismas habitaciones, ó en las
pillas y lugares de adoracion designados al efecto,
conformidad con las leyes, usos y costumbres de
Republica de Venezuela.

Art. 15. Será lícito á los ciudadanos de la Republica
Venezuela y de los Estados Unidos de America,
egar con sus buques, con toda seguridad y libertad
cualquier puerto a las plazas o lugares de lo que
n ó fueren en adelante enemigos de cualquiera de
dos partes contratantes, sin hacerse distincion de
ienes son los dueños de las mercancias cargadas en
os. Sera igualmente licito á los referidos ciudadanos,
vegar con sus buques y mercaderias mencionadas y
ficar con la misma libertad y seguridad, de los
gares, puertos y ensenadas de los enemigos de
bas partes, o de alguna de ellas, sin ninguna opo-
cion ó disturbio cualquiera, no solo directamente de
s lugares del enemigo arriba mencionados a lugares
utros, sino tambien de un lugar perteneciente á un

Digitized by Google

1836 *also from one place, belonging to an enemy*
another place, belonging to an enemy, wh
they be under the jurisdiction of one powe
under several. And it is hereby stipul
that free ships shall also give freedom to g
and that every thing shall be deemed free
exempt, which shall be found on board the
belonging to the citizens of either of the con
ting parties, although the whole lading, or any
thereof should appertain to the enemies of e
contraband goods being always excepted. It is
agreed, in like manner, that the same liberty
be extended to persons who are on board
ship, with this effect, that, although they
enemies to both, or either party, they ar
be taken out of that free ship, unless
officers or soldiers and in the actual servi
enemies. Provided, however and it is hereby
that the stipulations in this article contain
claring that the flag shall cover the property
be understood as applying to those powers only
recognise this principle; but if either of the
contracting parties shall be at war with a t
and the other neutral, the flag of the neutral
cover the property of enemies whose governm
acknowledge this principle, and not of others.

Art. 16. *It is likewise agreed that, in the*
where the neutral flag of one of the contra
parties shall protect the property of the en
of the other, by virtue of the above stipulat
it shall always be understood that the neutral
perty found on board such enemy's vessels,
be held and considered as enemy's property,
as such, shall be liable to detention and confi
tion; except such property as was put on b
such vessel before the declaration of war, or
afterwards, if it were done without the knowl
of it: but the contracting parties agree, that
months having elapsed after the declaration, t
citizens shall not plead ignorance thereof. On
contrary, if the flag of the neutral does not p
tect the enemys property, in that case, the go
and merchandises of the neutral, embarked in a
enemys ship shall be free.

Digitized by Google

emigo, á otro enemigo, ya sea que esten bajo la 1836
isdiccion de una potencia, ó bajo la de diversas.
queda aqui estipulado, que los buques libres dan
nbien libertad a las mercaderías, y que se ha de
nsiderar libre y esento, todo lo que se hallare á
rdo de los buques pertenecientes à los ciudadanos
cualquiera de las partes contratantes, aunque toda
carga ó parte de ella pertenezca á enemigos de
a ú otra, esceptuando siempre articulos de contra-
ndo de guerra. Se conviene tambien del mismo
odo, en que la misma libertad se estienda á las
rsonas que se encuentren á bordo de buques libres,
n el fin de que aunque dichas personas sean enemigos
ambas partes ó de alguna de ellas, no deban ser
traidos de los buques libres a menos que sean ofi-
les ó soldados en actual servicio de los enemigos:
condicion no obstante, y se conviene aqui en esto,
e las estipulationes contenidas en el presente articulo
eclarando que el pabellon cubre la propiedad, se
ntenderán aplicables solamente á aquellas potencias
e reconocen este principio; pero si alguna de las
s partes contratantes estuviere en querra con una
rcera, y la otra permaneciese neutral, la bandera de
neutral cubrirá la propiedad de los enemigos cayos
obiernos reconocen este principio, y no de otros.

Art. 16. Se conviene igualmente que en caso de
e la bandera neutral de una de las partes contra-
ntes, proteja las propiedades de los enemigos de la
ra, en virtud de lo estipulado arriba, deberá siempre
ntenderse, que las propiedades neutrales encontradas
bordo de tales buques enemigos, han de tenerse y
nsiderarse como propiedades enemigas, y como tales
tarán sujetas a detencion y confiscacion; esceptuando
lamente aquellas propiedades que hubiesen sido puestas
bordo de tales buques antes de la declaracion de la
erra, y aun despues, si hubiesen sido embarcadas
dichos buques sin tener noticia de la guerra: y se
nviene que pasados dos meses despues de la decla-
cion, los ciudadanos de una y otra parte no podrán
egar que la ignoraban. Por el contrario, si la
ndera neutral no protegiese las propiedades enemi-
as, entonces seran libres los efectos y mercaderias
e la parte neutral embarcadas en buques enemigos.

Digitized by Google

1836 *Art.* 17. *This liberty of navigation and co*
merce shall extend to all kinds of merchandise
cepting those only which are distinguished by
name of contraband; and under this name of
traband or prohibited goods shall be comprehen

1*st. Cannons, mortars, howizers, swivels, b*
derbusses, muskets, fusees, rifles, carbines, p
pikes swords, sabres, lances, spears, halberd
grenades, bombs, powder, matches, balls, a
other things belonging to the use of these ar

2*d. Bucklers, helmets, breast plates, co*
mail, infantry-belts, and clothes made up
form and for a military use,

3*d. Cavalry-belts, and horses with their*
niture.

4*th. And generally all kinds of arms*
struments of iron, steel, brass and copper, or
other materials, manufactured, prepared, an
med expressly to make war by sea or land.

Art. 18. *All other merchandises and thi*
not comprehended in the articles of contraband
plicitly enumerated and classified as above,
be held and considered as free, and subject
free and lawful commerce so that they may be
ried and transported in the freest manner, by
citizens of both the contracting parties, eve
places belonging to an enemy; excepting, only
places which are at that time besieged or blo
ded; and to avoid all doubt in this particular
declared, that those places only are besieged
blockaded, which are actually attacked by a b
gerant force capable of preventing the entry
the neutral.

Art. 19. *The articles of contraband before e*
merated and classified, which may be found
vessel bound for an enemy's port shall be subj
to detention and confiscation, leaving free the rest
the cargo and the ship, that the owners may disp
of them as they see proper. No vessel of the
ther of the two nations shall be detained on t
high seas on account of having on board artic
of contraband, whenever the master, captain
supercargo of said vessel will deliver up the ar

Digitized by Google

Art. 17. Esta libertad de navegacion y comercio 1836
estenderá á todo genero de mercaderias, esceptuando
uellas solamente que se distinguen con el nombre de
ntrabando; y bajo este nombre de contrabando ó
ictos prohibidos, se comprenderan:

1o. Cañones, morteros, obuces, pedreros, trabucos,
osquetes, fusiles, rifles, carabinas, pistolas, picas,
padas, sables, lanzas, chuzos, alabardas y granadas,
mbas, pólvora, mechas, balas, con las demas cosas
rrespondientes al uso de estas armas.

2o. Escudos, carquetes, corazas, cotas de malla,
rnituras, y vestidos hechos en forma y á usanza
litar.

3o. Bandoleras y caballos, junto con sus armas y
reses.

4o. Y generalmente, toda especie de armas é
trumentos de hierro, acero, bronce, cobre, y otras
terias cualesquiera, manufacturadas, preparadas y
rmadas espresamente para hacer la guerra por mar
tierra.

Art. 18. Todas las demas mercaderias y efectos
comprendidos en los articulos de contrabando espli-
amente enumerados y clasificados en el articulo an-
ior, serán tenidos y reputados por libres, y de
lo y libre comercio, de modo que ellos puedan ser
nsportados y llevados de la manera mas libre por
ciudadanos de ambas partes contratantes, aun á
lugares pertenecientes a un enemigo de una otra,
ceptuando solamente aquellos lugares ó plazas que
tan al mismo tiempo sitiadas ó bloqueadas, y para
itar toda duda en el particular, se declaran sitiadas
bloqueadas aquellas plazas que en la actualidad
tuviesen atacadas por una fuerza de un beligerante
paz de impedir la entrada del neutral.

Art. 19. Los articulos de contrabando antes enu-
erados y clasificados, que se hallen en un buque
stinado a puerto enemigo, estarán sujetos a deten-
n y confiscacion, dejando libre el resto del carga-
nto y el buque para que los duennos puedan disponer
ellos como lo crean conveniente. Ningun buque
cualquiera de las dos naciones, será detenido por
ner a bordo articulos de contrabando, siempre que
maestre, capitan ó sobrecargo de dicho buque,
iera entregar los articulos de contrabando al apresa-

Digitized by Google

1836 *cles of contraband to the captor, unless the quanti*
of such articles be so great, or of so large a bul
that they cannot be received on board the capturin
ship without great inconvenience; but in this, an
in all other cases of just detention, the vessel d
tained shall be sent to the nearest convenient a
safe port for trial and judgment according to la

Art. 20. *And whereas it frequently happe*
that vessels sail for a port or places belonging
an enemy without knowing that the same is be
ged, blockaded or invested, it is agreed that eve
vessel so circumstanced may be turned away fr
such port or place, but shall not be detained,
shall any part of her cargo, if not contraband,
confiscated; unless, after warning of such bloc
or investment from any officer commanding
sel of the blockading forces, they shall again
tempt to enter; but she shall be permitted to g
any other port or place she shall think proper.
shall any vessel of either, that may have ente
into such port before the same was actually be
ged, blockaded or invested by the other, be restr
ned from quitting such place with her cargo;
if found therein after the reduction and surren
shall such vessel or her cargo be liable to con
cation, but they shall be restored to the own
thereof.

Art. 21. *In order to prevent all kind of disc*
der in the visiting and examination of the sh
and cargoes of both the contracting parties,
the high seas, they have agreed, mutually t
whenever a vessel of war, public or private shall m
with a neutral of the other contracting party,
first shall remain out of cannon shot, and m
send its boats with two or three men only in
der to execute the said examination of the pap
concerning the ownership and cargo of the ves
without causing the least extortion, violence; or i
treatment, for which the commanders of the s
armed ships shall be responsible, with their perso
and property for which purpose the commande
of the said private armed vessels shall, before
ceiving their commissions, give sufficient securi
to answer for all the damages they may commi

Digitized by Google

or, a menos que la cantidad de estos articulos sea 1836
n grande y de tanto volúmen que no puedan ser
cibidos a bordo del buque apresador sin grandes
convenientes; pero en este, como en todos los otros
sos de justa detencion, el buque detenido sera enviado
puerto mas inmediato, comodo y seguro, para ser
zgado y sentenciado conforme a las leyes.

Art. 20. Y por cuanto frecuentemente sucede que
s buques navegan para un puerto ó lugar pertene-
ente a un enemigo, sin saber que aquel esté sitiado,
oqueado ó investido, se conviene en que todo buque
n estas circumstancias se pueda hacer volver de dicho
erto ó lugar, pero no sera detenido ni confiscado
rte alguna de su cargamento, no siendo contrabando;
menos que despues de la intimacion de semejante
oqueo ó ataque por cualquier comandante de un
que de las fuerzas bloqueadoras, intentase otra vez
trar; pero le será permitido ir a cualquier otro
erto o lugar que juzgue conveniente. Ni ningun
que de una de las partes que haya entrado en
mejante puerto o lugar, antes que estuviese sitiado,
oqueado o envestido por la otra, será impedido de
jar el tal lugar con su cargamento, ni si fuere hal-
do alli despues de la rendicion y entrega de semejante
gar, estará el tal buque o su cargamento sujeto á
nfiscacion, sino que serán restituidos a sus dueños.

Art. 21. Para evitar todo genero de desorden en
visita y ecsamen de los buques y cargamentos de
bas partes contratantes en alta mar, han convenido
tuamente, que siempre que un buque de guerra
blico ó particular se encontrase con un neutral de
otra parte contratante, el primero permanecerá fuero
tiro de cañon, y podrá mandar su bote con dos o
s hombres solamente, para ejecutar el dicho ecsamen
los papeles concernientes á la propiedad y carga
l buque, sin ocasionar la menor estorcion, violencia
mal tratamiento, por lo que los comandantes de
chos buques armados serán responsables con sus
rsonas y bienes; a cuyo efecto los comandantes de
ques armados, por cuenta de particulares, estarán
ligados antes de entregarseles sus comisiones ó pa-
ntes, a dar fianza suficiente para responder de los
rjuicios que causen. Y se ha convenido espresa-

Digitized by Google

1826 *and it is expressly agreed that the neutral party shall, in no case, be required to go on board the examining vessel for the purpose of exhibiting his papers, or for any other purpose whatever.*

Art. 22. *To avoid all kind of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens of the two contracting parties, they have agreed and do agree, that in case one of them should be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens of the other must be furnished with sea-letters, or passports, expressing the name, property, and bulk of the ships, as also the name and place of habitation of the master and commander of said vessel, in order that it may hereby appear that said ship truly belongs to the citizens of one of the parties; they have likewise agreed that such ships being laden, besides the said sea-letters or passports shall also be provided with certificates, containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed, so that it may be known whether any forbidden or contraband goods be on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form without such requisites, said vessels may be detained, to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared legal prize unless the said defect shall be proved to be owing to accident, and satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.*

Art. 23. *It is further agreed, that the stipulations above expressed relative to the visiting and examination of vessels, shall apply only to those which sail without convoy, and when said vessels shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries; and when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.*

Art. 24. *It is further agreed, that in all cases, the established courts for prize causes, in the country to which the prizes may be conducted shall alone take cognizance of them; and whene*

Digitized by Google

nente, que en ningun caso se ecsigirá á la parte 1836
eutral que vaya ábordo del buque ecsaminados con
l fin de ecsibir sus papeles ó para cualquior otro
bjecto, sea el que fuere.

Art. 22. Para evitar toda clase de vejamen y abuso
n el examen, de los papeles relativos á la propiedad
e los buques pertenecientes á los ciudadanos de las
los partes contratantes, han convenido y convienen
ue en caso de que una de ellas estuviere en guerra,
os buques y bajeles pertenecientes a los ciudadanos de
a otra, serán provistos con letras de mar o pasaportes,
spresando el nombre, propiedad y tamaño del buque,
omo tambien el nombre y lugar de la residencia del
aestre ó comandante, a fin de que se vea que el
nque real y verdaderamente pertenece á los ciudadanos
e una de las partes; y han convenido igualmente,
ue estando cargados los espresados buques, ademas
e las letras de mar o pasaportes, estarán tambien
rovistos de certificados, que contengan los por menores
el cargamento y el lugar de donde salió el buque,
ara que asi pueda saberse si hay á su bordo algunos
fectos prohibidos o de contrabando, cuyos certificados
erán hechos por los oficiales del lugar de la proce-
encia del buque en la forma acostumbrada; sin tales
equisitos el dicho buque puede ser detenido, para
er juzgado por el tribunal competente, y puede ser
eclarado buena presa á menos que prueben que la
lta emana de accidente y satisfagan ó suplan el de-
cto con testimonias enteramente equivalentes.

Art. 23. Se ha convenido ademas que las estipula-
ones anteriores relativas al ecsamen y visita de buques,
aplicaràn solamente a los que navegan sin convoy
cuando los dichos buques estuviesen bajo de convoy,
ra bastante la declaracion verbal del comandante del
nvoy, bajo su palabra de honor de que los buques
le estan bajo su proteccion pertenecen á la nation
ya bandere llevan; y cuando se dirijen a un puerto
emigo, que dichos buques no tienen a su bordo
ticulos de contrabando de guerra.

Art. 24. Se ha convenido ademas que en todos los
sos que ocurran, solo los tribunales establecidos para
usas de presas en el pais a que las presas sean
nducidas, tomarán conocimiento de ellas. Y siempre

Digitized by Google

1836 *ver such tribunals, of either party shall pronounce judgment against any vessel, or goods, or property claimed by the citizens of the other party, the sentence or decree shall mention the reason or motives on which the same shall have been founded, and an authenticated copy of the sentence or decree and of all the proceedings in the case, shall, if demanded be delivered to the commander or agent of said vessel without any delay, he paying the legal fees for the same.*

Art. 25. *Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another State, no citizen of the other contracting party shall accept a commission or letter of marque for the purpose of assisting or co-operating hostilely with the said enemy, against the said party in war, under the pain of being considered as a pirate.*

Art. 26. *If, by any fatality, which cannot be expected and which God forbid, the two contracting parties should be engaged in a war with each other, they have agreed, and do agree, now for then, that there shall be allowed the term of six months to the merchants, residing on the coast and in the ports of each other and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business, and transport their effects wherever they please, giving to them the safe-conducts necessary for it, which may serve as a sufficient protection until they arrive at the designated ports. The citizens of all other occupations, who may be established in the territories or dominions of the United States and the Republic of Venezuela shall be respected and maintained in the full enjoyment of their personal liberty and property, unless their particular conduct shall cause them to forfeit this protection, which in consideration of humanity the contracting parties engage to give them.*

Art. 27. *Neither the debts due from individuals of the one nation to the individuals of the other, nor shares, nor moneys which they may have in public funds, nor in public or private banks, shall ever, in any event of war or of national difference, be sequestered or confiscated.*

Art. 28. *Both the contracting parties being de-*

Digitized by Google

le semejante tribunal de cualquiera de las partes, 1836
onunciase sentencia contra algun buque, ó efectos ó
opiedad reclamada por los ciudadanos de la otra
rte, la sentencia o decreto hara mencion de las
zones ó motivos en que aquella se haya fundado, y
entregará sin demora alguna al comandante ó agente
dicho buque, si lo solicitase, un testimonio autentico
la sentencia o decreto, o de todo el proceso,
gando per el los derechos legales.

Art. 25. Siempre que una de las partes contratantes
tuviere empeñada en guerra con otro estado, ningun
dadano de la otra parte contratante aceptará una
nision ó letra de marca para el objeto de ayudar ó
operar hostilmente con el dicho enemigo contra la
cha parte que esté asi en guerra, bajo la pena de
r tratade como pirata.

Art. 26. Si por alguna fatalidad que no puede
parse, y que Dios no permita, las dos partes con-
tantes se viesen empeñadas en guerra una con otra,
n convenido y convienen de ahora para entonces,
e se concederá el termino de seis meses á los
mercianles residentes en las costas y en los puertos
entrambas, y el termino de un año á los que habitan
el interior, para arreglar sus negocios y transportar
s efectos á donde queran, dandoles el salvo conducto
cesario para ello, que les sirva de suficiente protec-
on hasta que lleguen al puerto que designen. Los
dadanos de otras ocupaciones que se hallen estable-
dos en los territorios y dominios de la Republica de
nezuela, ó de los Estados Unidos, serán respetados
mantenidos en el pleno gozo de su libertad personal
propiedad, á menos que su conducta particular les
ga perder esta proteccion, que en consideracion á
humanidad, las partes contratantes se comprometen
prestarles.

Art. 27. Ni las deudas contraidas por los individuos
una nacion con los individuos de la otra, ni las
ciones ó dineros que puedan tener en los fondos
blicos ó en los bancos publicos ó privados, serán
nas secuestrados ó confiscados en ningun caso de
terra ó de diferencia nacional.

Art. 28. Deseando ambas partes contratantes evitar

Digitized by Google

1836 *sirous of avoiding all inequality in relation to th public communications and official intercourse, h agreed, and do agree, to grant to the envoys, nistres and other public agents, the same fa immunities and exemptions, which those of most favored nation do, or shall enjoy: it b understood that whatever favors, immunitie privileges, the United States of America or Republic of Venezuela may find it proper to to the ministers and other public agents of other power, shall by the same act, be extend those of each of the contracting parties.*

Art. 29. *To make more effectual the p tion which the United States and the Re Venezuela shall afford in future to the na and commerce of the citizens of each oth agree to receive and admit consuls and v suls in all the ports open to foreign co who shall enjoy in them all the rights, pre ves, and immunities, of the consuls and vice- suls of the most favored nation; each contra party, however, remaining at liberty to except t ports and places in which the admission and sidence of such consul and vice-consuls may seem convenient.*

Art. 30. *In order that the consuls and consuls of the two contracting parties may the rights, prerogatives and immunities which long to them by their public character, they s before entering on the exercise of their functi exhibit their commission or patent in due form the Government to which they are accredited, having, obtained their exequatur, they shall be and considered as such by all the authorities, gistrates and inhabitans in the consular distr in which they reside.*

Art. 31. *It is likewise agreed that the consu their secretaries officers and persons attached the service of consuls they not being citizens the country in which the consul resides, shall exempted from all kinds of, taxes imposts and co tributions, except those which they shall be obl ged to pay on account of commerce or their pr perty, to which the citizens and inhabitants, nati*

Digitized by Google

da diferencia relativa á etiqueta en sus comunica- 1836.
ones y correspondencia diplomaticas, han convenido
i mismo, y convienen en conceder a sus enviados y
inistros y otros agentes diplomaticas, los mismos
vores, inmunidades y esenciones de que gozan o
ozaren en lo venidero los de las naciones mas favore-
das; bien entendido, que cualquier favor, inmunidad
privilegio que la Republica de Venezuela o los
stados Unidos de America tengan por conveniente
spensar a los enviados, ministros y agentes diploma-
cos de otras potencias, se haga por el mismo hecho
tensivo a los de una y otra de las partes contratantes.

Art. 29. Para hacer mas efectiva la proteccion que
Republica de Venezuela y los Estados Unidos darán
adelante a la navegacion y comercio de los ciuda-
nos de una y otra, se convienen en recibir y admitir
nsules y vice-consules en todos los puertos abiertos
comercio estrangero, quienes gozarán en ellos de
dos los derechos, prerogativas é inmunidades de los
nsules y vice-consules de la nacion mas favorecida;
edando no obstante en libertad cada parte contra-
nte, para exceptuar aquellos puertos y lugares en
ue la admision y residencia de semejantes consules y
ce-consules no parezca conveniente.

Art. 30. Para que los consules y vice-consules de
s dos partes contratantes puedan gozar de los derechos
rerogativas é inmunidades que les correspondan por
caracter publico, antes de entrar en el ejercicio de
s functiones, presentarán su comision o patente, en
forma debida, al Gobierno con quien esten acredi-
dos, y habiendo el exequator, serán tenidos y con-
derados como tales por todas las autoridades, ma-
istrados y habitantes del distrito consular en que
sidan.

Art. 31. Se ha convenido igualmente que los con-
les, sus secretarios, oficiales y personas agregadas
servicio de los consulados (no siendo estas personas
iudadanos del pais en que el consul reside,) estarán
xentos de toda especie de pechos, impuestos y con-
ibuciones, esceptuando aquellos que esten obligados
pagar por razon de comercio ó propiedad, y á los
uales estan sujetos los ciudadanos y habitantes naturales

Digitized by Google

1836 *and foreign of the country in which they reside are subject, being in every thing besides, subject to the laws of the respective States. The archives and papers of the consulates shall be respected inviolably, and under no pretext whatever, shall any magistrate seize or in any way interfere with them.*

Art. 32. *The said consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country for the arrest, detention and custody, of deserters from the public and private vessels of their country, and for that purpose, they shall address themselves to the courts, judges and officers competent, and shall demand the said deserters in writing; proving by an exhibition of the registers of the vessels or ship's roll, or other public documents, that those men were part of the said crews, and on this demand so proved (saving, however, where the contrary is proved) the delivery shall not be refused. Such deserters when arrested shall be put at the disposal of said consuls, and may be put in the public prisons, at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall be no more arrested for the same cause.*

Art. 33. *For the purpose of more effectually protecting their commerce and navigation, the two contracting parties do hereby agree, as soon hereafter as circumstances will permit them, to form a consular convention, which shall declare especially the powers and immunities of the consuls and vice-consuls of the respective parties.*

Art. 34. *The United States of America and the Republic of Venezuela, desiring to make as durable as circumstances will permit the relations which are to be established between the two parties by virtue of this treaty of peace, amity, commerce and navigation, have declared solemnly, and do agree, to the following points:*

1*st. The present treaty shall remain in full force and virtue for the term of twelve years, to be counted from the day of the exchange of the ra-*

Digitized by Google

estrangeros del pais en que residen, quedando en 1836
do lo demas sujetos a las leyes de los respectivos
tados. Los archivos y papeles de los consulados
ran respetados inviolablemente, y bajo ningun pretesto
s ocupará magistrado alguno, ni tendrá con ellos
nguna intervencion.

Art. 32. Los dichos consules tendrán poder de
querir el auxilo de las autoridades locales para la
ision, detencion y custodia de los desertores de los
ques publicos y particulares, de su pais, y para
ste objeto dirijiran a los tribunales, jueces y oficiales
mpetentes, y pedirán los dichos desertores por escrito,
robando por una presentacion de los registros de los
ques, rol de equipage ú otros documentos publicos,
e aquellos hombres, eran parte de las dichas tripu-
ciones, y á esta demanda asi probada (menos, no
stante, cuando se probase lo contario) no se recu-
rá la entrega. Semejantes desertores luego que sean
estados, se pondrán á disposicion de los dichos
nsules, y pueden ser depositados en las prisiones
blicas, á solicitad y espensas de los que los reclamen,
ra ser enviados a los buques a que correspondan ó
otros de la misma nacion. Pero si no fuéren man-
dos dentro de dos meses contados desde el dia de
l arresto, serán puestos en libertad, y no volveran
ser presos por la misma causa.

Art. 33. Para proteger mas efectivamente su comer-
o y navegacion, las dos partes contratantes se con-
enen en formar luego que las circunstancias lo per-
itan, una convencion consular, que declare mas
pecialmente los poderes é inmunidades de los con-
les y vice-consules de las partes respectivas.

Art. 34. La Republica de Venezuela y los Estados
nidos de America, deseando hacer tan duraderas y
mes como las circumstancias lo permitan, las rela-
ones que han de establecerse entre las dos potencias
virtud del presente tratado de paz, amistad, nave-
icion y comercio, han declarado solemnemente, y
nvienen en los puntos siguentes:

1o. El presente tratado permanecerá en su fuerza
vigor por el termino de doce años, contados desde
dia del cange de las ratificationes, y ademas hasta

Digitized by Google

1836 *tifications and further, until the end of one year after either of the contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other at the end of said term of twelve years; and it is hereby agreed between them that on the expiration of one year after such notice shall have been received by either from the other party, this treaty in all its parts relative to commerce and navigation, shall altogether cease and determine, and in all those parts which relate to peace and friendship, it shall be perpetually and permanently binding on both powers.*

2d. If any one or more of the citizens of either party shall infringe any of the articles of this treaty, such citizen shall be held personally responsible for the same, and harmony and good correspondence between the two nations shall not be interrupted thereby each party engaging in no way to protect the offender, or sanction such violation.

3d. If (what indeed cannot be expected), unfortunately any of the articles contained in the present treaty shall be violated or infringed in any other way whatever, it is expressly stipulated, that neither of the contracting parties will order or authorize any act of reprisal, nor declare war against the other, on complaints of injuries or damages, until the said party considering itself offended, shall first have presented to the other a statement of such injuries or damages, verified by competent proofs, and demanded justice and the same shall have been either refused or unreasonably delayed.

4th. Nothing in this treaty shall, however, be construed or operate contrary to former and existing public treaties with other sovereigns and states.

The present treaty of peace, amity, commerce, and navigation, shall be approved and ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the senate therof, and by the President of the

Digitized by Google

año despues que cualquiera de las partes contra- 1836
ıtes haya notificado á la otra su intencion de ter-
ıarlo; reservandose las partes contratantes el derecho
hacer tal notificacion la una á la otra al fin de
ho termino de doce años. Y ademas se ha con-
ıido que este tratado, en todo lo relativo a comercio
navegacion, quedara sin efecto transcurido que sea
ano despues de recibida dicha notificacion por
alquiera de las dos partes, y en todo lo relativo a
z y amistad, sera perpetuamente obligatorio la
ibos poderes.

2o. Si alguno o algunos de los ciudadanos de una otra parte infringiesen algunos de los articulos conıidos en el presente tratado, dichos ciudadanos seran rsonalmente responsables, sin que por esto se interrmpa la armonia y buena correspondencia entre las s naciones, comprometiendose cada una a no proer de modo alguno al ofensor, ó sancionar semeıte violacion.

3o. Si (loque á la verdad no puede esperarse), sgraciadamente algunos de los articulos contenidos el presente tratado fuesen en alguna otra manera ılados ó infringidos, se estipula espresamente que ıguna de las dos partes contratantes ordenará ó torizará ningunos actos de represalia ni declarara la ierra contra la otra, por quejas de injurias ó daños, sta que la parte que se crea ofendida, haya prentado a la otra una esposicion de aquellas injurias ó ños, verificada con pruebas y testimonios competen-ı, exigiendo justicia y satisfaccion, y esto haya sido gado ó diferido sin razon.

4. Nada de cuanto se contiene en el presente tra-ılo, se construirá sin embargo, ni obrará en contra otros tratados publicos anteriores, y existentes con ros Soberanos ó Estados.

El presente Tratado de Paz Amistad, Comercio, navegacion sera ratificado por el Presidente ó Vice-esidente de la Republica de Venezuela, encargado l Poder Executivo con consentimiento y aprobacion l Congreso de la misma, y por el Presidente de los

Digitized by Google

1836 *Republic of Venezuela, with the consent and approbation of the Congress of the same; and the ratifications shall be exchanged in the city of Caracas, within eight months, to be counted from the date of the signature hereof, or sooner if possible.*

In faith whereof, we, the plenipotentiaries of the United States of America and of the Republic of Venezuela, have signed and sealed these presents.

Done in the city of Caracas, on the twentieth day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six and in the sixtieth year of the Independence of the United States of America and the twenty-sixth of that of the Republic of Venezuela.

JOHN G. A. WILLIAMSON. (L. S.)
SANTOS MICHELENA. (L. S.)

76.

Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836.

(Oestreichischer Beobachter v. 14. Februar 1836. Gazette de Cracovie 1836. Février. Copies authentiques.)

I.

Note des Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse adressée au Président et au Sénat de l'état libre de Cracovie, à la date du 9. *Février* 1836.

Les résidens soussignés de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et de S. M. le Roi de Prusse ainsi que le chargé d'affaires soussigné de S. M. I. et R. A. se sont empressés de donner connaissance à leurs cours respectives de la communication qui leur a été faite par S. Exc. M. le président du sénat de la ville libre de Cracovie, au sujet des malheureux évènemens qui ont signalé dans cette ville les premiers jours de cette année.

Digitized by Google

stados Unidos de America, con consejo y aprobacion 1836
l Senato de los mismos; y las ratificaciones serán
ngeadas en la ciudad de Carácas dentro de ocho
eses contados desde este dia, ó antes si fuere posible.

En fé de lo cual, nosotros los plenipotenciarios de Republica de Venezuela y de los Estados Unidos America, hemos firmado y sellado las presentes.

Dadas en la ciudad de Carácas, el dia veinte de nero, del año del Señor, mil ochocientos treinta y is, Vigesimosexto de la independencia de la Republica Venezuela, y sexagesimo de la de los Estados nidos de America.

SANTOS MICHELENA. (L. S.)
JOHN G. A. WILLIAMSON. (L. S.)

76.

Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836.

(Oestreichischer Beobachter v. 14. Februar 1836. Gazette de Cracovie 1836. Février. Copies authentiques.)

I.

Note der Bevollmächtigten von Oestreich, Russland und Preussen an den Präsidenten und Senat des Freistaats Krakau de dato 9. Februar 1836.

Die unterzeichneten Residenten Sr. Maj. des Kaiers aller Reussen und Sr. Maj. des Königs von Preussen, ie auch der unterzeichnete Geschäftsträger S. K. K. postolischen Maj. haben sich beeilt, die Mittheilung . Exc. des Hrn. Präsidenten des Senats der freien adt Krakau hinsichtlich des unglücklichen Ereignisses, elches die ersten Tage des gegenwärtigen Jahres in ier Stadt bezeichnet hat, zur Kenntniss ihrer erlauchten Höfe zu bringen.

Digitized by Google

1836 Les trois cours d'Autriche, de Prusse et d
Russie n'ont pu apercevoir dans ces évènemens qu
une preuve nouvelle et incontestable d'un mal pro
fondément enraciné, répandu dans l'intérieur de c
état, et qui menace non-seulement son repos e
sa paix, mais encore la sécurité des provinces avoi
sinantes.

Par les traités existans, destinés à protég
la ville libre de Cracovie et à veiller au mainti
de sa neutralité, les trois cours se sentent d'auta
plus obligées de prendre les mesures exigées par l
circonstances, que l'obligation de garantir leurs pr
pres états d'un mal ostensible y est également at
tachée.

Par suite de ces considérations les soussigné
sont chargés d'annoncer à S. Exc. M. le préa
et au sénat de la ville libre de Cracovie que l'an
nissement moral instantané de la ville et du ter
toire de Cracovie au moyen de l'éloignement d
réfugies polonais et d'autres individus dangereux
qui s'y sont malheureusement rassemblés en gra
nombre, est une mesure qui a été jugée indispe
sable pour anéantir les trames seditieuses ourdi
contre la sûreté et le repos de la ville et du di
trict de Cracovie aussi bien que contre les provin
ces avoisinantes.

Les soussignés ne peuvent pas douter que l
ville de Cracovie ne se prête d'autant plus volo
tiers à cette mesure que déjà à plusieurs repris
elle a elle-meme manifesté cette intention, et qu
les trois cours ont préparé actuellement tous le
moyens pour en lui faciliter l'exécution.

Appuyées sur l'article 9 de l'acte du congrè
de Vienne*) qui est en harmonie avec les article
6 du traité du 3. Mai 1815 et de la nouvelle con
stitution de la ville libre de Cracovie, en date d

*) L'article mentionné de l'acte du Congrès de Vienne est
conçu de la manière suivante:
"Les cours de Russie, d'Autriche et de Prusse s'engagent
à respecter et à faire respecter, en tous tems, la neutralité
de la ville libre de Cracovie et de son territoire; aucune
force armée ne pourra jamais y être introduite sous quel-
que prétexte que ce soit. En revanche il est entendu et
expressement stipulé, qu'il ne pourra être accordé dans la

Digitized by Google

Die drei Höfe von Oestreich, Preussen und Russ- 1836
nd haben in diesem Ereignisse nur einen neuen un-
derleglichen Beweis des Daseyns eines tiefwurzelnden
ebels erblicken können, welches, im Innern dieses
reistaates verbreitet, nicht allein seine Ruhe und sei-
n Frieden, sondern auch die Sicherheit der angrän-
nden Provinzen bedroht.

Durch die bestehenden Tractate zum Schutze der
eien Stadt Krakau und zur Ueberwachung der Auf-
chthaltung ihrer Neutralität berufen, fühlen sich die
rei Höfe um so mehr zur Ergreifung der Maassregeln,
elche der Fall erfordert, verpflichtet, als sich dazu
uch die Verbindlichkeit gesellt, ihre eigenen Staaten
or offenbarem Nachtheile zu bewahren.

In Folge dieser Betrachtung sind die Unterzeich-
eten beauftragt, Sr. Exc. dem Hrn. Präsidenten und
em Senate der freien Stadt Krakau anzuzeigen, dass
ie augenblickliche Reinigung der Stadt und des Ge-
iets von Krakau durch die Entfernung der polnischen
lüchtlinge und aller gefährlichen Individuen, welche
ch unglücklicher Weise in grosser Anzahl allda ver-
ammelt haben, die Maassregel sey, welche als uner-
isslich erachtet worden ist, um die gegen die Sicher-
eit und Ruhe der Stadt und des Gebiets von Krakau
owohl als gegen jene der nahegelegenen Provinzen
ngezettelten meuterischen Anschläge zu vernichten.

Die Unterzeichneten können nicht zweifeln, dass
ie Regierung von Krakau sich um so bereitwilliger
u dieser Maassregel herbeilassen werde, als sie selbst
chon zu verschiedenen Malen die Absicht hiezu ge-
eigt, und die drei Höfe nunmehr alle Mittel vorbe-
eitet haben, um ihr deren Ausführung zu erleichtern.

Gestützt auf dem 9ten Artikel der Wiener Congress-
ete, welcher mit den Artikeln 6, sowohl des Tractats
om 3. Mai 1815, als der neuen Constitution der freien
tadt Krakau vom 30. Mai 1833 im Einklange steht,

---

ville libre et sur le territoire de Cracovie, aucun asyle ou protection à des transfuges, déserteurs, ou gens poursuivis par la loi, appartenant aux pays de l'une ou de l'autre des hautes puissances susdites, et que sur la demande d'extradition, qui pourra en être faite par les autorités compétentes, de tels individus seront arrêtés et livrés sans délai, sous bonne escorte, à la garde qui sera chargée de les recevoir à la frontière."

Digitized by Google

1836 30. *Mai* 1833, *les puissances protectrices interpellent le gouvernement de Cracovie d'éloigner de son territoire, dans le delai de huit jours, tous les réfugiés polonais qui s'y trouvent.*

Pour faciliter autant que possible le départ des refugiés, on leur ouvrira la station de Podgorze; ceux de ces réfugies qui peuvent justifier que l'un ou l'autre des gouvernemens consentent à leur admission, seront, suivant les circonstances, pourvus des moyens de se rendre à leur destination, mais les autres seront transportés en Amérique.

Les sujets des autres puissances séjournant à Cracovie et qui sont désignés comme dangereux par les puissances protectrices, devront également être éloignés du territoire de Cracovie dans le délai de huit jours; à ces fins la puissance protectrice dont ces étrangers traverseront le territoire leur fera délivrer, par son résident a Cracovie, les passeports nécessaires.

Les trois puissances protectrices ont jugé convenable de faire avancer des troupes vers les frontières du territoire de Cracovie, aussi bien pour empêcher que les individus désignés aux précédens paragraphes ne s'éloignent de la route qui leur est ouverte pour leur départ, que pour prêter au gouvernement de Cracovie l'appui dont il pourrait avoir besoin, comme aussi pour appuyer l'interpellation faite et maintenir l'ordre et la tranquillité publiques.

Il dépendra, en conséquence, de S. Exc. M. le président et du sénat, de s'adresser aux soussignés s'ils devaient être dans le cas d'avoir besoin de la force armée pour l'accomplissement de l'une ou l'autre de ces mesures.

Aussi longtemps que dureront les circonstances actuelles, tout sujet de la ville libre de Cracovie qui voudra passer la frontière des trois états avoisinans, devra être muni, pour obtenir le passage, d'un passeport régulier revétu du visa du résident que cela concerne.

Les trois puissances aiment a croire que, par suite des facilités offertes au gouvernement de cet état libre, l'assainissement moral du teritoire de

Digitized by Google

ordern die Schutzmächte die Regierung von Krakau 1836
uf, in achttägiger Frist aus ihrem Gebiete alle polni-
chen Flüchtlinge, welche sich allda befinden, zu ent-
ernen.

Um den Abzug der Flüchtlinge möglichst zu för-
lern, wird ihnen die Einbruchsstation von Podgorze
eöffnet werden; jene dieser Flüchtlinge, welche sich
usweisen könnten, dass eine oder die andere Regie-
ung in ihre Zulassung einwilligt, werden nach Erfor-
lerniss mit den Mitteln, sich nach ihrer Bestimmung
u verfügen, versehen, die andern aber nach Amerika
esendet werden.

Die Unterthanen anderer Mächte, welche sich in
Krakau aufhalten und durch die Schutzmächte als ge-
ährlich bezeichnet sind, müssen gleichfalls in acht-
ägiger Frist aus dem Gebiete der Stadt Krakau ent-
ernt werden; zu diesem Ende wird sie jene Schutz-
nacht, durch deren Gebiet jene Fremden ziehen, mit
len nöthigen Pässen durch ihren Residenten zu Krakau
ersehen lassen.

Die drei Schutzmächte haben für angemessen er-
chtet, an die Gränzen des Krakauer Gebiets Truppen
orrücken zu lassen, sowohl um zu verhindern, dass
ie in den vorhergehenden Paragraphen bezeichneten
ndividuen sich von der ihnen zu ihrem Auszuge dar-
ebotenen Strasse entfernen, als um der Regierung
on Krakau den Beistand, dessen sie benöthigen könnte,
u leisten, wie auch um jene Aufforderung zu unter-
ützen, und die Ordnung und öffentliche Ruhe auf-
echt zu erhalten.

Es wird daher von Sr. Exc. dem Hrn. Präsidenten
nd von dem Senate abhängen, sich an die Unterzeich-
eten zu wenden, wenn sie in den Fall kommen sollten,
ur Erfüllung des einen oder des andern dieser Punkte
er Unterstützung der bewaffneten Macht zu bedürfen.

So lange die gegenwärtigen Umstände fortwähren,
at jeder Unterthan der freien Stadt Krakau, welcher
ie Gränze des einen der drei naheliegenden Staaten
berschreiten will, um zugelassen zu werden, einen
rdnungsmässigen mit dem Visa des betreffenden Re-
denten versehenen Pass vorzuzeigen.

Die drei Schutzmächte schmeicheln sich, dass die
ngedeutete Reinigung des Krakauer Gebiets durch
iese der Regierung des Freistaates dargebotenen Er-

Digitized by Google

1836 *Cracovie n'éprouvera plus de difficultés ultérieures. Cependant si leur attente devait être trompée, et si le délai fixé devait s'écouler sans que les mesures dont il s'agit aient reçu leur pleine et complète exécution, les trois cours se croiraient obligées à obtenir par l'emploi de leurs propres moyens ce que le gouvernement de Cracovie n'aurait pas eu la volonté ou la force d'exécuter par lui-même.*

Les soussignés, en accomplissant les ordres qui leur ont été communiqués par leurs hautes cours, saisissent cette occasion pour exprimer à S. Exc. M. le président et au sénat, l'assurance etc.

Réponse du sénat aux plénipotentiaires des puissances protectrices, également en date du 9. Février 1836.

Immédiatement après la réception de la note collective de ce jour, par laquelle MM. les résidens des trois puissances protectrices ont déclaré au sénat que c'était la volonté de ces puissances que tous les ex-militaires étrangers polonais ou ceux qui, sans avoir été militaires, ont pris part à la dernière revolution polonaise des années 1830 et 1831 et qui se trouvent sur le territoire de la ville libre de Cracovie, en soient éloignés dans le délai de huit jours avec l'ordre de se rendre à Podgorze où ils recevront leur destination ultérieure, le sénat s'est empressé de rendre la publication ci-jointe pour faire connaître à toutes les personnes de cette catégorie les dispositions ci-dessus mentionnées, prises par les hautes puissances protectrices, et il leur a en même tems ordonné, en les menaçant des mesures annoncées par MM. les résidens, de se soumettre sans hésitation à ces prescriptions, dans un délai encore réduit de deux jours. En outre le gouvernement ne négligera aucun des moyens mis à sa disposition pour repondre d'une manière efficace à cette haute volonté. Et, comme au nombre des réfugiés polonais qui séjournent ici, il en existe plusieurs auxquels on a accordé des emplois subalternes dans le service public afin de les occuper d'une manière utile, le sénat leur a de suite donné le congé

Digitized by Google

ichterungen keiner weiteren Schwierigkeit mehr unter- 1836
egen werde. Sollte indess ihre diesfällige Erwartung
etäuscht werden, und der oben angezeigte Termin
erfliessen, ohne dass die erwähnte Maassregel ganz
nd vollkommen in Ausführung gebracht worden wäre,
o würden sich die drei Höfe verpflichtet halten, durch
igene Mittel dasjenige zu erzielen, was die Regierung
on Krakau ins Werk zu setzen, entweder den Willen
der die Kraft nicht gehabt hätte.

Indem die Unterzeichneten durch diese Eröffnung
ie ihnen von ihren erlauchten Höfen zugekommenen
efehle erfüllen, ergreifen sie die Gelegenheit, Sr. Exc.
em Hrn. Präsidenten und dem Senate der freien Stadt
rakau die Versicherung etc. etc.

ntwort des Senats an die Bevollmächtig-
ten der Schutzmächte, ebenfalls vom
9. Febr. 1836.

Gleich nach Empfang der Collectiv-Note vom
eutigen Tage, mittelst welcher die HH. Residenten
er drei hohen Schutzmächte dem Senate erklärt haben,
ass es der Wille dieser Mächte sey, dass alle fremden
olnischen Ex-Militärs sowohl als alle diejenigen vom
ivilstande, die auf was immer für eine Art an der
tzten polnischen Revolution in den Jahren 1830 und
831 Theil genommen haben und sich auf dem Ge-
ete der freien Stadt Krakau befinden, binnen acht
agen aus demselben entfernt werden, mit dem Be-
hle, sich nach Podgorze zu begeben, wo sie ihre
rnere Bestimmung erhalten werden, hat der Senat
ch beeilt, die anliegende Kundmachung zu erlassen,
n alle Personen dieser Kategorie in Kenntniss der
erwähnten Verfügungen der hohen Schutzmächte zu
tzen und ihnen zugleich unter Androhung der von
n HH. Residenten angekündigten Maassregeln be-
hlen, sich ohne Zögern und selbst in der noch um
rei Tage verkürzten Frist diesen Anordnungen zu
gen. Ueberdiess wird die Regierung keines der
ittel, die ihr zu Gebote stehen, verabsäumen, um
esem höchsten Willen auf eine wirksame Art zu ent-
rechen. Und da unter den polnischen Flüchtlingen,
e sich hier aufhielten, mehrere sind, denen, um sie
f eine nützliche Art zu beschäftigen, subalterne An-
llungen im hiesigen öffentlichen Dienste verliehen

Digitized by Google

1836 *nécessaire en leur intimant l'ordre de se rendre au lieu de leur nouvelle destination.*

Après avoir immédiatement, sans restriction aucune, et par toutes les voies possibles, donné connaissance au pays entier et nommément aux personnes que cela concerne de la volonté expresse des hautes puissances, le sénat ne saurait pourtant se dispenser de recommander à MM. les résidens d'avoir égard à la briéveté du délai fixé pour l'évacuation du territoire, soit parce qu'il serait possible que les dispositions arrêtées ne pussent pas être rendues publiques, en tems opportun, dans les lieux les plus éloignés de l'état libre, soit en considération de l'impossibilité de mettre ordre à leurs affaires dans laquelle peuvent se trouver ceux des individus réclamés qui ont contracté des liens d'intérêt et de fortune dans ce pays pendant les cinq années qu'ils y ont séjourné.

Comme il est d'ailleurs facile de prévoir que pendant l'exécution de cette décision des hautes puissances, ceux des individus compris dans la catégorie en question et qui se sont attachés par les liens du mariage aux familles de cette ville, qui ont acheté ou pris à bail des immeubles, ou enfin ceux qui ont pris la direction d'ateliers, feront des représentations et réclameront l'appui du gouvernement sous la protection duquel ils se sont établis; et comme la note de MM. les résidens ne contient à ce sujet aucune exception, le sénat se croit obligé par devoir de soumettre cette circonstance à leur appréciation, et de demander à MM. les résidans de vouloir bien lui faire savoir si ceux des individus en faveur desquels les considérations ci-dessus subsistent, doivent également être frappés sans distinction, de ces mesures générales, ou bien si les hautes puissances, ayant égard à leur situation, se sentiraient disposées a les en excepter généreusement.

Le président du sénat:

(*L. S.*) *Wielogłowski.*

Le secrétaire-général du sénat:

(*L. S.*) *Darowski.*

Digitized by Google

den sind, hat der Senat sogleich denselben die 1836
hige Entlassung ertheilt, und ihnen aufgetragen,
ı an den Ort ihrer neuen Bestimmung zu begeben.

Nachdem der ausdrückliche Wille der hohen Mächte
eits zur Kenntniss des ganzen Landes, und nament-
ı der hiebei betheiligten Personen, ohne den min-
ten Verzug noch Beschränkung und auf allen mög-
en Wegen gebracht worden ist, kann der Senat
h nicht umhin, den HH. Residenten die Berück-
htigung der Kürze der zur Räumung des Gebiets
raumten Frist zu empfehlen, theils wegen des mög-
n Falles, dass diese Verfügungen nicht zu gehöriger
t auf den entferntesten Punkten des Freistaates
annt werden könnten, theils in Anbetracht der Un-
glichkeit, ihre Angelegenheiten zu ordnen, in der
h diejenigen der reclamirten Individuen befinden
rften, welche während ihres fünfjährigen Aufenthaltes
diesem Lande Vermögens-Verhältnisse contrahirt
ben sollten.

Da es übrigens leicht vorherzusehen ist, dass,
ährend der Vollstreckung dieses Beschlusses der hohen
ächte, jene Individuen der in Frage stehenden Kate-
rie, die sich mit den hier ansässigen Familien durch
e Bande der Ehe identificirt, liegende Güter ent-
der angekauft oder gepachtet, oder solche endlich,
e sich an die Spitze von Werkstätten gestellt haben,
rstellungen machen, und den Beistand der Regie-
g, unter deren Schutz sie sich niedergelassen haben,
sprechen werden, so hält der Senat, da hierüber in
r Note der HH. Residenten keine Ausnahme zu
den ist, es für seine Pflicht, diesen Umstand ihrer
rücksichtigung zu unterziehen, und die HH. Resi-
nten zu ersuchen, ihn in Kenntniss setzen zu wollen,
) die Individuen, zu deren Gunsten obige Rücksich-
n sprechen, auch ohne Unterschied von diesen allge-
einen Maassregeln betroffen werden sollen, oder ob
e hohen Mächte, in Anbetracht ihrer Lage, sich be-
ogen finden dürften, sie grossmüthig davon auszu-
hmen.

Der Präsident des Senats:

(gez.) Wieloglowski.

Der General-Secretär des Senats:

(gez.) Darowski.

Digitized by Google

1836 *Publication du gouvernement de l'état libre, de la même date.*

Le sénat régnant de la ville libre, indépendante et rigoureusement neutre de Cracovie et de son territoire.

MM. les résidens des trois très sérenissimes puissances protectrices accrédités auprès du gouvernement de cet état, ont donné communication, à la date de ce jour, au sénat régnant, qu'il entrait dans la volonté de leurs hautes cours que tous les polonais étrangers, ayant appartenu à l'état militaire ou civil, et qui ont pris part à la revolution du royaume de Pologne dans les années 1830 et 1831, en servant comme officiers, sous-officiers ou soldats, ou de toute autre manière, et qui séjournent dans la ville et le territoire de Cracovie, sans pouvoir légitimer leur séjour par un passeport en forme légale ou par une permission délivrée par les autorités compétentes des puissances protectrices, soient tenus de quitter immédiatement le territoire de la ville libre de Cracovie et de se rendre à Podgorze, où ceux d'entre eux qui pourront justifier que l'un ou l'autre gouvernement veut les accueillir recevront les secours nécessaires pour se rendre au lieu de leur destination; et que ceux au contraire qui ne se trouveront pas dans cette position, doivent être transportés en Amérique. En même tems les très sérénissimes cours ont déclaré que celles des personnes de cette catégorie qui sont revêtues dans ce pays d'un emploi civil ou militaire, ne sont pas exceptées de cette disposition quand même le gouvernement de cette ville leur aurait accordé le droit de bourgeoisie.

En portant à la connaissance générale cette haute décision des très-sérénissimes cours, et en en prévenant nommément celles des personnes que cela concerne, le sénat les interpelle de se rendre dans la ville de Podgorze dans les 6 jours et de s'y présenter devant les autorités autrichiennes chargées de leur réception.

Le sénat régnant croit nécessaire de prévenir les personnes qui ont à se soumettre à la décision

Digitized by Google

Kundmachung der Regierung des Freistaates, von demselben Datum. 1836

Der regierende Senat der freien, unabhängigen nd streng neutralen Stadt Krakau und ihres Gebiets.

Die HH. Residenten der drei allerdurchlauchtigsten chutzmächte, welche bei der hiesigen Regierung beaubigt sind, haben unter heutigem Dato dem regienden Senate eröffnet, wie es der Wille Ihrer hohen löfe sey, dass alle fremden polnischen Militär- oder ivilpersonen, welche an der Revolution im Königeiche Polen in den Jahren 1830 und 1831 Theil genommen, indem sie als Officiere, Unterofficiere oder oldaten oder auch auf eine andere Weise gedient aben, und sich in der Stadt Krakau und ihrem Gebiete aufhalten, sofern sie nicht im Stande sind, ihren ufenthalt durch einen in gesetzlicher Form ertheilten ass, oder durch eine von der competenten Behörde er Schutzmächte ihnen gegebene Erlaubniss zu legiimiren, gehalten seyn sollen, unverzüglich das Gebiet er freien Stadt Krakau zu verlassen, und sich nach odgorze zu begeben, wo diejenigen, welche sich usweisen, dass irgend eine Regierung sie aufnehmen ill, den nöthigen Beistand erhalten, um sich nach em Orte ihrer Bestimmung zu begeben; diejenigen ber, welche sich nicht in dieser Lage befinden, nach merika abgeschickt werden sollen. Gleichzeitig haben ie allerdurchlauchtigsten Höfe erklärt, dass auch diejnigen Personen von dieser Kategorie, welche in diem Lande irgend einen Civil- oder Militärposten beleiden, selbst wenn ihnen von der hiesigen Regierung as Bürgerrecht verliehen worden, von dieser Bestimung nicht ausgeschlossen sind.

Indem der Senat diese hohe Entschliessung der llerdurchlauchtigsten Höfe zur allgemeinen Kenntniss ringt, und namentlich diejenigen Personen davon beachrichtigt, welche diess angeht, fordert er dieselben uf, sich binnen sechs Tagen in der Stadt Podgorze u stellen, und sich bei den Kais. östreichischen Beörden, welche zu ihrer Uebernahme beauftragt sind, u melden.

Der regierende Senat hält es für nothwendig, dieenigen Personen, welche obiger Anordnung nachzu-

Digitized by Google

1836 *ci-dessus, que le gouvernement de cet état a averti que dans le cas où le délai de huit fixé pour l'évacuation s'écoulerait sans qu volonté des très-sérénissimes cours ait été plètement accomplie, elles se verraient ob d'en amener l'exécution par l'emploi de leurs pres mesures. Il compte, en conséquence, qu personnes désignées éviteront les mesures anno et qu'elles suivront volontairement leur destina par là elles conserveront l'expectative d'obten égards des gouvernemens sous l'autorité des elles se placeront, et de plus elles préservero pays de Cracovie des tristes suites qu'amèn inévitablement le non accomplissement de la lonté des hautes cours.*

Cracovie le 9. Février 1836.

Le président du sénat:

(L. S.) *Wielogłowski*

Le secrétaire général du sénat,

(L. S.) *Darowski.*

Digitized by Google

ommen haben, darauf aufmerksam zu machen, wie 1836
e hiesige Regierung bedeutet worden, dass im Falle
er zur völligen Evacuation bestimmte achttägige Ter-
in verflossen, und der Wille der allerdurchlauchtigsten
öfe nicht vollständig erfüllt sey, dieselben sich ge-
othigt sähen, durch die Anwendung eigener Maass-
geln den Erfolg herbeizuführen; er erwartet daher,
iss die bezeichneten Personen die angekündigten
aassregeln beseitigen und freiwillig ihrer Bestimmung
igen werden, wodurch ihnen eine Aussicht bleibt, die
ücksichtigung derjenigen Regierung zu erlangen,
ter deren Macht sie sich begeben, und wodurch sie
berdiess das hiesige Land vor den traurigen Folgen
ewahren werden, welche die Nichterfüllung des Willens
er hohen Höfe unausbleiblich mit sich bringen würde.

Krakau, am 9. Februar 1836.

Der Senats-Präsident:
(gez.) Wielogłowski.

Der General-Secretär des Senats:
(gez.) Dąbowski.

II.

Note des plénipotentiaires de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse adressée au Président au Sénat de l'état libre de Cracovie, à la date du 16. Février 1836.

Die Unterzeichneten, Residenten Ihrer Majestäten
es Kaisers von Russland und des Königs von Preussen,
nd der unterfertigte Geschäftsträger Sr. M. des Kai-
rs von Oestreich finden sich, mit Beziehung auf die
ote, welche sie unterm 9. d. M. an Se. Exc. den
rn. Präsidenten und an den Senat der freien Stadt
rakau zu richten die Ehre hatten, kraft der Weisun-
en ihrer hohen Höfe veranlasst, Sr. Exc. und dem
blichen Senate folgende weitere Eröffnungen zu ma-
ien: "Die Regierung von Krakau hat, indem sie zur
usführung der Maassregel, welche die Schutzmächte
n Interesse des Freistaats Krakau selbst, so wie der
ngränzenden Provinzen von ihr verlangen mussten,
ur illusorische und keine Bürgschaft des Erfolgs dar-
etende Mittel anwendete, solchergestalt die zur vollen

Digitized by Google

1836 und gänzlichen Vollziehung derselben gesetzte
verstreichen liess, und von den Erleichterunge
Mitteln, welche ihr zu diesem Ende grossmüthig
boten worden waren, keinen Gebrauch machte
Beweis geliefert, dass sie nicht nur nicht die
ihre aus dem Art. 6. des Traktats vom 3. Ma
hervorgehenden Verpflichtungen hinsichtlich der
linge und dem Gesetz verfallenen Personen zu e
sondern auch nicht den Willen, selbigen Genü
leisten, besitzt. Die drei Mächte, von den Pfl
welche die Eigenschaft als Schutzmächte ihnen
den Freistaat Krakau auferlegt, so wie von der
wendigkeit durchdrungen, einer Unordnung ei
zu setzen, welche die Ruhe dieses Landes u
angränzenden Provinzen gefährdet; in Erwägu
lich, dass ihre Garantie der strengen Neuträ
Freistaats Krakau nur so lange Kraft hat, als
seinerseits die Bedingungen, auf welchen die N
lität dieses Staats allein beruhen kann, erfüllt —
sich in die Nothwendigkeit versetzt, dasjenige
ihre eigenen Mittel auszuführen, was sie für un
lich erkannt hatten, um den Zweck zu erreichen
friedlichen Bewohnern dieses Landes Sicherhei
Ruhe wiederzugeben, und ihre eigenen Länd
den revolutionairen Umtrieben, deren Herd die
und das Gebiet von Krakau geworden sind, z
wahren. Die Unterzeichneten haben demgemä
Ehre, Se. Exc. den Hrn. Präsidenten und den
zu benachrichtigen, dass Truppen unter dem
befehle des Hrn. Generalmajors v. Kaufmann, im
men der drei Schutzmächte, die Stadt und das G
von Krakau besetzen werden. Der Zweck dieser
tairischen Besetzung ist die gänzliche Vertreibung
revolutionairen Flüchtlinge, der Emissarien der P
ganda, und der bestimmungslosen Menschen, die
seit der polnischen Revolution zu Krakau und au
nem Gebiete angehäuft haben, und von da aus
verbrecherischen Umtriebe nach den benachbarten
dern erstrecken. Ist dieser Zweck einmal erre
und die Ordnung in dem Freistaate Krakau daue
gesichert, so werden sich die Truppen der drei
unverzüglich wieder aus diesem Lande entfernen.
den Unterhalt der Truppen, so lange sie auf
Gebiete von Krakau bleiben werden, muss, wie e

Digitized by Google

r Regel ist, gesorgt werden, und der Senat wird 1836
fgefordert, sogleich die Personen zu benennen, mit
lchen die Militairbehörde alles auf diesen Gegenstand
h Beziehende zu reguliren hat. Die Wirksamkeit
r Regierung und der Gerichtshöfe wird nicht unter-
ochen werden; es liegt jedoch in der Natur der
nge, dass sie in Allem, was die Aufrechthaltung der
entlichen Sicherheit, und die Vollziehung der Maass-
gel betrifft, welche die Sorge für das Wohl des
eistaats Krakau den Schutzmächten geboten hat,
r damit insbesondere beauftragten Militairmacht un-
geordnet bleiben muss. Die Unterzeichneten haben
hiesslich die Ehre, Sr. Exc. dem Hrn. Präsidenten
d dem Senate die Kundmachungen, welche der Hr.
neralmajor v. Kaufmann in dem Augenblicke und
ld nach dem Einrücken der unter sein Kommando
stellten Truppen zu erlassen den Befehl erhalten hat,
tzutheilen, und sie ersuchen Se. Exc. dafür Sorge
gen zu wollen, dass diese Aktenstücke, so wie sie
r beiliegen, in deutscher und polnischer Sprache zur
nntniss des Publicums gebracht werden.

Krakau, 16. Februar 1836.

(Unterz.) Hartmann.
E. Freiherr v. Ungern-Sternberg.
Liehmann.

Digitized by Google

1836

III.

Publication du Général autrichien Kaufmann de Trauensteinbourg à Cracovie, à la date du 17. Février 1836.

Les sérénissimes protecteurs de l'état libre de Cracovie; — prenant en considération les désordres, les violences et même les crimes qui ont troublé récemment le repos de cette ville et de ses paisibles habitans, et attendu qu'il est démontré d'une manière incontestable que tous ces méfaits doivent être attribués aux réfugiés, aux émissaires revolutionnaires et aux gens sans aveu qui, dans ces derniers tems, se sont rassemblés en si grand nombre à Cracovie et sur son territoire; eu égard, en outre, aux devoirs que leur impose leur qualité de protecteurs de l'état libre de Cracovie et pénétrés de la nécessité de mettre fin à une situation désordonnée qui menace la sécurité de cet état aussi bien que celle des provinces voisines.

Attendu, enfin, que le gouvernement de l'état libre de Cracovie, malgré les moyens qui lui ont été généreusement offerts, n'a pas satisfait de lui-même à l'appel qui lui a été fait conformément à l'article 9 de l'acte du Congrès de Vienne, pour l'éloignement des refugiés et autres individus frappés par les lois, qui se trouvent accumulés sur son territoire, alors même qu'en vertu du dit article on eut pu exiger leur extradition instantanée; qu'ainsi le gouvernement dont il s'agit n'a pas accompli les conditions auxquelles est attachée la neutralité de cet état libre; — se sont vus contraints de faire exécuter par leurs propres forces une mesure qu'ils ont reconnu indispensable pour procurer aux paisibles habitans de l'état libre de Cracovie le repos et la sécurité dont ils jouissaient précédemment et pour garantir leurs propres provinces adjacentes des menées revolutionnaires dont l'état libre est devenu le foyer.

C'est dans ce seul but que les troupes des hautes puissances protectrices confiées à mon commandement entrent actuellement dans la ville et le ter-

Digitized by Google

III. 1836

Bekanntmachung des Kaiserl. Oestreichischen Generals Kaufmann von Trauensteinburg zu Krakau, am 17. Februar 1836.

Die Durchlauchtigsten Beschützer des Freistaates Krakau, in Erwägung der Unordnungen, der Gewaltthätigkeit, ja selbst der Verbrechen, welche neuerlich die Ruhe dieser Stadt und deren friedlichen Bewohner gestört haben: in Erwägung, dass es auf eine unwiderlegliche Weise dargethan ist, wie alle diese Unthaten jenen Flüchtlingen, revolutionairen Emissären und bestimmungslosen Menschen zugeschrieben werden müssen, die sich in der letzten Zeit so zahlreich in der Stadt Krakau und ihrem Gebiete angesammelt haben; in Erwägung ferner der Pflichten, welche ihre Eigenschaft als Beschützer des Freistaates Krakau ihnen auferlegen, und von der Nothwendigkeit durchdrungen, einem regellosen Zustande ein Ziel zu setzen, welcher ebenso sehr die Ruhe dieses Staates, als jene der angränzenden Provinzen bedroht, in Erwägung endlich, dass die Regierung des Freistaates Krakau, ungeachtet der ihr grossmüthig angebotenen Mittel, dennoch in der in Gemässheit des 9. Artikel der Wiener Kongress-Akte an sie ergangenen Aufforderung wegen Ausweisung der auf ihrem Gebiete angehäuften Flüchtlinge und dem Gesetz verfallenen Menschen von selbst nicht gehörig Genüge geleistet habe, wenn gleich nach eben diesem Artikel sogar deren Auslieferung hätte verlangt werden können, und dass besagte Regierung demzufolge die Bedingungen, an welche die Neutralität dieses Freistaates geknüpft worden, unerfüllt gelassen; — haben sich zu dem Entschlusse genöthigt gefunden, durch ihre eignen Kräfte eine Maassregel in Vollzug zu setzen, die sie für unerlässlich erkannt haben, um den friedlichen Bewohnern des Freistaates Krakau die früher genossene Ruhe und Sicherheit zu verschaffen und um ihre eignen angränzenden Provinzen vor den revolutionairen Umtrieben zu bewahren, deren Heerd der Freistaat geworden ist.

Ausschliesslich zur Errichtung dieses Endzweckes rücken die von den hohen beschützenden Mächten meinem Oberbefehl anvertrauten Truppen gegenwärtig

Digitized by Google

1836 *ritoire de Cracovie. Comme leur première et que destination consiste dans le rétablisseme la tranquillité et de la sûreté, je crois pouvoir ter avec certitude que ces troupes seront accu avec confiance et prévenance par les habita l'état libre de Cracovie; de mon côté je ti principalement la main à ce que la discipl plus sévère soit observée par les soldats.*

Aussitôt que la mesure que, dans leur s tude, les sérénissimes protecteurs de l'état lil Cracovie ont cru devoir lui prescrire aura re exécution; aussitôt que la ville et le territoi Cracovie seront délivrés des hommes dangereu y sont rassemblés et que le repos et la sûrt auront été assurés d'une manière durable, l pation militaire actuelle aura atteint son b les troupes commandées par moi abandonner territoire du libre état.

En attendant l'action des autorités admi ves et judiciaires de ce libre état n'éprouver cune interruption; cependant, il est bien ent que relativement aux mesures qui concerne sûreté publique et l'expulsion hors du territoi Cracovie des réfugiés qui s'y sont introduits, l tes autorités demeurent subordonnées à la puis militaire qui a été particulièrement chargée de mission par les hautes puissances protectrices dant la durée des circonstances actuelles.

Donné à Cracovie, le 17. Février 1836.

François Kaufmann de Trauensteinbour général-feldwachtmeistre actuel de S. M. I. apost. et commandant des troupes qui sont char au nom des trois puissances protectrices, de l'o pation de l'état libre de Cracovie.

Digitized by Google

die Stadt und das Gebiet von Krakau ein. Da es 1836
re erste und einzige Bestimmung ist, Ruhe und
cherheit in dem Freistaate herzustellen und auch für
e Zukunft zu sichern, so glaube ich mit Zuversicht
rauf zählen zu können, dass diese Truppen von den
ewohnern des Freistaates Krakau mit Vertrauen und
uvorkommenheit werden empfangen werden; ich mei-
rseits werde nachdrücklich darauf halten, dass von
n Soldaten die gewohnte strengste Mannszucht beob-
htet werde.

Sobald die Maassregel, welche die Sorge der
rchlauchtigsten Beschützer des Freistaates Krakau
t denselben vorzuschreiben fand, ihre Vollziehung
halten, sobald Stadt und Gebiet von Krakau von den
f selben angehäuften gefährlichen Menschen befreit
d Ruhe und Ordnung dauerhaft in selben gesichert
yn werden, hat die gegenwärtige militärische Be-
tzung ihr Ziel erreicht, und die von mir befehligten
ruppen werden das Gebiet des Freistaates wieder
rlassen.

Inzwischen erleidet die Wirksamkeit der adminis-
rativen sowohl als der richterlichen Behörden des
reistaates keine Unterbrechung, jedoch versteht es
h von selbst, dass sie in den die öffentliche Sicher-
it und die Reinigung des Gebietes des Freistaates
rakau von den eingedrungenen Flüchtlingen betref-
nden Maassregeln der Militairmacht untergestellt sind,
lche für die Dauer der gegenwärtigen Umstände
n den hohen verbündeten Mächten damit insbesondere
auftragt wurde.

Gegeben Krakau, den 17. Febr. 1836.

Franz Kaufmann von Trauensteinburg,
k. k. apostolischen Majestät wirkl. General-Feld-
chtmeister und Befehlshaber der im Namen der drei
hutz-Mächte das Gebiet des Freistaates Krakau be-
setzenden Truppen.

IV.

euxième Publication du Général autrichien
ufmann de Trauensteinbourg à Cracovie, en
date du 17. Février.

In Folge der am heutigen Tage ausgegangenen
ten Kundmachung, durch welche die Motive und

Digitized by Google

1836 Zwecke der von den drei beschützenden Mächten be-
schlossenen zeitweiligen militairischen Besetzung de
Stadt und des Gebiets von Krakau ausgesprochen wor-
den, wird ferner Nachfolgendes zur öffentlichen Kennt
niss gebracht: Alle, nicht aus dem Gebiete des Fre
staats Krakau gebürtigen Individuen, welche als Of
ciere, Unterofficiere oder Soldaten in der ehemalig
polnischen Armee gedient, oder sonst in irgend ei
Weise an der letzten polnischen Revolution thätig
Theil genommen haben, und welche sich über ih
Aufenthalt in der Stadt oder dem Gebiete von Krak
durch keinen von der kompetenten Behörde der d
beschützenden Mächte ausgestellten Pass, oder s
ziellen Erlaubnissschein auszuweisen vermögen, hab
selbst dann, wenn sie in den Civil- oder Militairdie
des Freistaats aufgenommen worden wären, oder auch
träglich dessen Bürgerrecht erlangt hätten, die St
und das Gebiet von Krakau binnen sechs Tagen
verlassen, und wird ihnen zu besagtem Ende der W
über Podgorze geöffnet. Jene der vorbezeichne

V.

*Publication ultérieure faite par le Général au
trichien Kaufmann de Trauensteinbourg à Cr
covie, le* 18. *Février* 1836.

*Il est venu à ma connaissance que des indivi
dus appelés par une publication du jour d'hier
quitter sans retard le territoire de l'état libre
Cracovie projetent de se soustraire à cette mesu
en faisant usage de documens falsifiés, de papie
obtenus d'une manière illicite et qui portent d'a
tres noms que le leur, afin de faire croire qu
sont nés dans l'état de Cracovie, où qu'ils n'
pris aucune part à la dernière révolution de P
logne. Pour empêcher l'exécution de ces coupabl
desseins on porte, par les présentes, à la connai
sance du public que tous ceux des individus qui
raient usage de documens de ce genre seront pu
selon toute la rigueur des lois du pays et qu'ils
ront ensuite livrés au gouvernement du lieu
leur naissance; et ceux qui auront délivré ces p*

Digitized by Google

lividuen, welche innerhalb der festgesetzten Frist 1836
r mit Gegenwärtigem an sie ergehenden Aufforderung
ht Genüge leisten, oder welche sich auf einem an-
rn als dem vorgezeichneten Wege zu entfernen suchen
rden, so wie die Bewohner des Freistaats Krakau,
lche es wagen sollten, derlei Flüchtlinge zu verber-
n, oder ihrer Entweichung auf andern Wegen hülf-
che Hand zu leisten, verfallen in die verdienten
rafen. Ich rechne übrigens mit Zuversicht auf die
dliche Mitwirkung der Behörden und der Bewohner
n Krakau zur baldigsten Erfüllung des mir vorge-
ichneten Zwecks, da es sich dabei vorzugsweise um
r Wohl und ihre Sicherheit handelt.

Gegeben Krakau den 17. Februar 1836.

Franz Kaufmann von Trauensteinburg,
k. k. opost. Maj. wirklicher General-Feldwachtmeister
d Befehlshaber der im Namen der drei Schutzmächte
s Gebiet des Freistaats Krakau besetzenden Truppen.

V.

eitere Bekanntmachung des Oestreichischen nerals Kaufmann von Trauensteinburg zu Krakau unterm 18. *Februar* 1836.

Es ist zu meiner Kenntniss gelangt, dass Indivi-
en, welche in Gemässheit meiner Kundmachung vom
strigen Tage, das Gebiet des Freistaates Krakau
gesäumt zu verlassen berufen sind, diese Maassregel
durch zu umgehen beabsichtigen, dass sie durch
fälschte, erschlichene oder auf fremde Namen lau-
de Urkunden ihre hierländige Geburt oder den
stand ihrer Nichttheilnahme an der letzten polnischen
volution darzuthun im Sinne haben. Um diesen
velhaften Absichten zu begegnen, wird anmit zur
entlichen Kenntniss gebracht, dass alle jene Indivi-
en, welche von derlei Urkunden Gebrauch machen
rden, nach aller Strenge der bestehenden Landes-
setze bestraft und sodann an die Regierung ihres
burtslandes ausgeliefert, so wie die Aussteller der-

Digitized by Google

1836 *piers seront soumis à la responsabilité l goureuse.*

Cracovie, le 18. *Février* 1836.

François Kaufmann, noble de Trauen général-major de S. M. I. et R. A. et co au nom des trois puissances protectrice pes d'occupation de l'état libre de C

VI.

Publication du Général autrichien de Trauensteinbourg à Cracovie du 1836.

La nuit dernière plusieurs individu sur divers points aux environs de Plas troduire sur le territoire autrichien et d en masse et à main armée un chemin direction, mais ces téméraires ont été par le feu que les troupes autrichiennes sur eux. Cet évenement m'oblige de p connaissance publique que tous ceux qui te à franchir à main armée le cordon militai en ce moment par les troupes des trois p protectrices, seront traduits devant un co guerre et passés par les armes.

Cracovie, le 20. *Février* 1836.

François Kaufmann, noble de Trauensteinb général-major de S. M. I. et R. A. et command au nom des trois puissances protectrices, les t pes d'occupation de l'état libre de Cracovie.

Digitized by Google

lben zur schwersten Verantwortung werden gezogen 1836
erden.

Krakau, den 18. Febr. 1836.

Franz Kaufmann Edler v. Trauensteinburg,
r. k. k. apost. Maj. wirklicher General-Feldwachtmeister
id Befehlshaber der im Namen der drei Schutzmächte
is Gebiet des Freistaates Krakau besetzenden Truppen.

VI.

ublicandum des Oestreichischen Generals Kauf-
mann von Trauensteinburg zu Krakau am
20. *Februar* 1836.

Verflossene Nacht haben mehrere Individuen auf
ngen Punkten in der Gegend von Plaszow versucht,
f das östreichische Gebiet zu dringen, und sich
en Weg durch die aufgestellten Wacht-
osten in Masse mit bewaffneter Hand zu
ahnen, die Verwegenen jedoch wurden
urch das vom k. k. Militär auf sie eröffnete
euer zurückgetrieben. Der vorstehende Fall
ranlasst mich, anmit zur öffentlichen Kenntniss zu
ingen, dass Jeder, der es wagen sollte, den von
n Truppen der drei Schutzmächte im gegenwärtigen
genblick das Gebiet der Freistadt Krakau umge-
nden Militärkordon mit bewaffneter Hand zu durch-
echen, vor ein Kriegsgericht gestellt und erschossen
rden wird.

Krakau, den 20. Februar 1836.

Franz Kaufmann Edler v. Trauensteinburg,
iserl. Oestr. General-Feldwachtmeister und Befehls-
ber der im Namen der drei Schutzmächte das Gebiet
des Freistaates Krakau besetzenden Truppen.

VII.

ublication du Sénat de la ville de Cracovie,
du 9. *Mars* 1836.

Nachdem der Senat der freien, unabhängigen und
eng neutralen Stadt Krakau und ihres Umkreises
Anfertigung einer Bevölkerungs-Liste und eines

Digitized by Google

1836 Verzeichnisses der Inländer und Ausländer, die an
polnischen Revolution Theil genommen, anbefol
hat, um Erstere davor zu bewahren, dass sie n
ohne Anlass gezwungen werden, sich ins Ausland
entfernen, und um letztere zu nöthigen, dem der
sigen Regierung kundgemachten höchsten Willen
Schutzmächte gemäss, unverzüglich dieses Land
verlassen, bringt derselbe zur öffentlichen Kenn
aller Einwohner, dass die Verheimlichung irgend
mandes bei diesem von Seiten der öffentlichen Behör
vorgenommenen Geschäft dem Verheimlichenden
in der Bekanntmachung des Senats vom 27. Febr
d. J. angekündigte Strenge zuziehen wird, nämlich e
Geldstrafe von 500 Gulden oder zweimonatliche H
falls der Uebertreter nicht im Stande seyn sollte, d
erstere zu bezahlen. Und da in Kurzem eine
Revision vorgenommen werden soll, so müssen die H
genthümer und Vermiether es sich angelegen s
lassen, der mit der Aufnahme der Listen beauftragt
Kommission die bei ihnen wohnenden Individuen g
der Wahrheit gemäss anzugeben, indem sie solch
gestalt den Unannehmlichkeiten entgehen werden, de
die Nichtbefolgung der an sie ergangenen Warnu
sie aussetzen könnte. Der Senats-Präsident:

HALLER

VIII.

*Note de la conférence des résidens des tr
cours protectrices au président du sénat
Cracovie.*

(Cette Note est suivie de trois Annexes.)

Les soussignés, représentans des hautes cours pr
tectrices, ont eu l'honneur d'informer M. le Préside
et le Sénat de la ville libre de Cracovie, par leur
fice du 14. Avril dernier, quels sont les points qu'il
semblé indispensable aux cours protectrices de voir r
glés convenablement, avant de pouvoir faire évacu
entièrement la ville de Cracovie par les troupes qu'ell
ont été dans la nécessité d'y laisser. S. E. Mr. le Pr
sident a témoigné dans sa note responsive aux sou
signés, du 16. Avril, le désir de connaître les base
sur lesquelles la réorganisation de la milice et de l

Digitized by Google

olice de Cracovie (ce qui formait deux points prin- 1836
paux des demandes des soussignés) dut être effectuée.

Les soussignés, ayant eu soin de prendre à cet gard les ordres de leurs hautes cours, se trouvent, à ieure qu'il est, à même de satisfaire à la demande de S. . Mr. le président de Haller, en lui transmettant dans s annexes les principes que les cours proposent à l'a- option du Sénat relativement à la milice et à la police, n y ajoutant encore les clauses qui devraient entrer écessairement dans la loi à émettre pour regler l'ad- ission des étrangers dans l'état de Cracovie, loi qui écoule des règles les plus simples d'une bonne police, t que les trois cours jugent également importante our garantir l'état de Cracovie et leurs propres pro- inces avoisinantes contre le retour des désordres et es dangers, qui tantôt avaient excité l'attention des ois cours protectrices et avaient exigé leur interven- on active dans les affaires de Cracovie. En abandon- ant à la mûre délibération du Sénat les communica- ions que les soussignés ont l'honneur de lui faire au om de leurs cours, ils ne sauraient s'empêcher d'y joûter la réflexion, qu'en *donnant l'existence à l'état e Cracovie* au milieu de leurs possessions, les augu- es souverains protecteurs de cet état n'ont certaine- ent pu avoir l'intention d'y créer un foyer de conspi- ations contre la tranquillité de leurs provinces limi- rophes, un point de refuge pour les révolutionnaires t les malveillans de toute espèce, et un sujet continuel 'inquiétude pour les voisins, comme Cracovie l'était evenue en dernier lieu. Les lois et les institutions n vigueur en cet état n'ayant pu le garantir des maux t des dangers ci-dessus indiqués, il devient absolu- ent nécessaire d'y apporter les modifications que les irconstances exigent; or ce n'est que dans l'adoption t la franche exécution des mesures que les cours pro- osent, qu'elles croient trouver le remède au mal et ne assurance que le gouvernement de Cracovie a sin- èrement l'intention de remplir ce qui est dans ses de- oirs envers les protecteurs, et l'on peut ajouter en- ers l'état même dont l'existence et la prospérité lui ont confiées. Les soussignés ne peuvent enfin passer ous silence que leurs hautes cours considéreront en- ore comme un gage des sentimens du sénat de Cra- ovie les soins qu'il apportera au choix des employés

Digitized by Google

1836 dans toutes les branches du service public. Car ce n'est point en voyant en fonctions, même dans les places influentes, des individus compromis par leurs antécedens et partisans de la dernière révolution, que les cours pourront prendre confiance. Les soussignés saisissent cette occasion pour renouveler à S. E. M. le Président et au louable Sénat l'assurance de leur haute considération.

Cracovie, le 2. Juin 1836.

Signé HARTMANN.
E. Bon STERNBERG.
LIEHMANN.

Annexe A. Principes relatifs à la réorganisation de la milice.

Les deux points principaux dont il s'agit sont:

(*a*) La nomination d'un commandant de la milice, pour que ce soit un individu qui sache inspirer une entière confiance par ses sentimens politiques et qui possède en même temps les qualités nécessaires pour qu'on puisse se reposer sur lui relativement à tous les objets de détail, etc.

(*b*) La composition de la milice quant aux officiers et soldats. Les cours protectrices croient devoir placer comme première condition pour pouvoir être, soit commandant soit officier ou soldat dans la milice de Cracovie de n'avoir pris en aucune manière part à la dernière revolution de Pologne, et secondement pour être commandant ou pour entrer d'abord en qualité d'officier dans la milice, d'avoir servi dans les armées de l'une des trois cours protectrices, et d'avoir obtenu régulièrement la permission de passer au service de Cracovie. La voie de l'enrôlement serait conservée pour la milice, et les officiers et soldats de l'ancienne milice qui existent encore, et contre lesquels il n'y aurait point d'objection individuelle, formeraient le noyau de la nouvelle milice; on consentirait à une augmentation de cette troupe jusqu'à 450 hommes et 40 chevaux, savoir; deux compagnies de milice proprement dite, à 100 hommes chacune y compris les charges, une campagnie de soldats de police de 110 hommes, et 40 gendarmes à cheval. Le commandant de la milice examinerait et jugerait des qualifications des individus qui se présenteraient pour devenir officiers de la mi-

Digitized by Google

ie, et sur sa proposition le Sénat les nommerait. 1836
our pouvoir être soldat ou bas officier dans la milice, faudrait ou appartenir à l'état de Cracovie, ou être jet d'une de trois puissances, être au moins de l'âge 25 ans, et accepter une capitulation du moins de ans. Un individu qui remplirait ces conditions, tre celle de n'avoir pris aucune part à la révolution Pologne, qui physiquement serait trouvé apte au rvice, et contre la moralité duquel il n'existerait point indice défavorable, pourrait être enrôlé par le commandant, contre un argent d'engagement a fixer d'ance.

Il serait essentiel de fixer le traitement des soldats officiers de la milice, de manière à présenter quelie attrait pour ce service, et il devrait être pourvu ix cas d'invalidité et de retraite.

Une commission que nommerait le Sénat et à laielle le nouveau commandant de la milice prendrait art, réglerait les autres points de détail pour la forıation de la milice, que la conférence des résidens ırait à sanctionner.

Il s'agirait également de dresser un réglement de rvice et un réglement disciplinaire et pénal pour la ilice de Cracovie. Comme l'évacuation définitive de l'état e Cracovie dépend principalement de la nouvelle formaon de la milice sur ces bases, les trois cours s'attenent à être informées le plus tôt possible des progrès e cette formation; et en cas qu'elle n'eût point le ıccès désiré, ce serait au Sénat à indiquer les obacles qui y mettent empêchement, afin qu'il puisse tre avisé aux moyens d'y porter remède.

In fidem copiae; signé, HARTMANN. (L. S.)

Annexe B. Principes à suivre pour la réorganisation de la police.

La police, pour être bien administrée, exigeant nité de volonté, une prompte exécution et une responabilité non partagée, les trois cours sont de l'avis, ue la direction suprême des affaires de police à Cracovie, et nommément la police pour les étrangers, evrait être concentrée entre les mains du Président, t qu'à cet effet l'art. 16 du statut organique du Sénat, ui ne réserve au Président que les affaires de haute olice, devrait subir une modification, en étendant cette

Digitized by Google

1836 réserve aux affaires de police en général. Ce serait aussi au président, avec le concours d'un comité de sénateurs qu'il choisirait lui-même, que devrait être réservée la nomination des commissaires et adjoints de police; et comme, d'après l'art. 11 de la constitution, ces nominations appartiennent au Sénat, les trois cours entendent modifier sous ce rapport l'article en question. La nomination du directeur de police resterait au Sénat, mais les trois cours s'attendent que son choix sera communiqué préalablement à leurs résidens, afin de s'assurer s'il n'y a pas d'objection de leur part, puisque les cours ne sauraient jamais consentir à avoir à la tête d'une branche du service public aussi importante pour la sûreté de l'état de Cracovie même, et pour celle de leurs provinces avoisinantes, un homme qui, outre les qualités requises pour cette place, ne présenterait pas par tous ses antécédens une parfaite garantie de la rectitude de ses sentimens politiques. La nomination et la destitution des employés subalternes de police seraient du ressort du directeur, parce qu'il est aussi responsable de l'exécution de toutes les mesures de police jugées nécessaires. Pour faciliter la surveillance de la police dans tout le territoire de Cracovie, des employés subalternes et dépendant uniquement du directeur de police devraient être placés dans chaque district. Le directeur de police devrait obtenir un fonds proportionné pour la police secrète, dont il manquait jusqu'ici entièrement, et dont il ne serait comptable qu'envers le Président.

Le traitement du directeur de police, fixé actuellement à 5000 fl. pol., ou à peu près à 1250 Torins d'Allemagne, devrait être augmenté en raison de plus grande responsabilité.

In fidem copiae; signé HARTMANN. (L. S.)

Annexe C.

La nouvelle loi ou ordonnance concernant *l'admission des étrangers à Cracovie* devrait comprendre les points suivans:

1o. Qu'il ne serait point permis à des sujets étrangers de se rendre sur le territoire de Cracovie sans être munis de passe-ports en règle;

2o. Qu'il ne serait non plus accordé de permis de séjour aux étrangers non munis de papiers en règle.

Digitized by Google

es sujets des trois cours protectrices seraient en ce 1836
s renvoyés dans les pays auxquels ils appartiennent,
les autres étrangers dans la direction de leur arrivée;

3o. Qu'on déterminerait, s'il n'existe pas encore
loi à cet égard, la peine applicable à la falsification
s passe-ports et certificats, etc., à laquelle celui qui
oduirait des passe-ports falsifiés serait soumis dans
tat de Cracovie; après quoi le coupable, s'il est
jet des trois puissances protectrices, serait remis à
n gouvernement, et expulsé du territoire de Cracovie,
il appartient à un autre pays;

4o. Que les peines pour ceux qui accueilleraient
s individus non munis de passe-ports en règle, ou
i négligeraient de les désigner à la police, seraient
gmentées. Les cours protectrices n'entendent pas
pendant comprendre dans l'obligation de produire
s passe-ports des habitans de la frontière, lorsqu'ils
nt connus, et ne s'arrêteraient pas au-delà de trois
urs sur le territoire de Cracovie. Elles n'entendent
s non plus donner à cette loi une force rétroactive,
lativement aux personnes qui se seraient introduites
ntérieurement sans passe-ports à Cracovie, et qui y
availlent dans les métiers, ou qui y sont en service,
condition cependant qu'il serait fixé à ces gens un
rme pour se mettre en règle. Enfin les cours pro-
ctrices entendent apporter toutes les facilités compa-
bles avec leurs lois de police, tant pour recevoir les
dividus qui seraient renvoyés du territoire de Cra-
ovie, que pour fournir des passe-ports ou certificats
ceux de leurs sujets qui voudraient se rendre pour
es motifs valables dans l'état de Cracovie. L'on ne
urait admettre, qu'une loi comme celle qu'on propose,
qui est fondée sur les règles les plus simples d'une
onne administration de police, soit contraire à l'art. 8
e la constitution pour l'état de Cracovie, puisque
ien certainement on ne voulait et ne pouvait imposer
u gouvernement de Cracovie une obligation d'accueillir
de tolérer tous les criminels, les mauvais sujets et
ens sans aveu, qui se réfugieraient sur son territoire
ussitôt qu'ils ne seraient point réclamés.

In fidem copiae; signé HARTMANN. (L. S.)

Digitized by Google

77.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Mes-quaw-buck, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. Signée le 26. Mars 1836.

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 73-75.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,
President of the United States of America.

To all and singular to whom these presents shall come Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded between the United States of America, and Mes-quaw-buck, a chief of the Pottawatomie tribe of Indians and his band, at Turkey Creek Prairie, Indiana on the twenty sixth day of March, one thousand eight hundred and thirty six, which treaty is in the words following, to wit: Articles of a treaty made and concluded at camp in Turkey Creek Prairie, in the State of Indiana between Abel C. Pepper commissioner of the United States and Mes-quaw-buck, a chief of the Pottawatomy tribe of Indians and his band, on twenty sixth day of March, in the year eigtheen hundred and thirty six.

Art. 1. The above named chief and his band hereby cede to the United States the four sections of land reserved for them by the second article of the treaty between the United States and the Pottawatomy Indians, on Tippecanoe river on the twenty seventh day of October 1832.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid the United States stipulate to pay the above named chief and his band the sum of twenty five hundred and sixty dollars in specie at the next payment of annuity after the ratification of this treaty.

Art. 3. The United States stipulate to provide for

Digitized by Google

e payment of the necessary expenses attending the 1836
iking and concluding this treaty.

Art. 4. The above named chief and his band agree yield peaceable possession of the above sections of land d remove to the country west of the Mississippi provi- d for the Pottawatomy nation by the United States, thin two years from this date.

Art. 5. This treaty shall be binding upon both e parties from the date of its ratification by the Pre- lent and Senate of the United States.

Art. 6. Whereas, Henry Ossum has lived many ears on the lands of the above named chief and his ind — has furnished them with provisions and blankets hen they were poor and destitute — has made valuable provements on the said land and whereas the said ief and his band acknowledge themselves to be justly debted to the said Henry Ossum in the sum of three ousand dollars, it is hereby stipulated that from the ssion aforesaid a reservation of two of the above four ctions is made for Henry Opossum to be paten- d to him by the United States, the said reserve to include Ossums improvements on which he now es and Mis - quaw - bucks village. If this article all be ratified by the President and Senate of the nited States,

Then twelve hundred and eighty dollars of the ove consideration shall be witheld from the aforesaid ief and his band in the payment for the cession afo- said; but if this article of the treaty shall not be proved and ratified by the President and Senate of e United States, it is expressly understood that the jection thereof shall not viciate or make void any other ticle or stipulation of the above treaty.

In testimony whereof the said A. C. Pepper com- issioner on the part of the United States, and the ove named chief and headmen for themselves and for eir band, have hereunto subscribed their names, e day and year above written.

A. C. Pepper.

C. Carter, Secretary.

Eeward, M. Cartney, Enteprt.

(Signatures des Indiens.)

Digitized by Google

1836 Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, President of the United States, of America, having seen and considered the said treaty, do in pursuance of the advice and consent of the Senate as expressed in their resolution of the thirtieth day of May one thousand eight hundred and thirty six, accept ratify and confirm the same with the exception of the sixth article, as excepted in the aforesaid resolution of the Senate; which sixth article is as follows: "Art. Whereas Henry Ossum, has lived many years on the lands of the above named chief and his band — has furnished them with provision and blankets when they were poor and destitute — has made valuable improvements on the said land; and whereas, the said chief and his band acknowledge themselves to be justly indebted to the said Henry Ossum in the sum of three thousand dollars it is hereby stipulated that from the cession aforesaid a reservation of two of the above four sections is made for Henry Ossum, to be patented to him by the United States, the said reserve is to include Ossums improvements on which he now lives and Mepuaw-bucks village. If this article shall be ratified by the President and Senate of the United States, then twelve hundred and eighty dollars of the above consideration shall be withheld from the aforesaid chief and his band in the payment for the cession aforesaid; but if this article of the treaty shall not be approved and ratified by the President and Senate of the United States, it is expressly understood that the rejection thereof shall not vitiate or make void any other article or stipulation of the above treaty.

In testimony whereof, I have caused the Seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this fourth day of June in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, and of the Independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President:

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

Digitized by Google

78.

nvention entre les Etats-unis de Amérique septentrionale et Waw--wa, un des chefs de la tribu inenne des Pottawatomie. Signée le 29. Mars 1836.

cts of the first Session of the 24 Congress of the ited States. Washington, 1836. Append. p. 75-77.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall ne Greeting:

Whereas a treaty was made, and concluded betn the United States of America, and Waw-ke-wa, Pottawatomie chief, and his band, on Tippecanoe er, Indiana, on the twenty-ninth day of March, e thousand eight hundred and thirty six.

Articles of a treaty made and concluded on Tipcanoe river in the State of Indiana between Abel Pepper commissioner on the part of the United ates and Wau-ke-wa Che-coses only son of a Potvatomy chief and his band, on the twenty-ninth y of March, eighteen hundred and thirty six.

Art. 1. The above named chief and his band hereby de to the United States the four sections of land served for them by the second article of the treaty tween the United States and the Pottawatomy Indians.

Art. 2. The above named chief and his band agree yield peaceable possession of said land within three nths from this date, and to remove to the country ovided for the Pottawatomy nation west of the Missippi river within two years.

Art. 3. In consideration of the cession aforesaid United States stipulate to pay the above named ief and his band twenty five hundred and sixty dols in specie at the first payment of annuity after e ratification of this treaty.

Art. 4. The United States stipulate to provide for

Digitized by Google

1836 the payment of the necessary expenses attending th
making and concluding this treaty.

Art. 5. This treaty shall be binding upon bo
the parties from the date of its ratification by t
President and Senate of the United States.

Art. 6. Whereas the above named chief and
band have sold to Peter Warner one half section
the said land, and have received in payment ther
two hundred dollars and said Warner's note for t
hundred dollars, and whereas the said Warner
expended in improvements on the said land about e
hundred dollars, and has a mill almost ready to
into operation, therefore it is the particular request
the aforesaid chief and his band that the deed wh
they have made and signed to Peter Warner for
half section of land may be ratified and confir
If this article of this treaty shall be approved
four hundred dollars of the above named consider
shall be deducted, but if this sixth article of
treaty shall not be approved and ratified by the P
sident and Senate of the United States it is expre
understood that the rejection thereof shall not vi
or make void any other article or stipulation of
treaty.

In testimony whereof the said Abel C. Pepp
commissioner on the part of the United States,
the above named chief and head men have hereu
subscribed their names, the day and year above writ

ABEL C. PEPP

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Now therefore be it known, that I, Andrew Jack
President of the United States of America, ha
seen and considered the said treaty, do, in pursua
of the advice and consent of the Senate, as expre
in their resolution of the thirtieth day of May,
thousand eight hundred thirty six, accept, ratify,
confirm the same, with the exception of the si
article, as excepted in the aforesaid resolution of
Senate, which sixth article is as follows: "Art.
Whereas the above named chief and his band h
sold to Peter Warner one half section of the said la
and have received in payment thereof two hund
dollars and said Warner's note for two hundred d

Digitized by Google

ars; and whereas, the said Warner has expended in 1836
nprovements on the said land about eight hundred
ollars, and has a mill almost ready to go into opera-
ion; therefore it is the particular request of the
foresaid chief and his band that the deed which they
ave made and signed to Peter Warner for said half
ection of land, may be ratified and confirmed. If
his article of this treaty shall be approved, then four
undred dollars of the above named consideration shall
e deducted; but if this sixth article of this treaty
hall not be approved and ratified by the President
nd Senate of the United States it is expressly under-
tood that the rejection thereof shall not vitiate or
ake void any other article or stipulation of this treaty."

In testimony whereof, I have caused the seal of
he United States to be hereunto affixed, having signed
he same with my hand.

Done at the city of Washington, this fourth day
f June, in the year of our Lord one thousand eight
undred and thirty six, and of the independence of
he United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President:
OHN FORSYTH, Secretary of State.

79.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et une bande indienne de Pottawatomie. Signée le 11. Avril 1836.

(Ratifiée par le président des Etats-unis, le 25. Mai 1836.)

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 61.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall
ome Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded at a
amp, on Tippecanoe river, in the State of Indiana,

Digitized by Google

1836 between Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States and Paukoo-shuck, Aub-ba-naub-bas oldest son, and the headmen of Aub-ba-naub-bas band of Pottawatomie Indians, on the eleventh day of April, in the year eigtheen hundred and thirty six. Which treaty is in the words following to wit:

Articles of a treaty made and concluded at a camp on Tippecanoe river, in the State of Indiana, between Abel C. Pepper commissioner on the part of the United States and Paukoo-shuck, Aub-bab-naub-bas oldest son and the headmen of Aub-bab-naub-bas band of Pottawatomie Indians this eleventh day of April in the year eigtheen hundred and thirty six.

Art. 1. The aforesaid Paukoo-shuck and the headmen of Aub-bab-naub-bas band hereby cede to the United States the thirty six sections of land reserved for them by the second article of the treaty between the United States and the Pottawatomie Indians on Tippecanoe river on the twenty sixth day of October, in the year eighteen hundred and thirty two.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid the United States stipulate to pay to the aforesaid band the sum of twenty three thousand, and forty dollars in specie, one half at the first payment of annuity after the ratification of this treaty, and the other half at the succeeding payment of annuity, —

Art. 3. The above named Paukoo-shuck, and his band agree to remove to the country west of the Mississippi river, provided for the Pottawatomie nation by the United States within two years.

Art. 4. At the request of the above named band it is stipulated that after the ratification of this treaty the United States shall appoint a commissioner who shall be authorized to pay such debts of the said band as may be proved to his satisfaction to be just, to be deducted from the amount stipulated in the 2nd article of this treaty, —

Art. 5. This treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States shall be binding upon both parties.

In testimony whereof the said Abel C. Pepper commissioner as aforesaid, and the said Paukoo-shuck and his band, have hereunto set their hands this ele-

Digitized by Google

th day of April, in the year of our Lord, one thou- 1836
d eight hundred and thirty six.

ABEL C. PEPPER.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Now therefore be it known, that I, Andrew Jack-
, President of the United States of America, ha-
g seen and considered the said treaty, do, in pur-
nce of the advice and consent of the Senate, as ex-
ssed in their resolution of the twentieth day of May,
thousand eight hundred and thirty six accept, ratify
confirm the same, with the exception of the fourth
icle, as excepted in the aforesaid resolution of the
nate, which fourth article is as follows: "Art. 4. At
request of the above named band it is stipulated,
t, after the ratification of this treaty, the United
tes shall appoint a commissioner, who shall be au-
rized to pay such debts of the said land as may
proved to his satisfaction to be just, to be deduc-
from the amount stipulated in the second article
this treaty."

In testimony whereof, I have caused the seal of
United States to be hereunto affixed, having sig-
the same with my hand.

Done at the city of Washington, this twenty fifth
of May in the year of our Lord one thousand eight
dred and thirty six, and of the independence of
United States the sixtieth.

(L. S.) ANDREW JACKSON.

By the President:

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

Digitized by Google

1836

80.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Pottawatomie sur le territoire de l'état de la Indiana. Signée le 22. Avril 1836.

(Ratifiée par le Président des Etats-unis, le 25. Mai 1836.)

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Appendix p. 57.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall come Greeting:

Whereas a Treaty was made and concluded at the Indian Agency in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States and O-kah-mause, Kee-waw-nay, Nee-bosh and Mat-chis-jaw, chiefs and headmen of Pottawatomie tribe of Indians and their bands, on the twenty-second day of April, in the year 1836, which treaty is in the words following to wit:

Articles of a treaty made and concluded at the Indian Agency, in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States and O-kah-mause, Kee-waw-nay, Nee-bosh and Mat-chis-jaw, chiefs and headmen of the Pottawatomie, tribe of Indians and their bands, on the twenty sixth day of April, in the year eighteen hundred and thirty six.

Art. 1. The above named chiefs and headmen for their bands, hereby cede to the United States, sections of land, reserved for them by the second article of the treaty, between the United States and the Pottawatomie tribe of Indians, on Tippecanoe river on the 26th day of October, in the year 1832.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid the United States stipulate to pay to the above named chiefs and headmen and their bands the sum of four thousand four hundred dollars, at the first payment of annuity, after the ratification of this treaty.

Digitized by Google

Art. 3. The above named chiefs and headmen and 1836
eir bands agree to remove to the country west of
e Mississippi river, provided for the Pattawatomie
ibes by the United States within two years.

Art. 4. At the request of the above named chiefs
nd bands it is stipulated that after the ratification of
is treaty, the United States shall appoint a commis-
oner, who shall be authorized to pay such debts of
e said bands as may be proved to his satisfaction to
e just, to be deducted from the amount stipulated in
e second article of this treaty.

Art. 5. The United States stipulate to provide for
he payment of the necessary expenses attending the
aking and concluding this treaty.

Art. 6. This treaty, after the same shall be ratified
y the President and Senate of the United States,
hall be binding upon both parties.

In testimony whereof, the said Abel C. Pepper,
ommissioner as aforesaid, and the said chiefs and
eadmen and their bands, have hereunto set their
ands, this 22d day of April A. D. 1836.

ABEL C. PEPPER.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson,
resident of the United States of America, having seen
nd concluded the said treaty, do, in pursuance of
he advice and consent of the Senate, as expressed in
eir resolution of the twentieth day of May one thousand
ight hundred and thirty six, accept, ratify and con-
rm the same, with the exception of the fourth article,
s excepted in the aforesaid resolution of the Senate;
hich fourth article is as follows: "Art. 4. At the
equest of the above named bands it is stipulated that
fter the ratification of this treaty, the United States
hall appoint a commissioner, who shall be authorized
o pay such debts of the said bands as may be proved
o his satisfaction to be just, to be deducted from the
mount stipulated in the second article of this treaty."

In testimony whereof, I have caused the seal of
he United States to be hereunto affixed, having signed
he same with my hand.

Done at the city of Washington, this twenty fifth
ay of May, in the year of our Lord one thousand

Digitized by Google

1836 eight hundred and thirty six, and of the independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President,
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

81.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Quash-quaw sur le territoire de l'état de la Indiana. Signée le 22. Avril 1836.

(Ratifiée par le président des Etats-unis, le 25. Mai 1836.)

(Acts of the first session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 59.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular, to whom these presents shall come Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded at the Indian Agency, in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States, and Nas-waw-kee, and Quash-quaw, chiefs and headmen of the Pottawatomie tribe of Indians and their bands, on the twenty-second day of April, one thousand eight hundred and thirty six, which treaty is in the words following, to wit:

Articles of a treaty made and concluded at the Indian agency, in the State of Indiana between Abel C. Pepper commissioner on the part of the United States and Nas-waw-kee and Quash-quaw chiefs and headmen of the Pottawatomie tribe of Indians and their bands on the 22d day of April, 1836.

Art. 1. The above named chiefs and headmen and their bands hereby cede to the United States three sections of land reserved for them by the second article of the treaty between the United States and the Pottawatomie tribe of Indians of Tippecanoe river on the 26th day of October 1832.

Digitized by Google

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid 1836
ıe United States stipulate to pay the above chiefs and
eadmen and their bands nineteen hundred and twenty
ollars at the first payment of annuity after the rati-
cation of this treaty.

Art. 3. The above named chiefs and headmen and
ıeir bands agree to give possession of the aforesaid
ıree sections of land, and remove to the country
est of the Mississippi river provided by the United
tates for the Pottawatomie nation of Indians within
ro years from this date.

Art. 4. At the request of the above named chiefs
ıd headmen and their bands it is stipulated that after
ıe ratification of this treaty, the United States shall
ppoint a commissioner, who shall be authorized to
ıy such debts of the said bands as be proved to his
tisfaction to be just to be deducted from the amount
ipulated in the 2nd article of this treaty.

Art. 5. The United States stipulate to provide for
e payment of the necessary expenses attending the
aking and concluding this treaty.

Art. 6. This treaty, after the same shall be rati-
ıd by the President and the Senate of the United
ıates, shall be binding upon both parties.

In testimony whereof, the said Abel C. Pepper
mmissioner on the part of the United States, and the
id chiefs and headmen and their bands, have hereunto
t their hands this 22d day of April A. D. 1836.

A. C. Pepper.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Now therefore be it known, that I, Andrew Jack-
n, President of the United States of America having
en and considered the said treaty, do in pursuance
the advice and consent of the senate, as expressed
their resolution of the twentieth day of May one
ousand eight hundred and thirty six, accept, ratify
d confirm the same with the exception of the fourth
ticle, as excepted in the aforesaid resolution of the
nate, which fourth article is as follows: Art 4. "At
e request of the above named bands it is stipulated that
er the ratification of this treaty, the United States
all appoint a commissioner who shall be authorized
pay such debts of the said bands as may be pro-

Digitized by Google

1836 ved to his satisfaction to be just, to be deducted from the amount stipulated in the second article of this treaty."

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this twenty fifth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, and of the independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President.
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

82.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs de la tribu indienne des Wyandot sur le territoire de l'état de l'Ohio. Signée le 23. Avril 1836.

(Ratifiée à Washington par le président des Etats-unis, le 16. Mai 1836.)

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836: Appendix p. 37.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall come, Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded between John A. Bryan, commissioner on the part of the United States, and William Walker, John Barnett and Peacock, chiefs, and principal men of the Wyandot tribe of Indians in Ohio; acting for and on behalf of the said tribe. Which treaty is in the words following, to wit:

Articles of a treaty made and concluded between John A. Bryan, commissioner on the part of the United States and William Walker, John Barnett and Peacock, chiefs and principal men of the Wyandot tribe of Indians in Ohio, acting for and on behalf of the said tribe.

Digitized by Google

Art. 1. The Wyandot tribe of Indians in Ohio 1836
ede to the United States a strip of land five miles in
xtent, on the east end of their reservation in Crawford
ounty in said State — also, one section of land lying
1 Cranberry Swamp, on Broken Sword Creek, being
ie one mile square specified and set forth in the treaty
iade with the said tribe on the twenty ninth day of
eptember in the year of our lord one thousand eight
undred and seventeen — also, one hundred and sixty
cres of land, which is to be received in the place
nd stead of an equal quantity set apart in a supple-
ental treaty made with the said Indians on the
eventeenth day of September in the following year,
ll situated and being in the said county of Crawford.

Art. 2. The said five mile tract, as also the ad-
itional quantities herein set forth, are each to be
urveyed as other public lands are surveyed by the
urveyor General, and to be sold at such time and
lace, allowing sixty days notice of the sale, as the
'resident may direct.

Art. 3. A Register and Receiver shall be appointed
y the Resident and Senate, in accordance with the
vishes of the delegation of chiefs, whose duties shall
e similar to those of other Registers and Receivers.
They shall receive such compensation for services
endered, not exceeding five dollars per day for every
lay necessarily employed in the discharge of their
luties, as the President may determine.

Art. 4. All expenses incurred in the execution of
his treaty and in the sale of the lands included in it,
hall be defrayed out of the funds raised therefrom,
ncluding such expenses and disbursements as may
ave been incurred by the delegation to Washington —
nd such allowance to individuals who have assisted in
he negotiation, as the chiefs in council, after a full
nd fair investigation, may adjudge to be reasonable
nd just, shall in all cases be made.

Art. 5. Such portions of the moneys arising from
he sales as the chiefs may deem necessary for the
ebuilding of mills, repair and improvement of roads,
stablishing schools, and other laudable public objects
or the improvement of their condition, shall be pro-
erly applied under their direction, and the remainder

Digitized by Google

1836 to be distributed among the individuals of said tribe as annuities are distributed.

Art. 6. The monies raised by the sales of the lands for all the above mentioned objects, except the last shall be paid by the Receiver on the order of the chiefs; and such order, together with the receipt of the persons to whom payment shall be made, shall be the proper voucher for the final settlement of the accounts of the Receiver; but the funds for the tribe shall be distributed by the Register and Receiver to each person entitled thereto.

Art. 7. By the 21st article of the treaty concluded at the foot of the rapids of the Miami of Lake Erie, dated the twenty ninth day of September in the year one thousand eight hundred and seventeen, and the shedule thereunto attached, there was granted to Doanquot, or half King, Bontondee, or Warpa Tayarrontoyea, or Between the logs, Danwawtout, or John Hicks, Mononcue, or Thomas, Tayondottausch, or George Punch, Hondau a waugh, or Matthews, chiefs of the Wyandot nation, two sections of land each, within the Wyandot reservation — The aforesaid chiefs, their heirs or legal representatives, are entitled to, and allowed one section of land each, in the above designated tract of 5 miles, to be selected by them previous to sale, and the same shall be sold as the other lands are sold, and they allowed to receive the respective sums arising from said sale.

Art. 8. If during the progress of the sale, the Indians are not satisfied with the prices at which the lands sell, the Register and Receiver shall, on the written application of the chiefs, close the sale, and report the proceeding to the War Department — and the President may appoint such other time for the sale as he may deem proper.

Art. 9. The President shall give such directions as he may judge necessary for the execution of this treaty through the proper Departments of the Government.

Signed this twenty third day of April in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six.

JOHN A. BRYAN,
Coun on the part of the U. States.

In the Presence of us
W. M. WALKER.
J. A. Mc. CLENE.
JOHN BARNETT.
JOHN Mc. ELVAIN.
JOHN PEACOCK.

Digitized by Google

Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, 1836
resident of the United State of America, having seen
d considered the said treaty, do in pursuance of
e advice and consent of the Senate as expressed in
eir resolution of the sixth of May one thousand
ght hundred and thirty six, accept, ratify and con-
m the same, upon the condition expressed in the
oresaid revolution of the Senate, which condition is
follows "Provided, that after the word moneys, in
e fifth Article, the following words shall be inserted
erein: not exeeding twenty thousand dollars.

In testimony whereof, I have caused the seal of
United State to be hereunto affixed, having signed
same, with my hand.

Done at the city of Washington, this sixteenth
y of May, one thousand eight hundred and thirty
, and of the independence of the United States the
tieth.

ANDREW JACKSON.

By the President:
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

83.

Traité entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick d'une part et le Grand-duché d'Oldenbourg de l'autre part pour l'accession du dernier à la ligue de commerce et de douanes des deux premiers. En date du 7. Mai. 1836.

(Oldenburgische Gesetz-Sammlung v. J. 1836. Auch in einem besondern officiellen Abdrucke. Oldenburg 1836. Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogth. Braunschweig. 1836. Nro. 18. Gesetz-Samml. für das Königr. Hannover v. J. 1836.)

Seine Majestät, der König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc. etc., auch König von Hannover etc. und

Digitized by Google

1836. Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

einerseits,

und Seine königliche Hoheit, der Grossherzog von Oldenburg,

andererseits,

haben, von dem Wunsche geleitet, ihren Unterthanen die Vortheile eines gegenseitigen freien Handels und Verkehrs zu verschaffen, zur Erreichung dieses Zweckes Unterhandlungen eröffnen lassen und zu denselben bevollmächtigt:

einerseits,

Seine Majestät, der König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc.,

Allerhöchst Ihren Ober-Steuer-Rath, Georg Friedrich Hieronymus Dommes, Ritter des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens und Commandeur 2ter Classe vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen und

Allerhöchst Ihren Ober-Zoll-Rath, Heinrich Ludwig Meinecke, Ritter des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens und vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen, und

Seine Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg,

Höchst Ihren Finanz-Director und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Commandeur 2ter Classe vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen, Commandeur des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens und des Kurfürstlich Hessischen Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens;

anderseits,

Seine Königliche Hoheit, der Grossherzog von Oldenburg etc.,

Höchst Ihren Cammerrath, Gerhard Friedrich August Jansen,

von welchen Bevollmächtigten, in Gemässheit der ihnen ertheilten Vollmachten und Instructionen, nachstehender Vertrag, unter dem Vorbehalte der Ratification, verabredet und geschlossen worden.

Digitized by Google

Art. 1. Das Herzogthum Oldenburg vereinigt sich 1836
it dem Königreiche Hannover und dem Herzogthume raunschweig zur Annahme eines gleichmässigen und emeinschaftlichen Systems der Eingangs-, Durchangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben, auf rundlage der Bestimmungen, welche in dem zwischen en beiden letztgenannten Staaten unterm 1sten Mai 34 zu Hannover geschlossenen und mit dem 1sten unius 1835 zur Ausführung gebrachten Vertrage entalten sind.

Art. 2. Die zwischen Hannover und Oldenburg beehenden Steuer- und Zolllinien werden aufgehoben, nd unter sämmtlichen drei contrahirenden Staaten ll ein völlig steuerfreier Verkehr Statt finden. Jeoch sind von diesem freien Verkehre das Salz und ie Spielkarten, worüber besondere Bestimmungen verbredet worden, ferner die Calender, hinsichtlich deen die bisherigen Verhältnisse nicht geändert werden, nd endlich das Bier in dem Masse ausgeschlossen, ass, da eine Fabrikationsabgabe von demselben im erzogthume Oldenburg nicht eingeführt wird, das n diesem Staate erzeugte Bier bei dem Uebergange in die ndern beiden Staaten der in diesen für inländisches ier bestehenden Abgabe, so wie den wegen des fremen Biers ertheilten Vorschriften und angeordneten oder och anzuordnenden Controle-Massregeln unterworfen erden soll, wogegen das im Königreiche Hannover nd Herzogthume Braunschweig producirte Bier steuerei in das Herzogthum Oldenburg eingeführt werden arf.

Art. 3. Für das Gebiet der contrahirenden drei Staaten wird eine gemeinsame Grenzlinie errichtet, welche die in den Abgabenverband aufgenommenen andestheile derselben umgiebt.

Art. 4. Von fremden Staaten ganz umgebene Gebietstheile bleiben von diesem Verbande ausgeschlossen.

Auch können davon andere einzelne Landestheile, n Berücksichtigung ihrer örtlichen Lage und daraus ervorgehenden besonderen Verhältnisse, im gemeinchaftlichen Einverständnisse ausgenommen werden.

Solche ausgeschlossene Gebietstheile werden, in Beziehung auf das im Verbande begriffene Ländergebiet, wie Ausland behandelt.

Die Regulirung der Abgaben in denselben und

Digitized by Google

1835 deren Erhebung für einseitige Rechnung bleibt de betreffenden Regierung überlassen.

Art. 5. Die bisher in Oldenburg unter dem Name von Grenz-Zoll-, Accise, oder unter einer sonstige Bezeichnung erhobenen indirecten Abgaben, sowo von den in diesen Staat eingegangenen und zum Ver brauche im Innern desselben bestimmten ausländische als von den aus demselben Staate versendeten inl dischen oder ausländischen, so wie von den durch de selben durchgeführten Gegenständen, werden aufgeh ben; auch findet ein Gleiches hinsichtlich der bish von dem in Oldenburg verfertigten Branntwein entri tete Verbrauchs- (Fabrications-) Abgabe Statt.

An die Stelle dieser Abgaben tritt die seit d 1sten Juni 1835 in Hannover und Braunschweig b reits bestehende gemeinschaftliche Ein-, Durch- und Ausgangs-Abgabe, so wie auch die Verbrauchs- (Fa briçations-) Abgabe von dem im Inlande verfert Branntwein.

Art. 6. Andere Verbrauchs- oder Fabrications-A gaben, als die vom Branntwein und die in Hannover und Braunschweig noch ausserdem bestehende Abga vom inländischen Bier dürfen in keinem der Verei staaten — wiewohl vorbehältlich der im Artikel 13 e wähnten besondern Abgaben in einzelnen Städten od Gemeinden — anders als im Einverständnisse der co trahirenden Regierung angeordnet werden.

Art. 7. Die Erhebung der im Art. 5. bestimmt gemeinschaftlichen Abgaben, so wie überhaupt das z Sicherung derselben erforderliche Verfahren, soll n nach Vorschrift der von Hannover und Braunschwe bereits zur Ausführung gebrachten und übereinstim mend von Oldenburg noch zu erlassenden, oder fern von erstgenannten Staaten in Gemeinschaft mit Olde burg zu verabredenden in allen drei Staaten gleichmä ssig zu erlassenden Gesetze, Tarife, Reglements u Instructionen Statt finden.

Art. 8. In den drei contrahirenden Staaten könne Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Verbote, sowohl in gegenseitiger Beziehung, als in Rücksicht auf das gemeinsame Ausland, nicht anders, als im gemein schaftlichen Einverständnisse angeordnet werden.

Das in Oldenburg bestehende Verbot der Ausfuhr der Pflasterkiesel bleibt, gleichwie in Hannover, in

Digitized by Google

ziehung auf das gemeinsame Ausland fernerweit in 1836
aft. In Ansehung des Salzes und der Spielkarten
len die nachfolgenden Art. 9. und 10. Anwendung.

Art. 9. Hinsichtlich des Salzes sind nachstehende
stimmungen verabredet:

A. Die Einführung fremden, in den contrahirenden
aten nicht erzeugten Kochsalzes — mit Ausnahme
jenigen, welches der eine oder andere Vereinsstaat
seine Rechnung und zum Behuf seiner Salzma-
tine vom gemeinsamen Auslande beziehen wird —
verboten

B. Jeder der contrahirenden Staaten kann die Durch-
r fremden Salzes durch sein Gebiet nach Nicht-
reinsländern, unter von ihm anzuordnenden Con-
le-Massregeln, gestatten.

Soll jedoch dasselbe durch mehrere Vereinsstaa-
geführt werden, so ist zuvor deren Erlaubniss,
ch eine Verständigung über die vorzuschreibenden
rchgangsstrassen und sonstige Sicherheitsmassregeln
órderlich.

C. Die Ausfuhr des Salzes nach Nicht-Vereins-
aten ist frei. Muss indess bei der Ausfuhr aus dem
en Vereinslande das andere berührt werden, so un-
liegt sie ebenfalls den wegen Innehaltung gewisser
assen und Anmeldung besonderer Controle-Mass-
geln gemeinschaftlich festzusetzenden Bestimmungen.

D. So wie die Einführung fremden Kochsalzes in
Vereinsländer verboten ist, bleibt auch das Koch-
z überhaupt vom freien Verkehr unter denselben
genommen, und jeder Staat behält die Befugniss,
ches einseitig mit Fabrications- oder Consumtions-
gaben zu belegen.

E. Zu mehrerer Sicherung der Interessen jedes
contrahirenden Staaten wird den Salin-Officianten
l concessionirten Salzverkäufern untersagt werden,
sentlich an Unterthanen des andern Staats Salz zu
kaufen.

Auch sollen Kaufleute und Krämer, welche Handel
Kochsalz treiben dürfen, dieses lediglich von den
inen oder concessionirten Salzverkäufern des eigenen
ats entnehmen und die Consumenten in diesem sich
nfalls nur bei jenen Salinen und concessionirten
lzverkäufern mit ihrem Salzbedarfe versehen.

Digitized by Google

1836 Art. 10. Die Einführung der Spielkarten vom Auslande ist nur der Stempelsteuer-Administration jedes Staats erlaubt; auch bleiben solche von dem freien Verkehr unter den contrahirenden Staaten ausgeschlossen. (Art. 2.)

Damit Defrauden hinsichtlich des Kartenstempels um so weniger eintreten können, wollen die contrahirenden Staaten ihren Spielkarten-Fabrikanten den Absatz ungestempelter Spielkarten, sowohl in dem eigenen Gebiete, als in die andern contrahirenden Staaten, nicht gestatten, vielmehr solchen unter angemessenen Strafen verbieten.

Durch diese Bestimmung soll jedoch der Absatz ungestempelter Spielkarten an die Stempelsteuer-Administration des eigenen oder der andern Staaten nicht beschränkt seyn.

Auch bleibt den Spielkarten-Fabrikanten der Absatz ungestempelter, für das Ausland bestimmter Spielkarten, unter Beobachtung der von der Steuer-Verwaltung vorzuschreibenden Controle-Massregeln, gestattet.

Ar. 11. Die Wasserzölle in den Vereinsstaaten auf andern Gewässern, als den Binnenflüssen, sind von der Gemeinschaft ausgeschlossen.

Art. 12. Auch die Schifffahrts-Abgaben, die Loosen-, Baaken-, Feuer-, Lasten-, Chaussee-, Weg-, Pflaster-, Canal-, Brücken-, Fähr-, Schleusen-, Leinpfad- und Schlagten-Gelder, so wie die Hafen-, Waage-, Krahn-, Niederlage-, Local-Mess-Gebühren und die sonstigen derartigen Abgaben, unterliegen nicht der gemeinsamen, sondern nach wie vor der einseitigen Bestimmung jedes Staats, und sind daher auch fernerhin von demselben ausschliesslich anzuordnen und zu beziehen.

Die Einwohner der andern contrahirenden Staaten sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleich behandelt werden.

Art. 13. Besondere Consumtions-Abgaben, welche ein Staat in einzelnen Städten oder Gemeinden für eigene Rechnung angeordnet hat oder anordnen wird, oder einzelnen Städten oder Gemeinden für deren Rechnung bewilligt hat oder bewilligen möchte, unterliegen auch fernerhin der einseitigen Bestimmung des betreffenden Staats.

Digitized by Google

Nur ist stets von dem Grundsatze auszugehen, 1836
die nach solchen Städten oder Gemeinden aus
andern contrahirenden Staaten gebrachten Gegen-
de in keinem Falle mit einer höhern Abgabe belegt
len dürfen, als die Gegenstände, welche von den
ohnern der fraglichen Städte oder Gemeinden selbst,
wie von den übrigen Landeseinwohnern in diese
te oder Gemeinden eingeführt werden.

Art. 14. Wegen solcher Befreiungen und Erleich-
ngen hinsichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs-
Durchgangs-Abgaben, welche, nach Statt gehabter
mittelung und Feststellung, von einem der Vereins-
en, oder mehreren zugleich auf den Grund von
rägen schon zugestanden sind, ist verabredet, dass
Ausfall, welcher in Folge dieser Zugeständnisse,
rend der Dauer der Verbindlichkeit solcher Ver-
, an jenen Abgaben entsteht, gemeinschaftlich
en werden soll.

Art. 15. Andere Befreiungen von den gemeinschaft-
Abgaben, oder Ermässigungen derselben können
in Folge besonderer Verabredungen der contra-
enden Staaten sowohl hinsichtlich ihrer Gestattung
rhaupt, als in Beziehung auf die einseitige oder
einschaftliche Uebernahme der dadurch an den
ünften entstehenden Ausfälle angeordnet werden.

Art. 16. Entschädigungen für aufzuhebende oder
its aufgehobene Zoll- und Steuer-Rechte fallen
jenigen Staate, welcher sie bewilligt hat oder be-
en wird, allein zur Last.

Art. 17. Gesetze und Verordnungen über die ge-
schaftlichen Abgaben verkündigt jede Regierung
hrem eigenen Namen, und deren Gültigkeit er-
kt sich auf das ganze in dem Abgaben-Verbande
ndliche eigene Staatsgebiet.

Sonstige Reglements und Instructionen werden da-
en, insofern selbige nicht von der Staats-Regierung
bst publicirt werden, von der obersten Steuer-Be-
rde für den Umfang ihres ganzen Verwaltungs-Be-
ks, wenn demselben auch Gebietstheile des andern
aats beigelegt seyn sollten, erlassen.

Art. 18. Auch die Verwaltung wird von jedem
aate innerhalb seines Gebietes, in Gemässheit der
sfallsigen gemeinsamen Bestimmungen, angeordnet
d geleitet.

Digitized by Google

1836 Einzelne Gebietstheile, welche ihrer Lage nach im Interesse der Abgabepflichtigen und der Verwaltung am angemessensten unter die Verwaltungs-Behörde eines andern der contrahirenden Staaten zu stellen seyn möchten, sollen jedoch dieser in Ansehung der Controle und Erhebung der gemeinsamen Abgaben, nach vorgängiger Verständigung beigelegt werden können.

Art. 19. Das zur Verwaltung, Controle und Erhebung erforderliche Personal stellt jeder Staat, sowohl in seinen eigenen als in den seiner Verwaltung beigelegten Gebietstheilen des andern Staats an, und verfügt dessen eidliche Verpflichtung.

Der abzustattende, gemeinschaftlich zu normirende Diensteid soll aber jedem Steuer-Beamten die Verbindlichkeit auferlegen, das gemeinschaftliche Interesse der contrahirenden Staaten gleichmässig zu beobachten.

Solche Beamte, welche ein Staat in dem Gebiete des andern angestellt hat, und die in diesem für die Dauer ihrer dortigen Dienstfunctionen ihren Wohnsitz nehmen, sind während dieser Zeit rücksichtlich ihrer Privat- und bürgerlichen Verhältnisse den dasigen Gesetzen und Einrichtungen unterworfen.

Nur rücksichtlich ihrer und ihrer Söhne Militairpflichtigkeit wird in ihrer ursprünglichen Verpflichtung nichts geändert, so wie sie auch in Bezug auf ihre Dienstobliegenheiten ausschliesslich dem Staate, welcher sie angestellt hat, untergeordnet bleiben.

Art. 20. Alle Administrationskosten werden durch Verabredungen der contrahirenden Staaten bestimmt und von dem Brutto-Ertrage der gemeinschaftlichen Abgaben bestritten werden.

Ausgenommen hiervon sind folgende, von den einzelnen Staats-Cassen zu tragende, zu einer Anrechnung nicht geeignete Ausgaben, als:

a. diejenigen, welche durch die Leitung der gemeinschaftlichen Steuer-Angelegenheiten bei der Central-Steuer-Verwaltung und bei der höchsten Behörde jedes Staats, und
b. die, welche durch die etwaige, nach den Lokal-Verhältnissen nicht zu umgehende Erbauung und die bauliche Unterhaltung von Amtslocalen, und zwar innerhalb des eigenen Gebiets,

verursacht werden.

Digitized by Google

Art. 21. Besoldungen, Diäten, Reisekosten und 1836
ıtschädigungen an die im Dienste befindlichen Beam-
ı werden durch die Cassen desjenigen Staats, der
ı Anstellung verfügt hat, ausbezahlt.

Auch die sonstigen Verwaltungs-Ausgaben erfolgen
rch die Cassen des Staats, in dessen Verwaltungs-
zirke sie verwendet sind.

Dagegen werden Unterstützungen und Gratifica-
nen an im Dienst stehende Beamte, so wie Warte-
lder, Pensionen und Unterstützungen an nicht mehr
ıgirende Beamte, oder an deren Angehörige, für
meinschaftliche Rechnung nicht geleistet. Derartige
ıgaben fallen vielmehr demjenigen Staate, welcher
ı Beamten angestellt hat, ausschliesslich zur Last.

Art. 22. Jeder der contrahirenden Staaten haftet
die Diensttreue der von ihm angestellten Beamten
der Art, dass Ausfälle, welche durch Dienstuntreue
es solchen Beamten entstehen, der gemeinschaft-
ıen Casse von demjenigen Staate, welcher den Be-
ten angestellt hat, zu ersetzen sind.

Ebenso hat jeder Staat für die gehörige Bewah-
ıg der aufgekommenen Einnahme und für die Sicher-
it der seiner Verwaltung untergebenen Cassen ein-
ıtehen, und die etwa sich ereignenden Verluste
ein zu tragen.

Art. 23. Den für die gemeinschaftlichen Abgaben
gestellten Beamten kann jeder Staat in seinen eige-
ı, sowohl seiner Verwaltung verbleibenden, als auch
den der Verwaltung des andern Staats überwiesenen
bietstheilen, die Erhebung und Controle ihm ein-
ig gebührender Abgaben, namentlich directer und
stiger indirecter Steuern übertragen, jedoch nur
ıfern daraus kein Nachtheil für den gemeinschaft-
ıen Dienst entsteht.

Gleichergestalt kann den für die Erhebung ein-
iger Einkünfte schon angestellten oder noch an-
tellenden Erhebern die Erhebung und Controle der
meinschaftlichen Abgaben, sofern keine Unzuträg-
keiten damit verbunden sind, mit übertragen werden.

In beiden Fällen sollen die betreffenden Beamten
ihrer Ober-Behörde, mit Hinweisung auf den ge-
teten Diensteid, verpflichtet werden, das Interesse
es Staats in Ansehung solcher besonderen Geschäfte,

Digitized by Google

1836 auf gleiche Weise, wie in Ansehung ihres eigentlichen Dienstes, wahrzunehmen.

Art. 24. Wegen Verfolgung, Untersuchung und Bestrafung der Vergehen gegen die Gesetze über die gemeinschaftlichen Abgaben ist Folgendes verabredet:

a. das Verfahren der Steuer-Beamten bei Entdeckung und Verfolgung von Contraventionen, die dabei zu nehmenden vorläufigen Sicherungs-Massregeln und ebenso die Behandlung in Submissions-Fällen richten sich in den contrahirenden Staaten nach vereinbarten gleichmässigen Bestimmungen;

b. die Strafgrundsätze überhaupt, so wie die Strafen und sonstigen Nachtheile für Handlungen oder Unterlassungen, wodurch die gemeinschaftlichen Abgaben verkürzt werden, oder die in Beziehung auf dieselben vorzuschreibende Ordnung verletzt wird, werden in den contrahirenden Staaten die nämlichen seyn.

Ebenso werden über die Verjährung der Klage in Steuer-Contraventionssachen übereinstimmende gesetzliche Vorschriften erlassen;

c. die Untersuchung und Bestrafung der Steuer-Contraventionen soll, ohne Rücksicht auf einen sonstigen privilegirten Gerichtsstand des Angeklagten, in den contrahirenden Staaten vorzugsweise vor das in jedem derselben, nach dasigen allgemeinen Grundsätzen in erster Instanz competente Gericht gehören, in dessen Bezirke das Vergehen entdeckt und entweder der Thäter oder der Gegenstand der Contravention angehalten worden;

sonst aber, nach der Wahl der Steuer-Verwaltung, vor das Gericht erster Instanz, in dessen Bezirke die Contravention begangen, oder der Wohnort des Contravenienten befindlich ist.

Uebrigens kann in allen Fällen von mehreren Mitgliedern eines nach obigen Bestimmungen competenten Gerichts ein einzelnes von der obersten Staats-Behörde mit den steuerrichterlichen Geschäften besonders beauftragt werden;

d. der gerichtlichen Untersuchung und Entscheidung wird allemal ein Ermässigungs-Verfahren bei den in Steuersachen competenten Gerichten erster Instanz vorangehen.

Dasselbe wird in den contrahirenden Staaten gleichmässig seyn; vorbehältlich der Bestimmungen über die

Digitized by Google

richtsgebühren, deren einseitige Normirung jedem 1836
ıate überlassen bleibt;

e. das nach erfolglos angewandtem Ermässigungs-
rfahren eintretende gerichtliche Verfahren bei der
tersuchung und Entscheidung in erster und etwaiger
iterer Instanz, soll ein möglichst mündliches, schnel-
und abgekürztes seyn; jedoch bleiben einem jedem
ıate die desfallsigen besonderen processualischen Vor-
riften zu einseitiger Bestimmung vorbehalten.

Dieser Vorbehalt bezieht sich auch auf die ge-
htliche sowohl, als aussergerichtliche Beitreibung
d Einziehung der Geldstrafen und Kosten, so wie
ht weniger auf die Gerichtsgebühren und den Papier-
mpel.

Art. 25. Das Begnadigungs- und Straf-Verwand-
gsrecht wird von jeder contrahirenden Regierung
ksichtlich der von ihren eigenen Gerichten erkann-
ı Strafen ausgeübt.

Die Steuer-Strafgelder, so wie die confiscirten
genstände oder deren Werth sollen, mit Vorbehalt
Antheile der Denuncianten, demjenigen Staate ver-
iben, von dessen Gerichten über die Vergehen er-
ınt worden, von diesem aber, so weit als nöthig ist,
Unterstützung der Steuerbeamten und deren Hinter-
ıbenen verwendet werden. Die eingezogenen defrau-
ten Abgaben fliessen jedoch in die gemeinschaft-
ıe Casse.

Art. 26. Die contrahirenden Staaten wollen sich
h überhaupt durch solche fernerweitige Massregeln
genseitig bereitwillig und kräftig unterstützen, die
ignet sind, ihre gemeinschaftlichen und besondern
gaben zu sichern und den Schleichhandel in ihren
aten zu unterdrücken.

Ueber dergleichen Massregeln, als: Verfolgung
Spuren begangener Contraventionen aus dem einen
ate in den andern, gegenseitige Rechtshülfe der
ıpetenten Gerichte überhaupt, insbesondere auch
ch Sistirung der Contravenienten u. s. w. ist eine
ındere Verabredung getroffen.

Art. 27. Der Gesammtbetrag der gemeinschaftlichen
gangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, so
der Fabrications-Abgabe vom inländischen Brannt-
ı wird, nach Abzug der Kosten für die Verwaltung,
er die contrahirenden Staaten nach dem Verhältnisse

Digitized by Google

1836 der Bevölkerung vertheilt, und es soll zu dem Ende die Bevölkerung alle drei Jahre nach gleichmässigen Grundsätzen ausgemittelt und der wirkliche Stand derselben am 1. Juli des betreffenden Jahrs für die nächstfolgenden drei Jahre zum Grunde gelegt werden.

Art. 28. Die im vorstehenden Artikel gedachte Vertheilung des gemeinschaftlichen Aufkommens, so wie die zu dem Ende erforderliche Abrechnung und Ausgleichung wird sowohl von drei zu drei Monaten, als auch nach Ablauf eines jeden Rechnungsjahrs vorgenommen.

Die dreimonatliche ist nur eine vorläufige und geschieht nach einer von der Central-Steuerbehörde jedes Staats aufgestellten Uebersicht von der innerhalb ihres Verwaltungsbezirks stattgefundenen Einnahme und Ausgabe, in der Art, dass von demjenigen Staate, welcher mehr, als ihm nach den verabredeten Theilungsgrundsätzen zukommt, eingenommen hat, der Ueberschuss dem andern Staate unverweilt ausgezahlt wird.

Die ganzjährige oder definitive Abrechnung, welche den Zeitraum vom 1. Juli des einen bis zum 1. Juli des nächstfolgenden Jahres umfasst, wird auf den Grund der von den gemeinschaftlichen Erhebungsämtern abgelegten Rechnungen und der nach diesen von den Central-Steuerbehörden angefertigten, gemeinschaftlich geprüften und festgestellten Rechnungsabschlüssen dergestalt durch vorgenommen, dass jedem Staate sein Guthaben ohne Verzug berichtigt werden muss.

Diese definitive Ausgleichung soll möglichst beschleunigt, spätestens aber binnen den nächsten sechs Monaten nach dem mit dem 30. Juni ablaufenden Rechnungsjahre zu Stande gebracht werden.

Art. 29. Jeder der contrahirenden Staaten hat die Befugniss, jeder der Central-Steuerbehörden der andern Staaten einen Commissarius beizuordnen, der allen Geschäften und Verfügungen, die sich auf das gemeinschaftliche Abgabensystem beziehen, Kenntniss zu nehmen, auch den desfallsigen Berathungen der Central-Steuerbehörden beizuwohnen, und überhaupt diejenigen Angelegenheiten, welche eine Communication zwischen den Central-Steuerbehörden erheischen, auf eine dem gemeinschaftlichen Interesse entsprechende Weise möglichst zu fördern hat.

Digitized by Google

Eine gemeinschaftlich festgesetzte Instruction wird 1836
Nähere über die Stellung, Rechte und Pflichten
ıher Commissarien bestimmen.

Art. 30. Auch werden nach Massgabe des Bedürf-
ıes von Zeit zu Zeit Specialbevollmächtigte der
reinstaaten zusammentreten, um die etwa erforder-
ıen Einleitungen zu neuen, oder zur Ergänzung
l Abänderung bestehender Vorschriften und Einrich-
gen zu treffen, den Gang der Verwaltung zu prüfen,
bei dieser entstandenen Zweifel und Ungleichheiten
beseitigen und die definitive Jahrsabrechnung über
gemeinschaftliche Einnahme und Ausgabe vorzu-
ımen.

Art. 31. Bei der Erhebung der gemeinschaftlichen
gaben wird in den contrahirenden Staaten einerlei
ıze, Maass und Gewicht zum Grunde gelegt, und
dahin, dass in denselben gleiche Normen wirklich
ıführt worden, das Verhältniss der geltenden Mün-
, Maassen und Gewichte durch öffentlich bekannt
machende Reductions-Tabellen festgesetzt werden.

Art. 32. Zur Beförderung und Erleichterung des
genseitigen Verkehrs ist verabredet, dass, mit Aus-
ıme der Hausirer, diejenigen Handel- und Gewerbe-
ıbenden des einen Staats, welche sich zur Ausübung
es Handels oder Gewerbes in einen der andern
ıaten begeben, in dem letztern zu Gewerbesteuern
ıt herangezogen werden sollen, wenn sie selbst oder
, in deren Dienste sie stehen, in demjenigen Staate,
rin sie ihren Wohnsitz haben, zum Handel oder Ge-
rbe befugt sind.

Art. 33. Auch wollen sich die contrahirenden Staaten
er gleichmässige Vorschriften zu einer zweckmässigen
gulirung des Hausirhandels zu vereinigen suchen.

Art. 34. Nur im Einverständnisse der contrahiren-
n Regierungen dürfen Verträge mit andern Staaten
sichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs-, Durch-
ngs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben abge-
ılossen oder derartige bereits bestehende Verträge
er ihre gegenwärtige Dauer verlängert werden.

Handels- und Schifffahrts-Verträge mit anderen
aaten, welche auf den Ertrag der gemeinschaftlichen
gaben keinen Einfluss haben, können dagegen auch
nftig von jedem contrahirenden Staate einseitig ein-
gangen werden.

Digitized by Google

1836 Art. 35. Von dem Tage der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft an treten die Stipulationen der nachstehenden Verträge, und zwar:

a. des am 24. Septbr. 1828 zwischen mehreren deutschen Bundesstaaten abgeschlossenen Vertrags über die Beförderung des freien Handels und Verkehrs;

b. des am 11. October 1829 zwischen mehreren deutschen Bundesstaaten abgeschlossenen Vertrags über denselben Gegenstand, nebst Separat-Artikel und Separat-Protokoll;

und zwar hinsichtlich aller derjenigen Rechte und Verbindlichkeiten, welche dadurch zwischen den gegenwärtig contrahirenden Staaten begründet worden, ausser Wirksamkeit.

Art. 36. Die Dauer dieses Vertrags wird vorläufig bis zum Ablaufe des Jahrs 1841 bestimmt, und soll hiernächst über die Verlängerung desselben weitere Verabredung eintreten.

Im Fall einer Verständigung sämmtlicher deutschen Bundesstaaten über gemeinsame Massregeln in Beziehung auf Eingangs-, Ausgangs-, Durchgangs- und Verbrauchs-Abgaben soll jedoch der Verein von der Zeit an, von welcher die desfallsigen Beschlüsse in Wirksamkeit treten, wieder aufgelöset werden.

Auch werden, wenn die deutschen Bundesstaaten über freien Handel und Verkehr mit Lebensmitteln gemeinsame Verabredung treffen, dem gemäss die erforderlichen Modificationen in dem durch den gegenwärtigen Vertrag angenommenen Systeme eintreten.

Art. 37. Dieser Vertrag soll in drei gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt und unverzüglich zur Ertheilung der Allerhöchsten und Höchsten Ratificationen vorgelegt werden, deren Auswechselung baldmöglichst Statt finden wird.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover am siebten Mai Eintausend achthundert sechs und dreissig.

(L. S.) Georg Friedrich Hieronymus Donner.
(L. S.) Heinrich Ludwig Meinecke.
(L. S.) Gerhard Friedrich August Jansen.
(L. S.) Aug. Phil. Christ. Theod. v. Amsberg.

Digitized by Google

blication officielle du Traité ci-dessus dans le Duché de Brunswick. 1836

Von Gottes Gnaden, Wir Wilhelm, Herzog zu unschweig und Lüneburg etc.

Demnach zwischen Uns und Sr. Majestät dem Kö- e von Grossbritannien und Irland, auch Könige von nover einerseits, und Sr. Königl. Hoheit dem Gross- oge von Oldenburg andererseits, wegen des An- usses des Herzogthums Oldenburg an das in dem rzogthume Braunschweig und dem Königreiche Han- er bestehende System der Eingangs-, Durchgangs-, gangs- und Verbrauchs-Abgaben unterm 7. Mai ein gegenseitig bereits ratificirter Vertrag abge- lossen worden, auch zu dessen Ausführung die ssungsmässige Zustimmung Unserer getreuen Stände holt, und dann, kraft einer ferneren, unter den hrenden Theilen getroffenen Vereinbarung, der August d. J. zum Anfangstermine der Steuervereini- g bestimmt ist, so wollen Wir denselben nunmehr durch zur allgemeinen Kenntniss bringen, und haben e Behörden, so wie ein Jeder, den es sonst angeht, h danach gebührend zu achten.

Urkundlich Unserer Unterschrift und beigedruck- s Herzogl. Geheime Canzlei-Siegels.

Braunschweig, den 20. Julius 1836.

(L. S.)

84.

onvention entre les Etats-unis de Amérique septentrionale et quelques ribus de la nation indienne des Chip- ewas sur le territoire de Michigan. Signée le 9. *Mai* 1836.

(Ratifiée par le président des Etats-unis, le 25. Mai 1836.)

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the nited States. Washington, 1836. Appendix p. 55.)

Articles of a treaty made at Washington in the istrict of Columbia on the ninth day of May in the

Digitized by Google

1836 year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, between Henry R. Schoolcraft, commissioner on the part of the United States and the chiefs of the Swan creek and Black river bands of the Chippewa nation, residing within the limits of Michigan.

Whereas certain reservations of land were made to the said bands of Indians in the treaty concluded at Detroit on the 17th of November 1802 and these reservations after having been duly located under the authority of the Government, have remained in their possession and occupancy to the present time; and whereas the said Indians actuated by considerations affecting their permanent improvement and happiness, are desirous of fixing their residence at some point more favourable to these objects and have expressed their wishes to dispose of the same and authorized their chiefs to proceed to Washington for the purpose of making the necessary arrangement. It is therefore, after mature deliberation on their part, agreed as follows.

Art. 1. The Swan-creek and Black river bands of Chippewas cede to the United States the following tracts namely:

One tract of three miles square, or five thousand seven hundred and sixty acres, on Swan creek of Lake St. Clair. One tract of one section and three quarters near Salt creek of said lake: One tract of one fourth of a section at the mouth of the river. Au Vaseau contiguous to the preceding cession and one tract of two sections near the mouth of Black river of the river St. Clair, estimated to contain in the aggregate, eight thousand three hundred and twenty acres be the same more or less.

Art. 2. In consideration of the foregoing cessions the United States agree to pay to the said Indians the nett proceeds of the sale thereof, after deducting the cost of survey and sale and the contingent expenses attending the treaty. The lands shall be surveyed and offered for sale in the usual manner, at the land office in Detroit, as soon as practicable after the ratification of this treaty. A special account shall be kept at the treasury of the amount of the sales of the said lands and after deducting therefrom the sums hereafter stipulated, to be advanced by the

Digitized by Google

nited States, ten thousand dollars shall be retai- 1836
ed by the treasury, and shall be paid to the said
ıdians in annuities of one thousand dollars a year
ır ten years; and the residue of the fund shall be
ested by the Secretary of the treasury in the pur-
hase of some State stock, the interest of which shall
e annually paid to the said Indians like other annui-
es: Provided, that if at any time hereafter the said
ıdians shall desire to have the said stock sold, and
ıe proceeds paid over to them, the same may be
one, if the President and Senate consent thereto.

Art. 3. The United States will advance to said
ıdians on the ratification of this treaty, to be deduc-
ed from the avails of these lands, the sum of two
housand five hundred dollars and also goods to the
alue of four thousand dollars to be purchased in New
ork and delivered in bulk, at their expense, to the
roper chiefs at Detroit or at such point on Lake St.
lare as the chiefs may request together with the ex-
enses of the treaty, the journeys of the Indians to
nd from Washington and their subsistence and other
xpenses at the seat of Government.

Art. 4. The United States will furnish the said In-
ians eight thousand three hundred and twenty acres
r thirteen sections of land, west of the Mississippi
orthwest of St. Anthony's Falls to be located by an
gent or officer of the Government and the evidence
f such location shall be delivered to the chiefs.

In testimony whereof the said Henry R. School-
raft commissioner as aforesaid and the undersigned
hiefs of the said hands of Chippewas have hereunto
et their hands at Washington the seal of Government
ıe day and year above exppressed.

H. R. SCHOOLCRAFT.

(Suivent les signatures des Indians et des témoins.)

Digitized by Google

85.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes des Ottawa et Chippewa. Signée le 38. *Mai* 1836.

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 63-72.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall come, Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded at the city of Washington, in the District of Columbia, between Henry R. Schoolcraft, commissioner on the part of the United States, and the Ottawa and Chippewa nations of Indians by their chiefs and delegates, on the twenty-eighth day of March one thousand eight hundred and thirty six; and an article supplementary thereto was also agreed upon on the thirty first day of March in the same year; which Treaty and supplementary article are in the following words to wit:

Articles of a treaty made and concluded at the city of Washington in the District of Columbia, between Henry R. Schoolcraft, commissioner on the part of the United States, and the Ottawa and Chippewa nations of Indians, by their chiefs and delegates,

Article First. The Ottawa and Chippewa nations of Indians cede to the United States all the tract of country within the following boundaries: Beginning at the mouth of Grand river of Lake Michigan on the north band thereof, and following up the same to the line called for, in the first article of the treaty of Chicago of the 29th of August 1821, thence, in a direct line, to the head of Thunder-bay-river, thence with the line established by the treaty of Saganaw of the 24th of September 1819, to the mouth of said river, thence northeast to the boundary line in Lake Huron between the United States and the British

Digitized by Google

rovince of Upper Canada, thence northwestwardly, 1836
llowing the said line, as established by the commis-
ioners acting under the treaty of Ghent, through the
traits, and river St. Mary's to a point in Lake Superior-
orth of the mouth of Gitchy Seeling, or Chocolate
ver, thence south to the mouth of said river and
p its channel to the source thereof, thence, in a
irect line to the head of the Shonawba river of Green
ay, thence down the south bank of said river to its
outh, thence in a direct line, through the ship
hannel into Grenbay, to the outer part thereof,
hence south to a point in Lake Michigan west of the
orth cape or entrance of Grand river, and thence
ast to the place of beginning, at the cape aforesaid,
omprehending all the lands and islands, within these
mits not hereinafter reserved.

Article Second. From the cession aforesaid the
ibes reserve for their own use, to be held in com-
on the following tracts, namely: One tract of fifty
housand acres to be located on the north shore of
rand Traverse bay, one tract of seventy thousand
res to be located on, or, north of the Piere Mar-
uetta river, one tract of one thousand acres to be
ocated by Chingassanoo, — or the Big Sail, on the
heboigan. One tract of one thousand acres, to be
ocated by Mujeekewis, on Thunder-bay river.

Article Third. There shall also be reserved for
he use of the Chippewas living north of the straits of
lichilimackinac, the following tracts, that is to say:
wo tracts of three miles square each, on the north
hores of the said straits, between Point-au-Barbe
nd Mille Coquin river, including the fishing grounds
n front of such reservations, to be located by a
ouncil of the chiefs The Beaver islands of Lake
lichigan for the use of the Beaver island Indians.
Round island, opposite Michilimackinac, as a place of
ncampment for the Indians, to be under the charge
f the Indian department. The islands of the Chenos,
ith a part of the adjacent north coast of Lake Huron,
orresponding in length, and one mile in depth. Sugar
sland, with its islets, in the river of St. Mary's Six
undred and forty acres, at the mission of the Little
apids. A tract commencing at the mouth of the
ississowining river, south of Point Proquois, thence

Digitized by Google

1826 running up said stream to its forks, thence westward, in a direct line to the Red water lakes, thence across the portage to the Tacquimenou river, and down the same to its mouth, including the small islands and fishing grounds, in front of this reservation Six hundred and forty acres, on Grand island, and two thousand acres, on the main land south of it. Two sections, on the northern extremity of Green bay, to be located by a council of the chiefs. All the locations, left indefinite by this, under the directions of the President. It is understood that the reservation for a place of fishing and encampment, made under the treaty of St. Mary's of the 16th of June 1820, remains unaffected by this treaty.

Article Fourth. In consideration of the foregoing cessions, the United States engage to pay to the Ottawa and Chippewa nations, the following sums namely: 1st. An annuity of thirty thousand dollars per annum, in specie, for twenty years, eighteen thousand dollars to be paid to the Indians between Grand river and the Cheboigan; three thousand six hundred dollars, to the Indians on the Huron shore, between the Cheboigan and thunder bay river; and seven thousand four hundred dollars, to the Chippewas north of the straits, as far as the cession extends; the remaining one thousand dollars, to be invested in stock by the Treasury Department and to remain incapable of being sold, without the consent of the President and Senate, which may, however, be given, after the expiration of twenty one years. 2nd. Five thousand dollars per annum, for the purposes of education, teachers schoolhouses, and books in their own language, to be continued twenty years, and as long thereafter as Congress may appropriate for the object. 3rd. Three thousand dollars for missions, subject to the conditions mentioned in the second clause of this article. 4th. Ten Thousand dollars for agricultural implements, cattle, mechanics tools, and such other objects as the President may deem proper. 5th. Three hundred dollars per annum for vaccine matter, medicines, and the services of physicians, to be continued while the Indians remain on their reservations. 6th. Provisions to the amount of two thousand dollars; six thousand five hundred pounds of tobacco; one hundred barrels of

Digitized by Google

lt, and five hundred fish barrels, annually for twenty 1836
ears. 7th. One hundred and fifty thousand dollars,
goods and provisions, on the ratification of this treaty,
be delivered at Michiliminack.

Article Fifth. The sum of three hundred thousand
ollars shall be set apart for the payment of just debts
gainst the said Indians. All claims for such debts
hall be examined by a commissioner to be appointed
y the President and Senate, who shall act under
ich instructions as may be given to him, by the or-
er of the President, for the purpose of preventing the
llowance of unjust claims. The investigation shall be al-
wed, except such as were contracted by Indians living
ithin the district of country hereby ceded, and to citizens
r residents of the United States. No claim shall be paid
ut of this fund unless the claimant will receive the
um allowed to him, as full payment of all debts, due
) him by the said Indians. If the fund fall short
f the full amount of just debts, then a ratable divi-
on shall be made. If it exceed such amount, the ba-
ance shall be paid over to the Indians, in the same
anner, that annuities are required by law to be paid.

Article sixth. The said Indians being desirous of
aking provision for their half breed relatives, and
he President having determined, that individual reser-
ations shall not be granted, it is agreed, that in lieu
hereof, the sum of one hundred and fifty thousand
ollars shall be set apart as a fund for said half breeds.
o person shall be entitled to any part of said fund,
nless he is of Indian descent and actually resident
ithin the boundaries described in the first article of
his treaty, nor shall any thing be allowed to any
uch person, who may have received any allowance
t any previous Indian treaty. The following principles,
hall regulate the distribution. A census shall be taken
f all the men, women, and children, coming within
his article. As the Indians hold in higher considera-
on, some of their half breeds than others, and as
here is much difference in their capacity to use and
ake care of property, and consequently, in their po-
er to aid their Indian connexions, which furnishes a
trong ground for this claim, it is therefore agreed,
hat at the council to be held upon this subject, the
ommissioner shall call upon the Indian chiefs to de-

Digitized by Google

1836 signate, if they require it, three classes of these claimants, the first of which, shall receive one-half more than the second, and the second double the third. Each man, woman and child shall be enumerated, and an equal share, in the respective classes shall be allowed to each. If the father is living with the family, he shall receive the shares of himself, his wife and children; if the father is dead or separated from the family, and the mother is living with the family, she shall have her own share and that of the children. If the father and mother are neither living with the family, or if the children are orphans, their share shall be retained till they are twenty one years of age provided, that such portions of it, as may be necessary, may under the direction of the President, be from time to time applied for their support. All other persons at the age of twenty one years shall receive their shares agreeably to the proper class. Out of the said fund of one hundred and fifty thousand dollar the sum of five thousand dollars shall be reserved to be applied, under the direction of the President, to the support of such of the poor half breeds, as may require assistance, to be expended in annual instalments for the term of ten years, commencing with the second year. Such of the half breeds as may be judged incapable of making a proper use of the money, allowed them by the commissioner, shall receive the same in instalments, as the President may direct.

Article Seventh. In consideration of the cessions above made, and as a further earnest of the disposition felt to do full justice to the Indians, and to further their well being, the United States engage to keep two additional blacksmith-shops, one of which, shall be located on the reservation north of Grand river, and the other at the Sault Ste Marie. A permanent interpreter will be provided at each of these locations. It is stipulated to renew the present dilapidated shop at Michilimackinac, and to maintain a gunsmith, in addition to the present smiths establishment, and to build a dormitory for the Indians visiting the post, and appoint a person to keep it, and supply it with firewood. It is also agreed, to support two farmers and assistants, and two mechanics as the President may designate, to teach and aid the Indians, in agri-

Digitized by Google

ılture, and the mechanic arts. The farmers and 1836
echanics, and the dormitory, will be continued for
n years, and as long hereafter, as the President
ay deem this arrangement useful and necessary; but
ıe benefits of the other stipulations of this article,
ıall be continued beyond the expiration of the annui-
es, and it is understood that the whole of this article
ıall stand in force, and inure to the benefit of the
ıdians, as long after the expiration of the twenty
ears as Congress may appropriate for the objects.

Article Eigth. It is agreed, that as soon as the
ıid Indians desire it, a deputation shall be sent to
ıe west of the Mississippi, and to the country between
ake Superior and the Mississippi, and a suitable
ɔcation shall be provided for them, among the Chip-
ewas, if they desire it, and it can be purchased upon
easonable terms, and if not, then in some portion of
he country west of the Mississippi, which is at the
isposal of the United States. Such improvements as
dd value to the land, hereby ceded, shall be appraised,
nd the value shall be paid to the band owing it. The
ission establishments upon the Grand river shall be
praised and the value paid to the proper boards.
Vhen the Indians wish it, the United States will
emove them, at their expense, provide them a year's
ubsistence in the country to which they go, and fur-
ish the same articles, and equipments to each person,
s are stipulated to be given to the Pottawatomies in
he final treaty of cession concluded at Chicago.

Article Ninth. Whereas the Ottawas and Chippewas,
eeling a strong consideration for aid rendered by
ertain of their half-breeds on Grand river, and other
arts of the country ceded, and wishing to testify
heir gratitude on the present occasion, have assigned
uch individuals, certain locations of land, and united
n a strong appeal for the allowance of the same in
his treaty; and whereas no such reservations can be
ermitted in carrying out the special directions of the
resident on this subject, it is agreed, that, in ad-
ition to the general fund set apart for half-breed
laims, in the sixth article, the sum of forty-eight
housand one hundred and forty-eight dollars shall be
aid for the extinguishment of this class of claims, to
ıe divided in the following manner.

Digitized by Google

1836 To Rix Robinson, in lieu of a section of land, granted to his Indian family, on the Grand river rapids, estimated by good judjes to be worth half a million at the rate of thirty six dollars an acre: To Leonard Slater, in trust for Chiminonoquat, for a section of land above said rapids, at the rate of ten dollars an acre: To John A. Drew, for a tract of one section and three-quarters, to his Indian family, at Cheboigan rapids, at the rate of four dollars; to Edward Biddle, for one section to his Indian family, at the fishing grounds, at the rate of one dollar and twenty five cents; to Eliza Cook, Sophia Biddle, and Mary Holiday, one section of land each, at two dollars and fifty cents: To Augustin Hamelin junr, being of Indian descent, two sections, at one dollar and twenty-five cents; to William Lasley, Joseph Daly, Joseph Trotier, Henry A. Lenake, for two sections each, for their Indian families, at one dollar and twenty-five cents: To Luther Rice, Joseph Laframboix, Charles Butterfield, being of Indian descent, and to George Moran, Louis Moran, G. D. Williams, for half-breed children under their care, and to Daniel Marsac, for his Indian child, one section each, at one dollar and twenty-five cents.

Article Tenth. The sum of thirty thousand dollars shall be paid to the chiefs, on the ratification of this treaty, to be divided agreably to a shedule hereunto annexed.

Article Eleventh. The Ottawas having consideration for one of their aged chiefs, who is reduced to poverty, and it being known that he was a firm friend of the American Government, in that quarter, during the late war, and suffered much in consequence of his sentiments, it is agreed, that an annuity of one hundred dollars per annum shall be paid to Ningweegon, or the Wing, during his natural life, in money or goods as he may choose. An other of the chiefs of said nation, who attended the treaty of Greenville in 1795, and is now, at a very advanced age, reduced to extreme want, together with his wife, and the Government being apprized that he has pleaded a promise of Gen. Wayne, in his behalf it is agreed that Chusco of Michilimackinac shall receive an annuity of fifty dollars per annum during his natural life.

Digitized by Google

Article Twelfth. All expenses attending the jour- 1836
neys of the Indians from, and to their homes, and their visit at the seat of Government, together with the expenses of the treaty, including a proper quantity of clothing to be given them, will be paid by the United States.

Article Thirteen. The Indians stipulate for the right of hunting on the lands ceded, with the other usual privileges of occupancy, until the land is required for settlement.

In testimony whereof, the said Henry R. Schoolcraft, commissioner on the part of the United States, and the chiefs and delegates, of the Ottawa and Chippewa nations of Indians have hereunto set their hands, at Washington the seat of Government, this twenty-eight day of March, in the year one thousand eight hundred and thirty six.

HENRY R. SCHOOLCRAFT.

JOHN HULBERT, Secretary.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Schedule referred to, in the tenth article.

1. The following chiefs constitute the first class, and are entitled to receive five hundred dollars each, namely: On Grand river, Muccutay Osha, Namatippi, Kawequa Geezhig, or Noon Day, Nabun Egeezhig on of Kewayguabowequa, Wabi Windego or the White Giant, Cawpemossay or the Walker, Mukutay Oquot or Black Cloud, Megis Inimee or Wampum-man, Pinnimissagee: on the Maskigo, Osawya, and Owun Ishcum; at L'Arbre Croche, Apawkozigun, or Smong Weed, Nisowaksout, Keminechawgun; at Grand Travers, Aishquagonabee, or the Feather of Honor, Shabwossun, Mikenok on the Cheboigan, Chingassamo, or the Big tail; at Thunder-bay Mujeekiwiss on the Canistic North, Mukons Ewyan; at Oak Point on the straits, Ains: at the Chenos, Chabowaywa: at Sault Ste. Marie, Jauba Wadick and Kewayzi Shawans; at Macquimenon, Kawgayosh, at Grand Island, Oshawun Penaysee, or the South Bird.

2. The following chiefs constitute the second class and are entitled to receive two hundred dollars each, namely: On Grand river. Keeshaowash, Nugogikaibee, Shwaytowaby, Wapoos or the Rabit, Wabitouguaysay,

Digitized by Google

1836 Kewatondo, Zhaguinaw, Nawiqua Geez hig of Flat river, Kenaytinunk, Weenonga, Pabawboco, Windecowiss, Muccutay Penay or Black Partridge, Kaynotin Aishcum, Boynashing, Shagwabeno son of White Giant Tushetowun, Keway Gooshcum the former head chief, Pamossayga; at Larbre Croche Sagitondowa, Ogiman Wininee, Megisawba, Mukerday Benais, at the Cross, Nishcajininee, Nawamushcota, Pabumitabi, Kimmewun, Gitchy Mocoman; at Grand Traverse, Akosa, Nebawquaum, Kabibonocca; at Little Traverse, Miscomamaingwa or Red Butterfly, Keezhigo Benais, Pamanikinong, Paimossega; on the Cheboigan, Chonees, or Little John, Shaweenossegay; on Thunder bay, Luganikwato; on Maskigo, Wassangazo; on Ossigomico or Platte river, Kaigwaydosay; at Manistee, Keway Gooshcum: on river Pierre Markette, Saugma; at Saulte St. Marie, Neegaubayun Mukudaywaqua, Cheegud; at Carp river west of Grand island, Kaw Wyanais: at Mille Cocquin on the straits, Aubunway; at Michilimackinac, Missuligor, Saganosh, Akkukogeeah, Chebyawboas.

3. The following persons constitute the third class, and are entittled to one hundred dollars each, namely: Kayshewa, Penassee or Gun lake, Kenisoway, Keenabie of Grand river; Wasso, Mosaniko, Unwain Oashcum, Nayogirna, Itawachkochi, Nanaw Ogomoo, Gitchy, Peendowan or Scabbard, Mukons, Kinoclimaig, Tekamosimo, Pewaywitum, Mudji Veguabi, Kewayaum, Pauskizigun or Big Gun, Onaausimo, Ashquabaywiss, Negaunigabowi, Potossegay, of L'Arbre Croche; Poiees or Dwarf and Pamossay of Cheboigan: Gitchy Ganocquot and Pamossegay of Thunder bay: Tabusshy Geeshick and Mikenok, of Carp river south of Grand Traverse; Wapooso, Kaubinau, and Mudjeekee of river Pierre Markuette: Pubokway, Maniswaba and Mishewatig of White river: Shawun Epenayse and Agausgee of Grand Traverse; Micqumisut, Chief of Mackinac; Keeshkidjiwun, Waub Ojeeg, Aukose, Winikis, Jaubeens, Maidosagee, Autya, Ichquagunaby, Shaniwaygwunabi son of Kakakee, Nittum Egabow, Magisanikway, Ketekewegauboway, of Sault Ste Marie Chegauzehe and Waubudo of Grand island: Ashegons, Kinuwais, Misquaonaby and Mongons of Carp and Chocolate rivers: Gitchy Penaisson of Grosse Tête,

Digitized by Google

l Waubissaig of Bay de Nocquet: Kainwaybekis 1836
l Pazhikwaywitum of Beaver islands: Neezhick
enais of the Ance: Ahanima of Manistic: Makwyon,
ihzahkoon, Ochawan, Oneshannocquot of the north
ore of Lake Mitchigan: Nagauniby and Keway
oshkum of the Chenos.

HENRY B. SCHOOLCRAFT, Commissioner.

Supplemental article.

To guard against misconstruction in some of the egoing provisions, and to secure, by further limi-ions, the just rights of the Indians, it is hereby reed: that no claims, under the fifth article shall be wed for any debts contracted previous to the late , with Great Brittain, or for goods supplied by igners to said Indians, or by citizens, who did withdraw from the country, during its temporary ancy by foreign troops, for any trade carried by such persons, during the said period. And it lso agreed that no person receiving any commu-ion for a reservation, or any portion of the fund vided by the sixth article of this treaty, shall be tled to the benefit of any part of the annuities rein stipulated. Nor shall any of the half breads, blood relatives of the said tribes, commuted with, der the provisions of the ninth article, have any ther claim on the general commutation fund, set rt to satisfy reservation claims, in the said sixth cle. It is also understood, that the personal an-ies, stipulated in the eleventh article, shall be paid specie, in the same manner that other annuities are id. Any excess of the funds set apart in the fifth d sixth articles, shall, in lieu of being paid to the dians, be retained and vested by the Government in ck under the conditions mentioned in the fourth cle of this treaty.

In testimony whereof, the parties above recited, ve hereunto set their hands, at Washington the seat Government, this thirty first day of March in the ar, one thousand eight hundred and thirty six.

HENRY R. SCHOOLCRAFT.

JOHN HULBERT, Secretary.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Digitized by Google

1836 Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, President of the United States of America, having seen and considered the said Treaty, and the article supplementary thereto, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the twentienth day of May, one thousand eight hundred and thirty six, accept, ratify, and conform the same, with the following amendments thereto, as expressed in the aforesaid resolution of the Senate.

Article Two, line two, after the word, "tracts, insert the following words, to wit: for the term of five years from the date of ratification of this treaty, and no longer;" unless the United States grant them permission to remain on said lands for a longer period.

Article Three, after the word "tracts," in the second line, insert the following words, to wit: For the term of five years from the date of the ratification of this treaty, and no longer, unless the United States grant them permission to remain on said lands for a longer period.

Article Four, — at the close thereof insert these words, — "and also the sum of two hundred thousand dollars, in consideration of changing the permanent reservations in articles two and three to reservations for five years only, to be paid whenever their reservations shall be surrendered, and until that time the interest on said two hundred thousand dollars shall be annually paid to said Indians.

Article Five. Strike out the whole article and insert the following:

"The sum of three hundred thousand dollars shall be paid to the said Indians to enable them with the aid and assistance of their agent, to adjust and pay such debts, as they may justly owe, and the overplus if any, to apply to such other use as they may think proper.

Article Eight. Strike out after the word "the" where it first occurs in line two, to the word "States," in the eight line, and insert in lieu thereof these words — "Southwest of the Missouri river, there to select a suitable place for the final settlement of said Indians, which country, so selected, and of reasonable extent, the United States will forever guaranty and secure to said Indians. —

Digitized by Google

In the Eight Article — Strike out all between the 1836
word "it" in the eleventh line, and the word "when"
in the thirteenth line, and insert these words: "The
nett proceeds of the sale of the one hundred and sixty
acres of land, upon the Grand river, upon which the
Missouri Society have erected their buildings, shall
be paid to the said Society in lieu of the value of
their said improvements."

In testimony whereof, I have caused the Seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this twenty-seventh day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, and of the independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President:

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

Digitized by Google

86.

Traité de commerce et de navigation entre la France et le Grandduché de Mecklenbourg-Schwérin, signé à Paris, le 19. Juillet 1836.

(Ratifiée par le Roi des Français le 7. Septembre 1836, et par le Grandduc de Mecklenbourg-Schwérin, le 8. Octobre 1836.)

Au nom de la Très Sainte Trinité.

Sa Majesté le Roi des Français et son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, animés d'un égal désir de faciliter et d'encourager les relations de Navigation et de Commerce entre Leurs pays, et de remplacer, dans ce but, les dispositions du Traité de 1779, *qui avait été conclu pour trente années, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires à l'effet de négocier et signer une nouvelle Convention, savoir:*

Sa Majesté le Roi des Français, le Sieur Jacques Edouard Baron Burignot de Varenne, Officier de Son Ordre Royal de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'Ordre du Sauveur de Grèce, etc., Ministre Résident de Sa Majesté près Leurs Altesses Royales les Grands-Ducs de Mecklenbourg-Schwérin, Mecklenbourg-Strélitz et Oldenbourg, et près les villes libres de Lubeck, Bréme et Hambourg; et son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, le Sieur Samuel Hermann de Oerthling, Chevalier de l'Ordre de St. Anne, de seconde Classe, de Russie, Conseiller intime de Légation et Ministre Résident de Son Altesse Royale près Sa Majesté le Roi des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Digitized by Google

86.

Handels- und Schifffahrts-Vertrag zwischen Frankreich und Mecklenburg; d. d. Paris, 19. *Juli* 1836.

(Grossherzogl. Mecklenburg-Schwerinsches officielles Wochenblatt. 1836. v. 15. Oktober. St. 37. S. 250 u. f.)

Im Namen der hochheiligen Dreieinigkeit.

Seine Majestät der König der Franzosen und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, beseelt von dem gleichen Wunsche, die Schifffahrts- und Handels-Verbindungen unter Ihren Staaten zu erleichtern und aufzumuntern und des Zwecks, die Bestimmungen des, auf 30 Jahre abgeschlossen gewesenen, Vertrags von 1779 durch andere zu ersetzen, haben, um zu dem Ende eine neue Convention zu schliessen, zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König der Franzosen den Herrn Jacques Edouard Baron Burignot de Varenne, Officier Ihres Königl. Ordens der Ehrenlegion, Grosskreuz des Griechischen Erlöser-Ordens etc., Minister-Residenten Seiner Majestät bei Ihren Königlichen Hoheiten den Grossherzogen von Mecklenburg-Schwerin, Mecklenburg-Strelitz und Oldenburg und bei den freien Städten Lübeck, Bremen und Hamburg, und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin den Herrn Samuel Hermann von Oerthling, des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens zweiter Classe Ritter, Ihren Geheimen Legationsrath und Minister-Residenten bei seiner Majestät dem Könige der Franzosen;

welche Bevollmächtigte, nachdem sie einander ihre respectiven Vollmachten mitgetheilt, die in gehöriger Form befunden worden, über Folgendes übereingekommen sind:

Digitized by Google

1836 *Art. I. Les navires Français venant en droiture et avec chargement des ports de France, ou sur lest d'un port quelconque, seront affranchis dans les ports du Mecklenbourg du droit de tonnage, et ils seront traités comme navires Mecklenbourgeois en tout ce qui concerne la perception des autres droits s'appliquant au corps du navire. Et, quant aux redevances qui seraient le salaire d'industries privées, ils ne pourront être soumis à d'autres ni de plus élevées que celles dont seraient passibles les sujets Mecklenbourgeois.*

Les navires Mecklenbourgeois venant en droiture et avec chargement des ports du Mecklenbourg, ou sur lest d'un port quelconque, seront traités dans les ports de France comme navires Français en tout ce qui concerne la perception des droits de navigation, et affranchis des droits différentiels établis sur les navires étrangers à quelque titre que ce soit.

Art. II. Les produits du sol et des manufactures de la France importés directement en Mecklenbourg y seront exempts de toute surtaxe et notamment de celle de cinquante pour cent des droits de douane imposée uniformément en Mecklenbourg sur les marchandises importées pour compte étranger.

Les produits du sol et des manufactures du Mecklenbourg importés directement en France par navires Mecklenbourgeois, y seront exempts de la surtaxe établie sur les marchandises importées par navires étrangers.

Il sera justifié de l'origine de ces produits au moyen de certificats delivrés pour chaque marchandise, par le consul Français residant au port d'embarquement; ou s'il n'y existe pas de consul Français, par le magistrat du lieu; et, dans ce dernier cas, le certificat devra être visé par l'agent consulaire de France.

La nature et la quantité annuelle des produits du Mecklenbourg, qui pourront être admis en France à la condition du présent article, seront specifiées

Digitized by Google

Art. 1. Die Französischen Schiffe, welche graden 1836
eges und mit Ladung von Französischen Häfen,
er mit Ballast von irgend einem Hafen kommen,
llen in den Mecklenburgischen Häfen von Erlegung
s Tonnengeldes befreiet seyn und in Allem, was die
hebung der übrigen eigentlichen Schiffs-Ungelder
trifft, wie Mecklenburgische Schiffe behandelt wer-
n; so viel aber die, als Vergütung für Privat-Dienst-
stungen anzusehenden Abgaben betrifft, so können
deren anderen und höheren nicht unterworfen wer-
n, als Mecklenburgische Unterthanen sich gefallen
sen müssen.

Die Mecklenburgischen Schiffe, welche graden
eges und mit Ladung von Mecklenburgischen Häfen,
er mit Ballast von irgend einem Hafen kommen,
llen in den Französischen Häfen in Allem, was die
hebung der Schiffs-Abgaben betrifft, wie Französi-
he Schiffe behandelt und von allen, auf fremde
hiffe gelegten, unterscheidenden Abgaben, sie mögen
men haben wie sie wollen, befreiet seyn.

Art. 2. Die Producte des Bodens und der Manu-
cturen Frankreichs, dafern sie direct nach Mecklen-
rg eingeführt werden, sollen von jeder Mehrab-
be (surtaxe) und namentlich von der um 50 pCt.
öheten Accise, welche auf die für fremde Rech-
ng in Mecklenburg eingeführten Waaren gleichförmig
legt ist *), entfreiet seyn.

Die Producte des Bodens und der Manufacturen
cklenburgs, dafern sie direct nach Frankreich auf
cklenburgischen Schiffen eingeführt werden, sollen
der auf die; mittelst fremder Schiffe eingeführten,
aren gelegten Mehrabgabe entfreiet seyn.

Der Ursprung dieser Producte soll durch Be-
einigungen, ausgestellt für jede Waare durch den
Einschiffungshafen residirenden Französischen Consul
er, wenn daselbst ein Französischer Consul nicht
handen ist, durch die Orts-Obrigkeit, justificirt
d im letztern Falle die Bescheinigung vom Franzö-
chen Consular-Agenten visiret werden.

Die Art und die Quantität Mecklenburgischer Pro-
cte, welche in Gemässheit dieses Artikels jährlich in
nkreich zugelassen werden können, sollen in einer

*) Vgl. Rostocker Accise-Rolle vom 28. Juni 1748 in fine.

Digitized by Google

1836 *dans un tableau annexé à la présente Convention. La nomenclature de ces produits, aussi bien que leurs quantités, pourront, d'ailleurs, être ultérieurement étendues, d'un commun accord, entre les hautes Parties contractantes.*

Art. III. Les exportations faites pour quelque destination que ce soit des ports de l'un des deux païs par les navires de l'autre, seront affranchies de toute surtaxe, et particulièrement de celle de seize shillings par last, imposée en Mecklenbourg sur les produits exportés par navires étrangers. Les expéditeurs jouiront de tous les avantages, primes, remboursements et autres qui sont accordés aux exportations faites sous pavillon national.

Art. IV. Seront reconnus pour navires Mecklenbourgeois ceux dont le propriétaire et les officiers seront sujets Mecklenbourgeois, et qui auront un équipage composé, pour les deux tiers au moins, de sujets Mecklenbourgeois, ou de sujets de tous autres Etats de la Confédération Germanique avec lesquels la France se lierait ultérieurement par des stipulations de navigation et de commerce analogues à celles qui font la base de la présente Convention.

Seront reconnus pour navires Français ceux dont le propriétaire et les officiers seront Français et qui auront un équipage composé, pour les deux tiers au moins, de marins Français.

Art. V. Les navires chargés qui, durant le cours de leur traversée de l'un des deux païs dans l'autre, auront relaché dans un ou plusieurs ports intermédiaires, conserveront le bénéfice de la présente Convention, lorsque leur relâche n'aura donné lieu à aucune opération de commerce.

Ces circonstances devront être constatées par un certificat du consul ou de l'agent consulaire de la Puissance pour le port de laquelle seront destinés lesdits navires, et en l'absence d'un consul ou d'un agent consulaire, par un acte émané de l'au-

Digitized by Google

r gegenwärtigen Convention angehängten Uebersicht 1836
rzeichnet werden. Das Namen-Verzeichniss dieser
oducte sowohl als die Quantität derselben können
rigens unter Zustimmung beider hohen contrahiren-
n Theile noch weiter ausgedehnt werden.

Art. 3. Die Ausfrachtungen, welche von den Häfen
s einen der beiden Staaten durch die Schiffe des
dern vorgenommen werden, sollen, ohne Rücksicht
f den Bestimmungs-Ort, von jeder Mehrabgabe und
besondere von der in Mecklenburg auf die durch
mde Schiffe bewirkten Ausfrachten ruhenden Abgabe
n 16 Schill. à Last *) befreiet seyn. Die Versender
llen alle Vortheile, Prämien, Rückvergütungen und
nstige Begünstigungen geniessen, welche für die
ter National-Flagge stattfindenden Ausfrachtungen
willigt sind.

Art. 4. Als Mecklenburgische Schiffe sollen solche
gesehen werden, deren Eigenthümer und Officiere
ecklenburgische Unterthanen sind und deren Beman-
ng, mindestens zu zwei Drittheilen, aus Mecklen-
rgischen oder aus Unterthanen jedes andern zum
utschen Bunde gehörenden Staates besteht, mit
lchem sich Frankreich anderweitig in Beziehung auf
andel und Schifffahrt durch ähnliche Stipulationen,
der gegenwärtigen Convention zum Grunde liegen,
rbinden möchte.

Als Französische Schiffe sollen solche angesehen
rden, deren Eigenthümer und Officiere Franzosen
d und deren Bemannung, mindestens zu zwei Drit-
eilen, aus Französischen Seeleuten bestehet.

Art. 5. Die befrachteten Schiffe, welche während
er Ueberfahrt von einem der beiden Staaten nach
m andern, in einen oder mehrere Zwischenhäfen
gelaufen sind, bleiben der durch gegenwärtige Con-
ntion stipulirten Vergünstigungen theilhaftig, dafern
r ihr Einlaufen daselbst nicht zu irgend einem Han-
ls-Geschäft Veranlassung gegeben hat.

Diese Verhältnisse müssen durch ein Certificat des
onsuls oder des Consular-Agenten desjenigen Staa-
s, nach deren Häfen die besagten Schiffe bestimmt
d, oder, in Ermangelung eines Consuls oder eines
onsular-Agenten, durch ein Zeugniss der Orts-

*) Vergl. Rostocker Accise-Rolle vom 28. Juni 1748 in fine.

Digitized by Google

1836 *torité locale. Ce certificat sera délivré sur la d*
mande des capitaines formée dans les vingt quat
heures de la relâche et sur leur déclaration écr
de l'intention où ils sont de suivre leur destinat

Art. VI. Jouiront également du bénéfice d
présente Convention les navires de l'un des t
pays en relâche forcée dans les ports de l'au
avec ou sans chargement, de quelque lieu q
viennent, et quelleque soit leur destination, à
dition qu'ils se borneront à débarquer, s'il y a
leurs marchandises pour réparer les avaries,
les rembarquer sans faire aucune opération d
merce, et qu'ils ne séjourneront dans le port
lâche, que le temps nécessaire pour se mu
état de reprendre la mer.

Art. VII. Son Altesse Royale le Grand-D
de Mecklenbourg-Schwérin, prenant en considé
tion la faveur particulière qui résulte des stipu
tions ci-dessus pour les sujets Mecklenbourge
et voulant, autant qu'il se peut, établir la
exacte réciprocité d'avantages, s'oblige à ne
élever le taux des droits d'entrée, de sortie, de
sit, de consommation ou tous autres actuelle
existants et perçus dans Ses Etats sur les prod
du sol et de l'industrie de la France, à ne po
en créer de nouveaux, à ne point établir d'exc
tion, ni de limites à la libre introduction et circ
lation de ces produits; enfin, à les assimiler
ceux du Mecklenbourg dans toutes les conditi
dont ces derniers pourraient devenir l'objet.

Art. VIII. En outre, Son Altesse Royale
Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin décla
que les Français ne seront pas soumis dans S
Etats, pour l'acquisition du droit de bourgeoisi
à des droits autres ni plus élevés que ceux q
payeraient les sujets Mecklenbourgeois; et que pa
rapport aux droits annuels et charges bourgeoises

Digitized by Google

rigkeit bestätiget werden. Dies Certificat muss auf 1836
suchen der Schiffs-Capitaine, welches binnen 24
unden nach statt gehabtem Einlaufen anzubringen
, und auf ihre schriftliche Erklärung über die von
ien beabsichtigte Verfolgung ihrer Bestimmung er-
ilt werden.

Art. 6. Ebenso kommen die Vortheile der gegen-
rtigen Convention auch den Schiffen des einen der
iden Staaten zu Gute, welche in die Häfen des an-
rn einzulaufen **gezwungen** sind, ohne Rücksicht
rauf, ob sie befrachtet sind oder nicht, von welchem
rte sie kommen und welches ihre Bestimmung ist,
rausgesetzt jedoch, dass sie sich darauf beschränken,
e Waaren, falls es nöthig ist, Zwecks der Ausbesse-
ng der Schadhaftigkeiten des Schiffs, auszuschiffen
d sie demnächst wieder einzuschiffen, ohne sich ir-
nd in Handels-Geschäfte einzulassen, und dass sie
dem Zufluchts-Hafen nicht längere Zeit verweilen,
nothwendig ist, um sich in Stand zu setzen, wie-
rum in See zu gehen.

Art. 7. Seine Königliche Hoheit der Grossherzog
n Mecklenburg-Schwerin, in Berücksichtigung der
s vorstehenden Stipulationen für die Mecklenburgi-
hen Unterthanen hervorgehenden besonderen Begün-
igung und in der Absicht, soviel möglich die genaueste
eciprocität in Ansehung der Vortheile eintreten zu
ssen, verpflichtet Sich, den Betrag der in Seinen
taaten jetzt bestehenden und erhoben werdenden
ingangs-, Ausgangs-, Durchgangs-, Verbrauchs-
der anderer Abgaben auf die Französischen Producte
s Bodens und der Industrie nicht zu erhöhen, deren
ine neue anzuordnen, der freien Einführung und
m Umsatz dieser Producte weder Beschränkungen
ch Grenzen zu setzen; mit einem Worte, sie den
ecklenburgischen Producten in jeder Hinsicht gleich-
stellen.

Art. 8. Ausserdem erklärt Seine Königliche Hoheit
er Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, dass die
ranzosen in Seinen Staaten, bei Erwerbung des
ürgerrechts, keinen anderen und höheren Abgaben
nterworfen seyn sollen, als solchen, welche von Meck-
nburgischen Unterthanen zu entrichten sind; und dass
e, hinsichtlich der jährlichen Abgaben und bürger-

Digitized by Google

1836 *ils seront traités absolument de la même manière que les bourgeois et habitants du Mecklenbourg.*

Art. IX. Les consuls et agents consulaires de France jouiront dans le Grand-Duché de Mecklenbourg, des franchises, immunités et priviléges dont jouissent les consuls ou agents consulaires des nations les plus favorisées; et, réciproquement, les consuls et agents consulaires Mecklenbourgeois jouiront, en France, des Franchises, immunités et priviléges qui y sont déterminés par les lois, les réglements et les usages.

Art. X. En cas de naufrage ou d'échouement d'un navire de l'un des deux pays dans les ports ou sur les côtes de l'autre, toutes les opérations relatives au sauvetage seront dirigées par le consul ou l'agent consulaire de la nation à laquelle appartiendra le navire. Les autorités locales interviendront, d'ailleurs, s'il y a lieu, pour maintenir l'ordre, garantir tous les intérêts, et, dans tous les cas, pour assurer l'exécution des dispositions à observer, à l'entrée et à la sortie des marchandises sauvées, lesquelles ne seront soumises aux droits qu'autant qu'elles seraient introduites pour la consommation.

Art. XI. Le droit d'aubaine et le droit de détraction sont et demeurent abolis en Mecklenbourg en faveur des Français, de même qu'en France, en faveur des sujets Mecklenbourgeois.

Art. XII. La présente Convention demeurera en vigueur pendant dix années, à dater du jour de l'échange des Ratifications; Néanmoins, à l'expiration de ce terme, elle continuera d'être appliquée, et elle ne cessera d'être obligatoire que douze mois après que l'une des hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de faire cesser les effets.

Art. XIII. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de deux mois, ou plustôt, si faire se peut.

Digitized by Google

hen Lasten, ganz ebenso als Mecklenburgische Bür- 1836
r und Einwohner behandelt werden sollen.

Art. 9. Die Französischen Consuln und Consular-
genten sollen im Grossherzogthum Mecklenburg die-
lben Freiheiten, Immunitäten und Privilegien zu ge-
essen haben, welche die Consuln und Consular-
genten der meistbegünstigten Nationen geniessen;
id andererseits, sollen die Mecklenburgischen Consuln
id Consular-Agenten in Frankreich die daselbst durch
e Gesetze, Reglements und das Herkommen festge-
ellten Freiheiten, Immunitäten und Privilegien zu
eniessen haben.

Art. 10. Wenn ein Schiff des einen der beiden
taaten in den Häfen oder an den Küsten des andern
chiffbruch erleiden oder stranden sollte, so sollen
le auf das Bergen bezügliche Veranstaltungen durch
en Consul oder den Consular-Agenten der Nation
eleitet werden, welcher das Schiff angehört. Die
rts-Obrigkeiten sollen jedoch dabei hinzutreten, wenn
s erforderlich ist, um die Ordnung aufrecht zu er-
alten und alle Interessen sicher zu stellen, so wie
lemal, um die Ausführung der beim Ein- und Aus-
ang der verborgenen Waaren zu beobachtenden Vor-
chriften zu sichern, welche Waaren jedoch nur in so
eit, als sie etwa zum Verbrauch eingeführt werden
öchten, den Abgaben unterworfen seyn sollen.

Art. 11. Das Heimfallsrecht und das Abzugsrecht
ind und bleiben in Mecklenburg zu Gunsten der Fran-
osen, ebenso wie in Frankreich zu Gunsten der
lecklenburgischen Unterthanen aufgehoben.

Art. 12. Die gegenwärtige Convention soll während
ehn Jahre, vom Tage der Auswechselung der Ratifi-
ationen an, in Kraft bleiben; nichts destoweniger soll
elbige, beim Ablauf dieses Zeitraums, fernerhin zur
nwendung kommen und nicht aufhören verbindlich zu
eyn, als zwölf Monate später, nachdem der eine der
ohen contrahirenden Theile seine Absicht, die Wir-
ungen derselben aufhören zu lassen, dem andern
heile kund gethan haben wird.

Art. 13. Die gegenwärtige Convention soll ratificirt
nd die Ratificatorien zu Paris innerhalb zweier Mo-
ate, oder wenn möglich früher, ausgewechselt
erden.

Digitized by Google

1836 *En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.*

Fait double à Paris, le dix-neu-vième jour du mois de juillet, de l'an de grace mil huit cent trente six.

(*Signé*) *E. B. Varrenne.* (L. S.) DE OERTHLING. (L. S.)

Annexe.

Tableau des produits du Mecklenbourg qui seront admis en France avec l'exemption de la surtaxe, en conformité de l'article II. de la Convention de navigation et de commerce du 19. Juillet 1836.

1) *Les céréales, en quantité indéterminée.*
2) *Les bois de construction (Stabholz), en quantité indéterminée.*
3) *Les graines oléagineuses et leurs huiles; les légumes secs, en quantité annuelle et collective de 4000 tonnes de mer.*
4) *Les chanvres, lins et laines, en quantité annuelle et collective de 3000 tonnes de mer.*
5) *Les beurre, fromages, viandes salées et autres comestibles; en quantité annuelle et collective de mille tonnes de mer.*

Le présent Tableau, annexé à la Convention conclue entre Sa Majesté le Roi des Français et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, aura la même force et valeur que s'il y était inséré de mot à mot.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait double à Paris, les mêmes jour, mois et an que dessus.

(*Signé*) *E. B. Varrenne.* (L. S.) DE OERTHLING. (L. S.)

Digitized by Google

Zur Urkunde dessen haben die respectiven Bevoll- 1836
chtigten selbige unterzeichnet und den Abdruck
ir Wappen beigesetzt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Paris
19ten Tag des Monats Juli im Jahre der Gnade
6.

Gezeichnet) E. B. VARENNE. v. OERTHLING.
(L. S.) (L. S.)

Anhang.

bersicht der Mecklenburgischen Producte, welche
Frankreich mit Befreiung von der Mehrabgabe, in
mässheit des Art. 2. des Schifffahrts- und Handels-
rtrags vom 19. Juli 1836 zugelassen werden sollen.

Getreide, in unbestimmter Quantität;
Stabholz, in unbestimmter Quantität;

Oelsaamen und aus demselben bereitete Oele, tro-
ckene Hülsenfrüchte, zum jährlichen Collectiv-Be-
trage von 4000 Schiffs-Tonnen;
Hanf, Flachs und Wolle zum jährlichen Collectiv-
Betrage von 3000 Schiffs-Tonnen;
Butter, Käse, Pöckel-Fleisch und andere Esswaaren
zum jährlichen Collectiv-Betrage von tausend Schiffs-
Tonnen.

Die gegenwärtige Uebersicht, welche der zwischen
ner Majestät dem Könige der Franzosen und Seiner
niglichen Hoheit dem Grossherzoge von Mecklen-
g-Schwerin abgeschlossenen Convention angehängt
, soll dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als wenn
derselben wörtlich eingerückt wäre.

Zur Urkunde dessen haben die obgenannten Be-
lmächtigten sie unterzeichnet und den Abdruck ihrer
ppen beigesetzt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Paris,
selben Tag, Monat und Jahr, wie oben.

Gezeichnet) E. B. VARENNE. v. OERTHLING.
(L. S.) (L. S.)

Digitized by Google

87.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Pepin-a-waw No-taw-kah et Mac-kah-tah-mo-ah Chefs d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie dans l'Etat d'Indiana. Signé et conclu le 5. Août 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt., 1837. Appendix p. 130.)

Articles of a Treaty made and concluded at a camp near Yellow river in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, Commissioner on the part of the United States, and Pepin-a-waw, No-taw-kah and Mac-kah-tah-mo-ah, chiefs and headmen of the Pottawatomie tribe of Indians and their bands on the fifth day of August in the year eighteen hundred and thirty-six.

Art. 1. The above named chiefs and headmen and their bands hereby cede to the United States twenty two sections of land reserved for them by the second article of the Treaty between the United States and the Pottawatomie tribe of Indians on Tippecanoe river on the 26. October 1832.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid the United States stipulate to pay to the above named Chiefs and headmen and their bands the sum of 14,000 Dollars in specie after the ratification of this Treaty and on or before the 1. Mai next ensuing the date hereof.

Art. 3. The above named chiefs and headmen and their bands agree to remove to the country west of the Mississippi river, provided for the Pottawatomie nation by the United States within two years.

Art. 4. At the request of the above named bands it is stipulated, that after the ratification of this Treaty the United States shall appoint a commissioner, who shall be authorized to pay such debts of the said bands as may be proved to his satisfaction to be just, to the

Digitized by Google

ducted from the amount stipulated in the second 1836
ticle of this Treaty.

Art. 5. The United States stipulate to provide for
e payment of the necessary expenses attending the
aking and concluding this Treaty.

Art. 6. This Treaty, after the same shall be rati-
d by the President and Senate of the United States,
all be binding upon both parties.

In testimony whereof etc.

A. C. Pepper.

Signatures de 26 Indiens et de 4 témoins.

(Ratifiée à Washington le 18. Février 1837.)

88.

nstruction de S. S. Grégoire XVI aux vêques des Etats de terre-ferme du oi de Sardaigne sur les règles à bserver pour les registres des Paroisses. En date du 23. Août 1836.

Traités publics de la Royale Maison de Savoie T. V. p. 98 et suiv.)

In fra gli oggetti, cui la Chiesa sempre intenta bene dei suoi figli ha rivolto le sue provide cure, n è l'ultimo quello dei Registri Parrocchiali di nascita ttesimo, cresima, matrimonio e morte, onde ne fosse rantita l'esatta formazione ed insieme la gelosa cudia. Il Sacro Concilio di Trento (*sess. 24, cap. 1 reform. matrim.*) non solo ingiunse espressamente ciascun Parroco di avere presso di se il libro dei trimonii per descrivervi i nomi dei coniugi, e dei timonii, il giorno ed il luogo del celebrato coniu, ma gli prescrisse eziandio di custodirlo *diligentente.* E nel capo secondo della stessa sessione, supsta l'esistenza del libro dei Battezzati, ordinò del ri ai Parrochi di registrarvi i nomi dei Patrini. Che in esso non si fa parola del libro dei confermati, e ll'altro dei morti, non può però dubitarsi, che l'uso entrambi sia pienamente conforme alle intenzioni di el venerando Consesso, e della Chiesa.

Digitized by Google

1836 Quindi presso tutte le Diocesi ben regolate sono in vigore, e generalmente i libri Rituali ne stabiliscono la forma. Per tacere degli altri, il Rituale Romano, dopo aver disposto (*tit.* 1 *cap. unic.*) che chiunque è obbligato all'amministrazione dei Sagramenti debba avere i libri proprii del suo officio, *eos praesertim, in quibus variarum Parochialium functionum notae ad futuram rei memoriam describuntur*, estende fino a cinque il numero dei libri Parrocchiali, indicando ancora le module da usarsi nello iscriverví gli atti ai quali ciascun di essi si riferisce (*tit.* X *cap.* 2 *e segg.*). Nè alla sola regolare formazione, o fedele custodia degli anzidetti Registri si è limitata l'ecclesiastica sollecitudine, ma in ispecie molti Vescovi nelle rispettive Diocesi hanno spinto più oltre il loro zelo, nel saggio intendimento di allontanare gli abusi, e di prevenire alcune eventualità di sommo pregiudizio in oggetto di tanto interesse.

I Parrochi come nelle altre attribuzioni così in quella risguardante i libri del loro officio dipendono dalla direzione e disposizione dei Vescovi; ed è pur cosa nota, che a senso della Istruzione emanata dalla Sacra Congregazione del Concilio, e congiunta al Sinodo Romano del 1725 sotto Benedetto XIII (§. 3 *num.* 8), i libri, di cui si ragiona, debbono sottoporsi alla visita pastorale. Volle anzi Benedetto XIV (*nella sua Costituzione* firmandis *dei* 6. *Novembre* 1744 §. 9), che da una tal visita non fossero neppure esenti i Parrochi Regolari, ed impose perciò al Prelato Diocesano di verificare *an Parochus apud se recte ordinatos retineat libros tum baptizatorum .... tum sacro chrismate confirmatorum, libros etiam matrimoniorum, et status animarum*. Siegue da ciò, che sebbene i libri suindicati siano di proprietà Parrocchiale, nè il Vescovo, giusta una decisione della Sacra Congregazione dei Vescovi e Regolari in data dei 3 giugno 16[illegible] citata dal Barbosa (*de offic. et potest. Parochi part.* [illegible] *cap.* 7 *num.* 19 *e* 20) possa toglierli dalle mani dei Parrochi; pure ha desso tutto il diritto di prendere su tal particolare i provvedimenti che giudica necessarii, o convenienti, e di obbligare altresì gli stessi Parrochi a presentarne stabilmente una copia autentica alla sua Cancelleria, salvi gli emolumenti che loro possono competere à titolo dei certificati che se ne

Digitized by Google

bano estrarre. Così infatti ha deciso più volte, ed 1836
he recentemente la Sacra Congregazione del Con-
: su di che, se mancasse ogni altra autorità, bas-
bbe attenersi al fatto del Grande Arcivescovo di
no S. Carlo Borromeo. Impegnato egli a promuo-
la ristaurazione della disciplina ecclesiastica sulle
ne stabilite dal Sacro Concilio di Trento, di cui
oscea perfettamente lo spirito, ingiunse a tutt' i
Parrochi di descrivere in doppio libro gli atti di
ita, battesimo, cresima, matrimonio, e morte, af-
di rimetterne in ciascun anno un esemplare alla
celleria Arcivescovile, per esservi gelosamente con-
ato.

Or sulle traccie di lui, usando di siffatto diritto
i zelantissimi Vescovi di altre Diocesi particolar-
e d'Italia adottarono la stessa misura, proponendosi
non tanto di assicurarsi, che i libri parroc-
ossero formati e custoditi secondo le regole pres-
, quanto di provvedere all pericolo, che senza
di chi ne ha la custodia fossero alterati o andas-
a perire. Cade qui in acconcio di rendere i me-
elogi agli stessi rispettabili Arcivescovi e Vescovi
Stati continentali di S. M. il Re di Sardegna, ai
la presente Istruzione è diretta. Dagli editti, de-
, ed altre ingiuzioni vescovili, non che da talune
sinodali pubblicate per le diocesi di Torino, Vercelli,
vano, Aosta, Tortona, Susa, Pinerolo, Cuneo, Ac-
Monreale, Alessandria, e Novara, risulta essersi
introdotto il metodo del doppio esemplare dei re-
i parrocchiali per lasciarne uno nell'archivio della
rocchia, e dell'altro pienamente conforme al primo,
guire il deposito periodico nella Cancelleria Vescovile.
per verità una simile cautela fondandosi per una
te, come già si è detto, sopra un diritto dei Ve-
i, e per l'altra riguardando un oggetto della mas-
a importanza, non può non essere sommamente en-
iata, e riconosciuta giustissima. Chiunque riflette
ai documenti ed alle testimonianze estratte dai
detti registri suole accordarsi tutta la forza ed ef-
cia, onde negli atti relativi abbiano in faccia alla
esa l'effetto d'indubitata prova, dee facilmente per-
dersi dell'utilità e della necessità eziandio della ri-
ta cautela.

Ma poichè non v'ha vigilanza così attiva, che

Digitized by Google

1836 possa giungere ad impedire ogni inconveniente, nè umana istituzione, quantunque venerabile per la sua origine, e salutare nel suo fine, la quale non sia soggetta agli abusi: perciò la sollecitudine dei Vescovi delle mentovate, e delle altre Diocesi comprese nei Dominii di terra ferma di S. M. Sarda, non fu felice al punto di escludere ogni dubbio e motivo di querela in quanto alla forma, all'autenticità, alla conservazione dei libri parrocchiali. Qualche caso pur troppo avvenuto di smarrimento, o di corruzione dei libri medesimi, fece desiderare non solo che il sistema del doppio esemplare fosse adottato anche in quelle Diocesi dei succennati Reali Dominii, presso le quali non era in uso, ma che inoltre s'introducesse all'uopo un metodo sott'ogni rapporto uniforme, ed una precisione tale da conciliare ai Registri parrocchiali, ed ai documenti che se ne desumono, la maggiore possibile fiducia ed autorità. Al qual proposito non potea sfuggire che un Regolamento in cui, ritenuta la sostanza delle forme stabilite dal Rituale Romano, si aggiungesse qualche pratica e diligenza ulteriore tendente ad ottenere l'indicato utilissimo scopo, non sarebbe stato altrimenti alieno dallo spirito delle prescrizioni ecclesiastiche. Imperciocchè se l'anzidetto Rituale assegnò le module degli atti da inserirsi nei libri parrocchiali, appunto perchè *per omnes Ecclesias uniformis sit stylus et ordo*, come osservò il Baruffaldi ne' suoi Commentari (*tit.* 29 *num.* 3); non interdisse però che la cosa potesse esser condotta a quel compimento, ed a quella esattezza che a seconda delle circostanze de' tempi e dei luoghi si giudicasse necessaria. Il citato Autore soggiungea opportunamente (*num.* 51), che *optima regula illa est nonnullarum nationum, quae nomen alicuius indicando numquam praetermittunt nomen patris, avi, et abavi, quasi librum generationis eiusdem percurrentes ... et sic generationes istas enarrando, non confunduntur personae, licet eodem nomine et cognomine appellentur.*

Se non che il desiderio di un metodo, che conducendo nella forma dei Registri parrocchiali il rigore dell'esattezza, ne garantisse anche più l'autenticità, e li rendesse superiori ad ogni sospetto di alterazione, e ad ogni pericolo di deperimento, crebbe maggiormente, e sembrò altresì più giustificato sul riflesso dei rapporti

Digitized by Google

ıe l'uso di siffatti Registri ha coll'ordine sociale, e 1836
ılla direzione politica degli affari pubblici e privati;
ıcchè i libri parrocchiali servendo negli Stati conti-
ıntali del Regno di Sardegna, come in altri Governi
attolici, oltre al foro, ed agli effetti ecclesiastici,
ıche al foro, ed agli effetti civili, tengono indiretta-
ente il luogo di Registri degli atti dello stato civile.
per questa parte la cosa ebbe naturalmente a
chiamare l'attenzione, ed eccitare le vive premure
ıl provvido e benefico Sovrano, cui i suddetti Stati
ınno la fortuna di esser soggetti. Se per altro la
aestà Sua fu sollecita dei convenienti miglioramenti
guardo ad un oggetto connesso coll'ordine pubblico,
cogl'interessi de' suoi sudditi, non fu meno penetrata
ı quella sincera affezione inverso le istituzioni eccle-
ıstiche, onde si distinsero mai sempre gli Augusti
oi Predecessori. Aliena quindi da ogni misura go-
rnativa, la quale cangiasse il sistema osservato finora
desumere dai libri parrocchiali i documenti legali
llo stato civile nei suoi Regii Dominii di terra ferma,
l insiemè persuasa dei particolari vantaggi, di cui è
condo il metodo di unire in un solo registro la prova
ateriale di atti interessanti egualmente la Chiesa e lo
ıato, rivolse unicamente le sue cure a prendere in
'oposito gli opportuni concerti colla Sede Apostolica.
perchè col mezzo del suo Ministro residente in Roma
ce presentare alla Santità di Nostro Signore Papa
regorio XVI un Regolamento, dalla di cui esecu-
one autorizzata dalla suprema Potestà ecclesiastica
promettevasi la Maestà Sua il bramato intento di
gliere ogni dubbiezza sul conto dei libri parrocchiali,
della prova da essi desunta dello stato civile dei
ıoi sudditi.

Tre furono i capi principali delle disposizioni pro-
ıste alla Pontificia approvazione. Il primo fu quello
un secondo originale dei Registri parrocchiali di
ıscita e battesimo, matrimonio e morte, da passarsi
ogni anno al Reale Governo. E qui in nome del
eligioso Monarca non si omise di rilevare che un tal
etodo, oltr'essere per moltiplici ragioni utilissimo, non
ıvea riguardarsi come nuovo nei suoi stessi Dominii;
acchè nelle Diocesi della Savoia incominciò ad usarsi
ı dal secolo decimosesto, e poscia perfezionato negli
ıni 1723, 1730, 1773, fu mercè lo zelo dei Vescovi

Digitized by Google

1836 rimesso in osservanza, ed esattamente eseguito dopo l'occupazione Francese, non senza il comune gradimento in vista dei felici suoi risultati. Ad escludere poi ogni difficoltà che riguardo al progettato sistema potesse insorgere dal canto dei Parrochi, pel timore della diminuzione dei loro emolumenti, ed anche del maggior dispendio nella formazione dei sovra indicati Registri, Sua Maestà non solo assicurò, che la spedizione dei certificati e documenti sarebbe esclusivamente riservata ai Parrochi, e che il suo Regio Governo non farebbe uso all'oggetto anzidetto del secondo originale, se non nel caso d'impossibilità di avere simili atti dall'Archivio della Parrocchia; ma inoltre dichiarò, che le module uniformi dei Registri in discorso verrebbero preparate a spese delle rispettive Comuni, onde i Parrochi, lungi dal soffrire una nuova spesa, sarebbero sgravati anche di quella cui sono stati finora soggetti.

L'altro capo delle disposizioni, di cui si parla, riguardò l'uso della lingua volgare nella formazione dei libri parrocchiali a seconda delle diverse parti degli Stati continentali del Regno di Sardegna. Sul quale particolare la Maestà Sua mentre fece osservare l'opportunità e ragionevolezza della cosa, sia nella considerazione di rendere comune a tutti l'intelligenza dei ripetuti libri, sia per la conformità della lingua usata nei Tribunali laici, ove gli atti desunti dai Registri Parrocchiali si producono sovente, sia eziandio per la più semplice e naturale espressione dei nomi di famiglia, volle pure che la S. Sede fosse informata essersi già in qualche Diocesi della Savoia introdotto dalle Costituzione Sinodali l'uso della lingua Francese nei Registri ed atti più volte accennati, ed in alcuna delle Diocesi del Piemonte essersi adottata la lingua Italiana.

In fine il terzo capo comprese parecchie cautele, e norme, sulle quali il saggio Monarca bramava che fossero in appresso regolati i libri tenuti giusta le leggi della Chiesa dai Parrochi, affine di potere con tutta sicurezza desumerne la prova legale dello stato civile dei suoi sudditi nei Reali Dominii di terra ferma; donde per una felicissima conseguenza risulterebbe, che, conservata l'unità del Registro per gli effetti ecclesiastici e civili, l'adempimento degli atti risguardanti la religione, e quello degli atti che interessano la

Digitized by Google

ocietà, si prestassero un mutuo appoggio ed una 1886
norale efficacissima guarantigia.

Riferito al S. Padre il tenore del progettato e inquì esposto Regolamento, la Santità Sua sempre ropensa ad accogliere con paterno affetto i desiderii, a secondare le rette intenzioni di S. M. il Re di Sardegna, si degnò commettere l'esame del Regolamento suddetto alla Sacra Congregazione degli Affari Ecclesiastici Straordinarii, per quindi deliberare sulla necessità, o convenienza di approvarlo nelle diverse sue parti, ed ingiungerne l'osservanza.

Istituito colla dovuta maturità l'enunciato esame, ebbe primieramente ad avvertirsi, che per una parte non potea esser luogo a discussione sulla ragionevolezza ed utilità in genere di un secondo originale dei Registri parrocchiali di nascita, battesimo, matrimonio e morte; per essere stata già riconosciuta ed autenticata dall'uso e dalla legge ecclesiastica nelle più ben regolate Diocesi dentro e fuori del Regno di Sardegna: e che per l'altra l'indirizzo annuo di tal doppio originale al Governo di Sua Maestà da eseguirsi nel modo e forma che si dirà poco appresso, non avrebbe punto alterato i rapporti dei parrochi colla Vescovile Autorità, da cui continuerebbero eglino a dipendere in ordine agli atti de' quali si ragiona, senza che potessero o dovessero riguardarsi come Ufficiali civili.

Similmente per ciò che spetta all'uso della lingua volgare nell'estensione degli atti da registrarsi nei libri Parrocchiali non potè non riflettersi, che niuna difficoltà era per nascere a cagione della sacra Liturgia, nella quale si credesse indotto un cangiamento di lingua: giacchè la forma degli atti summentovati nulla ha d'intrinsecamente comune coll'amministrazione dei Sagramenti, di cui sono soltanto destinati a far prova.

Per ultimo, ben ponderate le diverse cautele e norme, colle quali desiderava il Monarca di Sardegna che fossero regolati i libri parrocchiali, per assicurare agli atti quivi registrati l'autenticità necessaria agli usi civili; fu d'uopo concludere, che le medesime, nel concorso specialmente di alcune modificazioni ed aggiunte, cui la Sacra Congregazione stimò dover esser luogo, non poteano altrimenti considerarsi come novità e mutazioni sostanziali, ma semplicemente come rettificazioni e miglioramenti estrinseci, tendenti a perfezionare la

Digitized by Google

1836 forma, tutelare la conservazione, e garantire l'autorità dei ridetti libri a seconda delle circostanze particolari dei luoghi e dei tempi, e delle provvide viste del Governo di Sua Maestà: ciò che si è già osservato non essere certamente alieno dalle intenzioni della Chiesa, e dallo spirito delle sue prescrizioni.

Essendo le cose in questo stato, ed avendo la Sacra Congregazione degli Affari Ecclesiastici Straordinarii rassegnato al Trono Pontificio il suo parere, la Santità di Nostro Signore premurosa non meno di dare una nuova prova della paterna sua benevolenza ad un Monarca sì benemerito della Chiesa, e delle istituzioni religiose, che di concorrere coll'esercizio dei suoi sacri poteri al vantaggio spirituale e temporale dei popoli, ha benignamente approvato che sulle norme già proposte dal Reale Governo in un colle modificazioni ed aggiunte in seguito concertate si stabilisse un Regolamento uniforme sull'oggetto dei libri parrocchiali. In pari tempo ha voluto, che per mezzo della medesima Sacra Congregazione fosse un tal Regolamento notificato ai rispettabilissimi Arcivescovi e Vescovi degli Stati continentali di Sua Maestà il Re di Sardegna, onde n'esigano nelle loro Diocesi l'esatta osservanza, dando perciò ai rispettivi Parrochi le istruzioni e gli ordini opportuni.

Articoli del Regolamento.

I. I Registri parrocchiali di nascita e battesimo, di matrimonio, e di morte debbono essere tenuti in modo uniforme in tutti i Dominii continentali di Sua Maestà il Re di Sardegna. A quest'effetto i Parrochi si serviranno dei Registri che loro saranno rimessi dai rispettivi Ordinarii Diocesani, cui a tal uopo il Reale Governo li farà giungere stampati in carta libera a spese delle Comuni. Siffatti registri saranno vidimati dagli Ordinarii medesimi, o dalla loro Curia Ecclesiastica, e dai Prefetti dei Tribunali, o da chi ne fa le veci, ed in essi i Parrochi inscriveranno in doppio registro originale le nascite, i matrimonii, ed i decessi riempiendo a penna i vacui dei relativi esemplari.

II. Gli atti saranno inscritti sul doppio registro senza interruzione, e senza alcuno spazio: vi si esprimerà non in cifre numeriche, ma con lettere, l'anno,

Digitized by Google

mese, il giorno e l'ora dei rispettivi atti di nascita, 1836
matrimonio, e decesso: altrettanto si praticherà, se
occorra di notare qualunque altra data nel corpo degli
tti suddetti.

III. Ciascun atto sarà sottoscritto dalle parti, o
ai dichiaranti, non che dai testimonii, nei casi in cui
ono necessarii, e dal Parroco, o dachi ne fa le veci.
e taluno non sapesse, o non potesse scrivere, si farà
iò risultare con apposita dichiarazione.

IV. Nel riempiere a penna i vani non si varanno
bbreviazioni; si eviteranno per quanto si può le can-
ellazioni, e le postille; ed in caso di necessità le prime
i faranno in modo, che possa leggersi. quanto fu can-
ellato, e le seconde si porteranno non in margine,
a a piedi dell'atto, ed avanti le sottoscrizioni, dopo
quali non sarà lecito aggiungerne altre.

V. Negli atti succennati non si potrà inserire
lcuna cosa, sia per annotazione, sia per qualsivoglia
ndicazione, oltre ciò che si è prescritto.

VI. I testmonii, che sarà necessario adoperare
er i modesimi atti, saranno, per quanto è possibile,
celti fra maschi e maggiori di età.

VII. In fine di ogni anno i registri come sopra
ormati saranno chiusi, e sottoscritti dal Parroco ri-
pettivo: dentro il mese il Parroco trasmetterà uno dei
ue registri originali, ed insieme una copia di essi all'
)rdinario Diocesano, il quale, conservata la copia nella
ua cancelleria, inviera entro il mese successivo l'ori-
ginale al Prefetto della Provincia. Il Parroco dovrà
ella copia attestare di averla collacionata, e di essere
onforme all'originale.

VIII. Qualunque persona sarà in circostanza di
chiedere alcun estratto di questi registri, dovrà indi-
ezzarsi al Parroco, che glielo spedirà in carta libera
econdo la modula contenuta negli esemplari in istampa.

IX. Non sarà lecito di procedere a rettificazione
i alcuni degli atti di nascita, matrimonio, o morte,
enza che sia presentata la sentenza del Tribunale ec-
lesiastico, o civile, secondo che le rettificazioni ri-
guarderanno materia di rispettiva loro competenza,
olla quale sentenza venga la rettificazione ordinata in
ontradittorio degli interessati: tale sentenza non potrà
n alcun caso nuocere a quelli che non furono nè
hiamati nè sentiti.

Digitized by Google

1836 X. Le sentenze di rettificazione, di cui dovranno presentarsi al Parroco due copie autentiche, verranno da esso unite a ciascun doppio del Registro corrente, ed in fine di esso. Il Parroco farà in margine dell'articolo rettificato menzione della sentenza, colla indicazione del Registro nel quale verrà inserita, senza cancellare, nè variare in alcuna parte l'articolo del medesimo. Qualora il doppio del Registro, che contiene l'articolo da rettificare, già si fosse trasmesso al Prefetto, eguale annotazione ed inserzione farà egli eseguire in detto Registro della sentenza pronunziata dal Tribunale sì civile che ecclesiastico.

XI. Si uniranno pure dal Parroco al Registro corrente le fedi autentiche trasmessegli dal Real Governo in prova della morte di persone domiciliate nella di lui Parrocchia, o della nascita dei loro figli, avvenute entrambe all'estero, all'armata, od a bordo di qualche bastimento. Similmente si unirà copia di dette fedi al fine del doppio del Registro, da rimettersi come si è già indicato; e tanto sull'uno che sugli altri degli stessi Registri si farà menzione delle fedi sovraespresse colla data del giorno in cui il Parroco le avrà ricevute.

XII. Negli atti di nascita si noteranno il giorno, l'ora ed il luogo della nascita e del battesimo, il sesso del neonato, i nomi che gli saranno stati imposti, i nomi, cognomi, la professione, ed il domicilio del padre, e della madre, del padrino, e della madrina.

XIII. Il padre, se intervenga al battesimo, o chi in suo nome si presenterà al Parroco, dovrà indicare la nascita. In mancanza di ambedue sarà indicata da quella persona, da cui il Parroco sarà stato richiesto dell'amministrazione del battesimo.

XIV. Quando non sarà conosciuto il padre in dipendenza di legittimo matrimonio, se non vi sarà espressa dichiarazione del medesimo, non si potrà mai inserire riguardo alla paternità la dichiarazione altrui, nemmeno quella della madre. In ciò per altro che riguarda i matrimonii secreti detti *di coscienza*, e la nascita della prole da essi proveniente, non s'intendono punto innovate le regole vigenti; potrà bensì il Vescovo, quando giudicherà non essere più necessario, che matrimonii siano segreti, ordinare l'inserzione dei loro atti, e delle rispettive nascite nei Registri parrocchiali.

Digitized by Google

XV. Se la nascita seguirà negli ospedali, ospizii, 1836
arceri, o altre case di ricovero, o di detenzione, il
'arroco nella di cui Parrocchia si trovano siffatti sta-
ilimenti, riceverà la dichiarazione che gli verrà fatta
diligenza del Rettore o Preposto dei medesimi.

XVI. Il Parroco, cui venga presentato un neo-
ato esposto, quando non gli consti essere stato già
attezzato nelle forme prescritte dalla Chiesa, deve
re risultare negli atti del battesimo il nome che gli
rà imposto, con relazione al processo verbale che
ovrà essers fatto dal Sindaco, e la di cui copia do-
rà unirsi ai Registri. L'esecuzione però di questi ed
tri simili atti non deve mai impedire la sollecita am-
inistrazione del battesimo, nel caso in cui il neonato
trovasse in pericolo di morte.

XVII. Presentandosi dal padre, o dalla madre,
l Parroco del loro domicilio l'estratto debitamente le-
alizzato dell'atto di nascita di un loro figlio acciden-
ilmente nato, e battezzato in altra Parrocchia, si tra-
criverà da esso nei suoi Registri sotto la data del
iorno nel quale il suddetto estratto gli sarà presen-
to, e si farà menzione sul Registro, o in principio,
d in margine dell'atto, della persona che lo avrà pre-
ntato, e del giorno della presentazione.

XVIII. Negli atti del matrimonio si esprimerà:

1o. I nomi, cognomi, l'età, il luogo di nascita,
l il domicilio degli sposi.

2o. Se siano figli di famiglia maggiori, o minori.

3o. I nomi, cognomi, ed il domicilio del padre
della madre.

4o. Il consenso dei padri e delle madri, e di
uelli che saranno in loro luogo, ove ne consti al
arroco.

5o. Se abbiano preceduto le pubblicazioni secondo
leggi ecclesiastiche, o se siano state dispensate in
utto, o in parte.

6o. Se vi sia intervenuta qualche altra pubblica
ispensa canonica pel foro esterno.

7o. I nomi, cognomi, l'età, ed i domicilii dei
stimonii, alla cui presenza si sarà celebrato il matri-
onio.

XIX. Se il matrimonio avesse a celebrarsi fuori
ella Parrocchia dello sposo e della sposa, in dipen-
enza di legittima delegazione, il Parroco, nella di cu

Digitized by Google

1836 Parrocchia seguirà tal matrimonio, lo descriverà nel suo Registro, esprimendo da chi sarà stata fatta la delegazione, e dentr'otto giorni dalla celebrazione del matrimonio ne spedirà l'estratto a spese delle [illegible] al Parroco del loro domicilio, il quale lo descri[illegible] sui suoi registri nel modo indicato nell'art. 17, [illegible] però innovandosi delle regole vigenti, come si av[illegible] all'art. 14, in quanto ai matrimonii detti *di coscie*[illegible]

XX. Venendo presentata al Parroco da per[illegible] che si stabiliscano nella sua Parrocchia la fede del[illegible] mente legalizzata del loro matrimonio seguito all'e[illegible] giusta i riti della S. Chiesa, dovrà lo stesso Par[illegible] inscrirla in fine del Registro corrente uniformam[illegible] a quanto si è prescritto nell'art. 11.

XXI. Non si darà sepoltura che dopo scors[illegible] meno ventiquattro ore dalla morte, e dopo quara[illegible] se la medesima sia accaduta improvvisamente per [illegible] interna: avuto riguardo in ogni caso ai regolame[illegible] pulizia, e specialmente a quei che vietano di sepp[illegible] coloro, i quali si sospetta esser periti di morte vio[illegible] se non dopo che il Giudice avrà eseguiti gli atti [illegible] gl'incombono.

XXII. L'atto di morte esprimerà il nome, [illegible] nome, l'éta, la professione e il domicilio del defu[illegible] il nome e cognome del coniuge superstite, se la pe[illegible] na mancata ai vivi era congiunta in matrimonio, [illegible] coniuge predefunto, se era vedova; e per quant[illegible] potrà sapere, i nomi, cognomi, la professione, [illegible] domicilio del padre e della madre del defunto sudd[illegible] il luogo della sua nascita, e finalmente se la morte [illegible] stata preceduta dall'amministrazione dei Santi Sac[illegible] menti, non che il giorno ed il luogo della sepoltura.

XXIII. Si esprimerà eziandio nell'atto il gior[illegible] l'ora, e il luogo del decesso, sulla dichiarazione che [illegible] sarà fatta al Parroco[illegible] da due testimonii che verra[illegible] pure indicati nell'atto.

XXIV. I decessi, che seguiranno negli sped[illegible] carceri, ed altri luoghi di ricovero, o di detenzione, saranno notati nei Registri dal Parroco, nella di cui Parrocchia trovansi tali stabilimenti, sulla dichiarazione che gli verrà fatta a diligenza dei Rettori o Preposti dei medesimi. Nel caso di morte violenta, o di morte occorsa nelle prigioni e case di arresto, o di esecu-

Digitized by Google

one della sentenza di morte, non si farà nei Registri 1836
enzione alcuna di tali circostanze.

XXV. Quanto ai decessi che sieguono nelle Case eligiose, i rispettivi Superiori di esse terranno i Re-stri nella stessa forma prescritta pei Parrochi, e ne ranno la remissione ingiunta nell'art. 7.

XXVI. Nel caso in cui un neonato per difetto di attesimo, od un adulto cattolico non potesse godere ella sepoltura ecclesiastica, il Parroco del luogo n'es-nderà l'atto, con tutte le indicazioni prescritte negli rticoli 22 e 23, in un Registro distinto dagli altri, non istampato, sulla dichiarazione che gli verrà fatta al Capo di casa, e in mancanza di lui da uno della miglia, ed in difetto di questo, dai vicini di abita-ione. Lo stesso si osserverà nella morte di una per-ona non cattolica in una città, o comunità, in cui sercizio della sua religione non fosse tollerato.

XXVII. Qualora occorra una nascita in una delle miglie contemplate nell'ultimo periodo dell'articolo recedente, sulla dichiarazione che dovrà farsi dal adre, o in mancanza di lui dal capo, o da altro in-ividuo della casa, ed in difetto di questo dai vicini, Parroco del luogo della nascita n'estenderà l'atto sul egistro accennato nell'articolo suddetto con tutte le dicazioni prescritte nell'articolo 12, ad eccezione di uelle relative al battesimo.

Il Parroco dovrà rimettere all'Ordinario Diocesano un col doppio, e colla copia degli altri Registri, nche due copie da lui certificate conformi all'originale i questo Registro particolare per gli atti di nascita e orte, che avesse estesi nell'anno, a mente del pre-ente articolo, e del precedente, una delle quali copie arà parimenti dall'Ordinario trasmessa al Prefetto.

Data dalla Segreteria della Sacra Congregazione egli Affari Ecclesiastici Straordinarii, 23 agosto 1836.

Digitized by Google

89.

Lettre de S. S. Grégoire XVI. à S. M. le Roi de Sardaigne, par la quelle le S. Père transmet à S. M. l'Instruction aux Evêques sur les règles à observer pour les régistres des Paroisses, datée du 24. Août 1836, *et Réponse du Roi de Sardaigne du* 29. *Octobre* 1836.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie T. V. p. 95 et 96.)

Grègorius PP. XVI.

Carissime in Christo Fili Noster Salutem et Apostolicam Benedictionem.

Quanto è maggiore il pregio in che abbiamo i desiderii di Vostra Maestà, e quanto più siamo convinti dell'ottimo spirito, da cui sono essi animati, tanto è più vivo l'interesse che prendiamo ad appagarli. Di questo Nostro interesse Ci è pur grato il dare alla Maestà Vostra una nuova riprova nella congiunta Istruzione che, a seconda di quanto Ella Ci fece da qualche tempo richiedere per mezzo di questo suo Ministro, viene nel Nostro nome diretta agli Arcivescovi e Vescovi de' Suoi Dominii di terraferma sul conto dei libri parrocchiali, onde siano in appresso regolati in guisa, che la Maestà Vostra possa con tutta sicurezza desumerne la prova legale dello stato civile dei felici Suoi sudditi. In adempimento delle Nostre intenzioni gli anzidetti Prelati, che tanto si distinguono per la pastorale loro sollecitudine, non ometteranno certamente di darsi la massima premura, affinchè le prescrizioni espresse nell'indicata Istruzione siano con ogni esattezza eseguite nelle rispettive loro Diocesi. Non possiamo poi dubitare della piena osservanza del Regolamento prescritto sul riflesso, chè la Maestà Vostra sarà per concorrere all'uopo nella parte che La riguarda con tutto il favore della Regia Sua autorità. Pregando colla più viva effusione del Nostro cuore il Signore, perchè si degni ricolmare la Maestà

Digitized by Google

ostra della pienezza dei celesti favori, compartiamo 1836
n affetto veramente paterno alla Sua Augusta Per-
na, ed a tutta la Reale Famiglia la Nostra Apostolica
nedizione.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Maiorem die
. Augusti anni 1836, Pontificatus Nostri anno sexto.

GREGORIUS PP. XVI.

Réponse de S. M. le Roi de Sardaigne à la Lettre de S. S. Grégoire XVI.

Beatissimo Padre,

Ben viva fu la Nostra soddisfazione al ricevere la neratissima Lettera di Vostra Santità in data del agosto ultimo passato, ed unitamente ad essa l'Istru-one diretta ai Vescovi conforme à quanto si era fra i concertato. La Santita Vostra non solo ha favore-nente accolte le Nostre premure intorno al modo, cui si terrebbero i libri parrochiali, cosichè vi si ssa desumere la prova legale dello stato civile de' ostri dilettissimi Sudditi, ma volle ancora con amore-li espressioni riconoscere in quelle Nostre brame i ri sentimenti che le avevano inspirate; Ci compiac-amo pertanto d'esprimerle tutta la Nostra gratitudine, ad accertada, che daremo gli ordini opportune af-chè le disposizioni del Regolamento a tal oggetto lativo siano dai Ministri ed Officiali Nostri pienamente eguite nella parte che li concerne, del che punto n dubitiano.

Trattando pregando di cuore il Signore perchè nservi lungamente Vostra Santità a beneficio del ondo Catolico, inchinati al bacio de' Santissimi Piedi, eghiamo ancora la Santita Vostra di compartire a oi ed alla Reale Nostra Famiglia l'Apostolica Sua nedizione.

Di Vostra Santita,

Umil^mo^ Dev^mo^ ed obb^mo^ Figlio

rino, il 29. Octobre 1836.

CARLO ALBERTO.

SOLARO DELLA MARGARITA.

Digitized by Google

90.

Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Toscane et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports d'Amérique. En date du 1. *Septembre* 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 148.)

Whereas satisfactory evidence has lately been received by me, from the Government of His Imperial and Royal Highness the Grand Duke of Tuscany, through an official communication of Baron Lederer, the Consul general of His Imperial and Royal Highness in the United States under date of the 6th day of August 1836, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of Tuscany upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures or merchandise imported in the same from the United States or from any foreign country:

Now therefore I Andrew Jackson, President of the United States of America, do hereby *) declare and proclaim that the foreign discriminating duties of tonnage and impost within the United States are and shall be suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the Grand Dukedom of Tuscany, and the produce, manufactures and merchandise, imported into the United States, in the same, from the said Grand Dukedom, or from any other foreign country, the said suspension to take effect from the 6th day of August 1836, above mentioned, and to continue so long as the reciprocal exemption of vessels belonging to citizens of the United States and their cargoes as aforesaid, shall be continued, and no longer.

*) Conformément à l'acte du Congrès du 24. Mai 1828.

Digitized by Google

Given under my hand, at the city of Washington, 1836
1. Septembre 1836 and of the Independence of the
ited States the 61.

ANDREW JACKSON.

By the President:
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

91.

raité entre les Etats-unis de l'Amé- que septentrionale d'une part et la ition indienne de Menomonie dans district de Wisconsin de l'autre rt. En date du 3. Septembre 1836.

cts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. 1837. p. 112.)

Articles of agreement, made and concluded at dar Point, on Tox river, near green bay, in Territory of Wisconsin, this third day of ptember in the year of our Lord one thousand ht hundred and thirty-six between Henry Dodge, vernor of said Territory of Wisconsin, com- ssioner on the part of the United States, on the part; and the chiefs and headmen of the Meno- nie nation of Indians, of the other part.

Article First. The said Menomonie nation agree cede to the United States, all of that tract or trict of country included within the following boun- ies, viz- Beginning at the mouth of Wolf river, l running up and along the same, to a point on north branch of said river where it crosses the reme north or rear line of the five hundred thousand e tract heretofore granted to the New York In- ns: thence following the line last mentioned, in a th east wardly direction, three miles: thence in a th wardly course, to the upper forks of Menomonie r, at a point to intersect the boundary line between Menomonie and Chippewa nation of Indians: thence owing the said boundary line last mentioned, in an wardly direction as define and established by

Digitized by Google

1836 the treaty of the Little Bute des Mort, in 1827, to the Smooth rock or Sihos-kin-aubie river: thence down the said river to where it empties into Green bay, between the Little and Great Bay de Noquet: thence up and along the west side of Green bay, (and including all the islands therein, not heretofore ceded) to the mouth of Tox river: thence up and along the said Tox river, and along the west side of Winnebago lake (including the islands therein) to the mouth of Tox river, where it empties into said lake: thence up and along said Tox river to the place of beginning (saving and reserving out of the district of country above ceded and described, all that part of the five hundred thousand acre tract, granted by the treaties between the Menomonies and the United States, made on the eighth day of February A. D. 1831, and on the twenty-seventh day of October A. D. 1832, which may be situated within the boundaries herein before described) the quantity of land contained in the tract hereby ceded, being estimated at about four millions of acres.

And the said Menomonie nation do further agree to cede and relinquish to the United States all that tract or district of country lying upon the Wisconsin river, in said Territory; and included within the following boundaries; viz-Beginning at a point upon said Wisconsin river two miles above the grant or privilege heretofore granted by said nation and the United States to Amable Grignon; thence running up and along said river forty-eight miles in a direct line: and being three miles in width on each side of said river; this tract to contain eight townships or one hundred and eighty-four thousand three hundred and twenty acres of land.

Article Second. In consideration of the cession of the afore said tract of land, the United States agree to pay to said Menomonie nation, at the lower end of Wah-ne-kun-nah lake in their own country, the sum of twenty-three thousand seven hundred and fifty dollars, per annum for the term of twenty years.

The United States further agree to pay and deliver to the said Indians, each and every year during the said term of twenty years, the following articles viz: Three thousand dollars worth of salt; also the sum of

Digitized by Google

hundred dollars, per year, during the same term, 1836
the purchase of farming utensils, cattle, or imple-
nts of husbandry, to be expended under the direction
the superintendent or agent. Also to appoint and
two blacksmiths to be located at such places as
be designated by the said superintendent or agent,
erect (and supply with the necessary quantity of
, steel, and tools) two blacksmith shops; during
same term.

The United States shall also pay the just debts the said Menomonie Indians, agreeably to the she-e hereunto annexed, amounting to the sum of ety-nine thousand seven hundred and ten dollars l fifty cents.

The sum of one thousand dollars, per annum ing been included, by the commissioner in his pro-ition for the purchase of the above land (which was to be applied to the education of the Indian uth); and the said Indians having declared that y were not desirous of appling that sum to the resaid purpose; and that they wished to give that ount to their friend and relation Robert Grignon; valuable services rendered by him to their nation; refore the United States do agree to pay to the d Robert Grignon, the sum of one thousand dollars ch year during the said term of twenty years.

And whereas the said Indians are desirous of king some provision and allowance to their relatives d friends of mixed blood; the United States do ther agree to pay the sum of eighty thousand dol-s, to be divided among all such persons of mixed od as the chiefs shall hereafter designate: said sum be apportioned and divided under the direction of commissioner to be appointed by the President.

Article Third. The said Menomonie nation do agree release the United States from all such provisions of treaty of 1831 and 1832, aforesaid, as requires payment of farmers, blacksmiths, millers etc. They ewise relinquisch all their right under said treaty to propriation for education, and to all improvements de or to be made upon their reservation on fox ri-and Winnebago lake; together with the cattle, far-ng utensils or other articles furnished or to be fur-hed to them under said treaty.

Digitized by Google

1836 Article 4th. The above annuities shall be paid yearly and every year, during the said term, in the month of June or July or as soon thereafter as the amount shall be received; and the said Menomonie nation do agree to remove from the country ceded, within one year after the ratification of this treaty:

This treaty shall be binding and obligatory on the contracting parties, as soon as the same shall be ratified by the President and Senate of the United States.

Done at Cedar Point, in said territory of Wisconsin this third day of September in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty-six, and in the year of the Independence of the United States the sixty-first.

H. Dodge.

(Suivent les Signatures des chefs des Indiens et des temoins.)

Ratification du Président des Etats-unis (Andrew Jackson).

Whereas a treaty was made and concluded on the 3d day of September 1836 between Henry Dodge, Governor of the Territory of Wisconsin Commissioner on the part of the United States on the one part, and the chiefs and headmen of the Menomonie nation of Indians of the other part, which Treaty is in the words following, to wit:

(Suit le texte du Traité)

Now, therefore, be it known, that I Andrew Jackson, President of the United States of America, having seen and considered the said treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate as expressed in their resolution of the tenth day of February, one thousand eight hundred and thirty-seven, accept, ratify, and confirm the same, with the following amendments thereto, as expressed in the aforesaid resolution of the Senate:

After the word, "country" in line 4 of article 2d strike out the words "the sum of twenty-three thousand seven hundred and fifty," and insert the following words in lieu thereof-or at such other place as may

Digitized by Google

e designated by the President of the United States, 1836
he sum of twenty thousand.

After the word "cents," at the end of the third paragraph of the second article, insert the following words. Provided, always, that no part or portion of said debts shall be paid until the validity and justice of each of them shall have been inquired into by the Superintendent of Indian Affairs, who shall in no instance increase the amount specified in said schedule, but who shall allow the sum specified, reject it entirely, or reduce it as upon examination and proof may appear just, and if any part of said sum is left after paying said debts so judged to be just, then such surplus shall be paid the said Indians for their own use.

Strike out the fourth paragraph of the second article in the following words: "The sum of one thousand dollars per annum having been included by the commissioner, in his proposition for the purchase of the above land which sum was to be applied to the education of the Indian youth and the said Indians having declared that they were not desirous of applying that sum to the aforesaid purpose, and that they wished to give that amonunt to their friend and relation Robert Grignon, for valuable services rendered by him to their nation therefore, the United States do agree to pay to the said Robert Grignon the sum of one thousand dollars, each year, during the said term of twenty years."

At the end of the second article insert the following proviso: Provided, always, That no person shall be entitled to any part of said fund, unless he is of Indian descent and actually resident within the boundaries described in the first article of this treaty, nor shall any thing be allowed to any such person who may have received any allowance under any previous treaty. The portions of this fund allowed by the commissioner to those half-breeds who are orphans, or poor or incompetent to make a proper use thereof, shall be paid to them in instalments or ortherwise as the President may direct.

At the end of the third article insert the following words. And in consideration of said release and relinquishment, the United States stipulate and agree that the sum of seventy-six thousand dollars shall be

Digitized by Google

1836 allowed to the said Indians, and this sum shall be i
vested in some safe stock and the interest thereof
it accrues shall also be so vested until such time
in the judgment of the President, the income of
aggregate sum can be usefully applied to the e
tion of the provisions in the said fourth article,
some other purposes beneficial to the said Indians.

In Testimony whereof, I have caused the se
the United States to be hereunto affixed, having
ned the same with my hand.

Done at the city of Washington, this fift
day of February, one thousand eight hundred
thirty-seven, and of the Independence of the U
States the sixty first.

(L. S.) ANDREW J

By the President:
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

92.

Convention entre les Etats-unis l'Amérique septentrionale et les ch et notables des Sioux de la tribu dienne des Wa-ha-shaws, conclue 10. September 1836.

(Acts passed at the second Session of the 24 Cong of the United States. Washingt. 1837. p. 117.

In a convention held this tenth day of Septe 1836, between Col. Z. Taylor, Indian Agent, of United States, and the Chiefs, braves and prin men of the Sioux of Wa-ha-saw's tribe of Indi it has been represented, that according to the sti tions of the first article of the Treaty of Prairie Chien, of the 15th July 1830, the country the ceded is "to be asigned and alotted under the direc of the President of the United States, to the t now living thereon, or to such other tribes as President may locate thereon for hunting or o purposes," and whereas it is further represented us, the chiefs, braves and principal men of the t

Digitized by Google

foresaid, to be desirable that the lands lying between 1836
he State of Missouri and the Missouri river should be
ttached to, and become a part of said State, and
he Indian title thereto be extinguished, but that not-
ithstanding, as these lands compose a part of the
ountry embraced by the provisions of said first article
f the Treaty aforesaid, the stipulations thereof will
e strictly observed, until the assent of the Indians
nterested is given to the proposed measure.

Now we, the chiefs, braves and principal men of
he above named tribe of Indians, fully understanding
he subject, and well satisfied from the local position
f the lands in question that they can never be made
vailable for Indian purposes, and that an attempt to
lace an Indian population on them must inevitably
ead to collisions with the citizens of the United States;
nd further believing that the extension of the State
ne in the direction indicated would have a happy
ffect, by presenting a natural boundary between the
hites and Indians; and willing moreover, to give the
Jnited States a renewed evidence of our attachment
nd friendship, do hereby for ourselves and on behalf
f our respective tribes (having full power and autho-
ity to this effect) forever cede, relinquish, and quit
laim to the United States, of all our right, title and
nterest of whatsoever nature in, and to, the lands
ying between the State of Missouri and the Missouri
iver, and do freely and fully exonerate the United
tates from any guarantee, condition or limitation,
xpressed or implied under the Treaty of Prairie du
hien aforesaid or otherwise, as to the intire and
bsolute disposition of the said lands, fully authorizing
he United States to do with the same whatever shall
eem expedient or necessary.

In testimony whereof we have hereunto set our
ands and seals, the day and year above written.

Suivent les Signatures de cinq Indiens et de quatre Américains en qualité de témoins.)

As a proof of the continued friendship and liberality
f the United States towards the above named tribe
f Indians, and as an evidence of the sense entertained
or the good will manifested by said tribes to the
itizens and government of the United States, as evinced

Digitized by Google

1836 in the preceding cession or relinquishment, the undersigned agreed on behalf of the United States, to cause said tribes to be furnished with presents to the amount of four hundred Dollars in goods or in money.

In testimony whereof I have hereunto set my hand and seal this 10 day of September 1836.

(L. S.) Z. TAYLOR,
Col. of the U. S. Army and actg. U. S. Indian Agent.

(Ratifiée par le président des Etats-unis (Andrew Jackson), le 15. Février 1837.)

93.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale d'une part et la tribu indienne des Joways and la horde des Sacks et Foxes en Missouri de l'autre part. Conclû et signé le 17. *Septembre* 1836.

(Acts of the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 119.)

Articles of a treaty, made and concluded at Fort Leavenworth on the Missouri river, between William Clark, Superintendent of Indian affairs, on the part of the United States, of the one part, and the undersigned chiefs, warriors and counsellors of the Joway tribe and the band of Sacks and Foxes (residing west of the State of Missouri), in behalf of their respective tribes, of the other part.

Art. 1. By the first article of the Treaty of Prairie du Chien, held the 15. July 1830, with the confederated tribes of Sacks, Foxes, Joways, Omahaws, Missourias, Ottocs and Sioux, the country ceded to the United States by that Treaty is to be assigned and allotted under the direction of the President of the United States to the tribes living thereon, or to such other tribes as the President may lokate thereon for hunting and other purposes. And whereas it is further represented to us the chiefs, warriors and coun-

Digitized by Google

ellors of the Joways and Sack and Fox band afore- 1836
aid, to be desirable, that the lands lying between the
tate of Missouri and the Missouri river should be at-
ached to and become a part of said State, and the In-
lian title thereto be entirely extinguished; but that
otwithstanding, as these lands compose a part of the
ountry embraced by the provisions of said first arti-
le of the treaty aforesaid the stipulations thereof will
e strictly observed until the assent of the indians in-
erested is given to the proposed measure.

Now we the chiefs, warriors and counsellors of the
oways and Missouri band of Sacks and Foxes, fully
nderstanding the subject and well satisfied from the
ocal position of the lands in question, that they ne-
er can be made available for Indian purposes, and
hat an attempt to place an Indian population on them
nust inevitably lead to collisions with the citizens of
he United States; and further believing that the ex-
ension of the State line in the direction indicated
ould have a happy effect, by presenting a natural
oundary between the whites and Indians and willing
noreover to give the United States a renewed evidence
f our attachment and friendship, do hereby for our-
elves and on behalf of our respective tribes (having
ull power and authority to this effect) forever cede,
elinquish and quit claim to the United States all our
ight, title and interest of whatsoever nature in and to
he lands lying between the State of Missouri and the
lissouri river; and do freely and fully exonerate the
nited States from any guarantee, condition or limita-
ion expressed or implied under the Treaty of Prairie
u Chien aforesaid or otherwise, as to the entire and
bsolute disposition of the said lands, fully authorizing
he United States to do with the same whatever shall
eem expedient or necessary.

As a proof of the continued friendship and libe-
ality of the United States towards the Joways and
and of Sacks and Foxes of the Missouri, and as an
vidence of the sense entertained for the good will ma-
ifested by said tribes to the citizens and government
f United States, as evinced in the proceding ces-
ion or relinquishment, the undersigned William Clark
grees, on behalf of the United States, to pay as a
resent to the said Joways and band of Sacks and

Digitized by Google

1836 Foxes, 7500 Dollars in money, the receipt of which they hereby acknowledge.

Art. 2. As the said tribes of Joways and Sacks and Foxes have applied for a small piece of land, south of the Missouri, for a permanent home, on which they can settle, and request the assistance of the government of the United States to place them in this land, in a situation at least equal to that they now enjoy on the land ceded by them: therefore I. William Clark, Superintendent of Indian affairs do further agree on behalf of the United States, to assign to the Joway tribe and Missouri band of Sacks and Foxes the small strip of land on the south side of the Missouri river, lying between the Kickapoo; northern boundary line and the Grand Nemahar river, and extending from the Missouri back and westwardly with the said Kickapoo line and the Grand Nemahar making 400 sections; to be divided between the said Joways and Missouri band of Sacks and Foxes, the lower half to the Sacks and Foxes, the upper half to the Joways.

Art. 3. The Joways and Missouri band of Sacks and Foxes further agree that they will move and settle on the lands assigned them in the above article, as soon as arrangements can be made by them; and the undersigned William Clark, in behalf of the United States, agrees, that as soon as the above tribes have selected a site for their villages and places for their fields, and moved to them, to erect for the Joways five confortable houses, to enclose and break up for them 200 acres of ground; to furnish them with a former, a blacksmith, schoolmaster and interpreter, as long as the President of the United States may deem proper; to furnish them with such agricultural implements as may be necessary for five years; to furnish them with rations for one year, commencing at the time of their arrival at their new homes; to furnish them with one ferry-boat; to fournish them with 100 cows and calves and 5 bulls, and 100 stock hogs when they require them; to furnish them with a mill, and assist in removing them to the extent of 500 Dollars. And to erect for the Sacks and Foxes 3 confortable houses; to enclose and breack up for them 200 acres of ground; to furnish them with a farmer, blacksmith, schoolmaster and interpreter, as long as

Digitized by Google

he President of the United States may deem proper; 1836
o furnish them with such agricultural implements as
nay be necessary for 5 years; to furnish them with ra-
ions for one year, commencing at the time of their
rrival as their new home to furnish them with one
erry-boat; to furnish them with 100 cows and
alves and 5 bulls 100 stock hogs when they require
hem; to furnish them with a mill; and to assist in re-
noving them to the extent of 400 Dollars.

Art. 4. This treaty shall be obligatory on the tri-
es, parties hereto, from and after the date hereof,
nd on the United States from and after its ratifica-
ion by the government thereof.

Done and signed and sealed at Fort Leavenworth
n the Missouri, this 17 day of September 1836 and
f the Independence of the United States the 61.

(L. S.) Wm. Clark.

(Suivent les Signatures de 12 Joways et de 15 Sacks and Foxes, et de 12 témoins.)

(Ratifiée par le Président des Etats-Unis (Andrew Jackson) le 15. Février 1837.

94.

Traité de paix et d'amitié entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et l'Empéreur de Marocco, conclû et signé à Meccanez le 16. *Sept.* 1836.

(Ratifiée par le Président Jackson à Washington le 13. Janvier 1837.)

(Acts passed at the 2d session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1837. p. 107.)

In the name of God; the merciful and clement!

Emperor's seal: Abd Errahman Ibenu Keshum, whom God exalt!

Praise be to God!

This is the copy of the Treaty of Peace which we have made with the Americans and written in this

Digitized by Google

1836 book; affixing thereto our blessed seal, that, with the help of God, it may remain firm forever.

Written at Meccanez, the city of Olives, on the 3d day of the month Jamad el lahhar, in the year of the Hegira 1252 (Corresponding to Sept. 16. A. D. 1836).

Art. 1. We declare that both parties have agreed that this treaty, consisting of twenty-five articles, shall be inserted in this book, and delivered to James R. Leib, agent of the United States, and now their resident consul at Tangier, with whose approbation it has been made, and who is duly authorized on their part, to treat with us, concerning all the matters contained therein.

Art. 2. If either of the parties shall be at war with any nation whatever, the other shall not take a commission from the enemy, nor fight under their colors.

Art. 3. If either of the parties shall be at war with any nation whatever, and take a prize belonging to that nation, and there shall be found on board subjects or effects belonging to either of the parties, the subjects shall be set at liberty, and the effects returned to the owners. And if any goods, belonging to any nation, with whom either of the parties shall be at war, shall be loaded on vessels belonging to the other party, they shall pass free and unmolested, without any attempt being made to take or detain them.

Art. 4. A signal, or pass, shall be given to all vessels belonging to both parties, by which they are to be known when they meet at sea; and if the commander of a ship of war of either party shall have other ships under his convoy, the declaration of the commander shall alone be sufficient to exempt any of them from examination:

Art. 5. If either of the parties shall be at war, and shall meet a vessel at sea belonging to the other, it is agreed, that if an examination is to be made, it shall be done by sending a boat with two or three men only: and if any gun shall be fired, and injury done, without reason, the offending party shall make good all damages.

Art. 6. If any Moor shall bring citizens of the United States, or their effects, to his Majesty, the citizens shall immediately be set at liberty, and the

Digitized by Google

ects restored; and, in like manner, if any Moor, 1836
t a subject of these dominions, shall make prize of
y of the citizens of America or their effects, and
ing them into any of the ports of his Majesty, they
all be immediately released, as they will then be
nsidered as under his Majestys protection.

Art. 7. If any vessel of either party, shall put
o a port of the other, and have occasion for pro-
ions or other supplies, they shall be furnished
thout any interruption or molestation.

Art. 8. If any vessel of the United States shall
eet with a disaster at sea, and put into one of our
rts to repair, she shall be at liberty to land and relo-
her cargo, without paying any duty whatever.

Art. 9. If any vessel of the United States, shall
cast on shore on any part of our coasts, she shall
main at the disposition of the owners, and no one
all attempt going near her without their approbation,
she is then considered particularly under our pro-
ction; and if any vessel of the United States shall
forced to put into our ports by stress of weather,
otherwise she shall not be compelled to land her
rgo, but shall remain in tranquillity until the com-
ander shall think proper to proceed on his voyage.

Art. 10. If any vessel of either of the parties shall
ve an engagement with a vessel belonging to any
the Christian Powers, within gun-schot of the forts
the other, the vessel so engaged, shall be defen-
d and protected as much as possible, until she is
safety: and if any American vessel shall be cast on
ore, on the coast of Wadnoon or any coast there
out, the people belonging to her, shall be protected
d assisted, until by the help of God, they shall be
nt to their country.

Art. 11. If we shall be at war with any Christian
ower, and any of our vessels sails from the ports of
e United States, no vessel belonging to the enemy
all follow, until twenty-four hours after the depar-
re of our vessels: and the same regulation shall be
served towards the American vessels sailing from
ir ports be their enemies Moors or Christians.

Art. 12. If any ship of war belonging to the Uni-
d States, shall put into any of ports, she shall not
e examined on any pretence whatever, even though

Digitized by Google

1836 she should have fugitive slaves on board, nor shall the governor or commander of the place compel them to be brought on shore on any pretext, nor require any payment for them.

Art. 13. If a ship of either party shall put into a port of the other, and salute, it shall be returned from the fort with an equal number of guns, not more or less.

Art. 14. The commerce with the United States shall be on the same footing as is the commerce with Spain, or as that with the most favored nation for the time being; and their citizens shall be respected and esteemed, and have full liberty to pass and repass our country and seaports whenever they please, without interruption.

Art. 15. Merchants of both countries shall employ interpreters, and such other persons to assist them in their business, as they shall think proper. No commander of a vessel shall transport his cargo on board another vessel; he shall not be detained in port longer than he may think proper; and all persons employed in loading or unloading goods, or in any other labor whatever, shall be paid at the customary rates, not more and not less.

Art. 16. In case of a war between the parties, the prisoners are not to be made slaves, but to be exchanged one for another, captain, officer for officer and one private man for another, and if there shall prove a deficiency on either side, it shall be made up by the payment of one hundred Mexican dollars for each person wanting. And it is agreed that all prisoners shall be exchanged in twelve months from the time of their being taken, and that this exchange may be effected by a merchant, or any other person, authorized by either of the parties.

Art. 17 Merchants shall not be compelled to buy or sell any kind of goods but such as they shall think proper: and may buy and sell all sorts of merchandise but such as are prohibited to the other Christian nations.

Art. 18. All goods shall be weighed and examined before they are sent on board; and to avoid all detention of vessels; no examination shall afterwards be made, unless it shall first be proved that contraband

Digitized by Google

)ods have been sent on board; in which case, the 1836
ersons who took the contraband goods on board,
all be punished according to the usage and custom
the country, and no other person whatever shall
injured, nor shall the ship or cargo incur any
nalty or damage whatever.

Art. 19. No vessel shall be detained in port on
y pretence whatever; nor be obliged to take on
ard any article without the consent of the comman-
r; who shall be at full liberty to agree for the freight
any goods he takes on board.

Art. 20. If any of the citizens of the United Sta-
s, or any persons under their protection, shall have
y dispute with each other, the consul shall decide
tween the parties; and whenever the consul shall re-
ire any aid, or assistance from our Government,
enforce his decisions, it shall be immediately gran-
d to him.

Art. 21. If a citizen of the United States should
l or wound a Moor, or, on the contrary, if a Moor
all kill or wound a citizen of the United States, the law
the country shall take place, and equal justice shall
rendered, the consul assisting at the trial, and if any
linquent shall make his escape, the consul shall not
answerable for him in any manner whatever.

Art. 22. If an American citizen shall die in our
untry, and no will shall appear, the consul shall take
ssession of his effects; and if there shall be no con-
, the effects shall be deposited in the hands of some
rson worthy of trust, until the party shall appear
o has a right to demand them; but if the heir to
person deceased be present, the property shall be
ivered to him without interruption; and if a will
ll appear the property shall declare the validity
reof.

Art. 23. The consuls of the United States of Ame-
a, shall reside in any seaport of our dominions that
y shall think proper: and they shall be respected,
l enjoy all the privileges which the consuls of any
er nation enjoy: and if any of the citizens of the
ited States shall contract any debts or engagements,
consul shall not be in any manner accountable for
m, unless he shall have given a promise in writing
the payment or fulfilling thereof; without which pro-

Digitized by Google

1836 mise in writing, no application to him for any redress shall be made.

Art. 24. If any differences shall arise by either party infringing on any of the articles of this treaty; peace and harmony shall remain nothwithstanding, in the fullest force, until a friendly application shall be made for an arrangement; and until that application shall be rejected, no appeal shall be made to arms. And if a war shall break out between the parties, nine months shall be granted to all the subjects of both parties, to dispose of their effects and retire with their property. And it is further declared, that whatever indulgence, in trade or otherwise, shall be granted to any of the Christian Powers, the citizens of the United States shall be equally entitled to them.

Art. 25. This treaty shall continue in force, with the help of God, for fifty years; after the expiration of which term, the treaty shall continue to be binding on both parties, until the one shall give twelve months notice to the other, of an intention to abandon it; in which case its operations shall cease at the end of the twelve months.

Consulate of the United States of America
For the Empire of Morocco.

To all whom it may concern.

Be it known, Whereas the undersigned, James R. Leib, a citizen of the United States of North America, and now their resident consul at Tangier, having been duly appointed commissioner, by letters patent under the signature of the President and seal of United States of North America bearing date, at the city of Washington, the 4th day of July A. D. 1835, for negotiating and concluding a treaty of peace and friendship between the United States of North America and the Empire at Marocco; I, therefore, James R. Leib, Commissioner as aforesaid, do conclude the foregoing treaty and every article and clause therein contained, reserving the same: nevertheless, for the final ratification of the President of the United States of North America by and with the advice and consent of the Senate:

"and the seal of this consulate, on the first day of October, in the year of our Lord one thousand eight

Digitized by Google

undred and thirty-six and of the Independence of 1836
e United States the sixty-first."

JAMES R. LEIB.

95.

rculaire de M. de Buteniew, Mistre plénipotentiaire de la Russie, lressé au Corps diplomatique à nstantinople, concernant la navition de la mer noire, en date du 19. Septembre 1836.

(St. Petersburger Zeitung. Januar 1837.)

Bujukdere, den 19. Septbr. 1836.

Im Laufe des Jahres 1831 und namentlich durch e Mittheilung vom 12. Oct. des genannten Jahres le ich die Ehre, auf Befehl meines Hofes die Herren präsentanten der fremden Mächte in Konstantinopel den Anordnungen in Kenntniss zu setzen, welche die iserl. Regierung damals in Bezug auf fremde Schiffe, che die russischen Ostküsten des schwarzen Meeres uchen wollen, getroffen hatte, um diese Küsten vor Einschleppung der Pest zu schützen und den Schleichdel daselbst zu verhindern. Weil die genannte Geid hauptsächlich von ottomannischen Schiffen besucht d, so habe ich nicht unterlassen, gleichzeitig ähnie Mittheilungen an die hohe Pforte zu richten. Da seit der erwähnten Zeit einige Contraventionslle in dieser Beziehung vorgekommen sind, so hat Kaiserl. Regierung sich genöthigt gesehen, die cht, welche die strenge Befolgung der bestehenden ordnungen zu beaufsichtigen hat, zu verstärken und deshalb aufgetragen, die früheren Mittheilungen r diesen Gegenstand zu wiederholen. Diesem Bele gemäss, beeile ich mich, beifolgende Abschrift der auf bezüglichen Mittheilungen des Kaiserl. Ministems zur Kenntniss Ewr. Excellenz zu bringen, und bin zugleich so frei, Ihre gütige Vermittlung in pruch zu nehmen, damit den Schiffen, welche under Flagge Ihrer Regierung die oben genannten

Digitized by Google

1836 Gegenden des schwarzen Meeres befahren, diejenigen Mittheilungen in dieser Beziehung gemacht werden, die Sie für die zweckmässigsten halten um dadurch die Folgen zu verhindern, die aus einer Verletzung der rücksichtlich des Schleichhandels bestehenden Verordnungen hervorgehen könnten. Genehmigen Sie u. s. w.

(*Incluse.*) *Copie d'une Communication du Ministère de St. Petersbourg à M. de Buteniew à Constantinople, du* 19. *Juillet* 1836.

St. Petersburg, den 19. Juli 1836.

Ewr. Excellenz ist bekannt, dass die Kais. Regierung vor einigen Jahren eine Verordnung bekannt gemacht hat, wodurch es den fremden Seefahrern, welche das Ostgestade des schwarzen Meeres besuchen wollen, verboten ist, an anderen Orten zu landen, als da, wo sich eine Quarantäne oder ein Zoll-Amt befindet, nämlich zu Anapa und Redut-Kalé. Da es nun vorgekommen ist, dass Schiffe dieses Verbot zu umgehen und unerlaubte Verbindungen mit den Küsten-Bewohnern anzuknüpfen gesucht haben, so sieht sich unser dort kreuzendes Geschwader genöthigt, seine Wachsamkeit und seine Strenge zu verdoppeln, um ähnliche Contraventions-Fälle zu verhindern, und es kommt dabei zuweilen in den Fall, selbst solche Schiffe anzuhalten und zu durchsuchen, die keine schlechte Absicht haben, aber durch ihre zu grosse Annäherung an jene Küste Verdacht erregen. Dergleichen Fälle sind mehr als einmal vorgekommen und haben sich selbst im Laufe des vorigen Jahres wiederholt. Das Kaiserl. Ministerium hat es daher für nothwendig gehalten, auf Mittel zu denken, um Vorfälle dieser Art für die Zukunft zu vermeiden oder wenigstens so selten wie möglich zu machen. In dieser Absicht werden Sie ersucht, die erste sich darbietende Gelegenheit zu ergreifen, um das diplomatische Corps und durch Ihre Kanzlei die fremden Consuln und Kaufleute zu benachrichtigen, dass das eben erwähnte Verbot, welches denselben schon durch Ihre Mittheilung im Jahre 1831 notificirt worden ist, noch immer fortbesteht; dass ein bewaffnetes Geschwader über die Aufrechthaltung desselben wacht, und dass daher Kauffahrteischiffe, die weder nach Anapa, noch nach Redute-Kalé bestimmt

Digitized by Google

nd, besser thun, sich nicht unnöthigerweise der Küste 1836
n Abasien zu nähern, wenn sie sich nicht der Unan-
ehmlichkeit, angehalten und durchsucht zu werden,
ussetzen wollen.

96.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et le frère de To-i-sa, Me-mat-way et Che-quaw-a-ko, chefs d'une bande de la tribu de Pottawatomie. En date du 20. Septembre 1836.

(Acts passed ed the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 132.)

Articles of a Treaty made and concluded at Tippewanaung in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, Commissioner on the part of the United States, and To-i-sa's brother, Me-mat-way et Che-quaw-ka-ko, chiefs and headmen of the Pottawatomie tribe of Indians and their band on the 20th day of September 1836.

(Le traité est de la même teneur que celui conclû le 5. Août 1836 avec d'autres chefs de la nation indienne de Pottawatomie. La somme à payer par les Etats-unis, stipulée dans le 2d article du présent Traité est de 8000 Dollars.)

Signé: ABEL C. PEPPER.

Signatures de 6 Indiens et de 6 témoins.

Ratifiée à Washington le 20. Février 1837.

Digitized by Google

97.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Mo-sack, chef d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie. En date du 22. Septembre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 134.)

Articles of a Treaty made and concluded at Chippewanaung in the State of Indiana between A. C. Pepper, Commissioner on the part of the United States and Mo-sack, chief of the Pottawatomie tribe of Indians and his band, on the 22 September 1836.

(Suit le texte du Traité dont les 6 articles sont de la même teneur que ceux du Traité précédent. La somme stipulée dans l'article 2 à payer par les Etats-unis, est de 3200 Dollars.)

Signé: A. C. Pepper.

Signatures de 6 Indiens et de 4 témoins.

(Ratifiée à Washington le 16. Février 1837.)

98.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Chefs des Pottawatomie Indiens du Wabash. En date du 23. Septembre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 135.)

Articles of a Treaty made and concluded at Chippe-way-naung in the State of Indiana, on the 23 day of September 1836, *between Abel C. Pepper, Commissioner of the part of the United States, and the chiefs, warriors and headmen of the Pottawatomie Indians of the Wabash.*

Art. 1. The chiefs, warriors and headmen of the Pottawatomies of the Wabash hereby cede to the Un-

Digitized by Google

1836

d States all the land belonging to the said tribe in
e State of Indiana and designated in the Treaty of
332 (between Jonathan Jennings, John W. Davis and
arks Crume, Commissioners of the United States,
d the chiefs, and warriors of the Pottawatomies of
e State of Indiana and Michigan Territory) as reser-
tions for the use of the following bands, viz:
for the band of Kin-Krash, four sections;
for the band of Che-Chaw-Kose, ten sections;
for the band of Ash-kum and Wee-si-o-nas, six-
teen sections;
for the band of We-saw, four sections;
for the band of Mo-ta, four sections;
for the bands of Mi-no-quet, four sections;
in Summa 42 Sections.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid
e United States stipulate to pay the above chiefs,
arriors and headmen of the Pottawatomie nation one
ollar and twenty five cents per acre or 33,600 Dol-
rs in specie, on or before the 1. May 1837.

Art. 3. The above-named chiefs, warriors and
eadmen of the Pottawatomies of the Wabash agree
remove to the country west of the Mississippi river,
rovided for the Pottawie nation by the United States
ithin two years.

Art. 4. At the request of the above-named chiefs
arriors and headmen of the Pottawatomies aforesaid,
is stipulated that after the ratification of this Treaty
e United States shall appoint a commissioner, who
all be authorized to pay such debts of said Wabash
ottawatomies as may be proved to his satisfaction to
e just, to be deducted from the amount stipulated
the 2d article of this Treaty.

Art. 5. The United States stipulate to provide
r the payment of the necessary expenses attending
e making and concluding this Treaty.

Art. 6. This Treaty shall be binding upon the par-
es aforesaid from the date of its ratification by the
resident and Senate of the United States.

In testimony whereof etc.

ABEL C. PEPPER, Commissioner.

Signatures de 19 Indiens et de 8 témoins.

(Ratifiée à Washington le 18. Février 1837.)

Digitized by Google

99.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus indiennes de Sac et de Fox, en date du 27. Septembre 1836.

(Acts passed in the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 123.)

(Cette convention est mot à mot la même que celle conclue le 10. Septembre 1836 entre les Etats-unis et les Sioux de la tribu de Wa-ha-shaw.)

The Superintendent of Indian affairs,
Henry Dodge.

Signatures de 23 Indiens et 11 témoins.

(Ratifiée à Washington le 15. Février 1837.)

100.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées indiennes des Sac et Fox. Conclû et signé le 28. *Septembre* 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States, Washingt. 1837. p. 141.)

Articles of a Treaty made and entered into at the treaty ground on the right bank of the Mississippi river in the Country of Debuque and Territory of Wisconsin opposite Rock Island, on the 28 *day of September* 1836, *between Henry Dodge, Commissioner on the part of the United States, of the one part, and the confederated tribes of Sac and Fox Indians represented in general council by the undersigned chiefs headmen and warriors of the said tribes, of the other part.*

Whereas by the second article of the Treaty made between the United States and the confederated tribes

Digitized by Google

f Sac and Fox Indians on the 21 day of September 1836
832, a reservation of 400 sections of land was made
› the Sac and Fox Indians to be laid off under the
irection of the President of the United States in con-
›rmity to the provisions of said article, and the same
aving been so subsequently laid out accordingly, and
ıe confederated tribes of Sacs and Foxes being de-
rous of obtaining additional means of support, and
› pay their just creditors, have entered into this
'reaty, and make the following cession of land.

Art. 1. The confederated tribes of Sacs and Foxes
›r the purposes above expressed, and for and in con-
deration of the stipulations and agreements hereinafter
xpressed, do hereby cede to the United States forever
ıe said reservation of 400 sections of land as designated
ı the 2d article of the Treaty made between the
Inited States and the confederated tribes of Sacs and
'oxes as the same has been surveyed and laid of by
rder of the President of the United States.

Art. 2. In consideration of the cession contained
ı the preceding article, the United States hereby
gree as follows, to wit: To pay to the confederated
'ribes of the Sac and Fox Indians in the month of
une 1837 the sum of thirty thousand Dollars, and
›r 10 successive years thereafter the sum of 10,000
)ollars each year in specie, to be paid at the treaty
round opposite Rock Island; to pay to the widow
ıd children of Felix St. Urain deceased former Indian
gent who was killed by the Indians, the sum of 1000
'ollars; to pay to the following named persons the
ıms set opposite to their names respectively, being
ıe one half of the amount agreed to be due and
wing by the confederated tribes of Sacs and Foxes
› their creditors, provided said creditors will wait for
ıe other half until the same can be paid out of their
ınuities; for which purpose the Sacs and Foxes will
:t apart the sum of 5000 Dollars each year, begin-
ng in 1838, out of their annuities to be paid upon
ıid debts in the proper proportion until the whole
nount is discharged, to wit: to John Campbell 10,000
ollars, to Jeremiah Smith 640 D., to Stephen Dubois
)5 D. 20 Cents, to Nathaniel Knapp 100 D., to
. Warton R. Mc Phearson 250 D., to S. S. Phelps
compg. 4000 D., to Jesse W. Shull 500 D.; to

Digitized by Google

1836 James Jordan 150 D., to John R. Campbell 50 D., to Amos Farrar 100 D., to the owners of the S. Warrior 162 D. 75 Cents, to George Duvenport 2563 D. 50 Cents, to Madame St. Ament 500 D., to Madame Joseph Gunville 500 D., to Madame Le Claire 125 D, to Miss Blondeau 125 D., to Antoine Le Claire 2436 D. 50 Cents, to Francis Labachiere 1167 D. 75 Cents, to Pratte Chouteau et Comp. 20,362 D. 42½ Cents, to Nathaniel Patterson 456 Dollars.

Art. 3. The United States further agree to deliver to the confederated Tribes of Sacs and Foxes 200 horses as near that number as can be procured with the sum of 9341 Dollars to be delivered at the payment of the annuities in the June 1837.

Art. 4. At the special request of the Sac and Fox Indians aforesaid, the United States agree to make the following provision for the benefit and support of seven half-breeds of the Sac and Fox nation, to wit: The United States agree to pay to ..... Wayman for the use and benefit of his half-breed child by a Fox woman named Ni-an-no 1000 Dollars, to Wharton R. Mc Phearson, for thy use and benefit of his half-breed child by To-to-qua, a Fox woman 1000 D., to James Thorn for the use and benefit of his half-breed child by Ka-kee-o-sa-qua, a Fox woman, 1000 D.; to Joseph Smart for the use of his half-breed child by Ka-ti-qua, a Fox woman, 1000 D., to Nathan Smith for the use and benefit of his half-breed child by Wa-na-sa, a Sac woman, 1000 D., and to Joseph M. Street, Indian agent, 2000 D. for the use and benefit of two half-breed children, one the child of Ni-wa-ka-kee, a Fox woman by one Mitchell, the other the child of Ni-an-na by Amos Farrar, the 2000 D. to be put at interest, and so much of said interest arising therefrom to be expended for the benefit of the children as said agent shall deem proper and necessary, and when each shall arrive at the age of 20 years, the said agent shall pay to each half-breed 1000 Dollars and any balance of interest remaining in his hands at this time.

Art. 5. At the special request of the said confederated tribes of Sac and Fox Indians it is further agreed by the United States, to pay to Joseph M. Street, their agent 200 Dollars for the use and benefit

Digitized by Google

f Thompson Connoly deceased to be by said agent 1836
ut at interest and expended on the education of said
'hompson and James Connly children of said John
'onnoly deceased.

Art. 6. The said confederated Tribes of Sac and
'ox Indians hereby stipulate and agree to remove from
ff the lands herein in the first article of this Treaty
eded to the United States, by the 1. Novembre next
nsuing the date hereof, and in order to prevent any
ıture misunderstanding, it is expressely agreed, and
nderstood that no band or party of the said confe-
erated tribes of Sac and Fox Indians shall plant, fish
r hunt on any portion of the country herein ceded
fter the period just mentioned.

Art. 7. This Treaty shall be obligatory on the
ontracting parties after it shall be ratified by the
'resident and Senate of the United States.

Done at the treaty ground on the right bank of
he Mississippi in Debuque county Wisconsin Territory
pposite Rock Island this 20 day of September 1836.

A. Dodge. (seal.)

Signatures of de 20 Indians et 20 témoins.

Acte de ratification du Président des Etats-unis.

Be it known, that I Andrew Jackson, President
f the United States of America, having seen and con-
idered this Treaty do, in pursuance of the advice
nd consent of the Senate, as expressed in their reso-
ıtion of the 25 day of February 1837, accept, ratify
nd confirm the same with the following amendments
hereto, as expressed in the aforesaid resolution of the
ienate:

After the word "Island" in the third line of the
d article, insert the following words: Or such other
lace as may be designated by the President of the
Jnited States.

After the word "Dollars" in the third line of
he 2d article, strike out the residue of said article in
he following words: To pay to the following named
ersons the sums etc. — — — — to Nathaniel Pat-
erson 456 Dollars.

After the word "Dollars" in the third line of the
d article insert the following in lieu of the words stri-

Digitized by Google

1836 ke out: And also to pay the sum of 48,458 Dollars 87½ Cents to enable said Indians to pay such debts as may be ascertained by their superintendent to be justly due from them to individuals, and if said debts so ascertained to be just amount to more than said sum, then the same shall be divided among said creditors *pro rata*; and if less, then the over plus to be paid to said Indians for their own use.

The Joway Indians having set up a claim to a part of the lands ceded by this Treaty, it is therefore hereby provided, that the President of the United States shall cause the validity and extent of said claim to be ascertained and upon a relinquishment of said claim to the United States, he shall cause the reasonable and fair value thereof to be paid to said Joway Indians, and the same amount to be deducted from the sum stipulated to be paid to the Sacs and Foxes.

In testimony whereof etc.

Done at the city of Washington, the 27. February 1837 and of the Independence of the United States the 61.

ANDREW JACKSON.

By the President.
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

101.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Otoes, Missouries, Omahaw et les bandes Yankton et Santee de la nation indienne des Sioux. En date du 15. Octobre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 125.)

Articles of a convention entered into and concluded at Bellevue Upper Missouri the 15. October 1836 by and between John Dougherty U. S. Agt for Indian affairs and Joshua Pilcher U. S. Ind. et s. agt. being specially authorized thereof; and

Digitized by Google

e chiefs, braves, headmen etc. of the Otoes, Mis- 1836
uries, Omahaw and Yankton and Santee bands
Sioux, duly authorized by their respective tribes.

Art. 1. Whereas it has been represented, that accor-
ng to the stipulations of the first article of the Treaty
Prairie du Chien, of the 15. July 1830, the country
ereby ceded is "to be assigned and allotted under
e direction of the President of the United States, to
e tribes now living thereon or to such other tribes
the President may locate thereon for hunting and
ther purposes." And whereas it is further represen-
d to us, the chiefs, braves and principal men of the
ibe aforesaid, to be desirable that the lands lying
etween the State of Missouri and the Missouri river
ould be attached to and become a part of said State,
nd the Indian title thereto be entirely extinguished;
ut that notwithstanding as these lands compose a
art of the country embraced by the provisions of said
rst article of the Treaty aforesaid, the stipulations the-
eof will be strictly observed until the assent of the In-
ians interested is given to the proposed measure.

Now we the chiefs, braves and principal men of
he Sac and Fox tribes of Indians, fully understanding
he subject and well satisfied from the local position
f the lands in question, that they can never be
ade available for Indian purposes, and that an attempt
o place an Indian population on them must inevitably
ead to collisions with the citizens of the United States;
nd further believing that the extension of the State
ne in the direction indicated would have a happy ef-
ect, by presenting a natural boundary between the
hites and Indians; and willing moreover to give the
Jnited States a renewed evidence of our attachment
nd friendship, do hereby, for ourselves and on behalf
f our respective tribes (having full power and autho-
ity to this effect) forever cede, relinquish and quit
laim to the United States all our right, title and in-
erest of whatsoever nature in and to, the lands lying
etween the State of Missouri and the Missouri river,
nd do freely and fully exonerate the United States
rom any guarantee, condition or limitation, expressed
r implied under the Treaty of Prairie du Chien afo-
esaid or otherwise, as to the entire and absolute dis-

Digitized by Google

1836 position of the said lands fully authorizing the United States to do with the same whatever shall seem expedient or necessary.

Art. 2. As a proof of the continued friendship and liberality of the United States towards the said Otoes, Missouries, Omahaws and Yankton and Santee bands of Sioux; and as an evidence of the sense entertained for the good will manifested by the said tribes to the citizens and government of the United States, as evinced in the proceding cession and relinquishment; and as some compensation for the great sacrifice made by the several deputations at this particular season by abandoning their fall hunts and travelling several hundred miles to attend this convention the undersigned John Dougherty and Joshua Pilcher agrees on behalf of the United States, to pay as a present to the tribes herein before named the sum of 4520 Dollars in marchandise, the receipt of which they hereby acknowledge having been distributed among them in the following proportions: To the Otoes 1250, to the Missouries 1000, to the Omahaws 1270, to the Yankton and Santee bands of Sioux 1000 Dollars.

Art. 3. In consequence of the removal of the Otoes and Missouries from their former situation on the river Platte to the place selected for them, and of their having to build new habitations last spring at the time which should have been occupied in attending to their crops, it appears that they have failed to such a degree as to make it certain that they will lack the means of subsisting next spring, when it will be necessary for them to commence cultivating the lands now preparing for their use. It is therefore agreed that the said Otoes and Missouries (in addition to the presents hierein before mentioned) shall be furnished at the expense of the United States with 500 bushels of corn to be delivered at their village in the month of April next. And the same causes operating upon the Omahaws, they having also abandoned their former situation and established at the place recommended to them on the Missouri river, and finding it difficult without the aid of ploughs to cultivate land near their village where they would be secure from their enemies it is agreed as a farther proof of the liberality of the government of the United States and its disposition to

Digitized by Google

dvance such tribes in the cultivation of the soil, as may 1836
anifest a disposition to rely on it for the future means
f subsistence that they shall have 100 acres of ground
roke up and put under a fence near the village so
on as it can be a suitable person employed as far-
er to assist and instruct them in cultivating the soil
soon and for such time as the President of the Uni-
d States may deem proper.

Art. 4. The undersigned chiefs, braves and head-
en of the tribes herein before named, feeling sensible
f the many acts of Kindness and liberality manifested
wards them and their respective tribes by their good
iends Joseph Roubadoux sen. and Lucien Fontenelle,
uring an intercourse of many years; aware of the
eavy losses sustained by them at different times by
eir liberality in extending large credits to them and
heir people which have never been paid, and which
owing to the impoverished situation of their country
nd their scanty means of living) never can be; are
nxious to evince some evidence of gratitude for such
enefits and favors, and compensate the said indivi-
luals in some measure for their losses. To this end
t the earnest solicitation of said tribes it is agreed
hat the said Joseph Roubadoux sen. shall have the
rivilege of selecting three sections of land any where
ithin the ceded territory so soon as the same shall
e surveyed, and the said Lucien Fontenelle shall be
ermitted to select two sections in like manner, which
hall be conveyed to them by the United States wit-
out cost, whenever the land so selected shall be re-
orted by them, their agents or legal representatives
o the register and receiver of the land office of the
listrict in which they lie. It is however distinctly un-
lerstood that if the President and Senate of the United
States should refuse to ratify this and the last prece-
ling article or either of them or any part thereof that
uch refusal shall in no way affect the relinquishment
nd cession made by the tribes parties hereto in the
irst article of this convention.

Art. 5. This convention shall be obligatory on the
ribes parties hereto, from and after the date hereof,
nd on the United States from and after its ratification
y the government thereof.

Done, signed and sealed at Bellevue Upper Mis-

Digitized by Google

1836 souri this fifteenth day of October, one thousand eight hundred and thirty six, and of the Independence of the United States the sixty first.

INO DOUGHERTY, Ind. Agt.
JOSHUA PILCHER, U. S. Ind. S. Agent.

Signatures de 13 Otoes, de 7 Missouries, de 15 Omahaws, de 12 Yankton et Santees et de cinq Américains en qualité de témoins.

La ratification du Président des Etats-unis (Andr. Jackson) est datée du 15. Février 1837 et acompagnée de la condition que la fin du 3me article, savoir les mots: "And that there shall be a suitable person etc." et l'article 4 tout entier seront supprimés.

102.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus des Wahpaakootah, Susseton et Hauts-Medawakanton de la nation indienne des Sioux. Signée le 13. Novbr. 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 137.)

In a convention held this thirtieth day of November 1836 between Lawrence Taliaferro, Indian Agent at St. Peters and the chiefs, braves and principal men of the Wahpaakootah, Susseton and Upper Medawakanton tribes of Sioux Indians, it has been represented, that according to the stipulations of the first article of the Treaty of Prairie du Chien of the 15. July 1830, the country thereby is, to be assigned and allotted etc.

(Le reste est de même teneur que la convention conclue le 15. Octobre 1836 avec d'autres tribus d'Indiens. La somme a payer par les Etats-unis est de 550 Dollars.)

Signé: LAW TALLIAFERRO.

Signatures de 17 Indiens et de 4 témoins.

(Ratifiée à Washington le 18. Février 1837.)

Digitized by Google

103.

atut de famille et loi de succession ur les maisons regnantes dans le oyaume d'Hanovre et le Duché de runswick. En date de Brighton, le 19. Novembre 1836.

esetz-Sammlung für das Königreich Hannover. irg. 1836. 1ste Abtheilung. Nro. 37. Publicirt zu Hannover, den 24. December 1836.)

r Wilhelm der Vierte, von Gottes Gnaden König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

ben in Erwägung, dass die seit Auflösung der deutıen Reichsverfassung wesentlich veränderten Verltnisse der Mitglieder der deutschen regierenden Häur zu ihrem Oberhaupte und nunmehrigen Souverain ıer nähern Bestimmung bedürfen;

in Erwägung ferner,

ss die in Gefolge der Einführung des Staats-Grundsetzes in Unserem Königreiche Hannover angeordten neuen Einrichtungen im Staatshaushalte eine evision des Apanagenwesens eben so sehr erfordern, solche neben anderen wichtigen Bestimmungen auch besondere für den Fall unerlässlich erscheint, dass ıe Trennung der Krone Hannover von der Grossitannischen einträte;

beschlossen, nach vorgängiger sorgfältiger Prüng der älteren Hausverträge und auf der Grundlage rselben ein Königliches Hausgesetz für das Kögreich Hannover zu errichten, in demselben unter rücksichtigung alles Anwendbaren, veraltete Ordnunn aufzuheben, neue Vorschriften an deren Stelle zu tzen und überall künftigen Zweifeln und Irrungen glichst vorzubeugen.

Wir verordnen daher und zwar, so weit es das rchlauchtigste Gesammthaus angeht, im Einverndnisse mit Seiner Durchlaucht dem Herzoge von aunschweig, auch, so viel die zur ständischen Mitrkung geeigneten Punkte betrifft, unter verfassungs-

Digitized by Google

1836 mässiger Zustimmung Unserer getreuen Stände des Königreichs Hannover, wie folgt:

Erstes Capitel.

Vom Königlichen Hause, seinem Oberhaupte und seinen Mitgliedern.

§. 1. Unter dem Namen des Königlichen Hauses wird diejenige Linie des Gesammthauses Braunschweig-Lüneburg verstanden, welche gegenwärtig oder künftig die im Königreiche Hannover regierende ist.

§. 2. Der König ist das Oberhaupt des Königlichen Hauses.

§. 3. Mitglieder des Königlichen Hauses sind:

a. die Königinn, Gemahlinn des Königs;

b. die Königlichen Witwen;

c. alle im Königreiche successionsfähige, nicht regierende Prinzen und Prinzessinnen der Königlich-Hannoverschen Linie, für den Fall aber, dass eine Trennung der Kronen von Grossbritannien und Hannover einträte, nur in so fern als sie ihren Wohnsitz im Königreiche Hannover nehmen und in den Hannoverband dieses Königreichs vom Könige aufgenommen sind; übrigens ohne Beeinträchtigung der Successionsrechte der Mitglieder des Gesammthauses;

d. die ebenbürtigen, hausgesetzlich vermählten Gemahlinnen der Prinzen des Königlichen Hauses und die Witwen derselben.

§. 4. Die Prinzessinnen des Königlichen Hauses treten durch ihre standesmässige Vermählung mit einem Gemahle, welcher nicht Mitglied des Hauses ist, aus ihrer Verbindung mit dem Königlichen Hause aus.

§. 5. Der erstgeborne Sohn des Königs führt den Titel **Kronprinz** und das Prädicat **Königliche Hoheit**.

Alle übrigen Prinzen des Hauses, welche Könige Söhne sind, heissen **Königliche Prinzen** und **Königliche Hoheit**.

Die Prinzessinnen, welche Töchter des Königs sind, führen denselben Titel.

Eine Ausnahme hiervon findet nur in dem unten bemerkten Falle Statt.

Die Prinzen und Prinzessinnen des Hauses, welche nicht Königliche Prinzen und Prinzessinnen sind, haben das Prädicat **Hoheit**.

Digitized by Google

Verstirbt jedoch der erstgeborne Sohn des Königs 1836
i Lebzeiten des Letztern mit Hinterlassung männher Descendenz; so geht der Titel Kronprinz, wie das Prädicat Königliche Hoheit auf den ıtgebornen successionsfähigen Sohn des Kronprinzen er. Gleiches Prädicat sollen indessen alsdann auch › übrigen Prinzen und Prinzessinnen, Söhne und ichter des verstorbenen Kronprinzen, erhalten.

§. 6. Die Königinn, Gemahlinn des Königs, theilt n Königlichen Rang. Ihr folgen die Königlichen itwen, und zwar unter denselben zuerst die Mutter, nn die Grossmutter des Königs, hierauf andere ›nigliche Witwen, unter denen die zuletzt verwitwete n Vorzug hat.

Die Rangordnung unter den übrigen Prinzen und inzessinnen des Hauses bestimmt sich nach dem hern Rechte zur Thronfolge.

Streitige Fälle und solche, über welche nichts stimmt ist, entscheidet der König.

§. 7. Ueber das Wappen, welches die verschiedeı Mitglieder des Hauses zu führen haben, wird, ınn eine Trennung der Kronen Grossbritannien und annover eintritt, eine besondere Königliche Verfüıng ausgehen.

§. 8. In den Verhältnissen des Königlichen Hauses dem Herzoglich-Braunschweig-Wolfenbüttelschen rd der Senior von beiden regierenden Herren als aupt des Braunschweig-Lüneburgschen Gesammtuses betrachtet.

Zweites Capitel.

on den Rechten des Königs als Oberhaupt des Königlichen Hauses.

§. 1. Alle Mitglieder des Königlichen Hauses sind r Staats-Hoheit und der Gerichtsbarkeit des Königs tergeben, und Er übt als Haupt des Hauses eine sondere Aufsicht mit bestimmten Rechten, nach ıssgabe dieses Hausgesetzes, über sie aus.

§. 2. Vermöge dieses Aufsichtsrechtes gehen alle Erhaltung der Ruhe, Ehre, Ordnung und Wohlırt des Königlichen Hauses, für sich und in seinen ziehungen zum Braunschweig-Lüneburgschen Gemmthause, zu ergreifende Massregeln allein vom ›nige aus.

Digitized by Google

1836 §. 3. Es darf aber keine der hausgesetzlichen Bestimmungen, welche das Recht und die Ordnung der Thronfolge angehen, eine Aenderung erleiden, es wäre denn, dass, ausser der den Ständen des Königreichs laut Cap. II. §. 26. des Staats-Grundgesetzes vorbehaltenen Zustimmung, auch sämmtliche Stimm- und Successionsfähige Agnaten, unter Vertretung der noch unmündigen, darin willigten.

§. 4. Eben so wenig wird der König in den für die Mitglieder des Königlichen Hauses ausgesetzten Einnahmen und Nutzungen eine Aenderung zum Nachtheile der Berechtigten verfügen.

§. 5. Alle Rechte des Königs als Oberhaupt des Hauses gehen im Falle einer Regentschaft auf den Regenten über, unter der einzigen Beschränkung, welche im Staats-Grundgesetze Cap. II. §. 23. enthalten ist.

Drittes Capitel.

Vom Thronfolge-Rechte.

§. 1. Die Fähigkeit zur Thronfolge setzt Gemeinschaft des Bluts und die Geburt aus rechtmässiger ebenbürtiger und hausgesetzlicher Ehe voraus.

§. 2. Als ebenbürtig werden diejenigen Ehen betrachtet, welche Mitglieder des Hauses entweder unter sich abschliessen, oder mit Mitgliedern eines andern souverainen Hauses, oder aber mit ebenbürtigen Mitgliedern solcher Häuser, welche laut Art. 14. der deutschen Bundes-Acte den Souverains ebenbürtig sind.

§. 3. Hausgesetzlich geschlossen ist die Ehe, welche von einem Mitgliede des Hauses mit des Königs förmlich ertheilter Einwilligung geschlossen ist.

§. 4. Die Beurtheilung der Frage, ob Gründe die Einwilligung zu versagen, vorhanden sind oder nicht, steht dem Könige in jedem Falle ausschliesslich zu.

§. 5. Die Einwilligung wird in einer schriftlichen Urkunde ertheilt, welche von dem Könige eigenhändig vollzogen und mit dem Staatssiegel, so wie mit der gewöhnlichen Contrasignatur versehen ist.

§. 6. Eine Ehe, welche ohne förmlich erfolgte Einwilligung des Königs eingegangen ist, überträgt auf die darin erzeugten Kinder weder ein Successionsrecht noch die Befugniss, sich des Ranges, Titels und Wappens des Hauses zu bedienen.

Digitized by Google

§. 7. Ohnedies sind die Prinzen und Prinzessinnen 1836
Hauses verbunden, zu den Ehen, welche sie ein-
ehen beabsichtigen, die Einwilligung des Königs
hzusuchen, welche übrigens bei ebenbürtigen Ehen
ie etwa eintretende besondere Gründe nicht versagt
den wird.

§. 8. Die in den vorstehenden §§. 3—7. enthal-
en Vorschriften haben für beide Linien des Braun-
weig-Lüneburgschen Gesammthauses, in Hinsicht
dessen zum Deutschen Bunde gehörende Besitzun-
n, unabänderliche Gültigkeit, Kraft des von beiden
gierenden Herren unterm 24sten und 19ten October
31 errichteten und hiedurch seinem ganzen wesent-
ien Inhalte nach in das gegenwärtige Gesetz auf-
nommenen Familiengesetzes.

§. 9. Wenn der König eine ungleiche Ehe einzu-
hen beschliessen sollte, so wird Er solche für mor-
natisch in einer doppelt auszufertigenden Urkunde
klären, welche vom Könige eigenhändig vollzogen,
t der Contrasignatur des Gesammt-Ministerii ver-
hen und in das landesherrliche Archiv, wie in das
chiv der allgemeinen Stände-Versammlung nieder-
legt wird.

Viertes Capitel.

Von der Ordnung der Thronfolge.

§. 1. Die Krone des Königreichs Hannover vererbt
if ein einziges Haupt nach dem hausgesetzlichen
rundsatze der Untheilbarkeit und Primogenitur.

§. 2. Sie vererbt im Braunschweig-Lüneburgschen
esammthause, und zwar zunächst im Mannsstamme
er jetzigen Königlichen Gesammtlinie. Die Ordnung
er Thronfolge ist die reine Lineal-Erbfolge nach
em Rechte der Erstgeburt. Erlischt der Mannsstamm
er jetzigen Königlichen Gesammtlinie, so geht die
rone, mit Ausschliessung jeder weiblichen Thronfolge,
if den Mannsstamm der jetzigen Herzoglich-Braun-
hweig-Wolfenbüttelschen Linie, und zwar auf den
egierenden Herzog über, und kann eine Trennung
er solchergestalt wiedervereinigten Gesammtlande des
auses niemals wieder Statt haben.

§. 3. Ebenmässig geht das Herzogthum Braun-
chweig, wenn der Mannsstamm der Herzoglich-Braun-
chweig-Wolfenbüttelschen Linie früher ausstürbe, mit

Digitized by Google

1836 Ausschluss jeder weiblichen Thronfolge, auf die Königliche Mannslinie, und zwar auf den regierenden Kö über, und kann eine abermalige Trennung der vereinigten Gesammtlande niemals wieder Statt

§. 4. Wenn der Fall einträte, dass der stamm des Gesammthauses Braunschweig-Lü erlöschte, möge nun die Königliche Mannslinie die Herzoglich-Braunschweig-Wolfenbüttelsche letzt erlöschende seyn, so geht die Thronfolge Gemässheit des ursprünglichen Erb-Lehnbriefes Friedrichs II. vom Jahre 1235 auf die weibliche ohne Unterschied des Geschlechts in der Masse dass mit Ausschluss jeglicher Regredient-Erbe allein die Nähe der Verwandtschaft mit dem regierenden Könige, und bei gleichem Verwandt Grade, das Alter der Linie, und in der Li persönliche Alter den Vorzug giebt. Es tritt ab der Descendenz des neuen alsdann regierenden lichen Hauses sofort mit dem Rechte der Erstg und der Lineal-Erbfolge auch der Vorzug des stammes wieder ein.

§. 5. Um jeden Zweifel über die Ordnung d Thronfolge unter den jetzt lebenden Mitgliedern Gesammthauses Braunschweig-Lüneburg zu beseitige setzen Wir hiemit, in Uebereinstimmung mit den diesem und im vorigen Capitel aufgeführten Be mungen, noch überdies ausdrücklich fest, dass den Fall Unseres, des regierenden Königs, Ableb ohne successionsfähige männliche Leibes-Erben, Thronfolge im Königreiche Hannover zunächst Unseren Herrn Bruder, den Königlichen Prin Ernst August, Herzog von Cumberland, und des Mannsstamm vererbt werden; wenn aber auch dies ausginge, auf Unseren Herrn Bruder, den Kön lichen Prinzen August Friedrich, Herzog v Sussex, für seine Person, eventuell aber auf de Mannsstamm aus einer etwa künftig einzugehe ebenbürtigen und hausgesetzlichen Ehe; wenn auch dieser Mannsstamm ausginge, auf Unser Herrn Bruder, den Königlichen Prinzen Adol Friedrich, Herzog von Cambrigde, und des Mannsstamm; wenn endlich auch dieser ausgehen so die Krone an des regierenden Herrn Herzogs Wilhe von Braunschweig Durchlaucht fallen soll.

Digitized by Google

§. 6. Die Prinzessinnen des Hauses haben nach 1836
endetem sechzehnten Jahre und jedenfalls vor ihrer
mählung Verzichts-Urkunden auszustellen, in wel-
n sie für sich und ihre Erben der Staats-Succession
auf den ledigen Anfall entsagen, nicht minder er-
ren, dass sie für sich und ihre Erben in Hinsicht
die Privaterbschaft ein Mehreres nicht in Anspruch
men, als ihnen dieses Hausgesetz ausdrücklich
pricht.

Dieses ausgestellten Verzichtes ist in den Ehe-
ten der Prinzessinnen zu erwähnen.

Fünftes Capitel.

n der Volljährigkeit des Thronfolgers und der übrigen Mitglieder des Hauses.

§. 1. Der Thronfolger ist volljährig, sobald er
n achtzehntes Jahr vollendet hat.

§. 2. Die Volljährigkeit der übrigen Prinzen und
inzessinnen des Hauses tritt mit dem vollendeten ein
d zwanzigsten Jahre ein.

Sechstes Capitel.

on der Sorge für die Person des Königs zur Zeit einer Regentschaft.

§. 1. Bei der Erziehung des minderjährigen Königs
ten die im Capitel II. §. 25. des Staats-Grundge-
tzes gegebenen Vorschriften ein.

Dieselben Vorschriften gelten auch für die übrige
rsönliche Vormundschaft und für die Verwaltung
ines Privatvermögens. Ohne Zustimmung des Re-
nten unter Beirath des Ministerii darf keine Ver-
derung in der Substanz desselben vorgenommen
rden.

§. 2. Wie von der Aufsicht über die Person des
der Ausübung der Regierung verhinderten Königs
rch Capitel II. §. 25. des Staats-Grundgesetzes der
egent stets ausgeschlossen bleibt, so sind zu dieser
ufsicht und Sorge für Seine Person zunächst die
utter, die Grossmutter, die Gemahlinn und die im
önigreiche wohnenden Geschwister des Königs be-
ufen. Wer von ihnen oder auch etwa anderen Mit-
liedern des Hauses den Vorzug verdiene, entscheidet
n vom Regenten zu berufender Familienrath sämmt-
cher volljähriger Mitglieder des Hauses mit Aus-

Digitized by Google

1836 schlusse des Regenten, in welchem Familienrathe die stimmführenden Mitglieder des Ministerii Sitz und Stimme haben. Von der getroffenen Entscheidung wird der allgemeinen Stände-Versammlung Kenntniss gegeben.

Jedes volljährige Mitglied des Hauses hat das Recht, auf veränderte Dispositionen und Wiederberufung des Familienrathes zu diesem Zwecke bei der Regentschaft anzutragen.

Siebtes Capitel.

Von der Aufsicht des Königs über die minderjährigen Mitglieder des Hauses.

§. 1. Der König nimmt Kenntniss von der Erziehung der Prinzen und Prinzessinnen und zieht darüber Berichte ein.

§. 2. Den Prinzen des Hauses steht die Bestellung von Vormündern für ihre Kinder zu, doch behält sich der König die Bestätigung vor. Hat keine Anordnung Statt gefunden, oder ist die Bestätigung versagt, so bestellt der König die Vormundschaft.

§. 3. Die Vormünder haben dem Könige einen Eid auf die gewissenhafte Erfüllung ihrer Verpflichtung zu leisten.

Sie haben jährlich Rechenschaft von der Vermögens-Verwaltung bei dem Ministerio oder der von demselben zu bestimmenden Behörde abzulegen. Ueber die Verwaltung wird an den König Bericht erstattet.

Achtes Capitel.

Von den Verhältnissen der volljährigen Mitglieder des Hauses im Allgemeinen.

§. 1. Die Mitglieder des Königlichen Hauses treten mit ihrer Volljährigkeit in die eigene Verwaltung ihres Privat-Vermögens ein und dürfen ein eigenes Haus bilden.

§. 2. Sie haben dem Könige die Anzeige der Personen zu machen, welche ihren Hofhalt bilden.

§. 3. Der König hat das Recht, in vorkommenden Fällen Vermögens-Curatelen anzuordnen, falls solche nicht bereits testamentarisch eingesetzt sind. Bei der Wahl der Curatoren sollen die nächsten Erben stets zuerst berücksichtigt werden.

§. 4. Kein Mitglied des Hauses darf ohne vorgängige Genehmigung des Königs, in auswärtige Dienste

Digitized by Google

eten oder seinen Aufenthalt im Auslande nehmen. Eine 1836
Uebertretung dieser Vorschrift hat die Suspension der panage des Mitgliedes des Königlichen Hauses zur olge.

§. 5. Kein Mitglied des Königlichen Hauses kann ch oder seine Familie ohne besondere und ausdrückche Zustimmung des Königs der Königlichen Hoheit nd Gerichtsbarkeit entziehen, auch wenn ihm im Ausnde zu wohnen gestattet ist.

Neuntes Capitel.

Vom Gerichtsstande der Mitglieder des Königlichen Hauses.

§. 1. In bürgerlichen Rechtssachen haben bei Real- nd Personal-Klagen die Mitglieder des Königlichen lauses ihren ordentlichen Gerichtsstand in erster Instanz bei der betreffenden Justiz-Canzlei, in zweiter nd letzter bei dem Ober-Appellationsgerichte des Königreichs.

Die bei einer Revision der Gerichts-Verfassung ıut Cap. III. §. 31. des Staats-Grundgesetzes etwa erorderlichen Abänderungen werden hiebei vorbehalten.

§. 2. Eheliche Zwistigkeiten im Königlichen Hause ird der König beizulegen suchen, oder erforderlichen alls zur Untersuchung einer eigenen ehegerichtlichen ehörde stellen, deren Urtheil dem Könige zur Betätigung vorzulegen ist.

§. 3. In Fällen, welche für das peinliche Verfahen geeignet sind, fällt, in so fern sie Mitglieder des lauses persönlich betreffen und keine Königliche Abotion dazwischen tritt, die Untersuchung einem Faılienrathe anheim, welcher zu dem Ende aus denjeigen volljährigen Prinzen des Hauses, bei welchen ein rechtliches Hinderniss obwaltet, und den stimmührenden Mitgliedern des Ministerii gebildet wird, um ls oberster Gerichtshof nach den Landesgesetzen zu ntersuchen und zu erkennen.

Wenn das in Untersuchung befindliche Mitglied es erlangt, wird der Familienrath durch Mitglieder aus den öchsten Landesgerichten verstärkt.

Der König leitet die Untersuchung persönlich oder urch Vollmacht; Ihm bleibt das Recht, der Bestätiung des Urtheils und der Begnadigung.

§. 4. Der Hofstaat und die Dienerschaft der Mit-

Digitized by Google

1836 glieder des Königlichen Hauses haben denselben Gerichtsstand mit dem Hofstaate und der Dienerschaft des Königs.

Zehntes Capitel.

Von den Staats-Apanagen.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

§. 1. Die in diesem Apanagen-Gesetze enthaltenen Bestimmungen haben auf die Verhältnisse der jetzt lebenden Mitglieder der Königlichen Gesammtlinie keine Anwendung, ausser in so fern, nach geschehener Trennung der Hannoverschen Krone von der Grossbritannischen, sie oder ihre Nachkommen vermöge einer vom Könige zu vollziehenden Urkunde in den Hausverband des Königreichs Hannover getreten sind.

So oft dieser Fall eintritt und ein Mitglied zu dem Ende seinen Wohnsitz im Königreiche genommen hat, soll ihm dieselbe Einnahme ausgesetzt werden, deren es geniessen würde, wenn die Aufnahme seiner Linie gleich bei der Trennung der Königreiche erfolgt wäre.

Sollte es sich in Zukunft ereignen, dass der König von Hannover zugleich Landesherr eines andern Staates wäre, so sollen die in diesem Gesetze enthaltenen Staats-Apanagen von Neuem, in Erwägung gezogen und nach Massgabe der alsdann eintretenden Verhältnisse, unter verfassungsmässiger Zustimmung der Stände des Königreichs, anderweit geordnet werden. Den auf den Grund des gegenwärtigen Gesetzes alsdann bereits erworbenen oder aus demselben abzuleitenden Rechten der am Leben befindlichen nicht regierenden Mitglieder des Königlichen Hauses darf jedoch in einem solchen Falle kein Eintrag geschehen.

§. 2. Ein Anspruch auf den Genuss derjenigen Einkünfte, welche das Apanagen-Gesetz umfasst, findet allein unter der Bedingung Statt, dass die Ehe, auf welcher er sich gründet, ebenbürtig und hausgesetzlich geschlossen ist.

Eine Prinzessinn, welche eine ungleiche Ehe schliesst, kann weder ein Heirathsgut vom Staate in Anspruch nehmen, noch als Witwe in den Genuss ihres frühern Deputats ohne förmliche Aufnahme wieder eintreten.

Digitized by Google

§. 3. Paragien sollen auf keine Weise und unter 1836
einerlei Gestalt im Königreiche aufgerichtet werden, ielmehr dürfen persönliche und erbliche Apanagen, leirathsgüter und Witthümer nur in Geld, und zwar iit Ausnahme der Mitgaben, in einer Geldrente, nie i liegenden Gründen ertheilt werden, ausser was die Vohnungen angeht, in so fern ihrer ausdrücklich geacht ist.

§. 4. Die Geldrente ist aus der Staats-Casse zahlar, in so fern nicht ausdrücklich das Gegentheil bestimmt ist, und wird in gleichen Raten vierteljährlich i Golde, die Pistole zu 5 Thalern gerechnet, pränuerirt.

Die Mitgaben werden in einer Summe ebenfalls us der Staats-Casse bestritten.

Ebenmässig fallen die Kosten der mit einigen Apanaen verbundenen Wohnungen der Staats-Casse zur Last.

§. 5. Der Betrag dieser Renten kann mit Zustimiung der allgemeinen Stände des Königreichs erhöhet erden.

Eine Verminderung derselben findet nicht Statt, s wäre denn, dass eine unabwendliche Landesnoth ein nderes erforderte.

§. 6. Keine dieser Geldrenten darf ohne die beondere, nur auf bestimmte Zeit zu ertheilende Beilligung des Königs ausserhalb des Königreichs verehrt werden.

§. 7. Apanagen jeder Art können von Gläubigern nur is zu einem Drittheile ihres Betrages in Anspruch geommen oder zu Gunsten derselben mit Beschlag beegt werden. Auch darf deren laufende Zahlung im Falle des Concurses nicht gehemmt werden.

§. 8. Jedes Mitglied des Hauses hat aus seinen Einkünften zugleich für den Unterhalt seiner Descendenz zu sorgen und darf ihretwegen keine Einkünfte vom Staate in Anspruch nehmen, ausser in so fern dieser Descendenz solche Einkünfte in diesem Apanagen-Gesetze ausdrücklich zugesichert sind.

§. 9. Anderweitige Einkünfte, welche Mitglieder des Königlichen Hauses aus Staatsämtern oder aus besondern Titeln beziehen, werden ihnen nicht auf die Apanage in Abzug gebracht.

Digitized by Google

1836 **Zweiter Abschnitt.**

Von den Jahrgeldern und Deputaten der Prinzen und Prinzessinnen.

§. 10. Die Söhne des Königs beziehen vom Zeitpunkte ihrer Volljährigkeit an ein Jahrgeld, und zwar der Kronprinz 30,000 ℔ in Golde, die nachgebornen Söhne jeder 24,000 ℔ in Golde.

Der Kronprinz erhält ausserdem eine seinem Range angemessene meublirte Wohnung und, wenn er sich (zum ersten Male) vermählt, einen Zuschuss von jährlich 10,000 ℔ in Golde, welche jährliche 40,000 ℔ in Golde ihm verbleiben auch für den Fall, dass er durch den Tod seiner Gemahlinn Witwer würde.

Die nachgebornen Söhne des Königs erhalten bei ihrer Vermählung, es finde dieselbe bei Lebzeiten des Königs oder nach dessem Ableben Statt, einen jährlichen Zuschuss von 6000 ℔ in Golde, welcher ihnen lebenslänglich verbleibt, auch nachdem sie mit dem Tode ihres Vaters in eine vererbliche Apanage eingetreten sind. (§. 22.)

§. 11. Die Söhne des Kronprinzen beziehen von ihrer Volljährigkeit an jeder ein Jahrgeld von 20,000 ℔ in Golde.

Gelangt ihr Vater zur Regierung, so erhält der älteste Sohn, als nunmehriger volljähriger Kronprinz, das Kronprinzliche Jahrgeld, und die nachgebornen volljährigen Söhne treten in die Jahrgelder der nachgebornen Söhne des Königs ein.

Gelangt ihr Vater nicht zur Regierung, so erhält der älteste Sohn desselben, als nunmehriger Thronfolger, von seiner Volljährigkeit an, alle dem Kronprinzen laut §. 10 zustehenden Einnahmen und Nutzungen, nebst dem eventuellen jährlichen Zuschusse.

Das Jahrgeld der nachgebornen Söhne des Kronprinzen bleibt aber in diesem letztgedachten Falle unverändert, auch haben sie auf einen jährlichen Zuschuss bei ihrer Vermählung keinen Anspruch.

§. 12. Wenn der Kronprinz vor seinem Vater mit Hinterlassung von minderjährigen Kindern verstirbt, so beziehen diese Minderjährigen ein Jahrgehalt von zusammen 20,000 Thalern in Golde, wenn ihrer eines oder zwei sind, wenn aber mehr als zwei von 30,000 Thlrn. in Golde.

Die Gesammtsumme wird nach Häuptern vertheilt

Digitized by Google

nd je nachdem ein Kind minderjährig verstirbt, oder 1836
ı eine Erb-Apanage eintritt (§. 23.) oder als volljäh-
g in ein Jahrgeld (§. 16.), fällt sein Antheil an die
taats-Casse zurück.

Sollten bei der Vertheilung nach Häuptern auf
en Antheil einer minderjährigen Tochter des verstor-
enen Kronprinzen mehr als 6000 Thaler fallen, so
ird das Jahrgeld jeder Tochter auf 6000 Thaler Gold
xirt, und der Ueberschuss den minderjährigen Söh-
en zu gleichen Theilen zu Gute gerechnet. Sind
eine minderjährige Söhne vorhanden, so tritt in dem-
elben Falle dieselbe Bestimmung, aber erst nach dem
blaufe von zwei Jahren nach des Vaters Tode ein,
nd der sich alsdann ergebende Ueberschuss fällt der
taats-Casse anheim.

§. 13. Wenn ein nachgeborner Sohn des Königs vor
einem Vater mit Hinterlassung von Kindern stirbt, so
eziehen diese zusammen ein Jahrgeld, welches, wenn
ines oder zwei vorhanden sind, in der Hälfte, wenn
rei in drei Viertheilen und wenn mehr als drei vorhan-
en sind, in dem ganzen Jahrgelde besteht, welches
hr verstorbener Vater zu geniessen hatte.

Dieses Jahrgeld wird nach Häuptern vertheilt, und
e nachdem ein Kind stirbt, oder wenn die Söhne nach
lem Ableben ihres Grossvaters, des Königs, vermöge
les Repräsentations-Rechtes zum Genusse vererblicher
ıpanagen gelangen, so wie auch, wenn die Töchter
ich vermählen, fallen die Antheile an die Staats-Casse
urück.

Sollten bei der Vertheilung nach Häuptern mehr
ls 6000 Thaler Gold auf den Antheil einer Tochter
allen, so tritt die für denselben Fall im 12ten Para-
graphen getroffene Bestimmung in Wirksamkeit.

§. 14. Sollte ein Sohn des Kronprinzen früher
ls sein Vater mit Hinterlassung von Kindern sterben,
o wird es mit den Jahrgeldern derselben wie in dem
m vorigen §. gedachten Falle gehalten.

§. 15. Jede Tochter des Königs erhält vom Zeit-
ıunkte ihrer Volljährigkeit an ein jährliches Deputat von
6000 Thalern in Golde, welches bei dem Ableben ih-
es Vaters auf 9000 Thaler in Golde steigt.

Verliert sie minderjährig ihren Vater, so bezieht sie
ogleich das Deputat von 6000 Thalern in Golde und
ıach erreichter Volljährigkeit 9000 Thaler in Golde.

Digitized by Google

1836 §. 16. Jede Tochter des Kronprinzen (§. 12.) erhält vom Zeitpunkte ihrer Volljährigkeit an ein jährliches Deputat von 4000 Thalern in Golde, welches, wenn ihr Vater als Kronprinz verstirbt, auf 6000 Thaler in Golde steigt.

§. 17. Die übrigen Prinzessinnen des Hauses haben auf kein Deputat Anspruch, und es geht in Rücksicht ihrer die väterliche Verpflichtung, für die Bedürfnisse der Töchter zu sorgen, auf das Witthum der Mutter über.

§. 18. Falls jedoch eine von diesen mit keinem Deputate versehenen Prinzessinnen des Hauses unvermählt beide Aeltern verlöre, oder wenn das Witthum ihrer Mutter erlöschen sollte, wird ihr, wenn es das Bedürfniss erfordert, auf den Antrag des Königs von der allgemeinen Stände-Versammlung ein ausserordentliches Deputat bewilligt, welches die jährliche Summe von 3000 Thalern in Golde nicht überschreiten darf.

§. 19. Alle Deputate, mit Inbegriff der §. 28. ausgesetzten, fallen bei der Vermählung oder dem Tode der Prinzessinnen an die Staats-Casse zurück.

Dritter Abschnitt.

Von den erblichen Apanagen der Prinzen.

§. 20. Die Apanagen vererben im Mannsstamme und zwar eine jede allein in der männlichen Descendenz des ersten Erwerbers der Apanage.

Jede Vererbung auf die weibliche Linie und auf collaterale Agnaten, die den Prinzen, für welchen die Apanage ursprünglich ausgesetzt ward, nicht zum Stammvater haben, ist ausgeschlossen.

§. 21. Wenn eine Apanage zum ersten Male in den Erbgang kommt, so geht in dem Falle, dass sie auf einen einzigen Sohn oder auf die männlichen Descendenten eines einzigen Sohnes vererbt, nur die Hälfte der ursprünglichen Apanage durch den Erbgang über, die andere Hälfte fällt in die Staats-Casse zurück.

Derselbe Vorbehalt gilt, wenn beim ersten Eintritte der Apanage (§. 22.) der zu apanagirende Prinz schon gestorben ist, aber durch einen einzigen Sohn oder die männlichen Descendenten eines einzigen Sohnes repräsentirt wird.

§. 22. Bei jedem Thronwechsel erhält jeder nach-

Digitized by Google

eborne Sohn des Königs eine Apanage, die Söhne 1836
nes schon verstorbenen nachgebornen Sohnes aber
ben diejenige Apanage, welche ihr Vater bezogen
ıben würde; in dem im vorigen §. gedachten Falle
doch nur die Hälfte derselben.

§. 23. Eben so erhält jeder nachgeborne Sohn ei-
es vor seinem Vater, dem Könige, verstorbenen Kron-
inzen, bei dem Ableben seines Grossvaters, des Kö-
gs, eine Apanage. Auch treten an die Stelle eines
or dem Könige gestorbenen nachgebornen Sohnes
ines verstorbenen Kronprinzen die männlichen Nach-
ommen dieses Sohnes, immer aber unter dem im §. 21.
ıstgesetzten Vorbehalt.

§. 24. Die Apanage für einen jeden nachgebornen
ohn des verstorbenen Königs, so wie für jeden der
achgebornen Söhne eines vor seinem Vater verstor-
enen Kronprinzen beträgt 24,000 Thaler in Golde.

§. 25. Sollte durch Unglücksfälle oder den natür-
chen Lauf der Dinge das Königliche Haus in Ab-
ahme seiner Mitglieder gerathen, also dass ein Aus-
terben seines Mannsstammes zu fürchten wäre, so soll
emjenigen Prinzen des Hauses, welchen der König
azu bestimmen wird, ein Zuschuss von jährlich 10,000
halern in Golde zu seiner Apanage zum Zwecke seiner
ermählung gegeben werden. Dieser Zuschuss geht
ı den Erbgang über und kommt dabei die Clausel
es §. 21. nicht in Anwendung.

Die Bestimmung dieses Paragraphen findet jedoch
uf solche Prinzen des Königlichen Hauses, denen eine
ırsprüngliche Apanage zusteht, keine Anwendung. Zu
len Prinzen, welchen eine ursprüngliche Apanage
ısteht, sind aber, nach Massgabe der Paragraphen 22.
ınd 23. und des in denselben angezogenen Paragra-
hen 21., weder zu rechnen die Söhne eines vor dem
Könige verstorbenen nachgebornen Sohnes des Königs,
ıoch die nachgebornen Söhne eines vor dem Könige
erstorbenen nachgebornen Sohnes seines verstorbenen
Kronprinzen.

§. 26. Sollte eine Apanage durch den Erbgang bis
ınter den Betrag von 3000 Thalern in Golde sinken,
ıo wird dieselbe aus der Staats-Casse bis zu diesem
Betrage ergänzt.

§. 27. Mit dem Abgange des letzten männlichen

Digitized by Google

1836 Descendenten des ersten Erwerbers der Apanage fällt seine Apanage an den Staat zurück.

§. 28. Hinterlässt derselbe unvermählte Töchter, so wird denselben die ganze anheimgefallene Apanage, die dem Vater zukam, als persönliches Deputat ausgesetzt, wenn es aber eine ursprüngliche, noch nicht vererbte Apanage ist, nur die Hälfte. Der Gesammtbetrag des Deputats wird dann in so viele Theile getheilt, als Töchter sind und der Antheil jeder vermählten Tochter zur Staats-Casse gezogen. Ebenmässig fällt dann auch der Antheil der später vermählten Töchter an die Staats-Casse, gleichwie der der unvermählt verstorbenen.

Sobald aber auf einen Antheil mehr als 6000 ℛ Gold fallen, wird, in Uebereinstimmung mit den in den Paragraphen 12, 13 und 14. getroffenen Anordnungen, der Ueberschuss zu der Staats-Casse geschlagen.

Vierter Abschnitt.

Von den Mitgaben.

§. 29. Die Töchter des Königs erhalten bei ihrer Vermählung 50,000 ℛ in Golde als Mitgift, die Töchter des Kronprinzen 40,000 ℛ in Golde.

Verlieren die Töchter des Kronprinzen ihren Vater als Kronprinzen vor ihrer Vermählung, so werden sie den übrigen Enkelinnen des Königs gleichgestellt und erhalten wie diese eine Mitgabe von 20,000 ℛ in Golde.

§. 30. Für die übrigen Prinzessinnen des Königlichen Hauses ist ausnahmsweise in den §. 18. und §. 28. angegebenen Fällen, wenn es das Bedürfniss erfordert, eine Mitgift zu beantragen.

§. 31. Die Mitgift verbleibt der Prinzessinn auch nach Aufhebung der Ehe und geht mit ihr in eine zweite Ehe über; sie vererbt nach ihrem Tode auf ihre Descendenz.

Bei etwaiger Eingehung einer fernern Ehe findet kein Anspruch auf eine anderweite Mitgift Statt.

Wenn die Mitgift bei kinderloser Ehe nach den Bedingungen des Ehevertrages zurückfällt, so fällt sie der Staats-Casse anheim.

Digitized by Google

Fünfter Abschnitt. 1836

Von den Witthümern.

§. 32. Das Witthum eröffnet sich für die Witwe eich von dem Ableben ihres Gemahls an; es erlischt t der Wiedervermählung oder dem Tode der Witwe.

§. 33. Das Witthum der Mutter eines minderjäh- gen Königs wird während der Dauer der Minderjäh- gkeit aus der Krondotation, nicht aus der Staats- isse bestritten.

§. 34. Eine königliche Witwe erhält als Witthum, sser einer standesmässigen Residenz, jährlich 40,000 ℔ Golde und zum Behuf der standesmässigen Einrich- ng die Aversional-Summe von 10,000 ℔ in Golde.

Die Residenz wird aus der Staats-Casse im bau- hen Stande erhalten, kleinere Ausbesserungen, wie e dem Miether zur Last fallen, trägt die Königliche itwe.

§. 35. Eine verwitwete Kronprinzessinn erhält als itthum ausser einer standesmässig eingerichteten und eublirten Wohnung jährlich 20,000 ℔ in Golde.

§. 36. Jede andere Witwe des Hauses bezieht ihr itthum aus ihrem Eingebrachten und dem Privat- rmögen ihres Gemahls. Ausserdem steht ihr der enuss der Hälfte der Apanagen ihrer leiblichen Kin- r zu, so lange diese minderjährig sind.

In so fern diese Einkünfte nicht ausreichen, tritt e im Cap. VII. §. 135. des Staats-Grundgesetzes gebene Bestimmung ein.

Elftes Capitel.

Von dem Privatvermögen des Königs und der Mitglieder des Hauses.

§. 1. Der König hat die freie Verfügung über in Privatvermögen, sowohl unter den Lebenden als f den Todesfall. In so fern der König nicht disponirt t, fällt dasselbe dem Familien-Fideicommisse zu.

§. 2. Zum Privatvermögen des Königs gehören cht die im §. 122. des VIIten Capitels des Staats- rundgesetzes verzeichneten, dem Krongute angehö- gen Gegenstände.

Eben so wenig ist die Substanz des Familien- ideicommisses zum Privatvermögen des Königs zu chnen.

§. 3. Zum Privatvermögen des Königs gehören

Digitized by Google

1836 diejenigen beweglichen und unbeweglichen Gegenstände, welche aus Privat-Titeln auf Ihn, einerlei ob vor oder nach dem Regierungsantritte gekommen, oder aus eigenen Ersparungen Ihm erwachsen sind, vorausgesetzt, dass sie nicht schon durch eine frühere Disposition mit dem Krongute oder dem Familien-Fideicommisse vereinigt sind.

Beim Ableben des Königs wird der Betrag der Cap. VII. §. 125. des Staats-Grundgesetzes für den Unterhalt des Königs und der Königlichen Familie jährlich ausgesetzten Capital- und Grund-Renten, vom Anfange des Jahrs bis zum Todestage gezählt, zu der Königlichen Privat-Erbschaft gerechnet, jedoch nach Abzug der bis zu diesem Zeitpuncte zu berechnenden laut §. 130. desselben Capitels auf der Krondotation haftenden Verbindlichkeiten.

Aus der Königlichen Privat-Erbschaft werden die Kosten des Königlichen Leichenbegängnisses bestritten.

§. 4. Der Thronfolger haftet für die Privatverbindlichkeiten seines Vorgängers an der Regierung nur in so fern und in dem Umfange, als er Privaterbe des verstorbenen Königs ist und dieses Privatvermögen zu deren Erfüllung ausreicht.

§. 5. Die Mitglieder des Königlichen Hauses haben freie Verfügung über ihr Privatvermögen, in so fern sie nicht in Absicht ihres Erbvermögens durch besondere Familien-Fideicommisse beschränkt sind.

In so fern sie nicht disponirt haben, kommen die Vorschriften der Landesgesetze bei der Vererbung in Anwendung.

Zwölftes Capitel.

Von dem Familien- und Haus-Fideicommisse.

§. 1. Das Vermögen der bisherigen Königlichen Schatull-Casse soll von der Gültigkeit dieses Hausgesetzes an in ein Familien-Fideicommiss der jetzt regierenden Königlichen Linie übergehen, über dessen Einkünfte dem Könige die freie Disposition zusteht, dessen Substanz aber, wenn auch verändert, doch nicht vermindert, auch mit Schulden nicht beschwert werden darf, so lange der Mannsstamm der jetzigen Königlichen Linie blüht.

§. 2. Im Falle des Ueberganges der Regierung auf den Mannsstamm der jetzigen Herzoglich-Braun-

Digitized by Google

chweig-Wolfenbüttelschen Linie werden die aus dem 1836
lausvertrage vom 10ten December 1636 den Erben
ler jetzigen Königlichen Linie zustehenden Forderun-
;en an den Thronfolger durch Ueberweisung an Obli-
;ationen zu der Summe von zwei Millionen Thalern
Conventions-Münze aus dem Familien-Fideicommisse
etilgt. Die übrige Substanz geht als Fideicommiss
uf die dann regierende Linie über, der Genuss der
Einkünfte aber, wie bisher, auf den König.

§. 3. Wenn der Mannsstamm des Gesammthauses
Braunschweig-Lüneburg erlischt, so fällt das Familien-
Fideicommiss zur Hälfte den Erben des letzten Königs
us dem Gesammthause zu, während die andere Hälfte
ls ein fortan vom Staate unzertrennliches Fideicommiss
es im Königreiche Hannover regierenden Hauses auf
en Thronfolger übergeht.

Mit diesem Haus-Fideicommisse wird auch die
Quote vereinigt, welche der Thronfolger als Miterbe erhält.

Wenn der Thronerbe zugleich der einzige Erbe
on weiblicher Linie ist, so geht das ganze Familien-
Fideicommiss-Vermögen auf die neue regierende Fa-
ilie als Haus-Fideicommiss über.

Dreizehntes Capitel.

Von der Gültigkeit des Hausgesetzes.

§. 1. Das Hausgesetz tritt mit seiner Publication
urch die Gesetz-Sammlung des Königreichs in Gültigkeit.

§. 2. Von diesem Zeitpunkte an sind alle diesem
lausgesetze entgegenstehende Hausgesetze, Gesetze
nd Einrichtungen, in so weit sie dieses thun, hiemit
ufgehoben.

Wir erklären dieses Hausgesetz für allgemein ver-
ndlich sowohl für die Mitglieder Unseres Hauses,
s für alle Einwohner Unseres Königreichs, und ist
lches durch die Aufnahme in die Gesetz-Sammlung
es Königreichs zu publiciren.

So geschehen Brighton, den neunzehnten November
i Jahre Eintausend achthundert sechs und dreissig,
nseres Reichs im Siebten.

WILLIAM R.

MPTEDA. STRALENHEIM. ALTEN. SCHULTE.
J. C. v. d. WISCH.

Digitized by Google

1836 *Communication de la part du gouvernement hanovrien aux Etats-généraux du Royaume d'Hanovre qui a precédé à la promulgation de l'Acte ci-dessûs. En date du* 9. *Mai* 1836.

An die löbliche allgemeine Stände-Versammlung des Königreichs.

Seine Majestät der König haben, in Uebereinstimmung mit dem 26sten Paragraphen des zweiten Capitels des Staats-Grundgesetzes, zu beschliessen geruhet, die inneren Verhältnisse des Königlichen Hauses durch die Erlassung eines Königlichen Familienstatutes festzustellen.

Dieses Familienstatut wird, nach Maassgabe desselben Paragraphen der Verfassungs-Urkunde des Königreichs, demnächst seinem ganzen Umfange nach der löblichen allgemeinen Stände-Versammlung mitgetheilt werden, auch soll dasselbe Bestimmungen enthalten, welche zur Beseitigung derjenigen Zweifel gereichen, die hinsichtlich der Erbfolge, insonderheit der weiblichen Linie, etwa eintreten könnten, und somit dem dieserhalb von der löblichen Stände-Versammlung, vermittelst Schreibens vom 18ten März 1833 zu erkennen gegebenen Wunsche ein Genüge leisten.

Zu den wichtigsten Gegenständen der Königlichen Familien-Gesetzgebung gehören die Bestimmungen, welche über die Versorgung der aus ebenbürtiger und hausgesetzlicher Ehe entsprossenen, nicht regierenden Durchlauchtigsten Mitglieder des Königlichen Hauses, sowie über die den verwitweten Königinnen und Kronprinzessinnen auszusetzenden Witthümer getroffen werden müssen.

Dass für Ausgaben der letzteren Art ausreichend Sorge zu tragen sey, beruhet auf dem staatsrechtlichen Herkommen und erfordert die Ehre des regierenden Hauses. Auch unterliegt es keinem Zweifel, dass in einem monarchischen Staate, durch die Einführung der Erbfolge nach dem Rechte der Erstgeburt im Mannsstamme, den Nachgebornen ein vollgültiger Anspruch auf eine angemessene Versorgung erwachsen sey. Es liegt hierin die den Nachgebornen gebührende Schadloshaltung für diejenigen Vortheile, welche ihnen durch eine fortgesetzte Theilung des Stammgutes hätten an-

Digitized by Google

eim fallen können. Die Apanagen müssen demnach 1836
tandesmässig seyn, aber sie dürfen auch nicht die
räfte des Staats übersteigen, damit sie nicht mit dem
esentlichen Zwecke der Primogenitur-Ordnung, dem
usammenhalten der Substanz des Stammgutes in Wi-
erspruch gerathen.

Diese Grundsätze haben in dem VIIten Capitel der
erfassungs-Urkunde im Allgemeinen Anerkennung
efunden, wenn es daselbst heisst:

§. 134. "Für die Erhaltung der Prinzen und Prinzessinnen des Königlichen Hauses aus ebenbürtiger hausgesetzlicher Ehe werden, wenn es demnächst das Bedürfniss erfordert, namentlich bei eigener Etablirung und Vermählung, besondere Apanagen, Einrichtungs- und Ausstattungskosten ausgesetzt, deren Betrag auf den Antrag des Königs von der allgemeinen Stände-Versammlung für einzelne Fälle bewilligt oder durch ein allgemeines Regulatif festgestellt wird. Ueber die Art der Vererbung der Apanagen auf die Nachkommen der Berechtigten, wird das zu erlassende Hausgesetz, die näheren unter Beirath der Stände zu treffenden Bestimmungen enthalten."

§. 135. "Für das standesmässige Auskommen der verwitweten Königinn und der verwitweten Kronprinzessinn muss auf den Antrag des Königs und mit Bewilligung der allgemeinen Stände-Versammlung Sorge getragen werden."

"Dasselbe soll geschehen bei den Witwen der Prinzen des Königlichen Hauses, wenn die bewilligten Apanagen zu deren standesmässigem Unterhalte nicht hinreichen."

Seine Majestät der König haben befohlen, in beien Beziehungen gegenwärtig das Erforderliche an die bliche allgemeine Stände-Versammlung gelangen zu ssen.

Den Inbegriff der zu diesem Ende nöthig befunenen Anträge enthält der nebengehende Entwurf eis Apanagen-Reglements für das Königliche Haus.

Ueber die demselben zum Grunde liegenden Moe bemerken Wir Folgendes:

Vor allen Dingen hat es darüber einer Entscheiung bedurft, ob es zweckmässig sey, sofort ein für le Male bei der löblichen Stände-Versammlung ein llständiges Apanage-Gesetz in Antrag zu bringen,

Digitized by Google

1836 ob die Bestimmung der Sustentations-Mittel, Aussteuern und Witthümer in jedem einzelnen Falle besonderen Uebereinkommen mit den Landständen anheimgestellt bleiben solle.

Auf den ersten Blick möchte man vielleicht geneigt seyn, für ein Verfahren der letzteren Art anzuführen, dass es dabei unter übrigens geeigneten Umständen thunlich seyn werde, mit Berücksichtigung der Anzahl der zu versorgenden Individuen, jedes Mal den Betrag der zu verwilligenden Objecte nach einem richtigen Verhältnisse zu den finanziellen Kräften des Landes zu ermässigen.

Ueberwiegende Gründe haben inzwischen seine Majestät zu der Verfügung bewogen, dass den löblichen Ständen ein allgemeines Apanagen-Reglement vorgelegt und zur Beistimmung empfohlen werden solle.

Zuvörderst stimmt hiemit der in anderen grösseren deutschen Staaten beobachtete Gebrauch und die bei Einführung des Rechtes der Erstgeburt in dem Durchlauchtigsten Regentenhause gehegte Absicht, welche lediglich wegen der bald nachher eingetretenen Vereinigung der Kronen von Grossbritannien und Hannover nicht zur weiteren Ausführung gekommen ist, überein.

Sodann kann nur auf diese Art eine sich häufig erneuernde, kostspielige und zeitraubende Discussion zwischen Herrn und Ständen vermieden werden, welche möglicherweise durch das Einmischen gegenwärtig völlig ausgeschlossener persönlicher Rücksichten eine unangemessene Richtung nehmen kann.

Und endlich ist das eben berührte Argument für ein entgegengesetztes Verfahren mit Recht nur ein Scheingrund zu nennen, weil eines Theils die Ermässigung der Apanagen nach der Zahl der zu Apanagirenden zu comparativen Unbilligkeiten Veranlassung geben kann, und weil anderen Theils aus dem augenblicklichen Personalbestande des Durchlauchtigsten Hauses nur in den seltensten Fällen auf die eintretenden Veränderungen in demselben mit Sicherheit geschlossen werden mag, bei einer etwa unerwarteten Vermehrung der Zahl der zu versorgenden Individuen aber die Kürzung einer nunmehr die Kräfte des Landes übersteigenden Verwilligung schwerlich jemals stattnehmig seyn würde.

Digitized by Google

Die zweite zu erwägende Vorfrage war, welches 1836
System bei Entwerfung des Apanage-Gesetzes zum Grunde zu legen sey.

Von Paragien in der früher üblichen Bedeutung, das heisst von Ueberweisung von Land und Leuten mit der Territorial-Hoheit über dieselben, konnte verfassungsmässig keine Rede seyn. Paragien im engeren Sinne, welche etwa in der Zutheilung von Grundbesitz ohne völlige Landeshoheit, sey es mit oder ohne Einräumung einiger Hoheits-Rechte hätten bestehen können, sind gleichfalls ausgeschlossen worden, weil sowohl die Einheit der Cassen-Verwaltung hinsichtlich des Domanials als zu besorgende Schwierigkeiten bei der fortschreitenden Gesetzgebung und in der Administration gerechte Bedenken dagegen erregen mussten.

In Betreff der eigentlichen Apanagen aber blieb die Wahl zwischen dem Systeme der Vererbung und dem des Heimfalls derselben zu treffen.

Nach dem Ersteren werden die Linien dotirt und die Apanagen bis dahin in deren Erbgang gebracht, dass sie mit dem Erlöschen der Linien an die Staats-Casse zurückfallen.

Nach dem Letzteren werden die Individuen ausgestattet, jedes nach seinen persönlichen Verhältnissen. Die Apanage haftet lediglich an der Person und kommt nicht in den Erbgang der Linie. Sie fällt mit dem Abgange des Dotirten an die Staats-Casse zurück.

Das System des Heimfalls hat den Vorzug der Einfachheit für sich.

Das System der Vererbung erfordert einige Combination, indem neben den vererblichen eine Anzahl von persönlichen Apanagen immer nicht zu entbehren stehen.

Nach angestellter reiflicher Ueberlegung ist demnach dem Letzteren der Vorzug gegeben worden.

Es ist dasselbe in Deutschland herkömmlich und noch noch jetzt unter den grösseren Bundesstaaten vorherrschend.

Die Schwierigkeit bleibt bei beiden Systemen, dass die Zahl der zu versorgenden Mitglieder des regierenden Hauses sich nicht voraussehen lässt, und diese Schwierigkeit tritt vorzugsweise in Staaten ein, in denen den jüngeren Prinzen der geistliche Stand keine Hülfsquelle darbietet.

Digitized by Google

1836 Das System der Vererbung kann allerdings die nachtheilige Folge haben, dass durch die Zersplitterung der Erbportionen ein unverhältnissmässiges Herabsinken der Apanagen herbeigeführt wird. Ein Mittel hiegegen liegt indess in der unerlässlichen Bestimmung der geringsten Summen, bis zu welchen erforderlichen Falls aus der Staats-Casse eine Beihülfe geleistet werden muss.

Mit dem Systeme der Dotirung jedes einzelnen Mitgliedes des Königlichen Hauses dagegen ist, namentlich in dem Falle der Vermählung mehrerer Prinzen, die Gefahr einer übermässigen Beschwerung der öffentlichen Cassen verbunden, indem die Sorge für den standesmässigen Unterhalt der apanagirten Linien alsdann nicht den Stammälteren derselben, sondern dem Staate zur Last fallen würde, während die Vererbung der Apanagen bei dem überall natürlichen Bestreben, den Abkömmlingen der einzelnen Linien ein ihrer hohen Stellung entsprechendes Einkommen zu sichern, eine dringende Aufforderung zur Bewahrung des Erworbenen und Ersparten in sich begreift. Könnte es daneben eines besonderen Reizes für nachgeborene Prinzen bedürfen, durch eigene persönliche Qualification sich eine ihrer erhabenen Abstammung würdige Bahn zu eröffnen, so würde derselbe am allerwenigsten in der sichern Aussicht auf eine unter allen Umständen erfolgende standesmässige persönliche Versorgung enthalten seyn.

Dem gemeinen Besten wie der Erhaltung des Glanzes des Hauses wird demnach das Vererbungs-System mehr wie ein anderes entsprechen.

Der Sinn dieser Einrichtungen erfordert inzwischen, wie bereits bemerkt worden, zugleich die Anordnung einiger persönlichen Apanagen.

Zunächst tritt dies hinsichtlich der von dem Könige abstammenden Prinzessinnen ein. Wenn sie eine standesmässige eheliche Verbindung eingehen, werden sie durch die ihnen für diesen Fall auszusetzende Mitgift, welche ihnen und ihren Leibeserben verbleibt, völlig abgefunden. Die ihnen bis dahin, oder im Falle der Nichtvermählung, für ihre Lebenszeit beizulegende Sustentation muss daher mit ihrem Ableben, wie mit ihrer Vermählung der Staats-Casse wiederum anheim fallen. Ferner liegt es in der Natur der Sache, dass

Digitized by Google

Witthümer der Witwe des Königs und der des 1836
onprinzen, mit deren anderweiten Vermählung oder
ihrem Ableben, zu Gunsten der öffentlichen Cassen
siren.

Ein besonderes Verhältniss tritt in dieser Bezie-
ng hinsichtlich des Kronprinzen ein. Sämmtliche
inzen, welche Descendenten des Königs sind, ge-
ren, so lange der König lebt, nicht in die Cathegorie
r Apanagirten. Während der Minderjährigkeit der
hne des Königs empfangen sie, nach Massgabe des
125. des Staats-Grundgesetzes ihren Unterhalt aus
n Revenüen der Krondotation. Von dem Zeitpuncte
er Volljährigkeit an, welche unter Vorbehalt der
atsgrundgesetzlichen Regierungs-Majorennität, nach
r Absicht Sr. Majestät des Königs mit Vollendung
s 21sten Lebensjahres eintreten soll, wird den Söh-
n des Königs, so wie deren bei Lebzeiten des Kö-
gs verwaiseten Descendenten durch das Hausgesetz
ie Sustentation aus den Staats-Cassen beizulegen
yn. Weil sie aber, wie oben bemerkt worden, nicht
anagirte Prinzen sind, so bekommt diese Sustentation
ererst mit dem Ableben des Königs die Natur einer
blichen Apanage, indem Erbapanagen nicht früher
r die Descendenten des Königs vorhanden sind, als
s des Königs Söhne zu Brüdern des Ihm in der
egierung folgenden Königs werden. Da nun der
ronprinz in diese Lage niemals kommen kann, so
giebt sich von selbst, dass die ihm beizulegende
stentation jederzeit als eine persönliche betrachtet
erden muss, wie denn eben dies auch in Betreff des,
die Stelle des vor dem Könige verstorbenen Kron-
inzen tretenden Prinzen der Fall seyn wird.

Nach der Voraussendung dieser allgemeinen Sätze
rd es zu den einzelnen Paragraphen des Entwurfs
ir weniger Bemerkungen bedürfen.

In dem ersten Abschnitte (Allgemeine
estimmungen) enthält

Der §. 1. eine transitorische Anordnung, welche
f den etwa eintretenden Fall einer Trennung der
ronen von Hannover und Grossbritannien Beziehung
t. Sie kann für das Königreich Hannover von er-
blichem Werthe seyn.

Der §. 2. setzt die subjectiven Erfordernisse eines
nspruchs auf Apanage und Heirathsgut fest.

Digitized by Google

1836 Der §. 3. schliesst, in Gemässheit der oben entwickelten Ansicht, Paragien aus.

Die §§. 4 und 5. enthalten das Allgemeine der den löblichen Ständen angesonnenen Verwilligung.

Die Dispositionen der §§. 6 bis 8. werden unstreitig dem Gemeinen Besten entsprechend befunden werden.

Der §. 9. stimmt eben so sehr mit der Billigkeit, als mit dem Begriffe eines feststehenden Apanage-Reglements überein.

Der zweite Abschnitt (Von den Jahrgeldern und Deputaten der Prinzen und Prinzessinnen)
handelt in den Paragraphen 10 bis 19. von den persönlichen Apanagen im Gegensatze mit den vererblichen.

Welche Bewandniss es damit im Allgemeinen hat, ist oben näher ausgeführt worden.

Die Bestimmung des Anfang-Termins der Jahrgelder der Prinzen und Prinzessinnen, Söhne und Töchter des Königs, beruhet auf dem bereits allegirten §. 125. des Staats-Grundgesetzes.

Die Rücksichten, welche bei der Ausmittelung der in Antrag gebrachten Summen obgewaltet haben, sind:

1) Der nothwendige standesmässige Bedarf;

2) Die von dem Durchlauchtigsten Stifter der Primogenitur-Ordnung gehegten und überlieferten Absichten in dieser Hinsicht;

3) Die Analogie anderer deutschen Bundesstaaten.

Da nach dem §. 17. den Prinzessinnen des Hauses, welche nicht Töchter des Königs oder des Kronprinzen sind, in der Regel kein Anspruch auf ein aus der Staats-Casse zu beziehendes Deputat zugestanden werden soll; so wird es der Ehre des Hauses und der Billigkeit gemäss erscheinen, wenn im §. 18. das *minimum* einer ausserordentlichen Verwilligung für den Fall beantragt wird, dass eine solche Prinzessinn im unvermählten Stande beide Aeltern verliert und daneben eines Jahrgehaltes wirklich bedarf.

In dem dritten Abschnitte §§. 20 bis 22. ist das System der erblichen Apanagen entwickelt und zur Anwendung gebracht.

Der §. 20. schliesst jede Vererbung der Apanagen in der weiblichen Descendenz und in der Seitenlinie des zuerst Berechtigten aus.

Digitized by Google

Auch hat es angemessen geschienen, in dem §. 21. 1836
is, namentlich in dem Königlich Würtembergschen
ausgesetze adoptirte Princip aufzunehmen, nach wel-
iem eine Apanage, wenn sie zum ersten Male in den
rbgang kommt und auf einen einzigen Sohn oder
f die männlichen Descendenten eines einzigen Soh-
s übergeht, nur zur Hälfte vererbt wird, während
e andere Hälfte der Staats-Casse verbleibt.

Hinsichslich der in dem §. 24. beantragten Summe
id abermals die oben berührten Rücksichten zur Richt-
hnur genommen worden.

Die Disposition des §. 25. wird sich durch die
ichtigkeit ihres Zweckes genügend rechtfertigen.

Der §. 26. enthält das unumgängliche Correctiv
gen die oben erwähnte, bei dem angenommenen
ysteme mögliche, zu grosse Verringerung der Apa-
igen.

Die an sich gewiss nicht unbillige Bestimmung
es §. 28. zu Gunsten der unvermählten Töchter des
tzten männlichen Descendenten einer apanagirten Li-
e, ist insofern nicht als eine Ausnahme von der durch
en §. 20. festgesetzten Regel zu betrachten, als die
innahme, welche ihnen hier zugesichert wird, zugleich
e Natur einer erblichen Apanage mit der eines per-
inlichen Deputates vertauschen soll.

In Beziehung auf den vierten Abschnitt, wel-
ier in den §§. 29 bis 31. von den Mitgaben han-
elt, und die Ertheilung derselben, mit zwei, für sich
lbst redenden Ausnahmen, auf die sich vermählenden
öchter und Enkelinnen des Königs beschränkt, wird
nicht erst der Bemerkung bedürfen, dass unter den
öchtern und Enkelinnen des Königs im §. 29. des
eglements sowohl die, des regierenden, als die eines
hon mit Tode abgegangenen Landesherrn verstan-
en werden müssen.

Was den Betrag der Mitgiften anbetrifft; so ver-
ient nur erwähnt zu werden, dass die vor dem Jahre
816 behuf Dotirung der Töchter des Königs von den
andschaften der alten Provinzen des Königreiches ver-
assungsmässig eingezahlten Summen in den vorge-
ommenen einzelnen Fällen sich auf mehr, als 50,000 ℔
assen-Münze belaufen haben. Auch wird es mit Recht
icht in Zweifel gezogen werden können, dass eine an-
emessene Aussteuer für die Enkelinnen des Königs

Digitized by Google

1836 aus den Staats-Cassen erfolgen müsse, nachdem die Möglichkeit der einseitigen Verwilligung aus dem Domanial-Vermögen hinweggefallen ist.

In dem fünften und letzten Abschnitte §. 33 bis 36. von den Witthümern, wird deren Festsetzung lediglich zu Gunsten der Königinn und der Kronprinzessinn in Antrag gebracht, auch daneben §. 33. bestimmt, dass das Witthum eines minderjährigen Königs während der Minderjährigkeit aus der Krondotation bestritten werden solle.

Dass den übrigen Witwen des Königlichen Hauses durch den zweiten Satz des §. 36. der Genuss der Hälfte der Apanagen ihrer leiblichen Kinder, so lange diese minderjährig sind, zugesichert werden soll, dürfte kein Bedenken finden.

Hinsichtlich der letztgedachten Witwen wird im Uebrigen im Falle des Bedürfnisses der des Endes am Schluss des §. 36. allegirte §. 135. des Staats-Grundgesetzes die nöthige Aushülfe an die Hand geben müssen.

Wir bezeugen der löblichen allgemeinen Stände-Versammlung Unsere besondere Dienstgeflissenheit.

Hannover, den 9. Mai 1836.

Der Vice-König und das Königliche Cabinets-Ministerium.

ADOLPHUS.

STRALENHEIM. ALTEN. SCHULTE. J. C. v. d. WISCH.

Digitized by Google

104.

Ukase de l'Empereur de toutes les Russies, portant la denomination des marchandises de l'étranger dont l'importation est permise en Russie, ainsi que de celles, dont les droits de douanes ont été diminués ou changés. En date du $\frac{6}{18}$. Décembre 1836.

(Publication officielle à St. Petersbourg.)

Verzeichniss

der ausländischen Waaren, deren Einfuhr erlaubt, und solcher, von welchen der Zollsatz vermindert oder verändert wird.

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber.	
		Rub.	Kop.
ngeln, zum Fischfang, in Spatzierstöcken und allerlei	vom Pfund	—	80
aumwollene Waaren, baumwollene oder halbbaumwollene, auch mit Hanf oder Flachs vermischte, undurchsichtige:			
do. Tücher, weisse, mitkalene, perkalene und kalinkorene	do.	1	50
do. Strümpfe und Nachtmützen, farbige und bunte	do.	—	70
do. Dergleichen gestickte	do.	1	—
do. Zeuge und Waaren, einfarbige, gefärbte und gestickte, mit Ausnahme der besonders benannten	do.	1	50
do. Dergleichen Tücher, mit Ausnahme der besonders benannten . . .	do.	2	—
do. Zeuge und Waaren, bunte und mit farbigen Mustern, Punkten und			

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
Streifen, gewebte, durchwirkte und gestickte, mit aufgeklebten Mustern und Besätzen, mit ächtem und unächtem Gold und Silber, ausser den besonders benannten	vom Pfund	2	—
do. Tücher der Art, ausgenommen die besonders benannten	do.	2	50

Anmerkungen.

1) Nanking und alle Arten von gedruckten Artikeln, undurchsichtige, halbdurchsichtige und durchsichtige, mit Ausnahme der besonders benannten, bleiben verboten.
2) Auf Türkische Waaren, welche bis jetzt verboten oder nicht benannt sind, werden obige Tarifssätze ebenfalls angewendet.
3) Wegen öfters vorfallender Zweifel: Ob weisse Baumwollenwaaren, besonders gestreifte, gewürfelte und anders figurirte, als undurchsichtige oder halbdurchsichtige anzunehmen sind; und bei dem grossen Unterschiede der dafür bestehenden Zollsätze, wird bestimmt, dass von dergleichen Waaren, wovon die undurchsichtigen mit 70 Kop., und halbdurchsichtige und durchsichtige mit 2 Rub. 20 Kop. Silber das Pfund belegt sind, diejenigen als undurchsichtig angesehen werden, welche im Pfund $9\frac{3}{4}$ Quadratarschinen, und weniger, enthalten; im Zweifelsfall aber solche, welche im Pfund mehr als $9\frac{3}{4}$, und nicht mehr als $12\frac{1}{2}$ Quadratarschinen halten, statt 2 Rub. 20 Kop., nur 1 Rub. 40 Kop. Silber fürs Pfund zu bezahlen haben. Da-

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
bei wird der Finanzminister ermächtigt, für das Jahr 1838, nach den unterdessen gemachten Erfahrungen, die etwa nöthigen Veränderungen in obigem Gewichtsinhalte zu machen und das handelnde Publicum davon zu benachrichtigen; zugleich auch die Zölle zu instruiren, wie es mit solchen Waaren zu halten ist, welche bis jetzt beständig als undurchsichtige verzollt worden, wenn schon obgedachte Regel auf sie nicht anwendbar ist.			
Es versteht sich von selbst, dass diese Regel sich weder auf die Baumwollenwaaren bezieht, die im Tarif höher als 70 Kop. und 2 Rub. 20 Kop. Silber das Pfund belegt sind, noch auf die, in besondern Sätzen benannten, nämlich: Tülle, Petinette, Spitzen und Türkische Fabrikate, welche letztern ausschliesslich in den Häfen des Schwarzen und des Asowschen Meeres zugelassen werden.			
ernstein, gelber, unbearbeitet, in Stücken und in Feilspänen	vom Pfund	—	5
o. bearbeitet und auf Schnüre gereiht	do.	4	—
esen, von Ruthen oder Binsen . .	do.	—	30
leiasche	vom Pud	3	—
leiweiss (Englisch Weiss) und Kremnitzer Weiss	do.	1	25
orax (bura), raffinirter	do.	2	50
ücher, kleine eingebundene, zur Verzierung von Confecten	vom Pfund	5	—
utter, von Kühen und Schaafen . .	vom Pud	5	—
intenpulver	vom Pfund	1	—
ochte, baumwollene, halbbaumwollene, mit Leinen oder Hanf, u. leinene	vom Pud	5	—

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
Elfenbein und Mammutknochen, geraspelt	vom Pud	2	–
do. in Täfelchen für Maler . . .	do.	3	–
Eingekochte Sachen: Allerlei Früchte, in Zuckersyrop oder Honigsyrop eingemacht, und Fruchtsyrop . .	vom Pfund	–	50
do. Obstsaft mit Zucker gesotten (pastila), von Kirschen, Pflaumen und andern Früchten	do.	–	40
do. Kirschen, dicht eingekochte, ohne Zucker	do.	–	15
Emailgemälde — ausgenommen Heiligenbilder und auf Geschirr angebrachte, welche verboten bleiben —	zollf.		
Farben, allerlei Miniaturfarben, in hölzernen Kästchen, mit Verzierungen, so wie in blechernen, von Papier-maché und anderen dergleichen, mit den Kästchen	vom Pfund	1	–
Fischbein	do.	–	5
do. gereinigtes	do.	–	25
do. verarbeitetes, ausser dem besonders benannten	do.	1	–
Frauenglas oder Marienglas . .	do.	–	60
Früchte: Aepfel und Birnen, frische	in Fässern v. zwei Ankern	–	75
Galgantwurzel, gestossen . . .	vom Pud	2	–
Gartengewächse: Kartoffeln, zur See	v. Tschetw.	–	50
Anmerkung. Zu Lande bleibt die Einfuhr zollfrei.			
Getränke: Cider-, Aepfel- und Birnenwein	vom Oxhof Handelsm.	36	–
do. in Flaschen	v. d. Flasche	–	40
Geschirr: Irdenes, allerhand, weisses und einfarbiges, ohne Gold und Silber, ohne Malerei und Kanten .	vom Pud	4	–
do. Fayancenes und Irdenes, mit Ver-			

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
goldung, Versilberung, Malerei und mit Kanten, verschiedenfarbigen Basreliefs, so wie bedrucktes und allerlei buntes	vom Pud	10	—
asetten, allerhand	vom Pfund	8	—
asflüsse, Glasschmelz (Stekiarus) und Rassade (bisser) an Verarbeitungen; auch Geldbeutel und Strickbeutel von denselben Materialien	do.	2	50
Anmerkung. Gefasste bleiben verboten.			
anaten, ächte und künstliche, in allerlei Arbeit, ausser den besonders benannten	do.	1	50
Anmerkung. Gefasste Granaten bleiben verboten.			
mmi, elastisches, Federharz in Stücken und Blasen oder Flaschen	vom Pud	—	50
ndschúhe, baumwollene und halbbaumwollene, mit Leinen und Hanfgarn, weisse, farbige und bunte, gewebte und gewirkte	vom Pfund	—	70
. dergleichen, ausgenähte (gestickte)	do.	1	—
. leinene und hänfene, weisse, farbige und bunte	do.	1	—
. dergleichen, ausgenähte . . .	do.	1	50
. seidene, halbseidene und mit Seide melirte, weisse, gewebte und gewirkte	do.	4	—
. dergleichen, farbige und bunte	do.	5	—
. dergleichen, ausgenähte . . .	do.	6	—
Anmerkung. Handschuhe von sämisch Leder bleiben verboten.			
ringe, gesalzene, Englische und schottische	vom Fass v. neun Pud	1	20
ligo, (blaue Farbe) von Guatimala,			

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber Rub.	Kop.
Indigo in Täfelchen, Platt-Indigo und Lauro oder Curaçao, gerieben	vom Pud	5	–
Ingber, geschabt und gestossen .	do.	3	–
Käse	do.	4	–
Caffee- und Pfeffermühlen . .	vom Pfund	—	80
Cacaobohnen, auf jede Art zubereitet	do.	1	–
Kissen, wohlriechende aus Seidenzeug	do.	2	–
Knochen, allerlei ordinäre, geraspelt.	vom Pud	1	50
Confecte oder Zuckerwerk; desgleichen allerlei überzuckerte, oder in Zucker gesottene Früchte, Wurzeln, Rinden, Blätter, Saamenkörner und Blumen	vom Pfund	—	80
Corallen, ächte in jeder Arbeit und gepulvert, ausser den besonders benannten	do.	4	–
do. unächte, oder Glascorallen in jeder Arbeit, ausgenommen die besonders benannten	do.	4	–
Anmerkung. Gefasste Corallen, ächte sowohl als unächte, bleiben verboten.			
Korkholz, unverarbeitet	. . . . .	zollf.	
Krebsaugen, Krebssteine, gestossene	vom Pud	2	–
Kreide	v. Berkowez	1	–
Leder, Hirschleder verarbeitet . .	vom Pfund	3	–
Lein und Hanfwaaren; Schnupftücher, leinene weisse, mit und ohne Kanten, ausser den besonders benannten	do.	1	[illegible]
do. Leinwand, weisse leinene und hänfene, ausgenommen besonders benannte, so wie auch dergleichen mit Baumwolle vermischte	do.	1	50

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
ein- und Hanfwaaren, gefärbte, einfarbige und bunt gewebte, gewirkte und ausgenähte (gestickte), mit Ausnahme der besonders benannten	vom Pfund	6	—
lo. Tücher	do.	8	—
lo. Tischtücher, Servietten und Handtücher, leinene und mit Baumwolle vermischte, weisse, farbige und bunte, gewebte und gewirkte	do.	2	—
lo. Strümpfe und Nachtmützen, leinene und hänfene, weisse, einfarbige und bunte	do.	1	—
lo. dergleichen ausgenäht (gestickt)	do.	1	50
Anmerkung. Alle Arten bedruckter Lein- und Hanffabrikate, ausser den besonders benannten, bleiben verboten.			
akaroni oder Nudeln, allerlei .	vom Pud	4	—
andelkleie	do.	1	50
andelteig	vom Pfund	—	80
armor und Porphyr, verarbeitet, ohne Verzierungen von Bronze und dergleichen	vom Pud	1	—
asken, allerlei	vom Pfund	4	—
eerschaum, verarbeitet und eingefasst.	do.	2	—
etalle, Formen, kupferne, zur Verfertigung von Makaroni und Vermicellen, und von Geruchfläschchen .	vom Pud	6	—
Anmerkung. Die Formen zu Makaronis und Vermicellen, die mit der Verfertigungsmaschine selbst eingebracht werden, und dazu gehören, sind zollfrei durchzulassen.			
elkenköpfe, Englisch Pfeffer oder Amomisaamen, gestossen	do.	4	—
blaten, mit den Schachteln . . .	vom Pfund	4	—
ele: wohlriechende, allerhand in kri-			

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
stallenen, geschliffenen oder facettirten Gläsern, so wie mit goldenen, silbernen und andern metallenen Pfropfen und Stöpseln, überhaupt in Gefässen mit Verzierungen, und dergleichen in nicht facettirten, allein mit Verzierungen gegossenen Fläschchen, mit dem Gefäss	vom Pfund	3	–
Anmerkung. Oel von bittern Mandeln bleibt verboten.			
Papier, jeder Art, das nicht besonders benannt ist	do.	–	40
Peitschen, (Kutscher-)	vom Stück	–	15
do. Gerten (Reit-), ord. so wie mit Beschlag	do.	–	45
Pelzwerk: Schuppenfelle von Waschbären	vom Pfund	–	80
do. Bärenfelle	do.	2	–
do. Tiger-, Panther-, Löwen-, Zebra- und Leopardenfelle	do.	2	–
do. Luchsfelle	do.	–	50
do. Bisamratzenfelle	do.	–	15
Perlen, künstlich nachgemachte, gläserne, metallene und andere verarbeitete, ausser den besonders benannten	do.	1	50
Anmerkung. Gefasste bleiben verboten.			
Pfeffer, weisser, schwarzer und rother gestossener	vom Pud	4	–
Pfefferkuchen und Pfeffernüsse, allerlei Sorten	vom Pfund	–	20
Pferde: Wallachen und Stuten . .	vom Stück	30	–
Platirte Sachen, (Aplike) argent plaqué, argent haché, in allen verarbeiteten Formen	vom Pfund	2	
Puppen, allerlei	do.	4	

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
ahmen mit Gemälden, allerlei von Holz, versilbert, vergoldet und geschnitzelt und dergleichen . . . . Anmerkung. Rahmen ohne Gemälde bleiben verboten.	für d. Arschin, d. Mindertheil als ganzer Arschin berechnet	—	50
asirpinsel, in Silber, Gold und Bronze eingefasst, so wie mit Verzierungen	vom Pfund	3	—
igo	vom Pud	2	—
chachteln, Kästchen und Futterale mit Rasirmessern, Zubehör zu Damen-Arbeiten und allerlei ähnlichem, mit Ausnahme der besonders benannten Artikel, zusammengewogen . . Anmerkung. Wenn Rasirmesser, Federmesser, Scheeren u. s. w. in ganz ordinairen Futteralen eingebracht werden, wird das Ganze zusammengewogen und der Zoll entrichtet, welcher für die Waaren selbst bestimmt ist.	vom Pfund	5	—
chachtelhalm, verarbeitet . . .	do.	—	20
chiefer, verarbeitet	do.	—	1
chmergel, getriebener	vom Pud	—	20
chokolade, allerlei	vom Pfund	1	—
chreibfedern	do.	1	—
idenwaaren: Allerlei seidene, halbseidene, mit Wolle, Baumwolle, Flachs oder Hanf vermischte floret- oder flockseidene, oder mit Floret- und Flockseide vermischte Zeuge, undurchsichtige, buntfarbige und mit farbigen Mustern gewebte, gewirkte und gestickte, ausgenommen die besonders benannten . . . . . Anmerkung. Kord, Toilinette und Patentkor und andere ihnen ähnliche Fabrikate, mit etwas Seide ver-	do.	6	—

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
mischt, einfarbige, schillernde und verschiedenfarbige, gewebte und gewirkte, werden zu dem frühern Zollsatze von 4 Rub. Silber das Pfund, zugelassen.			
Seiden-Zeuge, undurchsichtige, mit bedruckten und aufgeleimten Mustern, mit ächtem und unächtem Gold und Silber durchwirkte, so wie mit Stroh und dergleichen, ausser den besonders benannten	vom Pfund	8	-
Anmerkung. Diesem Zollsatze sind seidene und halbseidene Stoffe dieser Art, Türkischer Fabrikation, gleichgestellt, welche bisher verboten waren oder im Tarif nicht besonders benannt sind.			
do. Tücher, undurchsichtige, weisse und farbige, ausser den besonders benannten, nach Art der Türkischen oder Kaschemirenen verfertigten . .	do.	6	-
do. Tücher, dergleichen, bunte und gestickte	do.	8	-
do. Tücher, dergleichen mit aufgeklebten Mustern oder Besätzen, mit ächtem und unächtem Gold und Silber	do.	10	-
do. Tischtücher, Servietten und Handtücher, weisse, farbige, bunte und gestickte	do.	8	-
do. Nachtmützen, farbige und bunte	do.	5	-
do. Strümpfe und Nachtmützen, gestickte	do.	6	-
do. Teppiche, seidene und halbseidene, mit Seide vermischte, mit angenähten Fransen	do.	8	-
Anmerkung. Alle Arten bedruckter und beklebter, seidener und halbseidener Fabrikate, die nicht beson-			

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
ders benannt sind, und eben so alle Ordensbänder, bleiben verboten.			
enf, trockener	vom Pfund	—	20
lo. eingemachter mit Geschirr . .	do.	—	50
pielzeug, für Kinder, allerlei . .	do.	2	—
hren, Taschen-Uhren, tombackene und messingene, so wie versilberte	vom Stück	3	—
lo. dergleichen vergoldete	do.	10	—
ermicellen oder Fadennudeln	vom Pud	4	—
Wachs, gelbes, weisses und gefärbtes, nicht verarbeitetes	do.	1	50
do. Gummierwachs für Tapezierer, und Baumwachs oder Impfwachs .	do.	1	50
do. Wachslichte und Kerzen, und allerhand aus gelbem, weissem und gefärbtem Wachs gearbeitete Sachen	do.	8	—
Wallrathlichter, (spermaceti) .	do.	10	—
Wasser, wohlriechende, in geschliffenen und facettirten, mit Gold und Silber belegten und mit metallenen Stöpseln versehenen Flaschen, so wie in Geschirren mit Verzierungen; eben so in nicht facetirten, doch mit Verzierungen gegossenen Gläsern, mit Inbegriff des Gefässes	vom Pfund	2	—
Watten, baumwollene	do.	—	90
do. seidene	do.	2	—
Wichse, Stiefelwichse mit dem Gefässe	do.	—	60
Wollenwaaren, Tuch, Halbtuch, Casimir, Drap, Damentuch, (drap de dames), Ratine, Vigogne und Trikot, schwarze, schwarzblaue, grüne, dunkler als grasgrün, und von allen diesen Farben, weiss gestäubte, auch weisse und bläulich weisse	do.	3	—
do. dergleichen Tücher, Bettdecken,			

Digitized by Google

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
Decken, ausgenommen die besonders benannten	vom Pfund	3	50
do. Teppiche, grosse und kleine, wollene und mit Flachs, Hanf oder Baumwolle vermischte, mit angenähten Fransen	do.	1	—
do. Beuteltuch, wollenes, für Oelmühlen	do.	—	20
Anmerkung. Alle bedruckten Wollen- und Halbwollen-Waaren, mit Ausnahme der besonders benannten, bleiben verboten.			
Zähne, von allerlei Fischen, geraspelte	vom Pud	2	—
Zahnstocher, allerlei	vom Pfund	2	10
Zündbüchsen oder Zündmaschinen, chemische in Schachteln, Futteralen und andern Gefässen, mit gemalten, bronzenen und andern Verzierungen, mit dem Gefässe . . .	do.	1	—

Folgende Waaren sind von der Entrichtung des, durch Ukas vom 11/23. November 1831, festgesetzten Ergänzungszolles von 12½ pCt. befreiet:

Cardamom und Paradieskörner. Cubeben (Wurzel). Galgantwurzel. Gewürznelken. Ingber, getrockneter, weisser, grauer und schwarzer, in Stücken. Kaffeebohnen. Kakaobohnen. Kanehl, Zimmet, Zimmetrinde und Kanehlblüthe, weisser Zimmet, wilde Holzcassia (canella caryophilata), Nelkenkanehl, canella fistula (divii miod). Muscatenblüthe. Muscatennüsse. Metalle: Blei, in Klumpen und Rollen, eben so Glätte, Gold- und Silberglätte (lythargyrium auri vel argenti) und Bleierz. Zinn, rohes jeder Art in Klumpen, Stangen und altes in Bruch und in Blättern. Quecksilber. Pfeffer, weisser, schwarzer und rother, in Schoten und Körnern. Spitzen, Entoilagen, Blonden, Petinett,

Digitized by Google

üll und Marly; baumwollene, leinene, seidene und melirte, eisse und farbige. Thee, Ziegelstein- (kirpitschnü), Lu- an und andere geringe Sorten. Vanille.

Ausser diesem werden vom Jahre 1837 an, auf sechs ahre, vom Ausfuhrzoll befreiet: Rübsaamen, Rapps- oder ohlsaat; desgleichen ähnliche ölhaltige Saamen, die n Tarif nicht besonders benannt, und unter verschiedenen örtchen Benennungen bekannt sind, als: Surepa, Rischey nd dergleichen.

Vorschriften.

1) Die Sätze dieses Verzeichnisses treten in Kraft mit lem 1/13. Januar 1837, und falls in entfernten Zollämtern olches nicht zur besagten Zeit eintreffen sollte, von der Zeit les Empfanges an.

2) Alle in diesem Verzeichnisse benannten Einfuhrwaaen, die in den Zollämtern bis zum 1/13. Januar 1837 unerzollt bleiben, geniessen des Nachlasses der Hälfte des herbgesetzten Zolles, von jenem Tage an; sollte aber das Verzeichniss später anlangen, vom Tage dessen Empfanges an. Eben so wird in diesen Fällen nur die Hälfte des 12½procentigen Supplementar-Zolles von den Waaren, welche davon befreiet werden, erhoben. Was hingegen die wenigen Waaren betrifft, deren Einfuhr früher erlaubt war, und deren Verzollung nunmehr aus besondern Rücksichten erhöht oder neu angesetzt worden, so sollen diejenigen aus ihnen, welche nach dem 1/13. Januar nächstkünftig in den Zollstätten verbleiben, nach den frühern Sätzen verzollt werden. Diejenigen hingegen, welche vom 1/13. Januar an, zu den Zollstätten gelangen, haben den Zoll nach dem gegenwärtigen Verzeichnisse zu entrichten. Zugleich jedoch wird dem Finanzminister erlaubt, die Verzollung, auch dieser letzteren Waaren, nach der frühern Bestimmung zu gestatten, wenn es bewiesen wird, dass dieselben vor dem 1/13. Januar abgesendet worden, oder dass, wenn deren Abfertigung später geschehen, die Absender, der Umstände halber, noch nichts von den Veränderungen im Tarif wissen konnten.

3) Die Aufhebung des Supplementar-Zolles von 12½ pCt. auf Ziegelstein-Thee, Lugan und andere darunter begriffene

Digitized by Google

geringere Theesorten, beginnt mit der in künftigem Winter 1837 — 1838 statthabenden Handelsperiode und erstreckt sich sowohl auf die neu zugeführten, als auch auf die von früherer Zeit restirenden Theesorten der Art.

4) Der Supplementar-Zoll von 12½ pCt, welcher nun von den oben benannten Waaren nachgelassen ist, wird auch von denjenigen gleichartigen Waaren nicht erhoben, deren Einfuhr in zerstossenem Zustande nunmehr gestattet wird; von den übrigen, in diesem Verzeichnisse benannten, wird er hingegen, bis auf weitere Verfügung, ferner erhoben, ausgenommen jedoch an denjenigen Zollstätten, wo dieser Supplementar-Zoll gar nicht stattfindet.

5) Die von nun an neuerdings zur Einfuhr zugelassenen Waaren werden zur Verzollung nur bei Zollstätten angenommen, wo bisher Waaren derselben Art eingeführt werden könnten; die übrigen neuerdings zur Einfuhr bewilligten Waaren können bei allen Zollstätten erster Classe eingeführt werden.

6) Die Gültigkeit gegenwärtigen Verzeichnisses erstreckt sich bloss auf die, nach dem Europäischen Tarif zu verzollenden Waaren; aus den Gegenständen des Asiatischen Tarifs aber nur auf den Ziegelsteinthee, auf Lugan und andere geringe Sorten dieses Tarifsatzes.

7) Von den Waaren, welche vom Schwarzen Meere her, in Transkaukasien zu einem geringern Zoll, als der in gegenwärtigem Verzeichnisse angesetzte zugelassen werden, ist daselbst der frühere Zoll zu beziehen.

8) In Transkaukasien wird von allen baumwollenen, undurchsichtigen und halbdurchsichtigen Fabrikaten der Zoll nach den frühern Sätzen bezogen.

9) Der fünfte Theil des Zolles, den man in Odessa zum Vortheil der Stadt erhebt, wird ferner nach den frühern Bestimmungen bezogen; von allen Waaren aber, die durch die dortigen Landzollstätten ins Innere des Reiches eingeführt werden, ist der Zoll, vom 1/13. Januar 1837 an, nach gegenwärtigem Verzeichnisse zu erheben.

10) Mit den früher verbotenen, und nunmehr zur Einfuhr zugelassenen Waaren, welche nach Herausgabe dieses Verzeichnisses als Contrebande entdeckt werden, ist wie mit eingeschwärzten erlaubten Waaren zu verfahren.

11) Rücksichtlich des Abzuges auf die Tara für die fortan zur Einfuhr zugelassenen Waaren, wird dem Finanzmini-

Digitized by Google

ster aufgetragen, den Zollämtern die gehörige Instruction zu ertheilen, sich dabei auf die dem Tarif sub. lit. A. B. beigefügten Tabellen, über die Berechnung der Tara, beziehend.

12) Der Finanzminister wird ermächtiget, im Einzelnen, über die Zweifelsfragen zu entscheiden, welche bei den Zollämtern, der Neuheit der Sache wegen, erhoben werden dürften.

Das Original hat unterschrieben:

Der Präsident des Reichsrathes

Graf Nowossilzoff.

Auf das Original haben Seine Kaiserliche Majestät Höchsteigenhändig geschrieben:

"Dem sey also."

Nicolaus.

St. Petersburg, 6/18. December 1836.

Digitized by Google

I.
TABLE CHRONOLOGIQUE.

1832.

7 Janvier-21 Mars. Texte complet des Actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15. Novembre 1831 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. Pag. 15

7 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Mexique et le Chili. 2

15 Juin. Convention entre la République de Chili et celle de Mexique, pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7. Mars 1831 pour l'échange des Ratifications du dit Traité. 19

12 Juillet. Traité d'amitié et d'alliance entre la République de Pérou et l'Etat de l'Equateur. 23

12 Juillet. Traité de commerce entre la République de Pérou et l'Etat de l'Equateur. 29

22 Octobre. Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15. Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 39

6 Novembre-3 Décembre. Ordres du Conseil de S. M. Britannique pour défendre tout commerce avec les Pays-Bas et pour mettre un embargo sur les bâtimens hollandais dans les ports de la Grande-Bretagne. 51

7 Novembre. Ordonnance du Roi des Français, portant que l'embargo sera mis sur tous les navires hollandais qui se trouvent dans les ports de France. 53

10 Novembre. Convention entre la France et la Belgique pour l'entrée d'une armée fran-

Digitized by Google

çaise en Belgique, dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes de la Hollande. Pag. 57
32 14 Novembre. Convention provisoire d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et l'Etat de l'Equateur. 51
16 Novembre. Arrêté du Roi des Pays-Bas, pour l'exclusion des navires français et anglais des ports de la Hollande. 56
8 Décembre. Traité de paix et d'amitié entre les Etats de la Nouvelle Grenade et de l'Equateur. 59
23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers, conclue entre le Maréchal français Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé. 63

1833.

22 Janvier. Proclamation du gouvernement britannique de Malte concernant les droits payables par les bâtimens Siciliens. 65
12 Février. Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Toscane et la Porte Ottomane. 66
11 Mars. Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République de Venezuela. 91
30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93
18 Mai. Protestation du Roi des deux Siciles contre la reconnaissance de la Princesse Donna Marie Isabelle Louise comne Princesse héréditaire de la Couronne d'Espagne. 95
21 Mai. Convention entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et le Royaume des Pays-Bas, de l'autre part, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97
1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande au gouvernement belge. 103
1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la

Digitized by Google

France, la Grande-Bretagne et la Hollande. Pag. 104
1833 14 Juin. Convention entre la France et la Grande-Bretagne, pour régler le mode de transport des depêches entre les deux Pays. 105
28 Août. Acte du Parlement Britannique pour régulariser le commerce à la Chine et aux Indes orientales. 115
28 Août. Acte du Parlement Britannique pour l'exécution de deux conventions conclues avec la France concernant la répression de la Traite des Noirs. 120
18 Novembre. Convention entre la Hollande et la Belgique conclue à Zonhoven, relativement aux communications militaires de la forteresse de Mastricht et Déclaration concernant la navigation de la Meuse. 134

1834.

1 Mai. Réglement concerté entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick concernant l'usage dont les Douaniers sont autorisés de faire de leurs armes. 147
11 Mai. Convention entre le Roi de Sardaigne et le Canton Suisse de Genève sur le partage des biens appartenans aux Communes, dont une partie seulement a été cédée par la Sardaigne d'après le Traité du 16 Mars 1816. 150
11 Mai. Convention spéciale relative aux fonds communaux partagés entre chaque commune, arrêtée entre les Commissaires de Sardaigne et ceux du canton de Genève. 159
12 Mai. Publication concernant le renouvellement de la convention d'étappes subsistante entre la Prusse et la Hesse-électorale. 168
30 Juin. Acte du Congrès des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, pour régulariser le commerce et les relations avec les tribus indiennes et pour conserver la paix sur les frontières. 183
8 Août. Traité entre la Grande-Bretagne, la France et la Sardaigne, pour l'accession de la dernière au Traité et aux articles supplé-

Digitized by Google

mentaires pour la répression de la Traite des Noirs. Pag. 194

1834 8 Novembre. Publication concernant une convention entre le Royaume d'Hanovre et l'Electorat de Hesse sur les droits de justice relatifs à la punition de delits de police. 197

4 Décembre. Traité entre l'Autriche et la Sardaigne pour empêcher la contrebande sur les caux limitrophes du Lac Majeur, du Po et du Tesin. 198

8 Décembre. Article additionnel à l'Acte d'accession de la Sardaigne au Traité conclu avec elle par la Grande-Bretagne, et la France, pour la répression de la Traite des Noirs. 206

8 Décembre. Protocole de la Conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de France et de Sardaigne sur l'article additionnel du Traité pour la répression de la Traite des Noirs. 208

1835.

8 Janvier. Publication concernant le renouvellement de la convention subsistante entre l'Electorat de Hesse et la Principauté de Waldeck pour la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et chanpêtres. 211

20 Février. Traité entre le Grand-duc de Hesse et le Landgrave de Hesse-Hombourg, pour l'accession du Pays de Hesse-Hombourg au sustême de douanes du Grandduché de Hesse et des autres Etats appartenans à la ligue de douanes. 211

14 Mars. Convention entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick, pour l'exécution complète de leur Traité du 1 Mai 1834 et particulièrement pour empêcher la contrebande. 217

14 Mars. Convention entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick pour l'exécution du Traité du 1 Mai 1834 dans leur possessions communes. 221

28 Avril. Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égali-

Digitized by Google

sation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis relativement aux droits à percevoir dans les ports d'Amérique. Pag. 495

1835 8 Mai. Loi donnée dans le Duché de Brunswick et concertée avec le Royaume d'Hanovre, portant défense de l'introduction du sel de l'étranger. 224

9 Mai. Publication de l'administration générale de Douanes en Bavière, concernant l'importation favorisée des marchandises de soie de la Suisse en Bavière et en Würtemberg. 227

12 Mai. Traité entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, les deux Hesses et la ligue de Thuringue d'une part et le Grand-duché de Bade de l'autre part, pour l'accession de ce dernier Etat à la ligue de douanes et de commerce subsistante entre les dits premiers Etats. 228

18 Mai-7 Mars 1836. Actes concernant le différend survenu entre la France et Bâle-Campagne, à propos de l'annullation prononcée par le grand-conseil de ce Canton Suisse, d'une acquisition d'immeubles faite par deux citoyens français, Alexandre et Baruch Wahl, de Mulhouse, Dép. du Haut-Rhin. 497

1 Juillet. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Caddo en Louisiane. 251

— Juillet. Convention entre la Bavière et la Hesse-électorale pour l'enquête et la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres, commis par leurs sujets sur les territoires respectifs. 255

11 Juillet. Patente de l'Empereur d'Autriche, ordonnant l'adoption d'un Système uniforme et commun de Douanes dans les différentes Provinces de la Monarchie autrichienne, à l'exception de l'Hongrie, de la Transylvanie et de la Dalmatie. 258

2 Août. Convention entre la France et la Sardaigne pour régler l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les fleuves et rivières limitrophes. 406

Digitized by Google

24 Août. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes de Commanche et Witchetaw et leurs tribus associées. Pag. 408

30 Août. Publication du Ministère des Finances en Prusse concernant la perception du péage sur l'Elbe concertée avec le Gouvernement du Royaume de Saxe. 411

31 Août. Ordonnance du Grandduc de Bade pour l'exécution d'une convention préliminaire conclue avec le Royaume de Würtemberg et le Grand-duché de Hesse (le 30 Juillet et le 15. Août 1835) pour la navigation du Neckar. 412

3 Septembre. Ordonnance du gouvernement du Duché de Nassau, concernant les relations de commerce et des douanes du Duché aux Etats d'Allemagne unis dans un système commun de Douanes. 414

3 Septembre. Ordonnance du gouvernement du Duché de Nassau pour régler le contrôle du transport et du trafic des marchandises sur le Rhin et sur le Mein, conformément à une convention conclue avec les gouvernemens du Royaume de Prusse et du Grand-duché de Hesse. 417

19 Septembre. Document officiel sans signature et sans date, remis aux Consuls européens résidans à Alexandrie, par ordre de Mehemed-Ali, Vice-Roi d'Egypte. 420

28 Septembre. Déclaration du Ministère des Finances du Grand-duché de Bade concernant l'extension de la liberté du commerce avec les autres Etats allemands réunis à un Système commun de Douanes. 423

12 Octobre. Convention entre le Grand-duché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen, pour l'agrégation de plusieurs districts de cette Principauté au Système de Douanes du Grand-duché de Bade. 424

3 Novembre. Ordonnance de Mehemed-Ali, Viceroi de l'Egypte, relativement à l'admission des étrangers. 428

Digitized by Google

1835 3 Novembre. Déclaration du Peuple de Texas réuni en Assemblée générale. Pag. 429

— Novembre. Convention entre le Royaume de Wurtemberg et le Grand-duché de Bade, concernant l'administration des douanes dans les enclaves respectives. 431

— Novembre. Convention entre le Grand-duché de Bade et celui de Hesse pour l'administration des douanes dans la place commune de Kürnbach et dans les enclaves respectives. 433

26 Novembre. Ordonnance déclarant l'accession du Grand-duché de Bade aux conventions subsistantes entre la Prusse, la Bavière, le Würtemberg et le Grand-duché de Hesse pour l'abolition réciproque des péages sur le Rhin et sur le Neckar. 435

30 Novembre. Ordonnance du Roi de Würtemberg concernant quelques faveurs à accorder à la Suisse pour l'importation de ses produits et fabricats dans le Royaume de Würtemberg. 437

10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la Ligue de Douanes et de Commerce subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, le Grand-duché de Bade, les deux Hesses et la Thuringue. 439

10 Décembre. Ordonnance publiée dans le Grand-duché de Bade, de concert avec la Bavière et le Würtemberg, concernant les faveurs de douanes accordées au commerce avec la Suisse. 459

12 Décembre. Nouvelle loi de succession pour l'Empire du Brésil. 461

18 Décembre. Ordonnance du gouvernement du Duché de Nassau concernant les relations de commerce et de douanes entre ce Duché et les Etats allemands réunis à un système commun de douanes. 462

22 Décembre. Ordonnance publiée dans le Grand-duché de Hesse, concernant l'agrégation de Steinbach et de Niederursel à la ligue de douanes du Grand-duché. 464

Digitized by Google

29 Décembre. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Cherokee sur le territoire de l'état de la Géorgie. Pag. 465

29 Décembre. Convention entre la Grande-Bretagne et la ville libre de Francfort, pour la rescision et l'abrogation du Traité de commerce et de navigation subsistant entre les deux Etats depuis le 13 Mai 1832. 482

... Décembre. Convention entre les Etats appartenans à la ligue de douanes d'Allemagne en faveur de quelques produits et fabricats importés de la Principauté de Neufchâtel. 488

..... Déclaration d'indépendance de la Circassie, adressée aux Cours européennes. 490

1836.

2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la Ligue de douanes et de commerce subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, le Bade, les deux Hesses et la Thuringue. 516

5 Janvier. Notification du Consul-général de la Russie, résidant à Hambourg, concernant la traite des Noirs. 534

9 Janvier. Protocole d'une Conférence tenue à Londres au Foreign office entre le Vicomte de Palmerston, le Baron da Torre de Moncorvo et le Comte Saint Martin d'Aglée, sur les différends survenus entre le Gouvernement de la Sardaigne et celui de Portugal. 535

14 Janvier. Traité entre la Toscane et la Sardaigne pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 536

20 Janvier. Traité de Paix, d'Amitié, de Navigation et de Commerce, entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la République de Venezuela. 544

9 Février-2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

26 Mars. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Mesquaw-buck, un

Digitized by Google

des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. Pag. 602

1836 29 Mars. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Waw-ke-wa, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. 605

11 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et une bande indienne de Pottawatomie. 607

22 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Pottawatomie sur le territoire de l'état de la Indiana. 610

22 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Quash-quaw sur le territoire de l'état de la Indiana. 612

23 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs de la tribu indienne des Wyandot sur le territoire de l'état de l'Ohio. 614

7 Mai. Traité entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick d'une part et le Grand-duché d'Oldenbourg de l'autre part pour l'accession du dernier à la ligue de commerce et de douanes des deux premiers. 617

9 Mai. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et quelques tribus de la nation indienne des Chippewas sur le territoire de Michigan. 631

28 Mai. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes des Ottawa et Chippewa. 634

19 Juillet. Traité de commerce et de navigation entre la France et le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin. 646

5 Août. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Pepin-a-waw, No-tawkah et Mac-kah-tah-mo-ah, chefs d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie dans l'Etat d'Indiana. 658

23 Août. Instruction de S. S. Grégoire XVI aux Evêques des Etats de terreferme du Roi

Digitized by Google

de Sardaigne sur les règles à observer pour les registres des Paroisses. Pag. 659

6 24 Août. Lettre de S. S. Grégoire XVI à S. M. le Roi de Sardaigne, par laquelle le S. Père transmet au Roi l'instruction aux Evêques sur les régles à observer pour les registres des Paroises. 672

1 Septembre. Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Toscane et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports d'Amérique. 674

3 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale d'une part et la nation indienne de Menomonie dans le district de Wisconsin de l'autre part. 675

10 Septembre. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs et notables des Sioux et avec la tribu indienne des Wa-ha-shaws. 680

16 Septembre. Traité de paix, et d'amitié entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et l'Empereur de Marocco. 685

17 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale d'une part et la tribu indienne des Joways et la horde des Sacks et Foxes en Missouri de l'autre part. 682

19 Septembre. Circulaire de M. de Buteniew, Ministre plénipotentiaire de la Russie, adressé au Corps diplomatique à Constantinople, concernant la navigation de la mer noire. 691

20 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et le frère de To-i-sa, Me-mat-way et Che-quaw-ka-ho, chefs d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie. 693

22 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Mosack, Chef d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie. 694

23 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs des Pottawatomie Indiens du Wabash. 694

Digitized by Google

1836 27 Septemb. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus indiennes des Sac et des Fox. 696
28 Septemb. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées indiennes des Sac et Fox. 696
15 Octobre. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Otoes, Missouries, Omahaw et les bandes Yankton et Santee de la nation indienne des Sioux. 700
29 Octobre. Réponse du Roi de Sardaigne à la lettre lui transmise par S. S. Grégoire XVI en date du Août 1836. 673
13 Novembre. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus des Wahpaakootah, Susseton et Hauts-Medawakanton de la nation indienne des Sioux. 704
19 Novembre. Statut de famille et loi de succession pour les maisons regnantes dans le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick. 705
$\frac{6}{18}$ Décembre. Ukase de l'Empereur de toutes les Russies, portant la denomination des marchandises de l'étranger dont l'importation est permise en Russie, ainsi que de celles, dont les droits de douanes ont été diminués ou changés. 733

Digitized by Google

II.

TABLE ALPHABETIQUE.

Amérique (Etats-unis).

34 30 Juin. Acte du Congrès des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, pour régulariser le commerce et les relations avec les tribus indiennes et pour conserver la paix sur les frontières. Pag. 183

35 28 Avril. Proclamation du Président des Etats-unis, portant égalisation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports americains. 495

1 Juillet. Convention avec la nation indienne des Caddo en Louisiane. 251

24 Août. Convention avec les nations indiennes de Commanche et Witchetaw et leurs tribus associées. 408

29 Décembre. Convention avec la tribu indienne des Cherokee sur le territoire de la Géorgie. 465

36 20 Janvier. Traité de paix, d'amitié de navigation et de commerce avec la République de Venezuela. 544

26 Mars. Convention avec Mesquawbuck, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. 602

29 Mars. Convention avec Waw-ke-wa, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. 605

11 Avril. Convention avec une bande indienne de Pottawatomie. 607

22 Avril. Convention avec la tribu indienne des Pottawatomie sur le territoire d'Indiana.. 610

22 Avril. Convention avec la tribu indienne des Quash-quaw sur le territoire d'Indiana. 612

Digitized by Google

1836. 23 Avril. Convention avec les chefs de la tribu indienne des Wyandot sur le territoire d'Ohio. Pag. 614

9 Mai. Convention avec quelques tribus de la nation indienne des Chippewas sur le territoire de Michigan. 631

28 Mai. Convention avec les nations indiennes des Ottowa et Chippewa. 634

5 Août. Traité avec Pepin-a-waw, No-taw-kah et Mac-kah-tah-mo-ah, chefs d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie dans l'Etat d'Indiana. 658

1 Septembre. Proclamation du Président des Etats-unis, portant égalisation des bâtimens de Toscane et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports américains. 674

3 Septembre. Traité avec la nation indienne de Menomonie dans le District de Wisconsin. 675

10 Septembre. Convention avec les chefs et notables des Sioux et avec la tribu indienne des Wa-ha-shaws. 680

16 Septembre. Traité de paix et d'amitié avec l'Empereur de Marocco. 685

17 Septembre. Traité avec la tribu indienne des Joways et avec la horde des Sacks et Foxes en Missouri. 689

20 Septembre. Traité avec le frère de To-i-sa, Memat-way et Che-quaw-ka-ho, Chefs d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie. 693

22 Septembre. Traité avec Mo-sack, Chef d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie. 694

23 Septembre. Traité avec les chefs des Pottawatomie-Indiens du Wabash. 694

27 Septembre. Convention avec les tribus indiennes des Sac et Fox. 696

28 Septembre. Traité avec les tribus confédérées indiennes des Sac et Fox. 696

15 Octobre. Convention avec les Otoes, Missouries, Omahaw et les bandes Yankton et Santee de la nation indienne des Sioux. 700

13 Novembre. Convention avec les tribus des Wahpaakoosah, Susseton et Hauts-Medawakanton de la nation indienne des Sioux. 704

Digitized by Google

Autriche.

832 21 Mars. Texte complet et original de l'acte de Ratification du Traité concernant la separation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part de l'Empereur d'Autriche. Pag. 15

834 4. Décembre. Traité avec la Sardaigne pour empêcher la contrebande sur les eaux limitrophes du Lac Majeur, du Po et du Tesin. 198

835 11 Juillet. Patente de l'Empereur d'Autriche ordonnant l'adoption d'un système uniforme et commun de Douanes dans les différentes Provinces de la Monarchie autrichienne, à l'exception de l'Hongrie, de la Transylvanie et de la Dalmatie. 258

Extrait des Ordonnances en Autriche concernant les Douanes. 260

Tarif général de douanes en vigueur en Autriche. 294

836 9 Février-2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

Bade.

835 12 Mai. Traité pour l'accession du Grand-duché de Bade à la ligue de douanes subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, les deux Hesses et la Thuringue. 228

31 Août Ordonnance pour l'exécution d'une convention préliminaire conclue avec le Royaume de Würtemberg et le Grand-duché de Hesse (le 31 Juillet et le 15 Août 1835) pour la navigation du Neckar. 412

28 Septembre. Déclaration du Ministère des Finances concernant l'extension de la liberté du commerce avec les autres Etats allemands réunis à un Système commun de douanes. 423

12 Octobre. Convention avec la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen, pour l'aggrégation

Digitized by Google

de plusieurs districts de cette Principauté au système de douanes du Grand-duché de Bade. Pag. 424

1835 — Novembre. Convention avec le Royaume de Würtemberg pour l'administration des douanes dans les enclaves respectives. 433

— Novembre. Convention avec le Grand-duché de Hesse pour l'administration des douanes dans la place commune de Kürnbach et dans les enclaves respectives. 433

26 Novembre. Ordonnance déclarant l'accession du Grand-duché de Bade aux conventions subsistantes entre la Prusse, la Bavière, le Würtemberg et le Grand-duché de Hesse pour l'abolition réciproque des péages sur le Rhin et sur le Neckar. 435

10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la ligue de douanes. 439

10 Décembre. Ordonnance publiée de concert avec la Bavière et le Würtemberg, concernant les faveurs de douanes accordées au commerce avec la Suisse 459

1836 2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes. 516

Bavière.

1833 30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93

1835 9 Mai. Publication de l'administration générale de Douanes en Bavière, concernant l'importation favorisée des marchandises de soie de la Suisse en Bavière et en Würtemberg. 227

12 Mai. Traité pour l'admission du Grand-duché de Bade à la ligue de douanes. 228

— Juillet. Convention avec la Hesse électorale, pour l'enquête et la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres, commis par les sujets des deux Etats sur les territoires respectifs. 255

10 Décembre. Traité pour l'admission du Duché de Nassau à la ligue de douanes. 439

Digitized by Google

1835 10 Décembre. Publication concernant les faveurs de douanes accordées au commerce de la Suisse par la Bavière, le Würtemberg et le Bade. Pag. 459
— Décembre. Convention en faveur de quelques produits et fabricats importés de la Principauté de Neufchâtel. 488
1836 2 Janvier. Traité pour l'admission de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes. 516

Belgique.

1832 7 Janvier-21 Mars. Texte complet des Actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande conclu le 15 Novembre 1831 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. 15
22 Octobre. Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15 Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 39
10 Novembre. Convention avec la France pour l'entrée d'une armée française en Belgique, dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes de la Hollande. 57
23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers entre le Maréchal français Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé. 63
1833 1 Juin. Notification de la Convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne et la France d'une part et la Hollande de l'autre part, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832, au Gouvernement de la Belgique. 103
1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne, la France et la Hollande. 104
18 Novembre. Convention avec la Hollande conclue à Zonhoven, relativement aux communications militaires de la forteresse de Mastricht

Digitized by Google

et Déclaration concernant la navigation de la Meuse. Pag. 134

Brunswick.

1834 1 Mai. Réglement concerté avec le Royaume d'Hanovre concernant l'usage dont les Douaniers sont autorisés de faire de leurs armes. 141

1835 14 Mars. Convention avec le Royaume d'Hanovre, pour l'exécution complète de leur Traité du 1 Mai 1834 et particulièrement pour empêcher la contrebande. 217

14 Mars. Convention avec le Royaume d'Hanovre pour l'exécution de leur Traité du 1 Mai 1834 dans leurs possessions communes. 221

8 Mai. Loi concertée avec le Gouvernement hanovrien, portant défense de l'introduction du sel de l'étranger. 224

1836 7 Mai. Traité entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick d'une part et le Grand-duché d'Oldenbourg de l'autre part, pour l'accession du dernier à la ligue de commerce et de douanes des deux premiers. 617

19 Novembre. Statut de famille et loi de succession pour les maisons regnantes dans le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick. 705

Chili.

1832 7 Mars. Traite d'amitié, de commerce et de navigation avec la République de Mexique. 2

15 Juin. Convention avec la République de Mexique pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7 Mars 1832 pour l'échange des ratifications du dit Traité. 19

Circassie.

1835 Déclaration d'indépendance de la Circassie adressée aux Cours européennes. 490

Cracovie.

1836 9 Février - 2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

Digitized by Google

Egypte.

35 19 Septembre. Document officiel sans signature et sans date remis aux Consuls européens résidans à Alexandrie par Ordre de Mehemed-Ali, Viceroi d'Egypte. Pag. 420
3 Novembre. Ordonnance de Mehemed-Ali, Viceroi d'Egypte, relativement à l'admission des étrangers. 428

Equateur.

332 12 Juillet. Traité d'amitié et d'alliance avec la République de Pérou. 23
12 Juillet. Traité de commerce avec la Republique de Pérou. 29
14 Novembre. Convention provisoire d'amitié, le commerce et de navigation avec la France. 51
8 Décembre. Traité de paix et d'amitié avec la Nouvelle Grénade. 59

Espagne.

833 18 Mai. Protestation du Roi des deux Siciles contre la reconnaissance de Donna Marie Isabelle Louise comme Princesse héréditaire de la couronne d'Espagne. 95

France.

832 7 Janvier-21 Mars. Texte complet des Actes de ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. 15
22 Octobre. Convention avec la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15 Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 39
7 Novembre. Ordonnance du Roi des Français portant que l'embargo sera mis sur tous les navires hollandais qui se trouvent dans les ports de France. 53

Digitized by Google

1832 10 Novembre. Convention avec la Belgique pour l'entrée d'une armée française en Belgique, dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes de la Hollande. Pag. 57

14 Novembre. Convention provisoire d'amitié, de commerce et de navigation avec l'Etat de l'Equateur. 51

23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers, conclue entre le Maréchal français Gérard et le général hollandais Baron de Chassé. 63

1833 11 Mars. Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation avec la République de Venezuela. 91

30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la France, la Grande-Bretagne, la Russie et la Bavière. 93

21 Mai. Convention entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et le Royaume des Pays-Bas de l'autre part dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97

1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande, au gouvernement de la Belgique. 103

1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande. 104

14 Juin. Convention avec la Grande-Bretagne, pour régler le mode de transport des depêches entre les deux Pays. 105

1834 8 Août. Traité entre la France, la Grande-Bretagne et la Sardaigne pour l'accession de la dernière au Traité et aux articles supplémentaires pour la répression de la Traite des Noirs. 194

4 Décembre. Article additionnel à l'acte d'accession de la Sardaigne au Traité conclu avec elle par la France et la Grande-Bretagne pour la répression de la Traite des Noirs. 206

Digitized by Google

1834 8 Décembre. Protocole de la conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne et de la Sardaigne sur l'article additionnel du Traité pour la répression de la Traité des Noirs. Pag. 208

1835 18 Mai-7 Mars 1836. Actes concernant le différend survenu entre la France et Bâle-Campagne à propos de l'annullation prononcée par le grand-conseil de ce Canton Suisse, d'une acquisition d'immeubles faite par deux citoyens français Alexandre et Baruch Wahl de Mulhouse, Dép. du Haut-Rhin 497

2 Août. Convention avec la Sardaigne pour régler l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les fleuves et rivières limitrophes. 406

1836 19 Juillet. Traité de commerce et de navigation avec le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin. 646

Francfort (ville libre).

1835 29 Décembre. Convention avec la Grande-Bretagne pour la rescision et l'abrogation du Traité de commerce et de navigation subsistant entre la ville libre de Francfort et la Grande-Bretagne depuis le 13 Mai 1832. 482

1836 2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la Ligue de douanes subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, le Bade, les deux Hesses et la Thuringue. 516

Grande-Bretagne.

1832 7 Janvier-21 Mars. Texte complet des Actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. 15

22 Octobre. Convention avec la France pour l'exécution du Traité du 15 Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 89

Digitized by Google

1832 6 Novembre-3 Décembre. Ordres du Cabinet de S. M. Britannique pour défendre tout commerce avec les Pays-Bas et pour mettre un embargo sur les bâtimens hollandais dans les ports de la Grande-Bretagne. Pag. 54

1833 22 Janvier. Proclamation du gouvernement britannique de l'Ile de Malte, concernant les droits payables par les bâtimens Siciliens. 65

30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93

21 Mai. Convention entre la Grande-Bretagne et la France d'une part et le Royaume des Pays-Bas de l'autre part, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97

1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne, la France et la Hollande au Gouvernement de la Belgique. 103

1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne, la France et la Hollande. 104

14 Juin. Convention avec la France pour régler le mode de transport des depêches entre les deux Pays. 105

28 Août. Acte du Parlament Britannique, pour régulariser le commerce avec la Chine et les Indes orientales. 115

1834 8 Août. Traité entre la Grande-Bretagne, la France et la Sardaigne, pour l'accession de la dernière au Traité et aux articles supplémentaires pour la répression de la Traité des Noirs. 194

8 Décembre. Article additionnel à l'acte d'accession de la Sardaigne au Traité conclue avec elle par la Grande-Bretagne et la France pour la répression de la Traité des Noirs. 206

8 Décembre. Protocole de la conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de France et de Sardaigne sur l'article additionnel au Traité pour la répression de la Traité des Noirs. 208

Digitized by Google

1835 29 Décembre. Convention entre la Grande-Bretagne et la ville libre de Francfort pour la rescision et l'abrogation du Traité de commerce et de navigation subsistant entre ces deux Etats depuis le 13 Mai 1832. Pag. 482

1836 9 Janvier. Protocole d'une conférence tenue à Londres au Foreign-Office entre le Vicomte de Palmerston le Baron da Torre de Moncorvo et le Comte Saint Martin d'Aglée, sur les différends survenus entre la Sardaigne et le Portugal. 535

Grèce.

1833 30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93

Hanovre.

1834 1 Mai. Réglement concerté avec le Duché de Brunswick concernant l'usage dont les Douaniers sont autorisés de faire de leurs armes. 147

8 Novembre. Publication concernant une convention avec l'Electorat de Hesse sur les droits de justice relatifs à la punition de delits de police. 197

1835 14 Mars. Convention avec le Duché de Brunswick, pour l'exécution complète du Traité du 1 Mai 1834 et particulièrement pour empêcher la contrebande. 217

14 Mars. Convention avec le Duché de Brunswick, pour l'exécution du Traité du 1 Mai 1834 dans les possessions communes. 221

1836 7 Mai. Traité entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick d'une part et le Grand-duché d'Oldenbourg de l'autre part, pour l'accession du dernier à la ligue de commerce et de douanes des deux premiers. 617

19 Novembre. Statut de famille et loi de succession pour les maisons regnantes dans le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick. 617

Hesse-électorale.

1834 12 Mai. Publication concernant le renouvellement de la convention d'étappes subsistante avec la Prusse. 168

Digitized by Google

1834 8 Novembre. Publication concernant une convention avec le Royaume d'Hanovre sur les droits de justice relatifs à la punition de delits de police. Pag. 197
1835 8 Janvier. Publication concernant le renouvellement de la convention subsistante avec la Principauté de Waldeck pour la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres. 211
12 Mai. Traité pour l'accession du Grand-duché de Bade à la ligue de commerce et de douanes. 228
— Juillet. Convention avec la Bavière pour l'enquête et la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres commis par les sujets respectifs sur les territoires respectifs. 255
10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la ligue de douanes. 439
1836 2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes. 516

Hesse-grand-ducale.

1835 20 Février. Traité avec le Landgrave de Hesse-Hombourg, pour l'accession du Pays de Hesse-Hombourg au système de douanes du Grand-duché de Hesse et les autres Etats appartenans à la ligue de douanes. 211
12 Mai. Traité pour l'accession du Grand-duché de Bade à la ligue de douanes et de commerce. 228
31 Août. Publication concernant une convention préliminaire conclue avec le Grand-duché de Bade pour la navigation du Neckar. 412
— Novembre. Convention avec le Grand-duché de Bade pour l'administration des douanes dans la place commune de Kürnbach et dans les enclaves respectives. 433
10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la ligue de douanes. 439
22 Décembre. Ordonnance concernant l'agrégation de Steinbach et de Niederursel à la ligue de douanes du Grand-duché. 464
1836 2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes. 516

Digitized by Google

Hesse-Hombourg.

1835 20 Février. Traité avec le Grand-duché de Hesse pour l'accession du Landgraviat de Hesse-Hombourg au système de douanes du Grand-duché de Hesse et des autres Etats appartenans à la ligue de douanes. Pag. 211

Hohenzollern-Siegmaringen.

1835 12 Octobre. Convention avec le Grand-duché de Bade pour l'agrégation de plusieurs districts de la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen au système de douanes adopté par le Grand-duché de Bade. 424

Hollande.

1832 7 Janvier-21 Mars. Texte complet des actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. 15

22 Octobre. Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15 Novembre 1831 concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 39

6 Novembre-3 Décembre. Ordres du Conseil de S. M. Britannique pour défendre tout commerce avec la Hollande et pour mettre un embargo sur les bâtimens hollandais dans les ports de la Grande-Bretagne 54

7 Novembre. Ordonnance du Roi des Français portant que l'embargo sera mis sur tous les navires hollandais qui se trouvent dans les ports de France. 53

10 Novembre. Convention entre la France et la Belgique pour l'entrée d'une armée française en Belgique dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes de la Hollande. 57

16 Novembre. Arrêté du Roi de Hollande pour l'exclusion des navires anglais et français des ports hollandais. 56

Digitized by Google

1832 23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers, conclue entre le Maréchal français Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé. Pag. 63

1833 21 Mai. Convention entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et le Royaume de Hollande de l'autre part, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97

1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande au Gouvernement Belge. 103

1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande. 104

18 Novembre. Convention avec la Belgique, conclue à Zonhoven, relativement aux communications militaires de la forteresse de Mastricht et Déclaration concernant la navigation de la Meuse. 134

Marocco.

1836 16 Septembre. Traité de paix et d'amitié avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 685

Mecklenbourg-Schwerin.

1835 28 Avril. Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports américains. 495

1836 19 Juillet. Traité de commerce et de navigation avec la France. 646

Mexique.

1832 7 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec le Chili. 2

15 Juin. Convention avec la République de Chili pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7 Mars 1832 pour l'échange des ratifications du dit Traité. 19

3 Novembre. Déclaration du Peuple de Texas réuni en Assemblée-générale. 429

Digitized by Google

Nassau.

1835 3 Septembre. Ordonnance concernant les relations de commerce et des douanes du Duché de Nassau aux Etats d'Allemagne unis dans un système commun de douanes. Pag. 414

3 Septemb. Ordonnance pour régler le contrôle du transport et du trafic des marchandises sur le Rhin et sur le Mein conformément à une convention conclue avec les gouvernemens du Royaume de Prusse et du Grand-duché de Hesse. 417

10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la ligue de douanes et de commerce. 439

12 Décembre. Ordonnance concernant les relations de commerce et des douanes. 462

Nouvelle-Grénade.

1832 8 Décembre. Traité de paix et d'amitié avec l'Etat de l'Equateur. 59

Oldenbourg.

1836 7 Mai. Traité avec le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick pour l'accession du Grand-duché d'Oldenbourg à la ligue de commerce et de douanes subsistante entre ces deux Etats. 617

Pérou.

1832 12 Juillet. Traité d'amitié et d'alliance avec l'Etat de l'Equateur. 23

12 Juillet. Traité de commerce avec l'Etat de l'Equateur. 29

Portugal.

1835 9 Janvier. Protocole d'une conférence tenue à Londres au Foreign office entre le Vicomte de Palmerston, le Baron da Torre de Moncorvo et le Comte Saint Martin d'Aglée, sur les différends survenus entre le Gouvernement de Portugal et celui de Sardaigne. 535

Digitized by Google

Prusse.

1832 7 Janvier. Texte complet de l'acte de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la Prusse, la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie et la Belgique, de la part du Roi de Prusse. Pag. 16

1834 12 Mai. Publication concernant le renouvellement de la convention d'étappes subsistante entre la Prusse et la Hesse électorale. 168

1835 12 Mai. Traité entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, les deux Hesses et la ligue de Thuringue d'une part et le Grand-duché de Bade de l'autre part pour l'accession de ce dernier Etat à la ligue de douanes et de commerce subsistante entre les dits premiers Etats. 228

30 Août. Publication du Ministère des Finances en Prusse concernant la perception du péage sur l'Elbe, concerté avec le Gouvernement du Royaume de Saxe. 411

10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la Ligue de douanes Prussienne. 439

1836 2 Janvier Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes Prussienne. 516

9 Février-2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

Rome (Cour de).

1836 23 Août. Instruction de S. S. Grégoire XVI aux Evêques des Etats de Terre ferme du Roi de Sardaigne sur les régles à observer pour les registres des Paroises. 659

24 Août. Lettre de S. S. Grégoire XVI à S. M. le Roi de Sardaigne par laquelle le S. Père transmet au Roi l'instruction aux Evêques sur les règles à observer pour les registres des Paroises. 672

29 Octobre. Réponse du Roi de Sardaigne à la lettre lui transmise par le Pape. 673

Digitized by Google

Russie.

1832 18 Janvier. Texte complet de l'acte de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la Russie, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, la Prusse et la Belgique, de la part de l'Empereur de toutes les Russies. Pag. 17

1833 30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Russie, la Grande-Bretagne, la France et la Bavière. 93

1836 5 Janvier. Notification du Consul-général de la Russie résidant à Hambourg, concernant la traite des noirs. 534

9 Février-2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie, pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

19 Septembre. Circulaire de M. Butaniew, Ministre plénipotentiaire de la Russie addressé au corps diplomatique à Constantinople, concernant la navigation sur la mer noire. 691

$\frac{6}{18}$ Décembre. Ukase de l'Empereur de toutes les Russies, portant la dénomination des marchandises de l'étranger dont l'importation est permise en Russie ainsi que de celles, dont les droits de douanes ont été diminués ou changés. 733

Sardaigne.

1834 11 Mai. Convention avec le Canton Suisse de Genève sur le partage des biens appartenans aux Communes dont une partie seulement a été cédée par la Sardaigne d'après le Traité du 16 Mars 1816. 150

11 Mai. Convention spéciale relative aux fonds communaux partagés entre chaque commune, arrêtée entre les Commissaires de Sardaigne et ceux du Canton de Genève. 158

30 Juin. Traité avec la Grande-Bretagne et la France, pour l'accession de la Sardaigne au Traité et aux articles supplémentaires pour la répression de la Traité des Noirs. 194

Digitized by Google

1834 4 Décembre. Traité avec l'Autriche pour empêcher la contrebande sur les eaux limitrophes du Lac Majeur, du Po et du Tesin. Pag. 198

8 Décembre. Article additionnel à l'acte d'accession de la Sardaigne au Traité conclu avec elle par la Grande-Bretagne et la France; pour la répression de la traite des Noirs. 206

8 Décembre. Protocole de la conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de Sardaigne, de la Grande-Bretagne et de France sur l'article additionnel du Traité pour la répression de la traite des Noirs. 208

1835 2 Août. Convention avec la France, pour régler l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les fleuves et rivières limitrophes. 466

1836 9 Janvier. Protocole d'une conférence tenue au Foreign Office à Londres entre le Comte Saint Martin d'Aglée, le Vicomte de Palmerston et le Baron da Torre de Moncorvo sur les différends survenus entre la Sardaigne et le Portugal. 585

14 Janvier. Traité avec la Toscane pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 536

23 Août. Instruction de S. S. Grégoire XVI aux Evêques des Etats de terre ferme du Roi de Sardaigne sur les règles à observer pour les registres des Paroises. 659

24 Août. Lettre de S. S. Grégoire XVI au Roi de Sardaigne, par laquelle le S. Père transmet au Roi l'instruction aux Evêques sur les règles à observer pour les régistres des Paroisses. 672

29 Octobre. Réponse du Roi de Sardaigne à la lettre précédente du Pape. 673

Saxe.

1835 12 Mai. Traité pour l'accession du Grand-duché de Bade à la ligue de commerce et de douanes. 228

10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la ligue de commerce et de douanes. 439

Digitized by Google

1836 2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la ligue de commerce et de douanes. Pag. 516

Deux-Siciles.

1833 18 Mai. Protestation du Roi des deux Siciles contre la reconnaissance de la Princesse Donna Marie Isabelle Louise comme Princesse-héréditaire de la couronne d'Espagne. 95

Suisse.

1835 9 Mai. Publication de l'administration générale de douanes en Bavière, concernant l'importation favorisée des marchandises de soie de la Suisse en Bavière et en Würtemberg. 227

18 Mai-7 Mars 1836. Actes concernant le différend survenu entre la France et Bâle-Campagne à propos de l'annullation prononcée par le grand-conseil de ce Canton d'une acquisition d'immeubles faite par deux citoyens français de la foi de Moïse. 497

30 Novembre. Ordonnance publiée en Würtemberg concernant quelques faveurs à accorder à la Suisse pour l'importation de ses produits et fabricats dans le Royaume de Würtemberg. 437

10 Décembre. Ordonnance publiée dans le Grand-duché de Bade, de concert avec la Bavière et le Würtemberg, concernant les faveurs de douanes accordées au commerce avec la Suisse. 459

— Décembre. Convention entre les Etats appartenans à la ligue de douanes d'Allemagne en faveur de quelques produits et fabricats importés du Pays de Neufchâtel. 488

Toscane.

833 12 Février. Traité de paix, d'amitié et de commerce avec la Porte Ottomane. 66

836 14 Janvier. Traité avec la Sardaigne pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 536

1 Septembre. Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Toscane et de

Digitized by Google

leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis relativement aux droits à percevoir dans les ports américains. Pag. 674

Turquie.

1832 12 Février. Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Porte Ottomane et la Toscane. 66

Venezuela.

1832 11 Mars. Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation avec la France. 91

1836 20 Janvier. Traité de paix, d'amitié de navigation et de commerce avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 544

Waldeck.

1835 8 Janvier. Publication concernant le renouvellement de la convention subsistante avec l'Electorat de Hesse, pour la punition des delits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres. 211

Würtemberg.

1835 12 Mai. Traité pour l'admission du Grand-duché de Bade à la ligue de douanes et de commerce. 228

31 Août. Publication concernant une couvention préliminaire avec le Grand-duché de Bade pour la navigation du Neckar. 412

— Novembre. Convention avec le Grand-duché de Bade concernant l'administration des douanes dans les enclaves respectives. 431

30 Novembre. Ordonnance concernant quelques faveurs à accorder à la Suisse pour l'importation de ses produits et fabricats dans le Royaume de Würtemberg. 437

10 Décembre. Traité pour l'admission du Duché de Nassau à la ligue de douanes. 439

1836 2 Janvier. Traité pour l'admission de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes. 516

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google